



HAL
open science

Une frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique

Pascal Buresi

► **To cite this version:**

Pascal Buresi. Une frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique. Publibook, 2004, Recherches, 9782748306446. halshs-00078382

HAL Id: halshs-00078382

<https://shs.hal.science/halshs-00078382v1>

Submitted on 31 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pascal BURESI

La Frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique

Les frontières étatiques linéaires telles que nous les connaissons aujourd'hui trouvent leur origine dans la péninsule Ibérique au Moyen Âge au contact entre une chrétienté occidentale en voie de constitution et le "domaine de l'islam". Le terme de "frontière" apparaît en effet pour la première fois en Occident, en latin et en *romance*, entre le XI^e et le XIII^e siècle, sous la forme *frontera*, pour désigner la limite entre les royaumes chrétiens du nord de la péninsule Ibérique et al-Andalus. La création de ce néologisme répond à l'évolution des relations entre chrétienté et Islam. Loin d'être marginales, les périphéries des principautés chrétiennes et musulmanes sont au cœur des processus sociaux, politiques et culturels de l'époque : militarisation des sociétés, conquête et colonisation du *Far South* ibérique par des populations franques ou ibériques, construction des États monarchiques castillano-léonais, catalano-aragonais et portugais, développement de l'idéologie de la "Reconquête", création des empires berbères, almoravide et almohade, à cheval sur le Maghreb et la péninsule Ibérique, mouvements de réformes religieuses, développement du soufisme en Andalus... L'étude de la frontière dans la péninsule Ibérique au Moyen Âge permet de saisir un tournant majeur des relations entre chrétienté et Islam.

Ancien élève de l'École Normale Supérieure de Fontenay-Saint-Cloud et agrégé d'histoire, Pascal Buresi est chargé de recherche au CNRS dans l'Unité Mixte de Recherche 8084 "Islam médiéval : espaces, réseaux et pratiques culturelles". Ses recherches actuelles portent sur le Maghreb à l'époque almohade (1130-1269).

40,00 Euro

ISBN : 274830644-9
9 782748 306446
Diffusion : www.publibook.com

Photo de couverture : Château de Calatrava la Nueva

Colloques et revues - Cours - Recherches

La Frontière entre chrétienté
et Islam dans la péninsule Ibérique

Pascal BURESI

EPU
Éditions Publibook
Université

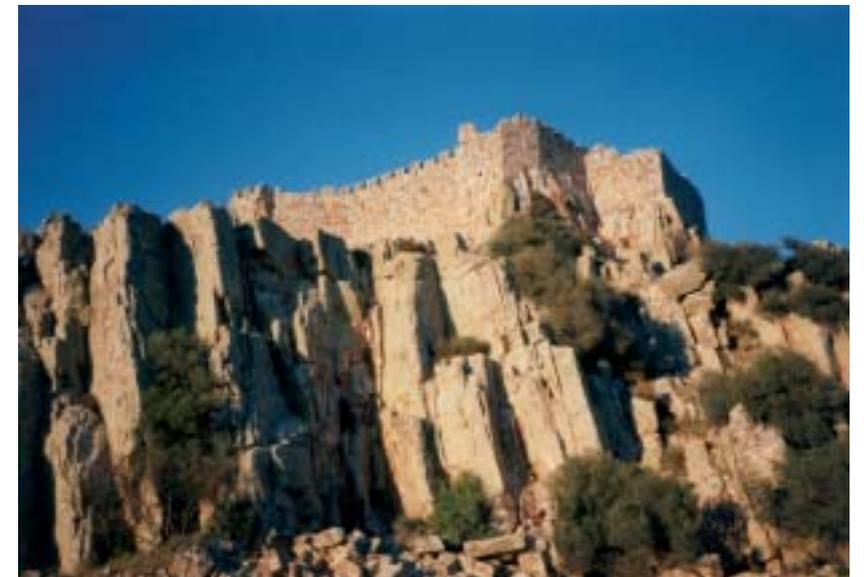
EPU
Éditions Publibook
Université

Colloques et revues - Cours - Recherches

Pascal BURESI

La Frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique

Du Tage à la Sierra Morena
(fin XIe-milieu XIIIe siècle)



Sciences Humaines et Sociales
Histoire

La Frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique

Pascal BURESI

**La Frontière entre chrétienté
et Islam dans la péninsule Ibérique**

*Du Tage à la Sierra Morena
(fin XI^e-milieu XIII^e siècle)*

Publibook

Dialoguez avec l'auteur, et retrouvez cet ouvrage accompagné de la critique de notre club de lecture, des commentaires des lecteurs, sur le site Publibook :

<http://www.publibook.com>

Publibook, Paris, 2004

Ce texte publié par Publibook est protégé par les lois et traités internationaux relatifs aux droits d'auteur. Son impression sur papier est strictement réservée à l'acquéreur et limitée à son usage personnel. Toute autre reproduction ou copie, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon et serait passible des sanctions prévues par les textes susvisés et notamment le code français de la propriété intellectuelle et les conventions internationales en vigueur sur la protection des droits d'auteur.

Éditions Publibook,
14, rue des Volontaires
75015 Paris – France
Tél : 33 (0)1 53 69 65 55

IDDN.FR.010.0103299.000.R.P.2004.035.40000

Ouvrage publié avec le concours du CNRS,
UMR 8084 "Islam médiéval: espaces, réseaux et pratiques culturelles".

Liste des abréviations

- AA : *Al-Andalus*
 AEM : *Anuario de Estudios medievales*
 AHDE : *Anuario de Historia del Derecho Español*
 AHN : Archivo Histórico Nacional
 Alarcos 1195 : *Alarcos 1195*, Actes du Congreso internacional conmemorativo del VIII Centenario de la Batalla de Alarcos (Ciudad Real, 1995), Cuenca, 1996,
 AQ : *Al-Qanṭara*
 AT1, AT2 : *Anales Toledanos I, Anales Toledanos II*, éd. E. Flórez, *España Sagrada*, t. 23, Madrid, 1791, p. 383-400.
 BRAH : *Boletín de la Real Academia de la Historia*
 Cai : *Chronica Adefonsi Imperatoris*
 Castrum IV : *Frontière et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen âge, Castrum IV*, Actes du colloque d'Erice-Trapani du 18-25 septembre 1988, École française de Rome, Casa de Velázquez, 1992.
 CHE : *Cuadernos de Historia de España*
 CHI : *Cuadernos de Historia del Islam*
 CCV : *Collection de la Casa de Velázquez*
 CDCL : *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230)*, t. 6, (1188-1230), éd. J. M. Fernández Catón, León, 1991.
 CHE : *Cuadernos de la Historia de España*
 CLRC : *Crónica Latina de los Reyes de Castilla*, éd. et trad. Luis Charlo Brea, Cadix, 1984.
 DLE : Menéndez Pidal, *Documentos Lingüísticos de España*
 EOBA : *Estudios onomástico-biográficos de al-Andalus*, CSIC.
 ES : *España Sagrada*, t. 23, éd. E. Flórez, Madrid, 1791.
 HT : *Hespéris-Tamuda*
 LPTE : *Liber Privilegiorum Toletanæ Ecclesiæ*
 MCV : *Mélanges de la Casa de Velázquez*
 MT : González Palencia, *Les Mozárabes de Toledo*
 NLA : AZZAOUÏ A., *Nouvelles lettres almohades*, Qénitra, 1995.
 OOMM : AHN, OOMM, órdenes militares
 OOMS : J. L. Martín Rodríguez, *Orígenes de la Orden militar de Santiago (1170-1195)*, Barcelone, 1974.
 PL : *Patrologia Latina*, J. P. Migne, 226 vol., Paris, 1844-1864.
 PRCT : J. A. García Luján, *Privilegios Reales de la Catedral de Toledo (1086-1462)*, II, Tolède, 1982.
 PRDV : *Privilegios reales y documentos viejos*
 RAH : Real Academia de la Historia
 RCN : González, *Repoblación de Castilla la Nueva*
 RIEIM : *Revista del Instituto de Estudios Islámicos de Madrid*
 ROMM : *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*
 RROP : González Jiménez, « Reconquista y repoblación del occidente péninsular »

Code phonétique et remarques diverses

Les voyelles longues sont représentées ā, Ā, ī, Ī, ū, Ū. Le *alif maqsūra* sera représenté par un « a » accentué : á. Le *š marbūta* sera en général représenté « t » entre parenthèses : (t), sauf pour les noms de villes, mais ce n'est pas systématique.

Nous avons désigné par le terme d'*Andalousiens*, les habitants d'al-Andalus. Ce terme désigne aussi les indigènes par rapport aux Berbères almoravides et almohades, ou par rapport aux Arabes déplacés d'Ifriqiya par tribus entières.

,	ء
b	ب
t	ط
ṭ	ث
ğ	ج
h	ح
ḥ	خ
d	د
ḍ	ذ
r	ر
z	ز
s	س
š	ش
ṣ̌	ص
ḍ	ض
ṭ	ط
ẓ	ظ
‘	ع
ğ	غ
f	ف
q	ق
k	ك
l	ل
m	م
n	ن
h	ه
w	و
y	ي

Avant-Propos

Ce livre est la version abrégée d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université Lumière Lyon II en décembre 2000, intitulée *Une frontière entre chrétienté et Islam : la région entre Tage et Sierra Morena (fin XI^e-milieu XIII^e siècles)*. Le lecteur intéressé se reportera à ce texte initial pour prendre connaissance de l'intégralité des sources utilisées et de la bibliographie complète.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont rendu possible la réalisation de ce travail. Pierre Guichard a été un directeur non directif, lecteur attentif et exigeant ; ses conseils, ses remarques et son soutien ont été précieux. Plusieurs personnes ou institutions ont facilité ma recherche : l'Institut Français d'Études Arabes de Damas et la Casa de Velázquez de Madrid. Les conditions de travail y étaient idéales, les bibliothèques très riches, et le personnel très hospitalier. Qu'ils reçoivent tous ici l'expression de ma gratitude, en particulier Patrice Cressier, directeur des études anciennes et médiévales à la Casa. Parmi les nombreuses personnes qui m'ont aidé lors de mes séjours en Espagne, je remercie tout particulièrement Maribel Fierro, pour son accueil, ses conseils et sa connaissance du monde musulman médiéval, Ricardo Izquierdo Benito, qui m'a invité si chaleureusement, à plusieurs reprises, sur le site magnifique de Vascos, Raúl Menasalvas, directeur du musée archéologique municipal de Puertollano et Martín Alvira Cabrer.

Mes parents ont relu ce travail à plusieurs reprises, qu'ils soient remerciés de leur dévouement. Tous savent ma reconnaissance.

Introduction

I. La frontière dans l'air du temps

L'inflation des productions « scientifiques », déclinées sur le mode : la poésie frontalière, les femmes, la vie, les châteaux... de la frontière, rendait nécessaire et urgent un travail de synthèse. Saragosse, Alcalá la Real, Lorca, Grenade, Tolède, Palmela, Porto ou Madrid ont toutes accueilli, ces dernières années, une ou plusieurs séries de colloques sur la frontière entre chrétienté et Islam. Rendre compte de toute cette production historique diluerait le propos ; en même temps les volumes publiés sur la frontière dans la péninsule Ibérique conduisent à s'interroger sur l'utilité de la présente contribution. L'intérêt du monde universitaire péninsulaire pour la frontière médiévale entre chrétienté et Islam et la multiplication des études sur ce thème au cours des vingt dernières années conduisent, pour être compris, à revenir brièvement sur l'historiographie espagnole, et plus largement ibérique.

La place de l'Islam est pour celle-ci une préoccupation importante, traitée le plus souvent, à travers le prisme des influences. Des civilisations ibérique, romaine, wisigothique, musulmane ou chrétienne, laquelle aurait le plus marqué de son sceau la culture et la langue espagnoles ? Sans remonter à l'historiographie du début du XIX^e siècle, avec les travaux de Conde, de Simonet, de Dozy, ou de Gayangos¹, on peut rappeler que jusqu'aux années 1970, l'interprétation de l'histoire de la péninsule Ibérique à l'époque médiévale s'est fondée sur un consensus, celui de la continuité. L'idée dominait qu'on pouvait suivre certains caractères propres à la Péninsule de l'époque ibérique, puis romaine, aux périodes moderne et contemporaine, en passant par les domination wisigothique et musulmane. La remise en question des thèses continuistes, ou traditionalistes, doit beaucoup au médiéviste catalan Miquel Barceló. En 1976, dans *Estructura antropológica de una sociedad islámica en Occidente*, Pierre Guichard reprend, sur des bases anthropologiques, la thèse de la rupture survenue dans la péninsule Ibérique après la conquête musulmane de 711². Alors que l'Espagne et le Portugal cherchent à entrer dans l'Europe communautaire, ce livre tombe comme un pavé dans la mare et provoque de vives réactions.

L'affirmation de l'altérité de la formation politique, économique et sociale andalou-sienne était un préliminaire indispensable pour le développement des études sur la frontière. En effet l'historien du Cid, Ramón Menéndez Pidal, avait développé l'idée que la *Reconquête* rassemblait légitimement, de part et d'autre de la frontière, des populations peu différentes : dans

1. Pour une vision détaillée de l'historiographie espagnole au XIX^e siècle, voir l'excellent ouvrage de James T. Monroe, *Islam and the Arabs in Spanish Scholarship (Sixteenth Century to the Present)*, Leyde, Brill, 1970 ; Martinez-Gros, «“Andalou”, “Arabe”, “Espagnol”», dans *l'Histoire des Musulmans d'Espagne* de Reinhart Dozy», *Studia islamica* 79, 2001, p. 113-116.

2. Il est d'ailleurs bon de noter que ce n'est que l'année suivante que cet ouvrage a été publié dans sa version française sous le titre *Structures sociales « orientales » et « occidentales » dans l'Espagne musulmane*, Paris-La Haye, Mouton, 1977.

cette optique, l'étude des relations frontalières présentait peu d'intérêt (Menéndez Pidal 1969, p. 77). D'un autre côté, une longue tradition historiographique a considéré la frontière chrétienne comme une ligne d'expansion continue se traduisant par la conquête d'enclaves musulmanes et par la grande entreprise du « repeuplement » (Moxó 1979). Cette conception d'une frontière dynamique et expansionniste tire son origine du modèle établi par Frederick Jackson Turner à propos de la frontière aux Etats-Unis (Turner 1920). La frontière, pour cet historien du Middle West, est un « processus » complexe, à la fois phénomène physique de peuplement de territoires vacants, mais aussi évolution conduisant en plusieurs étapes à la civilisation dans chaque zone successive et, enfin, transformation psychologique et idéologique concernant les acteurs de la frontière³. Cette civilisation aurait été celle de l'exaltation de la liberté individuelle et de la propriété privée face à l'État, par un développement social sans cesse renouvelé à la frontière. Turner influença toutes les recherches sur le thème de la frontière. Ray Allen Billington affirme par exemple une relation très forte entre les frontières médiévales et la frontière américaine : « Le peuplement du continent américain fut la dernière étape d'un vigoureux mouvement de populations qui avait commencé au XII^e siècle quand l'Europe féodale repoussa les hordes barbares qui avaient fait pression depuis l'est, le nord et le sud jusqu'à menacer la Ville sainte de Rome⁴ ». Ainsi les idées de « liberté humaine », de « société de petits propriétaires » qui apparaissent déjà formulées par Turner, réapparaissent-elles pour la Meseta castillane médiévale dans l'interprétation que présente Claudio Sánchez-Albornoz du phénomène frontalier (Sánchez-Albornoz 1963). Le parallélisme ne s'arrêta pas là puisque Archibald Lewis détailla la « fermeture des frontières médiévales » à partir de 1250 sur le modèle turnérien de la fermeture des frontières américaines à la fin du XIX^e siècle⁵. Dans la continuité de cette tradition turnérienne, l'historiographie anglo-saxonne, à travers les noms de Charles-Julian Bishko, d'Angus Mackay ou de Robert Bartlett, a conçu l'étude de la frontière avec l'Islam comme une autre manière de comprendre l'expansion européenne. Face à ce courant historiographique dont un des mérites est de mettre l'accent sur l'action en retour de la frontière sur les sociétés en contact, et dont le travers est l'érection de la frontière en facteur d'explication autonome et décontextualisé, il était nécessaire de recontextualiser fortement le concept de « frontière », qui ne peut être considéré comme un déterminant historique, si ce n'est, pour les Etats-Unis d'Amérique au XIX^e siècle, dans le domaine du discours politique et/ou historique de constitution d'un mythe fondateur.

Le renouvellement de l'historiographie sur al-Andalus explique en grande partie la vogue scientifique du thème de la frontière qui permet aux historiens de la Péninsule de continuer à s'interroger sur l'identité hispanique, le *ser de España*⁶. Malgré l'inflation des publications, plusieurs éléments justifient la rédaction d'un nouvel ouvrage sur la frontière entre chrétienté et Islam au Moyen Âge : le premier tient à la démarche adoptée, pour des raisons politiques et historiques, par les médiévistes de la Péninsule : la puissance des autonomies et le poids du localisme ont d'importantes répercussions sur l'orientation des recherches. Les tentatives de

3. Pour une synthèse sur cette question, voir R. I. Burns, « The significance of the Frontier in the Middle Ages », dans *Medieval Frontiers Societies*, p. 307-330 et Mitre 1997.

4. R. A. Billington, *Westward Expansion : A History of the American Frontier*, New York, 1949, rééd. 1982, p. 15.

5. A. R. Lewis, « The Closing of the Medieval Frontier, 1250-1350 », *Speculum* 33, 1958, p. 475-483.

6. Voir *España. Reflexiones sobre el ser de España*, Madrid, RAH, 1997, 3^e éd. 1998.

synthèse ou de comparaison sont découragées et les financements favorisent les recherches sur les entités provinciales aux dépens des travaux plus généraux. Cette orientation « localiste » explique en partie le caractère thématique des travaux sur la frontière. On trouve finalement très peu de réflexions sur le fonctionnement de la frontière dans son ensemble. Les historiens travaillent soit sur l'islam péninsulaire, soit sur la chrétienté ou bien, préoccupés qu'ils sont par la problématique « rupture / continuité », sur la transition : ce dernier courant se traduit par une méthode qui privilégie la chronologie (domination musulmane, conquête chrétienne et modalités de la colonisation), et qui évacue par là même le fait frontalier.

Paradoxalement, plus la frontière est linéaire, plus les études sont nombreuses et détaillées. L'objet est bien défini, il sépare deux États limités symboliquement, militairement et économiquement par deux lignes de châteaux, encadrant un étroit *no man's land* intermédiaire, tandis que des tours d'observation et des péages contrôlent le territoire en exploitant la topographie. En revanche lorsque le phénomène frontalier affecte un territoire étendu, où l'organisation est lâche et le contrôle étatique faible, le désintérêt est total. La conséquence de cette démarche est le caractère assez descriptif des étapes de la conquête, de la « respiration de la frontière », avec la succession de sièges de villes ou de châteaux, une liste des innombrables batailles, au total une histoire très politique, centrée sur les événements militaires et sur la réorganisation administrative des régions conquises. Il y a là une contradiction dont on ne peut sortir qu'en changeant totalement de perspective.

Le second élément tient à l'orientation des recherches dans le monde universitaire français. Malgré la réunion, en 1988, du colloque sur *Frontière et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen âge (Castrum IV)*, les publications sur les châteaux de la marche Supérieure, ou les travaux de Philippe Sénac sur la frontière aragonaise, les sources, l'historiographie et l'histoire ibériques restent peu connues en France. La nature et l'éparpillement des sources, l'obstacle linguistique (latin, *romance* et arabe) et des préoccupations encore trop hexagonales pèsent d'un très grand poids face à l'intérêt de la question. L'historiographie ibérique de la frontière ne comble hélas que partiellement ces carences de l'historiographie française et ne répond pas à la question minimale suivante : avant la mise en place d'une frontière presque linéaire autour du royaume de Grenade au milieu du XIII^e siècle, comment s'organise le territoire frontalier entre chrétienté et Islam ? Les difficultés soulevées par l'étude de la frontière tiennent à la marginalité même de l'objet, les territoires frontaliers représentant, par définition, la frange de la norme, la limite de la loi, qu'elle soit étatique ou religieuse, sociale, économique ou politique : la frontière est certes un lieu privilégié de la construction de l'État et de son histoire, mais les sources médiévales, qui nous renseignent pourtant sur ce processus, s'intéressent exclusivement au pouvoir central et laissent dans l'ombre les zones où ses interventions ne sont que ponctuelles. C'est donc en creux que se construit notre image de la frontière. L'étude d'un territoire frontalier médiéval représente ainsi un renversement épistémologique, puisqu'il s'agit de placer une périphérie des pouvoirs au centre d'une démarche. Ce changement de perspective porte en lui de nombreux écueils méthodologiques liés à l'interprétation des sources.

II. La diversité des sources utilisées

La zone frontalière est, paradoxalement, le lieu où se vit le contact entre des formations sociopolitiques différentes, mais pas nécessairement celui où il se conceptualise. Les informations éparées que nous distillent les sources scripturaires émanent en effet des grandes villes, Cordoue, Séville, voire Marrakech d'un côté, et Burgos ou Tuy de l'autre. Cette caractéristique est en fait plus marquée en Andalus que dans les régions chrétiennes où il convient d'accorder une place toute particulière à Tolède, ville-garnison, ville-frontière, ville royale, ville phare, culturellement et idéologiquement, et principal lieu de production de l'idéologie de la « Reconquête » : la capitale du Tage est le cœur administratif, politique, militaire, religieux du royaume de Castille — et parfois de Castille-León —, une cité géographiquement périphérique par rapport au royaume, frontalière avec l'Islam, et pourtant siège du pouvoir central. Les sources utilisées, à l'exception des sources archéologiques, ne proviennent donc pas nécessairement de la zone étudiée⁷.

Toutes les sources en arabe sur la période sont exhaustivement recensées dans le très utile *Retrosceso territorial de al-Andalus. Almorávides y Almohades. Siglos XI al XIII*, dirigé par María Jesús Viguera Molíns qui donne les références des éditions et des traductions dans les différentes langues européennes (Viguera 1997, p. 3-37). Une difficulté majeure tient à la classification de ces textes : les chroniques, les anthologies, les dictionnaires géographiques, la littérature politique, les lettres de chancellerie participent tous du genre de l'*adab* et la confusion des genres est de règle (Guichard 1990-1991, p. 32-42).

Par ailleurs l'absence d'archives du côté musulman rend difficile toute étude comparée avec le côté chrétien où les archives sont en partie conservées. Cette absence ne concerne pas tant la production que la conservation. L'importance accordée par les Arabes à la tradition orale, la destruction accidentelle ou volontaire des documents au moment des changements de dynasties et l'absence de « corporations stables » qui veilleraient à la conservation des documents contribuent à expliquer cette non-conservation. Par ailleurs les limites ne sont pas bien définies entre les biens personnels et les documents publics. C'est la raison pour laquelle les documents administratifs, souvent considérés comme privés, suivent en général leur « propriétaire », dont ils épousent la destinée, jusque dans le malheur : la mise à l'épreuve d'Ibn al-Abbār, par exemple, se solda par l'exécution de ce savant et l'incendie de ses lettres (1260). Il semblerait en fait que la raison profonde des manuels de chancellerie, des grandes compilations juridiques et de l'insertion de lettres dans les anthologies littéraires tiennent aussi, justement, au principe de non-conservation des archives.

7. Pour des raisons de commodité nous avons choisi de distinguer les sources en arabe et les sources latines (ou *romances*), bien que la documentation mozarabe de Tolède soit rédigée en arabe et qu'on ne possède que des versions latines du géographe musulman du X^e siècle, al-Rāzī, dont l'œuvre originale est perdue et dont on ne conserve que des traductions.

II.1. Les sources en arabe

II.1.a. Les dictionnaires géographiques

Conçus parfois comme des itinéraires, dans la lignée des *Kutub al-mamālik wa l-masālik* du X^e siècle, parfois comme des dictionnaires, les œuvres d'Ibn Ḥawqal (X^e siècle), d'al-Bakrī (XI^e siècle), d'al-Idrīsī, d'Ibn Ġālib (XII^e siècle), de Yaqūt (m. 1229) et d'al-Ḥimyārī (m. 1326) fournissent des renseignements intéressants sur les découpages administratifs, sur la perception de l'espace, sur les villes d'étape, sur la présence de fortifications et parfois sur les événements survenus à la frontière, mais l'exploitation de ces textes est délicate : ces ouvrages sont des compilations et reproduisent souvent des textes antérieurs parfois très anciens. Ainsi, dans son *Mu'ğam al-buldān* (« Dictionnaire des pays »), rédigé entre 1218 et 1229, Yaqūt utilise apparemment des textes que nous n'avons pas conservés et, quoique ne s'étant jamais rendu en Andalus, il fournit des renseignements très intéressants sur la nature du peuplement entre Tage et Sierra Morena⁸. Un des objectifs de cet auteur est de fournir à ses lecteurs l'explication des *nisba*-s géographiques des juristes et des lettrés. Cette préoccupation est de nature plus « littéraire » que proprement « géographique » ou historique.

Avec le *Mu'ğam* de Yaqūt, l'ouvrage le plus utile est le *Rawḍ al-Mi'tar* d'Ibn 'Abd al-Mun'im al-Ḥimyārī. Nous ne savons pas grand chose de cet auteur, si ce n'est qu'il était originaire du Maghreb, qu'il était jurisconsulte (*faqīh*) et assesseur (*'adl*). On apprend dans la longue introduction de son ouvrage, qu'al-Ḥimyārī s'est principalement inspiré de trois œuvres géographiques arabes : le *Kitāb al-masālik wa l-mamālik* d'al-Bakrī, le *Nuzhat al-Muštāq fī ḥtirāq al-āfāq* d'al-Idrīsī (548/1154) et le *Kitāb al-Istibṣār fī 'ağā'ib al-amṣār*, daté de 587/1191. La reprise de textes antérieurs explique que, dans la longue notice qu'il consacre à Tolède (n° 122), al-Ḥimyārī n'évoque la conquête de la ville par Alphonse VI deux siècles plus tôt, que laconiquement, dans la dernière ligne : « La prise de Tolède par les chrétiens eut lieu au milieu de *muḥarram* de l'année 478/mai 1085. » Malgré l'imprécision du vocabulaire utilisé, la consultation des dictionnaires géographique s'impose en complément des chroniques et pour l'étude du peuplement et de l'organisation administrative⁹.

II.1.b. Les chroniques

Les chroniques musulmanes des XI^e-XIII^e siècles constituent un élément essentiel de notre connaissance des événements frontaliers. Cette « historiographie andalouse est principalement centrée sur les pouvoirs politiques à dimension califale (Omeyyades de Cordoue, Almo-hades) et quasi-califale (Almoravides). Il ne semble pas que les États moins importants (*taifas*, État d'Ibn Mardaniš à Murcie et Valence au XII^e siècle), aient donné lieu à des histoires dignes d'être conservées » (Guichard 1990-1991, p. 33). Cette orientation présente un grand intérêt pour l'étude de la frontière en tant qu'elle est la limite d'une souveraineté de type « étatique » ; en même temps, elle risque de nous dissimuler la dimension « marginale » de la frontière, en

8. Les notices relatives à al-Andalus sont regroupées et traduites dans Gamāl 'Abd al-Karīm, « La España musulmana en la obra de Yaqūt... », *CHI*, 1974.

9. Citons à titre d'exemple les précieuses notices du *Rawḍ al-Mi'tar* d'al-Ḥimyārī concernant Chinchilla (*Ġinğāla*, n° 70), Sagradas (*Zallāqa*, n° 84), Salatierra (*Šalbatirra*, n° 97), Las Navas de Tolosa (*al-'Iqāb*, n° 125), Alcaraz (*Hiṣn al-Karas*, n° 156).

laissant dans l'ombre tout ce qui résiste ou tout ce qui est étranger au pouvoir central. L'« Exposition des événements survenus dans l'État des Ban° Ziri de Grenade » (*Kitāb al-Tibyān 'an al-ḥādīṭa al-kā'ina bi-dawlat Banī Ziri fi Ġarnāṭa*) rédigée en 1090 alors que son auteur, le prince de la *taifa* grenadine, l'émir 'Abd Allāh, est détenu à Aġmāt par les Almoravides, est un témoignage précieux sur la fin des *taifas* et sur l'intervention almoravide.

L'histoire de la dynastie almoravide, rédigée par Ibn al-Ṣayrafī (1074-1162) et intitulée *Al-anwār al-ġaliyya fi aḥbār al-dawla al-murābiṭiyya* (« Les feux brillants sur l'histoire de l'État almoravide »), est perdue, mais des extraits de cette œuvre sont conservés dans des chroniques postérieures, en particulier dans le *Bayān* d'Ibn 'Idāri (m. 1312). En revanche on possède les textes de plusieurs historiens ayant vécu à l'époque almohade : l'œuvre d'al-Bayḍāq, connue comme *Kitāb aḥbār al-Mahdī Ibn Tūmart wa-ibtidā' dawlat al-Muwahḥidīn* (« Livre des informations sur le Mahdī Ibn Tūmart et sur le début de l'État des Almohades »), est en réalité composée du *Kitāb al-ansāb fi ma'rifat al-aṣḥāb* (« Livre des lignées pour la connaissance des Compagnons »), dont on ne conserve qu'un extrait (*al-Muqtabis min kitāb al-ansāb fi ma'rifat al-aṣḥāb*) et d'une autre partie appelée *Ta'riḥ al-muwahḥidīn* (« Histoire des Almohades »). Il s'agit d'une « chronique tribale » qui porte sur la première époque de la dynastie almohade (le Mahdī et 'Abd al-Mu'min). Al-Bayḍāq est un maghrébin qui ne semble pas avoir eu de fonctions importantes. Son nom n'apparaît dans aucun recueil biographique.

Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā, un lettré de Beja (Algarve), fonctionnaire du *maḥzin* almohade, l'administration fiscale du régime, a rédigé la plus ancienne chronique dynastique sur les Almohades : « Le Don de l'imāmat » (*al-Mann bi-l-imāma*) porte sur les trois lustres 1159-1173 et constitue un témoignage exceptionnel sur cette période. La deuxième chronique dynastique sur les Almohades est « L'admirable dans le résumé des informations sur le Maghreb » (*Mu'ğib fi talḥīs aḥbār al-Maġrib*) de 'Abd al-Wāḥid al-Marrākūṣī, un auteur originaire de Marrakech qui étudia et vécut en Andalus. En 1217, il émigra en Orient et rédigea, pour une personnalité abbasside, un résumé de l'histoire de l'Occident musulman dont la moitié traite des Almohades jusqu'à Yūsuf II al-Mustaṣṣir (1214-1224).

La troisième grande chronique a été rédigée par Ibn al-Qaṭṭān, un courtisan maghrébin du calife al-Murtaḍā (1248-1266) : le *Naẓm al-ġumān*. On conserve la partie de cette chronique qui porte sur les années 1107-1138, ainsi que quelques fragments reproduits dans le *Bayān* d'Ibn 'Idāri. Ibn al-Qaṭṭān nous décrit les efforts déployés par la dynastie almoravide pour sauvegarder l'intégrité territoriale d'al-Andalus et pour repousser les attaques des chrétiens. Sa chronique nous fournit en particulier un récit de la prise d'Uclés et de Talavera par les troupes musulmanes dont on ne trouve nulle part ailleurs l'équivalent¹⁰. Un certain nombre de chroniques sont perdues, comme le *Muġrib fi aḥbār maḥāsini ahl al-Maġrib* d'Abū Yaḥyá al-Yasa' b. 'Īsá b. Ḥazm al-Yasa' al-Ġāfiqī, mais elles sont souvent citées par les auteurs postérieurs¹¹.

Les chroniques almohades sont nettement plus nombreuses que les chroniques almoravides. Aussi, pour avoir des renseignements sur al-Andalus au début du XII^e siècle, est-on obligé de faire appel à des chroniques postérieures qui dénigrent la dynastie saharienne. La « guerre psychologique » menée par les Almohades contre les dirigeants almoravides qu'ils

10. M. Zniber, « Coup d'œil sur quelques chroniques almohades récemment publiées », *HT* 7, 1966, p. 41-60, p. 44.

11. Pour plus de détails, voir al-Manūni, *Al-maṣādir al-'arabiyya li-ta'riḥ al-Maġrib min al-fath al-islāmī ila nihāyat al-'aṣr al-ḥadīṭ*, I, Casablanca, 1983.

avaient détrônés a été d'une telle efficacité que les historiens actuels conservent encore des préjugés liés au sombre tableau dressé par les Mu'minides. Même en faisant appel à des auteurs orientaux ou étrangers à la dynastie almohade, il est très difficile d'avoir une claire image de la situation politique au Maghreb et en Andalus entre la fin du XI^e et le milieu du XII^e siècle, tant les Almohades ont imprimé leur marque à l'histoire. Abū Marwān 'Abd al-Malik Ibn al-Kardabūs al-Tūziri a rédigé une « histoire d'al-Andalus » qui n'est qu'une partie d'une œuvre beaucoup plus étendue : le *Kitāb al-iktifā' fī aḥbār al-ḥulafā'* (« Livre de ce qui est suffisant à propos de l'histoire des califes »). On sait peu de choses sur Ibn al-Kardabūs : il vécut dans la seconde moitié du XII^e siècle et dans la première moitié du XIII^e siècle. D'après sa *nisba*, il était originaire de la ville de Tozeur en Ifriqiya ; Ibn al-Šabbāt nous apprend qu'il séjourna ensuite en Égypte et qu'il étudia à Alexandrie. Le *Kitāb al-iktifā'* est une histoire générale de l'Islam, en deux parties : la première du Prophète aux Omeyyades, la seconde des califes abbassides jusqu'au début du règne d'Abū Yūsuf Ya'qūb (1184-1199). On ne sait rien des sources utilisées par l'auteur pour la partie consacrée à al-Andalus. Mais l'œuvre se caractérise par la richesse de la matière apportée et par l'exactitude et la justesse des informations, dont la plupart seraient autrement mal connues¹².

Nous disposons ensuite d'un certain nombre de chroniques postérieures dont la plus importante est le *Bayān* d'Ibn 'Idāri, achevé en 1312 : c'est une très riche histoire de l'Occident musulman jusqu'à la chute des Almohades en 1269¹³. Des chroniques orientales comme le *Kāmil fī l-tārīḥ* (« Le complet dans l'histoire... ») de l'iraquien Ibn al-Aṭīr (555/1160-630/1233), une histoire universelle de la création du monde jusqu'en 1230, fournissent ponctuellement des détails intéressants sur la péninsule Ibérique. En revanche il faut utiliser avec précaution le *Rawḍ al-Qirṭās* d'Ibn Abī Zar', rédigé en 1326, parce que l'auteur décrit surtout les épisodes militaires et fait preuve de beaucoup d'exagération. Dans le *Ḥulal al-mawšīya* (« Les tuniques brodées »), rédigé en 1383, Ibn Simāk retrace l'histoire des dynasties qui prirent Marrakech pour capitale, comme les Almoravides et les Almohades. Il est généralement bien informé, mais il a tendance à reconstituer de longs discours et de longues lettres en les faisant passer pour authentiques.

II.1.c. Les anthologies et les sources poétiques

Les anthologies littéraires andalusiennes sont d'accès difficile parce qu'elles n'ont pas été traduites, et que leur style est très recherché et volontairement abscons. Les deux principaux auteurs d'anthologie sont Ibn Ḥāqān de Jaén (mort en 529/1134) et Ibn Bassām al-Šantarīnī (mort en 543/1148). Ibn Bassām est un *kātib* (« secrétaire-épistolier ») andalousien, chassé de sa patrie par Alphonse VI de Castille en 485/1092-1093. Il se rend pour la première fois à Cordoue en 1100 et, dans les années suivantes, il entreprend à Séville de rédiger la *Daḥira fī maḥāsin ahl al-Ġazira* (« Le trésor des mérites des habitants de la Péninsule »). Ibn Ḥāqān quant à lui compile des vers de souverains, de princes, de vizirs et de poètes et des anecdotes

12. « Tariḥ al-Andalus l-Ibn al-Kardabūs wa waṣfu-hu l-Ibn al-Šabbāt. Naṣṣān ḡadidān », al-'Abbādi (éd.), *RIEIM* 13, 1965-1966, p. 7-126 ; *Historia de al-Andalus. (Kitāb al-Iktifā')*, F. Maíllo Salgado (trad.), Madrid, Akal, 1986, dorénavant abrégé : Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*.

13. Les sources d'Ibn 'Idāri sont nombreuses et ont été bien établies par la thèse non publiée d'Émile Fricaud : *Ibn 'Idāri : bilan d'un siècle et demi de recherches sur l'al-Bayān al-Muḡrib*, thèse de doctorat, dir. P. Guichard, Université Lumière Lyon II, 1994.

historiques à leur sujet. La *Hullat al-siyarā'* du valencien Ibn al-Abbār (595/1199-658/1260) participe du même genre.

Malgré les notices des dictionnaires bio-bibliographiques qui lui sont consacrées, Abū l-Ṭāhīr Muḥammad b. Yūsuf al-Tamīmī al-Šaraqūṣī, l'auteur de la *Maqāma barbariyya*, reste mal connu¹⁴. Il naquit dans les années 1060-1070, sous le règne d'al-Muqtadir, apparemment à Saragosse quoiqu'Ibn al-Abbār lui ajoute une seconde *nisba*, al-Aštarkūnī, précisant qu'Aštarkūna était une forteresse (mal identifiée) de la province de Tudela dont sa famille était originaire. L'arrivée au pouvoir des Almoravides le força à se déplacer sans cesse d'une ville à l'autre pour trouver des mécènes. Il alla à Valence, Murcie, Játiva et Almería, puis s'installa à Cordoue où il composa sans doute ses *maqāmāt* et où il mourut après trois ans de maladie en 1143.

II.1.d. Les dictionnaires bio-bibliographiques

Un des rares moyens d'enrichir l'histoire politique dont les lignes générales sont à peu près connues, serait une étude systématique des dictionnaires bio-bibliographiques de savants, principalement des juristes, dont l'attitude face au pouvoir pourrait être appréciée. Le genre biographique, très cultivé en Andalus, a donné naissance à plusieurs gros recueils dont le prototype est le *Ta'riḥ 'ulamā' al-Andalus* (« Histoire des savants d'al-Andalus ») d'Ibn al-Faraḍī, un juriste cordouan du X^e siècle, mort en 1013. Les notices de ce recueil sont composées toujours selon le même schéma : le nom, l'origine et le lieu de résidence d'abord, puis la liste des maîtres, les activités et les ouvrages composés s'il y en a, les disciples éventuellement, puis les dates de naissance et de mort, si elles sont connues. Ibn Baškuwāl (m.1183) rédige, sur le modèle du *Ta'riḥ* d'Ibn al-Faraḍī, un *Kitāb al-šila* (« Livre de la suite à... ») à la fin du XII^e siècle. Comme son nom l'indique, Ibn Baškuwāl, originaire de la région de Valence, est un savant andalousien descendant de chrétiens. Il fit ses premières études à Cordoue avec son père, au moment où les Almoravides cherchaient à redonner à la ville tout son prestige, puis à Séville. Il entra d'abord dans la magistrature en qualité d'adjoint du *qāḍī* de Séville, puis il exerça la fonction de notaire public à Cordoue, mais il ne tarda pas à renoncer à la carrière administrative pour se livrer à ses occupations préférées : l'enseignement et la publication de recueils bio-bibliographiques. Ibn Baškuwāl a réuni 1 400 biographies d'hommes de lettres ayant vécu au V^e/XI^e-VI^e/XII^e siècles. Bien que ses notices soient essentiellement littéraires, Ibn Baškuwāl fournit de nombreuses données inédites sur l'histoire, l'administration et la toponymie d'un grand nombre de villes et de localités hispano-musulmanes. Un des ouvrages les plus complets de ce type est certainement la *Takmila* (« L'achèvement ») d'Ibn al-Abbār. Cet auteur, qui exerça les fonctions de secrétaire auprès des gouverneurs *mu'minides* de Valence, quitta cette ville après sa conquête par Jacques I^{er} d'Aragon en 1238, pour entrer au service des Haf-sides de Tunis. La *Buḡyat al-multamis* d'al-Ḍabbī (m. 599/1203), le *Dayl wa l-takmila* d'Ibn 'Abd al-Malik al-Marrākuṣī (m. 703/1303) et la *Šilat al-šila* d'Ibn Zubayr (m. 708/1308) complètent la liste des dictionnaires bio-bibliographiques pour les époques almoravide et almohade.

14. Ibn Baškuwāl, *Šila*, t. 5, n° 252, p. 427-428, Ibn al-Abbār, *Mu'ḡam*, n° 124, p. 140-141, *Hullat al-siyarā'*, t. 1, p. 204, Ibn Sa'id, *Muḡrib*, t. 2, p. 447-448, al-Ḍabbī, *Buḡyat al-multamis*, éd. I. al-Abyārī, Beyrouth-Le Caire, 2^e éd., 1989, n° 1555, p. 532-533, al-Suyūṭī, *Buḡyat al-wu'āt*, éd. Muḥammad Abū l-Faḍl Ibrāhīm, s.l., s.d., p. 424.

II.1.e. Les lettres almoravides et almohades

Les seules sources qui concernent directement les relations entre le pouvoir central et les gouvernorats provinciaux ne nous ont pas été conservées sous leur forme originelle. Il s'agit des lettres de la chancellerie almoravide ou almohade. Les lettres almoravides ont été publiées en plusieurs fois par Maḥmūd 'Alī Makkī et Ḥusayn Mu'nīs ; en revanche les lettres almohades sont presque toutes regroupées dans l'ouvrage récent d'Azzaoui : les *Nouvelles lettres almohades*, à l'exception de celles qu'Évariste Lévi-Provençal avait publiées en 1941. Ces documents, dont certains seulement ont été très partiellement traduits par Lévi-Provençal, sont d'une grande richesse pour l'étude de l'administration et de l'organisation des pouvoirs almoravide et almohade. Ils intéressent d'autant plus les problèmes de frontière qu'ils témoignent par leur existence même des relations entre le pouvoir central et la périphérie. On peut distinguer deux grands types de lettres : les lettres informatives (annonçant essentiellement les victoires, occasionnellement les défaites) et les ordres ou les consignes adressées par le souverain aux gouverneurs provinciaux ou à la population d'une région. Les effets stylistiques et rhétoriques, les répétitions, les redondances et la versification interne rendent parfois difficile la traduction.

II.1.f. Littérature politique et consultations juridiques

La littérature politique, et les ouvrages portant sur la guerre, ne sont paradoxalement pas d'un grand secours pour l'étude de la frontière parce qu'ils sont peu nombreux dans l'Occident musulman de cette époque et qu'ils ne présentent qu'un point de vue très théorique sur la question. Il s'agit des *miroirs de prince*, comme le *Sirāğ al-mulūk* d'Abū Bakr Muḥammad b. Walīd al-Fihri al-Ṭurtūšī (m. 520/1126), le *Kitāb al-ğazawāt* (« Livre des razzias ») d'Abū l-Qāsim 'Abd al-Raḥmān b. Muḥammad b. 'Abd Allāh b. Yūsuf b. Abī 'Īsā Ibn Ḥubayš (m. 584/1188) ou l'*I'lām bi-l-ḥurūb al-wāqī'a fī ṣadr al-islām* (« L'information sur les guerres survenues à l'aube de l'islam ») dédié par le fameux chroniqueur et *ḥāfiẓ*, Yūsuf b. Muḥammad b. Ibrāhīm al-Anṣārī al-Bayāsī (m. 653/1255), à l'émir Abū Zakariyyā' Yaḥyā b. Abī Ḥaḥṣ, seigneur d'Ifriqiya.

Les consultations juridiques, dont une partie a été très utilement analysée par Vincent Lagardère dans *Histoire et société en Occident musulman au Moyen Âge*, sont d'un grand intérêt, mais d'un usage délicat. La compilation du *Mi'yar* d'al-Wanṣarīsī et les ouvrages d'Ibn Rušd al-Ġadd contiennent un grand nombre de *fatāwā* traitant des relations avec les chrétiens ou avec le territoire des « Infidèles », du respect des accords passés pendant les trêves, du commerce en temps de paix ou en temps de guerre, des mérites comparés du pèlerinage à la Mecque et du *ḡihād*. L'interprétation de ces consultations est délicate pour plusieurs raisons : l'expression « juridique » est fréquemment peu claire et la datation parfois difficile ; par ailleurs, ces compilations juridiques présentent des « cas d'école » plutôt que des cas concrets, elles ne renvoient pas nécessairement à la réalité de la société, mais à celle du droit.

L'utilisation des sources arabes se heurte évidemment au problème de la langue. Même les meilleures traductions doivent être confrontées en permanence au texte original, sans qu'il soit toujours possible de trancher sur le sens. Les sources chrétiennes et les données de l'archéologie permettent de multiplier les points de vue.

II.2. Les sources latines

La documentation latine ou *romance* utilisée est beaucoup plus classique pour l'historien de la chrétienté occidentale au Moyen Âge, même si elle est tout aussi variée que la documentation musulmane. La différence majeure réside dans l'existence de nombreuses archives : privilèges et actes de donation, d'achat, de vente, plaids, inventaires et chartes de peuplement (les *fueros*). Certains documents ont été édités, d'autres sont toujours à l'état de manuscrits.

II.2.a. Annales et chroniques

Les notices des annales, en particulier les *Annales Compostellani* et les *Anales Tolosanorum*, I (années 714 à 1219) et II (années 712 à 1250), rédigées au XIII^e siècle, sont sèches et événementielles comme il sied habituellement à ce type de sources. La datation est exprimée dans l'ère du calendrier julien, soit avec un décalage de 38 ans par rapport au calendrier grégorien : la moitié des notices environ concerne le résultat des batailles ou des razzias, le peuplement des localités frontalières ou la capture des ennemis.

La chronique la plus intéressante du XII^e siècle est incontestablement la *Chronica Adefonsi Imperatoris*, probablement rédigée par Arnaldo, l'évêque d'Astorga, chroniqueur officiel d'Alphonse VII de Castille-León (1126-1157). Elle relate la politique intérieure et extérieure du royaume de 1126 à 1147. Le second des deux livres qui la constituent est entièrement consacré à la lutte contre l'Islam, mais la date des événements relatés est rarement mentionnée et cette imprécision contraint à confronter cette source aux *Annales* d'une part, aux chroniques musulmanes de l'autre.

Entre la *Chronica Adefonsi Imperatoris* et le début du XIII^e siècle, on ne dispose d'aucune chronique. C'est, en effet seulement, entre 1197 et 1204 que Lucas, moine de San Isidoro de León, commence la rédaction de son *Chronicon mundi* pour le compte de la reine Bérengère de León dont il devient le chroniqueur officiel. Son récit s'étend de la création du monde jusqu'à 1236, date à laquelle il devient évêque de Tuy. La *Crónica latina de los reyes de Castilla* fut écrite par Dominique, l'évêque de Plasencia, ou par Juan, l'évêque d'Osma, en tout cas par un Castillan de l'entourage royal, défavorable au royaume de León. La chronique rapporte des événements qui s'échelonnent des origines du comté de Castille (980) à la prise de Cordoue (1236). La première partie fut rédigée entre 1223 et 1230, la seconde, qui traite des années 1230-1236, a été écrite entre 1236 et 1239. L'auteur de cette chronique témoigne de connaissances certaines sur les Almoravides et les Almohades. Par exemple, il sait qui est 'Abd al-Mu'min et qu'Ibn Tūmart a écrit un petit livre, sans faire de confusion comme Jiménez de Rada, qui ajoute qu'Ibn Tūmart est « un certain Almohadi » ; il sait aussi que les Almohades se sont emparés de Marrakech, la capitale des Almoravides et il connaît le sens du terme « Almohade » (« Unitarien »).

La chronique la plus importante de la première moitié du XIII^e siècle est le *De Rebus Hispaniæ* de Jiménez de Rada (1180-1247), archevêque de Tolède en 1206, savant et conseiller des rois Alphonse VIII, Henri I^{er} et Ferdinand III. Cette œuvre revêt un intérêt majeur en raison de la personnalité de l'auteur, de l'importance des fonctions de l'archevêque de Tolède qui revendiquait la primatie d'Espagne, du rôle joué par le chapitre cathédral dans les territoires frontaliers qui, du point de vue ecclésiastique, dépendaient de la cathédrale, et des nombreuses propriétés que celle-ci y possédait. Jiménez de Rada s'inspire du *Chronicon mundi* de Lucas de

Tuy, dont il supprime ou modifie les passages qui lui semblent obscurs, mais il a aussi utilisé des chroniques arabes dont la bibliothèque de la cathédrale de Tolède contenait des exemplaires. Les écrits de l'archevêque de Tolède nous donnent une bonne image de l'idéologie « dominante » à la cour des rois de Castille et, en même temps, ils jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration de celle-ci. L'essentiel du texte latin du *De Rebus Hispaniæ* a été repris dans la compilation, intitulée *Primera Crónica General*, rédigée en *romance* à la fin du XIII^e siècle et attribuée à Alphonse X. La rédaction de cette importante chronique qui témoigne de l'évolution des mentalités au XIII^e siècle s'est étendue de la fin du XIII^e au milieu du XIV^e siècle.

II.2.b. Les sources documentaires

L'existence de chartes du côté chrétien est incontestablement un atout majeur dans la connaissance de l'organisation des territoires frontaliers. En effet ces actes contiennent des informations précieuses sur la propriété et l'exploitation de la terre, sur les droits pesant sur celle-ci et sur la constitution des seigneuries.

Les régions conquises étaient distribuées par le souverain à ses fidèles, à l'Église ou aux ordres militaires. Les actes de ces donations royales ont été édités dans leur grande majorité. Pour le règne d'Alphonse VI (1072-1109), on dispose de la récente « collection diplomatique », intitulée *Alfonso VI. Cancillería, curia e imperio*, dirigée par Andrés Gámbrá et publiée à León en 1998 ; les actes du règne d'Urraca (1109-1126) ont été regroupés dans le *Diplomatario de la Reina Urraca de Castilla y León* par Cristina Monterde Albiac à Saragosse en 1996. Pour Alphonse VIII et Ferdinand III de Castille, et pour Ferdinand II et Alphonse IX de León, les différents ouvrages de Julio González sont très utiles. Les actes du règne d'Alphonse VII, quant à eux, n'ont toujours pas fait l'objet d'une édition systématique. Certains ont été publiés par Ramón Menéndez Pidal dans les *Documentos lingüísticos de España*. Les donations royales du XII^e siècle constituent, avant l'heure, une ébauche de *repartimiento*, même si ce n'est qu'au XIII^e siècle, au moment de la conquête de l'Andalousie, que ce mode d'attribution des terres fut systématisé. Cet ensemble de documents permet de retracer l'évolution de la stratégie royale dans l'attribution des territoires frontaliers.

La catégorie des *fueros* est très particulière. Ces textes à vocation normative doivent être interprétés avec prudence et il ne faut pas prendre pour miroir de la réalité l'organisation qui y est prévue. Les *fueros* établissent les règles de fonctionnement des municipes créés pour le financement et l'organisation des expéditions militaires, pour la défense de la ville et de son territoire et pour les impôts. Ces textes, pour lesquels on a pu parler d'un véritable « droit de la frontière », n'obéissent pas tous exactement au même schéma et les diversités régionales sont notables. En outre, les normes mises en places évoluent. Ce n'est qu'à la fin du XIII^e siècle que ces différents *fueros* furent unifiés dans un code de loi : les *Siete Partidas* dont la rédaction commence sous Alphonse X le Sage et s'achève à la mort de Pierre I^{er} (1369). Par rapport au *Fuero Juzgo*, la grande compilation de lois qui les avait précédées et qui se présentait sous la forme d'une somme de dispositions successives, les *Siete Partidas* apparaissent comme une mise en forme harmonieuse et cohérente de la législation du royaume.

Les archives des ordres militaires sont conservées à l'Archivo Histórico Nacional (AHN) de Madrid et contiennent de nombreux actes « particuliers », donations, achats, ventes, échanges de terres ou *convenientiæ* entre seigneurs, qui présentent un grand intérêt pour la connaissance de la société chrétienne de la frontière. Outre les documents originaux, l'AHN

conserve des copies postérieures de ces actes. Ainsi, au milieu du XVII^e siècle, le frère Antonio de León a recopié dans neuf volumes des actes dont beaucoup ont disparu depuis. D'autres copies se trouvent à la Real Academia de la Historia (RAH), dans la collection « Salazar y Castro. »

Le nombre des bulles pontificales conservées dans les archives des ordres militaires atteste l'étroitesse des relations entre ces acteurs de la frontière et Rome. Le pape intervient directement auprès des ordres en confirmant les privilèges accordés par les monarques castillans ; parfois il leur donne des consignes et leur indique une ligne de conduite vis-à-vis des musulmans d'al-Andalus. Alors que dans le reste de l'Occident médiéval, 3 % des bulles pontificales sont adressées aux monarques, ce taux atteint 75 % dans la péninsule Ibérique, ce qui témoigne du pouvoir de ces derniers dans leur royaume (Bartlett 1993, p. 247). Par ailleurs, si, au XII^e siècle, les papes se contentent de ratifier les privilèges qui leur sont présentés en provenance de la Péninsule, en revanche, à partir des pontificats d'Innocent III et d'Honorius III, la papauté commence à s'intéresser au front ibérique de la lutte contre l'Islam.

II.3. Les sources archéologiques et les prospections

L'ensemble des sources évoquées fournissent des renseignements sur l'histoire des monarques, des princes et des grands seigneurs de la frontière. Élaborées dans les cercles du pouvoir, ces sources laissent la plupart du temps dans l'ombre les territoires de la frontière. L'utilisation du résultat des fouilles archéologiques comble en partie cette lacune, mais il n'y a pas eu, entre Tage et Sierra Morena, de prospection de même ampleur que celles qui furent réalisées dans le Levant péninsulaire ou en Aragon. Seuls les sites de Reccopolis, de Vascos, d'Alarcos et de Calatrava la Vieja ont fait, ou font encore, l'objet de programmes de fouilles. Quelques prospections personnelles, en compagnie de Raúl Menasalvas, le directeur du musée municipal de Puertollano, de Pierre Guichard, de Vicente Salvatierra et de Juan-Carlos Castillo ont permis de compléter les études archéologiques existantes et de repérer la géographie castrale dans la vallée de l'Alcudia, dans le sud-est de la Meseta méridionale et dans les cols de la Sierra Morena et des Monts de Tolède.

Une place spéciale doit être accordée aux monnaies et à l'architecture qui constituent une source fondamentale pour la compréhension de l'idéologie et du pouvoir. La domination des monnaies d'or musulmane a longtemps été totale. Le monopole musulman de la frappe d'or du VIII^e siècle au début du XI^e (premiers *manusos* catalans) cède, à partir de la seconde moitié du XII^e siècle, devant l'essor des frappes « nationales. » L'architecture des bâtiments religieux était aussi un terrain privilégié de représentation du pouvoir. La conquête des villes par les chrétiens ou par les musulmans débouchait systématiquement sur la conversion des édifices du culte : ces cérémonies étaient l'occasion pour le pouvoir de se mettre en représentation et de manifester la conquête et la victoire.

III. Entre géographie et histoire comparée

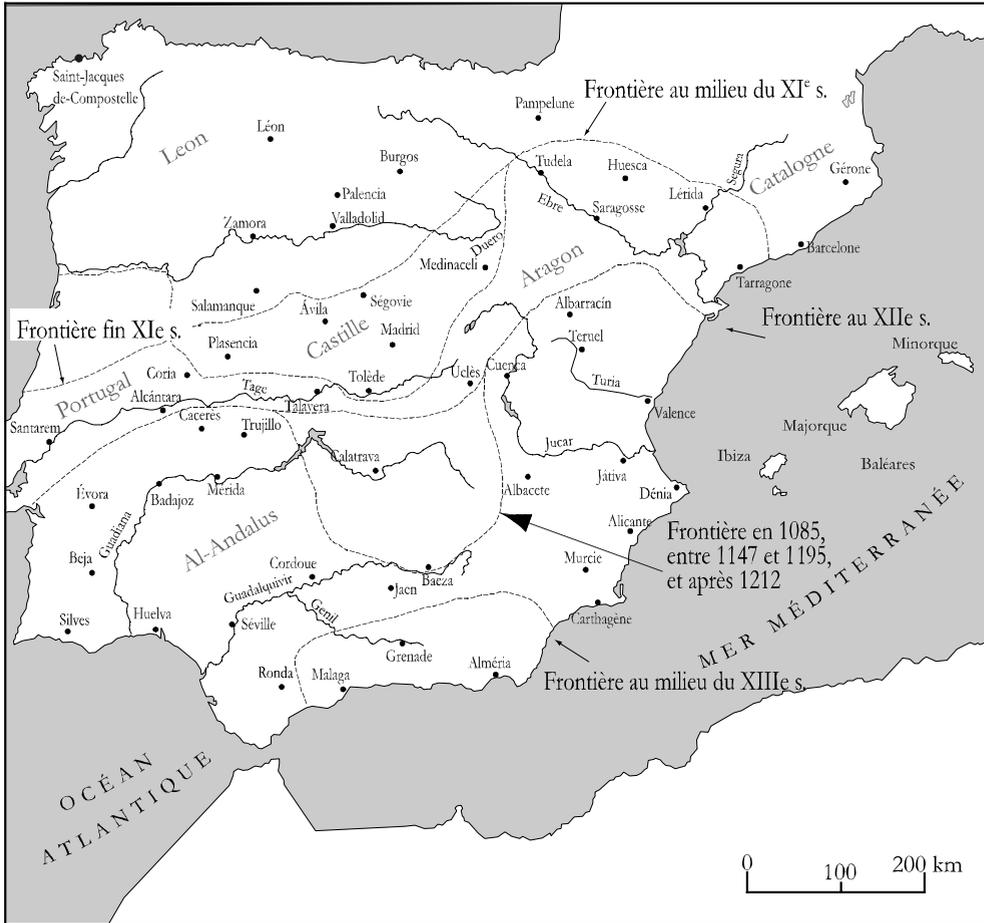
Quelles que soient les sources utilisées, la notion de frontière invite à regarder du côté de l'État dans le cadre d'une approche de type « centre-périphérie ». « Tel type d'État, telle limite et, quand il y a lieu, telle frontière au sens militaire et politique du mot ¹⁵ ». La notion de frontière est difficile à étudier non seulement parce que la frontière est une réalité générée par la mise en contact de civilisations, de pouvoirs, de langues, de cultures, d'économies et de sociétés différentes, mais aussi parce qu'elle est elle-même génératrice d'une culture, d'une économie, d'un pouvoir, d'une organisation sociale, parfois d'une langue, qui lui sont propres, et surtout qu'elle modifie en retour les éléments qu'elle met en contact. La frontière est ainsi doublement déterminée : elle constitue la périphérie de deux ou plusieurs formations politiques et en même temps elle fonctionne comme pôle organisateur. Les décisions qui l'affectent sont aussi déterminées par l'évolution de la frontière, par son peuplement ou par les difficultés de sa mise en valeur. En raison de la division politique des royaumes chrétiens, le champ d'investigation a été restreint à la frontière entre la Castille et al-Andalus, pour ne pas avoir à prendre en compte les spécificités étatiques des autres royaumes, Portugal et Aragon en particulier.

Deux approches complémentaires, historique et géographique donnent leur unité à la région frontalière étudiée qui correspond au rebord méridional de la Meseta centrale, c'est-à-dire aux provinces actuelles de Tolède, Albacete, Cuenca et Ciudad Real. Il s'agit d'une dépression tertiaire de 550 à 800 m. d'altitude, bordée au nord par les Monts de Tolède et au sud par la Cordillère Bétique, avec successivement la haute vallée du Tage, les plateaux inférieurs de la haute vallée du Guadiana et le rebord oriental de la Sierra Morena jusqu'à la haute vallée du Guadalquivir. La ligne de partage des eaux entre le système atlantique et le système méditerranéen constitue la limite orientale de cet espace : la chaîne de Cuenca, formée par un ensemble de monts abrupts, jouxte l'Aragon tandis que la vallée du Júcar, qui coule vers le sud-est, est une voie de passage vers la région de Murcie. À l'ouest, les chaînes de Montánchez et de Guadalupe séparent la Manche de l'Estrémadure. Les petites dépressions endoréiques et la très grande perméabilité du sol, caractéristiques du relief karstique, expliquent l'aspect steppique de la Meseta et sa faible fertilité. Quelques éléments topographiques constituent des obstacles à la circulation entre chrétienté et Islam : le relief (Monts de Tolède et Sierra Morena) et les cours d'eau (Tage et, à un moindre degré, Guadiana). Aussi les ponts de Zorita, d'Alharilla, de Tolède, de Talavera et d'Alcántara, les gués du Guadiana et les cols des Monts de Tolède et de la Sierra Morena possèdent-ils un rôle fondamental dans l'organisation des voies de communication. La région entre Système Central et Sierra Morena constitue ainsi une ensemble d'une relative unité, distinct des plaines levantine, murcienne et valencienne à l'est, de la Transierra au nord du Système Central et de l'Andalousie au sud.

En ce qui concerne la limite occidentale, ce sont des raisons politico-historiques plutôt que géographiques qui ont conduit à écarter l'Estrémadure léonaise, le León étant indépendant de la Castille de 1157 à 1230. En effet l'histoire donne aussi son unité à cette région qui dépend,

15. Febvre, « Frontière : le mot et la notion », p. 11-24 ; Ancel, *Géographie des frontières*, p. 195.

au XI^e siècle, de la *taifa dū-l-nūnide*. À partir de 1085, Tolède constitue la limite septentrionale de l'aire de domination musulmane, et toute la zone du « Campo de Calatrava » passe sous contrôle castillan entre 1147 et 1195, puis revient à l'Andalus entre 1195 et 1212 ; elle intègre définitivement le royaume castillan au lendemain de la bataille de Las Navas de Tolosa (1212). En outre, l'unité de la région tient à sa spécificité socio-politique : elle fut en effet la terre d'émergence et de prédilection des ordres militaires hispaniques.



Carte 1 : La frontière entre chrétienté et Islam (fin XI^e-mi-XIII^e s.)

Une approche géographique, qui s'attache à l'organisation et au fonctionnement du territoire, a paru beaucoup plus adaptée pour l'étude d'une frontière, fût-elle disparue, qu'une approche historique ou chronologique.

Bien que la notion de *territoire* renvoie à une réalité concrète, rien de ce qu'une société peut comporter d'« idéal », de représentations, de sentiments d'appartenance, de comportements individuels ou collectifs ou d'institutions qui participent à l'organisation spatiale n'est exclu de l'analyse géographique du territoire. « Le *territoire* est un produit de l'histoire des sociétés. Les formes et les structures spatiales sont historiques et en constante transformation/mutation. Il est, conjointement, le produit d'un processus d'appropriation d'un groupe social et le cadre de fonctionnement de la société. Il est le patrimoine d'une communauté. Il comporte à la fois une dimension matérielle et une dimension culturelle ¹⁶ ».

En outre le territoire peut être l'objet d'analyses à des échelles variées. L'appréhension du phénomène frontalier entre Tague et Sierra Morena passe par la confrontation des informations de détail fournies par l'archéologie ou par certaines chartes de peuplement, aux renseignements plus généraux apportés par les chroniques et par les autres sources scripturaires et au contexte de l'époque dont l'échelle est méditerranéenne. La recherche de l'articulation entre le social et le spatial est au centre de la démarche : dans un premier temps, l'« analyse structurale » des paysages ruraux et urbains, qui est essentiellement descriptive, vise à l'étude de la répartition, de la distribution et de l'organisation des acteurs frontaliers. Dans un second temps, une « analyse fonctionnelle » doit mettre en lumière la « hiérarchisation des structures sociales et de leur fonctionnement dans l'espace » : concentration des activités, spécialisations fonctionnelles... « La question est de savoir comment les structures spatiales mises en place permettent à la société de "fonctionner" sur son territoire [...] Enfin, l'analyse géographique implique l'étude des formes de régulation territoriale entre les acteurs : groupes sociaux, ethnies, organisation de la société, État » (Scheibling 1994, p. 147). Cette approche, qu'on peut qualifier de globalisante, vise à rendre compte du rôle et des effets multiples de la frontière sur les groupes sociaux et sur leur organisation spatiale.

Aussi, une fois établi le caractère frontalier de la région entre Tague et Sierra Morena de la fin du XI^e au milieu du XIII^e siècle (Prologue), trois temps ont été distingués qui correspondent à trois échelles d'analyse du territoire. Le premier porte, dans une perspective descriptive, sur l'organisation du peuplement et des activités pour dégager les évolutions qu'engendre, à l'échelle locale, le caractère frontalier de la région étudiée : déstructuration du peuplement, adaptation des activités traditionnelles (agricoles, pastorales ou commerciales), émergence d'activités spécifiques (butin, rançon) et militarisation généralisée de la population et de l'architecture. Le deuxième temps concerne les acteurs de la frontière en tant que représentants « périphériques » de leur société, castillane ou maghrébo-andalousienne ; cette partie privilégie l'étude des relations dialectiques centre-périphérie et l'échelle de l'analyse peut être qualifiée de « régionale » ou de « péninsulaire. » Le troisième temps qui porte sur les mentalités, sur les représentations et plus généralement sur les caractéristiques idéologiques des relations frontalières entre Tague et Sierra Morena, vise à intégrer ce territoire dans le contexte méditerranéen des relations entre chrétienté et Islam.

16. J. Scheibling, *Qu'est-ce que la géographie ?*, Paris, Hachette, 1994, p. 143.

Sommaire

PROLOGUE LA GENESE DE LA FRONTIERE

ORGANISATION ET STRUCTURES D'UN TERRITOIRE FRONTALIER, FIN XI^E-DEBUT XIII^E SIECLE

I. POPULATION ET PEUPEMENT DE LA FRONTIÈRE

- 1- *L'héritage des époques califale et taifale*
- 2- *Les étapes et les formes de la désorganisation*
- 3- *La mise en place des nouvelles structures de peuplement*
- 4- *Le bilan du repeuplement*

II. ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ DE FRONTIÈRE

- 1- *L'adaptation des activités traditionnelles.*
- 2- *Les activités spécifiques de la frontière*

III. LA MILITARISATION DE LA ZONE ENTRE TAGE ET SIERRA MORENA

- 1- *Les combattants de la frontière et leur armement*
- 2- *Les divers types de guerre de frontière*
- 3- *La militarisation architecturale et sociale des régions frontalières*

UNE FRONTIÈRE MARGINALE, DEPENDANTE, CENTRALE OU AUTONOME ?

IV- AUX MARGES DE L'ISLAM

- 1- *La chancellerie entre le souverain et les frontières*
- 2- *Le souverain et la frontière de son Empire*
- 3- *Les délégués du prince*
- 4- *Les fonctionnaires de la frontière et leur rétribution*

V. AUX FRONTIÈRES DE LA CHRÉTIENNÉ

- 1- *Les acteurs traditionnels : Église et aristocratie*
 - 2- *Les institutions frontalières : municipes frontaliers et ordres militaires*
 - 3- *La puissance des monarques castillano-léonais*
- Conclusion*

VI. LA RÉGION FRONTALIÈRE : DOUBLE DÉPENDANCE OU AUTONOMIE ?

- 1- *Les « secondes taifas » et la frontière*
- 2- *Du côté chrétien de la frontière : l'expansion concurrentielle*
- 3- *La naissance des seigneuries indépendantes : les « Cid » du XI^e siècle*
- 4- *Chrétienté ou Islam : le sens de l'alliance*

CONCLUSION : TERRITOIRE FRONTALIER ET POUVOIR POLITIQUE ENTRE 1085 ET 1212

- 1- *État et frontière*
- 2- *La contestation du pouvoir central*

- 3- *L'importance de l'hinterland*
- 4- *Les institutions de la frontière*

LA FRONTIERE ET LES MENTALITES

VII- L'APPRÉHENSION DU TERRITOIRE ET DE SES LIMITES

- 1- *Perception et rythme de la frontière*
- 2- *Fronts et frontières dans le dār al-islām*
- 3- *Frontière et frontières : la différenciation politique des royaumes chrétiens*

VIII. IDENTITÉ, PROCESSUS IDENTITAIRE ET DÉFINITION DE L'AUTRE

- 1- *Cohésion communautaire et clivages ethniques*
 - 2- *Précocité et caractère symbolique de la conversion architecturale...*
 - 3- *...mais la conversion des individus : une préoccupation tardive*
- Conclusion*

IX. GUERRE SAINTE, CONQUÊTE ET IDÉOLOGIE

- 1- *Le ġihād d'al-Andalus*
- 2- *Croisade et guerre sainte*
- 3- *Patrie, Reconquista et paradis perdu : une histoire édifiante*

CONCLUSION : FRONTIÈRE, DROIT ET IDÉOLOGIE

CONCLUSION GENERALE

ANNEXES

Prologue
La genèse de la frontière

Un chapitre entier consacré au récit des conquêtes alternativement chrétiennes ou musulmanes des territoires entre Tage et Sierra Morena peut paraître inutile, ou au mieux, rébarbatif. En effet le déroulement événementiel et chronologique de la « *Reconquista* » a intéressé l'historiographie traditionnelle, tout occupée à retrouver derrière chaque fait d'armes des acteurs de la Reconquête — qu'il s'agisse du héros castillan, Rodrigo Díaz de Vivar dit « le Cid », des milices municipales, de l'archevêque de Tolède, ou enfin des monarques de la Péninsule —, la constitution d'une Espagne en quête de son identité. Cette préoccupation a au moins eu un mérite majeur : les ouvrages qui relatent le cours des événements à partir de l'ensemble des sources scripturaires, arabes ou latines, sont nombreux. En l'absence de nouvelles sources documentaires, les doutes qui peuvent subsister à propos de certains faits ont, en conséquence, peu de chances d'obtenir une réponse. Cette présentation positive des événements politiques et militaires n'apportera donc pas d'élément nouveau. En ce sens, elle est inutile pour quiconque est familier de cette époque et de ces contrées. Chapitre rébarbatif, le lecteur en aura vite conscience. Pourtant c'est peut-être là que réside l'originalité de la région et de la période étudiées. Il ne s'agit pas ici d'une conquête, lente certes, mais systématique d'un territoire désert à repeupler, mais bien des ratés, des hésitations, des revers de cette conquête et de la résistance plus ou moins grande à laquelle elle a dû faire face. Ces événements politiques et militaires délimitent par ailleurs le champ chronologique et géographique de notre objet d'étude et constituent en eux-mêmes le « fait » frontalier.

a. La région entre Sierra Morena et Tage à l'époque des taïfas

Le pouvoir central de Cordoue laissait aux districts périphériques militarisés (*kuwar muğannada*) une relative indépendance et des moyens militaires importants pour les nécessités de la guerre de frontière. Au X^e siècle, le *tağr al-adná* (la marche Inférieure) et le *tağr al-awsaṭ* (la marche Moyenne) comprenaient la ligne de forteresses du Tage dépendant de Tolède ; cette ligne se prolongeait, d'un côté en direction de la Sierra de Guadarrama et du Douro, à travers ce qu'al-Rāzī appelle les « districts » de Santaver : Racupel (la Reccopolis wisigothique), Zorita, Guadalajara et Medinaceli avec les châteaux qui en dépendaient, parmi lesquels ceux de Talavera, Madrid, Castejón de Henares, Uclés, Huete, Cuenca et Huélamo ; de l'autre, ce *tağr* s'étendait jusqu'à Coria et Coïmbre. Le quartier général de cette Marche fut successivement Tolède, puis Medinaceli (Bosch 1962, p. 26).

Les tentatives de ces régions frontalières pour s'émanciper de la tutelle cordouane à l'époque émirale furent nombreuses. D'après Eduardo Manzano Moreno, l'érection des principales places fortes entre Tolède et Cordoue se rattache d'ailleurs non aux nécessités de la lutte contre les chrétiens, mais à l'antagonisme chronique entre ces deux rivales, antagonisme qui débouche sur la mise en place de ce qu'il appelle une « frontière intérieure » (Manzano 1991, p. 165). L'importance de Calatrava (*Qal'at Rabāh*), avant-poste cordouan à l'époque émirale, semble décliner de l'époque califale jusqu'à la fin du XI^e siècle, au moment où la rivalité entre les deux cités diminue d'intensité. La ville perdit de son rôle stratégique. Elle ne disparut pas pour autant, puisqu'au milieu du XI^e siècle, le sosie de Hišām II, le dernier calife de Cordoue

(m. 403/1012), auquel un certain nombre de princes des *taifas* se rattachèrent, en aurait été originaire.

Au début du XI^e siècle, le califat omeyyade de Cordoue éclata. Les frontières de cette puissance avec la chrétienté suivaient une ligne qui partait de Tarragone à l'est, passait entre Calahorra et Tudela jusqu'à Coria musulmane, puis remontait vers le nord pour suivre finalement le cours du Douro jusqu'à l'Océan.



Carte 2 : Chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique (début XI^e s.)

Des pouvoirs indépendants émergent ; des principautés se formèrent autour des grandes villes d'al-Andalus. Jusqu'en 1031, la fiction califale fut maintenue. Mais à partir de 1031, le califat de Cordoue disparut. Dans une première période naquirent de toutes petites principau-

tés, dans le *Ġarb* (Silves, Santa María, Huelva-Saltés, Niebla), en Andalousie occidentale (Arcos, Ronda, Morón, Carmona) et même à Calatrava où un *qā'id* de la Marche, vraisemblablement nommé par l'ancien pouvoir amiride de Cordoue, prit le pouvoir entre 1009 et 1010, jusqu'à ce que cette petite principauté entre dans la dépendance de sa puissante voisine Tolède (*Tulayṭala*)¹⁷. Rapidement, on assiste à une recomposition territoriale autour de quelques centres du pouvoir, comme Séville, Saragosse ou Tolède. Les *taifas* de Badajoz et de Tolède étaient aussi étendues que l'ensemble des autres *taifas* de la Péninsule. Cela tenait, selon D. Wasserstein, à plusieurs raisons : à part les villes mêmes de Tolède et Badajoz, il n'y avait pas dans ces vastes territoires d'autre cité capable de les concurrencer. En outre, ces régions étaient moins peuplées que les terres andalouses et se trouvaient, pour Badajoz au moins, à l'écart du centre du pouvoir cordouan et des grandes routes commerciales méditerranéennes susceptibles d'ouvrir ces espaces à d'autres influences. La faible densité, la situation frontalière par rapport à la chrétienté ou la puissance de grandes villes en position hégémonique dans les Marches de l'Islam jouèrent un rôle unificateur.

Par ailleurs, et malgré des variations régionales de détail, les grandes principautés septentrionales correspondaient aux *tuġūr* (Marches frontalières) telles qu'elles avaient été définies à l'époque omeyyade : les capitales des deux, ou trois, Marches (en fonction des époques), marches Inférieure, Moyenne et Supérieure (*ṭaġr al-adnā*, *ṭaġr al-awsaṭ*, *ṭaġr al-a'lá*), étaient Badajoz, Tolède ou Medinaceli et Saragosse. Les Tolédans semblent prendre en charge leur destinée en 1010, lorsque Wāḍiḥ, le général (*qā'id*) esclavon de la Marche moyenne, partit pour intervenir dans les événements de Cordoue, liés à l'assassinat de Sanchuelo, le chambellan (*ḥāġib*) qui avait eu la prétention de se faire nommer héritier du trône par le calife légitime. Wāḍiḥ fut assassiné dans la capitale omeyyade le 16 octobre 1011. Les Tolédans formèrent alors une sorte de gouvernement « citadin » dirigé par un conseil de notables, probablement assez informel, dans lequel se détacha Abū Bakr Ya'īs b. Muḥammad b. Ya'īs al-Asādī. Son fils 'Abd al-Malik lui succéda, mais il fut jugé incapable et les Tolédans firent appel au maître de Santaver, 'Abd al-Raḥmān b. Dī-l-Nūn, qui leur envoya son fils Ismā'il à une date postérieure à 1018 ; au cours de son règne, Ismā'il prit le surnom de règne (*laqab*) d'al-Zāfir, comme l'attestent les monnaies de 434/1042-1043, l'avant-dernière année de sa vie¹⁸.

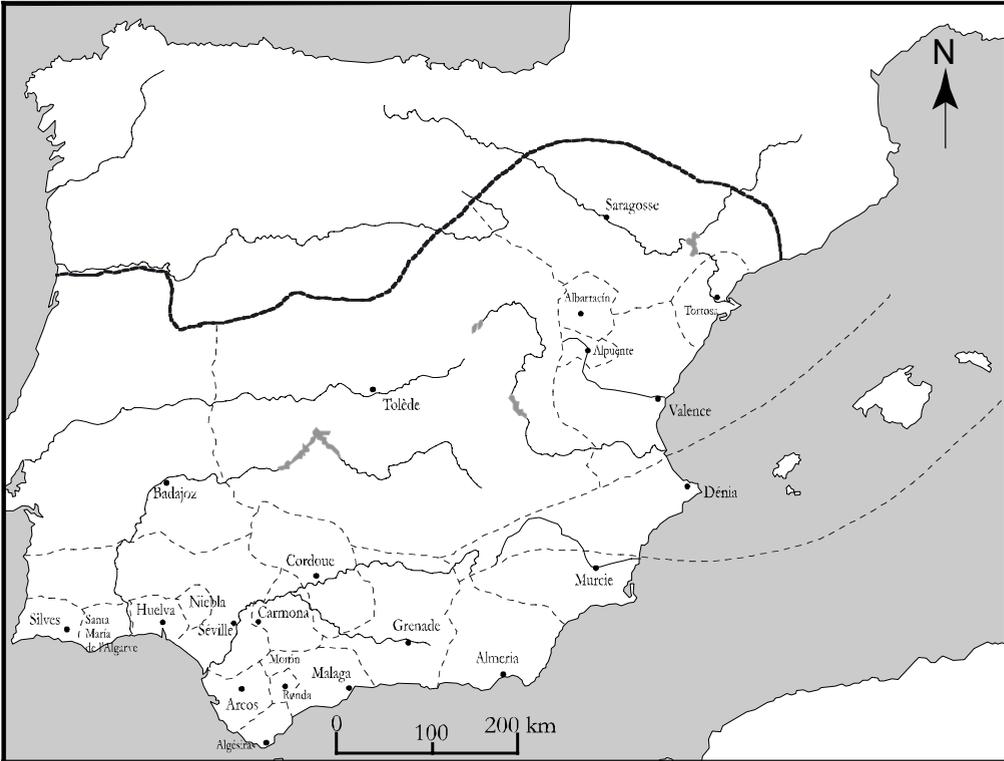
Les Banū Dī-l-Nūn, des Berbères Hawwāra à l'origine de la dynastie dirigeant la taifa tolédane, s'étaient établis au VIII^e siècle, à Šantabariyya, un district qui recouvre approximativement l'actuelle province de Cuenca. Ils dominèrent la région à partir de l'époque omeyyade, oscillant entre soumission et révolte par rapport au pouvoir central. Les califes de Cordoue, notamment al-Ḥakam II, leur attribuèrent de nombreuses concessions sur Huete et d'autres châteaux de Santaver. 'Abd al-Raḥmān b. Muṭarrif b. Dī-l-Nūn, qui s'était distingué dans les armées d'al-Manšūr, dominait Uclés par nomination officielle, quand Wāḍiḥ, le *qā'id* de la marche Moyenne fut assassiné ; il occupa alors Cuenca, y accueillant la famille et les partisans du *qā'id* et affermissant son pouvoir sur ces territoires dont le calife al-Musta'in, vers 1013, lui concéda la direction avec la charge de vizir et le titre de Nāṣir al-dawla (« Défenseur de la dynastie »)¹⁹.

17. Wasserstein, *The Rise and Fall of the Party-Kings. Politics and Society in Islamic Spain, 1002-1086*, Princeton, New Jersey, Princeton U.P., p. 107-108.

18. M. J. Viguera, *Los reinos de taifas. Al-Andalus en el siglo XI*, J. M. Jover (dir.), *Historia de España 'Menéndez Pidal'*, t. VIII/1, Madrid, 1994, p. 86.

19. Cf. EI², t. 2, s.v. « Dhū l-Nūnides », p. 249-250.

Le fils de ‘Abd al-Rahmān b. Dī-l-Nūn, Ismā‘il, installa à Tolède, où il régna jusqu’à sa mort en 435/1043-4, les bases d’une *taifa* importante par son rôle politique, économique et culturel. Celle-ci était limitrophe des principautés de Badajoz dont dépendait Coria, de celles de Cordoue, de Grenade au nord d’Úbeda et, enfin, de Saragosse. Les localités périphériques de Trujillo, Talavera, Almadén, Almodóvar del Campo, le site actuel de Vascos et Guadalajara dépendaient de Tolède. En 1075, les Banū Dī l-Nūn prirent le contrôle de Cordoue, avant que le prince de Séville ne les en chasse. La frontière avec la chrétienté se situait au-delà des chaînes montagneuses du Système Central et la région organisée autour de Tolède présentait une assez grande cohésion socio-politique, tant face à la chrétienté que face au pouvoir de Cordoue.



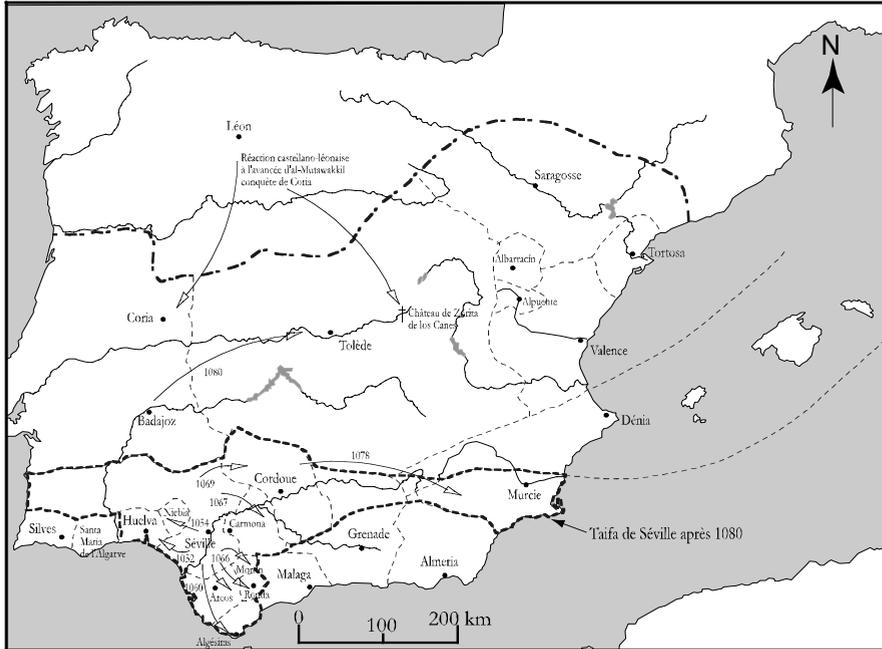
Carte 3 : Les royaumes de *taifas* au milieu du XI^e siècle.

Mais en 1085, avec la conquête de Tolède par Alphonse VI, la frontière avec la chrétienté se déplaça brusquement vers le sud, recoupant alors l’ancienne division politique qui, structurellement, avait opposé la capitale du Tage à Cordoue. Ce déplacement de la frontière fut rendu possible grâce à l’éclatement politique d’al-Andalus ; les expéditions militaires en terres chrétiennes avaient presque totalement disparu au cours du XI^e siècle et l’activité colonisatrice d’Alphonse VI avait pu s’accomplir dans le calme, à Sepúlveda, par exemple, en 1076. Loca-

lisée au nord-ouest du col de Somosierra (1 440 m.) qui permet la traversée de la Sierra de Guadarrama. Sepúlveda occupait une position stratégique pour le contrôle des voies d'accès à la région de Tolède. Le « peuplement » de cette ville est un des jalons qui conduisent à l'encercllement progressif, puis à la conquête, de l'ancienne capitale du royaume wisigothique.

b. La prise de Tolède (1085)

Les quelques années qui précédèrent la conquête de Tolède par Alphonse VI virent se mettre en place certains éléments majeurs de l'histoire de la Péninsule. Pour pérenniser la colonisation au sud de la vallée du Douro, le monarque castellano-léonais renforça son alliance avec al-Qādir, le souverain de la *taifa* de Tolède, dont la proximité pouvait mettre en péril son entreprise ; il intervint aussi dans les conflits entre les autres *taifas*, d'abord pour récupérer le bénéfice des *parias* qu'il ne manquait pas de se faire payer pour ses services et, ensuite, pour s'assurer qu'occupés à se déchirer entre eux, les souverains musulmans lui laisseraient les mains libres. À la fin des années 1070, ce jeu d'équilibre manqua de s'écrouler. En effet le prince al-Mu'tamid de Séville, après avoir pris possession des *taifas* de Huelva en 1052, de Niebla en 1054, d'Algeciras en 1060, puis d'Arcos, de Morón, de Ronda en 1066, de Carmona en 1067, et de Cordoue en 1069, s'empara de Murcie en 1078, se retrouvant ainsi à la tête de la plus grande principauté d'al-Andalus. Par ailleurs, en 1079 (ou 1080), al-Mutawakkil, le souverain de la *taifa* voisine de Badajoz, profitant d'une révolte de la population tolédane, fatiguée de payer des impôts pour financer le tribut payé au roi de Castille-León, entra dans Tolède, pendant qu'al-Qādir s'enfuyait à Cuenca. La réaction d'Alphonse VI fut immédiate : d'une part, il s'empara de Coria, position avancée de la *taifa* de Badajoz ; de l'autre, il organisa une expédition militaire pour réinstaller al-Qādir sur le trône de Tolède en échange du château stratégique de Zorita [de los Canes].



Carte 4 : La recomposition des *taifas* à la fin du XI^e siècle

C'est aussi à cette époque qu'Alphonse VI exila Rodrigo Díaz de Vivar qui avait mis en péril sa politique lucrative de protectorat sur la principauté tolédane ; en effet une expédition contre la forteresse chrétienne de San Esteban de Górmaz menée depuis une zone dépendant théoriquement d'al-Qādir, mais en fait incontrôlée, provoqua une contre-attaque de celui que l'histoire a immortalisé sous le nom de Cid ; faisant fi des accords en vigueur entre leur roi et le souverain musulman, le noble castillan et sa troupe avaient pris pour cible la partie orientale de la *taifa* tolédane, provoquant l'ire d'Alphonse VI. L'exil et la destinée de ce noble, magnifiés par la chronique et par la geste, ne nous concernent qu'indirectement. Pourtant l'attitude du roi castillano-léonais révèle l'importance qu'il accordait au *statu quo* avec la dynastie *dū l-nūnide* de Tolède et va à l'encontre de la tradition d'un long siège de sept ans débouchant sur la capitulation finale de la ville en mai 1085. En fait, l'idée de prendre le contrôle direct de Tolède naît seulement au début des années 1080 au moment où l'équilibre au sein des *taifas* vacille.

Le roi castillano-léonais avança très progressivement en s'emparant, avant d'entreprendre le siège de Tolède, d'un certain nombre de forteresses qui lui permettaient de renforcer les défenses de son royaume et de mieux contrôler le territoire des différentes *taifas*. Parmi ces châteaux, on compte Zorita [de los Canes], déjà évoqué, sur la route de Saragossa, Coria, sur la voie menant vers Badajoz depuis l'Estrémadure léonaise, et Canales, sur la voie de pénétration du Guadarrama, à 30 kms au nord de Tolède. Les frais occasionnés par le maintien des garnisons et par l'entretien des forteresses étaient financés par les lourds tributs que payaient les souverains musulmans. La politique d'Alphonse VI, — prélèvement de tributs et ingérence dans les affaires des *taifas* pour y maintenir un certain équilibre —, avait d'autant plus

d'efficacité et préparait d'autant mieux une conquête future, qu'en renforçant les finances du royaume de Castille-León, elle affaiblissait la cohésion sociale des principautés musulmanes. En effet les levées d'impôts toujours plus fréquentes et plus lourdes contribuaient à saper la légitimité de dirigeants censés ne prélever que des impôts canoniques, et à affecter le capital de popularité dont ils pouvaient bénéficier.

Que cette conquête fût conçue par le souverain castillano-léonais comme la première étape d'une expansion sur toute la Péninsule était assez clair tant dans la titulature d'*imbrātūr dhū-l-millatayn* (« Empereur des deux religions »), adoptée par Alphonse VI dans certains documents de chancellerie qui auraient été adressés à des souverains musulmans, comme al-Mu'tamid de Séville en 1085, ou Yūsuf b. Tašfin en 1087²⁰, que dans le témoignage de l'émir ziride de Grenade rapportant une discussion — réelle ou reconstituée peu importe —, avec Sisnando Davidiz, le ministre mozarabe d'Alphonse VI. La politique des parias est intégrée dans un programme systématique de « reconquête » :

« À l'origine, al-Andalus, me dit-il de vive voix, appartenait aux chrétiens, jusqu'à ce que la victoire des Arabes les rejetât dans la plus misérable des contrées : la Galice. C'est pourquoi, maintenant qu'ils le peuvent, ils désirent recouvrer ce qui leur fut arraché. Cela ne sera possible qu'en vous affaiblissant peu à peu, jusqu'à ce que vous n'ayez plus d'argent et de soldats. Alors nous nous emparerons du pays sans aucun effort²¹ ».

Il n'est pas interdit de penser que l'habileté diplomatique du roi castillano-léonais dans la gestion de ses relations avec les diverses principautés de *taifas* ait trouvé en partie son origine dans le séjour qu'il fit, avant de prendre le pouvoir, à Tolède où il se familiarisa avec les pratiques musulmanes. Plus que la prétendue confiance qu'il aurait entendue sur la facilité avec laquelle Tolède pourrait être conquise²², cet exil à la cour d'al-Ma'mūn lui apporta une excellente connaissance des rapports de pouvoir et des rivalités régionales en Andalus. Alphonse VI sut par ailleurs s'entourer de bons conseillers, comme Sisnando Davidiz, qui avait longuement fréquenté la cour de Séville, à la suite de sa capture lors d'un raid sévillan (García Gómez et Menéndez Pidal 1947).

Malgré l'importance de la rupture politique constituée par la disparition du califat de Cordoue et par l'indépendance de Tolède à l'époque des *taifas*, c'est la conquête de la ville par

20. L'authenticité de ces documents a été mise en question (A. MacKay et M. Benaboud, « The authenticity of Alfonso VI's letter to Yūsuf b. Tāšufīn », *AA* 43, 1978, p. 233-237, « Alfonso VI of León and Castile, 'al-Imbrātūr dhū-l-Millatayn' », *Bulletin of Hispanic Studies* 56, 1979, p. 95-102, « Yet again Alfonso VI, "the Emperor Lord of (the Adherents of) the Two Faiths, the Most Excellent Ruler": A rejoinder to Norman Roth », *Bulletin of Hispanic Studies* 61, 1984, p. 171-181).

21. « *Mémoires* », p. 73, trad. p. 158-159.

22. Le récit de cette confiance apparaît dans Lucas de Tuy, *Crónica de España*, éd. Puyol, p. 366. Dans l'économie du texte, cet épisode contribue à éclairer les desseins de Dieu, qui aurait envoyé le futur roi Alphonse VI vivre un temps à la cour de la *taifa* tolédane afin, justement, qu'il entende cette confiance et qu'il la réalise : « Ces choses ont été faites, nous pensons, par sage décision de Dieu. » La chronique orientale d'Ibn al-Aṭīr fait une allusion à cet épisode (*Kāmil*, éd. Tornberg, t. 10, p. 92 et 99 ; t. 10, Beyrouth, p. 142-143, 151-152, trad. p. 480-482 et UMR 5648 2000, p. 45-51).

Alphonse VI, en 1085, qui entraîna la désorganisation du territoire. Ce moment est fondamental : c'est lui qui fait de la région entre Sierra Morena et Tage une véritable frontière entre chrétienté et Islam, même si la militarisation de la région est antérieure. En effet, d'un côté, à l'abri de l'ancienne capitale wisigothique, où Alphonse VI installa sa cour, la colonisation de la Meseta du nord se développa, donnant à l'*urbs regia* un nouvel *hinterland*, structuré par les récents municipes (*concejos*) de la Transierra ; de l'autre, les Almoravides s'installèrent aux portes de Tolède qu'ils harcelèrent en mettant à sac ses environs, y compris la rive nord du Tage.

c. À partir de 1085, une région frontalière : la guerre du Tage (1085-1130)

Quand Alphonse VI s'empara de Tolède, il ne prit pas uniquement le contrôle de la ville ; tous les alentours passèrent aussi sous sa souveraineté. La région comprise entre les villes de Coria, Talavera, Caracuel, Alarcos, Consuegra, Alarcón, et Cuenca, formant un saillant en direction du sud, entra dans la dépendance du monarque, avec les localités ou les châteaux de Santa Eulalia, Máqueda, Alamín, Madrid, Olmos, Canales, Calatalifa, Talamanca, Úceda, Guadalajara, Fita, Caracava, Mora, Consuegra, Uclés, Amasatrigo, Almódovar (Gautier Dalché 1959, p. 185)²³. Les préparatifs de la conquête, les clauses de la capitulation et l'évolution postérieure de Tolède sont bien connus grâce aux sources contemporaines (ou postérieures à l'événement, mais recueillant des traditions disparues) ; En revanche il n'en est pas de même pour le territoire qui dépendait de l'ancienne capitale wisigothique. Il est très difficile de savoir en effet ce qu'il advint des villes de l'ancienne *taifa* d'al-Qādir (comme Cuenca, Uclés, Huete ou Calatrava) au lendemain de l'entrée d'Alphonse VI dans la ville du Tage. Seuls les événements postérieurs permettent de tirer quelques conclusions, au demeurant hypothétiques, en l'absence de sources nouvelles²⁴. Il existe bien une légende qui pourrait donner quelques indices, celle de la dot de la Mora Zaida, mais elle est peu crédible. La Mora Zaida, veuve d'al-Ma'mūn, un des fils d'al-Mu'tamid de Séville, tué, en mars 1091, par les Almoravides lors de la conquête de Cordoue dont il était le gouverneur, aurait été envoyée, en 1091, par son beau-père, al-Mu'tamid de Séville, à Alphonse VI, dans le cadre d'un traité d'alliance, avec une dot comprenant les places qu'il dominait dans la Meseta méridionale : Caracuel, Alarcos, Consuegra, Mora, Ocaña, Oreja, Uclés, Amasatrigo, Cuenca. La première mention de ces événements apparaît au début du XIII^e siècle dans le *Chronicon Mundi* de Lucas de Tuy : les propos de Pélage d'Oviedo, un contemporain d'Alphonse VI, qui évoque Zaida comme l'une des deux concubines du roi castillan, y sont rapportés. Rodrigo Jiménez de Rada, l'archevêque de Tolède dans la première moitié du XIII^e siècle reprend cette tradition et fournit force détails, en particulier la liste des places constituant la dot (*DRH*, VI, 30). É. Lévi-Provençal émet des réserves sur l'existence de cette dot, contraire aux usages en cours en terre d'Islam²⁵. La « Mora Zaida » se serait convertie au christianisme sous le nom d'Isabelle, et aurait donné le jour à l'infant

23. Lucas de Tuy, *Crónica*, éd. Puyol, p. 377.

24. Par exemple, l'exemption de *portazgo* accordée par Alphonse VII aux habitants de Tolède et rédigée à Cuenca, atteste que cette ville est, à la date du 18 mars 1137, aux mains du roi castillano-léonais (Archivo municipal de Tolède, Caj. 1^o, Leg.I. publ. *PRDV*, t. 1, « Toledo », doc. 1-15, Madrid, 1963).

25. É. Lévi-Provençal, « Hispano-arabica : La "Mora Zaida" », femme d'Alphonse VI de Castille et leur fils l'infant D. Sancho », *HT* 18, 1934, p. 1-8.

Sanche, mort en 1108 à la bataille d'Uclés²⁶. Partant d'un fait réel, il semblerait que Rodrigo Jiménez de Rada, à l'origine du récit de la dot, se soit laissé entraîner par des légendes datant du XII^e siècle. Il est, en fait, beaucoup plus probable qu'Alphonse VI se soit emparé de ces places au moment de la conquête de Tolède, comme le rapporte, à la fin du XII^e siècle, le chroniqueur Ibn al-Kardabūs dans le *Kitāb al-iktifā'* :

« Quand le tyran Alphonse, que Dieu le maudisse, prit Tolède, il ne se sentit plus d'orgueil, et pensa que la reddition d'al-Andalus était à portée de mains. Il lança alors des razzias contre tous ses districts jusqu'à s'emparer de toutes les dépendances d'Ibn Dī-l-Nūn, c'est-à-dire 80 villes avec leur chaire à prêcher, sans compter les bourgs et villages florissants. Il prit possession de toute la région de Guadalajara à Talavera ainsi que du *fahṣ al-Luġġ* et de tous les districts de Santa María [de Albarracín]²⁷ ».

Il est vraisemblable que la résistance de la région ne fut pas très grande parce que les Castellano-Léonais y intervenaient déjà depuis de nombreuses années et qu'ils s'étaient emparés de certaines places fortes stratégiques. D'après ce texte, la totalité de la *taifa* passa aux mains d'Alphonse VI en 1085. Cela peut être un indice soit de la forte hiérarchisation du pouvoir et de la défense autour de Tolède à l'époque musulmane, la région tombant avec la ville, soit de la faiblesse des capacités défensives des autres localités. Par ailleurs la charte de dotation par laquelle Alphonse VI donne en 1086 à l'Église de Tolède les *villas* de Barceles (Barcilés), Cubeyxa (Cobeja), Alcobreca (Alpuébrega), Almonacir (Almonacid), Cabañas de la Sagra et quelques autres²⁸ atteste la souveraineté chrétienne sur les environs de la ville du Tage. Lorsque les villes, bourgs ou châteaux réapparaissent dans les chroniques, ils sont aux mains des chrétiens, et les Almoravides doivent les conquérir²⁹.

L'intervention des Almoravides déclencha une nouvelle avancée territoriale de l'Islam, sur des terres qui avaient été au préalable dominées par Cordoue. Pour ce qui est des événements militaires qui affectèrent la région entre Tage et Sierra Morena, on peut distinguer trois périodes entre l'intervention des Sahariens et l'effondrement de leur pouvoir au milieu du XII^e siècle :

- 1 - La première phase dure une dizaine d'années environ, entre l'intervention almoravide de 1086 dans la *taifa* de Badajoz et la quatrième traversée de l'émir Yūsuf b. Tašfin, en 1096 : durant ce laps de temps, les troupes berbères et andalusiennes, après leur éclatante victoire de Sagrajas (Zallāqa), le 23 octobre 1086, n'apparurent pratiquement pas dans le centre de la Péninsule³⁰.
- 2 - La deuxième période s'étend sur une trentaine d'années environ, jusqu'à la prise du pouvoir par Alphonse VII, en 1126 : sous la direction des deux

26. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 50 confirme que l'infant Sanche arrivant à Uclés est le fils d'Alphonse VI et de Zā'ida, femme d'al-Ma'mūn.

27. Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, p. 88, trad. p. 108.

28. *PRCT*, n° 1, p. 15-20. Sur l'identification des toponymes, voir Molénat 1997a, p. 82.

29. Parfois les sources géographiques ou historiques donnent quelques indications. Sur la conquête d'Alamín, voir al-Ḥimyarī, *Rawḍ al-Mi'tār*, n° 131, p. 144, trad. p. 172 : « Les chrétiens s'en emparèrent lorsqu'ils s'emparèrent de Tolède. »

30. Pour un récit détaillé de cette victoire almoravide, voir al-Ḥimyarī, *Rawḍ al-Mi'tār*, n° 84, p. 103-116, trad. p. 83-95 et l'ouvrage que V. Lagardère lui a consacré : *Le Vendredi de Zallaqa...*

« émirs des musulmans » (*amīr al-muslimīn*), Yūsuf b. Tašfīn (1071-1106) et son fils ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn (1106-1143), les Almoravides, après avoir unifié al-Andalus en prenant le contrôle progressif de toutes les *taifas*, lancent de nombreuses offensives contre les royaumes chrétiens, en particulier dans le secteur central de la frontière, qui sépare leur empire du royaume de Castille-León.

- 3 - La troisième période, pour laquelle le livre second de la *Chronica Adefonsi Imperatoris* constitue une mine de renseignements, correspond au début du règne de l’empereur Alphonse VII, à la crise de l’empire almoravide et au recul de l’Islam.

La région de Tolède ne vit donc apparaître de troupes almoravides qu’assez tard après le 23 octobre 1086, date de la défaite chrétienne de Sagrajas (Zallāqa). Jusqu’à sa quatrième intervention, l’émir almoravide se préoccupa plutôt de prendre le contrôle direct d’al-Andalus, malgré son engagement initial de respecter le pouvoir des souverains des *taifas*. La deuxième traversée de Yūsuf b. Tašfīn, bien connue grâce au témoignage de l’émir ‘Abd Allāh de Grenade, fut entreprise au mois de *rabi’ I* 481/25 mai-23 juin 1088. Elle se solda par l’échec du siège d’Alédo, dans la région de Murcie, et mit en relief la division et la faiblesse des princes des *taifas*³¹. Lors de la troisième traversée, vers juin 1090, l’*amīr al-muslimīn*, avec l’accord et le soutien actif des juristes (*fuqahā’*) *andalusī*-s, débarqua à Algéciras, la tête de pont almoravide dans la Péninsule, bien décidé à mettre au pas les divers rois (*mulūk*) des *taifas* (Grenade, Málaga, Almería, Cordoue...), accusés de trahir l’islam et de pactiser avec l’« ennemi de la foi » ; occupé à conquérir une à une les principautés musulmanes, le souverain berbère n’eut guère le temps d’envoyer de troupes vers Tolède, dont la conquête avait pourtant été le catalyseur de son intervention dans la Péninsule.

C’est seulement lors de la quatrième intervention du souverain dans la Péninsule, après que toutes les *taifas* furent tombées en son pouvoir, à l’exception notable de celle de Saragosse, toujours aux mains d’al-Musta‘īn b. Hūd, et de la principauté de Valence qui résistait, depuis 1094, sous la domination du Cid, qu’apparurent les premières expéditions militaires de grande ampleur entre Sierra Morena et Tage. Avant cette date, la seule intervention, victorieuse au demeurant, des Almoravides dans ces parages eut lieu en 1091. Ils rencontrèrent les troupes d’Alphonse VI, dirigées par Alvar Fáñez et envoyées au secours du souverain de Séville, Ibn ‘Abbād al-Mu‘tamid. Il est clair qu’à cette date l’émir almoravide voulait d’abord s’assurer le contrôle total d’al-Andalus avant de lancer le *ġihād* contre les chrétiens du Nord³².

d. Tolède harcelée par les « hommes du voile » (*mulattāmūn*)

La *Chronica Adefonsi Imperatoris*, quoiqu’elle soit assez imprécise dans les datations et que l’auteur confonde parfois des expéditions distinctes, le *Kitāb al-Iktifā’* d’Ibn al-Kardabūs et, dans une moindre mesure, le *Bayān* d’Ibn ‘Idārī, ou la chronique anonyme *al-Ḥulal al-mawšīya*, permettent de retracer approximativement la chronologie des événements³³. Elles

31. Lagardère 1989b, p. 123-126, Bosch 1956-1990, p. 138-143.

32. « *Mémoires* », p. 175, trad. p. 297.

33. Voir aussi Ḥamdā ‘Abd al-Mun‘īm Muḥammad Ḥusayn, *Tā’riḥ al-Maġrib wa l-Andalus fi ‘aṣr al-Murābiṭīn. Dawlat (t) ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn*, Alexandrie, Mu’assasa Šabāb al-Ġāmi‘a, 1986.

révèlent qu'à partir de la quatrième intervention de l'émir Yūsuf b. Tašfin dans la Péninsule, les luttes pour le contrôle de la vallée du Guadiana d'abord, pour celui des forteresses du Tage ensuite, se multiplièrent. Apprenant l'arrivée du souverain berbère, Alphonse VI s'installa, en juin 1097, à Tolède avec les troupes qu'il avait préparées pour une campagne contre la *taifa* de Saragosse ; il y attendit les renforts que devait lui envoyer le Cid de Valence et ceux que promettait Pierre I^{er} d'Aragon. La rencontre avec l'armée almoravide eut lieu à Consuegra, le 15 août 1097, et se solda par une défaite chrétienne. Yūsuf n'assiégea la place, où s'était réfugié le roi castillano-léonais, que quelques jours, sans la prendre. Dans le même temps, une autre armée almoravide venue de Murcie défaisait Álvar Fáñez près de Cuenca³⁴.

Pendant un an, nous n'avons pas trace d'expéditions militaires, mais la lutte reprit en 1099 : Yahyá, le petit-fils de Yūsuf b. Tašfin, assiégea Tolède pendant l'été ; certes il échoua, mais il réussit à s'emparer de Consuegra, le seul château important que les Tolédans aient possédé pour protéger les terres situées entre le Tage et la Sierra de los Yébenes. Tolède fut de nouveau attaquée en 1100. La troupe qui en sortit, le 16 septembre, à la rencontre des Almoravides, fut défaite, au sud du col de Milagro, près du château de Malagón dont s'emparèrent les musulmans³⁵. En 1103, des troupes de Grenade dévastèrent le sud de la région tolédane pour contraindre Alphonse VI à lever le siège de Calatayud, mais ce fut sans succès³⁶. Ces initiatives almoravides n'empêchaient pas les réactions, plus ou moins heureuses, des Castillans. Ibn 'Idārī rapporte ainsi qu'Alphonse VI, apprenant en 498/1104-1105 la maladie de Yūsuf b. Tašfin et « imaginant le pays des musulmans sans défense », aurait lancé une armée de 3 500 hommes jusqu'aux environs de Séville ; le gouverneur de cette ville, Abū Muḥammad Sīr, réfugié dans un château des alentours pour attendre les secours de la garnison de Grenade, dirigée par Abū 'Abd Allāh b. al-Ḥaḡḡ, aurait ensuite réussi à rattraper la troupe chrétienne, à tuer plus d'un tiers des hommes qui la composaient, soit 1 500, et à récupérer le butin qu'elle avait fait³⁷.

L'événement le plus marquant de la période, celui qui eut le plus de conséquences et de retentissement, est sans conteste la défaite castillano-léonaise aux abords d'Uclés³⁸. En effet, en 1108, Tamīm b. Yūsuf b. Tašfin, gouverneur d'al-Andalus et frère de l'*amīr al-muslimīn*, sortit de Grenade à la tête de troupes africaines, bientôt rejointes à Chinchilla (*Ġinġāla*) par des forces andalusiennes en provenance de Murcie, de Valence et de Cordoue. Tamīm avait l'intention d'attaquer la zone orientale de la région tolédane pour ouvrir un accès vers Saragosse qui se trouvait isolée depuis la prise de Medinaceli par Alphonse VI en 1104. Uclés fut prise le 27 mai 1108, les derniers défenseurs chrétiens se réfugièrent dans le château pour attendre les secours en provenance de Tolède ; une lettre envoyée par Tamīm à son frère pour décrire les étapes de la conquête d'Uclés rapporte le ralliement des quelques musulmans qui habitaient

p. 153-179. Les trois chapitres suivants sont consacrés à l'étude respective des relations entre l'Empire almoravide et l'Aragon, le Portugal et la Catalogne (p. 181-209, 211-213 et 215-216).

34. Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, p. 109, trad. p. 134.

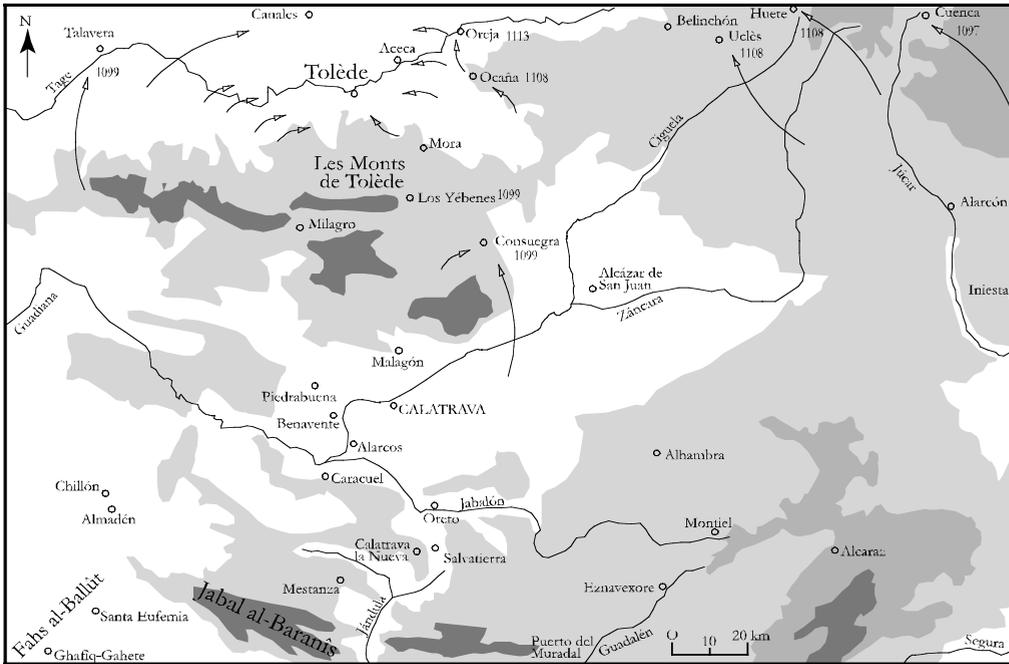
35. *AT2*, p. 401-409, éd. Porres, p. 74.

36. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 44, trad. Valence, 1963, p. 105-106.

37. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 45, trad. Valence, 1963, p. 107-108.

38. Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, p. 114, trad. p. 140 ; Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 49-50, trad. Valence, 1963, p. 117 ; *AT1*, p. 386, éd. Porres, p. 78 ; Lucas de Tuy, *Chronicon Mundi*, éd. Pujol, ch. 70, p. 379. Huici 1956, p. 103-134 et J. E. Slaughter, « De nuevo sobre la batalla de Uclés », *AEM* 11, 1981, p. 571-589.

encore dans la ville ³⁹. L'armée chrétienne de Tolède arriva deux jours plus tard. L'infant Sanche et son précepteur, García Ordóñez, s'y trouvaient ; Ibn al-Qaṭṭān, qui fait le récit le plus détaillé de la bataille qui s'ensuivit, décrit la fuite de l'infant et de huit chrétiens vers le château de Belinchón (*ḥiṣn Baliṣūn*) où les musulmans présents les massacrèrent ⁴⁰. La défaite militaire chrétienne se transformait ainsi en crise dynastique, Sanche étant le seul héritier mâle de la Couronne, et son père, Alphonse VI, ne lui survivant que quelques mois. À la suite d'Uclés, les châteaux de Huete, Ocaña et Cuenca, dégarnis ou très diminués, repassèrent à l'Islam.



Carte 5 : Les reconquêtes territoriales almoravides autour de Tolède (début XII^e s.)

Dès l'année suivante, en 1109, Yūsuf b. Tašfīn se dirigea vers Tolède, rapporte le *Hu-lal al-mawṣīya*, et campa devant ses portes, « pour le djihad, pour la victoire de la religion et pour la diffusion de la Parole » ; il traversa la *munya* fameuse qui se trouve à proximité et ses armées se répandirent sur ces régions et dévastèrent le pays des « associateurs », qui prirent la

39. H. Monés, « “Al-ṭāgr al-a’lā” al-andalusī fī ‘aṣr al-murābiṭīn wa suqūṭ Ṣaraqūṣṭa fī yad al-naṣārā sana 512/1118 ma’a arb’a waṭā’iq ḡadīda », *Maḡallat kuliyyat al-adab fī-l Qāhira* 11/2, 1949, p. 91-145, p. 126 ; Bosch 1956-1990, p. 181.

40. Ibn al-Qaṭṭān, *Naẓm*, p. 64-66 ; A. Huici, « La batalla de Uclés y la muerte del infante don Sancho », *Tamuda*, 2, 1954, p. 259-286.

fuite vers les châteaux et se défendirent dans les *husūn* fortifiés⁴¹. Le siège, l'assaut et la conquête de Talavera sont décrits avec force détails par le *Nazm* qui rapporte en outre la destruction du barrage qui retenait l'eau autour des murailles de la ville, l'incendie de 61 villages à l'occasion d'une nouvelle expédition, en avril-mai 503/1110, et la conquête de Canales⁴². Au cours des années suivantes, les Almoravides refermèrent l'étau sur Tolède en conquérant ou en détruisant la plupart des places fortes le long du Tage : Calatrava fut fortifiée ; à l'ouest, Coria tomba en 1109, à l'est, Aurelia (Oreja) fut prise en 1113, lors d'une expédition dirigée par l'émir 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn en personne. Cette conquête menaçait le flanc oriental de Tolède, uniquement protégé des musulmans, dans ce secteur, par la forteresse d'Aceca. Par ailleurs 'Alī força les murailles de Madrid, Olmos et Canales, au nord de l'*urbs regia*, sans toutefois réussir à s'emparer de leur *alcazaba* où s'étaient réfugiées les garnisons chrétiennes (Gautier Dalché 1959, p. 191)⁴³.

Les musulmans, pendant cette période, bénéficiaient d'une conjoncture favorable. D'un côté, les terres africaines de l'empire almoravide jouissaient d'une paix relative et les efforts militaires pouvaient être entièrement tournés vers la péninsule Ibérique, de l'autre, les royaumes chrétiens étaient déchirés par des querelles internes liées à la mort d'Alphonse VI et aux problèmes de succession. L'activité belliqueuse de l'Aragon était alors dirigée le plus souvent, surtout entre 1113 et 1117 contre le royaume de Castille-León, aux mains d'Urraca⁴⁴, mais aussi parfois contre Henri, gendre d'Alphonse VI et comte de Portugal. Les guerres entre royaumes chrétiens et la révolte des villes contribuent à expliquer les victoires almoravides de cette époque.

Certes, lorsqu'en 1111 Alphonse le Batailleur prit possession de Tolède, il apporta probablement son soutien à Alvar Fáñez ; grâce à cette aide, le chef des troupes tolédanes put s'emparer momentanément de Cuenca en juillet de cette année. Malgré cet épisode, les divisions affaiblirent la situation de la Castille et du León face à l'Islam. L'émir Mazdali put ainsi assiéger à nouveau Tolède lors des campagnes de 1112 à 1114. En avril 1114, dans le cadre des luttes castillano-aragonaises, le roi d'Aragon s'empara de la ville de Ségovie. Alvár Fáñez qui défendait la ville mourut au cours du siège. Ce fut une grande perte militaire pour les chrétiens : en effet, ce chef de guerre avait organisé avec succès la défense de Tolède⁴⁵.

La même année, Alphonse le Batailleur entra une nouvelle fois dans Tolède. C'est peut-être à sa présence qu'on peut attribuer les contre-attaques chrétiennes de 1115. En mars, l'émir Mazdali, gouverneur de la province de Cordoue, trouva la mort sur le champ de bataille ; son fils Muḥammad b. Mazdali connut la même destinée en juin, le nouveau gouverneur étant, quant à lui, défait en novembre⁴⁶. Le nom du chef de ces expéditions tolédanes, Oriel, dénote

41. *Al-Ḥulal al-Mawṣiyya*, p. 85-86, trad. p. 102-103 et Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 52, trad. p. 122-123.

42. Ibn al-Qaṭṭān, *Nazm*, p. 70.

43. *Cai*, II, 102.

44. Urraca, l'aînée des deux filles d'Alphonse VI, fut mariée en premières noces à Raymond de Bourgogne, avec qui elle eut un fils, le futur Alphonse VII, et Teresa, la cadette, à Henri, comte de Portugal. Après la mort de l'infant Sanche à Uclés, Alphonse VI, préparant sa succession, décida le mariage en secondes noces d'Urraca avec Alphonse I^{er} le Batailleur, roi d'Aragon. La rapide séparation de ce couple mit fin au projet d'union des royaumes de Castille-León et d'Aragon.

45. Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, p. 122, trad. p. 148.

46. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 60-61 ; trad. Tétouan, 1953, p. 142-144.

une origine aragonaise et son l'activité est vraisemblablement à mettre en rapport avec la présence du roi aragonais sur le Tage ⁴⁷. La mort de Mazdali s'accompagna d'un répit relatif des combats par rapport à la période précédente.

En fait, la situation se retournait progressivement. Plus précoce en Catalogne, avec la défaite de Martorell (1114), en Aragon, avec la perte définitive de Saragosse (décembre 1118), mais aussi de Tudela, et la défaite de Cutanda (juin 1120), l'évolution se manifesta, en Andalus même, par une certaine lassitude face à la domination almoravide, lassitude dont témoigne la révolte de Cordoue de 1121. La conquête castellano-léonaise de la ville de Sigüenza (fin janvier 1124) et la proposition de trêves par les Almoravides furent pour la frontière avec le royaume de Castille-León le premier symptôme du changement de rapport de force (Ladero 1998, p. 194-196) ⁴⁸. Grâce à la trêve, pendant plusieurs années la situation semble avoir été plus calme entre Tage et Sierra Morena. Les sources n'évoquent plus, dans la région de Tolède, ces grandes expéditions de djihad organisées par l'*amir al-muslimin* en personne, ni la conquête d'aucune place forte.

e. L'Empire castellano-léonais contre-attaque (1127-1143)

Après la mort de Bernard, archevêque de Tolède et conseiller du futur roi, en 1125, et de la reine Urraca en 1126, le calme relatif, instauré par la trêve avec 'Ali b. Yūsuf b. Tašfin, permit au jeune Alphonse VII d'affermir un pouvoir fortement éprouvé par les longues années de luttes, internes entre les grandes familles du royaume, externes avec les royaumes d'Aragon et de Portugal. Mais ce renforcement fut progressif. Dans un premier temps, les troupes musulmanes continuèrent d'inquiéter les chrétiens tandis que ceux-ci reprenaient peu à peu l'initiative et infligeaient quelques défaites au pouvoir almoravide faiblissant. À partir des années 1140, lorsque le pouvoir des « hommes voilés » (*mulaṭṭamūn*) fut contesté en Afrique par les adeptes du Mahdi Ibn Tūmart, et en Andalus, par la population de l'ensemble des provinces, Alphonse VII prit un avantage incontestable.

Après la pause des années 1120, les incursions musulmanes reprirent dans la région de Tolède. En effet la faiblesse militaire almoravide, révélée par l'incapacité des villes d'al-Andalus à interrompre l'expédition que le roi d'Aragon accomplit pendant plus d'un an en 1126-1127 ⁴⁹, avait incité 'Ali b. Yūsuf b. Tašfin à renforcer la défense de la partie ibérique de son Empire. Son fils Tašfin, quand il fut nommé gouverneur de Grenade en 523/1129, reconstruisit un certain nombre de murailles et lança, en 524/1130, les troupes de sa ville et celles de Cordoue contre le château d'Aceca qu'il enleva par la force ('*anwat^m*). Les défenseurs furent tués et leur chef, Tello Fernández, déporté en Afrique ⁵⁰. À l'été 1131, une attaque sur Alfamín provoqua la mort de l'*alcaide* tolédan Gutierre Armídez. Toujours en 526/1131-1132, le *Bayān* rapporte que Tašfin se lança à la poursuite d'une armée tolédane qui s'était dirigée sur Cordoue. Il s'empara du chef de la troupe, et de vingt personnages importants (*zu'amā'*), qu'il laissa à Calatrava (*Qal'at Rabāḥ*) avec mission pour la ville d'organiser un échange de prison-

47. B. F. Reilly, *The Contest of Christian and Muslim Spain 1031-1157*, Oxford, Basil Blackwell, 1992, trad. esp. *Cristianos y musulmanes 1031-1157*, Barcelone, 1992, p. 151.

48. Bosch 1956-1990, p. 193-199.

49. Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 4, p. 69-73, trad. Valence, 1963, p. 160-169. Bosch 1956-1990, p. 233-237.

50. Ibn al-Qaṭṭān, *Naẓm*, p. 215-216 ; Ibn al-Ḥaṭīb, *Ihāṭa*, t. 1, p. 451 ; *Cai*, II/109, sans date.

niers⁵¹. Il attaqua en outre les châteaux de Hita et d'Escalona dont les *alcaldes* moururent au combat⁵². À l'inverse, pour le début des années 1130, le *Bayān* et la *Chronica Adefonsi Imperatoris* évoquent une expédition lancée par Rodrigo González, le nouveau « général » des troupes de Tolède, qui fut un succès malgré une tentative de représailles almoravide⁵³.

Cette présentation pourrait donner une fausse impression sur la puissance de l'empire almoravide. En fait, ce dernier profita d'un répit lors de la mort, sans descendance, d'Alphonse le Batailleur en 1134, comme il l'avait fait lors de la régence d'Urraca, après la mort d'Alphonse VI : tandis que les luttes suscitées autour de la vacance du trône aragonais déchiraient et affaiblissaient les royaumes chrétiens, la frontière entre l'Aragon et al-Andalus s'apaisait. De plus, les forces rencontrées par les Almoravides étaient des troupes locales et non de grandes armées. Les victoires obtenues, quoiqu'encore nombreuses, restaient marginales en termes de contrôle du territoire. Elles poursuivaient la dynamique du règne de Yūsuf b. Tašfīn, mais ne permirent pas le retour (*istirgā'*) de Tolède dans le giron musulman, ce qui était le but originel de la politique almoravide entre Tage et Sierra Morena. En ce sens, la stratégie musulmane dans cette zone fut un échec. De leur côté, les Castellano-Leónais multiplièrent les initiatives de grande envergure, auxquelles répondaient parfois des contre-offensives musulmanes, plus ou moins efficaces. Régulièrement, les troupes chrétiennes poussaient très loin leurs incursions, cependant que les attaques en provenance d'al-Andalus s'arrêtaient aux chaînes montagneuses du Système Central (Gautier Dalché 1959, p. 194).

En 1133, Alphonse VII organisa sa première grande campagne en Andalus. L'entreprise fut soigneusement préparée, en particulier grâce aux conseils d'Abū Ġa'far Aḥmad b. 'Abd al-Malik Ibn Hūd al-Mustanšir bi-llāh Sayf al-dawla (« épée de la dynastie »), le *Zafadola* des documents chrétiens. Ce personnage est le fils du dernier souverain de la *taifa* de Saragosse, 'Abd al-Malik 'Imad al-Dawla, qui avait succédé en 1110 à son père al-Musta'in, tué cette année-là, à Valtierra, par les troupes d'Alphonse le Batailleur. Quatre mois seulement après cette succession, la population de la ville, mécontente des accords passés par leur souverain avec les Aragonais, accueillit les troupes almoravides d'Ibn al-Ḥaġġ. Le prince *hūdide* se réfugia alors dans la ville fortifiée de Rueda de Jalón, sous la protection des chrétiens avec qui la dynastie semble dorénavant avoir collaboré. Ayant remis au roi léonais la forteresse de Rueda, Sayf al-Dawla reçut, en échange, comme vassal, des châteaux et possessions dans les terres de Tolède, en Estrémadure et dans la vallée du Douro⁵⁴. Durant quatre mois, l'armée chrétienne divisée en deux corps, l'un sous la direction du roi, l'autre sous celle de Rodrigo González de Lara, dévasta la vallée du Guadalquivir, de Cordoue jusqu'à Cádiz en passant par Carmona, Séville et Jérez. Abū Ḥafṣ 'Umar b. 'Alī b. al-Ḥaġġ, le gouverneur de Séville, mourut lors de cette expédition. L'arrivée de Tašfīn sur place intervint trop tard, les chrétiens étant déjà repartis⁵⁵. Cependant, même si le rapport de force évoluait progressivement en faveur du royaume

51. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 85-86, trad. Valence, 1963, p. 197. La *Cai* nous apprend qu'il s'agit de nobles de Salamanque (*Cai*, II/122-123).

52. Ibn Abī Zar', *Rawḍ al-Qirtās*, p. 164, trad. p. 321. *Cai*, II/113, avec une confusion de date. Cette défaite chrétienne est identifiée par Sánchez Belda à celle d'Amasatrigó, évoquée par AT1, p. 404 ; Bosch 1956-1990, p. 239, Ladero 1998, p. 209.

53. *Cai*, II/119-121. *Bayān*, t. 4, p. 82, trad. Valence, 1963, p. 190.

54. *Cai*, I/29, éd. Sánchez Belda, p. 28. Sur le rôle joué par Sayf al-Dawla durant les « deuxièmes *taifas* », voir Guichard 1990-1991, p. 88-89, 109, 112 et *varia*.

55. Ladero 1998, p. 212, Bosch 1956-1990, p. 238.

de Castille-León, les positions sur le terrain se modifièrent peu à cette époque, exception faite de la destruction par les Almoravides du château d'Aceca, un des derniers bastions de la capitale du Tage ⁵⁶.

En revanche, au cours des dernières années de la domination almoravide en Andalus, les chrétiens reprirent l'initiative et réalisèrent des conquêtes stratégiques. D'ailleurs la période 1137-1145 est très mal couverte par les sources musulmanes qui se désintéressent des événements de la Péninsule. La lutte, au Maghreb, de la dynastie montante des Almohades contre le pouvoir almoravide occupe tout le récit ⁵⁷. Les premières mesures prises par les chrétiens furent destinées à reconstituer la défense de Tolède mise en péril par les ultimes conquêtes almoravides : d'abord reconstruction d'Aceca par Gocelmo de Ribas ⁵⁸, ensuite, tentative de conquête de certaines places fortes importantes. Après l'échec du siège de Coria en juillet-août 1138, Alphonse VII s'empara difficilement d'Oreja en 1139. Le siège dura d'avril à octobre et les musulmans de Cordoue et de Grenade envoyèrent, en vain, des troupes faire diversion autour de Tolède ; celles-ci ne réussirent pas à faire lever le siège, mais elles s'emparèrent du château de Mora ⁵⁹, ce qui conduisit les chrétiens à construire le château de Peña Negra pour lui faire face. Les défenseurs musulmans d'Oreja sortirent avec les honneurs et furent escortés à Calatrava (*Qal'at Rabāh*) par les troupes de Rodrigo Fernández de Castro. Coria tomba finalement en 1142, après trois mois de résistance. La perte de Coria entraîna l'évacuation spontanée d'Albalate ⁶⁰ qui était indéfendable ; les milices d'Ávila et de Salamanque rasèrent le château de cette localité. À cette date, et avant même la mort de l'émir almoravide 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn (1143), « le Tage séparait véritablement le monde musulman et le monde chrétien, tout au long de son cours moyen et supérieur ⁶¹ ».

*f. Les « deuxièmes taifas » : la domination chrétienne
(1144-1170)*

Après la mort de l'émir des musulmans, 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn, la situation bascula rapidement dans la Péninsule. Son fils Tašfīn, qui avait organisé la défense d'al-Andalus, était parti auprès de son père lutter contre les Almohades. En l'absence du souverain, avec des moyens militaires réduits pour faire face aux prétentions des monarchies chrétiennes, les provinces d'al-Andalus se rendirent, tour à tour, indépendantes du pouvoir central maghrébin ⁶². L'Algarve se révolta en 539/1144 sous la direction du mystique Ibn Qasī ⁶³ ; Cordoue entra en dissidence sous la direction d'Ibn Ḥamdīn en 539/1145. Sayf al-Dawla b. Hūd (*Zafadola*), le vassal d'Alphonse VII, après avoir soulevé Grenade contre les Almoravides, fut reconnu

56. *Cai*, II/141-144, éd. Sánchez Belda, p. 110-112.

57. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 97-105 ; trad. Valence, 1963, p. 222-240.

58. *Cai*, II/130, éd. Sánchez Belda, p. 101-102.

59. *Cai*, II, 143.

60. *Maḥādāt al-Balāt* identifiée à Jaraicejo (Martínez Lillo et Serrano-Piedecabras 1998, p. 72).

61. Gautier Dalché 1959, p. 208 ; Ladero 1998, p. 417-418.

62. Pour une synthèse sur cette époque troublée, voir Guichard 1990-1991, p. 101-125 et, en arabe, Dandaš 1988.

63. Sur ces événements, voir Lagardère 1983 et A. Sidarus, « Novos datos sobre Ibn Qasī de Silves e as taifas almorávidas no gharb al-Andalus », *Associação de estudos do património histórico-cultural do concelho de Silves. I Jornadas de Silves*, Silves, 1992, p. 35-40.

comme seigneur par les musulmans de Murcie, Orihuela et Valence à partir de 1146. La *Chronica Adefonsi Imperatoris* rapporte que Farax (*Farağ*), l'*adalid* (*al-dalil* = le chef) de Calatrava, se mit d'accord avec Ibn Ḥamdīn pour se débarrasser de Sayf al-Dawla. Celui-ci, l'ayant appris, tendit un piège à Farax et le fit assassiner par les troupes chrétiennes qu'il commandait ⁶⁴. Par ailleurs, Sayf al-Dawla prétendit conserver un certain contrôle sur Baeza, Úbeda et Jaén, mais il fut tué le 5 février 1146, dans la plaine de Chinchilla, près d'Albacete (*al-Basīt*), dans une bataille contre la garnison de Cuenca, dirigée par Ibn Farağ al-Tağrī (« le Frontalier »), alliée aux forces castillanes d'Armengol VI, comte d'Urgel (1102-1154), surnommé *el de Castilla*, en raison de l'origine de sa mère María Pérez Ansúrez de Carrión. À la mort d'Alphonse le Batailleur (1134), lorsqu'Alphonse VII de Castille avait pris le contrôle de Saragosse, Armengol, qui était le *tenente* de cette cité, devint son vassal et fut envoyé, en 1144, avec des troupes chrétiennes, soutenir Zafadola. Nous ignorons les raisons qui poussèrent le comte d'Urgel à se retourner finalement contre le descendant *hūdide* ⁶⁵.

La région entre Sierra Morena et Tage passa, quant à elle, sous le contrôle des pouvoirs limitrophes, en particulier chrétiens, et ne vit pas émerger de chef susceptible de fonder une principauté indépendante. Le personnage d'Ibn Farağ, qui apparaît dans la *Chronica Adefonsi Imperatoris*, sous le nom de Farax, paraît n'avoir été que le chef de guerre de Calatrava, mais il n'est pas exclu qu'il ait eu momentanément une certaine indépendance. Mora, assiégée en avril 1144, se rendit aux chrétiens en juin. En janvier 1147, Calatrava tomba aux mains du comte Manrique de Lara ⁶⁶, alors *tenente* royal de Tolède, Madrid et Ávila, alors qu'à peu près au même moment, le 17 janvier, les Almohades entraient dans Séville. Le château de Salvatierra, situé au sud de Calatrava, fut occupé, et Ocaña « peuplée ⁶⁷ ».

Dès lors, la région servit de base de départ pour des expéditions chrétiennes plus importantes contre les grandes villes d'Andalousie. L'intervention militaire léonaise poursuivit son intensification, soit par l'engagement de troupes auprès d'alliés musulmans, comme *Zafadola*, soit directement par la présence de l'*host* royal. En mai 1146, Alphonse VII à la tête de son armée, était entré dans l'ancienne capitale omeyyade ⁶⁸. En 1147, Tolède et Calatrava avaient vu se rassembler des armées destinées au siège d'Almería. En chemin, celles-ci mirent le siège devant Baeza, qu'Ibn Ġāniya, l'ancien gouverneur almoravide d'al-Andalus, finit par leur remettre avec la place d'Úbeda, contre son maintien à Jaén. Entre juillet et août 1155, Alphonse VII s'empara d'Andújar, sur les rives du Guadalquivir, de Baños de la Encina, dans la région de Jaén, de Santa Eufemia et de Pedroche au sud d'Almadén, renforçant ainsi sa position dans le Campo de Calatrava ⁶⁹. Ces conquêtes permirent la création d'un « véritable corridor » formé par Calatrava, Andújar, Baeza et Úbeda, rattachant la Castille à l'enclave portuaire d'Almería ⁷⁰.

64. *Cai*, II/190, événement confirmé par AT1, p. 389.

65. Ce noble catalan, qui résida plus souvent à la cour castellano-léonaise que dans ses terres, participe à la conquête d'Almería en 1147.

66. AT1, p. 389.

67. En 1156, Alphonse VII accorde un *fuero* à Ocaña (C. Gutiérrez del Arroyo, « Fuero de Oreja y Ocaña », *AHDE* 17, 1946, p. 651-662).

68. Ibn Ġālib, « *Kitāb furḥat al-anfus* », p. 299, trad. Vallvé, « La descripción de Córdoba de Ibn Ġālib », p. 673.

69. AT1, p. 389, éd. Porres, p. 130-131 ; Ladero 1998, p. 445.

70. RROP, p. 463.

Mis à part quelques cas comme Cuenca et Huete, il est difficile de dire où passait précisément la frontière entre chrétienté et Islam, car le système de protectorat sur les principautés des « deuxièmes *taifas* » et l'intervention fréquente en Andalus des armées chrétiennes, castellano-léonaises ou coalisées, ajoutaient à la complexité de la situation. Les conquêtes purement militaires concernaient essentiellement la périphérie de la Meseta méridionale, qui perdit temporairement son statut frontalier. Les chroniques, parce qu'elles s'intéressent aux grands événements de l'Andalousie, restent silencieuses sur ce qui se passait dans cette région où l'Empereur, au même moment, distribuait les terres et organisait les limites ecclésiastiques. En novembre 1146, par exemple, « l'année même où l'empereur, *imperante* à Tolède, à León, à Saragosse, à Nájera, en Castille et en Galice, s'empara de Cordoue, où Ibn Ġāniya, le prince des "Moabites" devint son vassal et au moment où le comte de Barcelone et le roi García se trouvaient à la cour de l'empereur pour signer la paix entre eux », Alphonse VII donna la moitié de Belinchón et de son territoire, dont les salines étaient sources de grand profit, à l'Église de Tolède ⁷¹.

Parallèlement, Alphonse VII organisa le territoire de Huete qui arrivait aux pieds des falaises de Cuenca ⁷². Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. D'une part, l'alliance entre Ibn Mardaniš et l'empereur garantissait le calme de cette zone ; d'autre part, la vallée du Guadiana, dans sa partie castillane, était largement dépeuplée et sa mise en valeur nécessitait des investissements très lourds. Cela explique sans doute l'abandon, en 1157, de la place forte de Calatrava par l'ordre du Temple, auquel elle avait été attribuée dans un premier temps.

Les places de la région qui demeuraient musulmanes, comme les châteaux d'Uclés, de Zorita, de Cuenca et de Huete, passèrent sous le contrôle des principautés de Murcie et Valence, sans que l'on sache exactement quelles furent les modalités de ce rattachement politique et militaire. On apprend incidemment, à l'occasion de la rencontre, en février 1149, entre Alphonse VII, Muḥammad b. Sa'd b. Mardaniš (le *Rey Lobo* des chroniques chrétiennes, reconnu émir de Valence en 1147) et Ibn Hamuš, émir de Murcie, que le château de Zorita de los Canes, où se déroulent les pourparlers, dépendait alors d'Ibn Mardaniš ⁷³. Ce prince signa d'ailleurs, en février 1156, un traité avec Alphonse VII, dont il devenait vassal en lui remettant la forteresse d'Uclés (*Uqlīš*), au sud du Tage et au nord-est de Tolède, en échange de celle d'Alicún près de Baza ⁷⁴. Les territoires à l'est et au sud-est de Tolède entrèrent alors dans l'aire de domination chrétienne. Par ailleurs, les points de passage avaient été verrouillés par la construction ou la garnison de châteaux, comme celui de Milagro au Sud du col d'Alhover dans les Monts de Tolède. Cependant l'intervention des Almohades, en 1157, et la reprise de la ville portuaire par les troupes africaines, allait montrer bientôt la faiblesse de l'axe Tolède-Almería.

71. *PRCT*, n° 17, p. 56-58.

72. J. González, « Repoblación de las tierras de Cuenca », *AEM* 12, 1982, p. 183-204, p. 186.

73. Document cité par J. Catalina, *La Alcarría en los primeros siglos de su reconquista*, discours de réception à la RAH, 1894, rééd. Guadalajara, 1973, p. 35, note 2 ; *RCN*, t. 1, p. 182 ; Molénat 1997a, p. 74, note 27.

74. F. Codera, *Decadencia y desaparición de los Almorávides en España*, Saragosse, 1899, p. 126 ; González, *Alfonso VIII*, t. 1, p. 890 ; Ladero 1998, p. 445.



Carte 6 : Progression d'Alphonse VII en direction d'Almería (1147-1157)

Avec Alphonse VII, s'éteint une certaine idée impériale dans la Péninsule. En effet, à la mort de « l'Empereur », en 1157, les deux parties constitutives de son Empire furent partagées entre ses deux fils, Sanche III et Ferdinand II. Sanche III (1157-1158) et son fils Alphonse VIII (1158-1214) régnèrent sur la Castille, Ferdinand II (1157-1188) et son fils Alphonse IX (1188-1229) sur le León. Le nouveau découpage politique issu de ce partage dura près de trois quarts de siècles et donna le jour à « l'Espagne des cinq royaumes » (*Los cinco reinos* : Aragon-Catalogne, Navarre, Portugal, Castille et León). C'est en 1230 seulement, à la mort d'Alphonse IX, que la Castille et le León furent de nouveau, et cette fois définitivement, unis sous la direction de Ferdinand III de Castille. Entre Tago et Sierra Morena commença alors une période d'attentisme. Le peuplement de la vallée du Tago se poursuivit dans un calme relatif, dans la mesure où les Almohades avaient concentré leurs forces contre la principauté levantine d'Ibn Mardaniš qu'ils tentaient de réduire ; par ailleurs, les nouveaux pouvoirs d'al-Andalus eurent fort à faire sur la frontière entre Portugal, León et Andalus, pour se débarrasser de Giraldo

Sempavor, le « Cid portugais ». Ces événements expliquent qu'ils se soient désintéressés de la frontière centrale avec la Castille, relativement tranquille à cette époque.

g. *La Manche à l'abri de la Sierra Morena (1170-1194)*

Quelles que soient les ressemblances possibles entre les interventions almoravides et almohades dans la Péninsule, la situation entre Sierra Morena et Tage fut radicalement différente sous les deux dynasties. L'aire d'action de la Castille entre 1144 et 1157 ne se limita pas aux terres immédiatement frontalières. C'est tout al-Andalus qui était à la portée des armées de l'empereur chrétien et des rois portugais et aragonais. L'intervention almohade dans la Péninsule, si massive et si impressionnante qu'elle ait été pour les mentalités de l'époque, ne permit pas à l'Islam de retrouver l'extension géographique du Califat omeyyade de Cordoue, ni même celle de l'empire almoravide. Cela tient moins à une infériorité numérique, militaire ou idéologique par rapport à l'organisation politique almoravide qui avait ouvert la voie d'une souveraineté à cheval sur le Maghreb et sur al-Andalus, qu'à la puissance acquise par les royaumes chrétiens de la Péninsule, et aux positions stratégiques que ceux-ci avaient conquises et qu'ils surent conserver.

Dans un premier temps, les Almohades intervinrent en Andalousie où, en une quinzaine d'années, malgré quelques revers, ils reprirent le contrôle de la région. Puis ils conquièrent les régions orientales de la principauté d'Ibn Mardaniš (1172). Ce dernier était soutenu par les troupes chrétiennes que lui avaient envoyées Alphonse VII, puis Sanche III, et surtout le tuteur du jeune Alphonse VIII, don Nuño Pérez de Lara ⁷⁵. Pendant de nombreuses années, la tension entre Castellans et Almohades s'était concrétisée sur le terrain par la résistance acharnée qu'opposa Ibn Mardaniš à l'intervention berbère dans la Péninsule. La lutte du *Rey Lobo* détourna les attaques africaines des récentes conquêtes frontalières de la Castille.

Le second front dont le calife almohade 'Abd al-Mu'min eut à se préoccuper fut le front portugais, où le *caudillo*, Giraldo Sempavor, et son roi, Afonso Enríques, profitèrent des difficultés de la nouvelle dynastie berbère pour s'emparer de Trujillo, Cáceres, Évora en 1165, Montánchez et Serpa en 1166, Badajoz en 1169 ⁷⁶, Beja en 1173 ⁷⁷. Dans la région entre Sierra Morena et Tage, après la période d'accalmie évoquée, une revitalisation militaire se fit jour en 1170, à l'initiative des chevaliers de l'ordre militaire de Calatrava qui s'enfoncèrent

75. Jusqu'en 1166, ce sont les Castro qui gouvernent à Tolède, puis c'est don Nuño Pérez de Lara. Fernando Rodríguez de Castro conserva la position de Zorita, mais il se rendit à Séville en 1168 pour rencontrer le calife almohade : il signa avec lui un pacte offensif et défensif, reconnu par Ferdinand II de León qui utilisa un contingent almohade dans sa lutte contre le nouveau tuteur d'Alphonse VIII, le comte Nuño de Lara.

76. Badajoz avait déjà été prise peu de temps par les chrétiens le 30 mars 1161, comme en témoigne l'épithaphe du *ṣayḥ faqīh* Abū l-Qāsim Ḥalaf b. Ḥasan b. Farḥūn al-Bakrī [...] mort martyr à l'est de la Grande mosquée de Badajoz, lorsque l'ennemi surprit cette ville, dans la matinée du jeudi, premier jour de *rabi' II* de l'an 556 (30 mars 1161) » (É. Lévi-Provençal, *Inscriptions arabes d'Espagne*, Paris, 1931, n° 48, p. 59-60). Le *Bayān* confirme qu'en 556/1161 l'*amīr al-mu'minīn* envoya des troupes dans la région de Badajoz (*Bayān*, t. 5, p. 70, trad. Valence, 1963, p. 341-342). Cette contre-offensive est confirmée par le *Ḥulal al-mawšīya* (p. 155) et par Ibn Abī Zar' (*Rawḍ al-Qirtās*, p. 200, trad. 399).

77. Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā, *Mann*, p. 288-290, trad. p. 137-138 et Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 5, p. 104, trad. Valence, 1963, p. 403-404.

profondément dans les terres cordouanes. Cette initiative de Calatrava est peut-être à mettre en rapport avec la défection d'Ibn Hamušk dans son alliance avec Ibn Mardaniš au mois de *ramadān* 564/mai-juin 1169. La soumission au *tawhīd* (c'est-à-dire l'Unitarisme, la doctrine religieuse officielle des Almohades) d'Ibn Hamušk, gendre du *Rey Lobo*, portait un grave coup à la politique de protectorat de la Castille en affaiblissant brutalement son allié murcien et en laissant augurer des représailles almohades sur la frontière de la Sierra Morena. Les Almohades répondirent à cette agression calatravane par la prise du château d'Almodóvar del Campo et par une expédition dans les terres de Caracuel, de Benavente et d'Alarcos ⁷⁸.

Une nouvelle phase débute alors pour les régions septentrionales de la Sierra Morena avec de nouvelles interventions berbères musulmanes dans l'ancien royaume de Tolède. L'arrivée de l'*amīr al-mu'minīn* (le « Prince des Croyants ») dans la Péninsule en 566/1170-1171 permit d'une part le renforcement des frontières d'al-Andalus, d'autre part l'organisation d'une incursion dans les terres de Tolède ⁷⁹. Après la mort d'Ibn Mardaniš, une expédition fut organisée au printemps 1172, en direction de la forteresse de Huete, sur le conseil des membres de sa famille, ralliés à l'almohadisme. C'est donc d'abord la périphérie orientale de la frontière castillane qui fut attaquée. La place défendue par le comte Pedro Manrique de Lara résista victorieusement. Minées par la faim et les maladies, les troupes almohades, trop nombreuses, se retirèrent en passant par Cuenca, où 700 habitants avaient péniblement survécu au siège chrétien de la place qui durait depuis cinq mois ⁸⁰. En 1173, Ġanim b. Muḥammad b. Mardaniš et son frère Hilāl, à la tête d'une troupe d'*andalusi*-s et d'Almohades, lancèrent une incursion autour des zones de Talavera et de Tolède. Par ailleurs, près du château de Caracuel, au retour d'une expédition dans les campagnes de Cordoue, d'Écija et de Séville, la milice d'Ávila fut largement défaite et la tête de son chef, Sancho Jiménez le Bossu, surnommé « el Giboso » dans les textes chrétiens et « Abū Barda'a » dans les sources arabes, fut envoyée à Séville. Presque dans le même temps, une escorte qui accompagnait une caravane de ravitaillement à Badajoz, courut les terres de Talavera en y capturant 30 000 têtes de bétail ⁸¹. Mis à part la conquête des châteaux de Vilches, au sud de la Sierra Morena, et d'Alcaraz, près d'Albacete, ces expéditions ne modifièrent pas le *statu quo* dans la Manche.

La signature de trêves, en raison des famines qui touchaient les deux côtés de la frontière, stabilisa, par ailleurs, les positions pour quelques années. La trêve fut passée pour cinq ans avec le Portugal, et pour deux, quatre ou cinq ans avec la Castille, mais aucun texte ne le précise. Ces trêves permirent à l'empire almohade de reprendre des terres perdues dans l'Estrémadure léonaise. Cáceres et Alcántara furent conquises en 1173 et 1174. En 1177, la conquête de Cuenca par Alphonse VIII aidé par le roi d'Aragon, traduisit l'affermissement de la domination castillane sur la vallée du Júcar. Malgré les tentatives de diversion menées par les troupes almohades autour de Talavera et de Tolède, le siège ne fut pas levé, et la place tomba au bout de quatre mois, en septembre 1177. Ce siège fut l'occasion d'une modification des rap-

78. Rades, *Chronica de Calatrava*, fol. 17-17r et Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 310-311, trad. p. 152-153 : l'auteur musulman attribue cette agression au comte Nuño de Lara, tuteur du jeune roi Alphonse VIII, et il n'évoque pas de riposte almohade.

79. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 362, trad. p. 183 ; Ibn Abī Zar', *Rawḍ al-Qirṭās*, p. 211, trad. p. 417.

80. Récit circonstancié de cet épisode dans Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 398-420, trad. p. 205-222.

81. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 435-436, trad. p. 233.

ports entre la Castille et l'Aragon et prépara le traité de Cazorla du 20 mars 1179 où les deux royaumes se partageaient les futures conquêtes d'al-Andalus. L'intérêt porté par la Castille à la vallée du Júcar tient à la présence de nombreuses mines de sel, sources de revenus considérables et de rentes régulières.

Jusqu'en 1182, les terres de la Manche semblent avoir été à peu près épargnées par les armées almohades. À cette date, juste après la signature du traité de Medina de Rioseco avec le León, Alphonse VIII lança ses troupes jusqu'à Ronda, Málaga et Grenade. À cette occasion, il s'empara du château de Setefilla où il maintint une garnison de 500 cavaliers et de 1 000 fantassins. Dès août 1182, Abū Ishāq, le fils du calife, à la tête des troupes sévillanes, assiégea la place qui fut évacuée par le souverain castillan, arrivé au secours de ses hommes. En représailles, les Almohades lancèrent, en octobre, une attaque contre le territoire de Talavera qui était la moins bien défendue des places castillanes du Tage ⁸². Cet épisode montre bien que les capacités défensives d'al-Andalus étaient encore assez fortes pour interdire l'installation de têtes de pont avancées en territoire musulman et que la vallée du Tage n'était pas à l'abri d'incursions en profondeur parties des villes andalouses.

Cependant Alphonse VIII continua de distribuer les terres de la Manche aux ordres militaires : le nouvel ordre de Santiago, apparu au León, en 1170, reçut Mora, en mars 1171, Oreja, en septembre, et Alharilla, en février 1172 ⁸³. Dans le même temps, le souverain castillan poursuivait sa politique de donation à l'ordre de Calatrava ; entre 1174 et 1176, les châteaux de Zorita de los Canes, Almoduera, Aceca, Mocejón, Ciruelos, Cogolludo et quelques localités frontalières lui furent attribués. En 1188, le roi lui vendit les châteaux de Guadalerzas et de Malagón. La confirmation royale des biens de l'Ordre, en 1189, atteste par ailleurs que les places de Piedrabuena, Alarcos, Caracuel et Almodóvar faisaient partie des possessions calatravanes ⁸⁴. Quant aux Hospitaliers, ils avaient reçu, dès les années 1160, plusieurs châteaux entre Sierra Morena et Tage : Criptana en 1162, Uclés en 1163 (rapidement perdu), Villamiel (au nord de Tolède et du Tage) en 1168, Peñalver, et, surtout, le 6 août 1183, Consuegra, qui constitue incontestablement la donation la plus importante. La noblesse, en tant que telle, apparaît beaucoup moins qu'auparavant dans le contrôle des grands châteaux de la frontière.

h. Le retour des Berbères (1194-1212)

Jusqu'au début des années 1190, le nouveau calife Abū Yūsuf Ya'qūb ne lança pas d'offensive, occupé qu'il était par la révolte des Banū Ġāniya en Ifriqiya. Alphonse VIII en profita pour affirmer sa présence dans les vallées du Júcar et du Cabriel : en février 1184, il s'empara d'Alarcón, à 80 kms au sud de Cuenca sur la route de Chinchilla, et prit Iniesta en 1186, à l'est d'Alarcón, entre les deux vallées. Dans le même temps, à l'autre extrémité de la frontière avec l'Islam, il renforçait ses positions en récupérant l'ancienne seigneurie de Fernando Rodríguez de Castro, dont avait hérité le fils de celui-ci, Pedro Fernández de Castro. En effet, d'après le traité de Medina de Rioseco qu'Alphonse VIII avait passé avec le León, ces terres se trouvaient dans la zone de conquête attribuée à la Castille. Cette politique prudente n'empêchait

82. Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 5, p. 151, trad. Tétouan, 1953, p. 51 ; Ladero 1998, p. 485-486.

83. OOMS, n° 45, p. 217-218, doc. 47, p. 220-221, doc. 52, p. 225-226 ; Ladero 1998, p. 470.

84. OOMM, carp. 419, n° 41 ; AHN, cód. 1341, fol. 112-113 ; González, *Alfonso VIII*, n° 534. Cette confirmation fut renouvelée en 1193 (AHN, cód. 1341, fol. 128 ; BOMC, écrit. 4, p. 26-28 ; González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 610, p. 83).

pas le souverain castillan de lancer des incursions en Andalousie. Entre le printemps et le mois de septembre 1189, il dirigea trois campagnes : la première contre les terres de Cordoue et de Séville, la deuxième, en été, dans la sierra au nord de Séville, où il s'empara des châteaux de Reina, Magacela et Baños, la troisième dans les terres murciennes. Le calife almohade, arrivé en avril 1190 dans la Péninsule, retarda sa riposte en signant des trêves avec la Castille et le León, pour porter ses coups sans danger contre le royaume du Portugal⁸⁵.

C'est seulement en 1194, quand les trêves avec la Castille furent rompues, que des opérations militaires furent lancées de part et d'autre de la frontière. Une grande expédition fut organisée à partir de Tolède contre la vallée du Guadalquivir, de Jaén à Cordoue et Séville. Elle était dirigée par le prélat tolédan, Martín López de Pisuerga, et comprenait un grand nombre de chevaliers calatravans. Quant au calife almohade, il mobilisa ses troupes dès l'automne 1194, mais ne traversa le détroit qu'en juin 1195 ; il concentra alors son armée à Séville, puis se dirigea vers la Manche par le col du Muradal⁸⁶. Pedro Fernández de Castro, « dénaturalisé » quelques années auparavant, l'accompagnait. La troupe rencontra les Castellans près d'Alarcos, où Alphonse VIII visitait les fortifications du château et de la ville qu'il tentait de construire pour renforcer le domaine royal (*realengo*), dans une région largement contrôlée par les ordres militaires. La bataille, au cours de laquelle tombèrent de nombreux évêques (Sigüenza, Ségovie, Ávila), le majordome royal, Rodrigo Sánchez, et son beau-père, Pedro Rodríguez de Guzmán, se solda par une cuisante défaite castillane. Les musulmans s'emparèrent de toute la ligne de châteaux qui jalonnaient la route de Cordoue à Tolède, depuis Calatrava la Vieja et Caracuel jusqu'à Guadalerzas, en passant par Benavente et Malagón (Huici 1956, p. 137-212).

Le refus opposé par les Almohades à la proposition de trêve faite par les Castellans annonçait les expéditions des années suivantes. En effet, à la mi-juin 1196, le calife marcha sur l'Estrémadure pour récupérer les places qui avaient appartenues à Pedro Fernández de Castro. Santa Cruz, Montánchez et Trujillo se rendirent sans difficulté⁸⁷. Plasencia fut rasée et ses défenseurs faits prisonniers. Ensuite les terres autour de Talavera, Denia et Tolède furent dévastées, ce qui provoqua le dépeuplement temporaire d'Escalona et de Santa Olalla. Une garnison almohade fut laissée dans le château de Piedrabuena qui avait été conquis sur le chemin du retour. Durant l'été 1197, les troupes d'al-Andalus assiégèrent, pendant plusieurs jours, Madrid, défendue par Diego López de Haro⁸⁸. Talamanca fut partiellement détruite. Une trêve de cinq ans fut alors signée avec la Castille.

Dix-sept années durant, la Manche fit partie de l'empire almohade. À l'exception de la prise de contrôle du château de Salvatierra par les chevaliers de Calatrava en 1198, la région semble avoir été calme pendant cette période. C'est d'ailleurs de Salvatierra, dont les chevaliers de l'Ordre avaient repris le nom en raison de la perte de leur site d'origine, que les hostilités furent relancées en 1211. À l'abri de la Sierra Morena, l'Empire almohade installa des troupes en provenance du Maghreb autour des villes de Cordoue, de Séville et de Valence. Dans les villes frontalières elles-mêmes, les traces de restauration et de renforcements défensifs sont nombreuses ; de cette époque datent les murailles almohades de Chinchilla, où était centralisé le commandement oriental de la frontière face aux chrétiens (Franco 1995, p. 334-347). Les fouilles archéologiques ont aussi mis à jour à Calatrava (*Qal'at Rabāh*) de nombreux renforce-

85. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 210-212, trad. p. 168-173 ; Ladero 1998, p. 505.

86. Sur la localisation du col du Muradal, voir Molénat 1997a, p. 252.

87. AT1, p. 393 ; Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 223, trad. Tétouan, 1953, p. 193.

88. DRH, VII/30 ; CLRC, p. 18-19.

ments d'époque almohade, c'est-à-dire, pour cette ville, datés très précisément entre 1195 et 1212.

*i. L'expansion de la chrétienté et l'éloignement de la frontière
(1212-1250)*

En avril et mai 1211, les chevaliers de Salvatierra rompirent les trêves et s'enfoncèrent dans les terres de Jaén, près d'Andújar et Baeza. Le gouverneur de Jaén écrivit au souverain de Castille pour protester et obtenir réparation⁸⁹. En mai 1211, le calife al-Nāṣir passa en Andalus et s'empara difficilement, en septembre de la même année, du château de Salvatierra au terme de quatre mois de siège⁹⁰. Alphonse VIII, ses alliés aragonais et navarrais, soutenus par la Papauté qui poussait à la croisade depuis plusieurs années, et les Almohades se préparèrent à la bataille pour l'année suivante. La rencontre eut lieu aux portes de l'Andalousie, dans la Sierra Morena, à las Navas de Tolosa (*al-'Iqāb*) ; elle manifesta la puissance militaire de la chrétienté dans la péninsule Ibérique. Le calife almohade, défait, battit en retraite jusqu'à Baeza, puis Jaén. Les pertes musulmanes furent énormes, surtout durant les heures qui suivirent la bataille. Les troupes chrétiennes s'emparèrent rapidement de Baeza et d'Úbeda⁹¹, qui furent rasées, et la Castille étendit définitivement sa souveraineté sur la région entre Sierra Morena et Tage ; les châteaux de Dueñas, d'Eznavecore, d'Alcaraz⁹² et de Riópar furent pris l'année suivante ; par ailleurs, les quatre châteaux qui contrôlaient le col de Despeñaperros, Vilches, Castro Ferral, Baños (de las Encina) et Tolosa, permettaient à Alphonse VIII de verrouiller les portes de l'Andalousie.

L'empire almohade, vaincu à Las Navas de Tolosa, ne restait cependant pas désarmé : un détachement de 60 cavaliers et de 400 fantassins de la milice de Talavera, qui s'était aventuré en Andalousie, fut massacré en juillet 1213. Peu nombreux furent les rescapés⁹³. Par ailleurs, une troupe de musulmans de Cordoue, sous la direction du fils du gouverneur almohade de cette ville, marcha sur Tolède, en évitant la route principale gardée par Calatrava et Guadalerzas ; elle pénétra dans le territoire tolédan par le col de Milagro, traversa le Tage et mit à sac le territoire de la Sagra, emmenant beaucoup de captifs, hommes et femmes, et de bétail. Cette troupe, rattrapée par la milice tolédane, subit de lourdes pertes, mais eut le temps d'exécuter tous les prisonniers. Quelle qu'ait été son issue, cette expédition révélait, d'une part les capacités d'organisation militaire que possédaient encore les villes d'al-Andalus, d'autre part la vulnérabilité des conquêtes chrétiennes, y compris au nord du Tage et de Tolède. L'archevêque de Tolède verrouilla alors le col d'Alhover en y restaurant le vieux château abandonné qui s'y trouvait et qui fut rebaptisé Milagro. En mars 1214, une troupe musulmane de 700 cavaliers et 1 400 fantassins atteignit ce château et l'attaqua. L'assaut fut rude, la garnison s'épuisa dans la

89. NLA, n° 63, p. 257-259.

90. Al-Ḥimyarī, *Rawḍ al-Mi'tar*, n° 97, p. 108-110, trad. p. 132-135.

91. La population des alentours s'y était réfugiée selon l'archevêque de Tolède, Rodrigo Jiménez de Rada (*DRH*, VIII/12).

92. Sur Eznavecore et *Ḥiṣn al-Ġariša*, voir P. Buresi et P. Guichard, « L'espace entre Sierra Morena et Manche à l'époque almohade », *Alarcos 1195*, p. 125-143, p. 131. Sur le siège d'Alcaraz (*ḥiṣn al-Karas*), au cours duquel plus de 2 000 chrétiens moururent, selon les *Anales toledanos*, voir al-Ḥimyarī, *Rawḍ al-Mi'tar*, n° 156, p. 166-168, trad. p. 200-201 et *DRH*, VIII/13.

93. AT1, éd. Porres, p. 177.

défense au point d'être ensuite remplacée intégralement, mais elle résista vaillamment⁹⁴. À peu près à la même époque, Alphonse VIII, à la tête d'une troupe réduite, avait décidé d'assiéger à nouveau Baeza, qui avait été reconstruite et repeuplée entre-temps. Le siège commença au début de décembre 1213. Au bout de trois mois, la faim contraignit les assiégés à lever le siège. Cet épisode montre bien les limites de la victoire de Las Navas de Tolosa et des conquêtes qui la suivirent immédiatement. Les famines que connut la Castille après 1212 ont sans doute pour cause non seulement les conditions météorologiques que signalent certaines chroniques (DRH, VIII/14), mais surtout les destructions répétées, et les dépenses d'entretien des armées en campagne, qui ne parvenaient plus à se ravitailler sur le pays.

La situation difficile de la Castille après la victoire de Las Navas explique la signature des trêves avec l'empire almohade. La mort des deux souverains, al-Nāṣir à la fin de 1213, et Alphonse VIII, un an plus tard, inaugurent alors une période d'accalmie. À cette date, à part les enclaves castillane de Vilches et musulmanes de Montiel, Salvatierra et Capilla, la frontière était installée sur la Sierra Morena.

Pourtant la présence des armées musulmanes n'était pas qu'un lointain souvenir pour les habitants de la frontière comme en témoigne cette charte de 1223 accordée par le prier d'Uclés aux habitants de Barcienz (seigneurie de l'ordre militaire de Santiago) qui voudraient planter des vignes : ces vigneron devaient remettre le sixième de la production au couvent d'Uclés, sauf « si l'armée des Sarrasins entrait dans le territoire de Tolède ou s'il y avait une sécheresse ou une inondation qui empêchât la terre d'être cultivée⁹⁵ ». Jusqu'à la reprise des opérations militaires sous Ferdinand III, une dizaine d'années plus tard, l'organisation du territoire entre Sierra Morena et Tage se poursuivit sous l'égide des ordres militaires, et tout particulièrement, de Calatrava, de Santiago et de l'Hôpital, qui mirent en place un système cohérent de seigneuries dans ces régions. Santiago reçut Castellar de Santiago. Calatrava installa la commanderie majeure de son ordre dans le château de Dueñas qui fut totalement rebâti et baptisé Calatrava la Nueva. Cette forteresse majestueuse, au-delà de sa fonction commémorative de la victoire de las Navas, témoigne par sa taille de la crainte inspirée par les musulmans (O'Callaghan 1975). Hugh Kennedy, à propos des châteaux croisés de Syrie, montre comment les progrès de la castrametation et l'élaboration de structures fortifiées complexes visaient à compenser la faiblesse démographique des soldats chrétiens en terre musulmane ; à des dates semblables, dans des cadres territoriaux très différents, et toute proportion gardée, l'érection de châteaux aussi élaborés que le Krak des Chevaliers ou que Calatrava la Nueva répondait à la même logique⁹⁶.

D'un autre côté, les Almohades étaient occupés à lutter contre les Banū Ġāniya ; ils leur avaient pris Minorque en 598/1202 et Majorque en 599/1203⁹⁷. Par ailleurs, ils récupérèrent l'Ifriqiya entre 1205 et 1206 et la remirent, avec une grande autonomie, à un *ṣayḥ* almohade, Abū Muḥammad b. Abī Ḥafṣ dont le fils, Abū Zakariyyā', allait se rendre indépendant à partir de 627/1229-1230 et fonder sa propre dynastie. À al-Nāṣir, mort en 1213, succéda Abū Ya'qūb Yūsuf II al-Mustaṣir bi-llāh, âgé de dix ou quinze ans ; en fait, jusqu'à sa mort en 1224, le pouvoir fut exercé par ses oncles et deux *ṣayḥ*-s almohades. Au même moment, la Castille traversait deux minorités, celle de Henri I^{er} et celle de Ferdinand III. Aussi, à part

94. DRH, VIII/14.

95. *Bullarium s. Iacobi*, écrit. I, janvier 1223, p. 77.

96. H. Kennedy, *Crusader Castles*, Cambridge, Cambridge U.P., 1994.

97. *Bayān*, t. 5, p. 239-240.

quelques affrontements sporadiques qui ne concernaient pas le nord de la Sierra Morena, les trêves signées en 1214 et 1221 furent-elles respectées. Au début de 1224, Abū Muḥammad (surnommé *al-Mahlū'* (le « destitué ») en raison des circonstances de sa rapide éviction) succéda à son neveu sur le trône califal, mais son règne dura à peine huit mois, car son arrivée au pouvoir, qui rompait le système héréditaire de succession mis en place par 'Abd al-Mu'min, suscitait des mécontentements. Aussi, un autre de ses neveux, Abū Muḥammad, fils d'Abū Yūsuf Ya'qūb al-Manšūr, se proclama-t-il calife à Murcie, le 13 *ṣafar* 621/6 mars 1224, et prit le surnom « d'al-'Ādil. » Il fut reconnu par tout al-Andalus, sauf Valence, Denia, Játiva et Alcira gouvernées par le *sayyid* Abū Zayd (ou *Ceyt Abu Ceyt*) qui demeura fidèle à al-Mahlū' jusqu'à ce que celui-ci soit assassiné en septembre 1224. Abū Zayd entra alors dans la dépendance de Ferdinand III auquel il prêta allégeance à Moya en 1225⁹⁸. Al-'Ādil nomma à Cordoue et Séville deux gouverneurs qui se retournèrent ensuite contre lui. Quant à 'Abd Allāh, frère d'Abū Zayd et gouverneur de Jaén, il se réfugia à Baeza, d'où il tira son surnom d'al-Bayāsī, et s'allia, lui aussi, au roi de Castille qui lui fournit des troupes pour attaquer le royaume de Séville, en échange des places fortes d'Andújar, Martos, Baños de la Encina, Salvatierra, Capilla, et aussi de l'alcazar de Baeza, dont la ville passa définitivement sous contrôle chrétien en 1226⁹⁹.

Al-'Ādil se rendit au Maroc (fin 1225) à la suite de la destitution d'al-Mahlū', cependant que son frère, Abū l-'Alā' Idris, resté comme gouverneur luttait contre les troupes d'al-Bayāsī qui fut assassiné par les Cordouans en 623/1226. L'année suivante, Abū l-'Alā' Idris se faisait proclamer calife à Séville et prenait le surnom d'al-Ma'mūn. Il ne fut reconnu que par une partie d'al-Andalus, mais son avènement provoqua l'assassinat de son frère al-'Ādil à Marrakech. Après avoir obtenu une trêve avec la Castille contre un lourd tribut, le nouveau calife passa en Afrique, en 1228, avec 500 chevaliers chrétiens que Ferdinand III avait accepté de lui fournir. Il arriva à s'imposer au Maroc, où il renia la doctrine almohade de l'infaillibilité du Mahdī. Ce départ mit fin à la souveraineté almohade dans la Péninsule, avec la révolte à Murcie d'un officier andalousien, Abū 'Abd Allāh Muḥammad b. Hūd, qui prit le surnom honorifique (*laqab*) d'al-Mutawakkil et qui renonça au titre califal d'*amīr al-mu'minīn* (« Prince des Croyants ») porté par les Almohades pour celui d'*amīr al-muslimīn* (« Prince des musulmans »). La révolte d'al-Mutawakkil s'étendit très rapidement à tout al-Andalus, après que les habitants de Séville se furent ralliés à lui (*dū l-ḥiġġa* 626/octobre 1229). Des pouvoirs locaux prirent alors la relève de l'autorité centrale califale, par exemple à Valence où Zayyān b. Mardaniš chassa le gouverneur almohade Abū Zayd, mais refusa de reconnaître l'autorité d'Ibn Hūd (Viguera 1997, p. 101-105). Après une série de victoires militaires, ce dernier restaura une certaine unité du pouvoir dans la Péninsule. Mais les chrétiens profitèrent des troubles pour s'emparer, en 1230, de Sabiote et Jódar. En 1231, l'archevêque de Tolède, Rodrigo Jiménez de Rada, conquiert Quesada ainsi qu'un certain nombre de fortifications de la Sierra de Cazorla que Ferdinand III lui avait concédées au préalable. Les populations, irritées des défaites répétées d'Ibn Hūd face aux chrétiens (Alange, Mérida, Cáceres, Badajoz), se soulevèrent. Les

98. *Bullarium s. Iacobi de Spatha*, s. I, p. 84-85 ; sur ce personnage, Barceló 1980 et R. I. Burns, « Príncipe almohade y converso mudéjar : nueva documentación sobre Abū Zayd », *Sharq al-Andalus* 4, 1987, p. 109-123 ; version angl. « Almohad Prince and Mudejar Convert : New Documentation on Abū Zayd », in D. J. Kagay et J. T. Snow (éds), *Medieval Iberia. Essays on the History and Literature of Medieval Spain*, New York, Peter Lang, 1997, p. 171-188.

99. Castillo 1998, p. 161.

Sévellans rejetèrent son autorité. Un chef militaire de la frontière, à l'origine de la dynastie des Naşrides, Muḥammad b. Yūsuf b. Naşr, plus connu comme Ibn al-Aḥmar, se souleva à Arjona en 1232 et constitua un pouvoir indépendant dans la région de Jaén.

Ces divisions affaiblissaient encore plus al-Andalus. En 1233, les Castillans occupèrent Úbeda, puis Iznatoraf et Santisteban del Puerto en 1235. L'alliance qu'Ibn al-Aḥmar passa, de 1236 à 1241, avec Ferdinand III, détourna vers Cordoue les forces chrétiennes qui s'emparèrent de l'ancienne capitale omeyyade. Après la mort d'Ibn Hūd (1238), dont le pouvoir ne s'exerçait plus que sur le sud-est péninsulaire (Murcie et Almeria), Ibn al-Aḥmar obtint le contrôle de la plus grande partie d'al-Andalus (Séville temporairement, puis Grenade et Málaga). Mais sa tentative de s'emparer de Martos et d'Andújar (1241) rompit la trêve : une réaction des chrétiens enleva Porcuna la même année, puis de nombreuses autres places au cours des années suivantes jusqu'à ce que le Pacte de Jaén de 1246 reconnût la souveraineté d'Ibn al-Aḥmar au sud de la Cordillère Bétique en échange de sa vassalisation à Ferdinand III (Castillo Armenteros 1998, p. 161-162). Après Cordoue en 1236, Séville fut conquise en 1248 par les Castellano-Leónais. La frontière s'établissait dès lors bien au sud de la Sierra Morena qui ne vit plus passer de troupes musulmanes. La colonisation de la Manche se poursuivit et accompagna la conquête de l'Andalousie. La stratégie militaire, le contrôle des positions clés, le verrouillage des vallées touchèrent dorénavant l'Andalousie. Face aux châteaux de Ferral, Navas, Vilches et Baños, les musulmans fortifièrent ceux de Giribaile, Cástulo, Bailén, Linares, Estiviel, Espeluy, Cerro Maquiz... une autre zone frontalière s'était constituée, très différente de celle qui existait au nord de la Sierra Morena, quelques années auparavant.

j. Conclusion

La guerre, qui agita souvent la région entre Sierra Morena et Tage, ne fut cependant pas permanente. S'il y eut des phases de grande activité militaire (début et fin du XII^e siècle, à l'initiative des Almoravides et des Almohades, plus brièvement au milieu du XII^e siècle à l'initiative d'Alphonse VII, surtout en Andalousie), il y eut aussi des périodes d'accalmie, liées en général à la faiblesse, structurelle ou momentanée, des pouvoirs centraux respectifs. Ce fut le cas au moment des successions, des régences, des changements de dynastie. Cette mise en rapport à elle seule suffirait à décrire la frontière comme un espace privilégié de l'action « étatique » et « comme *le meilleur indicateur de l'état de l'État*¹⁰⁰ », sans que cela empêche d'autres types d'intervention. Lorsque le pouvoir d'al-Andalus manifestait des signes de faiblesse, les Castillans intervenaient directement en Andalousie, la Manche devenant un espace à traverser (premières *taifas*, 1147-1157, 1224-1250) ou à coloniser. En revanche les périodes d'apogée des empires almoravide et almohade se traduisirent par une grande activité militaire dans la Manche et plus particulièrement autour de Tolède qui était l'objectif principal des ambitions musulmanes (début du XII^e siècle, et années 1195-1197 après la bataille d'Alarcos). Les prétentions castillanes, quant à elles, se nourrissaient des épisodes héroïques, réels ou imaginaires, du roi Alphonse VI entrant à cheval dans la mer Méditerranée. Pourtant l'intensité et la fréquence des combats, l'activité déployée prouvent l'importance de cette zone, non nécessairement en termes démographique ou économique, mais en termes stratégiques en raison de sa situation entre Tolède et les *concejos* de Castille au nord, les grandes villes d'al-Andalus au sud. C'est vraisemblablement l'omniprésence de la guerre, sous toutes ses formes, razzias, sièges ou

100. P. Toubert, « Frontière et frontières : un objet historique », dans *Castrum IV*, p. 16.

conquêtes, qui fut la caractéristique majeure du territoire entre Tage et Sierra Morena, au cours de la période. La guerre, horizon inévitable de tout établissement humain dans cette zone, provoqua la déstructuration du peuplement et la militarisation de l'architecture et des activités de la frontière.

**Organisation et structures d'un territoire
frontalier, fin XI^e-début XIII^e siècle**

I. Population et peuplement de la frontière

Le caractère frontalier, et l'instabilité politique et militaire qui lui est liée, sont difficilement compatibles avec la longue durée nécessaire à l'historien pour percevoir les structures du peuplement. De cette difficulté rendent compte le désintérêt des historiens pour la période de transition, qui a duré plus d'un siècle entre Tage et Sierra Morena et, *a contrario*, le grand nombre d'études portant sur les époques immédiatement antérieures ou postérieures, c'est-à-dire sur le califat, sur la période des *taifas* ou sur les conséquences de la conquête chrétienne : la « *re-población* » ou « re-peuplement ».

Le silence des sources musulmanes est sans aucun doute un responsable majeur de ce déséquilibre. Jusqu'à l'essor récent de l'archéologie islamique dans la péninsule Ibérique, les seules informations étaient fournies par des textes, centrés sur le pouvoir, qui favorisaient, dans leur exposition, les centres urbains par rapport aux campagnes, presque totalement ignorées. Or justement les villes sont rares dans la marche Moyenne. Par ailleurs, l'insistance d'un certain nombre d'auteurs musulmans à décrire les villes, leur taille ou la majesté de leurs édifices, aux XI^e et XII^e siècles, a une forte résonance nostalgique à un moment d'évidente faiblesse par rapport aux monarchies chrétiennes.

Pour la période postérieure à la conquête chrétienne, les sources sont relativement nombreuses, en particulier sur l'Andalousie ou la région orientale pour lesquelles six livres de « *repartimientos* », rédigés au XIII^e siècle, sont conservés (Séville, Carmona, Écija, Jérez, Cádiz-Puerto de Santa María et Vejer de la Frontera) ; ces ouvrages donnent le nom, l'origine, la condition socio-militaire des colons et la taille des propriétés qui leur étaient données dans les terres conquises. Mais ces ouvrages n'apparaissent qu'au XIII^e siècle. Au XII^e siècle, les chartes de peuplement constituent, en fait, l'ébauche de ce système. Les actes de donations / ventes conservés permettent d'avoir une idée de l'attribution des terres, de la mise en place des nouveaux pouvoirs, et, dans une moindre mesure, de la densité et de la structure du peuplement qui naît avec la conquête.

Sauf en ce qui concerne Tolède, particulièrement favorisée par le nombre de documents mozarabes conservés, édités par González Palencia, le manque d'informations fournies par les sources sur la désorganisation du peuplement entre Sierra Morena et Tage, de la fin du XI^e au milieu du XIII^e siècle, est patent. C'est d'ailleurs là une caractéristique de cet espace central par rapport aux régions tolédanes, valenciennes ou andalouses. Ce vaste territoire, moins densément peuplé que les autres, moins urbanisé surtout, fut ainsi moins à même de produire ses propres sources documentaires ; il nous échappe plus encore lorsqu'il devient frontalier. Marginal en termes démographiques, mais aussi en termes de pouvoir, par rapport aux grandes villes levantines ou andalouses, il reste à l'écart du processus de formation des élites littéraires ou religieuses de l'époque musulmane, qui sert de base à notre connaissance de la période antérieure à la conquête. Cette tendance s'accroît avec la militarisation de la zone aux XI^e-XIII^e siècles et contribue au silence des sources musulmanes obnubilées par l'histoire politique. Enfin, les conquérants chrétiens ne ressentirent pas le besoin d'entreprendre une colonisation et une mise

en valeur systématiques, comme en Andalousie, mais ils agirent empiriquement en fonction de leur expérience passée.

Étudier le peuplement de la zone frontière revient ainsi en fait à analyser les étapes et les formes de la désorganisation des structures musulmanes avant la mise en place des structures chrétiennes. Ce mouvement ne fut pas uniforme : des deux côtés de la frontière, des efforts permanents furent faits, avec des résultats divers, pour maintenir, ou envoyer sur place, une population destinée à mettre en valeur et défendre un territoire disputé, où les conditions de vie étaient difficiles.

I.1. L'héritage des époques califale et taifale

I.1.a. La nature du peuplement d'époque islamique

Une approche traditionnelle de l'œuvre des géographes musulmans ne nous apporte pas beaucoup de renseignements sur la région entre Tage et Sierra Morena. Des notices éparses concernent les points fortifiés, les petites villes, certains villages (*qurá*) ou quelques circonscriptions administratives, mais la terminologie est floue. De manière générale, les dictionnaires géographiques ne s'intéressent pas à la campagne, mais aux villes et aux grandes batailles ¹⁰¹. Chez **Ibn Ḥawqal** (X^e siècle) apparaissent dans la zone qui nous intéresse les noms d'al-Garrá', Calatrava (*Qal'at Rabāh*), Caracuel (*Karakay*), Malagón, Magán ¹⁰². **Al-Bakrī** et **al-Iṣṭahrī** aussi nous offrent quelques notices intéressantes. **Al-Idrīsī** (m. 1166) mentionne, à côté des références obligées comme Tolède (*Tulayṭala*), Cordoue (*Qurṭuba*), Jaén (*Ġayyān*)... les noms de Calatrava, Caracuel, Chinchilla (*Ġinġāla*), Huete (*Wabḍa*), Madrid (*Maġrīt*), Talavera (*Ṭalabīra*), Uclés (*Uqlīš*), Zorita (*Surīṭa*)... ¹⁰³ Dans le *Kitāb al-Rawḍ al-Mi'ṭar* d'**al-Ḥimyārī** (m. 1326), on trouve des notices plus nombreuses et plus détaillées sur Alarcos (*al-Arak*), Alcántara (*Qanṭarat al-Sayf*), Alcaraz (*al-Karaz*), Alfamín, (*al-Fahmīn*), Baeza (*Bayāsa*), Calatrava, Chinchilla, Coria (*Qūrīya*), Guadalajara (*Wādī l-Ḥaġāra*), Huélamo (*Walmū*), Huete, Las Navas de Tolosa (*al-Iqāb*), Los Pedroches (*Faḥṣ al-Ballūt*), Madrid, Oreto (*Urīt*), Pedroche (*Biṭrawš*), Salvatierra (*Šalbaṭirra*), Talavera, Trujillo (*Tarġāluh*), Úbeda (*Ubbāḍa*), Uclés ou Sagrajas (*Zallāqa*). Le *Mu'ġam al-Buldān* de **Yāqūt** (m. 1229) donne des renseignements très intéressants sur Alamín (*al-Fahmiyyīn*) ¹⁰⁴, Valeria (*Balīra*) au sud de Cuenca (*Qwanqa*), Bāli, San Pedro (*Biṭrūh*), Calatrava, Caracuel ¹⁰⁵, Los Pedroches, Mestanza (*Miṣṭāsa*), Montiel (*Munt Ġīl*), la Sisle (*Šilša*), grand district agricole (*nāḥiya*) dépendant (*min 'amal*) de Tolède ¹⁰⁶, Madrid, Mora (*Mūra*). En s'appuyant sur ces géographes, ainsi que sur certains chroniqueurs qui les complètent en partie, on obtient une première image du peuplement musulman de cette partie de la Péninsule.

101. C. Mazzoli-Guintard, *Villes d'al-Andalus, l'Espagne et le Portugal à l'époque musulmane VIII-XV siècles*, Presses Universitaires de Rennes, 1996.

102. *Opus geographicum*, éd. Kramers, Leyde, Brill, 1939, p. 116-117.

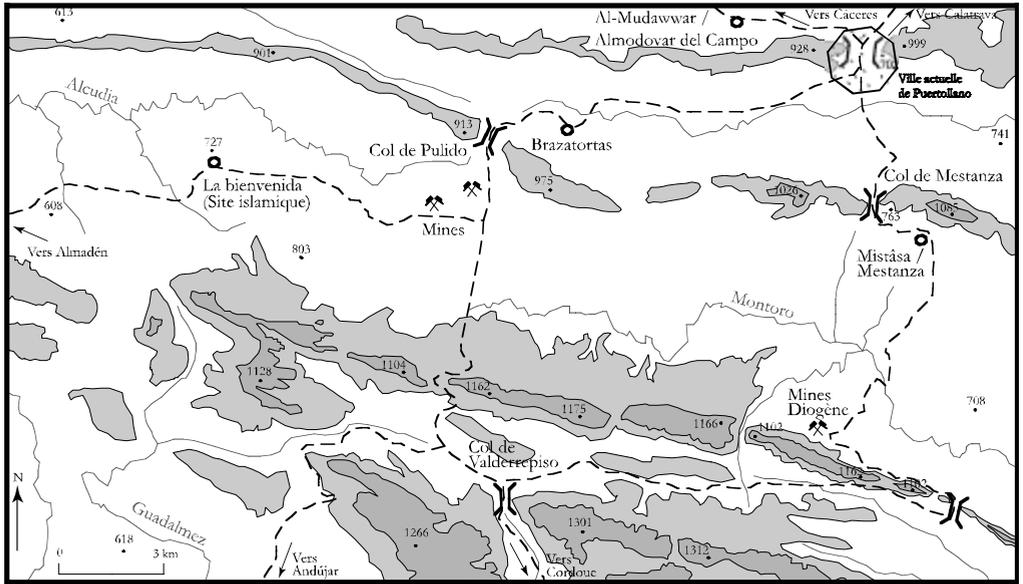
103. *Description de l'Afrique et de l'Espagne*, p. 187-190, trad. p. 226-229.

104. *Mu'ġam*, t. 4, p. 233, n° 260.

105. *Mu'ġam*, t. 4, p. 454, trad. p. 263.

106. *Mu'ġam*, t. 5, p. 207, trad. p. 291.

Toutes ces implantations ne sont pas datables avec précision, mais, recoupées par les données archéologiques, elles témoignent de la sédimentation des diverses phases de peuplement. Dans la zone de Puertollano par exemple, à quelques centaines de mètres d'un site antique, « La Bienvenida » constitue un centre de peuplement islamique, non identifié dans les sources documentaires ; il se situe sur une faible élévation (quelques dizaines de mètres) de forme circulaire, au centre d'une plaine, la vallée de Alcuja, encadrée, au nord, par la Sierra de la Solana de Alcuja et, au sud, par la Sierra de la Umbría de Alcuja ¹⁰⁷. Cette vallée forme une dépression oblongue de 60 kms de long environ sur une demi-douzaine de large. La céramique superficielle du site comprend des fragments de *cuerva seca* du XI^e siècle.



Carte 7 : Vallée de la Alcuja au sud-ouest de la meseta méridionale

À la différence de la Bienvenida, Mestanza, à l'autre extrémité de cette petite plaine, est implantée sur le versant méridional de la Sierra de Puertollano, près d'un col que la localité était chargée de contrôler. Mestanza est un site bien documenté, désigné par Yaqūt comme *hishn* dépendant d'Oreto et de Los Pedroches, à proximité de « mines de mercure ¹⁰⁸ ». Le toponyme *Mistāsa* révèle l'origine berbère vraisemblable du peuplement de la zone. La présence, sur le sommet occidental dominant le col de Mestanza, d'un site de l'âge du bronze, sur lequel apparaissent une « citerne naturelle » et des fragments de céramique assez grossiers, impossibles à

107. J'ai pu visiter ce site grâce aux bienveillantes indications de Raúl Menasalvas, directeur du Musée municipal de Puertollano, qui a partagé très généreusement avec moi sa connaissance de la région.

108. Peut-être les « Minas Diógenes », localisées de l'autre côté de la vallée sur le versant septentrional de la Sierra de la Solana (Carte provinciale IGN, Ciudad Real, 1:200 000) ; *Mu'gam*, t. 1, p. 126 ; trad. p. 287, n° 351.

dater avec précision, mais incontestablement musulmans, confirme la réoccupation, en période de troubles, de sites de l'âge du bronze, fonctionnant, jusqu'à une époque tardive, comme sites-refuges.

Par le nouvel élan qu'elles imprimèrent au *ḡihād*, les dynasties almoravide et almohade contribuèrent certes à la militarisation de la zone, à la construction ou re-construction de certaines fortifications, mais elles ne bouleversèrent pas les structures du peuplement. Elles héritèrent des structures antérieures, mises en place à l'époque émirale ou califale, qui se traduisaient par certains traits caractéristiques, comme la faiblesse du fait urbain et l'importance des structures castrales dans l'organisation du peuplement rural.

1.1.b. La faiblesse du fait urbain

La difficulté de cerner le fait urbain tient aussi à la terminologie utilisée par les géographes musulmans¹⁰⁹. Les mots de *madīna* ou *ḥiṣn*, *qal'a* ou *ma'qil*, ne suffisent pas à nous renseigner sur la taille de ces noyaux de peuplement, certains étant tour à tour désignés par plusieurs de ces termes. C'est le cas de Madrid qui, chez al-Idrīsī, est dite *madīna ṣaḡīra* (petite ville) ou *qal'a manī'a ma'mūra* (« château fortifié peuplé »), ou encore *balda* (ville) chez Yāqūt. Il en est de même pour Caracuel, désignée comme *madīna* par Ibn Ḥawqal, avec un *minbar* (c'est-à-dire, par métonymie, une Grande mosquée), des marchés, des bains, des relais d'étape (*fanādiq*) et qui est un *ḥiṣn min a'māl Urīt*, possédant un gouvernorat (*wilāya*) et des villages (*qurā*) pour Yāqūt¹¹⁰. En fait, c'est surtout à partir des silences, de la plus ou moins grande brièveté des notices, que l'on peut tirer quelques conclusions. Ainsi, à Chinchilla, Huete ou Uclés, qui sont considérées comme de petites villes, al-Idrīsī mentionne les jardins et les champs qui entourent l'agglomération. Hors de notre région, al-Ḥimyarī rappelle que dans les environs de Séville, d'ailleurs couverts d'oliviers et de figuiers, se trouvent 8 000 *qarya*. Pour Cuenca, qu'al-Idrīsī appelle *madīna*, l'auteur éprouve le besoin de préciser qu'elle n'a pas de faubourgs (*rabaḍ*), comme si c'était un élément impliqué par la notion de *madīna*.

D'un côté, les différences entre les géographes peuvent être attribuées à une évolution de la situation entre le X^e et le XIII^e siècle, de l'autre, les similitudes peuvent être dues à des emprunts, ou à des sources communes. Par exemple, al-Idrīsī parle d'*Urilya* (Aurelia-Oreja) comme d'une *qal'a* à deux jours de Calatrava, mais il précise que c'est un *ḥiṣn* inaccessible, *ḥiṣn* et *qal'a* paraissant synonymes pour cet auteur¹¹¹. Finalement, les fonctions militaires, fiscales et juridiques des villes sont beaucoup plus représentatives du fait urbain que les dénominations des géographes.

La ville paraît être le centre d'activités spécifiques liées à l'organisation et au contrôle du territoire. Parmi ces activités se détachent les commandements militaires (*wālī*, c'est-à-dire exactement gouverneur, ou, plus précisément, *qā'id*), la perception des impôts (le '*āmil*), mais aussi les fonctions judiciaires (*ḥākim* ou plus souvent *qāḍī*). Parfois, la direction militaire et la perception des impôts sont liées (en la personne d'un *ṣāhib* ou du *qā'id*). Parfois même le *qāḍī* cumule entre ses mains tous les pouvoirs, surtout en période de crise du pouvoir central. La

109. Sur les questions de terminologie voir C. Mazzoli-Guintard, « Du concept de *madīna* d'al-Andalus : réflexions autour de la description de l'Espagne d'al-Idrīsī », *MCV* 27/1, Madrid, 1991, p. 127-138.

110. Ibn Ḥawqal, *Configuration de la terre*, p. 116-117 ; Yāqūt, *Mu'ḡam*, t. 4, p. 454, trad. p. 263.

111. Al-Idrīsī, *Description de l'Afrique et de l'Espagne*, p. 186.

présence ou non de ces charges témoigne, d'une part du rayonnement de la cité, d'autre part du rapport que celle-ci entretient avec le pouvoir central.

À l'époque omeyyade, le calife 'Abd al-Raḥmān III nomma des gouverneurs pour Trujillo, Talavera, Madrid, Talamanque, *Madīnat al-Faraġ* (Guadalajara), Atienza, Santaver et Calatrava ¹¹², ce qui révèle l'importance relative de ces villes, au moins au X^e siècle. D'un autre côté, on constate la faible représentation des villes de la Manche dans les *nisba*-s des noms de savants fournis par les dictionnaires bio-bibliographiques d'Ibn Baṣkuwāl (m.1183), d'al-Ḍabbī (m.1203), d'Ibn al-Abbār (m.1260), d'al-Marrakūšī (m.1303) et d'Ibn al-Zubayr (m.1309). Calatrava, Madrid, Belálcazar (*Ġāfiq*), par exemple, n'apparaissent qu'un petit nombre de fois, ce qui dénote une activité intellectuelle sans doute modeste ¹¹³.

Une consultation juridique (*fatwā*) du XI^e siècle, extraite du *Mi'yār* d'al-Wanṣarīsī (834/1469 — 914/1508), apporte de précieux renseignements sur l'importance de Calatrava comme ville musulmane (*madīna*) ¹¹⁴. Cette *fatwā* mentionne, à l'époque des *taifas*, un *qāḍī* de Calatrava, du nom de Muḥammad b. Bukayr, sur le même plan que celui de Tolède ¹¹⁵. Les dictionnaires bio-bibliographiques nous apprennent que ce personnage quitta *Qal'at Rabāḥ* pour s'installer à Tolède (*Ṭulayṭala*), au point que son fils fut considéré par les auteurs de *tabaqāt* comme appartenant à cette cité (*min ahl Ṭulayṭala*), ce qui ne l'empêcha pas de prendre la succession de son père comme *qāḍī* de Calatrava ¹¹⁶. La *fatwā* rendue par Ibn 'Attāb à Cordoue fait apparaître, à côté de ce *qāḍī* de Calatrava, un certain Muḥammad b. Yūsuf b. al-Ġāsil, administrateur de biens *ḥabūs* dans cette même ville. Calatrava était donc sans doute alors un centre administratif et juridictionnel encore notable, ce qui ne préjuge évidemment pas de l'importance de sa population. Une autre consultation d'Ibn 'Attāb mentionne un juriste (*faqīh*) dans le *ḥiṣn* de Miknāsa et un *qāḍī* à Ġāfiq/ Belalcázar ¹¹⁷. Une notice d'Ibn Baṣkuwāl rapporte que le savant Abū l-Ḥasan 'Alī b. Muḥammad al-Ḥabīb b. Šammāḥ (m. 503/1109-1110), originaire de cette dernière localité (*min ahl Ġāfiq*), « avait exercé la juridiction dans son *balad* [Ġāfiq] ¹¹⁸ ». On ne voit pas très clairement si l'auteur désigne la ville ou sa région. Le fait que le territoire possède souvent une capitale éponyme témoigne, à sa manière, de l'importance des villes dans l'organisation administrative. Les nombreux exemples, contenus dans le *Mi'yār* d'al-Wanṣarīsī, de consultations entre *qāḍī*-s des différentes villes prou-

112. Ibn Ḥayyān, *Al-Muqtabis*, V, p. 167, 190, 241, 291, 313, trad. p. 193, 215, 267, 321, 348.

113. Pour la liste des noms, voir M. Marín, « Nomina de sabios de al-Andalus », *EOBA*, t. 1, 1988. 23 noms de savants apparaissent pour Guadalajara, 10 pour le *Faḥṣ al-Ballūt* (Los Pedroches), 2 pour Madrid, 2 pour Calatrava, un seul pour *Ġāfiq* (Gahete), mais 28 personnes portent la *nisba*-s d'al-Ġāfiqī. Yaḳūt, quant à lui, cite trois personnages ayant porté la *nisba* d'al-Rabāḥī, un grammairien et deux *faqīh*-s.

114. P. Guichard et V. Lagardère, « La vie sociale et économique de l'Espagne musulmane aux XI^e-XII^e siècles à travers les *fatwās* du *Mi'yār* d'al-Wanṣarīsī », *MCV* 26/1, 1990, p. 197-236, p. 214-215 ; Lagardère, *Histoire et société...*, n° 163, p. 103-104 ; al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, t. 3, p. 417-418.

115. Sur Abū 'Abd Allāh Muḥammad b. Wab b. Bukayr al-Kinānī, *qāḍī* de Calatrava, voir Ibn Baṣkuwāl, *Kitāb al-Šila*, t. 2, n° 1191, p. 514.

116. Ibn Baṣkuwāl, *Kitāb al-Šila*, t. 2, n° 1505, p. 643 : Abū 'Abd Allāh Yūsuf b. Muḥammad b. Bukayr al-Kinānī, *min ahl Ṭulayṭala*, exerce les fonctions de *qāḍī* à Calatrava. Il meurt en 475/1082-1083.

117. Al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, t. 10, p. 61-62, analyse dans Lagardère, *Histoire et société...*, p. 451.

118. Ibn Baṣkuwāl, *Kitāb al-Šila*, t. 2, n° 909, p. 403.

vent que celles-ci étaient intégrées dans un système « urbain » de justice. Les juges de Calatrava consultaient ceux de Tolède ou de Badajoz, l'avis des juristes de Cordoue constituant, dans la hiérarchie que l'on peut pressentir, le sommet de la pyramide.

Les seuls éléments tangibles qui nous apportent quelques indications sur l'importance des villes proviennent des résultats des fouilles archéologiques. L'extension urbaine constitue par exemple un indice du chiffre de la population ¹¹⁹. L'enceinte de la ville proprement dite de Calatrava, le centre de peuplement le plus important dès la haute époque, enferme ainsi quatre hectares, ce qui représente une taille moyenne non négligeable par rapport aux normes de l'époque, même si elle ne rend pas vraiment compte de l'importance réelle de cette cité. En effet les faubourgs (*arbāḍ*) devaient apparemment contenir la plus grande partie de la population : ils s'étendaient par endroit jusqu'à un kilomètre autour des murailles sur les côtés de l'enceinte ne donnant pas sur le Guadiana ¹²⁰. La ville de Vascos, qui n'est pas identifiée avec certitude dans les sources ¹²¹, possède une muraille enserrant huit hectares habités. Fondé par 'Abd al-Raḥmān III, en 947, non loin des ruines d'*Augustóbriga* (Talavera de la Reina), Alija (*Alīša*), l'un des rares châteaux de la vallée du Tage qui soit documenté dans les textes arabes, ne joue pas un rôle majeur dans l'histoire ; pourtant les quatre hectares qu'enferme son enceinte le mettent au même niveau que la ville de Calatrava ¹²².

Le lien de dépendance qui existe entre les différents niveaux de peuplement se manifeste dans les écrits musulmans par deux formules, qui ne sont pas très explicites : « château de (*min*) la circonscription de telle ville » ou bien « elle [cette ville] possède des territoires, des châteaux ou des villages (*la-hā aqālīm, ḥusūn, qurá*). » Le niveau supérieur est la *kūra* avec à sa tête une capitale, Mérida ou Tolède. De cette capitale dépendent des *ḥusūn* et des *aqālīm*, mais aussi d'autres villes dont dépendent, à leur tour, des *aqālīm* et des *ḥusūn*. Au sein des *kūra*-s, il semble ainsi que la structure du peuplement n'ait pas été très rigide. À la tête de chaque *iqlīm*, une petite ville contrôlant un territoire dans lequel s'organisent un certain nombre de villages (*qarya*, pl. *qurá*). Les districts musulmans (*iqlīm*-s) ne sont pas à proprement parler des territoires castraux, pourtant ils sont organisés autour d'une ville-forteresse centrale. En fait, ils semblent se composer d'un nombre relativement important de véritables territoires « élémentaires » selon l'expression de P. Cressier ¹²³. Les capitales d'*iqlīm*-s, situées sur des buttes, ou en zones de plaines, mais avec des atouts stratégico-défensifs importants, étaient

119. L. Torres Balbás, *Ciudades hispano-musulmanas*, Madrid, 1971, rééd. 1985, t. 1, p. 93-104, donne une moyenne de 348 habitants par hectare dans les villes d'al-Andalus.

120. M. Retuerce, « Documentación arqueológica de una ciudad almohade de la meseta : Calatrava », *Alarcos 1195*, p. 211-222. *Qal'at Rabāḥ* est une colonie arabe bien attestée par les sources écrites durant les premiers siècles de l'Islam *andalusī*. Le nom de *Qal'at Rabāḥ* viendrait d'un *tābi'* ou *dāḥil* (un immigré) : 'Alī b. Rabāḥ al-Laḥmī (Seybold, *E.I.*², t. 1, p. 846 ; M. Asín, *Contribución a la toponimia árabe de España*, Madrid, 1944, p. 100).

121. À moins d'accepter l'hypothèse la plus largement répandue qu'elle correspond à la Nafza des textes arabes (L. Torres Balbás, « Ciudades yermas de la España musulmana », *BRAS* 141, 1957, p. 19-218, p. 52-60).

122. F. Jiménez de Gregorio, « Fortalezas musulmanas de la línea del Tajo », *AA* 19, 1954, p. 410-420, p. 418, Martínez Lillo et Serrano-Piedecabras 1998, p. 90 et Martínez Lillo 1990, p. 135-171.

123. P. Cressier, « Le château et la division territoriale dans l'Alpujarra médiévale : du *ḥiṣn* à la *tā'a* », *MCV* 20, 1984, p. 115-144, p. 143.

entourées de murailles. Aux alentours se trouvaient des terres fertiles, aptes à la culture sèche ou irriguée.

Sous ‘Abd al-Rahmān III, d’après la liste des gouverneurs du début du califat, il y a une *kūra* de Calatrava avec un gouverneur particulier jusqu’en 328/939-940, année où il n’y a qu’un seul gouverneur pour Tolède et Calatrava, ce qui est formellement confirmé pour l’année suivante ; la dernière année, 330/941-942, il n’y a toujours qu’un seul gouverneur pour les deux *kūra*-s. Il semble que la situation de paix ait rendu inutile la présence d’un gouverneur particulier pour Calatrava¹²⁴. Calatrava serait ainsi à la tête non seulement d’un certain nombre de villages (*qurá*) dépendant directement d’elle, mais aussi de petits pays ayant eux-mêmes un noyau central fédérateur d’autres villages. Caracuel pourrait être un de ces noyaux¹²⁵. Enfin, dans sa notice sur *Munt Ğil* (Montiel)¹²⁶, l’auteur oriental nous apprend que c’est le nom d’un *balad* d’al-Andalus, ce terme renvoyant probablement à une entité dont nous cernons mal la nature et les limites, mais qui avait certainement une réalité à l’époque et qui pourrait correspondre à l’actuel « Campo de Montiel. »

Au moment de la conquête chrétienne de Tolède, le découpage antérieur subit évidemment des modifications. Ainsi, le territoire de Calatrava, constitué en *kūra* indépendante jusqu’au milieu du X^e siècle, puis rattaché à celle de Tolède au moment de l’apogée du Califat de Cordoue, est démembré en 1085. La partie orientale autour d’Alcaraz est intégrée dans la *kūra* de Jaén de même que la ville de Calatrava, à la fin du XII^e siècle ; la partie nord-orientale entre dans le district de Santaver et la partie sud-occidentale entre alors dans la dépendance du *Fahş al-Ballūt* (Los Pedroches)... Au sud de la Sierra Morena, les villes d’Úbeda et Baeza marquent la limite septentrionale de la *kūra* de Jaén. Seule l’agglomération de Calatrava, au-delà de la Sierra, semble conserver une certaine importance démographique au XII^e siècle. Elle se trouve en position hégémonique et exerce une forte polarité dans la partie centrale de la frontière.

I.1.c. la structure castrale au centre du peuplement

Si les châteaux apparaissent comme des relais du pouvoir de l’État dans les zones disputées et frontalières, en règle générale, le niveau de base du peuplement semble constitué par la *qarya* qu’on peut définir comme « un ensemble relativement homogène de maisons et de terres dépendant de divers propriétaires ou d’une communauté, payant des impôts et organisant de manière autonome la production¹²⁷ ». Ces villages ou hameaux de propriétaires libres et indépendants ne semblent pas compter plus de quelques dizaines de maisons, et parfois moins d’une dizaine (Lagardère 1993, p. 87). Dans la région valencienne, les terroirs dépendants de ces villages s’étendaient, si l’on compte les zones non cultivables, sur une superficie comprise

124. Ibn Ḥayyān, *Al-Muqtabis*, V, p. 167, 190, 241, 291, 313, trad. p. 193, 215, 267, 321, 348, puis p. 318, trad. p. 354 et enfin p. 329, trad. p. 368.

125. *Mu‘ġam*, t. 3, p. 23, trad. p. 165-166.

126. *Mu‘ġam*, t. 5, p. 207, trad. p. 291.

127. Telle est du moins la définition que donne Pierre Guichard dans « Le problème des structures agraires en al-Andalus avant la conquête chrétienne », *Andalucía entre Oriente y Occidente (1236-1492)*, Séville, 1988, p. 161-170, mais d’autres auteurs, comme A. Malpica Cuello (« Arqueología de los paisajes medievales granadinos : medio físico y territorio en la costa de Granada », *Arqueología y Territorio medieval* 2, 1995, p. 25-62), définissent la *qarya* comme « un ensemble variable de maisons dont les habitants exploitent l’espace agricole environnant », le lien fiscal avec l’État n’apparaissant pas comme systématique ; cette définition est, on le voit, beaucoup plus générale.

entre une centaine et quelques centaines d'hectares, la moyenne se situant autour de 500. Pour leur défense, ces *qurá* édifiaient des refuges sur des sites plus élevés avec quelques éléments défensifs dans les parties les moins bien protégées naturellement. Le château de Ferral, près du col du Muradal, définitivement conquis en 1212 au lendemain de la bataille de Las Navas, avait ainsi accueilli une soixantaine de musulmans habitant les *qurá* alentours¹²⁸. Dans ce cadre, les communautés paysannes elles-mêmes assuraient la défense des villages et, dans certains cas, recevaient la collaboration de l'État pour la construction d'une fortification complexe, qui put se convertir en tête d'*iqḷīm* (Castillo 1998, p. 170).

Peu de noms de *qarya* sont connus, à part ceux d'*Abniš* (Los Yébenes) et de *Maḡām*, vraisemblablement l'actuelle localité de Magán, située à quelque distance au nord-est de Tolède ; *Maḡām* est cité par de nombreux géographes, peut-être parce qu'un savant important en est issu, al-Maḡāmī. C'est par ailleurs dans cette localité que Jiménez de Rada situe la rencontre entre les musulmans de Tolède et Alphonse VI au lendemain de la conversion de la Grande mosquée en 1086¹²⁹. En outre, les géographes ne donnent pas les noms des villages qui jalonnent les itinéraires décrits : Ibn Ḥawqal écrit qu'entre Cordoue et Caracuel, il y a quatre jours [de marche], et qu'à chaque étape, on passe la nuit dans un village habité, puis qu'entre Caracuel et Calatrava la route passe par des villages avec des cultures. Il faut compter une étape de Denia à *Abniš* (Yébenes), qui est un village (*qarya*) dans lequel se trouve un relais (*funduq*) et une source ('*ayn*), puis une étape d'*Abniš* à Tolède¹³⁰.

De Calatrava dépend ainsi un assez vaste territoire qui devait être plus ou moins bien quadrillé par un réseau de *ḥuṣūn* et de villages (*qurá*). Ce réseau est moins dense que dans les autres régions d'al-Andalus, les localités moins peuplées, mais cette organisation de l'espace est tout de même perceptible sur le terrain, à Alhambra, Eznavexore ou Salvatierra. Ces centres de peuplement ont pour caractéristiques communes de se trouver sur un site de hauteur, dont la partie sommitale est à peu près tabulaire et entourée par une muraille, voire plusieurs, dont subsistent parfois encore des fragments ou quelques tours. Par ailleurs, ces sites dominaient une plaine où se trouvaient sans doute des villages bien qu'il n'en reste aucun vestige aujourd'hui.

Le cloisonnement du relief a facilité la mise en place de micro-régions agricoles autour de ces structures défensives, dont on ne sait pas toujours si elles furent des lieux de résidence, ou seulement des zones-refuges, avec une ou plusieurs citernes, destinées aux villages environnants. Les sites choisis pour l'implantation de ces structures castrales et les capacités agricoles des alentours laissent cependant peu de doutes sur l'orientation agricole qui prévalait. Le caractère militaire n'est pas toujours très prononcé. À propos de Medellín, al-Idrisī précise que c'est un *ḥiṣn* peuplé et habité, ayant de la cavalerie et des hommes, lançant des détachements (*sarāyā*) et préparant des guet-apens dans le pays des *Rūm-s*¹³¹. Ces précisions apportées par le géographe pour un *ḥiṣn* frontalier laissent supposer *a silentio* que ce n'était pas le cas dans tous les *ḥuṣūn*, et que les fonctions militaires n'étaient pas la règle. Pourtant les châteaux musulmans qui jalonnent, dans la Manche, les grandes voies de communication de l'époque devaient entretenir un rapport à l'État plus fort que les châteaux ruraux du sud-est de la Péninsule, car leur fonction militaire était proportionnellement plus marquée. Par ailleurs, dans la notice qu'al-Ḥimyarī consacre à Salvatierra, l'auteur évoque les « faubourgs de la place, qui

128. DRH, VIII/12 ; Rades, *Crónica de las tres ordenes*, « Chronica de Calatrava », fol. 16.

129. DRH, VI/23.

130. Ibn Ḥawqal, *Opus geographicum*, p. 116-117.

131. Al-Idrisī, *Description de l'Afrique et de l'Espagne*, p. 186, trad. p. 226.

s'étendaient depuis les pentes jusque dans la plaine ¹³² ». La militarisation de la région entre Sierra Morena et Tage, au moins près des voies fréquentées par les troupes, provoqua vraisemblablement la concentration des lieux d'habitat au pied de certaines forteresses. D'une structure éclatée, telle qu'elle prévalait dans les pays levantins où un *hiṣn* correspondait à quelques villages, on est ainsi progressivement passé à un regroupement des zones d'habitat et de défense. Mais ce processus d'*incastellamento* reste une hypothèse, faute de fouilles archéologiques autour des sites castraux. Seules ces fouilles pourraient nous donner des éléments de datation de l'habitat associé aux forteresses, et pourraient nous permettre d'une part de vérifier la description d'al-Ḥimyārī dans le cas de Salvatierra, de l'autre de mesurer l'impact de la vie de frontière sur les structures du peuplement.

I.2. Les étapes et les formes de la désorganisation

I.2.a. La mise en place d'un désert stratégique ?

Pour le début du XI^e siècle, nous disposons d'un témoignage intéressant mais difficile à mettre en rapport avec une réalité chronologiquement bien située. Il s'agit des propos qu'aurait tenus le célèbre *ḥaḡib* amiride, Almanzor, sur son lit de mort. Rapportés par Ibn al-Kardabūs, dans le *Kitāb al-iktifā'* (fin XII^e siècle), ils témoignent d'une pensée de la frontière, de l'existence d'une stratégie d'État, du côté musulman au moins, concernant les régions qui séparent al-Andalus de ses ennemis chrétiens :

« ...quand survint la mort, il [al-Manṣūr b. Abī 'Āmir, dit « Almanzor »] pleura amèrement, son chancelier Kawṭar al-Fatā (« le jeune ») lui demanda : « Pourquoi pleures-tu, seigneur ? Ne pleure pas ! » Celui-ci lui répondit alors : « Je pleure pour tous les préjudices que j'ai causés aux musulmans, car même s'ils me tuaient et me brûlaient, ils ne seraient pas payés de ce que je leur dois. » L'autre lui demanda : « Que veux-tu dire ? Tu as fortifié l'Islam, conquis des villes, humilié les infidèles, et tu as fait transporter à Cordoue, par les chrétiens, de la terre en provenance de leurs territoires les plus éloignés, quand tu as construit sa Grande mosquée. » Il lui répondit : « Quand j'ai conquis les terres des chrétiens et leurs forteresses, je les ai garnies avec toutes les forces présentes dans chacun de ces endroits, et je les ai utilisées pour assujettir leurs terres jusqu'à ce qu'elles me soient le plus favorables possible. Je les ai rattachées au pays des musulmans et je les ai fortifiées puissamment et la prospérité fut continue. Voilà qu'aujourd'hui je suis sur le point de mourir et aucun de mes fils n'est en mesure de me succéder ; pendant qu'ils ne penseront qu'au loisir, au divertissement, à la boisson, l'ennemi viendra et trouvera des régions peuplées et des forces prêtes, qui lui permettront de se renforcer pour assiéger le pays, il s'en aidera pour le conquérir, il s'en emparera peu à peu, puis le traversera rapidement, jusqu'à ce qu'il prenne la majeure partie de la Péninsule, dont il ne lais-

132. Al-Ḥimyārī, *Rawd al-Mi'tār*, n° 97, p. 108, trad. p. 132.

sera que quelques rares places fortes. Si Dieu m'avait inspiré de dévaster ce que j'ai conquis, de chasser les habitants de ce que j'ai acquis, et de mettre entre le pays des musulmans et celui des Rūm-s, une distance de dix journées de marche dans des paysages désolés et déserts, bien qu'il eût craint de le fouler, [l'ennemi] n'aurait pu que s'y perdre. Il n'aurait atteint le pays des musulmans qu'en lambeaux, en raison de la quantité nécessaire de provisions de route et de la difficulté de l'objectif ¹³³ ».

Ce texte ne contredit pas nécessairement l'existence *de facto* d'un désert frontalier entre chrétienté et Islam, mais il nie clairement que ce glacis ait été prémédité par le dirigeant amiride. Au contraire, il insiste sur la politique de mise en valeur du territoire frontalier. Cependant, écrit à la fin du XII^e siècle, il ne nous permet pas de savoir ce qu'il en était réellement, ni sur le Douro au XI^e siècle, ni sur le Guadiana au XII^e siècle. Les sources latines et musulmanes abondent, en fait, en descriptions de destructions occasionnées par la guerre. Le privilège, accordé en 1101 par Alphonse VI aux mozarabes de Tolède évoque la « restauration » des vignes et des arbres ¹³⁴. Les *Anales toledanos*, I et II, dans leur style succinct, et la *Chronica Adefonsi Imperatoris* se font aussi l'écho de ces destructions.

Certains documents évoquent, en outre, les années stériles ainsi que les difficultés climatiques. En particulier, 1183 ne donna pas de récoltes en raison de l'incursion almohade de 1182. De même, 1192 et 1193 furent des années difficiles ¹³⁵. L'impact de la guerre ou des mauvaises récoltes sur le peuplement est important. En 1141, Alphonse VII donne la *villa* de Humanes, « à moitié déserte, » entre Madrid et Tolède à Pedro Brimón ¹³⁶. Cette *villa* était chrétienne depuis l'époque d'Alphonse VI, mais apparemment les circonstances avaient empêché son développement. Les sites déserts ou désertés semblent ainsi se multiplier à l'époque. En 1172, le château de Pedroche était abandonné et désert ¹³⁷.

Les fouilles archéologiques confirment les sources textuelles qui décrivent les destructions de la guerre, la diminution de la population et l'abandon de certains noyaux de peuplement. On trouve, par exemple, de la céramique d'époque omeyyade ou *taifa* dans un grand nombre de sites de la vallée du Henares, du haut bassin du Tage et de la vallée du Júcar (Madrid, Alcalá la Vieja, Calatalifa, Ribas, Olmos, Pantoja, Paracuellos, Tielmes, Alboer, Ocaña, Alpuébrega, Guadalajara, Aranzueque, Úceda, Huermeces...), mais la céramique musulmane disparaît de ces sites au XII^e siècle. La céramique almohade n'apparaît en grande quantité qu'à Calatrava, dans une moindre mesure à Cuenca, Alhambra, Aznarón, Almadén, Castillo de Benavente, Alcalá la Vieja, Madrid, Calatalifa et Alpuébrega ¹³⁸. Il faudra peut-être nuancer ce bilan céramique *andalusí*, parce que seuls les sites d'une certaine importance ont été étudiés et que les sites ruraux n'ont pas encore été systématiquement répertoriés. Le site de la Bienvenida, par exemple, qui n'a pas fait l'objet de fouilles archéologiques en règle, n'est pas identifié dans les

133. Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, éd. p. 64, trad. p. 85-86.

134. Gamba, *Alfonso VI*, n° 163, p. 426.

135. MT 165 pour 1183 et MT 801 pour 1193.

136. Ayala, *Libro de privilegios*, n° 46, p. 196-197.

137. Ibn Šāḥib al Šalā, *Mann*, p. 430, trad., p. 218-219 : *hattā waṣalū ḥiṣn Bīrriḡ wa huwa qafri^{un} lā anīs fi-hi*.

138. M. Retuerce, *La Cerámica andalusí de la Meseta*, 2 vol., Madrid, 1998, cartes n° 16, 18, 49, 51.

sources de langue arabe, pourtant la céramique de surface laisse entrevoir une occupation relativement tardive jusqu'à la fin du XI^e siècle.

Les destructions de la guerre et la difficulté de la vie de frontière eurent un impact certain sur le peuplement ; pourtant on est frappé par la rapidité de développement des cultures autour des bourgades, pendant les rares périodes d'accalmie. Le *Mann bi l-imāma* évoque ainsi des faubourgs autour de la ville de Huete, mais aussi les jardins et les vignes contiguës¹³⁹. Aux phases de destruction semblent avoir succédé de manière quasi incessante des phases de reconstruction et de colonisation. L'archéologie témoigne de ces différentes étapes. L'occupation temporaire du site d'Alija par une communauté chrétienne, après la conquête de Tolède, se traduit par la présence de sépultures chrétiennes taillées dans la roche. Enfin, les reprises de construction en *tapial* sur certaines tours¹⁴⁰ du réduit intérieur sont probablement à rattacher à la courte occupation almohade ou à la présence ultérieure de l'ordre militaire de Santiago (Martínez Lillo 1990). On observe le même phénomène à Vascos, où des sépultures chrétiennes apparaissent dans des maisons à l'intérieur de l'enceinte alors que les cimetières musulmans s'étendaient à l'extérieur des murailles. C'est en soi un signe de la rétraction de la population qui, au XII^e siècle, devait seulement occuper la citadelle de la ville. La présence de murs composés d'une base de pierre, surmontée par du *tapial*, est peut-être l'indice d'une reprise de l'occupation à l'époque almohade.



Illustration 1 : Muraille mixte à Vascos (base en pierres, sommet en *tapial*)

139. Ibn Šāḥib al Šalā, *Mann*, p. 404, trad. p. 209.

140. Provenant de l'arabe *tābiya*, le terme *tapial* désigne une technique de construction fondée sur l'utilisation de banchées de terre ou de béton pour la construction des murs.

Les sources textuelles musulmanes n'évoquent pas de flux migratoire en provenance des régions frontalières. Pourtant ceux-ci ne furent pas absents comme le prouve le texte d'Ibn 'Idāri, à propos du repeuplement de Beja en 570/1174. Le calife almohade envoie à cette occasion des messages dans tout le Ġarb pour convoquer les habitants de Beja à Séville, et leur demander de rentrer dans leur ville, sous la protection de l'armée almohade ¹⁴¹. Les conséquences ordinaires des défaites, telles que les déplacements de population, sont passées sous silence par les chroniques, sauf si elles sont l'occasion de louer l'action d'un prince.

1.2.b. L'impact des conquêtes sur les populations

Le dépeuplement de la région est indéniable, même s'il fut parfois seulement temporaire. Des sites qui nous paraissent déserts dans les sources peuvent en fait n'avoir été désertés qu'à l'approche des armées, les populations se réfugiant temporairement dans des zones moins accessibles ou moins exposées aux combats. Les habitants de Cordoue qui, pendant les troubles, s'étaient réfugiés dans la campagne, revinrent quand la paix fut rétablie. La plupart du temps cependant, le départ fut massif et définitif. Les musulmans de Tolède qui décidèrent de demeurer furent rares et « bien plus nombreux de fait paraissent avoir été ceux qui suivirent l'invite contenue dans les vers du *faqīh* et ascète Abū Muḥammad 'Abd Allāh b. al-'Assāl (ou al-Ġassāl) », prononcés lors de la prise de la ville par les chrétiens :

« Andalousiens, pressez vos montures, car rester serait folie.

Les habits filent par les bords, mais la Péninsule se défait de son centre ¹⁴² ».

Les biographies de savants, originaires de Tolède ou de Madrid, qui meurent hors de leur ville, sont nombreuses. Certes la carrière des savants les conduisait presque toujours à quitter leur lieu de naissance, ne serait-ce que pour le pèlerinage et dans le cadre de leur formation, pourtant beaucoup revenaient exercer dans leur ville d'origine, mais ce n'est jamais le cas des savants portant les *nisba*-s d'al-Maġriṭī ou d'al-Ṭulayṭulī ¹⁴³. La capitulation de Tolède, telle qu'elle est rapportée par Jiménez de Rada et par la *Primera Crónica General* ¹⁴⁴, ne réservait pourtant pas un sort trop défavorable aux vaincus. À partir de la prise de Saragosse, l'occupation et la colonisation des villes par les conquérants eurent lieu après le départ de la

141. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 3, p. 106-107, trad. Tétouan, 1953, p. 19-22.

142. Ibn Sa'īd, *Rāyāt al-mubarrizīn*, p. 50, trad. p. 196, cité par Molénat 1997a, p. 29, à partir de la traduction d'Henri Pérès, *Poésie andalouse*, p. 100. Ibn Bassām (m. 542/1147-1148) affirme que « la majorité des habitants [musulmans] de Tolède furent tués ou émigrèrent dès avant la prise de la ville » (*Dahīra*, t. 7, p. 164) ; voir Molénat 1998.

143. Par exemple, 'Abd al-Raḥmān b. al-Ḥaġġ al-Maġriṭī, et son fils, Yaḥyá b. 'Abd al-Raḥmān b. al-Ḥaġġ, qui fut un temps *qādī* de Cordoue (Ibn al-Zubayr, *Šilat al-šila*, t. 3, n° 314, p. 180 et Ibn al-Abbār, *Takmila*, t. 1, p. 562, n° 1596, et t. 5, n° 523, p. 256) ou Warqā' bint Yintān de Tolède, *al-ḥaġġa min ahl Ṭulayṭala* (*Šilat al-šila*, t. 5, n° 623, p. 310). 'Alī b. 'Abd al-Raḥmān b. al-Ḥasan al-Anṣārī al-Ḥazraġī quitte Tolède en 477/mai 1085-avril 1086, pour Badajoz, puis Séville, puis Cordoue (en 49/1098) où il meurt l'année suivante (*Šilat al-šila*, t. 4, n° 163, p. 86), mais la notice consacrée à ce personnage par Ibn al-Abbār (*Takmila*, t. 3, n° 448, p. 179-180) précise qu'il partit juste avant la conquête du pays par les chrétiens (*Rūm*).

144. DRH, VI/22, PCG, ch. 867.

population indigène. Dans les campagnes, des musulmans demeurèrent peut-être, mais les chrétiens occupèrent les villes et les forteresses. Ce n'est qu'exceptionnellement que les musulmans furent autorisés à demeurer dans certaines *villas*¹⁴⁵. Le *fuero* concédé par Alphonse VII à Oreja, le 3 novembre 1139, évoque l'expulsion des Maures (*mauris qui illud possidebant expulsis*)¹⁴⁶.

L'existence d'un groupe de musulmans relativement important au XIII^e siècle à Tolède ne s'explique pas par la présence résiduelle de la population andalousienne du XI^e siècle (Molénat 1997a, p. 34-35). D'autres facteurs expliquent l'origine de cette communauté « mudéjare. » Deux savants, capturés par les chrétiens et conduits à Tolède, choisirent d'y demeurer pour exercer ; il s'agit de Faḍl b. Muḥammad b. 'Abd al-'Aziz b. Samāk al-Mu'āfirī de Séville et d'Ibn al-Ṣaffār de Cordoue. Le premier fut racheté (se racheta ?) pour une grande quantité d'argent, il décida de rester à Tolède et y enseigna la grammaire et la littérature, jusqu'à sa mort en 650/1252 ; le second aussi fut libéré (sans qu'on sache comment), il se maria à Tolède, puis y enseigna le Coran jusqu'à 640/1242-1243 environ. La venue de ces deux savants à Tolède n'est pas en soi très représentative, car il s'agissait de prisonniers, en revanche le fait qu'ils restent, que l'un se marie (très vraisemblablement avec une musulmane) et que les deux y enseignent, révèle la présence d'une communauté musulmane d'une certaine importance dans la capitale castillano-léonaise dès la première moitié du XIII^e siècle. Il est vrai qu'au même moment se produisait la conquête de l'Andalousie et que le retour dans cette région pour ces deux hommes aurait impliqué à terme une nouvelle émigration¹⁴⁷. Il est certain par ailleurs qu'une minorité musulmane servile vivait dans la ville comme en témoigne le testament de Gonzalo Hernando, chanoine de Tolède en 1243, qui donne « son Maure 'Abd Allāh » pour la construction de la cathédrale de Sainte Marie¹⁴⁸. Ensuite, il semble bien que quelques mosquées soient restées en service au XII^e siècle, comme cette mosquée convertie en église San Salvador en 1159¹⁴⁹. Par ailleurs, plusieurs actes mozarabes évoquent une mosquée des musulmans qui semble déjà en service au tournant du XIII^e siècle, la mosquée de Tornerías¹⁵⁰.

La consultation juridique d'Ibn Ruṣd ordonnant la déportation des tributaires d'al-Andalus parce qu'ils aidaient les soldats « infidèles¹⁵¹ » fait pendant à l'obligation d'émigrer pour les musulmans demeurés en terre chrétienne¹⁵². D'un côté comme de l'autre, la tendance ne semble pas avoir été à la cohabitation, et les déplacements de population furent courants, volontaires ou dirigés. La déportation au Maghreb des tributaires d'al-Andalus et leur départ volontaire à la suite des troupes d'Alphonse le Batailleur en 1126-1127 ou au moment de

145. RROP, p. 480.

146. OOMS, n° 8, p. 178-180.

147. Ibn al-Zubayr, *Ṣilat al-ṣila*, t. 4, n° 371, p. 187 et t. 3, n° 83, p. 68-69.

148. RAH, collection Salazar y Castro, 9/1.048 (N-43), fol. 54.

149. AT1, p. 391, éd. Porres, p. 134.

150. MT 317, 365, 366, 367, 904 et 944, cités par J. Porres Martín-Cleto, « La mezquita toledana del Solarejo, llamada de las Tornerías », *AQ* 4, 1983, p. 411-421, p. 416. Cette mosquée restera en service jusqu'en 1502 (Molénat 1998, p. 108-109).

151. Al-Wanṣarīsī, *Miy'ār*, Rabat, t. 2, p. 151.

152. Publ. Idris, « Les tributaires en Occident musulman médiéval d'après le "Mi'yār" d'al-Wanṣarīsī », in P. Salmon (éd.), *Mélanges d'islamologie*, E.J.Brill, Leyde, 1974, n° 58, p. 182.

l'intervention almohade dans la Péninsule en 1147 conduisent à la disparition de la communauté chrétienne d'al-Andalus à partir du deuxième quart du XII^e siècle¹⁵³.

Il est fréquent d'expliquer le succès de la conquête chrétienne par la grande entreprise du « repeuplement. » Dans la Manche, cette assertion doit être nuancée. En effet, à la différence des régions de prédilection des *concejos* et de la *caballeria villana*, l'aspect militaire et défensif de l'occupation du territoire par les ordres militaires prédomine nettement sur la mise en valeur. En outre quelques témoignages confirment que le pouvoir musulman était conscient de la nécessité de peupler les frontières. Le déplacement au grand complet des tribus arabes de Zaġba, de Riyāh et de Ġušam b. Bakr, à la fin du XII^e siècle, est confirmé par 'Abd al-Wāḥid al-Marrākuṣī qui affirme qu'en 1224, 5 000 cavaliers arabes descendant de ces tribus demeuraient encore dans la région de Cordoue, près de Séville et de Jérez où ils avaient été lotis et avaient pris racine¹⁵⁴. Les fouilles archéologiques du château de Calatrava la Vieja révèlent aussi du matériel céramique almohade datant de l'occupation de la forteresse entre 1195 et 1212, incluant des pièces utilitaires et des objets de luxe¹⁵⁵. Les fouilles à Cuenca confirment l'occupation en continu de la ville du X^e aux XII^e-XIII^e siècles, avec une prédominance du matériel d'époque almoravide et almohade. Cependant la similitude des formes avec les productions tolédanes aux X^e et XI^e siècles fait place aux XII^e et XIII^e siècles à une ressemblance avec les productions du Šarq al-Andalus, au moment où Cuenca était une ville musulmane frontière, protégeant le Levant face à l'expansionnisme castillan¹⁵⁶.

I.3. La mise en place des nouvelles structures de peuplement

Le peuplement chrétien de la zone se produisit en trois phases : d'abord, après la conquête de Tolède, sous Alphonse VI, ensuite sous Alphonse VII jusqu'à l'intervention almohade dans la Manche, enfin au XIII^e siècle après la victoire de Las Navas de Tolosa. Les reconquêtes musulmanes temporaires furent l'occasion de réorganiser les pouvoirs au sein de la société castillane, à un moment où la possession de la terre et des droits qui y étaient liés était un fondement majeur du pouvoir économique et politique. Il est difficile de distinguer dans le processus de « *re-población* » ce qui ressort du peuplement, de la mise en valeur ou de l'exploitation. Les acteurs sont nombreux, mais la plupart du temps seuls les commanditaires sont connus. Les colons, eux, n'apparaissent que rarement dans les documents. Plusieurs modèles, caractéristiques de la région entre Sierra Morena et Tage et différents de ceux expérimentés lors de la colonisation antérieure de la Castille, semblent pourtant se dégager.

I.3.a. L'organisation empirique du repeuplement

Sauf indications contraires ou concessions préalables, les terres conquises appartenaient au souverain, avec tous les droits. Cependant, d'une part il n'existe pas d'inventaire des

153. Lagardère 1989a, p. 99-119.

154. Al-Marrakuṣī, *Mu'ğib*, p. 160-161, trad. p. 179.

155. I. Lozano et M. Retuerce, « Calatrava la vieja : Primeros resultados arqueológicos », *Actas del I congreso de arqueología medieval española*, (17-19 abril 1985), Saragosse, t. 3/9, 1986, p. 57-75.

156. J. Coll, J^a M^a Huélamo et J. M^a Solias, « Avance de un estudio sobre los restos materiales del castillo islámico de Cuenca », *Actas del I congreso de arqueología medieval española* (17-19 abril 1985), Saragosse, t. 3/9, 1986, p. 77-97.

biens du roi, d'autre part celui-ci en distribuait une grande part. On peut ainsi distinguer deux types de territoires : ceux sur lesquels le roi continuait d'exercer un contrôle direct, le *realengo*, ou qu'il concédait, en conservant l'exercice de la justice et le prélèvement des impôts publics, à des colons rassemblés dans un municipe (*concejo*), et ceux dont il accordait la possession, avec partie ou totalité des droits, à l'Église, aux ordres militaires ou à certains membres de la noblesse. Les terres de *realengo* occupaient les marges orientales et occidentales du royaume, soit, pour la Meseta méridionale, de Cuenca à Badajoz, 9 162 km² (23% du territoire). Le reste, soit 30 530 km² (77% du territoire), était laissé, dans la deuxième moitié du XII^e siècle, aux seigneurs, et particulièrement aux ordres militaires¹⁵⁷. La tentative d'Alphonse VIII de créer à Alarcos un *concejo* de *realengo* en 1195 échoua. Étudiant la nature et les rythmes de donations de territoires, R. Pastor observe que la majeure partie des territoires concédés était constituée d'abord par des *villas* et *aldeas*, ensuite par des biens ruraux (propriétés, vignes), enfin par des châteaux et des biens urbains. Si l'on en croit le nombre des donations, c'est entre 1166 et 1192 que le processus de colonisation fut le plus intense.

Les donations du roi à des particuliers, essentiellement des nobles, concernent surtout des biens ruraux et urbains, et parfois seulement des châteaux, généralement situés près de la ville de Tolède, au sud de Madrid et de Guadalajara. Dans la Meseta méridionale, de même que dans les campagnes tolédanes, les bénéficiaires des donations ne sont pas « destinés à être de petits propriétaires ruraux exploitants, mais sont des citadins, vivant en partie des revenus qu'ils tireront de leurs terres, en même temps que des rentes de leurs immeubles urbains, et bien sûr, des profits de la guerre contre les musulmans » (Molénat 1997a, p. 87). Une étude des chartes de donations montre clairement que les zones favorisées par l'implantation chrétienne se situaient dans la partie orientale du royaume de Tolède, entre le Tage et la Sierra de Yébenes à l'ouest (Mora¹⁵⁸, *aldea* d'Almonacid¹⁵⁹, Palomar¹⁶⁰, *villula* de Mazdalquez¹⁶¹), entre le Tage et la Mesa de Tembleque à l'est (*villa* de Dos Barrios¹⁶², Lacabin¹⁶³, le château et les territoires d'Alboer¹⁶⁴, Villafandin¹⁶⁵, *villas* de Ciruelos et de Cabañas¹⁶⁶), et autour de

157. D'après Cabrera Muñoz dans J. A. García de Cortazar *et alii*, *Organización social del espacio en la España medieval. La Corona de Castilla en los siglos VIII a XV*, Barcelone, Ariel, 1985, p. 152.

158. Donnée, en 1142, à Rodrigo Nuñez (OOMM, carp. 217, n° 1, TMC, II, 1).

159. Donnée avec ses territoires à don Ponce de Cabrera en 1152 (OOMM, carp. 417, n° 9).

160. Entre Mora et Mascaraque ; donnée à Garcia Garciez en 1155 (OOMM, carp. 328, n° 2).

161. Près de Nambroca ; donnée à Pedro Gilbert en 1146 (OOMM, carp. 417, n° 6 et cod. 1349, fol. 18 ; RAH, Collection Salazar y Castro, I-38, 9/612, fol. 274-274v. ; PRCT, n° 16, p. 54-56).

162. Donnée à Antolino et Pelagio Petriz, en 1145 (OOMM, carp. 113, n° 1, TMC, II, 2).

163. Donnée avec sa citerne (*algib*) à Pascual Dominguez *et alii* en 1154 (OOMM, carp. 243/1, n° 1, et carp. 417, n° 12) ; J.-P. Molénat localise ce toponyme dans le territoire d'Ocaña (Molénat 1997a, p. 47).

164. Sur la commune de Villarrubia de Santiago à l'est de Tolède (Molénat 1997a, p. 61) ; donnés au comte don Ponce, vassal du roi, en 1153 (OOMM, carp. 368, n° 2).

165. Donnée à Gonzalo Aluazil en 1151 (OOMM, carp. 368, n° 1 : *inter medina et albuier*, voir l'interprétation de J.-P. Molénat sur *Medina/Medma*, Molénat 1997a, p. 61).

166. Donnée, en 1150, au *concejo* de San Miguel avec les territoires qu'elles possédaient du temps d'Alphonse VI, c'est-à-dire que ce sont des zones qui avaient été reconquises par les Almoravides (OOMM, carp. 417, n° 7).

Zorita (*aldeas* de Vallaga et Hueua) ¹⁶⁷. Mais les *concejos* et la noblesse n'étaient pas les seuls présents, l'Église reçut également des biens dans les territoires conquis entre Sierra Morena et Tage, non seulement celle de Tolède, mais aussi des églises plus petites, comme celle de Coria qui fut dotée en 1142, au lendemain de la conquête de la ville.

Au cours de la période, on note parfois une réorganisation des attributions. Ce processus révèle d'une part l'empirisme d'une colonisation qui tâtonnait, qui essayait diverses solutions pour réussir à enraciner les populations, à défendre les territoires et à les mettre en valeur, d'autre part la reprise en main par le monarque castillan des territoires dont il s'emparait à nouveau, après la coupure qu'avait constituée la présence almoravide (1100-1144). Le 24 mars 1156, Alphonse VII accorda un *fuero* à Ocaña, pour tous les *populatores* qui y habitaient et pour ceux qui y habiteraient ¹⁶⁸. En 1174, sans que l'on sache comment ils ont acquis cette localité, Tello Pérez et Pedro Gutiérrez donnèrent à l'ordre de Calatrava un quart de tout Ocaña (*videlicet de Castello & Villa de collariis, & egressibus de incultis & cultis & de omnibus terminis pertinentiis & directuris suis*). En janvier 1177, le même Tello Pérez, avec sa femme cette fois, donna la moitié d'Ocaña à l'Ordre. Mais le 3 janvier 1181, le maître et le couvent de Calatrava donnèrent à Tello Pérez la localité pour qu'il la « peuple. » On assiste ainsi à la création d'un *prestimonium* et à la concentration de propriétés dans l'Ordre. D'abord *concejo de realengo*, Ocaña devint seigneurie nobiliaire, puis propriété de l'ordre de Calatrava ; celui-ci la remit en viager au noble qui lui en avait fait donation. Elle fut finalement donnée en août 1182 à l'ordre de Santiago ¹⁶⁹.

1.3.b. La délégation du repeuplement

Quels que soient les destinataires des donations, le système adopté pour le peuplement et la mise en valeur des territoires, urbains ou ruraux, présente les mêmes caractéristiques. Que le propriétaire de la terre soit le roi, un noble, l'Église, un municpe ou un ordre militaire, il délègue, en général, la tâche du repeuplement proprement dite contre la perception d'un cens ou d'une part sur le produit de la terre. On peut ainsi avoir des cascades de donations. Le cas le plus simple est celui de la donation par le propriétaire d'une terre à un exploitant. Le paysan reçoit alors un lot, dont l'unité est le *quiñón*, pouvant être cultivé par un attelage au rythme de *un año y vez*, c'est-à-dire un an sur deux. La superficie du *quiñón* équivalait à une *yugada*, soit environ 25 hectares ¹⁷⁰. Tel est le schéma théorique, susceptible de nombreuses variations. Lorsque le roi, propriétaire de la terre, voulait se charger directement de la colonisation sans déléguer la tâche, il attribuait la terre non à un individu, mais à un groupe, créant ainsi un municpe de *realengo*, comme à Oreja, le 3 novembre 1139 : au lendemain de la conquête de la place sur les Almoravides, Alphonse VII accorde un *fuero* à *omnibus illis qui ad idem castellum populandum venerint* ¹⁷¹.

167. Près de Zorita ; données à don Galindo, en 1152 (OOMM, cod. 1349, fol. 28).

168. Le roi évoque d'ailleurs dans ce texte le peuplement d'Aurelia qui semble avoir été un succès (OOMS, n° 26, p. 195-196).

169. *Bullarium de Calatrava*, n° 15, p. 16 et *Bullarium*, n° 5, p. 8 (acte du 25 février 1174), n° 12, p. 13 (acte de janvier 1177),

170. García de Cortazar 1988, p. 30. L'auteur indique 32 hectares pour une *yugada*, mais nous suivrons plutôt l'avis de Jean-Pierre Molénat 1997a, p. 78-79.

171. OOMS, n° 8, p. 178-180.

Mais parfois, il y a des intermédiaires qui, chacun à son niveau, récupèrent des bénéfices de leur donation. Parfois symboliques ou immatériels, quand il s'agit d'une donation pour des motifs religieux, ces bénéfiques peuvent aussi être très concrets : parts de récolte, têtes de bétail ou produits de la basse-cour. Les municipes créés à l'initiative des ordres militaires sont de bons exemples de délégation du peuplement. Entre 1217 et 1221, le maître de Santiago donne à 16 colons la propriété de Montealegre ainsi que toutes les possessions de l'Ordre à Testillos, et leur concède le *fuero* d'Uclés, le roi ayant au préalable donné ces terres à l'ordre militaire. En 1181, Alphonse VIII avait établi que les frères de Calatrava conserveraient 40 *yugadas* de terres autour de chaque forteresse et donneraient le reste pour être peuplé par *quiñones*¹⁷². En 1224, l'ordre de Calatrava accorda quelques libertés à 32 *populatores* de la Frexneda, mais, en tant que seigneur collectif des terres dont il conservait la propriété éminente, il se réserva un certain nombre de droits¹⁷³.

Une autre pratique fréquente des ordres militaires fut la donation de terres en viager à des colons : ces terres devaient être habitées, mises en valeur et rendues à l'Ordre à la mort du bénéficiaire, selon l'usage du *prestimonium*. L'inverse était fréquent aussi : des particuliers, pour le salut de leur âme et la rémission de leurs péchés (*pro animabus parentum nostrorum et remissione peccatorum nostrorum*), offrent des terres à un ordre militaire à condition de pouvoir y vivre leur vie durant. En 1174, Pedro et Sancho Ibáñez donnèrent ainsi leur propriété à Villamiel, à l'ordre de San Juan, à condition de la conserver en viager et d'en récupérer tous les profits, à l'exception d'une *fanega* de froment qu'ils devaient donner en cens annuel à l'ordre militaire¹⁷⁴.

Tous ces exemples nous présentent la mise en place de moyens pour attirer et enraceriner les *populatores*. On ne sait rien des mesures qui étaient prises, s'il y en eut, pour faire connaître dans d'autres régions les conditions favorables d'accès à la propriété dans la zone frontalière, ni pour recruter les colons. La colonisation de la Manche semble ainsi avoir été une entreprise de longue haleine, remise périodiquement en question par les avancées musulmanes, et limitée à partir du deuxième quart du XIII^e siècle par l'attrait exercé sur les colons par les nouvelles conquêtes méridionales d'Andalousie.

I.3.c. Provenance des colons

L'origine des colons n'est pas aisée à déterminer. Pourtant la présence de populations d'origine très variée est une des caractéristiques de la zone frontière au XII^e siècle. On a vu plus haut qu'une grande partie de la population musulmane avait probablement émigré de Tolède et de sa région. Après le moment de la conquête, une législation relativement favorable est mise en place pour attirer des colons, y compris « maures ». C'est le cas à Uclés, en mars 1179, où cela traduit la difficulté à recruter des *populatores*¹⁷⁵. En 1182, Pedro Fernández, le maître de Santiago donna, sur ordre d'Alphonse VIII, le *fuero* d'Uclés à Estremera. Une des clauses évoque l'arrivée de musulmans libres, une autre, le cas des prisonniers musulmans et des rançons à verser :

172. González, *Alfonso VIII*, t. 3, p. 625.

173. OOMM, cod. 1342, n° 131 ; RAH, Collection Salazar y Castro, I-37, 9/611, fol. 186v-187v.

174. Ayala, *Libro de privilegios*, n° 116, 31 décembre 1174, p. 286-287.

175. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 315, p. 517-522.

« Que les hommes d'Estremera qui attireraient des Maures libres et ceux, parmi ces derniers, qui viendraient de leur propre volonté dans Estremera ou dans ses *aldeas*, y vivent en paix (18)¹⁷⁶ ».

La présence de musulmans libres, venus s'installer de plein gré dans des villes récemment conquises par les chrétiens, en raison des conditions favorables qui pouvaient leur y être réservées, est difficile à évaluer, quoiqu'elle soit avérée, comme l'attestent les comptes de l'ordre de Santiago qui font apparaître les *pechos* payés par les vassaux « maures » de l'Ordre à Uclés, à Ocaña et dans la sierra de Segura. Au XIII^e siècle, les terres de l'ordre de Santiago n'attiraient pas tellement les chrétiens qui préféreraient les villes d'Andalousie. En revanche elles attiraient un certain nombre de musulmans qui s'installèrent surtout au sud-est de La Manche¹⁷⁷.

L'arrivée de mozarabes est, quant à elle, bien attestée. L'*Historia Roderici* affirme qu'à la suite de la prise de Valence par les Almoravides en 1102, un groupe de mozarabes valenciens aurait peuplé Aceca¹⁷⁸. Si ce témoignage ne présente pas des garanties absolues d'authenticité, En revanche les informations que nous rapporte le *fuero* concédé à Zorita de los Canes en 1156 par Alphonse VII sont beaucoup plus sûres. Il s'agit de mozarabes en provenance de Calatayud et d'autres régions d'Aragon :

« C'est pourquoi moi, Alphonse, par la grâce de Dieu empereur de toute l'Espagne avec ma femme doña Rica et avec mes fils les rois Sanche et Ferdinand, à vous tous, colons mozarabes ou Aragonais, qui êtes venus, de Calatayud et de la région de Saragosse et d'Aragon, pour peupler Zorita avec lesdits mozarabes, à vos fils et à tous vos descendants, j'octroie une charte de donation et un texte de confirmation de ce château de Zorita et de tous ceux qui sont dans ce château, de la moitié de ce faubourg afin que vous possédiez, vous mozarabes, toujours la clef de ce même château, et de la moitié de tous les jardins qui se trouvent de Penna Bedulo jusqu'au Tage et de la moitié de l'oliveraie de Reccopolis et...¹⁷⁹ »

Mieux connue est la situation des mozarabes qui émigrèrent d'al-Andalus à la suite des persécutions almoravides et de l'expédition d'Alphonse le Batailleur à la fin des années 1120, ou à partir de la domination almohade¹⁸⁰. Ces chrétiens se dirigèrent principalement vers la région de Tolède où la communauté mozarabe était déjà importante¹⁸¹. Par exemple, lors de la

176. Rivera Garretas, *La encomienda...*, doc. 11, p. 241-243.

177. Lomax 1965, p. 127 ; Molénat 1997a, p. 35 et *RCN*, t. 2, p. 127.

178. *RCN*, t. 2, p. 70.

179. AHN, *LPTE*, t. 1, fol. 2, publ. A. Pareja Serrada, *Diplomática Arriacense*, Guadalajara, 1921, p. 114-115 ; sur la colonisation dans la zone de Zorita, voir L. Olmo Enciso, « La iglesia del castillo de Zorita de los Canes (Guadalajara) », *Wad-al-Hayara* 12, Guadalajara, 1985, p. 97-109, p. 98.

180. Lagardère 1989a, p. 99-119 et D. Serrano, « Dos fetuas sobre la expulsión de mozárabes al Magreb en 1126 », *Anaquel de Estudios Árabes* 2, 1991, p. 163-182 et Molénat 1997b, p. 389-413.

181. R. Pastor, « Problèmes d'assimilation d'une minorité : les Mozarabes de Tolède (de 1085 à la fin du XIII^e siècle », *Annales ESC* 2-3, 1970, p. 351-390.

donation par Alphonse VII des *villas* de Yegros et Yegrillos, de quelques moulins et de pêcheries sur l'Algodor aux *vecinos* de la collation de San Vicente de Tolède, sur les 59 noms d'habitants cités, il y a 18 mozarabes¹⁸². En outre des mozarabes peuplèrent Valdecarábanos : le 4 novembre 1154, Alphonse VII donna cette *villa* à l'archidiacre de Málaga et à 13 autres mozarabes, dont on ne sait pas s'ils provenaient aussi de Málaga¹⁸³. Par ailleurs, certaines élites mozarabes émigrèrent d'al-Andalus, au milieu du XI^e siècle, pour se réfugier dans les villes chrétiennes, comme ces quatre évêques de Medinasidonia, Niebla, et Séville, le dernier venant de Marchena, sans qu'on connaisse son siège de rattachement. Clément, évêque élu de Séville alla à Talavera, les autres choisirent Tolède comme lieu de résidence. Le testament de Domingo Antolín, *alguacil* et *alcalde* de Tolède, rédigé en arabe et daté du 29 décembre 1161, confirme la chronique, puisqu'il mentionne parmi les bénéficiaires un don Juan de Marchena (*Dumnuh Yuwāniš al-Maršāni*) et l'évêque Félix (*dumnuh Fāliḥs*)¹⁸⁴.

Les chrétiens d'al-Andalus ne furent pas les seuls persécutés par l'intolérance almohade, les juifs aussi émigrèrent vers les royaumes du nord, quand ils ne furent pas déportés vers le Maghreb. Le *fuero* accordé à Zorita le 8 avril 1180 conjointement par Alphonse VIII et par Martín Pérez de Siones, le maître de Calatrava, précise que les juifs qui viendraient peupler Zorita devaient avoir les mêmes *fueros* et *caloñas* que les colons chrétiens. Et le 20 décembre 1215, Henri I^{er} exempte la communauté juive de Zorita de tribut, en raison des services rendus ; ce privilège prouve, trente ans plus tard, le succès de l'implantation d'un groupe juif relativement important dans cette ville¹⁸⁵. La présence de juifs, parfois à des postes de responsabilité, comme dans le cas de Yehuda b. Yosef b. 'Ezra, intendant de la garnison castillane de Calatrava, est bien attestée¹⁸⁶. J.-P. Molénat réfute, En revanche l'existence, soutenue par José Amador de los Ríos à la fin du XIX^e siècle, de villages entièrement juifs dans la région tolédane (Molénat 1997a, p. 54). Outre les musulmans, les mozarabes et les juifs, des Castellans, des Léonais et des Galiciens s'implantèrent dans les régions conquises. Un des deux postes d'*alcalde* de Tolède était d'ailleurs spécifiquement réservé aux Castellans.

Nous avons des difficultés à évaluer la proportion respective de l'origine des colons. Dans l'écriture du *fuero* accordé en 1118 par Alphonse VII aux Castellans, aux Francs et aux Mozarabes, apparaissent les noms d'habitants de diverses villes qui confirment le texte. Parmi ces noms, les Castellans sont les plus nombreux, très loin devant les Mozarabes, à Madrid (16 contre 4), à Talavera (12 contre 6), à Alamín (6 contre 1) et à Denia (3 castillans). De même dans la charte de peuplement d'Escalona en 1130 n'apparaissent que des noms castillans¹⁸⁷. Cependant ce témoignage n'est pas nécessairement très révélateur, pas plus que la proportion des églises de rite romain ou wisigothique, dans la mesure où l'introduction du rite romain

182. OOMM, Uclés, carp. 328, n° 1 (copie en juin 1194 d'un acte de 1150), OOMS, n° 15, p. 185-186.

183. OOMM, carp. 417, n° 11 et cod. 1349, fol. 31. Pour une transcription des noms et des propositions d'identification en arabe, voir Molénat 1997a, p. 85 et, plus généralement, sur les mozarabes, du même auteur, « Les Mozarabes : un exemple d'intégration », in Cardaillac (éd.) 1991.

184. F. Fita, « Obispos mozárabes, refugiados en Toledo á mediados del siglo XII », *BRAH* 30, 1897, p. 529-532.

185. Publ. Fita, « La aljama hebrea de Zorita. Privilegio inédito que le otorgó el Rey D. Enrique I el 20 de diciembre de 1215 », *BRAH* 40, 1902, p. 165-169.

186. Y. Baer, *Historia de los Judíos en la España cristiana*, 2 vol. Madrid, 1981, t. 1, p. 61.

187. *RCN*, t. 2, p. 96.

conduisit à l'éviction des mozarabes dans les actes officiels. L'anthroponymie ne nous est pas non plus d'un grand secours dans ces régions. En effet seuls 5 % des noms, environ, indiquent un lieu de provenance¹⁸⁸. Les noms et les patronymes qui apparaissent dans les villes de Tolède, Talavera, Madrid, Guadalajara, Cuenca, Moya, Alarcón ou Alcaraz sont fréquemment utilisés dans toutes les terres de la Castille et du León. Quelques spécificités existent par endroit : ainsi à Cuenca, les colons en provenance de Burgos ou de la Rioja sont surreprésentés.

Enfin, des « Francs » participèrent à l'entreprise de « repeuplement ». À Tolède, leur présence est bien documentée, dans les sphères ecclésiastiques, certes, mais aussi dans l'armée : un des fils de Pierre de Toulouse, Pedro Cruzado, obtint de l'archevêque, en 1154, le château de Ribas (de Jarama), près de Madrid, ainsi que des propriétés dans la Sisle. Par ailleurs, un « quartier des Francs » à Tolède abritait essentiellement des commerçants et des artisans nord-pyrénéens dont Jean-Pierre Molénat a montré le processus de « mozarabisation » au cours des XII^e et XIII^e siècles (Molénat 1997a, p. 62). En dehors de Tolède, les mentions de Francs sont beaucoup plus rares ; un Bernard Caorcin et sa femme doña Pola apparaissent dans un acte de 1201 à Madrid, un Arnaud Iusbet à Talavera en 1195. Un groupe de Francs relativement important semble aussi s'être établi à Cuenca¹⁸⁹. Ailleurs, nous n'avons aucun indice de leur présence.

I.4. Le bilan du repeuplement

I.4.a. L'apparente continuité

Un certain nombre d'éléments atteste le respect de la configuration des districts tels qu'ils existaient à l'époque musulmane. Juste après la conquête se manifesta la volonté de maintenir la structure territoriale d'origine *andalusi*, avec ses caractéristiques propres : de vastes terres furent rattachées à un centre castral pour lequel un développement semi-urbain était recherché. Jean-Pierre Molénat note qu'entre Cordillère centrale et Monts de Tolède l'organisation de l'espace après la Reconquête s'établit sur la base de l'ancienne division du territoire de l'époque musulmane. L'*alfoz* de Tolède, c'est-à-dire le territoire dépendant des autorités municipales urbaines, devait correspondre primitivement à l'étendue de la *taifa*. En furent détachés des pans entiers qui, sans cesser d'appartenir à ce qui fut désigné jusqu'au XVI^e siècle comme le « royaume de Tolède » à l'intérieur du royaume de Castille, formèrent de bonne heure des entités autonomes par rapport à la métropole du Tage : Madrid et Talavera, au premier chef, mais également des bourgades fortifiées de moindre importance, Santa Olalla, Denia, Montalbán, Escalona, Alamín, Calatalifa, Olmos... Ces localités constituèrent des *villas*, chefs-lieux de districts plus ou moins importants¹⁹⁰. Pourtant il semblerait que la juridiction militaire de Tolède ait été beaucoup plus vaste que celle de la juridiction civile. Denia, Olmos et Talavera, par exemple, dépendaient militairement de Tolède, mais restaient en dehors des compétences du *fuero*¹⁹¹.

188. RCN, t. 2, p. 98.

189. RCN, t. 2, p. 105-116.

190. Molénat 1987, p. 67-78

191. J. Alvarado Planas, « Los Fueros de concesión real en el espacio castellano-manchego (1065-1214) : el Fuero de Toledo », in Alvarado (éd.) 1995, p. 91-139, p. 116.

Les donations royales mentionnent souvent le respect des limites de l'époque musulmane. En 1150, lors de la donation de la *villa* de Moraviela à don Rodrigo Nuñez, la charte précise *cum omnibus terminis suis et pertinenciis sicut fuit in tempore sarracenorum*¹⁹². Jusqu'au milieu du XIII^e siècle, le rappel des limites musulmanes apparaît dans les chartes comme élément de référence (*sicut erat tempore sarracenorum*). En 1243, Ferdinand III donna au municipe (*concejo*) cordouan les châteaux d'Almodovar, Ovejo, Chillón, Santa Eufemia, Gahete, Mochuelos et la *villa* de Pedroche qui correspondaient à la limite méridionale de la seigneurie de Calatrava. D'après l'équipe de l'Université Autonome de Madrid dirigée par Carlos de Ayala, les propriétés de l'ordre militaire de Calatrava représenteraient l'ancienne circonscription administrative de *Qal'at Rabāḥ* (Ayala et alii 1991). Au niveau local, le réseau des commanderies des ordres militaires semble avoir largement repris le réseau castral islamique antérieur et récupéré les territoires « élémentaires » qui y étaient liés. Au moment de la conquête, le référent musulman prévalait, car il n'existait alors aucun autre repère auquel se rattacher. Progressivement ce référent disparaît au profit de considérations nouvelles, liées aux conditions d'expansion et aux rivalités naissantes entre seigneuries concurrentes.

I.4.b. Les nouvelles fonctions castrales

La conquête chrétienne marque pour les fonctions castrales une rupture, marquée par une hiérarchisation des rapports sociaux au profit des châteaux. La conquête se manifeste ainsi par une uniformisation des fonctions castrales dont témoignerait le contraste entre la variété lexicale des termes arabes pour désigner les châteaux (*qal'a t*, *qaṣaba*, *qaṣr*, *ma'qil*, *burğ* ou *ṣahra*), variété qui pourrait intégrer le degré de relation au pouvoir politique, et l'indigence du vocabulaire utilisé par les chrétiens, *castellum* ou *castrum*. Alors que les châteaux d'al-Andalus présentent une grande variété de rapports au pouvoir central et, par voie de conséquence, à leur environnement rural, le château chrétien, quel qu'en soit le maître, reste un instrument de contrôle du territoire, à l'échelle du royaume certes, mais aussi et surtout à l'échelle locale¹⁹³.

La caractéristique majeure des forteresses de l'ordre de Calatrava semble avoir été la capacité à organiser et hiérarchiser un territoire¹⁹⁴. Les donations concernaient toujours en même temps que le château, la *villa*, les droits et les terres qui y étaient liés. À l'abri de la forteresse naquit souvent une bourgade, comme à Zorita. Le *fuero* qui est accordé à cette petite ville en 1180 reflète clairement la hiérarchisation de l'espace : *todas las aldeas del termino de Zorita sirvan al conceio, el conceio sirva al sennor*¹⁹⁵. En tant que centre collecteur et générateur de rentes, le château est au centre du contrôle social et économique. Il est le centre d'un pouvoir qui se manifeste symboliquement par l'érection de la *torre del homenaje*.

Les châteaux peuvent être considérés comme des points de cristallisation d'enjeux politiques, sociaux et économiques. Ils sont une forme d'organisation du territoire qui contraint l'historien à penser ces processus simultanément, en particulier dans leur rapport au peuplement rural. En effet, alors qu'à l'époque musulmane la fonction défensive du *ḥiṣn* était primordiale,

192. OOMM, carp. 217, n° 1.

193. S. Boissellier, *La vie rurale entre Tage et Guadiana de l'Islam à la reconquête (X^e-XIV^e siècles)*, thèse dactylographiée, 1996, p. 146.

194. C. de Ayala, « Las fortalezas castellanas de la Orden de Calatrava en el siglo XII », *En la España medieval* 16, 1993, p. 9-35.

195. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 339, p. 570-576 et confirmation par Ferdinand II I du 6 mai 1218, González, *Fernando III*, t. 2, n° 29, p. 37-39.

au point que s'il n'avait pas été construit par le pouvoir central, il l'était par les communautés rurales environnantes, c'est la capacité du château à contrôler l'espace rural qui frappe après la conquête chrétienne.

1.4.c. Les nouveaux villages

La rupture constituée par la colonisation chrétienne en ce qui concerne le niveau inférieur des noyaux de peuplement est à la mesure de celle qui affecte la structure castrale. Les donations de châteaux concernent aussi les territoires qui en dépendent (*cum omnibus terminis suis* disent les chartes). Les villages apparaissent dans les textes chrétiens sous la forme de l'*aldea*. À la différence des régions valenciennes ou portugaises, le terme d'*alquería* dérivé du terme arabe *al-qarya*, n'apparaît pas dans la documentation aux XII^e et XIII^e siècles, et le terme *al-qarya*, présent dans la documentation tolédane en langue arabe, est traduit par *aldea*. Ces villages (*aldeas*) possèdent des territoires (*termini*), mais ils appartiennent eux-mêmes au territoire d'une *villa*, d'un château ou d'une ville. Le *terminus* au sens strict, c'est-à-dire la partie du territoire soumise à la juridiction du *concejo*, s'articulait ainsi en deux grands secteurs : celui des *vicini* ou *cives*, membres de la communauté municipale, et celui des *aldeani*, habitants des *aldeas*.

En accord avec l'idée que la Manche était vide d'hommes au moment où elle fut conquise par les chrétiens, Julio González estime que la plupart des *aldeas* sont nées avec le « repeuplement. » Il est vrai qu'elles portent en général des noms castillans¹⁹⁶. Par ailleurs, l'*aldea* a, cela est clair dans la donation citée, son propre *terminus*, peut-être marqué par des bornes. Mais l'autonomie des *aldeas* est soumise à l'autorité du municpe dont elles dépendent (J. Gautier Dalché 1982, p. 151). Dans le cadre des seigneuries dépendant de l'ordre militaire de Calatrava, c'est-à-dire en particulier dans tout le Campo de Calatrava, ce sont principalement les commanderies (*encomiendas*) qui articulent le territoire et qui contrôlent un ou plusieurs villages, même si l'on compte aussi quelques *villas* ou *concejos*. Le municpe ou la commanderie, dans le cadre du repeuplement, attribue les terres aux colons, sous la forme de hameaux ou villages (*aldeas*), ou de propriétés (*heredades*)¹⁹⁷. Vers 1243, dans la Manche et le Campo de Montiel où l'opération durait depuis 1212, 55 agglomérations avaient été fondées par les ordres militaires et dotées de *fueros* (chartes de peuplement) typiques de la frontière (Gerbet 1986, p. 423).

À la différence des régions plus septentrionales, il semble ainsi que, dans la Manche, l'apparition des villages soit un processus contrôlé par le roi ou les seigneurs, ecclésiastiques et laïques. Les *villas* et les châteaux seigneuriaux récupèrent en général des sites d'époque musulmane, ce qui est plus difficile à affirmer pour les *aldeas*. Dans tous les cas, la rupture avec l'époque antérieure ne réside pas tant dans l'appropriation ou non des mêmes noyaux de peuplement au lendemain de la conquête que dans l'évolution du rapport entre les structures castrales, d'un côté, l'habitat rural, de l'autre. La fonction de la muraille change. Elle cesse d'être uniquement défensive, pour devenir aussi démarcation entre le noyau constitué par la *villa* (commanderie ou municpe), et les *aldeas* des alentours, pour marquer les chemins d'accès au marché, pour faciliter en conséquence l'établissement d'une fiscalité liée à l'échange de marchandises et pour délimiter des droits (García de Cortazar 1988, p. 37). Il semble qu'au cours

196. *RCN*, t. 1, p. 244 et 247.

197. Rodríguez-Picavea 1994, p. 58.

des XI^e et XII^e siècles un certain nombre de sites aient été abandonnés, comme Vascos, *despoblado* au XIII^e siècle, ou comme la Bienvenida dans la vallée de l'Alcudia, sans que l'on sache si ce fut la règle ou l'exception, une conséquence des combats, ou de la mise en place d'une nouvelle société. Quelle que soit la continuité ou la discontinuité des implantations, ce qui frappe derrière l'apparente réutilisation de structures musulmanes existantes par les conquérants chrétiens, c'est la modification fonctionnelle qui l'accompagne.

Au lendemain de la conquête chrétienne, on peut distinguer schématiquement trois espaces, du point de vue des structures de peuplement : la Transierra, l'aire de Tolède et la Manche proprement dite. Dans la Transierra, les *villas* jouent un rôle majeur dans la structuration du territoire avec leurs *aldeas* ; elles constituent des « communautés de ville et de terre » à la tête desquelles se trouve un municipe (*concejo*) seigneurial ou le plus souvent « de *realengo*. » Mais ces *concejos* sont rares au sud de la Transierra, en particulier en raison de la présence des ordres militaires. Les campagnes tolédanes sont, quant à elles, très étroitement rattachées à la capitale du Tage qui en déterminent les structures du peuplement. La différence est grande, enfin, entre le territoire de Cuenca, par exemple, colonisé en grande partie sur la base d'un habitat dispersé en de nombreuses *aldeas* sur le modèle tolédan et la Manche, où on trouve de grands villages qui pratiquent l'agriculture et l'élevage, en plaine, et qui sont dominés par une forteresse sur une hauteur voisine, comme Consuegra ou Montiel.

II. Économie et société de frontière

La fixation de la frontière entre Tague et Sierra Morena désorganisa les structures du peuplement, mais n'aboutit pas à la disparition de toute activité : les activités traditionnelles durent s'adapter aux nouvelles conditions géopolitiques et militaires. La peur des attaques ennemies, la recherche de la mobilité et l'utilisation d'hommes en armes, à pied ou à cheval, pour protéger les biens, les terres ou les productions furent une réalité quotidienne. Mais la frontière ne se limita pas à ces influences notables : elle contribua à l'émergence d'activités économiques spécifiques qui assurèrent des revenus complémentaires essentiels au maintien d'un peuplement permanent dans cette zone.

II.1. L'adaptation des activités traditionnelles.

II.1.a. Agriculture et élevage

Une agriculture qui a du mal à se développer

La mise en valeur agricole du territoire réclame une certaine stabilité et une paix relative. Or, dans la région entre Sierra Morena et Tague, rares furent les périodes de calme. Les troupes ennemies brûlaient régulièrement les récoltes, coupaient les arbres et, lors du siège des villes, détruisaient toutes les infrastructures et toutes les cultures qui pouvaient en renforcer l'autonomie (canaux, barrages, vergers...). Le choix des espèces cultivées et l'organisation des terroirs dépendaient de facteurs aussi variés que la pédologie, le climat, l'hydrologie, le relief, la proximité de marchés urbains, l'existence d'un savoir-faire et, bien entendu, la conjoncture politique.

Le cas de la vigne est emblématique de cette complexité : son développement fut probablement le plus délicat au XII^e siècle dans les régions frontalières, car il fallait compter plusieurs années avant que les ceps fussent productifs. Aussi les rentes n'étaient-elles prélevées sur les vignes qu'au bout de cinq ou sept ans. C'est donc essentiellement autour des villes qu'elles furent plantées, ou à proximité des places fortes, dans des zones dont le contrôle était assez sûr. Par ailleurs, il est très difficile d'évaluer la part respective des terres attribuées à la culture et de celles destinées aux pâturages. Les chartes de donations ne mentionnent pas en général la destination fonctionnelle des terres concernées. Une première ceinture de vergers et de

jardins maraîchers entourait la ville ¹⁹⁸. Ces espaces profitaient des possibilités d'irrigation fournies par les cours d'eau, dont la force motrice était en outre utilisée grâce à des moulins hydrauliques destinés à la mise en valeur céréalière des terres conquises.

L'apparition de la mention *ad anni vicem* (ou *para año y vez*) dans les chartes évoque par ailleurs l'organisation biennale du travail de la terre, mais il convient de reconnaître que dans la zone entre Sierra Morena et Tage, l'occurrence de cette formule est rare. C'est surtout aux alentours de Tolède et dans la vallée du Júcar, près de Cuenca plus particulièrement, qu'elle apparaît dans plusieurs donations des années 1180, dans un moment de répit, les Almohades traversant une passe difficile avec la mort du calife Yūsuf Abū Ya'qūb sur le front portugais en 1184. C'est surtout dans les zones éloignées de la frontière que l'on trouve ces mentions ¹⁹⁹. Le caractère agricole et céréalière de la vallée du Júcar apparaît aussi à la même époque dans deux actes de 1185 : le sénéchal d'Alphonse VIII, Rodrigo Gutiérrez, donne un barrage sur le Júcar à Pedro Sánchez pour que celui-ci y construise des moulins contre la moitié des bénéfices générés par leur exploitation, c'est-à-dire la moitié des banalités perçues ²⁰⁰.

Dans le cas des terres de l'ordre de Calatrava, une orientation agricole céréalière n'est pas à exclure totalement. Selon Clara Estow, qui a étudié le développement économique de cet ordre cistercien, Alphonse VIII incita les chevaliers de l'Ordre à restreindre les champs cultivés autour de leurs châteaux à 40 jousgs. Dans cette zone, il est très probable que l'on cultivait surtout les céréales. Par ailleurs, l'auteur cite un document d'Alphonse X, qu'elle présente comme une confirmation d'une charte précédente de Ferdinand III, qui contraignait les habitants du Campo de Calatrava à des corvées importantes. La mention de ces corvées intervient assez tardivement, à un moment où la conquête de l'Andalousie a déjà été réalisée et où la frontière s'est éloignée, et avec elle, les revenus du butin, des rançons... Comme dans la Catalogne de P. Bonnassie, les périodes de paix ou de trêves voient augmenter la pression sur la paysannerie, quand la noblesse et les militaires, ne pouvant plus compter sur les revenus de la guerre, se tournent vers ceux de la terre ²⁰¹. L'exploitation de la réserve, grâce à la main d'œuvre constituée par les propriétaires de bœufs résidant sur les terres de l'Ordre, paraît claire dans le *fuero* accordé, en 1198, par Martín Pérez de Sion aux habitants de San Silvestre (situé à proximité de Denia en dehors du Campo de Calatrava). Les corvées devaient être accomplies au moment des semailles, des labours et de la récolte, et le seigneur était tenu de fournir le pain, le vin et la viande pour alimenter les travailleurs ²⁰².

En milieu rural, du côté musulman, on suppose que l'exploitation agricole des territoires était organisée par les communautés habitant les villages (*qurá*) distribués autour des structures castrales (*husūn*). Autour des villes, les terres étaient souvent possédées par des propriétaires citadins qui utilisaient une main d'œuvre servile ou salariée, pour la mise en valeur de

198. Al-Ĥimyārī, *Rawḍ al-Qirṭas*, n° 122, p. 132, trad. p. 160 : « Il y a, à Tolède, une ceinture de jardins sillonnés de canaux, au bord desquels tournent des roues à godets pour l'irrigation. Les vergers y produisent de beaux fruits qui n'ont point leurs pareils. »

199. Comme en 1176 : Alphonse VIII donne à l'ordre de Calatrava quelques propriétés à Almarge, près de Madrid (OOMM, cod. 1341, fol. 55, publ. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 252) ou bien plus tardivement à Magán, en 1206, près de Tolède (OOMM, cod. 1342, fol. 25, publ. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 787, p. 382).

200. OOMS, n° 175, p. 357 et n° 176, p. 357-358.

201. Estow 1982, p. 276-277, citant RCN, t. 1, p. 284, note 100.

202. OOOMM, cod. 1341, fol. 145-146.

terroirs dont la production était commercialisée sur les marchés urbains (Lagardère 1993, p. 289).

Dans le reste de l'Occident chrétien, l'exploitation agricole des territoires conquis se faisait dans un cadre seigneurial. Le seigneur pouvait être un noble auquel le roi avait donné des terres, l'Église comme le chapitre de la cathédrale de Tolède, grand propriétaire terrien entre Sierra Morena et Tage ou les ordres militaires (Calatrava, Hôpital ou Santiago), les *concejos* constituant un type particulier assimilable à une seigneurie collective. Le domaine était directement mis en valeur par le propriétaire, à l'aide d'une main d'œuvre servile et de corvées ; le reste était distribué en tenures à des fermiers ou métayers, qui payaient une redevance, le cens, ou une part de récolte. Une telle organisation est perceptible dans les terres assez densément peuplées, du nord de Tolède ou de la région de Cuenca et dans la vallée du Júcar ; dans la Manche, les châteaux des commanderies d'ordres militaires jouèrent le rôle de pôles articulatoires du territoire. Autour du site castral, résidence du commandeur, une superficie assez importante était consacrée à la réserve (ou domaine) mise en exploitation en faire-valoir direct, le reste était affermé à des exploitants qui versaient une rente ou une part de récolte à l'ordre militaire, ou bien était laissé en *prestimonium* à des personnes chargées de mettre en valeur une terre qui devait passer à l'Ordre au moment de leur mort. Ce n'est que peu à peu, avec le recul de la frontière, que l'agriculture fut pratiquée, que le peuplement devint plus dense et que s'organisèrent, même sommairement, les finages. Les *fueros* ou chartes de peuplement offraient aux colons des conditions très avantageuses, mais ils étaient rares au sud de la Cordillère Centrale. Les villages, très éloignés les uns des autres, étaient entourés d'un petit anneau de cultures et de très vastes terres communautaires, terres de parcours pour l'élevage.

Le *fuego* de Cuenca qui réglementait les relations au sein du *concejo*, mais aussi entre le *concejo* et ses voisins, défendait les droits de propriété des *vecinos* (les citoyens du municipio) mais, fait plus remarquable, il protégeait et valorisait toute plus-value apportée au territoire municipal. Par exemple, l'usurpateur d'un territoire qui y avait exécuté des travaux (plantation de vigne, construction de bâtisse...) devait certes, en cas de jugement, rendre la terre qu'il s'était indûment appropriée, mais le propriétaire, en compensation du travail réalisé, était contraint d'accomplir ailleurs, au profit de l'usurpateur, des améliorations analogues à celles que celui-ci avait apportées à sa terre ²⁰³.

La gestion des troupeaux nécessitait moins la stabilité politique, et permettait une adaptation plus souple aux conditions de vie difficiles des temps de guerre. Fondamentalement mobiles, les troupeaux requéraient peu d'infrastructures. Se développèrent ainsi les *cañadas*, l'équivalent castillan des *cabañeras* aragonaises, et des *carrerats* catalanes, qui reprenaient parfois le tracé d'anciennes voies romaines. Dans le royaume de Castille, le réseau, qui comprenait au départ quatre grandes *cañadas*, se ramifia jusqu'à la seconde moitié du XIII^e siècle, où il atteignit une densité importante et couvrit l'ensemble de la région. Quelques haies, pour protéger les zones cultivées de leur passage, et des pâturages, présents en abondance dans la Manche, complétaient l'aménagement. C'est autour d'Albacete et de Chinchilla ou dans les Campos de Montiel et de Calatrava que l'herbe était la plus riche, ainsi que dans les vallées abritées de la Sierra Morena, près d'Alcaraz. L'herbe y poussait non seulement au printemps, mais aussi pendant la saison des pluies. Ces conditions permettaient un double mouvement de transhumance : en été, vers les cordillères fraîches et humides et, en hiver, vers les plateaux tempérés et arrosés de la *meseta* méridionale.

203. J. Gautier Dalché 1982, p. 156-157 et 164.

L'adaptation de l'élevage à la vie de frontière

Plusieurs indices convergents confirment en effet l'orientation pastorale de la zone ²⁰⁴. Les géographes arabes vantent les mérites pastoraux de cette zone. Dans les régions sèches, l'élevage andalousien était, généralement, destiné au trait. Il semble, par ailleurs, que l'élevage bovin n'ait pas été destiné en Andalus à la production de viande (Lagardère 1993, p. 443). Certaines régions étaient célèbres dans toute la Péninsule pour leurs bêtes. Ainsi, la sierra de Guadarrama fut-elle réputée à l'époque musulmane pour son bétail grassement nourri qui était expédié dans toutes les régions d'al-Andalus ²⁰⁵. La région de Calatrava était connue pour son élevage laitier, lié à ses verts pâturages, mais il est difficile de savoir comment s'y organisait le pacage.

Jusqu'à la fin du XII^e siècle, les dispositions des *fueros breves* évoquaient le bétail principalement dans le cadre des peines méritées par les dommages qu'il provoquait dans les labours ou les vignes ; par la suite, progressivement, les préoccupations à l'égard de l'élevage se firent de plus en plus nombreuses. Dans un premier temps, on assiste à l'établissement d'un *montazgo*, impôt pour l'utilisation des pâturages extensifs, souvent plantés de chênes-verts ou de chênes-liège, limités par un muret, soumis à un défens permanent et appelés *dehesas*, comme dans le *fuego* de Guadalajara (1133). Dans un deuxième temps, cette protection des terres disparaît (*fueros* d'Uclés et de Zorita), le bétail est libéré de cet impôt sur les terres du domaine royal et son passage est autorisé sans taxe ²⁰⁶. Dans un troisième temps, la législation s'affine pour la taxation du bétail ²⁰⁷. L'évêque et le chapitre de la cathédrale de Cuenca reçurent des garanties leur confirmant le droit de lever des impôts sur toutes les brebis et sur tout le bétail en route vers le sud et la terre des Maures pour y être vendus. Les déplacements de troupeaux n'avaient rien d'exceptionnel : dès avant 1212, il semble que la transhumance vers les terres méridionales ait été assez fréquente.

Très vite, dès le XII^e siècle, les municipalités situées au sud de la Cordillère Centrale, profitant des trêves avec les Almohades et de l'étendue de leurs terres non peuplées et non cultivées (les *extremos*), trouvèrent dans l'élevage une vocation que le pouvoir monarchique favorisait. Marie-Claude Gerbet dans un article consacré à la vocation pastorale des ordres militaires

204. C'est l'ouvrage fondamental de Julius Klein qui a orienté la recherche sur l'élevage pendant de longues années. Il y décrit la mise en place des fondements d'une transhumance institutionnalisée au cours du XIII^e siècle, et surtout après la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa (*The Mesta : A Study in Spanish Economic History*, Cambridge, 1964, trad. esp. *La Mesta. Estudio de la historia económica española, 1273-1836*, Madrid, 1981, p. 171).

205. Al-Ḥimyārī, *Rawḍ al-Mi'tār*, n° 122, éd. p. 132, trad. p. 160. Voir aussi Ibn Ġālib, « *Kitāb furḥat al-anfus...* », p. 289, trad. p. 378 : « Ses prés sont excellents et l'herbe y vient en abondance, le bétail s'y porte bien grâce aux pâturages, et son lait y est d'une qualité évidente par rapport à d'autres. » Al-Ḥimyārī, quant à lui, évoque « le lait naturellement aigre qu'on trouve près de Calatrava et qui perd de son acidité lorsqu'on le bat dans une outre » (*Rawḍ al-Mi'tār*, n° 150, éd. p. 123, trad. p. 196). Voir al-Rāzī traduit par E. Lévi-Provençal dans « La "description de l'Espagne" d'Aḥmad al-Rāzī. Essai de reconstitution de l'original arabe et traduction française », AA 18, 1953, p. 51-108, p. 83 à propos de Caracuel : « son territoire est bon pour la culture des céréales et pour l'élevage, avec des montagnes au climat favorable. »

206. *Fuego* de Cuenca, III, loi 8.

207. Les *fueros* de la famille de Coria font apparaître le même processus, dont elles constituent même un jalon (Pastor *et alii* 1968, p. 218).

distingue trois types d'élevage. Elle évoque d'abord l'élevage local (*estante*), très mal connu, mais partout présent, car indispensable à la culture des terres (bœufs et mules de labour), au trait et au bât (mules et ânes). Alors qu'un pâturage spécial était de plus en plus souvent réservé aux bœufs, un autre aux chevaux, peu nombreux mais nécessaires à la guerre, les autres bêtes pâturaient les chaumes et les *extremos*. Parfois ce bétail pouvait être amené à une courte transhumance. On parle alors d'élevage *de travesío*. Enfin, la grande transhumance, connue dès l'époque wisigothique, se développa dès le XI^e siècle en Castille au rythme de la conquête chrétienne : la transhumance « normale », estivale, vers les montagnes du Système Central, et la transhumance « inverse », hivernale, vers la vallée du Guadiana (Gerbet 1986, p. 427). Au XII^e siècle, la conquête chrétienne des pâturages de la Manche entraîna ainsi l'essor de cette dernière, surtout pendant les périodes de trêve.

Il est difficile de connaître la taille des troupeaux transhumants. Les éleveurs individuels, propriétaires de troupeaux réduits (moins de 1 000 têtes), étaient contraints de se grouper pour se livrer à la grande transhumance, pour pouvoir affermer collectivement une *dehesa* et payer les *portazgos*. Leurs troupeaux étaient gardés par des bergers engagés spécialement, dans des pâturages d'accueil loués pour la saison. Ce regroupement était la plupart du temps organisé dans le cadre des municipes (*concejos*). Le *fuero* de Cuenca de 1189-1190 précise qu'en décembre, chaque année, le bétail *conquense* devait être placé sous la garde d'une *sculca* (ou *esculca*), parfois appelée *rafala*, compagnie d'hommes montés et armés, les *esculqueros* ou *rafaleros*, financés par les propriétaires pour aller dans les plaines de La Manche jusqu'à Iniesta, Villora, Tabarrosas : ces hommes étaient choisis parmi les *milites* ou les *caballeros villanos* du municipe, propriétaires d'au moins 100 brebis et d'un cheval valant au moins 20 *aurei*, c'est-à-dire de citoyens tenus de servir à cheval en raison de leur richesse. Il devait aussi y avoir un *miles* pour deux *armenta* (troupeaux de vaches) et un *miles* également pour trois *greges* (troupeaux d'ovins)²⁰⁸. Après trois ou quatre mois de pâturage d'hiver, à la mi-mars, les troupeaux devaient être ramenés. À la Saint Jean, les troupeaux partaient vers le nord pour les pâtures d'été, et, au mois de novembre, ils revenaient à Cuenca. Ils ne s'éloignaient alors pas trop de la ville et des *aldeas*, et paissaient dans les parties du *saltus* qui en étaient proches ou sur les chaumes. À proximité de la ville, les éleveurs ne craignant pas trop l'arrivée de troupes musulmanes, la *sculca* était démantelée. Régulièrement, une ou deux fois par an, les éleveurs se retrouvaient pour rendre les bêtes égarées à leur propriétaire, pour régler les problèmes de location des bergers et des gardes. Cette rencontre institutionnelle prit le nom d'*otero* ou *mesta*²⁰⁹. Du côté musulman, les sources ne mentionnent pas de transhumance organisée, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'elle n'existait pas, mais elle n'eut vraisemblablement pas le succès qu'elle connut au Nord. En revanche on dispose d'un certain nombre de témoignages sur l'organisation communautaire de la garde des troupeaux ou sur l'existence de pâturages partagés entre différentes agglomérations voisines²¹⁰.

Longtemps les historiens ont interprété le développement de la transhumance comme le signe d'un essor de l'élevage ovin. Or Marie-Claude Gerbet évoque l'orientation pastorale

208. *Fuero de Cuenca*, chap. XXXIX, p. 762 et suiv. ; Pastor *et alii* 1968, p. 382.

209. Bishko 1980, p. 47-69.

210. Ainsi dans ce passage du *Mi'yār* d'al-Wanšarīsī : *ahl qarya (t) yasrahūn mawāšī-him bi-l-dawla(t) wa l-tanāwub*, « les habitants d'un village mènent paître leurs troupeaux à tour de rôle. » Il s'agit d'une consultation que V. Lagardère n'a pu dater (*Mi'yār*, Rabat, t. 8, p. 330 et p. 179, Lagardère, *Histoire et société...*, n° 376, p. 375).

spécifique des différents ordres militaires. Selon les évaluations de cet auteur, les chiffres indiquent que, jusqu'au XIV^e siècle, les Calatravans restèrent très centrés sur l'élevage bovin (comme les Santiaguistes), et moitié moins sur l'élevage ovin. Par ailleurs, Luis Rafael Villegas Díaz, soutient que l'apparition tardive des *dehesas* prouve que l'Ordre privilégia plutôt dans un premier temps les activités cynégétiques ou apicoles (Villegas 2000). Seuls les ordres du Temple et de l'Hôpital auraient orienté leur production vers l'élevage (Gerbet 1986, p. 444). Un accord passé entre Calatrava et Santiago en 1232 établit une communauté de pâturages dans les zones limitrophes entre les deux Ordres, à l'exclusion des défens, destinés aux chevaux ou aux bovins. Cette clause confirme que ces deux Ordres entendaient privilégier d'une part l'activité militaire (les chevaux), d'autre part le processus de colonisation (élevage bovin)²¹¹. Un autre document de 1238 semble confirmer ces hypothèses : il dresse l'inventaire des biens meubles, du cheptel, des grains, des outils et des revenus de l'hôpital des captifs de Talavera²¹². Cette liste permet trois constatations intéressantes : le nombre de bovins possédés par cette institution, qui fonctionnait comme centre d'une exploitation agricole importante, est sensiblement supérieur à celui de ses ovins (206 bovins contre 137 ovins auxquels on peut cependant ajouter 37 caprins) ; ensuite, l'élevage porcin (local ou *estante*) est considérable puisque l'hôpital possède 324 porcs. Quatre chevaux étaient destinés au trait.

Il est vrai que l'enjeu économique de l'élevage transhumant était considérable au XII^e siècle. Non seulement c'était une activité parfaitement adaptée aux régions, au climat et aux modes de vie frontaliers, mais en plus il générait des revenus très importants, que les rares *concejos* royaux de la région et surtout les ordres militaires accaparèrent progressivement. Le bétail transhumant, en raison de l'organisation seigneuriale des territoires et du nombre des seigneurs, était à l'origine obligé d'acquitter d'innombrables taxes pour le passage des ponts, des cours d'eau (*portazgo*, *pontaje*, *barcaje*...) et pour la dépaissance dans les communaux, dans les monts (d'où le nom de *montazgo*), et dans les herbages (*herbazgo*)²¹³. La transhumance des troupeaux se heurtait au cloisonnement du territoire et à l'existence des nombreux péages marquant l'entrée dans une juridiction différente. Tout déplacement de marchandises se payait soit au roi, dans un territoire dont il garantissait théoriquement la paix et la sécurité, soit au seigneur auquel le roi avait délégué ses prérogatives. Il s'agissait d'un impôt prélevé sur les ponts, aux portes des villes, ou aux limites de seigneuries indépendantes. Au XII^e siècle, les moutons transhumants appartenant aux musulmans et se rendant à Tolède, Cuenca et Huete étaient grevés d'une taxe d'un maravedí pour 50 têtes à l'aller et de deux *dineros* par tête au retour (Gerbet 1986, p. 437). Très souvent les municipalités voisines passaient des accords ou constituaient des communautés de pâturage, pour éviter de payer des taxes qui, sans ces accords, auraient été prohibitives.

Quelques commanderies des ordres militaires reçurent l'autorisation royale de centraliser les rentes dans toute une région. Rapidement au XII^e siècle, le roi exempta un certain nombre de ses sujets du paiement des *portazgos*. Alphonse VII fut le premier à accorder des

211. BOMC, p. 64-66 ; Rodríguez-Picavea 1994, p. 176-182 et Villegas 2000, p. 648, note 28.

212. OOMM, carp. 247, n° 8.

213. M^a V^a Gómez Mampaso, « Notas sobre el Servicio y Montazgo. Origen histórica a lo largo de la Edad Media », *Historia de la hacienda española. Homenaje al Profesor García de Valdeavellano*, Madrid, 1982, p. 301-317.

exemptions de ce type, en 1137, par exemple, aux chrétiens de Tolède ²¹⁴, et en 1139 au *concejo* d'Ocaña ²¹⁵.

Les protagonistes majeurs de l'élevage entre Sierra Morena et Tage : les ordres militaires

La vocation pastorale de la *meseta* méridionale est incontestable au moment de la naissance et de l'essor des ordres militaires hispaniques. En effet les ordres militaires s'arrangeaient pour ne pas avoir à verser les différentes taxes. D'abord, grâce à l'étendue de leurs territoires, ils pouvaient déplacer les troupeaux sans sortir de leur juridiction. L'accumulation des terres présentait ainsi pour ces institutions un intérêt évident et multiple : exploitation directe de terres nouvelles, extension des zones de pâturages pour les troupeaux de l'Ordre et éloignement des barrières douanières et rentes prélevées dans le cas d'un faire-valoir indirect, peu diffusé dans les terres des ordres militaires. Ensuite, ils profitaient des exemptions de *portazgos* que le roi ou les seigneurs leur concédaient et parvenaient ainsi à diminuer les coûts de la transhumance ²¹⁶. Il faut cependant distinguer ces exemptions de tonlieu, qui sont le cas le plus fréquent, mais qui ne représentent pas un transfert des droits publics, de la concession du droit de percevoir le tonlieu.

C'est en effet dans un second temps seulement qu'eut lieu le processus d'accumulation des *portazgos* par les ordres militaires et de concentration des rentes qui étaient liées aux troupeaux et à leurs déplacements. L'exemple de l'ordre de Santiago est particulièrement éloquent. Les maîtres n'eurent de cesse de constituer des commanderies non loin des *cañadas* principales, en particulier à proximité de celle qui traversait l'Estrémadure et de celle qui allait de Uclés et Cuenca à Montiel et Segura. L'Ordre s'attacha tout particulièrement à contrôler les péages de la zone méridionale des hauteurs de Cuenca. Il détenait de nombreuses *dehesas*, des communaux, à l'est et au sud-est de Cuenca, surtout dans la *tierra de Alarcón* et essayait le plus possible de ne traverser que les terres de l'Ordre pour la transhumance, afin d'éviter tout péage. Santiago, comme les autres ordres militaires, disposait de deux sortes de revenus, dérivés de leurs activités pastorales : ceux de la seigneurie foncière, en faire-valoir direct ou indirect, et ceux de la seigneurie « juridictionnelle » : *portazgos* et dîmes sur le bétail, le fromage et la laine, généralement affermés ²¹⁷. La commanderie constituait le centre collecteur de toutes ces rentes. Le commandeur, à la fois seigneur foncier et seigneur « banal » ou « juridictionnel », était évidemment intéressé par la perception des taxes sur le territoire qu'il détenait, et sur la transhumance.

214. Archivo municipal de Tolède, Caj. 1°, Leg. I, RAH, Collection Salazar y Castro, 9/1.103 (O-22) : fol. 163-4, *PRDV*, t. 1, n° 4.

215. Cette exemption ne s'applique évidemment qu'au *realengo* et ne concerne pas les terres seigneuriales (OOMS, n° 26, p. 195-197).

216. Le 24 mars 1173, Alphonse VIII concède à l'ordre de Calatrava le *portazgo* des troupeaux allant en terres des « Maures », sauf ceux allant vers les terres de Segura qui le paieraient à Consuegra (OOMM, cod. 1341, fol. 32, publ. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 176, p. 297 et Guerrero Ventas, *El gran priorato...*, n° 6, p. 334).

217. Entre 1170 et 1195, Santiago parvint à contrôler les péages de la zone méridionale de la *serranía* de Cuenca, de Alharilla et Ocaña. Le 18 octobre 1194, Alphonse VIII donne à l'ordre de Santiago l'*alcazar* d'Alarcón avec la moitié de son *portazgo*, la moitié du *portazgo* d'Alcónchel et l'*aldea* de las Gascas (OOMS, n° 298, p. 468-469). Le 25 juin 1195, il exempte les frères de Santiago de tout *portazgo* dans son royaume (OOMS, n° 315, p. 484-485).

L'ordre du Temple bénéficia aussi des faveurs du roi. Ferdinand III, après avoir octroyé en 1236 aux Templiers la commanderie d'Alcónchel, leur accorda, en 1237, le droit de prélever un péage sur le bétail transhumant ainsi qu'un *montazgo*, à percevoir à Capilla pour les troupeaux de Castille, à Burguillos et Alcónchel pour ceux de León. Très significativement, les Templiers étaient autorisés à prélever un cheval pour 5 000 moutons transhumants ou pour 500 vaches. Cela montre bien l'intérêt pour les chevaux dont l'Ordre avait grand besoin pour la guerre (Gerbet 1986, p. 427). Traditionnellement, cet impôt consistait dans le prélèvement proportionnel d'unités des troupeaux. Or, dans l'acte de 1237, l'Ordre recevait le droit d'exiger un impôt qui renforçât ses capacités militaires. Les nécessités de la vie de frontière introduisirent ainsi des pratiques et des prélèvements particuliers.

L'orientation pastorale de la Manche : une initiative royale ?

Les ordres militaires se firent ainsi éleveurs et tirèrent des revenus de la laine²¹⁸. Ils profitèrent de la manne que leur procuraient les impôts prélevés sur leurs pâturages, comme les *montazgos* ou les *herbazgos*. À ces revenus s'ajoutaient les *portazgos* des troupeaux passant par leurs terres²¹⁹. L'essentiel des privilèges fut accordé aux ordres militaires entre 1169 et 1195. Il s'agit de l'époque du premier développement des ordres militaires hispaniques, au cours de laquelle les donations royales furent l'élément le plus important pour la constitution du patrimoine des Ordres (Rodríguez-Picavea 1994, p. 36-38). À l'exception de l'acte de 1195 en faveur de l'ordre de Santiago²²⁰, aucune liberté de pâturage ne fut accordée aux Ordres, probablement parce que l'abondance d'herbages dans les grandes étendues qu'ils possédaient rendait ce privilège inutile. En revanche les ordres militaires obtinrent le contrôle de la transhumance et du commerce avec al-Andalus.

Il semble bien, très ponctuellement, que le bétail chrétien ait pu paître sur les terres des musulmans, comme en témoigne le document almohade de Poblet rédigé sur ordre du calife Yūsuf al-Mustanşir en 614/1217 : il y accordait une protection aux troupeaux du monastère en leur garantissant l'accès aux abreuvoirs et aux pâturages, en temps de paix comme en temps de guerre. Le pacage du bétail musulman en terre chrétienne dut probablement exister, même si nous n'en avons aucune preuve, et selon toute vraisemblance en période de trêve exclusive²²¹. Mais cela restait, sans aucun doute, un phénomène marginal en un siècle où les relations entre chrétienté et Islam furent très souvent belliqueuses. Les liens entre l'élevage et la vie de frontière n'en restèrent pas moins très forts. Les *esculqueros* — c'est-à-dire les *caballeros villanos* chargés de la surveillance des troupeaux transhumants — pratiquaient aussi la *razzia* et ne se privaient pas de s'emparer du bétail ennemi qu'ils pouvaient rencontrer lors de leurs

218. Clara Estow rappelle que la Castille devint un des plus grands fournisseurs de laine des tisseurs flamands (Estow 1982, p. 286).

219. On dispose d'une relation du *portazgo* d'Alharilla, par lequel sont contraints de passer les hommes de Valladolid, de Medina del Campo, d'Arevalo de Ségovie, d'Ávila, de Buitrago et de Guadalaajara (OOMS, n° 58, p. 232-234).

220. OOMS, n° 315, p. 484-485.

221. R. Dagorn, « Le document almohade de Poblet » *Cahiers de Tunisie*, 26/91-92 1975, p. 69-90.

déplacements²²². Les nombreux troupeaux, ovins ou bovins, évoqués par les chroniques musulmanes apparaissent justement dans le contexte de la guerre de frontière, comme objets de convoitise, soutien logistique en cas de siège ou butin²²³.

L'essor de l'élevage, par la spécialisation qui en découlait, permettait une intégration de la région à l'économie du royaume. C'est au sein de chaque institution frontalière que la complémentarité s'imposait : la création de seigneuries d'ordres militaires organisées pour la lutte contre l'Islam, mais aussi étroitement liées aux régions septentrionales, ne pouvait que contribuer à créer une synergie entre l'expansion territoriale frontalière d'un côté et l'économie du royaume de l'autre.

La spécialisation pastorale de la frontière, le besoin corrélatif d'un approvisionnement extérieur et la création d'une dépendance agricole céréalière impliquaient une gestion concertée des territoires frontaliers. La mise en place, souvent à l'initiative monarchique, d'institutions auxquelles on donnait les moyens de se développer et de se reproduire, à cheval sur les régions frontalières et sur les terres de l'intérieur, renforça le processus de spécialisation, en multipliant les niveaux d'initiative, car, au sein même de ces institutions, la nécessité d'une spécialisation s'imposait pour des raisons de survie. La monarchie se déchargea ainsi de l'organisation territoriale de la production agricole et pastorale, et de la prise en charge de l'approvisionnement des régions en déficit, sur des institutions intermédiaires entre royaume et petite seigneurie. On vit progressivement se mettre en place l'embryon d'une économie « ouverte » au sein de vastes entités territoriales à cheval sur des zones de production différente, par suppression des obstacles à la circulation des marchandises (exemption ou suppression des *portazgos*), et par l'intéressement des institutions frontalières au commerce avec al-Andalus (contrôle des *portazgos* avec l'Islam). En effet les ressources fournies dans ces régions par les rentes seigneuriales et ecclésiastiques étaient insuffisantes pour subvenir au financement de la guerre de frontière, à l'entretien des forteresses, à l'armement des chevaliers... la spécialisation pastorale imposant l'importation de céréales.

Du côté musulman, il ne semble pas qu'il y ait eu de spécialisation régionale organisée, entre frontière et terres de « l'intérieur ». Cela est peut-être dû au caractère segmentaire de la société rurale *andalusi* qui conduisait à la satisfaction des besoins par une production locale. Avec le développement des combats dans la zone frontière, la production musulmane fut désorganisée, l'aide ne pouvait venir que du pouvoir central qui avait souvent d'autres préoccupations que l'entretien des zones de frontière ibériques. L'approvisionnement en céréales d'al-Andalus se faisait par l'importation de blés africains²²⁴. Or, justement, la stabilité des dynasties berbères almoravide et almohade dépendait en grande part du contrôle et de la soumission des régions céréalières. En période de troubles au Maghreb, al-Andalus pâtissait de la diminution des importations alimentaires. Le seul acteur majeur qui pouvait favoriser la spécialisation et organiser un approvisionnement régulier des zones frontalières d'al-Andalus demeurait le

222. Marie-Claude Gerbet rappelle que le terme de *ganado*, qui désigne le bétail, signifie aussi « gagné », (Gerbet 1986, p. 425).

223. C'est le cas d'un passage du *Mann bi l-imāma* où Ibn Šāḥib al-Šalā évoque le siège de Murcie par les Almohades en 1165, et les razzias lancées sur les régions environnantes. Ces troupes récupèrent aux alentours de Galera, Caracava, Baza et dans les montagnes de Segura de nombreux troupeaux de vaches et des dizaines de milliers de têtes de bétail (*Mann* p. 203 ; trad. p. 81).

224. Lagardère, « Le commerce des céréales entre al-Andalus et le Maghrib aux XI^e et XII^e siècles » in Ḥammān (éd.) 1995.

pouvoir central, c'est-à-dire les dynasties dirigeantes. Quand elles disposaient des moyens nécessaires, elles pouvaient soutenir les régions frontalières et assurer la redistribution territoriale des ressources, en particulier alimentaires. Dès qu'il y avait un signe de faiblesse, en particulier lors des crises de succession au trône, les autorités locales, andalusiennes ou africaines, se préoccupaient de conserver leur position, voire de s'emparer du pouvoir, bien plus que de maintenir la cohésion territoriale. Or la dépendance des régions frontalières d'al-Andalus à l'égard des régions centrales dans l'équilibre des ressources apparaît nettement dans l'approvisionnement de Badajoz ou de Beja par des convois envoyés de Séville ²²⁵.

La frontière ne constituait cependant pas le finistère « sous perfusion » de deux hinterlands se faisant face. La frontière, située entre deux formations socio-économiques différentes qui s'opposaient politiquement et militairement la plupart du temps, se caractérise aussi par des rapports pacifiques et des échanges commerciaux. La région frontalière était alors lieu du contact, du passage, de la traversée.

II.1.b. Le commerce frontalier : un commerce condamné ?

D'un côté comme de l'autre de la frontière, la position théorique et dogmatique des autorités religieuses en ce qui concerne le commerce avec les « Infidèles » semble susceptible de s'adapter aux circonstances, aux intérêts et aux préoccupations des acteurs de la frontière : chevaliers des ordres militaires ou commerçants. D'une manière générale, il y a une distinction très claire entre temps de paix et temps de guerre, et dans un cas comme dans l'autre, le butin est exclusif du commerce. La complémentarité est totale. Les échanges de biens et de personnes entre al-Andalus et les royaumes chrétiens ne cessent jamais, ce sont les modalités de l'échange qui évoluent en fonction des circonstances politiques et militaires. En ce qui concerne les limitations qualitatives au commerce, elles partent du même principe : il ne faut pas en temps de paix donner à l'ennemi des « armes » ou des atouts qui pourraient lui servir en temps de guerre. Du côté chrétien, les métaux et les armes sont exclus des échanges, du côté musulman les chevaux de race et les destriers ; les rosses destinées au trait ou au labour n'étaient pas concernées.

Du côté musulman, le commerce bénéficie d'un *a priori* très favorable ²²⁶. Dans un article sur la vente de montures à Tolède à l'époque *taifa* et chrétienne, Francisco Vidal Castro cite et traduit un texte extrait d'un recueil juridique : un musulman achète une jument à Tolède et va à Cordoue avec un groupe de chrétiens pour commercer en période de trêve. Un individu reconnaît la jument comme sienne. Il porte plainte auprès d'Ibn al-Ḥağğ qui exige de lui la preuve que cette jument a bien été capturée pendant la trêve ; sans cela, il ne pourra récupérer la jument. F. Vidal insiste sur le fait que le plaignant, quoique musulman, n'avait pas obtenu gain de cause face à des commerçants chrétiens. Cela témoigne d'une part de l'importance accordée au commerce en terre d'islam, d'autre part de la valeur de la garantie accordée aux biens et aux personnes, même chrétiennes, qui y entraient avec des marchandises. L'exigence d'Ibn al-Ḥağğ de prouver que la bête a été volée en temps de paix pour que réparation soit faite, in-

225. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, trad. p. 233.

226. Pedro Chalmetera cite un *ḥadiṯ* où le Prophète affirme que « le marchand sincère et digne de confiance ressuscitera parmi les prophètes, les justes et les martyrs, » et une tradition de Zayd b. 'Alī : « si tu tires profit de ce qui est licite, ton acte est un *ḡihād* et si tu l'utilises pour ta famille, c'est une *ṣadaqa* » (« *El "kitāb fi ādāb al-ḥisba"* (Libro del buen gobierno del zoco) de al-Saqaṭī », AA 32, 1967, p. 125-162, p. 138).

dique par ailleurs clairement *a contrario* la légitimité de la propriété acquise en temps de guerre comme butin ²²⁷.

La frontière : un lieu commercial stratégique

Dans les villes de frontière d'al-Andalus, ce sont les autorités locales qui étaient censées prélever les taxes. Assez révélatrice est l'implantation du marché dans la ville, ou dans les faubourgs. Du côté chrétien, la plupart des marchés de la frontière se trouvaient à proximité des châteaux seigneuriaux (Paracuellos, Consuegra, mais aussi Calatrava, même si ce dernier cas est un peu différent puisqu'il s'agit d'une ancienne ville musulmane, reconverte en centre de commanderie et tête d'Ordre). La documentation musulmane ne nous permet pas de dresser un tableau précis du commerce frontalier. On peut distinguer d'une part, le commerce d'importance exercé par des marchands professionnels qui traversaient les régions frontalières dans le cadre de véritables convois (*recuas*) en direction des grandes villes de l'arrière-pays (Tolède, Cordoue et, dans une moindre mesure, Séville et Jaén), ces commerçants faisant halte dans des relais et acquittant les péages qu'ils devaient dans les châteaux voisins ; d'autre part, un commerce plus local, destiné à approvisionner les agglomérations ou les châteaux frontaliers et à écouler les productions agricoles locales : il se tenait dans des marchés ruraux, ou dans des foires.

Quelques petits marchés, la plupart du temps *extra-muros*, laissèrent leur nom à des quartiers ou à des portes de villes, comme, à Tolède *intra-muros*, la *Bāb al-suwayqa* (« Porte du petit marché ») ou le *hawmat sūq Ṭalabira* (quartier du marché de Talavera) ²²⁸. Mais les chrétiens établirent leurs propres marchés, et organisèrent leurs propres foires, dans lesquelles ils accueillirent les commerçants de toutes origines. Certains textes normatifs prévoyaient l'établissement de trêves au moment de la foire, comme le *fuego* de Cáceres du 23 avril 1229 :

« J'ordonne aussi au conseil de Cáceres et je [lui] concède qu'il organise une foire pendant les quinze derniers jours du mois d'avril et les quinze premiers jours du mois de mai, et que pendant ces deux mois, trêve et sécurité soient garanties à tous ceux qui voudraient venir à cette foire, tant aux chrétiens qu'aux juifs, ou aux sarrasins, aussi bien aux ennemis qu'aux autres, aux serfs qu'aux libres, qu'ils viennent du territoire des Sarrasins ou de celui des chrétiens ²²⁹ ».

La possible participation de personnes d'origine religieuse (*tam christiani quam judei, quam sarraceni*), mais aussi sociale (*tam serui quam liberi*) ou géographique (*tam de terra sarracenorum quam de terra christianorum*) différente, dans un contexte indifférencié de paix ou de guerre (*tam inimici quam alii*) conférait à cette foire un caractère d'exception. Cela ne préjuge en rien du caractère généralisé ou non de ce statut d'exception lié aux caractéristiques frontalières de la région concernée (déplacements dangereux en temps de guerre, traversée problématique de

227. Ibn Rušd, *Fatāwā*, t. 3, p. 1619-1620 cité par F. Vidal Castro, « Venta de caballerías en el Toledo taifa y cristiano (ss. XI-XII) : dos demandas judiciales desde Valencia y Córdoba », *Qurṭuba* 2, 1997, p. 175-214.

228. MT 635, et MT 802 cités par P. Chalmeta, *El señor del zoco en España*, Madrid, 1973, p. 148 ; J.-P. Molénat, « Quartiers et communautés à Tolède (XI^e-XV^e siècles) », *En la España medieval* 12, 1989, p. 181-187.

229. González, *Alphonse IX*, n° 596, p. 690-692.

vastes territoires dépendant d'une autre souveraineté...). Cette foire contribuait au dynamisme commercial de la frontière en vue de concurrencer le tropisme tolédan, mais on ne connaît pas le sort de telles initiatives, et les conquêtes chrétiennes d'Andalousie déplacèrent définitivement la frontière plus au sud.

La redistribution se déployait dans un cadre commercial « interne. » Cette situation s'assimile assez bien à celle des ports, les marins laissant leurs marchandises aux commerçants locaux. À ce titre, Cordoue, Séville, ou Tolède avaient un statut de villes-frontière même si elles déléguaient quelques fonctions (taxes, douane, contrôle, protection) à certains châteaux ou bourgades plus avancés. Il ne semble pas que des convois chrétiens aient traversé al-Andalus pour aller en Afrique du Nord, ou à l'inverse que des musulmans soient allés commercer à Burgos en traversant les royaumes chrétiens. L'organisation de ce commerce était « locale. » La frontière ne paraît y jouer qu'un rôle modeste. Elle est essentiellement un lieu de passage entre des marchés éloignés dépendant d'ensembles monétaires différents.

La monnaie des échanges

La frappe de l'or conserve au XI^e siècle un prestige incontestable. Non seulement la monnaie a une fonction utilitaire pour le commerce, mais elle est aussi l'expression du pouvoir politique. En effet la *sikka(t)*, c'est-à-dire la frappe de la monnaie, était avec la *ḥuṭba(t)*, le sermon du vendredi dans la Grande mosquée, un des deux droits régaliens qui avaient le plus de force symbolique dans les villes musulmanes. Du côté chrétien, la frappe de pièces d'or avait cessé depuis l'époque wisigothique.

Au XI^e siècle, un revirement se produisit pourtant dans la péninsule Ibérique. À partir de l'éclatement politique du califat de Cordoue en principautés plus ou moins indépendantes et rivales, les royaumes chrétiens commencèrent à s'assurer un accès à l'or du monde musulman, par le biais des *parias*, les tributs payés par les princes d'al-Andalus. Cet approvisionnement assez régulier permit à la Catalogne de frapper des monnaies d'or dès 1018. En Castille, l'or étant beaucoup moins répandu, sa circulation se limita aux cercles de la cour et il fut canalisé vers l'Europe occidentale par la route de Santiago²³⁰. La *taifa* de Tolède avait pourtant une frappe indépendante sous la dynastie des Banū Dī l-Nūn et sa monnaie avait une aire d'influence assez étendue²³¹. Il est vrai qu'au cours du XI^e siècle, le titre commençait à baisser, et l'électron tendait à se répandre. C'est, selon José María Lacarra, la raison pour laquelle lorsqu'Alphonse VI répartit, en 1086, 100 000 dinars parmi les habitants appauvris de Tolède, récemment conquise, afin de les aider à semer et cultiver leurs champs (Ménendez Pidal 1969, p. 318), il choisit de distribuer cette somme en *dirhems* à caractères arabes, frappés à Tolède en 1085 et 1086, et non en dinars d'or²³².

Parmi les premières monnaies émises par les Almoravides, on trouve des électrons, pendant une période transitoire (Canto *et alii* 1997, p. 39). Mais très rapidement, ceux-ci furent

230. J. M. Lacarra, « Aspectos económicos de la sumisión de los reinos de Taifas (1010-1102) », *Homenaje a Jaime Vicens Vives*, Barcelone, 1965, p. 255-277 et J. Gautier Dalché, « Monnaie et économie dans l'Espagne du nord et du centre (VIII^e-XIII^e siècles) », *HT* 3, 1962, p. 63-74.

231. On en trouve dans les gisements de Belálcazar, Cihuela, Levante, Aranzueque (A. Canto García, « Hallazgos monetarios en el periodo taifa », *Rubartayr/Reverter, Gaceta numismática* 105-106, Barcelone, 1992, p. 25-42).

232. A. Prieto Vives, *Los Reyes de Taifas, Estudio histórico-numismático de los musulmanes españoles en el siglo V de la hégira (XI de J.C.)*, Madrid, 1926, p. 145.

supplantés par le dinar or qui se répandit en Andalus et aussi, plus lentement, dans les royaumes chrétiens du Nord. Dès son origine, l'empire almoravide contrôla les sources de l'or subsaharien canalisé à travers la ville de Siġilmāsa²³³. Dans presque toutes les grandes villes d'al-Andalus s'établirent des ateliers monétaires, comme à Almería, Valence, Algeciras, Murcie, Grenade, Séville, Cordoue, Badajoz, Denia, Saragosse. Les ateliers d'Almería et de Séville furent les plus productifs (Canto *et alii* 1997, p. 41).

Jean Gautier Dalché a établi les étapes de la progression des monnaies d'or almoravides et almohades dans les royaumes chrétiens ibériques et il attribue cette pénétration aux grandes expéditions d'Alphonse VII en Andalus en 1133, 1138, 1144 et aux incursions menées chaque année par les milices municipales de Transierra et d'Estrémadure. « Sous forme de soldes et de parts de butin, une partie de l'or almoravide gagnait ainsi directement le Nord avec les guerriers qui rentraient chez eux. » Dans la partie de l'ancien royaume de Tolède située entre la Cordillère centrale et le Tage, artisanat et échanges étaient actifs ; la monnaie (*mitcales* ou *mitqāl*, pl. *maṭāqil*, c'est-à-dire des dinars d'or relevant du système musulman) circulait abondamment et était le seul moyen d'évaluation et de paiement (J. Gautier Dalché 1969, p. 61). Dès 1112, on trouve à Tolède des dinars almoravides (MT 8). Pourtant cette diffusion des monnaies musulmanes ne toucha pas immédiatement la totalité des territoires chrétiens. Jusque vers 1130, le royaume de León-Castille est partagé en deux zones monétaires : au nord du Douro, celle du sou d'argent, au sud de la Cordillère Centrale, celle du dinar almoravide ou *morabeti*. Entre ces deux zones, les contacts commerciaux étaient peu nombreux sans être complètement inexistant. On trouvait certes des dinars almoravides dans le Nord, et sans doute des deniers à Tolède, mais ils n'étaient pas monnaie courante²³⁴. À partir des années 1140, avec plus ou moins de décalage selon les régions et plus ou moins d'amplitude, le *morabeti* s'imposa au nord du Douro, sauf en Galice. Il élimina totalement ou partiellement le sou pendant plusieurs dizaines d'années.

Jusqu'à la première monnaie d'or frappée par Alphonse VIII de Castille, la domination des dinars almoravides est presque totale. Les documents des Mozarabes de Tolède publiés par Ángel González Palencia mentionnent, après les *dananir al-ġāriya bi-Ṭulayṭala*, c'est-à-dire vraisemblablement les dinars de l'ancienne *taifa* dū l-nūnide, les dinars almoravides jusqu'aux années 1150. À partir de cette date, des monnaies d'or provenant d'ateliers indépendants, mais reproduisant les modèles almoravides, apparaissent dans les actes : il s'agit des monnaies 'iyāḍides de Murcie, par exemple, et surtout de celles de Baeza (*min ṣarf Bayāsa*)²³⁵, qui sont utilisées à Tolède pendant une vingtaine d'années jusqu'à l'apparition des *mitqāl*-s d'or alphonsois en 1173.

Il convient de rappeler ici que Baeza fut conquise par Alphonse VII en 1147 et reprise par les Almohades en 1157. Or le premier document où apparaît une monnaie de Baeza à Tolède

233. Sur les relations entretenues par les Almoravides avec le royaume de Ghana, voir A. al-Šukrī, *Mamlaka(t) Ġāna wa 'ilāqāti-hā bi-l-ḥarakat al-murābiṭiyya. Le royaume de Ghana et le mouvement almoravide*, Rabat, Publ. de l'Institut des Études africaines, Université Moḥammad V (Série : Études, 3), 1997.

234. L'*Historia Compostellana* rapporte qu'en 1119, Diego Gelmírez, l'archevêque de Compostelle, confia à un de ses familiers qui partait pour Rome 100 *morabetini*, 260 sous de Poitiers, 60 sous de Milan, 20 sous de Toulouse (ES, t. 20, p. 274).

235. MT 40, 42, 44, p. 27-28, 29, 30...

date d'octobre 1152, alors que la ville était sous domination chrétienne²³⁶. On peut se demander s'il ne s'agit pas tout simplement de la prise de contrôle d'un atelier de frappe local. Rajae Ben Hsain Mesmoudi mentionne une frappe almoravide à Baeza pour l'année 497/1103-1104 au nom de Yūsuf b. Tašfin. Cet atelier ne semble pas avoir eu de postérité au moins jusqu'à la frappe du milieu du XII^e siècle²³⁷. Cette monnaie, frappée à Baeza, à partir de 1152 au moins, est une monnaie totalement almoravide dans sa forme à l'exception du fait qu'elle est anonyme et ne mentionne pas de nom de souverain.

Dans le même temps, dans les chartes chrétiennes, on observe une modification du protocole final : le 6 juin 1150, une charte de donation royale est dite « Faite à Tolède, 3^e année après la prise de Baeza et d'Almería, ère 1188, et 8 des Ides d'avril, Alphonse régnant, empereur à Tolède, en León, en Galice, et en Castille, à Baeza et à Almería²³⁸ ». En revanche, le 18 novembre 1153, une charte mentionne « le comte Manrique tenant Baeza²³⁹ ». On ne peut que rattacher cette nouvelle monnaie de Baeza à la nomination du comte Manrique comme seigneur de Baeza. Il faut admettre aussi que le roi lui a abandonné le droit régalien de battre monnaie. Il est en outre tout à fait probable que Manrique ait fait appel à des *sakkākūn* capturés à Almería, où l'on sait qu'un atelier était en activité à la fin de l'époque almoravide.

Ces monnaies de Baeza continuent d'être utilisées jusqu'en 1172. À partir de 1173, Alphonse VIII fait frapper sa propre monnaie d'or à partir du patron almoravide. La monnaie de Baeza joue un rôle de transition entre l'utilisation des *morabetinos* almoravides et des *morabetinos alfonsis*. La disparition de la frappe de Baeza est apparemment étroitement liée à la mort d'Ibn Mardaniš en 1171 et à la soumission de ses fils aux Almohades. On comprend difficilement cependant qu'Alphonse VII ait laissé quelques années une frappe indépendante à Baeza alors qu'il contrôlait parfaitement la cité comme en témoigne les donations qu'il fait à un certain 'Abd al-'Aziz de Baeza en 1155²⁴⁰. Par ailleurs les monnaies de Baeza ne semblent avoir été utilisées que dans les territoires chrétiens sans pour autant avoir été frappées par des chrétiens : elles portaient en effet des légendes indubitablement musulmanes : « il n'y a de dieu que Dieu, Muḥammad est son envoyé... »

Quant aux légendes des monnaies frappées par Alphonse VIII, elles étaient rédigées en arabe et reproduisaient le modèle musulman : « Imām de la religion chrétienne, pape de la grande Rome » (*imām al-bī'a/al-masīḥīya Bāba /Rūma al-'uḡmā*), puis « Prince des catholiques, Alphonse, fils de Sanche, que Dieu l'aide et l'assiste » (*amīr al-qatuliqīn/ Alfuns b. Saṅṅuh/ ayyada-hu Allāh/ wa naṣṣara-hu*) ou « Au nom du Père, du Fils et de l'Esprit saint, le Dieu unique. Qui croit et est baptisé sera sauvé » (*bi-sm al-ab wa l-ibn wa l-rūḥ al-qadūs Allāh al-wāḥid man amana wa ta'ammada yakun sālīm^{am}*), « Ce dinar fut frappé dans la ville de Tolède Ère 1219 », c'est-à-dire 1181 (*duriba haḏā al-dinar bi-madīna(t) Ṭulaytala sana(t) 1219 al-ṣafar*)²⁴¹.

236. MT 42, 1152.

237. R. Ben Hsain Mesmoudi, *Approche quantitative de l'or monnayé en Occident musulman (450/1058-1059 à 830/1426-1427)*, thèse de Doctorat non publiée sous la direction de J. Devisse, Paris I, 1994, p. 99.

238. OOMS, n° 14, p. 184-185.

239. OOMM, n° 19, p. 190.

240. RAH, Collection Salazar y Castro, I-38, 9/612, fol. 288-288v.

241. Medina Gómez, *Monedas hispano-musulmanas...*, p. 385.

À partir de cette date, le *morabetin*, ou *aureus*, devint la monnaie officielle du royaume, moyen de paiement, mais aussi monnaie de compte. Ainsi la Castille décidait-elle enfin de frapper l'or, mais en reprenant le système monétaire musulman, et sans renoncer à la frappe de deniers *burgaleses*, avec un rapport d'un 1/7^e entre l'or et l'argent. Cette monnaie castillane est une exception dans la péninsule Ibérique, puisque lorsque le León et le Portugal se mirent à frapper une monnaie d'or, quelques années plus tard, ils adoptèrent un patron de pur style roman (J. Gautier Dalché 1969, p. 64).

On peut rattacher cette fidélité castillane aux monnaies almoravides au rôle joué par celles-ci dans le royaume, à l'importance de la population linguistiquement arabisée qui y vivait, à l'alliance avec le *Rey Lobo*, à la disparition de l'empire almoravide et du danger qu'il incarnait et, peut-être, à une volonté de rupture par rapport au nouveau pouvoir d'al-Andalus. En effet, au moment où la Castille adoptait les types almoravides pour la frappe d'une monnaie chrétienne, le nouveau pouvoir almohade procédait à une réforme monétaire d'assez grande ampleur (Prieto Vives 1915). Tout d'abord il choisit, par zèle religieux et pour se différencier de ses prédécesseurs sahariens, le *miṭqāl* sacré de la Mecque de 4,66 g. au lieu de celui de 4,25 g. utilisé auparavant²⁴². À la différence des Almoravides, les Almohades ne frappèrent pas seulement des fractions de 2,1 g., comme l'étaient les dinars ou les maravédís chrétiens, mais aussi des parts entières de 4,66 g. qui furent appelés *doblas* par les chrétiens ou *mazmudinas*, en référence à la tribu des Maṣmūda. Rapidement les *doblas* ou *mazmudinas* circulèrent dans la majeure partie de la Péninsule, mais c'est tardivement que Ferdinand III de Castille adopta les modèles almohades pour la frappe de l'or²⁴³. Il faut dire que la Castille avait alors son propre système monétaire fondé sur l'or et l'argent. La monnaie d'argent carrée fut une autre innovation almohade. Les chefs politiques et religieux du mouvement unitarien diffusèrent l'idée que l'adoption de ce dirhem carré avait été prophétisée par les astrologues²⁴⁴. On y trouve peu d'allusions dans les documents chrétiens, l'or restant la principale référence et la monnaie de compte, sans que cela préjuge de la circulation respective des différentes monnaies²⁴⁵.

Il est en effet très difficile de dire quelle monnaie était réellement utilisée dans la zone frontière, malgré le nombre de chartes d'achat-vente conservées. Ainsi le 17 février 1173, le lieu-dit de Padilla fut vendu à l'ordre de Calatrava par Urraca Gómez *cum suo foro* au prix de 250 *morabetinos* sans spécification supplémentaire (de Baeza ou alphonsin)²⁴⁶. En revanche, en 1186, Pedro García, commandeur de Cuenca fit divers achats pour 18 *morabedis alfonsis*²⁴⁷. Cela pourrait traduire une évolution, pourtant on trouve encore des maravédís non définis en juillet 1192, dans la charte de vente d'un moulin en faveur du commandeur de Denia

242. Un document de 1111 (MT 7, p. 5-6) signale l'équivalence d'un *miṭqāl šarqiya māmūniya* pour deux dinars tolédans et 1/6^e (*dīnārayn wa suds*). Le dinar almohade retrouve le poids de ce *miṭqāl* oriental *māmūnī* (J. Pellicer y Bru, « El Metecal i el Quiralt, units ponderals arabs », *Gaceta Numismática de la Asociación Numismática Española* 55, 1979, p. 17).

243. A. Balaguer, « The influence of the moslem coinages upon the monetary systems of the medieval iberian kingdoms », in M. Gómez Márquez (éd.), *Problems of medieval coinage in the iberian area*, Santarem, 1984, p. 307-334, p. 329.

244. A. Bel, « Contribution à l'étude des dirhems de l'époque almohade », *Hespéris* 16/1-2, 1933, p. 1-68, p. 9.

245. Dans un acte de 1243, on trouve la mention de l'équivalence entre le maravédi (*dobla*) et le sou d'argent : 1 pour 15 (OOMM, cod. 1343, fol. 9).

246. OOMM, carp. 455, n° 10 et n° 11.

247. DLE n° 307, p. 416-417.

²⁴⁸. L'expression *morabetinos alfonsis bonos et de peso*, ou *de buen peso*, se multiplie cependant dans les actes, mais elle n'est pas systématique. Plusieurs interprétations peuvent être faites : la mention *alfonsi* révèle probablement une première étape où dinar almoravide et dinar alphoncin se trouvaient en concurrence ; tant que les deux monnaies continuent d'être utilisées, la mention apparaît. La disparition de la mention pourrait traduire l'hégémonie de la nouvelle monnaie ou, au contraire, sa disparition, mais on trouve la mention *alfonsi* pendant une grande partie du XIII^e siècle. L'oubli de la mention *alfonsi*, dans la période de concurrence, révélerait dans l'utilisation de pièces de même valeur une indifférence qui est peu probable. Dans tous les cas, cette mention atteste l'activité d'ateliers de frappe castillans. Du côté musulman, seuls sont évoqués des dinars frappés en Andalus.

Un double système se mit ainsi progressivement en place, sur un modèle venu d'al-Andalus, lequel reprenait parfois des canons d'origine orientale. Les monnaies d'or castillanes portent des légendes rédigées en arabe, mais elles n'apparaissent pas dans les sources musulmanes ; de leur côté, les dinars musulmans en tant que tels disparaissent de la documentation chrétienne à la fin du XII^e siècle. Après une période de transition incarnée par la monnaie « frontalière » de Baeza, deux circuits monétaires parallèles semblent ainsi s'être mis en place, isolés par la frontière. Quoique parallèles, ces circuits étaient étroitement liés, les flux d'or à destination des royaumes chrétiens du Nord étant prépondérants. Les modalités de l'interface entre les deux systèmes sont mal connues, mais la concentration des rentes et péages dans les châteaux de la frontière, le contrôle des foires et des marchés et la canalisation des voies commerciales définissent les cadres géographiques de cette interface : axes, nœuds et spécialisation fonctionnelle.

Les voies de communication, nœuds et réseaux

Notre connaissance des voies de communications dans la Manche à l'époque médiévale ne peut se fonder exclusivement sur les vestiges des anciennes voies. Certaines, il est vrai, étaient empierrées et on en conserve des tronçons ; elles existaient pour l'essentiel depuis l'époque romaine, et avaient parfois été entretenues à l'époque wisigothique. Les restes sont peu nombreux : l'usure du temps, mais surtout la réutilisation plus récente des chemins sont venues à bout de la majorité d'entre eux. Les sources écrites fournissent aussi des indications précieuses, en général sous forme d'itinéraires ; mais ceux-ci manquent souvent de précision, et ne nous permettent que d'accéder à une réalité essentiellement urbaine, tournée vers les lieux du pouvoir et les grands centres commerciaux. Il est inutile d'y chercher une description des voies secondaires, les éléments d'organisation d'un réseau ou un tableau des flux à l'époque ; seuls apparaissent les axes majeurs, qui dessinent une trame à larges mailles entre les grandes villes d'al-Andalus.

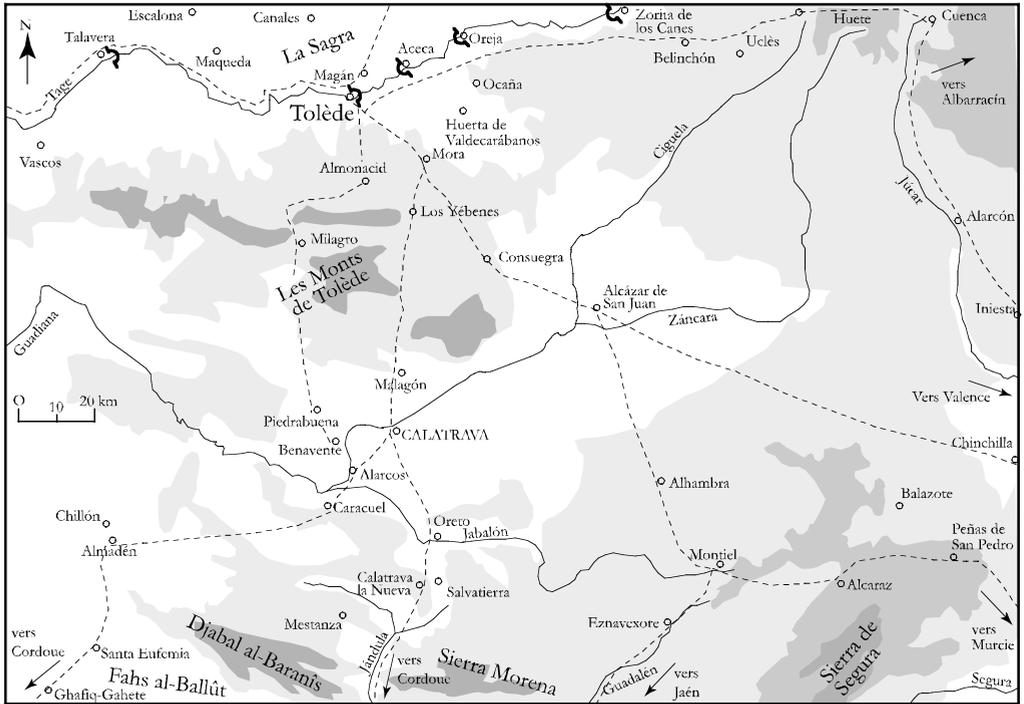
L'itinéraire décrit par Ibn Hawqal précise que chaque village d'étape était habité et indique la présence de commerces, de bains dans les divers lieux traversés :

« De Cordoue à la ville de Caracuel, 4 jours ; s'y trouvent une Grande mosquée, des marchés, des bains et des caravansérails ; on fait étape chaque nuit dans un village habité ; de Caracuel à Calatrava, une étape [...] la route traverse des villages habités et de Calatrava à Malagón, une étape ;

248. OOMM, carp. 456, n° 30, cod. 1341, fol. 123 et RAH, Collection Salazar y Castro, I-37, 9/611, fol. 69.

Malagón est une ville avec une muraille de terre, sur une rivière, dont les habitants boivent l'eau, qui porte son nom ; elle rivalise en taille avec Calatrava. De là au village de Yébenes (*Abniš*) où se trouve un caravansérail et une source donnant de l'eau en abondance à ses habitants, une étape. De Yébenes (*Abniš*) à Tolède une étape... [...] et de Tolède à Magán, grand village où se trouve une mine de glaise andalousienne, une étape ; de Magán à al-Garrá', grande ville avec marchés et gîte d'étape (*mahāll*), près de Wādyāš, une étape ; et de là à Guadalajara, grande ville et Marche célèbre entourée d'une muraille de pierre, avec marchés, hôtels, bains, juge, et *muhallif*, les gouverneurs des Marches y habitent ²⁴⁹ » .

La description est centrée sur Cordoue et elle donne la liste des étapes intermédiaires sans toutefois nous fournir les noms. Aussi est-il aujourd'hui difficile de les localiser avec sûreté.



Carte 8 : Les principales voies de communication dans la Meseta méridionale

249. Ibn Ḥawqal, *Opus geographicum*, éd. J. H. Kramers, Leyde, Brill, 1939, p. 116-117.

L'axe principal dans la zone étudiée était constitué par la route qui reliait Tolède à Cordoue. Il s'agissait d'une ancienne voie romaine dont le tracé fut légèrement modifié par les musulmans, puis réutilisé par les chrétiens après la conquête²⁵⁰. Cet axe était jalonné par plusieurs forteresses qui jouaient un rôle important dans l'organisation territoriale de la région (Guadalerzas, Malagón, Calatrava, Alarcos, Ciruela, Caracuel, Almodóvar) ; la route traversait ensuite la Sierra Morena par la vallée de la Alcudia. Un deuxième tronçon, venant d'Uclés par Puebla de Almenara, Añador, Puebla de Almoradiel, Campo de Criptana, Alcazar de San Juan, Daimiel, Bolaños, Almagro et Salvatierra, traversait la chaîne montagneuse par le col du Muradal, et fournissait une voie alternative pour traverser la Sierra Morena à partir de Calatrava la Vieja. De Cuenca partaient deux voies se dirigeant vers la Sierra de Segura et au-delà vers Úbeda, Baeza, Jaén et Cordoue : l'une passait par Valera, Albadalejo, Alarcón, puis traversait le Campo de Montiel ; l'autre suivait la ligne de crête entre le río Cabriel et le Júcar, par Monteagudo, Paracuellos et Iniesta, traversait le Júcar à Jorquera, et rejoignait l'autre tronçon à Torre de Juan Abad, après être passée par Chinchilla, Albacete, Balazote et Alcaraz. De Chinchilla, une route partait vers Murcie par Hellín, une autre vers Játiva et Valence par Almansa. En revanche les voies transversales de Mérida à Saragosse par la vallée du Tage, ou de Chinchilla à Mérida et à Cordoue (*Via Herculea*) par le Campo de Montiel et celui de Calatrava perdirent de leur importance au cours des XII^e et XIII^e siècles. Les affrontements périodiques et la constance de l'expansion castillane sur la route de Tolède à Valence par Huete, Cuenca (1177), Alarcón (1184) et Iniesta (1186), le long des vallées du Júcar et du Cabriel, témoignent de l'importance de cet axe transversal²⁵¹.

Au moment où la région entre Sierra Morena et Tage devint frontière, un des enjeux de la conquête semble avoir été la maîtrise des voies commerciales. On assiste alors à une tentative de canalisation des flux sur quelques routes stratégiques. Cela apparaît clairement dans la politique castillane des *portazgos* pendant le règne d'Alphonse VIII. Les ordres militaires étaient dotés en terres frontalières et obtenaient peu à peu le monopole du commerce avec l'Islam par contrôle des points de péage. Alharilla, par exemple, dont le château fut donné en 1172 par Alphonse VIII à l'ordre de Santiago²⁵² et dont le territoire fut constitué par prélèvement de terres sur les *concejos* voisins d'Oreja, d'Almoguera et de Zorita²⁵³, avait le monopole du commerce avec le monde musulman, au moins en 1226, comme il apparaît dans un acte, passé le 20 novembre entre le commandeur d'Uclés, son couvent et le *concejo* d'Ocaña justement à propos du *portazgo* d'Alharilla²⁵⁴. Il est difficile de savoir depuis quand ce monopole existait, mais un acte, datant des années 1170, contraignait les habitants de Valladolid,

250. F. Hernández Jiménez, « El camino de Córdoba a Toledo en la época musulmana », *AA* 24/1, 1959, p. 1-62 et « Los caminos de Córdoba hacia el noroeste en época musulmana », *AA* 32, 1967, p. 37-123 et p. 277-358 ; Molénat 1997a, p. 249 à 262.

251. Après la mort d'Ibn Mardaniš en 1172, la soumission de ses fils au pouvoir unitarien et le long siège de Huete par les Almohades, les Castillans entreprirent de renforcer leurs positions dans la partie orientale du royaume. Alphonse VIII s'empara de Cuenca en 1177 après un long siège, puis réalisa la conquête systématique des places, situées dans les vallées du Júcar, qui fermaient les routes vers Valence et Murcie.

252. OOMM, carp. 86, n° 3, OOMS, n° 52, p. 225-226.

253. OOMS, n° 57, p. 231.

254. OOMM, carp. 86, n° 6.

Medina del Campo, Arevalo, Ávila, Ségovie et Buitrago à payer leur péage à Alharilla, qui devint ainsi un centre de consommation et un marché important ²⁵⁵.

Le 24 mars 1173, Alphonse VIII concédait à l'ordre de Calatrava le droit de percevoir le *portazgo* des *recuas* qui allaient « en terre des Maures » ; les caravanes qui passaient par la Sierra de Segura devaient payer leurs taxes au château hospitalier de Consuegra. Cet acte est intéressant, car il révèle qu'à partir de Consuegra, il y avait deux routes pour aller en Andalus : l'une descendait vers le sud par les terres calatravanes et traversait la Sierra Morena au col du Muradal, l'autre obliquait vers l'est et passait en Andalousie, ou vers Murcie, par la Sierra de Segura ²⁵⁶. Le 30 novembre 1182, ces divers droits furent précisés : Alphonse VIII donna à Calatrava le *portazgo* de toute caravane qui irait de Tolède à Cordoue par Capilla ou par Ġāfiq à l'ouest, par Úbeda à l'est ²⁵⁷. Plus à l'est encore, à partir de 1200, le centre collecteur des *portazgos* fut le château de Paracuellos pour le bénéfice de l'évêché de Cuenca ²⁵⁸. Ces divers monopoles visaient tous à canaliser les flux commerciaux et à contrôler les échanges ²⁵⁹. Les bénéficiaires avaient tout intérêt à réduire le nombre de chemins utilisés. L'acte d'Alphonse VIII (8 novembre 1204) interdisant le prélèvement d'un *portazgo* par les barques calatravanes situées à Algarga ²⁶⁰ et celui de Ferdinand III (11 juillet 1223) contraignant le bétail destiné à la vente à passer exclusivement sur les ponts de Tolède, Alharilla et Zorita ²⁶¹, révèlent l'importance des fleuves comme moyen de contrôle des échanges : la difficulté de traverser les cours d'eau faisait des ponts — pierre, bois ou barques —, un lieu stratégique.

Du côté musulman, les instances de contrôle des voies de communication et des péages se localisaient aussi dans des châteaux ou sur les ponts ²⁶². Ibn Šāḥib al-Šalā, au XII^e siècle, rapporte que le calife almohade Abū Ya'qūb construisit un pont à Séville. L'insistance avec laquelle l'auteur décrit le pont, l'amélioration que cela représentait pour la ville et, à deux endroits de l'ouvrage, la faveur du souverain qui n'exigeait pas d'*alcabala* ni de péage de ceux qui le traversaient, révèle *a contrario* que la gratuité du passage devait être rare à l'époque ²⁶³. Ce contrôle des communications se manifestait dans l'espace par l'érection de tours et de fortifications aux endroits clés et tout particulièrement sur les ponts, comme la Torre del Oro dans la Séville almohade. Des tours défendaient le grand pont à l'entrée de Cuenca à l'époque almohade et il y avait au moins treize viaducs dont cinq fortifiés sur le cours du Tage entre Zorita de los Canes (Guadalajara) et Castros (Cáceres) ²⁶⁴. Par ailleurs, la situation de Zorita de los Canes, de Talavera de la Reina ou d'Alcántara sur le Tage, celle de Mérida et de

255. OOMS, n° 58, p. 232-234.

256. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 176, p. 297-298.

257. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 393, p. 680-681.

258. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 693, p. 227-229.

259. Un acte de 1200 accordait la protection du roi Alphonse VIII aux commerçants qui, de Tolède, voulaient aller en Andalus par Consuegra ou l'inverse. C'est là une autre forme de contrôle et une autre manifestation de pouvoir (Ayala, *Libro de Privilegios*, n° 191, p. 373-374).

260. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 766, p. 337.

261. González, *Fernando III*, t. 2, n° 183, p. 222-223.

262. Pour F. Franco Sánchez, le toponyme *rataba*, cité par al-Idrīsī (*Los caminos de al-Andalus...*, p. 139-140, trad. p. 79), désignerait des postes qui, à l'époque almoravide, avaient une garnison chargée de la surveillance des routes et de la perception des tributs sur le bétail (Franco 1995, p. 93).

263. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 166 ; trad. p. 65 et p. 372 ; trad. p. 188.

264. Franco 1995, p. 84.

Badajoz sur le Guadiana, ou celle d'Alcira sur le Júcar manifestent la synergie entre le pont, la ville et la forteresse.

Le commerce n'était jamais pris en charge par des individus isolés, mais toujours par des groupements de marchands qui unissaient leurs forces et leurs biens pour plus de sécurité. Tolède et Cordoue étaient les destinations principales des convois commerciaux. Les marchands musulmans à Tolède et les marchands chrétiens à Cordoue passaient alors le relais aux commerçants locaux qui se chargeaient de revendre les biens qu'ils avaient acquis. Ces deux villes fonctionnaient en fait comme des « ports terrestres » ou des comptoirs. On y trouvait des quartiers réservés où avait lieu la rupture de charge de la marchandise. Les marchés de ces deux grandes villes constituaient l'interface entre deux formations socio-économiques, entre deux systèmes monétaires et entre différents réseaux de commerçants : ceux qui traversaient la frontière et ceux qui s'occupaient du commerce local et de la redistribution des produits importés.

La zone frontalière n'était pas un espace inorganisé, ou désorganisé, comme pourraient le laisser penser le passage incessant des troupes, les destructions, les sièges, ou même la crise de peuplement qu'elle traversait depuis le XI^e siècle. Des voies de communication officielles se mirent en place, de part et d'autre de la frontière ; elles sont faciles à reconnaître pour l'historien d'aujourd'hui : châteaux, ponts, péages les jalonnent. Aux extrémités de ces routes se développèrent des « ports terrestres », qui étaient le terme de tout commerce transfrontalier et qui commandaient leur arrière-pays. La frontière « non-officielle », les routes transversales ou secondaires, les dessertes locales autour des *husūn*, près des étapes ou des châteaux, nous échappent totalement et il y a peu d'espoir d'en reconstruire le tracé ou d'en dessiner le réseau, parce qu'elles n'apparaissent pas dans les sources documentaires et qu'il n'en reste aucun vestige archéologique.

La nature particulière du réseau de communication n'entrava pas les échanges. Si l'or d'al-Andalus cessa, à partir de l'intervention almoravide, d'irriguer les royaumes chrétiens, par le biais des *parias*, le flux d'or fut maintenu et alimenté par d'autres moyens. D'une part la conquête de territoires par les chrétiens leur permit d'acquérir des moyens de production supplémentaires, des richesses minières, des pâturages ou des terres de labour, même si certaines marchandises, en particulier les produits manufacturés ou de luxe, demeuraient le monopole des musulmans, d'autre part les activités « économiques » spécifiques de la frontière, le butin et le rachat des captifs, prirent le relais pour expliquer la permanence d'un flux d'or du Sud vers le Nord.

II.2. Les activités spécifiques de la frontière

II.2.a. La destruction des moyens de production et le butin

Parallèlement à l'adaptation des activités traditionnelles à la vie de la frontière, de nouvelles activités virent le jour qui eurent une profonde incidence sur l'organisation économique des parties en présence. Il est très difficile d'évaluer l'importance respective de cette « économie parallèle » par rapport à l'agriculture, à l'élevage et surtout au commerce qu'elle concurrençait directement. Ces activités nouvelles visaient à l'appropriation des biens de l'ennemi. L'utilisation de la violence et le non-respect de la propriété privée ou collective pourraient donner l'image d'un chaos régnant dans la zone frontalière. Il n'en était rien. La *razzia* était lar-

gement codifiée et s'insérait dans un ensemble de pratiques réciproques totalement prohibées en temps de trêve, mais parfaitement admises et considérées comme « normales » en temps de guerre : la vie des prisonniers était la plupart du temps respectée et le but de l'expédition résidait principalement dans l'appropriation ou la récupération de biens, de bétail ou de personnes qui étaient destinés ensuite à être consommés, vendus, rachetés ou échangés dans un système de relations lui-même bien défini.

La pratique la plus radicale de la *razzia* débouchait sur la destruction des moyens de production. Elle fut plus fréquente au début du XII^e siècle lors des nombreuses expéditions almoravides autour de la région de Tolède, ou au cours des quelques années qui suivirent la victoire almohade d'Alarcos (1195). En général n'était détruit que ce qui ne pouvait être emporté au cours de l'expédition : vergers, vignes, oliveraies et constructions diverses. La lutte politique et religieuse était aussi économique, et c'est peut-être dans ce dernier domaine qu'elle fut la plus violente. La concurrence était en effet très forte entre les deux formations socio-économiques à cette époque. L'interdiction religieuse de l'usage de la violence qui pouvait exister au sein de chaque société (paix et trêve de Dieu ou prohibition de la *fitna*) disparaissait quand il s'agissait des relations transfrontalières, même si, du côté musulman au moins, le droit islamique fixait des règles pour déterminer le sort des biens et des hommes capturés.

Les destructions systématiques de l'appareil de production de l'ennemi, en général préméditées, s'intégraient dans une stratégie d'affaiblissement économique de l'ennemi. Pourtant ces destructions, qui n'étaient souvent qu'un pis-aller, révélant la difficulté à détruire l'ennemi lui-même, ont parfois conduit, surtout à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle, à la pratique systématique de la terreur avec massacre des populations. Hormis ces périodes exceptionnelles, la motivation principale des incursions demeurait le butin et le profit.

Le butin

Dans le *dār al-ḥarb* (« le territoire de la guerre »), loin d'être considérés comme criminels, les *ḡaẓw-s* (ou incursions) étaient une pratique admise qui remontait à l'époque préislamique, mais qui avait reçu une justification religieuse à l'époque musulmane. Le butin était la conséquence d'une action religieuse et le résultat d'un succès voulu par Dieu. La propriété des biens acquis par butin était perdue par les « infidèles », punis ainsi de leur mécréance et de leur refus d'adopter l'islam, ou de se soumettre à la loi musulmane. Le butin (*ḡanīma*) concernait ainsi la propriété acquise par la force sur les non-musulmans. Fruit de la « guerre légale », il était sacré et il appartenait à Dieu (Coran 8, 33, 47, 48, 59). Il incluait non seulement les propriétés mobilières et immobilières, mais aussi les personnes, *asrā* (prisonniers de guerre) et *sabī* (femmes et enfants). La prise par la force et la permission de l'*imām* étaient indispensables pour qu'une prise fût considérée comme butin (*ḡanīma*) : en effet les propriétés acquises sans violence ou sans autorisation préalable étaient perçues comme *fay'* (tribut)²⁶⁵. Les *spolia* fournissaient un appoint économique non négligeable et permettaient d'atténuer la violence qui existait dans un groupe en la reportant sur un ennemi commun à tous. En effet la mise en place d'une expédition exigeait une responsabilité collective et la coopération du groupe pour une action ponctuelle (Khadduri 1955, p. 118).

265. Le terme d'*anfāl* désigne les dépouilles, celui de *ḡanīma*, le butin en tant que richesse et prise de guerre. Le *fay'* désigne le butin qui n'est pas directement fruit du combat. Pour plus de détails, voir Cipollone 1992, p. 188.

Du côté chrétien, la pratique de la *razzia* n'était pas moins importante²⁶⁶. Le butin était la récompense d'un juste combat, animé par la foi. La *Chronica Adefonsi Imperatoris* affirme que Dieu, après l'échec de l'expédition de 1138, écouta les nobles de Salamanque et leur donna la victoire contre les « Moabites » et les « Agarènes » une fois seulement qu'ils eurent fait pénitence, invoqué le Seigneur et versé la dîme²⁶⁷. J. F. Powers insiste, pour sa part, sur l'importance du butin dans la vie des municipes chrétiens de la Transierra. Il évoque les armes gagnées au combat qui trouvaient aux mains des miliciens un nouvel usage contre les musulmans. « Les chroniques s'émerveillent du lignage parallèle des hommes et de l'équipement²⁶⁸ ».

Le partage du butin pouvait se faire indifféremment sur le champ de bataille ou une fois les troupes rentrées chez elles. Il semble que pour des raisons de sécurité cette dernière solution ait été la plus fréquente. Du côté musulman, l'*imām*, c'est-à-dire en Andalus au XII^e siècle le souverain almoravide, ou almohade, ou son délégué sur place (gouverneur ou *qā'id*), prenait la décision de réaliser le partage dans le *dār al-islām* ou dans le *dār al-ḥarb*²⁶⁹. Il supervisait aussi le partage du butin qui obéissait à des règles très précises. Le Coran, la vie exemplaire du Prophète et les écrits de Mālik déterminaient, à des degrés divers, les conditions du partage. Du côté chrétien, les *fueros* (chartes municipales) établissaient les règles qui visaient en dernière instance au maintien, au renforcement et à la reproduction de ces communautés frontalières, situées en première ligne face aux armées musulmanes.

L'organisation du partage

Décrire toutes les nuances du partage de butin en Espagne aux XII^e et XIII^e siècles, est inutile. Qu'il suffise d'en donner les grandes lignes. La part du butin revenant aux combattants dépendait de l'importance des prises de guerre, mais aussi de la générosité du souverain, qui en recevait de droit le quint, tant chez les musulmans (*ḥums*) que chez les chrétiens. Du côté musulman, la codification du partage du butin est ancienne, même si elle évolua. Un cinquième des biens revenait donc au Trésor public (*bayt al-māl*). Les quatre cinquièmes restants étaient partagés entre les combattants de la foi (*muğāhidūn*) présents sur le champ de bataille. Powers note, au début du XII^e siècle, un intérêt croissant pour la réglementation du butin dans les chartes municipales (*fueros*), en particulier celle d'Escalona en 1130 ou de Guadalajara en 1137. Cette préoccupation croissante se manifesta par l'instauration d'une taxe d'un cinquième réclamée par le roi sur les prises de guerre ; cet impôt s'inspirait de la pratique musulmane du *ḥums* et s'accompagnait de la mise en place d'un office spécifique, le *quadrillero*, quand ce n'était pas à l'*alcalde* que revenait la tâche du partage (Powers 1988, p. 163).

Le deuxième principe fondamental régissant le partage du butin concernait l'indemnisation des pertes personnelles subies pendant les combats ; cette indemnisation se faisait avant prélèvement du quint royal. La perte du cheval, élément indispensable du statut

266. Felipe Mañlo Salgado dans une étude sur le djihad dans le droit mālikite met en exergue l'influence du droit musulman sur la législation chrétienne à l'égard des expéditions militaires en Andalus et du partage du butin (F. Mañlo, « La guerra santa según el derecho māliki », *Studia Historica, Historia Medieval* 1/2, 1983, p. 29-66).

267. Cai, 124.

268. Powers 1988, p. 162 et suiv.

269. Mālik, comme al-Awzā'i, estimait qu'il fallait partager le butin dans le *dār al-ḥarb* (Khadduri 1955, p. 120).

social chevaleresque, était ainsi compensée par les prises de guerre. De cette manière, le combattant des milices municipales risquait sa vie, mais pas son statut social. Étaient servis en priorité ceux qui avaient subi des pertes, puis venaient les officiels du *concejo*, parfois, enfin, l'Église. Les blessures, par ailleurs, avaient leur prix qui prenait en compte non seulement l'incapacité à participer aux expéditions futures, mais aussi les dommages esthétiques (une plaie à la tête que ne recouvraient pas les cheveux par exemple)²⁷⁰. Ces normes semblent avoir été largement répandues, tant dans les milices municipales que dans les ordres militaires.

Le rôle du cheval dans cette économie de la guerre est primordial. Tant du côté musulman que chrétien, le troisième principe fondamental régissant le partage résidait ainsi dans l'avantage accordé au cavalier par rapport au fantassin. Mālik et al-Šāfi'i attribuaient trois parts au cavalier (deux pour le cheval et une pour l'homme) et une seule au fantassin, de même que le Mahdi Ibn Tūmart²⁷¹. Cet avantage trouvait sa justification théorique dans l'entretien exigé par la monture. L'*imām* conservait cependant un pouvoir de récompense exceptionnelle — le *tanfil* (la surrogation) —, et il pouvait ainsi distribuer des *nafal-s* (c'est-à-dire des parts supplémentaires de butin), avant ou après que la bataille eut été gagnée²⁷². Certains combattants spécialisés avaient droit aussi à une part supplémentaire de butin, comme les archers (*sagittarius*, *ballestero*, *saetero*). Ils méritaient un dédommagement non seulement pour l'armement spécifique qu'ils emmenaient et utilisaient, mais encore pour le talent dont ils faisaient preuve. Cet avantage explique, selon Powers, la volonté d'acquérir cette technique chez les chevaliers urbains dans les terres castellano-léonaises. L'archer combattant à pied obtenait normalement la moitié de ce que gagnait un archer à cheval (Powers 1988, p. 175).

Le partage du butin était un moment important dans la vie des populations frontalières. Il s'agissait d'un véritable rite manifestant et confortant une hiérarchie sociale : après dédommagement des pertes, le roi ou le Trésor public était servi en priorité, puis les élites locales ; le partage tendait à accroître les écarts au sein de la hiérarchie en favorisant ceux qui étaient déjà nantis et avaient les moyens d'entretenir une monture. Le partage était par ailleurs un moment de gloire où l'héroïsme des combattants trouvait sa juste récompense. Dans la consécration de la victoire, le partage des chevaux, des biens et des armes était ainsi un moment solennel avec le *Te Deum* à l'église ou dans la cathédrale, ou bien la réunion des combattants dans la mosquée. Pourtant les prisonniers, quand il y en avait, constituaient la partie du butin la plus importante, en particulier pour les retombées économiques et institutionnelles que l'augmentation de leur nombre eut au cours des XII^e et XIII^e siècles.

II.2.b. Prisonniers de guerre et captifs : de la mort au marché des esclaves

La capture de prisonniers de guerre est une pratique immémoriale. Elle témoigne de la victoire, comme la prise des étendards ou des bannières. Le prisonnier de guerre est trophée, manifestation éclatante d'un pouvoir qui a conquis. Des exemples récents nous permettent d'appréhender aisément l'importance que pouvaient revêtir à l'époque médiévale un défilé de

270. Powers 1988, p. 169.

271. Al-Baydaq, *Documents inédits d'histoire almohade*, p. 5, trad. p. 8 ; Huici 1956-1959, p. 67-68 et 213.

272. Les Mālikites et les Ḥanafites considéraient que cette part devait être prélevée sur le quint (« *ganīma* », EI²).

prisonniers enchaînés et l'humiliation du vaincu. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la cruauté à l'égard des captifs : l'émasculature du vaincu, l'amputation de ses membres ou la crevaisson de ses yeux sont l'exercice du pouvoir, le signe de la victoire.

L'essor d'un marché lucratif

Toutes les captures ne s'achevaient pas ainsi. Le sort des captifs différait en fonction des conditions de la capture. Les expéditions annuelles étaient plutôt destinées à faire des prisonniers, pour la vente comme esclaves, pour l'échange ou pour la rançon. Quant aux sièges des villes, tout dépend des conditions de la reddition. À Úbeda en 1213, après négociations, la population est réduite en esclavage ou massacrée selon les versions²⁷³. Dans le cas de conquête par la force, de même que dans les batailles en rase campagne, il semble que la pratique la plus courante ait été la mise à mort des combattants ennemis. En 1168, Ibn Šāḥib al-Šalā rapporte que 53 mercenaires chrétiens servant sous les ordres d'Ibn Mardaniš furent capturés par les Almohades qui les conduisirent à Grenade où ils furent décapités²⁷⁴. À Las Navas de Tolosa, Ibn Abī Zar' affirme que les consignes d'Alphonse VIII étaient très claires : « Pas de prisonniers, mais la mort. Quiconque revient avec un prisonnier sera mis à mort avec lui²⁷⁵ ».

Au XII^e siècle, il semble que l'exécution des frères des Ordres ait été fréquente. La mise à mort des hommes et la capture des femmes et des enfants tant du côté musulman que du côté chrétien semblent de règle²⁷⁶. Les captifs étaient habituellement déportés en Afrique du Nord par le prince. Ainsi, en 532/1137, l'émir Tašfin rentre à Marrakech avec 6 000 prisonniers, capturés à Escalona²⁷⁷. La déportation des prisonniers de l'autre côté du Détroit était fréquente au XII^e siècle. La pratique est symétrique du côté chrétien : les prisonniers réduits en esclavage étaient envoyés loin de la frontière pour diminuer leur chance d'évasion²⁷⁸.

Du côté musulman, c'est l'*imām* qui décide. Il peut ordonner l'exécution immédiate de tout ou partie des captifs. Il peut les libérer contre une rançon (*fidā'*) ou les libérer sans compensation. Il peut aussi les échanger contre des prisonniers musulmans. Mālik réduit l'alternative à la mort ou l'échange avec des prisonniers musulmans. Enfin, l'*imām* peut condamner les captifs à l'esclavage. Quant aux femmes et enfants (*sabī*), tous les juristes s'accordent pour qu'il ne soit pas permis de les tuer, mais seulement réduits en esclavage et séparés. Ainsi le captif qui voulait demeurer chrétien entrait-il à la merci du pouvoir discrétionnaire de l'*imām* ou du chef de l'armée, que ce soit le sultan ou son délégué (Cipollone 1992, p. 200-203). Les prisonniers musulmans capturés par l'ennemi, quant à eux, n'avaient aucune obligation de se soumettre ou d'obéir aux ordres de l'ennemi. S'ils pouvaient s'échapper ou

273. DRH, VIII, 12 ; Ibn Abī Zar', quant à lui, parle du massacre de tous les habitants (*Rawḍ al-Qirtās*, p. 240, trad. p. 467).

274. Mann, p. 275 ; trad. p. 130-131.

275. *Rawḍ al-Qirtās*, p. 239-240, trad. p. 467 ; DRH, VIII, 10.

276. Ibn Abī Zar', *Rawḍ al-Qirtās*, p. 162, trad. p. 314

277. Ibn Abī Zar', *Rawḍ al-Qirtās*, p. 164, trad. p. 322, d'après Ibn al-Qaṭṭān qui n'évoque pas la déportation au Maghreb : « Il mena aussi une expédition contre Escalona que les musulmans conquièrent par la force et par l'épée : ils tuèrent tous ceux qui se trouvaient là et capturèrent les femmes... » (*Naẓm*, p. 251).

278. Ils sont désignés comme *moros* dans les textes latins. Le testament, en date du 6 novembre 1242, de Gonzalo Hernando, chanoine de Tolède mentionne le *moro Abdalla* donné à la cathédrale pour les travaux (RAH, Collection Salazar y Castro, 9/1.048, N-43, fol. 54).

détruire les biens des ennemis, ils devaient le faire. L'*imām*, quant à lui, devait tout mettre en œuvre pour les libérer (Khadduri 1955, p. 127-130). Au Maghreb et en Andalus, les fondements de la décision du prince étaient, d'un côté, le modèle du Prophète, de l'autre, l'intérêt de la communauté musulmane.

Du côté chrétien, les chartes municipales offrent un cadre juridique pour décider du sort des prisonniers. C'est normalement l'intérêt du *concejo* qui est déterminant²⁷⁹. Si un prisonnier musulman constituait une menace future potentielle, les chartes castillanes autorisaient les officiels de la ville à passer outre le devoir théorique qu'ils avaient de le remettre au roi contre la prime prévue de 100 maravédís, et à l'exécuter quand il était encore en leur pouvoir. La frontière était certes pour les frontaliers un lieu privilégié d'approvisionnement en esclaves destinés aux monastères du nord de la Péninsule, qui disposaient ainsi d'une main d'œuvre servile abondante, masculine dans les champs, féminine dans les maisons, mais, en même temps, les impératifs de la guerre et de la défense pouvaient conduire à se débarrasser des captifs plutôt qu'à les réduire en esclavage. Seules pouvaient rivaliser les prises faites en mer par les flottes chrétiennes et musulmanes (Picard 1997, p. 126-129).

À part les cas finalement assez rares de libération des captifs par des expéditions militaires²⁸⁰, les chances de libération des captifs demeuraient peu nombreuses. À l'issue des grandes batailles, les accords passés pour les trêves contenaient parfois des clauses de libération réciproque des prisonniers. Dans le cas contraire, les captifs ne pouvaient espérer que se racheter ou être rachetés par les leurs.

Le rachat des captifs

Les études ne manquent pas sur le problème du rachat des captifs. Mais elles étudient le plus souvent un aspect particulier, et il y a peu de vues d'ensemble. Les études de James W. Brodman²⁸¹, de Juan Torres Fontes²⁸², ou l'article de José María Cossío²⁸³, ainsi que l'ouvrage de Giulio Cipollone apportent des cadres et des repères indispensables, de même que les études sur les ordres militaires, en particulier Santiago. Mais dans l'ensemble, ce sont l'ordre des Mercédaïres et celui des Trinitaires qui ont suscité le plus d'études. Cela pose un certain nombre de problèmes méthodologiques. Powers, étudiant les milices municipales, travaille principalement à partir des *fueros*. G. Cipollone, quant à lui, a construit son ouvrage autour de la documentation épistolaire émanant des chancelleries du pape et de Saladin. Le premier intègre le rachat des captifs dans un cadre qu'on pourrait qualifier d'économique, en tout cas très lié au commerce, le second rattache la question des captifs et de leur rachat à la position des autorités par rapport au statut du prisonnier chrétien ou musulman détenu par les fidèles de l'autre reli-

279. Les *fueros* de la famille de Cuenca-Teruel accordent au *concejo* 10 maravédís pour la capture d'un *adalid* musulman et 5 s'il s'agit de la tête d'un chef. La récompense pour la capture d'un homme vivant est ainsi plus élevée que pour sa mort. Les municipes de Coria et Cáceres, quant à eux, offraient 10 maravédís pour la tête de tout chef ennemi.

280. Comme l'expédition organisée par 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn contre Talavera en 503/1109 qui permit la libération des prisonniers musulmans présents dans la ville (Ibn Qaṭṭān, *Naẓm*, p. 70).

281. J. W. Brodman, « Military Redemptionism and the Castilian Reconquest », *Military Affairs* 44, 1980, p. 24-27 ; « Municipal Ransoming Law on the Medieval Spanish Frontier », *Speculum* 60/2, 1985, p. 318-330 ; Brodman 1986.

282. Torres Fontes 1975.

283. J. M^e de Cossío, « Cautivos de moros en el siglo XIII », *AA* 7, 1942, p. 49-112.

gion. La clé de lecture est l'interprétation religieuse du phénomène de la captivité et de la libération. Identiquement, du côté musulman, en n'utilisant que les consultations des juristes (*fatāwā*) on risque d'avoir une perception très juridique et « religieuse » du rachat des captifs ; En revanche une lecture des seules chroniques mettrait en relief l'initiative du prince.

Une synthèse des différentes approches risque de n'être qu'une manière d'éluder le problème. Sans ignorer les travaux évoqués et les différentes lectures qu'ils proposent de la captivité et du rachat, il convient de s'intéresser à l'échelle locale, aux formes prises au XII^e siècle par le rachat des captifs, à un moment où, du côté chrétien, se développe un embryon de formalisation et d'institutionnalisation du rachat.

Vu de Rome, la question des captifs et de leur rachat est un problème juridique, théologique et religieux. Que les juristes musulmans, quant à eux, aient aussi une conception juridique et religieuse n'est pas non plus pour étonner. Mais à l'échelle locale, il s'agit plutôt d'une question de survie de la famille, de la communauté, du municipe ou de l'ordre militaire pour lesquels l'élément humain est fondamental au XII^e siècle. Pour les *concejos*, par exemple, les règlements prévus par les chartes (*fueros*) tendent principalement à préserver la cohésion de la communauté malgré les différences sociales qui existaient, tout en les confortant et en permettant leur reproduction ; les motivations religieuses semblent, dans ce cadre, « globalement » absentes. On ne peut ignorer par ailleurs, que les premières formes d'organisation du rachat permirent de générer des rentes très considérables que les ordres militaires, en Castille, furent chargés de gérer. L'attribution de cette responsabilité à la fin du XII^e siècle les conduisit, dans le cadre de leur engagement militaire et religieux, à rechercher le plus grand profit, économique et financier, de l'obligation qui leur était faite, et pour laquelle ils s'étaient engagés, d'aider les pauvres et, parmi eux, les plus démunis, c'est-à-dire les captifs en terre « infidèle. » Cette dimension caritative des Ordres leur permettait par ailleurs indéniablement d'équilibrer leur fonction militaire prédominante et de promouvoir une image plus nuancée de leur activité et de leur vocation dans la société castillane²⁸⁴.

Quelles qu'aient été les motivations profondes des hommes : altruisme, charité, âpreté au gain ou respect des consignes, le succès, au moins jusqu'au milieu du XIII^e siècle, des institutions de rachat de captifs créées dans les royaumes chrétiens de la péninsule Ibérique, témoigne d'une convergence de facteurs et d'intérêts, économiques, spirituels et « idéologiques. »

La pratique de la rançon existait pourtant depuis longtemps dans la loi romaine ou wisigothique²⁸⁵. Avant le XII^e siècle il existait bien quelques instances de rachat, mais ce n'est qu'au XII^e siècle que se développa le rédemptionnisme. Ce siècle produisit des institutions spécialisées dans la guerre et dans la capture (les milices municipales essentiellement, mais aussi les ordres militaires), et en retour ces institutions conduisirent à organiser des instances de rachat. L'abondance générale des captifs, qui est une manifestation du dynamisme de la vie frontalière au XII^e siècle, faisait du rachat une alternative mutuellement acceptable au marché des esclaves. En effet le prix des esclaves baissant, l'espoir d'obtenir un montant supérieur par rachat ou rançon l'emportait, dans une période d'abondance de la main d'œuvre servile (Powers 1988, p. 179-184).

284. On trouvera ces idées beaucoup plus développées dans la thèse de Philippe Josserand sur « Les ordres militaires dans la société politique castillane... », non publiée.

285. Brodman 1986, ch. 1, note 32.

Le prix des hommes

Il est surprenant de constater qu'à plusieurs milliers de kilomètres le montant des rançons était identique. En effet, lors de la prise de Jérusalem en 1187 par Saladin, le prix de rachat d'un homme, riche ou pauvre, fut fixé à 10 pièces d'or, 5 pour une femme, et 2 pour un enfant ²⁸⁶.

En Andalus, les témoignages dont nous disposons sur le montant des rançons nous donnent un ordre de grandeur, mais ne permettent pas de voir s'il y a évolution au cours de la période. La rançon était généralement versée en espèces, mais parfois aussi en nature. Dans la civilisation musulmane, le principe de la rançon existait depuis les origines. Les *fuqahā'* mālikites conseillaient en Occident, pour le rachat (*fidā'*) des musulmans prisonniers, de donner en échange des porcs ou du vin, remis au préalable par les tributaires (*dimmi-s*) à la communauté islamique au titre de la capitation (*ğizya*). Mais cette pratique est d'autant plus rare que les mozarabes disparurent d'al-Andalus dans la première moitié du XII^e siècle. Le *fidā'* se fit ainsi essentiellement en espèces ²⁸⁷.

L'évaluation du prix des hommes dépend d'une part du nombre de personnes concernées, d'autre part de la qualité des captifs. En 1182, par exemple, Ibn 'Idāri rapporte qu'à la suite de la prise de *Şantafila* (Setefilla), Alphonse VIII fit 700 prisonniers que la ville de Séville racheta pour 2775 dinars d'or ²⁸⁸. Les tarifs paraissent avoir été établis de manière assez rigoureuse, dans la mesure où pour les 700 prisonniers de *Şantafila*, Ibn 'Idāri ne donne un chiffre rond que pour le nombre de captifs. La précision du montant de 2775 dinars, avec toutes les limites que peut présenter un témoignage si tardif par rapport à l'événement relaté, semble correspondre à un compte précis déterminé exactement en fonction des personnes libérées.

Au XII^e siècle, la rançon « normale » pour un homme s'élevait ainsi à 10 pièces d'or. La somme que touchaient les personnes chargées du rachat ou des échanges de prisonniers (*exeas* ou *alfaqueques*) le prouve : en cas d'échange chrétien / musulman, ils étaient censés recevoir un maravédi par opération, et une commission de 10 % en cas de rançon. L'équivalence entre ces deux sommes est établie si la rançon usuelle est de 10 maravédís (Powers 1988, p. 181). Par ailleurs, en 1180, le roi de Castille Alphonse VIII donna à l'hôpital de rédemption de captifs que l'ordre de Santiago possédait à Tolède, la moitié du *portazgo* de la porte Bizagra, soit environ 300 *aureos*, destinés à racheter au moins 30 chrétiens par an, au prix de 10 *aurei* par personne ²⁸⁹.

Le prix d'un homme pouvait être beaucoup plus élevé que les sommes évoquées. En 1169, lorsque les chrétiens de Santarem tendirent une embuscade aux musulmans de Badajoz, ils firent de nombreux captifs, en particulier le frère d'Ibn Şāhib al-Şalā, 'Alī, qui fut racheté pour 300 dinars *ħaşimī-s* ²⁹⁰. En 1183, Alphonse VIII s'engagea à remettre aux chevaliers de l'ordre militaire de Calatrava la moitié de la rançon de tout « Maure » d'une valeur supérieure ou égale à 1 000 maravédís, s'il avait été capturé grâce à eux. L'élargissement de cette mesure en 1190 à l'ordre de Santiago est vraisemblablement le signe que l'intérêt financier qu'elle représentait n'était pas nul, et donc que la capture de prisonniers de cette importance n'était pas rarissime.

286. Ibn al-Aṭīr, *Bibliothèque des Croisades*, éd. J. F. Michaud, t. 4, Paris, 1829, p. 212, cité par Cipollone 1992, p. 178.

287. Dufourcq, s.v. « fidā' », EI², supplément, 1982, p. 306-307.

288. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 146, trad. Tétouan, 1953, p. 41-43.

289. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 338, p. 568-570.

290. Ibn Şāhib al-Şalā, *Mann*, p. 307 ; trad. p. 149-150.

Cela devait concerner non seulement les chefs d'armées, mais aussi les gouverneurs des grandes villes d'al-Andalus et les membres de la famille régnante ²⁹¹.

Largement répandu aux XII^e et XIII^e siècles, le principe de la rançon permit aux prisonniers anonymes d'échapper au marché aux esclaves, à une époque où ceux-ci ne manquaient pas. La rançon d'un personnage important constituait un tribut occasionnel consacrant une victoire militaire, un coup de main audacieux ou un siège réussi. Ces rançons obéissaient à des règles coutumières dont nous ne connaissons que les grandes lignes. Une évolution est très nettement perceptible dans l'organisation du rachat des captifs, au moins du côté chrétien. On assiste en effet à une institutionnalisation du rachat, et à une formalisation de sa pratique.

II.2.c. Des acteurs de plus en plus spécialisés

Le rachat des captifs passe par plusieurs phases : au XI^e siècle, il est difficile de percevoir une quelconque organisation. Il semble que le rachat se soit fait au coup par coup, avec la remise d'un otage pendant que le captif tentait de réunir la somme exigée pour sa libération. La première organisation que nous percevons est incluse dans les *fueros* des municipes ; ensuite, apparaissent les premiers hôpitaux des ordres militaires, en particulier de Santiago, et aussi dans une moindre mesure de Calatrava. Ces hôpitaux, quoique pris en charge par les ordres militaires, entretenaient de fortes relations avec les *concejos* de la frontière. Aussi, au XIII^e siècle, lorsque s'éloigna la frontière et que les municipes refusèrent progressivement de verser les rentes qu'ils s'étaient engagés à leur donner pour le rachat des captifs, sous le motif que les sommes versées n'étaient plus utilisées à cette fin, ces hôpitaux périclitèrent et se reconvertirent progressivement. Ce sont alors des institutions spécifiques qui apparaissent, en Aragon principalement, avec l'ordre des Mercédaïres ou celui des Trinitaires.

La part de l'initiative individuelle

Du côté musulman, en principe, c'est l'État qui doit fournir l'argent nécessaire, en le prélevant sur le trésor public. Mais la rançon est généralement amassée par des proches ou des amis des captifs grâce à des aumônes faites à cette fin par des particuliers ²⁹². Le rassemblement de la somme revenait en droit au pouvoir, mais en règle générale, c'étaient les parents du captif qui se chargeaient de rassembler la somme exigée ; soit l'un d'eux se déplaçait en personne, soit il mandatait une personne pour la tâche (un *wakil*). Parfois, un personnage pieux se consacrait épisodiquement ou totalement au rachat des musulmans détenus par les infidèles : le *fakkāk*, qui, au León, donna son nom à la personne chargée d'organiser les échanges de prisonniers, l'*alfaquaque*, terme qui apparaît au XII^e siècle. Mais, si le *fakkāk* révèle un embryon de professionnalisation, il reste peu fréquent et n'apparaît que rarement dans les textes. À l'époque que nous étudions, il n'y a pas d'institutions *ad hoc* dont le but humanitaire exclusif soit le rachat des captifs. L'œuvre de rachat semble inorganisée et paraît dépendre de l'intérêt contingent du pouvoir. Le rachat de captifs (*fidā*) s'insérait en fait le plus souvent dans une opération commerciale, dont le meneur était animé par un esprit de lucre. Les trafiquants qui rachetaient

291. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 412, p. 714-715, 2 décembre 1183 et González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 543, p. 931-932, 10 mars 1190.

292. Dufourcq, s.v. « *fidā* », EI², supplément, 1982, p. 306-307. Ibn Zuhri donna 100 dinars de sa fortune personnelle pour la libération des captifs de Setefilla (Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 146, trad. Tétouan, 1953, p. 41-43).

de leur bourse des esclaves chrétiens en terre d'islam, cherchaient à réaliser des bénéfices ; à leur retour, ils répétaient d'ailleurs l'opération, en sens contraire.

Du côté musulman, la pratique se faisait au coup par coup. Le rassemblement d'une rançon devait se faire dans le cadre de la mosquée — c'est alors le muezzin qui s'en charge —, mais il est probable qu'il peut se faire dans d'autres lieux publics, sans qu'apparaissent aucune institution, ni aucune personne consacrée à cette tâche. Cette absence de spécialisation semble aussi concerner d'autres secteurs de la société d'al-Andalus.

La gestion des captifs et des rançons dans les municipes

Du côté chrétien, jusqu'au XI^e siècle, on ne distingue pas non plus d'institutionnalisation des instances de rachat de captifs. Mais les *concejos* qui s'organisaient mirent en place rapidement dans le cadre de la protection de la « petite » communauté qu'ils représentaient et dans l'environnement fortement militarisé où ils s'implantaient, un système de compensation fondé sur la solidarité du groupe municipal. Les pionniers dans ce domaine furent les municipalités de Transierra. Leur charte de peuplement (*cartas pueblas*) et leur code municipal (*fuero*) révèlent leur effort collectif pour préserver les droits des résidents capturés, et pour aider à rassembler et à acheminer les rançons exigées²⁹³. Le *fuero* d'Escalona, qui date dans ses grandes lignes de 1130, prévoit, par exemple, que le propriétaire d'un captif musulman soit tenu de le vendre à bas prix, en cas de besoin, pour l'échanger contre un chrétien pour éviter toute velléité de spéculation²⁹⁴. Les *exea*, ou *alfaqueques* au León, avaient l'obligation de parler l'arabe et le *romance*. Ils recevaient une commission d'un dixième de la rançon, ou d'un maravédi dans le cas d'un échange chrétien contre musulman. Ils avaient par ailleurs des fonctions commerciales et dirigeaient une caravane, la *requa* (ou *recua*). Ils étaient responsables de toute perte fiscale pendant le voyage, et avaient un pouvoir de justice sur tous les individus qui les accompagnaient (Powers 1988, p. 181). Au XIII^e siècle, ces marchands, qui avaient une licence municipale, devinrent des officiers royaux (Torres Fontes 1975).

Les *fueros* semblent ainsi contrebalancer le côté aléatoire de la vie de frontière en compensant les pertes, afin de maintenir le statut social des divers membres du *concejo*, donc sa hiérarchie en même temps que sa cohésion. Ils prévoyaient entre autres les modalités des échanges : cavalier contre cavalier, fantassin contre fantassin. Pour ces communautés frontalières, le rachat des captifs était une nécessité. Et ces chartes, bien qu'octroyées par le roi, ou un seigneur, reflétaient les besoins de communautés villageoises ou urbaines, à qui des garanties exceptionnelles de survie, mais aussi des moyens importants de reproduction, voire d'expansion étaient donnés. Les opérations de rachat semblent avoir été organisées localement.

La naissance d'institutions spécialisées

Les membres des *concejos* étaient ainsi relativement protégés, ou au moins, avaient la garantie qu'en cas de capture le principe de solidarité municipale jouerait en leur faveur. En revanche tous les autres se trouvaient livrés à eux-mêmes. Riches, ils pouvaient obtenir de leur géôlier, moyennant la remise d'un otage, d'aller rassembler une rançon. Pauvres, il ne leur

293. Brodman 1986, ch. 1, à la note 34.

294. Muñoz y Romero, *Colección de fueros municipales y cartas pueblas de los reinos de Castilla, León, Corona de Aragón y Navarra*, Madrid, 1847, rééd. facsimil Atlas, 1978, p. 485-489 et *Fuero de Cuenca*, éd. Ureña y Smenjaud, Madrid, 1935, p. 348-349.

restait que les yeux pour pleurer, ou la foi pour espérer le miracle du saint de leur choix. C'est pour ces captifs démunis qu'apparurent les hôpitaux de rachat à la fin du XI^e siècle en Castille. Le nombre de prisonniers dut augmenter considérablement à partir de l'intervention almoravide et les besoins démographiques liés à la colonisation des terres conquises donnèrent du prix à cette population exilée. En effet la gestion de captifs de l'autre religion était vraisemblablement plus difficile dans des régions proches de leur patrie d'origine vers laquelle la fuite était toujours possible, que celles de colons chrétiens libres décidés à défendre leur bien au prix de leur vie, au nom du roi. Des hospices et des « charités » pour les pauvres existaient déjà au XI^e siècle, créés par des clercs qui réfléchissaient de plus en plus au XII^e siècle sur la dimension spirituelle et christique de la pauvreté et sur la place du pauvre dans l'Évangile. Les clercs, qui soulignèrent les droits des pauvres et qui insistèrent sur la part de justice incluse dans l'aumône, contribuèrent à faire du rachat du captif, un pauvre parmi les pauvres, non plus seulement un acte d'importance civique comme c'était le cas dans le droit municipal, mais un acte de charité religieuse méritoire aux yeux de Dieu. La nouveauté réside ainsi à la fin du XII^e siècle dans l'évolution de la spiritualité vers une valorisation religieuse des souffrances matérielles, incarnée pleinement par le captif chrétien aux mains des « Infidèles. » De fait, les initiatives royales, ecclésiastiques et particulières avaient convergé depuis le XI^e siècle dans la fondation d'hôpitaux pour subvenir aux nécessités des lépreux, des voyageurs, des orphelins, des pauvres, des veufs.

De leur côté, les ordres militaires ibériques avaient hérité, à travers leurs antécédents en Palestine, d'une vocation hospitalière. Fruit de la convergence des diverses tendances évoquées — augmentation du nombre des captifs, solidarité municipale, évolution de la spiritualité —, le premier hôpital de rédemption, fondé en 1180 à Tolède, dépendait de l'ordre de Santiago²⁹⁵, comme ceux de Cuenca (1182)²⁹⁶, de Huete (1198)²⁹⁷, d'Alarcón (1203)²⁹⁸, et de Moya (1215)²⁹⁹. En 1227, il y avait sept hôpitaux frontaliers dirigés par l'ordre de Santiago dont deux dans le royaume de León : Castrotofafe au nord de Zamora (1220) et le prieuré du Saint Esprit à Salamanque, donné en 1223 à l'Ordre, pour qu'il y établisse un hôpital de rachat « des captifs des terres des Sarrasins³⁰⁰ ». Très rapidement, l'ordre de Santiago adopta le rachat de captifs comme un de ses objectifs principaux³⁰¹. La règle santiaguiste établit en effet dans son article 34 que tous les bénéfices que l'Ordre tirerait de la lutte contre l'Islam seraient destinés à la libération des captifs en « terres des Maures³⁰² ».

Le rédemptionnisme militaire se développa grâce à l'intervention et au soutien du monarque castillan qui facilita les donations en sa faveur et qui multiplia lui-même les cessions de

295. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 338, p. 568-570 et OOMS, n° 108, p. 291-292.

296. RAH, Collection Salazar y Castro, D-16, 9/291, fol. 48-48v, BOMC, s. I, p. 26-27 et OOMS, n° 138, p. 324-325.

297. OOMM, carp. 100, I, n° 1.

298. OOMM, carp. 55, n° 3, publ. González, *Alfonso VIII*, t. 3, p. 306-307.

299. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 982, p. 695-697.

300. *Bullarium s. Iacobi*, s. I, p. 69-70 cité par Forey, « The military orders and the ransoming of captives from Islam (Twelfth to early Fourteenth Centuries) », *Studia monastica* 33/2, 1991, p. 259-280, p. 268.

301. P. Iradiel, « Bases económicas del hospital de Santiago en Cuenca : tendencias del desarrollo económico y estructura de la propiedad agraria » *AEM* 11, 1981, p. 181-246.

302. AHN, cod. 1281 du milieu du XIII^e siècle publiée par Lomax, *La Orden de Santiago*, doc. 1, p. 221-231 (art. 35).

rentes. Le monarque s'appuyait sur le caractère méritoire des aumônes aux pauvres, orphelins et captifs pour l'orienter, dans les régions frontalières, vers des institutions qu'il cherchait à favoriser. On ne peut expliquer le succès de ces institutions de rachat de captifs que par l'écho que trouva leur cause dans certains secteurs de la société. L'intérêt des *concejos* pour ces institutions se manifeste, en 1184, lorsque le *concejo* de Cuenca fit une dotation à l'hôpital que possédait l'ordre de Santiago, en 1198, lorsque le *concejo* de Huete établit une taxe proportionnelle à la richesse destinée à l'hôpital de rédemption de captifs de la ville et, en 1227, lorsque le *concejo* d'Uclés établit un hôpital pour le rachat de captifs³⁰³. L'Église participa aussi à ce mouvement. En 1184, l'évêque Juan de Cuenca concéda 40 jours d'indulgence à ceux qui aideraient par leurs aumônes l'hôpital de rédemption des captifs³⁰⁴.

Les hôpitaux furent ainsi des centres disposant de sommes importantes. L'inventaire des biens meubles, du cheptel et des grains de l'hôpital des captifs de Talavera (1238) dresse une liste impressionnante : un cheval de selle, quatre chevaux de trait, une jument, une pouliche, 2 mules, 182 vaches, 24 bœufs, 137 brebis, 37 chèvres et boucs, 324 porcs. Des armes (couteaux, épées, lances...), des protections de métal (cottes de mailles, casques...), de nombreux outils agricoles, une chaîne comprenant 20 colliers pour les prisonniers, 3 paires de menottes, et bien d'autres éléments complètent la liste, sans compter les biens de l'*aldea* de Colmenar qui dépendait de l'hôpital et qui lui remettait tous les ans 54 maravédís, ainsi qu'une grande quantité de biens en nature (pain, orge, haricots, ers...) ³⁰⁵. Les hôpitaux disposaient ainsi de ressources externes, par les donations et rentes, mais ils se convertirent rapidement en centres de production agricole, ce qui leur garantissait une grande autonomie. Cette évolution fut facilitée par la nature des donations qui consistaient souvent en terres et en biens.

La force de ces institutions résida ainsi dans la collaboration qui existait entre les différents niveaux de la société, et aussi entre les divers ordres militaires en charge des hôpitaux. En 1224, les maîtres de Santiago et de Calatrava avaient établi un accord prévoyant de pouvoir indifféremment utiliser leurs captifs pour racheter les frères retenus par les musulmans³⁰⁶. Cet accord laisse entrevoir l'existence d'un véritable trafic de captifs ou d'esclaves et la présence, dans ces hôpitaux, de prisons pour les musulmans gardés comme monnaie d'échange³⁰⁷. Le lien très fort avec les municipalités contribue à expliquer la décadence de ces hôpitaux quand la frontière se déplaça vers le sud. En effet après Las Navas de Tolosa, et avec les trêves du début du XIII^e siècle, le nombre de captifs chrétiens diminua nettement. Des villages et des *concejos* refusèrent alors de continuer de verser leur tribut aux hôpitaux des ordres, arguant que les sommes payées ne servaient plus à racheter des captifs³⁰⁸.

303. Respectivement OOMM, carpeta 99, n° 3, DLE, n° 305 ; OOMM, carp. 55, n° 3, González, *Alfonso VIII*, t. 3, p. 306-307 ; OOMM, carpeta 99, n° 20, DLE, doc. 314, p. 422-423 et Rivera Garretas, *La encomienda...*, doc. 139, p. 349.

304. OOMS, n° 165, p. 347-348.

305. OOMM, carp. 247, n° 8.

306. AHN, Uclés, carp. 102, n° 2.

307. Un acte de 1234 évoque ainsi huit « maures » qui s'étaient échappés de l'hôpital de rachat de Moya (OOMM, carpeta 100, II, n° 18).

308. Le 17 juin 1220, Honorius III soutint les frères de Santiago qui exigeaient qu'Alarcón et d'autres villages du diocèse de Cuenca versent les sommes dues (Mansilla, *Honorio III*, n° 291, p. 221).

Par ailleurs, au même moment, et de l'intérieur de la société civile, émergent des forces alternatives et complémentaires des forces traditionnelles (militaires, ecclésiastiques, épiscopales et monarchiques). De nouveaux ordres surgirent en effet de la vitalité du milieu urbain. La première impulsion date de 1232 avec l'apparition d'une confrérie, reconnue formellement par le pape en 1235. En 1245, une bulle de confirmation attribua à l'ordre des Mercédaires 15 ou 16 maisons³⁰⁹. Les calculs de J. Brodman qui estiment à une douzaine par an le nombre de prisonniers rachetés par les Mercédaires laissent penser qu'il ne devait plus y avoir beaucoup de captifs chrétiens en Andalus à cette date³¹⁰. Cela peut paraître contradictoire avec l'intérêt croissant pour le problème de la captivité qui se manifeste dans la littérature hagiographique, mais c'est vraisemblablement le caractère d'exceptionnalité qui frappait les contemporains à un moment où la population musulmane sous domination chrétienne était importante en Andalousie, et où le danger militaire représenté par les musulmans avait sensiblement diminué dans la Péninsule, sans être totalement négligeable. La permanence du côté musulman de pratiques individuelles de rachat et l'inexistence d'institution consacrée aux captifs révèle un dynamisme social très différent de celui qu'on trouve dans les royaumes chrétiens, à savoir une confiance beaucoup plus grande d'un côté dans les solutions individuelles, et de l'autre, paradoxalement, dans l'État dont une part du trésor était censée être destinée à la libération des captifs.

La zone frontalière n'était pas une simple zone de passage, elle n'était pas non plus ce *no man's land* qu'on a voulu décrire, véritable désert séparant sans les joindre deux mondes qui s'affrontaient. Elle est au contraire, à l'époque, l'espace de la régulation des relations commerciales entre Islam et chrétienté. La nature des produits échangés, l'existence d'un commerce des hommes, l'investissement des princes dans ces régions et dans ces échanges contribuent à la spécificité de la Marche frontalière. La modification des activités traditionnelles s'accompagna ainsi de l'apparition d'activités propres à la frontière, qui tiraient leur spécificité tant de la nature des biens ou des personnes concernés que de leurs modalités d'organisation. Un personnel spécialisé dans la traversée de la frontière, et de nouvelles institutions consacrées au rachat des captifs contribuaient à la normalisation des relations transfrontalières le plus souvent agressives et belliqueuses. Mais une activité caractérise plus que tout autre la vie de frontière entre la fin du XI^e et le milieu du XIII^e siècle : c'est l'activité guerrière ; non qu'elle n'existât pas au sein de chacun des royaumes, principautés ou empires, mais sa régularité, le nombre et la qualité des acteurs concernés, les fonds investis, les profits retirés et surtout les modifications qui en découlaient tant dans l'organisation du peuplement que dans l'architecture castrale font d'elle, à une époque où les relations étaient de plus en plus violemment conflictuelles, l'activité structurante de la frontière et des sociétés en présence.

309. J. M. Salrach, « Els orígens de l'Ordre de la Mercè i el rescat de captius. Les croades i l'exercici de la caritat a l'Edat mitjana », *Acta Historica et archaeologica mediaevalia* 9, 1988, p. 189-201, p. 193.

310. Telle est la thèse minimaliste développée par Brodman 1986, ch. VI, à la note 57. Gari y Siu-mell, *La Orden redentora*, p. 9-108 arrive à un chiffre nettement supérieur de 127 par an en moyenne entre 1218 et 1295, ce qui reste cependant assez faible.

III. La militarisation de la zone entre Tage et Sierra Morena

La guerre fut un élément structurant du paysage et une activité permanente et protéiforme de ces espaces. Du côté chrétien comme du côté musulman, la militarisation se manifesta par le développement quantitatif des actes de guerre, par l'essor d'un type de guerre particulier qui n'existait pas au sein de chacun des ensembles politiques en présence et par une évolution spécifique de l'architecture castrale, accompagnée de la conversion des forteresses au moment des conquêtes territoriales.

L'historiographie traditionnelle a accredité l'idée que la conquête chrétienne avait été facilitée par la faiblesse militaire des musulmans, par la puissance de la cavalerie lourde, par l'utilisation précoce des armures par les chevaliers occidentaux, par la difficulté des *Andalousiens* à se défendre et à s'armer convenablement. Dans un travail récent sur les capacités militaires des troupes en présence dans le pays valencien au XIII^e siècle, Josep Torró Abad, même s'il reconnaît que les forces étatiques musulmanes étaient peu nombreuses dans le royaume de Valence au XIII^e siècle, conteste l'idée que les territoires *andalousiens* étaient peuplés de civils désarmés ; il utilise pour cela divers arguments comme la lenteur de la conquête (plusieurs dizaines d'années), l'intensité de la résistance (en particulier celle d'al-Azraq entre 1245 et 1258), la violence des révoltes au cours du XIII^e siècle jusqu'à l'insurrection de 1276-1277, la très vraisemblable diffusion des techniques militaires de part et d'autre, la considération et la réputation dont jouissaient auprès des chrétiens les capacités musulmanes de défense. Celles-ci étaient loin en effet d'être négligeables : les communautés montagnardes vivant dans des forteresses haut perchées furent épargnées en même temps que leur autonomie de gestion et de défense. En ce qui concerne l'« appareil militaire féodal », l'auteur relativise l'efficacité indéniable de la cavalerie lourde, dont l'utilisation massive en rase campagne fut rare (Torró 1999, p. 28-37). Les troupes de chevaliers en armure constituaient une force dissuasive incontestable, y compris en petits groupes dans les opérations de reconnaissance, mais elles étaient inefficaces en milieu montagneux où des troupes plus légères et plus mobiles, utilisant des flèches et des carreaux d'arbalètes constituaient une riposte efficace.

III.1. Les combattants de la frontière et leur armement

Ibn al-Abbār (m. 1260), qui avait signé la capitulation de Valence au nom de Zayyān, joint à ses lamentations littéraires la perplexité suscitée par cette défaite qu'il ne comprenait pas, et qu'il n'arrivait à expliquer que par la lutte des factions, la *fitna*. Pour Ibn al-Abbār, apparemment, les moyens de résister en Andalus existaient : richesse, techniques... et il ne semble pas avoir été frappé par une quelconque supériorité militaire (Torró 1999, p. 22).

L'historiographie a souvent opposé les chevaliers chrétiens cuirassés aux soldats musulmans sans armures ; il semble bien à la lecture des textes que cette interprétation soit à nuancer. À propos du royaume de Valence, Miquel Barceló a soutenu l'idée qu'al-Andalus était

défendu par des « civils sans armes ³¹¹ ». Comme le rappelle Claude Gaier, les *armures* représentaient l'armement par excellence, l'équipement défensif individuel. Un homme « armé » était celui que protégeait une armure, alors que l'individu « désarmé » était un démuni, même s'il avait une épée, un arc ou une lance. L'expression *inermes* ne désigne ainsi pas nécessairement des hommes désarmés, mais des hommes sans armure ³¹². Il est en effet vraisemblable que les communautés paysannes *andalusiennes* réfugiées dans les *husūn* du Šarq al-Andalus ne portaient pas d'armures, ni de cottes de mailles, sans pour autant être désarmées, au contraire. Josep Torró voit dans cette absence d'armures, non un signe de faiblesse, mais la preuve de l'engagement populaire et privé dans les combats et l'absence d'une classe de guerriers professionnels.

Par ailleurs, certaines troupes étaient réputées combattre sans armure. D'autres en revanche furent toujours en grande partie cuirassées, comme la cavalerie des ordres militaires. Les troupes des *concejos* castillans devaient en revanche être plus légèrement protégées, d'abord parce que la cotte de mailles, étant donné son prix, était inaccessible aux milices « populaires », et ensuite qu'elle convenait mal à des expéditions où la rapidité était un facteur essentiel. Non seulement l'armure était onéreuse, mais aussi le destrier. Un cheval de guerre, capable de se lancer à la charge avec sa couverture de fer et le cavalier armé sur lui, était plus cher que cinq rosses. Le cavalier essayait d'en avoir au moins un de réserve, ce qui inévitablement le conduisait à venir accompagné d'écuyers et d'auxiliaires pour le garder, mais aussi pour transporter ses armes et son armure. Au XIII^e siècle, le nombre minimum de montures à la disposition de chaque chevalier du Temple était de trois, avec probablement, une tendance à l'inflation. La Règle de l'Ordre, qui prévoyait trois chevaux, en accordait toutefois un quatrième, après autorisation du Maître. L'alourdissement progressif de l'équipement chevaleresque complet aboutit ainsi à en restreindre la diffusion auprès d'une élite de la fortune et de la naissance.

Comme souvent, il est très vraisemblable par ailleurs que les sources aient déformé la réalité. La mentalité chrétienne de l'époque valorisait les soldats du Christ, incarnés par les nobles chevaliers, bien protégés et armurés. Avec le développement de l'idéal chevaleresque au XII^e et surtout au XIII^e siècle, les œuvres chrétiennes ont eu très certainement tendance à présenter le combat pour la foi comme opposant de nobles chevaliers chrétiens armurés à des barbares païens ignobles et sans armure. Que tous les musulmans n'aient cependant pas été armurés, c'est évident : les archers arabes, par exemple, moins exposés a priori que les premières lignes, et habitués à garder leurs distances avec l'ennemi, étaient certainement dépourvus de protections encombrantes, mais il est clair, dans la péninsule Ibérique, que l'armure, plus que le cheval, est l'apanage de la noblesse : l'ennemi en était donc nécessairement dépourvu dans les représentations qu'en donnaient les sources chrétiennes. Robert Bartlet rappelle la nuance entre le sens social du terme de *miles* ou *caballero* et le sens militaire, entre chevalier et cavalier, entre *Ritter* et *Reiter*. Au XI^e siècle, les *milites* sont opposés aux magnats ou aux grands nobles et il est possible de faire d'un homme un *miles* en lui donnant un cheval et une armure ; au XIII^e siècle, le chevalier est membre d'une caste fermée et héréditaire. L'exclusivisme social,

311. M. Barceló, « Vespres de feudals. La societat de Sharq al-Andalus just abans de la conquesta catalana », *La formació i expansió del Feudalisme Català, Estudi General* 5-6, 1985-1986, p. 237-251.

312. C. Gaier, *Les Armes*, Turnhout (« Typologie des sources du Moyen Âge occidental », 34), Brepols, 1979, p. 18.

la religion et le roman s'associèrent pour modifier la signification du mot (Bartlett 1986, p. 1135).

III.2. Les divers types de guerre de frontière

Ainsi la diversité de l'armement et des techniques de combat qui en découlent ne semble-t-elle pas liée à la frontière, mais plutôt à des spécialisations internes, qu'elles soient d'ordre ethnique (les *guzz* sont réputés par exemple pour leurs archers), social ou professionnel (milices municipales, garnisons des villes, mercenaires, cavalerie des ordres militaires...). Alors que dans le reste de l'Occident médiéval, l'aristocratie d'épée, la noblesse de la chevalerie lourde, est répandue et que le combat acquiert certaines formes spécifiques que les historiens de la guerre ont bien étudiées en général, en revanche, dans la péninsule Ibérique, les conditions sont totalement différentes. La guerre y est déterminée par un affrontement permanent. Les forces en présence possèdent chacune leurs propres référents et leurs propres idéaux et leur confrontation à la frontière détermine un type de guerre spécifique, essentiellement polymorphe.

La région frontalière est d'abord le lieu d'une guerre « endémique », chronique, régulière. D'ampleur mesurée, celle-ci se caractérise par des opérations annuelles qui accompagnent l'émergence de « sociétés de frontière », et qui contribuent puissamment à en modeler la vie. Elle est l'horizon permanent des habitants de la zone, et détermine le peuplement, les activités et les mentalités. Ce type de guerre, fondé sur des effectifs réduits, sur la mobilité et sur la rapidité d'exécution est, paradoxalement, « conservateur » ; il ne vise pas à bouleverser l'équilibre de la frontière, il a pour objectif la reproduction sociale et l'enrichissement de ceux qui y participent. En revanche les sièges de villes ou de places fortes participent d'une tout autre logique. Beaucoup moins réguliers, quoique très nombreux entre la fin du XI^e et le milieu du XIII^e siècle entre Tage et Sierra Morena, ils impliquent la participation de forces plus nombreuses. Il s'agit d'une guerre de position dont le déroulement est « statique. » Pourtant elle tend à créer les conditions de l'expansion, territoriale et sociale, d'une formation sur l'autre. Une troisième manifestation de la guerre se caractérise par ses dimensions exceptionnelles : elle met en jeu des effectifs énormes ; presque toutes les composantes des sociétés en présence y participent, avec à leur tête un ou plusieurs princes. Cette caractéristique recouvre les deux précédentes, puisque des colonnes mobiles sillonnent les régions traversées, et que les places fortes et les villes rencontrées sont assiégées. La guerre débouche parfois sur un affrontement au sommet, un duel final en rase campagne dont l'issue établit un nouveau rapport de force et détermine les modalités d'une trêve temporaire, plutôt que d'une paix définitive.

III.2.a. La guerre au quotidien

Le cheval cuirassé constituait une protection blindée dissuasive et donnait une grande liberté de mouvement aux groupes qui s'aventuraient en territoire hostile. Ces caractéristiques sont fondamentales pour expliquer l'efficacité et l'impunité d'opérations lancées en profondeur dans les territoires ennemis, comme la célèbre intervention d'Alphonse le Batailleur en Andalous en 1126 et les incursions régulières des milices municipales d'Ávila, Ségovie, Salamanque dans les régions de Cordoue ou de Séville.

Les effectifs de ces opérations n'étaient jamais très élevés. Quelques centaines d'hommes à cheval tout au plus, se déplaçant sans cesse, vivant sur le pays, faisant des prison-

niers, capturant du bétail et évitant les grandes villes, sièges de garnisons³¹³. Ces expéditions avaient lieu au printemps ou en été. Al-Ĥimyarī attribue aux habitants, tant fantassins que cavaliers, de la ville de Trujillo, possession musulmane jusqu'en 1165 et de 1197 à 1232, la réputation de mener sans arrêt des incursions contre le territoire chrétien³¹⁴. Le butin était leur objectif principal. Le combat avec les garnisons était le plus souvent évité et n'avait lieu qu'en dernier ressort. Aux XII^e-XIII^e siècles, l'aire d'action des milices *concejiles* s'étendait jusqu'en Andalousie. Les musulmans, de leur côté, allaient jusqu'au pied de la Sierra de Guadarrama, et la ville de Coria, au nord du Tage. Pour toutes ces troupes, la région entre Tage et Sierra Morena semble être une zone de passage, les châteaux abandonnés étaient utilisés comme refuges pour la nuit, parfois quelques troupeaux étaient surpris et capturés. L'appât du gain n'excluait pas la volonté d'affaiblir l'ennemi : il s'agissait moins de le priver définitivement des moyens de production que de s'approprier une part des récoltes et du travail de l'année.

III.2.b. La conquête territoriale : sièges de villes et de places fortes

D'une tout autre nature est la guerre de siège. Il ne s'agit plus cette fois d'une relation « frontalière » respectant l'équilibre existant, mais de l'établissement d'un rapport basé sur de nouvelles têtes de pont et visant à assurer un meilleur contrôle territorial et des profits supérieurs. Entre Tage et Sierra Morena, au XI^e siècle, seules Calatrava, Chinchilla, Cuenca peuvent être considérées comme de véritables petites villes, mais le dépeuplement progressif de la région rapproche leur situation de celles des places fortes ou des châteaux voisins.

Comme le rappelle Randall Rogers, on n'insiste pas assez sur le fait qu'au XII^e siècle, les forces assiégeantes étaient aussi variées et disparates que les populations des villes assiégées³¹⁵. Certaines troupes étaient composées de coalitions aux intérêts divergents, voire conflictuels. Une récompense équitable et satisfaisante pour tous était très difficile. Le problème était en général résolu par un arrangement préalable sur la distribution du butin. Des intérêts différents à court, moyen ou long terme, étaient souvent l'occasion de malentendus dont témoigne par exemple le départ des Ultramontains après la reddition de Calatrava en 1212. L'intervention d'effectifs croisés importants dans la zone centrale de la frontière était exceptionnelle, alors que les étrangers furent sollicités à plusieurs reprises dans les régions maritimes (offensive piso-catalane sur les Baléares en 1113-1115, le siège de Lisbonne en 1147, attaque combinée génoise, aragonaise et castillane sur Almería et Tortosa en 1147-1148, et, en 1189, siège de Silves où les troupes en route pour la troisième Croisade aidèrent les Portugais à prendre la ville : ils construisirent pour cela des tours de siège, fournirent la technique, la main-d'œuvre, et une partie des troupes...).

L'approvisionnement constituait, pour l'assiégé, évidemment, mais aussi pour l'assiégeant, la clef de la victoire. C'est d'ailleurs sur des calculs de ce type qu'al-Nāṣir s'était

313. Le *Kitāb al-Iktifā'* d'Ibn al-Kardabūs relate de nombreuses incursions chrétiennes et contre-offensives almoravides jusqu'aux deuxièmes *taifas*. Parfois, il donne des ordres de grandeur qui semblent très plausibles et qui peuvent nous servir d'exemple : en 489/1085, 80 cavaliers chrétiens auraient fait une incursion à proximité d'Almería. Ibn Ṣumādīḥ envoya contre eux un de ses chefs militaires à la tête de 400 soldats aguerris qui furent défaits (Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, p. 89, trad. p. 112).

314. Al-Ĥimyarī, *Rawḍ al-Mi'tār*, n° 65, p. 63, trad. p. 79-80.

315. R. Rogers, *Latin Siege Warfare in the Twelfth Century*, Clarendon Press, Oxford, 1992, p. 9.

fondé pour préparer sa rencontre avec les armées croisées en 1212. Il avait abondamment pourvu la ville-forteresse de Calatrava (*Qal'at Rabāh*) en armes et provisions destinées à permettre une longue résistance à la garnison présente dans la place. La durée du siège aurait dû épuiser les troupes chrétiennes qui avaient déjà, dès le début de leur avancée, des problèmes d'approvisionnement que la traversée de la Manche, dépourvue de cultures céréalières et donc incapable de soutenir une énorme armée en campagne pendant longtemps, ne pouvait qu'accroître. La reddition de la place par le chef de la garnison, après seulement trois jours de siège, permit certes le salut des troupes musulmanes assiégées, mais au prix de l'abandon de toutes les réserves accumulées qui, aux dires des sources concordantes, étaient considérables et fournirent un ballon d'oxygène aux troupes croisées. Cette reddition ruinait les plans du souverain almohade et explique sa rigueur dans le châtement infligé au *qā'id* chargé de la défense de la ville-frontière. Des sources postérieures attribuent la défaite d'al-'Iqāb (Las Navas de Tolosa) à l'exécution de Yūsuf Ibn al-Qādis et au mécontentement qu'elle suscita dans les troupes andalouses³¹⁶. Pourtant loin d'être la manifestation de l'arbitraire et de l'incohérence que les historiens se plaisent à attribuer à al-Nāṣir, cette exécution sanctionna une faute grave. Par ailleurs, si le départ des croisés ultramontains, fâchés de la clémence d'Alphonse VIII à l'égard de la garnison, fut un coup dur psychologique, il alléga les effectifs et facilita les problèmes d'approvisionnement.

La famine, la crainte du pillage et de la mort conduisirent souvent les assiégés à négocier avec les assiégeants. Les termes des accords de reddition des villes et des places fortes sont très semblables sur toute la période et dans toute la Péninsule : un mois d'attente est accordé pour permettre une demande de renfort, si celle-ci est refusée, la reddition a lieu. Les cas de Saragosse en 1118 (rapporté par Ibn al-Kardabūs), d'Oreja en 1138, de Coria en 1142, de Salvatierra en 1211, reflètent le désir chez les combattants d'arriver à un compromis honorable. Cette politique, qui avait des avantages évidents pour des défenseurs isolés et probablement démoralisés, en avait aussi pour les troupes assiégeantes qui épargnaient ainsi leurs forces.

Il n'y a pas de doute que c'est avec l'essor de la poliorcétique aux XII^e et XIII^e siècles que la fortification a subi le plus de transformations. Comme en Orient, des châteaux monumentaux apparaissent alors, en pierre de taille et puissamment protégés sur des éperons rocheux³¹⁷. Le développement de la mine et de la sape et l'utilisation croissante de l'artillerie sont responsables de ces mutations. Les architectes, de leur côté, tentèrent de profiter des limites des engins de siège utilisés : faible mobilité, vulnérabilité au feu et aux sorties des garnisons pour lesquelles les Arabes et les Andalousiens étaient réputés. On voit ainsi apparaître des ouvrages avancés, des avant-murs, des fausses-braies comme à Calatrava la Vieja. L'omniprésence de la guerre de siège entre la fin du XI^e siècle et le milieu du XIII^e engendra dans le paysage, dans les châteaux, de profondes mutations.

III.2.c. « Les grandes batailles de la "Reconquête" »

Ces grandes expéditions militaires, monarchiques pour les chrétiens, émiraux ou califales pour les musulmans regroupent en fait les différents types de combats que nous avons évoqués plus haut, mais leur particularité est de déboucher sur un duel et une grande bataille.

316. C'est le cas d'al-Ḥimyarī, *al-Rawḍ al-Mi'ṭār*, n° 125, p. 137, trad. p. 165.

317. En témoignent les superbes châteaux santiaguistes du Portugal (Mario Barroca, « Os castelos das ordens militares em Portugal (séc. XII a XIV) », in Ferreira Fernandez (éd.) 2002, p. 535-548.

Nous ne développerons pas trop l'analyse de ce type de guerre, car l'ouvrage de Huici Miranda, *Las grandes batallas de la Reconquista*, fait une présentation exhaustive des sources concernant les batailles de Zallāqa (Las Sagrajas, 1086) opposant Alphonse VI de Castille à Yūsuf b. Tašfīn, d'al-Arak (Alarcos, 1195) entre Alphonse VIII de Castille et le calife almohade Abū Yūsuf Ya'qūb, et d'al-'Iqāb (Las Navas de Tolosa, 1212) voyant la défaite d'al-Nāšir face aux rois Alphonse VIII de Castille, Sanche le Fort de Navarre et Pierre II d'Aragon. On ajoutera, à la suite de Huici, la rencontre d'Uqlīš (Uclés, 1108) entre une armée de siège et l'expédition de secours envoyée depuis Tolède, même s'il n'y avait aucun souverain présent sur le champ de bataille, en raison des conséquences considérables de cette rencontre qui voit la mort de l'infant Sanche, héritier du trône de Castille (Huici 1956). Le fait que ces quatre rencontres aient eu lieu dans la frontière centrale de la péninsule Ibérique est frappant. Cette « coïncidence » motive les quelques pages qui suivent ³¹⁸.

La réunion de grandes armées engendrait des problèmes d'intendance, déjà évoqués pour les sièges, mais posait aussi le problème de l'unité du commandement, car chaque groupe conservait au sein de l'armée son organisation et il n'y avait pas de fusion des troupes. Rares étaient les troupes qui pouvaient se targuer d'une grande cohésion et d'un commandement unifié. Chaque milice municipale, chaque ordre militaire, avait son corps de cavaliers et de fantassins, qui conservait son organisation dans l'ordre de bataille général. Les milices urbaines restaient rassemblées sous l'autorité de leurs chefs, les troupes des ordres militaires aussi et, du côté musulman, les Arabes, les Ġuzz, les Almoravides, les Almohades, les volontaires, les garnisons de la frontière formaient des bataillons distincts au sein des ordres de bataille ³¹⁹. Les chroniques se complaisent à rappeler les ordres de bataille. Il n'est pas sûr qu'il faille voir dans ces descriptions le fidèle reflet de la réalité tant elles sont stéréotypées. Luis Sánchez Belda rappelle ainsi dans son édition de la *Chronica Adefonsi Imperatoris* que l'ordre de bataille décrit pour une razzia des milices municipales de Ségovie, Ávila et Tolède dans la région de Séville, s'inspire du récit biblique de la bataille entre les armées de Bacchidès et celles de Judas Macchabée (Mach. 9, 11) ³²⁰. Le *Bayān* et le *Hulal al-mawšiya* décrivent l'armée dirigée par Tašfīn b. 'Alī juste avant de livrer combat contre les nobles de Salamanque en mars-avril 1134, et l'ordre qui se dégage est un véritable programme politique :

« Au cœur avec l'émir Tašfīn se trouvaient les Almoravides et les volontaires. Les précédaient les bannières blanches élevées couvertes de versets (*āyāt*) ; sur les deux ailes, les grands du régime et les héros d'al-Andalus, défenseurs de l'invocation. Les précédaient le rouge des étendards qui portaient les sourates redoutables et, sur les deux côtés, les gens de la frontière et ceux qui disposent de la bravoure et de l'endurance ; à l'avant-garde, les notables zénètes et les groupes de la garde personnelle (*ḥašam*),

318. M. Alvira, « La muerte del enemigo en el pleno medievo : cifras e ideología (el modelo de las Navas de Tolosa) », *Hispania* 55/190, 1995, p. 403-424 ; « De Alarcos a las Navas de Tolosa : idea y realidad de los orígenes de la batalla de 1212 », *Alarcos 1195*, p. 249-264.

319. Sur l'organisation de l'armée aux époques almoravide et almohade, voir Fāziya Kalās, « Al-ġayš 'inda l-muwaḥḥidin », *Dirāsāt tāriḥiyya*, 10/31-32, 1989, p. 197-218 et I. Ḥarakāt, *Al-niẓām al-siyāsī wa l-ḥarbi fī 'ahd al-murābiṭin*, Casablanca, s.d. et Šāliḥ Muḥammad Fiyāḍ Abū Diyāk, *Funūn al-qitāl 'ind al-Murābiṭin wa l-Muwaḥḥidin wa l-Ḥaḥṣiyyin*, Irbid, s.d.

320. Cai, éd. Sánchez Belda, note 58, p. 93-94.

gens de constance éprouvée et de grande lucidité, avec des bannières décorées et les emblèmes en haut ³²¹ ».

Il est possible que l'ordre décrit ait été celui effectivement adopté sur le champ de bataille, il n'en reste pas moins qu'il constitue par l'agencement des éléments de l'armée une certaine vision du pouvoir et du commandement. Au « cœur » de l'ordre de bataille, qui se trouve en fait, d'après le reste de la description, à l'arrière-garde, ce qui conforte une lecture « politique » du texte, le prince entouré des siens et des « volontaires. » En première ligne se trouvent les versets du Coran, c'est-à-dire les *āyāt*, les signes miraculeux de la révélation, dont la dynastie se fait la porteuse (*dā'i, da'wa*). Par ailleurs, chaque cercle concentrique se place sous l'autorité du Coran, chaque aile comprend un groupe issu d'al-Andalus et un autre du Maghreb, les frontaliers se trouvent naturellement sur les ailes. Al-Ṭurtūšī (m. 520/1120) « était partisan d'une armée en trois fractions : un centre et deux ailes, et préconisait pour la bataille en ligne, la formation sur trois rangs. » L'intérêt de cet auteur pour les ordres de bataille est révélateur de l'arrière-plan idéologique de ces ordres, qui doivent obéir à des normes. Il n'est pas étonnant que, d'après les sources, la tactique adoptée par les armées musulmanes à Zallāqa (Las Sagradas, 1086) corresponde au schéma présenté par al-Ṭurtūšī reprenant al-Bakrī, car, dans la logique de ces textes, seule une armée ayant respecté un ordre supérieur pouvait être victorieuse. Les grandes batailles se prêtent à une ritualisation qu'elle soit réelle ou reconstruite. Les chroniques tendent à donner un sens à la victoire ou à la défaite et à les intégrer dans un ordre voulu par Dieu.

III.2.d. Trêves et paix à la frontière

Dans ce contexte guerrier, les territoires frontaliers respirèrent ponctuellement au rythme des trêves, dont on peut essayer de faire la chronologie entre la fin du XI^e siècle et le milieu du XIII^e. Hélas, aucun document original des époques almoravide et almohade ne nous est parvenu et les chroniques restent la source principale sur cette question. Elles révèlent que le contraste est grand entre la période almoravide, où l'on n'a pratiquement aucune mention de trêves, et la période almohade où elles sont fréquentes, tous les royaumes étant concernés (sauf la Navarre qui n'a pas de frontière commune avec al-Andalus). Cela ne veut pas dire que l'état de guerre était permanent au début du XII^e siècle, et que la paix régnait dans la seconde moitié du siècle : d'abord, l'absence de trêves officielles n'impliquait pas nécessairement l'existence d'expéditions militaires (en particulier en hiver la zone frontalière était relativement épargnée), ensuite un accord n'empêchait pas les transgressions, enfin les traités passés par l'empire almohade ne concernaient jamais tous les royaumes chrétiens à la fois. La dynastie *mu'minide* était en fait perpétuellement en guerre contre un ou plusieurs royaumes chrétiens. La fin du XII^e siècle, en revanche, et encore plus la période ouverte par la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa (*al-'Iqāb*), se caractérisent par une institutionnalisation des relations diplomatiques, dont témoignent les envois d'émissaires, les négociations et le renouvellement des accords.

321. Cela eut lieu en 528/1133-4 (*al-Ḥulal al-mawšīya*, p. 122, trad. p. 148 ; Ibn 'Idārī, *Bayān*, t. 4, p. 88-89, trad. Valence, 1963, p. 202-203).

Dates	Trêves
1121	Proposition almoravide de trêves après la perte de Sigüenza et en raison des événements de Cordoue.
530/1136	Trêve de l'Aragon avec Abū Bakr Yaḥyá b. 'Alī b. Ġāniya, à la suite de la défaite de Fraga où meurt le roi d'Aragon
1149	Traité de paix entre l'Aragon et Ibn Mardaniš. La paix dure dix ans
566/1170-1171	Renouvellement des trêves avec le León à Zallāqa près de Badajoz (d'après <i>Bayān</i>). Muḥammad Ibn Wazīr est ambassadeur des Almohades.
1173	Castille et Portugal demandent des trêves. Accordées pour 5 ans avec le Portugal ; 2, 4, ou 5 ans pour la Castille (en raison des famines qui touchent les deux côtés de la frontière). Guerre avec le León (1173-78). Les Almohades prennent Cáceres et Alcántara
1178	Fin des trêves avec le Portugal qui attaque Séville. Trêve avec le León jusqu'en 1183. Giraldo Sempavor passe au service des Almohades. Siège castellano-aragonais de Cuenca (1177)
577/1183	Fin de la trêve traditionnelle avec le León qui attaque Cáceres
1190►1195	Le calife accepte des trêves avec la Castille, renouvelle celle avec le León, puis attaque le Portugal
1191	Reprise de Torres-Nova, d'Alcacer do Sal et de Silves : trêves avec Portugal
1195	Refus des propositions de trêves castillanes. Alliance offensive avec le León
1197	Acceptation des trêves castillanes et léonaises
600/1203-1204	Renouvellement des trêves
1211	Rupture des trêves avec la Castille et l'Aragon. Incursion des chevaliers de Salvatierra
611/1214-1215	Trêves avec la Castille, après Las Navas de Tolosa.
618/1221-1222	Renouvellement des trêves avec la Castille, sous al-Mustaṣir (1214-1224)
1228	Trêve almohade avec Ferdinand III et départ du calife vers l'Afrique. Fin de la présence almohade dans la péninsule Ibérique
1241	Rupture des trêves par Ibn al-Aḥmar. Ibn al-Aḥmar tente de s'emparer de Martos et d'Andújar (1241).

Tableau 1 : Chronologie des trêves entre al-Andalus et la Castille-León

Toutes les trêves passées avaient un caractère temporaire. En général, la durée choisie était de cinq ans. La trêve était passée au nom du pouvoir central. Aucun *concejo* chrétien ne semble avoir passé directement d'accord avec les musulmans, par exemple. D. Lomax déduit d'une *convenientia* entre les ordres militaires de Calatrava et de Santiago, en 1221, qu'ils avaient l'habitude de passer des trêves indépendamment du roi : cet accord prévoyait une solidarité de réaction en cas de rupture de trêves et d'attaque d'un des deux Ordres par les musulmans. La conclusion du chercheur britannique est très contestable : en effet on ne dispose d'aucun témoignage ni du côté chrétien, ni du côté musulman, d'une trêve passée entre un souverain musulman et un ordre militaire. Il est beaucoup plus logique de rattacher cet accord à la lettre d'Honorius III de 1220 qui interdisait aux ordres militaires de respecter les trêves, illicites à ses yeux, que les rois péninsulaires avaient passées avec les « païens. » La situation dans la péninsule Ibérique interdisait aux ordres militaires de mener seuls la guerre contre l'Islam sans le soutien des monarques dont ils dépendaient. L'accord passé entre les deux Ordres leur permettait de réagir avec plus de puissance aux agressions musulmanes et d'être plus autonomes par rap-

port aux monarchies, qui étaient tenues par les accords de paix qu'elles avaient passées avec les princes musulmans (Lomax 1965, p. 32). C'est le souverain ou son représentant qui signe l'accord après en avoir négocié les termes. Les négociations semblent avoir été âpres et les sources musulmanes évoquent plus souvent la venue d'ambassadeurs chrétiens que l'envoi d'ambassadeurs musulmans. Les chrétiens ne semblent pas avoir été tenus par des règles pré-établies pour négocier les trêves. Aussi s'adaptèrent-ils aux normes en vigueur en pays d'islam. Le pape Honorius III condamna bien en 1220 l'utilisation de juifs comme ambassadeurs³²², et il encouragea bien les monarques hispaniques à déclarer la guerre aux musulmans sous une même bannière, mais aucune consigne n'était donnée sur la durée théorique de la trêve. L'apparition de troubles avant-coureurs, l'expression de plaintes à la veille de l'expiration des trêves témoignent *a contrario* du respect qui leur était porté. Le départ de Giraldo Sempavor en Afrique du Nord au lendemain de la trêve signée entre le Portugal et les Almohades, en 1173, confirme qu'il était inconcevable pour ce seigneur d'aller à l'encontre de l'accord passé par son roi. Par ailleurs, le projet des ordres militaires hispaniques, au début du XIII^e siècle, de participer aux croisades orientales illustre bien l'inactivité militaire découlant des trêves passées en 1197³²³.

Les sources concordent pour décrire des souverains respectant leur parole, les infractions étant sévèrement châtiées. Cette qualité princière n'est pas liée à la trêve en soi, mais à tout accord passé avec l'ennemi. Ainsi le *Bayān* rend-il justice à Ramire d'Aragon d'avoir châtié les coupables qui avaient attaqué un convoi allant de Fraga à Huesca en période de trêve, après la mort d'Alphonse le Batailleur³²⁴. En effet la transgression d'une trêve voulue par le prince équivalait à un crime de lèse-majesté : manquement à la parole du roi. C'est ce que se plaît à rappeler la lettre, rédigée par Ibn 'Ayyāš pour le compte du vizir Abū Yaḥyā Zakariyā b. Abī Zakariyā à la reine Bérengère, fille du roi de Castille et Tolède, ainsi que la lettre du gouverneur de Jaén en 1211 au moment de la rupture chrétienne des trêves : « la loyauté est la distinction des rois et il est de leur devoir d'en suivre la voie » (*fa-inn al-wafā' šī'ār al-mulūk wa 'alay-him fi-hi yağib al-sulūk*)³²⁵.

Malgré les trêves, toujours temporaires et limitées, la diversité et l'intensité des opérations, le nombre des sièges, la violence des grandes campagnes permettent de caractériser la frontière comme le théâtre d'une guerre totale. En effet la région entre Tage et Sierra Morena, où, rapidement, ne subsistèrent plus de villes, mais seulement des forteresses, était paradoxalement un territoire difficile à contrôler par rapport à d'autres régions conquises, plus densément peuplées, avec une importante population urbaine, comme l'Andalousie ou le royaume de Valence : les mêmes places y furent donc assiégées à plusieurs reprises. D'un autre côté, les souverains almoravides et almohades, comme leurs prédécesseurs amirides, utilisèrent le *ğihād* pour

322. Mansilla, *Honorio III...*, doc. 333, p. 246-247.

323. Avant même les incitations orientales d'Honorius III, le pape Innocent III avait exhorté les frères de Calatrava et d'Uclés en 1205 à reporter leur effort de guerre sur la frontière aragonaise avec l'Islam (*PL*, 215, 666 et Mansilla, *Documentación... hasta Inocencio III*, n° 321, p. 351) ; E. Benito Ruano, « Baudouin II de Constantinople y la Orden de Santiago. Un proyecto de defensa del imperio latino de Oriente », *Hispania* 12, 1952, p. 3-36 ; « Las Ordenes Militares españolas y la idea de Cruzada », *Hispania* 16, 1956, p. 3-15 ; « Santiago, Calatrava y Antioquía », *AEM* 1, 1964, p. 549-560.

324. *Bayān*, t. 4, 1967, p. 92, trad. Valence, 1963, p. 210-211.

325. NLA, n° 85, p. 306.

légitimer leur pouvoir : pour récupérer le bénéfice idéologique de la guerre légale, ils devaient mener en personne l'armée victorieuse. La constitution de ces grandes armées, pour la défense et la propagation de l'Islam, alors qu'au même moment des pans entiers de la société chrétienne trouvaient dans la colonisation armée, dans le métier des armes et dans la mise en valeur de territoires frontaliers un exutoire à la croissance, ne pouvait que déboucher sur des affrontements de grande ampleur.

III.3. La militarisation architecturale et sociale des régions frontalières

III.3.a. La militarisation des enceintes rurales musulmanes

La désorganisation du peuplement en relation avec les affrontements de plus en plus fréquents, l'implantation de garnisons frontalières et la construction de châteaux destinés à contrer l'avancée chrétienne conduisirent à une militarisation généralisée de la zone entre Tage et Sierra Morena : abandon des villages (*qurá*), perte de fonction des *husūn* ruraux (comme *Bitrūğ*, Pedroche) et réutilisation des enceintes par les troupes du pouvoir central. Certaines régions furent plus densément fortifiées que d'autres, comme la vallée du Tage, la zone autour de Tolède³²⁶, la route reliant cette ville à Cordoue par *Qal'at Rabāh* (Milagro, Guadalerzas, Malagón, Calatrava, Benavente, Alarcos, Caracuel, Almódovar del Campo et Mestanza ou le col du Muradal), les vallées du Júcar et du Cabriel qui reliaient Tolède à la région de Valence par Cuenca, Alarcón et Iniesta, la route de Valence à Jaén par Albacete, Chinchilla, Balazote, Alcaraz ou Montiel, ou bien la zone minière autour d'Almadén (Chillón, Capilla, Ġāfiq, Pedroche). Tous les châteaux ne furent cependant pas des enceintes rurales refuges.

Les fouilles archéologiques récentes de la cité de Calatrava (*Qal'at Rabāh*) attestent la quantité de réparations et de réformes subies au cours de la période³²⁷. C'est l'ampleur de la ville et des murailles, la puissance de l'*alcazaba* (*qaṣaba*), la profondeur des défenses et leur variété, en particulier avec l'utilisation de fossés remplis par l'eau du Guadiana, qui font de cette place un véritable bastion frontalier, tour à tour musulman et chrétien.

326. Zorita de los Canes, Alharilla, Oreja, Alhóndiga, Aceca, Alcántara, Talavera de la Reina, Castros (A. Malalana Ureña, « Puentes-fortaleza en el Tajo : el tramo Zorita de los Canes (Guadalajara) Castros (Cáceres) », *BAME* 4, 1990, p. 195-222) et Pico de San Vicente, Alija, Espejel, Torre de los Abades, Torre del Postigo de los Doce Cantos (Martínez Lillo 1990).

327. Pour une chronologie des constructions, on verra l'article de M. Á. Hervás Herrera et M. Retuerce Velasco, « Calatrava la vieja. Fortificación de una ciudad islámica de la Meseta », *Castillos de España* 113, 1999, p. 23-43.



Illustration 2 : Site et entrée de la citadelle de Calatrava la Vieja

Le dernier exemple que l'on donnera est le château de Las Huelgas. Situé à proximité de Mengibar, sur la route qui relie Jaén à Alcaraz, le château de Las Huelgas dans un coude de la vallée, domine le Guadalbullón. Il s'agit d'une enceinte de *tapial*, à peu près circulaire et d'environ 100 m. de diamètre. Une grande tour carrée éventrée vers l'intérieur se dresse sur le côté nord de la muraille. Elle est construite en *tapial* avec des banchées de 0,8 m. de hauteur. Cette tour s'appuie sur une grande pièce voûtée rectangulaire. Une citerne bien conservée se trouve à l'intérieur de l'enceinte. D'anciennes pierres de meule gisent sur le sol. Quoique ce site n'ait pas été identifié, les céramiques permettent de le dater de l'époque almohade. La hauteur de la tour de *tapial*, qui devait avoir plusieurs étages, et la massivité des constructions laissent supposer l'origine « étatique » de cette forteresse située sur un axe important reliant Jaén au Campo de Montiel. Il est tout à fait probable que cette place a été élevée dans la seconde moitié du XII^e siècle, après la reconquête d'Almería (1157) pour protéger la région septentrionale de Jaén.



Illustration 3 : La tour de las Huelgas (Mengibar, province de Jaén)

III.3.b. L'absence de ribāṭ-s à la frontière entre Castille et Andalus

Il est un point sur lequel on ne peut avoir de doute : la militarisation de la région frontalière au XII^e et au XIII^e siècle ne prit pas la forme des *ribāṭ-s* ; aucune structure castrale ne semble avoir été conçue comme un couvent-forteresse, tels ceux de Sousse et de Monastir. Aucune source ne mentionne de *ribāṭ-s* et aucun vestige archéologique ne permet d'affirmer l'existence de telles structures. Les seules références que l'on trouve affirment que des *ḥusūn* (lesquels ? et quand ? cela reste à déterminer) ont pu servir de lieux de retraite (*ribāṭ*) : c'est le cas, par exemple, d'al-Rabāḥī, un savant musulman qui avait l'habitude de se retirer dans le château d'Olmos³²⁸. Si la lutte contre les chrétiens ne pouvait évidemment se faire qu'à la frontière du *dār al-islām*, aucun lieu particulier ne semble désigné par ce terme.

328. Ibn Baškuwāl, *Kitāb al-Šila*, t. 1, n° 591, p. 260-261 : notice de 'Abd Allāh b. Sa'īd b. Abī 'Awf al-'Āmili al-Rabāḥī, mort en 432/1040-1041 : *Wa kāna yurābiṭ fī ramaḍān bi-ḥiṣn Walmuš*.

On en veut pour preuve la lettre adressée, en 1143-1144, par l'émir des musulmans, Nāṣir al-Dīn Taṣfīn b. 'Alī b. Yūsuf b. Taṣfīn au wālī Abū Zakariyā Yahyā b. 'Alī, au *faqīh qādi* Abū Muḥammad b. Ġaḥḥāf et aux autres vizirs, *fuqahā'* et *kāffa(t)* de Valence³²⁹. Ce texte mentionne le *ribāt fī sabīl Allāh wa l-ġihād* dans les objectifs que ces personnalités devaient se fixer. Que les Almoravides (les *murābiṭūn*), dont le nom renverrait selon certains chroniqueurs à un *ribāt* originel, utilisent ce terme au milieu du XII^e siècle, non pour se référer à un lieu, mais à une conduite morale, est assez révélateur que ce terme désigne, dans la péninsule Ibérique, avant tout une ascèse et beaucoup moins — ou pas du tout —, un établissement « militaro-conventuel. »

On observe pourtant chez les historiens les plus sérieux une tendance marquée à créer des *ribāt* -s dans toutes les régions frontalières, à partir de l'exemple d'autres régions et d'autres périodes. On ne peut cependant ignorer les travaux de Mikel de Epalza³³⁰, et de Rafael Azuar à propos du site de Dunas de Guardamar (Prov. d'Alicante)³³¹. Nous ne nous prononcerons pas sur les hypothèses de ces chercheurs en ce qui concerne Guardamar, que les graffiti (non datés) découverts sur le site désignent comme *rābiṭa* et non comme *ribāt* (*dahala hāda rābiṭa* [sic]), si ce n'est pour noter que les seules attestations avérées de *ribāṭāt* en Afrique du Nord (Sousse, Monastir et Rabat) comme dans la Péninsule (Las Dunas de Guardamar) concernent des zones littorales. À l'exception d'un cas à proximité de Tolède, on ne trouve dans la toponymie de la région entre Tage et Sierra Morena, aucun *Almonastir*, *Monastir*, *Zāwiya*, *Zaguia*, ou *Rābiṭa* comme c'est fréquemment le cas dans les zones littorales catalanes, levantines ou portugaises. L'institution du *ribāt*, si elle a existé dans la péninsule Ibérique, semble n'être apparue qu'en zones littorales et absolument pas sur les frontières de l'intérieur. En tout état de cause, il convient de bien distinguer l'usage du verbe *rābaṭa* (« faire une retraite, mener une vie ascétique ») et de son nom d'action (*ribāt*) de l'institution des *ribāṭāt*, dont l'existence, les fonctions et la chronologie sont encore loin d'être établies.

III.3.c. De la conquête chrétienne à la conversion des forteresses

Avec la conquête chrétienne, l'enceinte-refuge ou le village perché se transforme en un « château » royal ou seigneurial, dont la fonction essentielle, totalement nouvelle dans la plupart des cas, est de servir de point d'appui au pouvoir qui domine politiquement, socialement et économiquement le terroir. L'étude morphologique tant de l'habitat que des sites fortifiés eux-mêmes est alors très révélatrice de la nature et de l'ampleur des transformations socio-politiques qui ont affecté la région lorsque, cessant d'appartenir à l'aire de la civilisation « orientale », elle s'est trouvée rattachée à l'espace occidental et s'est vu imposer un nouveau mode d'organisation totalement différent de celui qu'elle avait connu jusqu'alors³³².

L'expansion chrétienne se traduit par la conversion des forteresses musulmanes. Le cas le plus frappant et le plus connu est l'érection d'un donjon de pierre dans une enceinte de *tapial*,

329. 'Isā, *Rasā'il andalusīyya*, lettre n° 1, p. 55-60.

330. *La Rāpita islāmica : Història Institucional i altres Estudis Regionals*, M. de Epalza (éd.), Sant Carles de la Rāpita, 1993, p. 61-107 ; M. de Epalza, « Études sur le *ribat* islamique : sa spiritualité militaire et ses traces archéologiques et toponymiques en Espagne », *Maroc Europe*, sn, sd, sp.

331. *La Rābiṭa califal de las dunas de Guardama (Alicante)*. *Cerámica, Epigrafía, Fauna, Malacofauna*, R. Azuar (éd.), Alicante, 1989.

332. P. Guichard, « Orient et Occident : peuplement et société », *Habitats fortifiés et organisation de l'espace en Méditerranée médiévale*, Lyon, CNRS-Maison de l'Orient, 1983, p. 177-196, p. 188.

la structure verticale du donjon contrastant doublement avec la structure horizontale de l'enceinte musulmane : une société fortement hiérarchisée prend ainsi symboliquement le contrôle d'un territoire où les structures de peuplement ne l'étaient pas ³³³. À l'enceinte-refuge musulmane qui suit le relief, construite en *tapial*, et dont la fonction défensive est primordiale, s'oppose schématiquement le château chrétien érigé en pierre, en position de visibilité et de centralité maximales comme, par exemple, à Calatrava la Nueva. Cette place monumentale est très nettement démarquée des constructions musulmanes contemporaines. Située sur un piton rocheux, elle comporte plusieurs enceintes qui utilisent les décrochements et les abrupts successifs de la roche. Apparemment il y eut une conception d'ensemble de la forteresse avec l'église monumentale, le donjon, les rampes d'accès, les portes et les bâtiments enfermés dans les enceintes successives. Ce ne sont plus les contraintes de peuplement qui déterminent la morphologie des fortifications, mais la volonté manifeste de marquer le territoire, de le redessiner, dans une optique d'affirmation de la conquête.

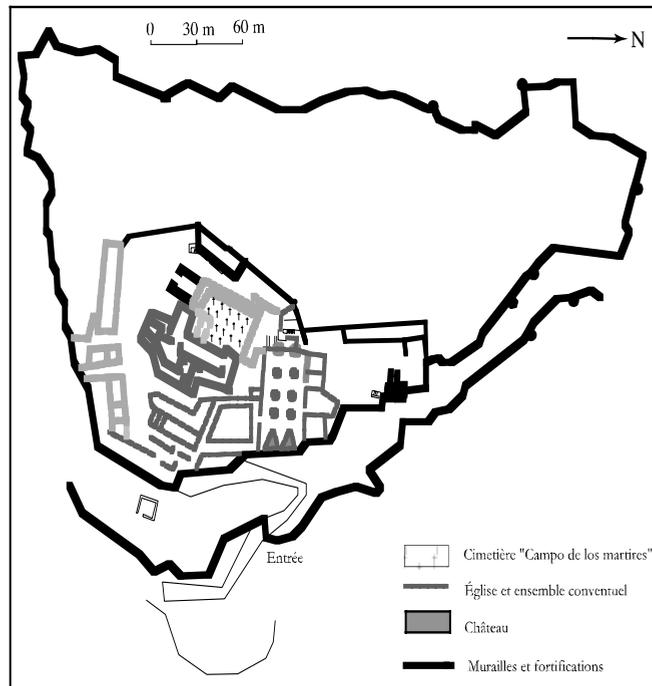


Carte 9 : Sites des châteaux de Calatrava la Nueva et de Salvatierra

333. Le château de Baños de la Encina au nord de la province de Jaén est un exemple un peu particulier de cette modification.



Illustration 4 : Château de Calatrava la Nueva



Carte 10 : Plan du château de Calatrava la Nueva

La monumentalité de cette forteresse s'explique pour des raisons défensives d'abord, les Almohades étant encore craints au lendemain de la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa, pour des raisons symboliques ensuite, liées à la récupération par l'ordre militaire de Calatrava de ses anciens territoires et à sa situation en première ligne face aux armées musulmanes. Le rôle joué par la pierre dans la construction des châteaux est généralisé à toute la péninsule Ibérique, qui suit en cela l'évolution de l'Occident chrétien médiéval³³⁴.

Dans la région tolédane, il semblerait que la conquête chrétienne ne se manifeste pas comme partout ailleurs par la construction en pierre de taille. C'est plutôt le moellon qui est utilisé et généralisé : les blocs, dégrossis avec le pic de carrier, étaient purgés des délits marneux ou autres parties faibles, ainsi que des saillies trop marquées ; on obtenait ainsi un moellon et, lorsque toutes les faces étaient dressées, la pierre de taille ou pierre d'appareil. La taille s'effectuait immédiatement après que la pierre eut été tirée du sol, ce qui diminuait les frais de charroi et fournissait un meilleur matériau. On peut rapprocher cette diffusion du moellon au sud du Tage à l'absence de signes de taille ; ceux-ci apparaissent pourtant à cette époque dans d'autres régions de la Péninsule³³⁵. Les travaux non spécialisés et les charrois pouvaient être assurés dans les autres régions de l'Occident médiéval par voie de corvée ou de réquisition, les véritables ouvriers étant des salariés, payés à la tâche ou aux pièces, sur les revenus locaux et sur les fonds de la caisse royale ou seigneuriale, une somme déterminée étant versée pour un certain nombre de pierres taillées ou pour une surface donnée de mur ou de voûte. C'est là vraisemblablement une des raisons qui expliquent l'emploi des marques de tâcheron. La société chrétienne de ces régions se caractériserait ainsi par la spécialisation, la hiérarchisation des fonctions et l'essor d'un salariat, dont témoignerait l'utilisation de signes par les lapicides. Dans la frontière centrale, au XIII^e siècle, l'absence de ces signes s'explique sans doute en partie par l'utilisation de la main d'œuvre abondante et gratuite que constituent les captifs musulmans. Le choix du moellon serait ainsi lié à la nature de la main d'œuvre utilisée par les architectes chrétiens. Les châteaux secondaires et les ouvrages auxiliaires pouvaient certes n'avoir été bâtis que par de simples maçons de village, exécutant les ordres d'un chef de guerre, mais les grandes forteresses, comme celle de Calatrava la Nueva étaient l'œuvre de véritables architectes. Or, même dans ce dernier château dont on a vu l'importance stratégique et symbolique, le matériau utilisé est le moellon. Cela révèle sans doute l'urgence dans laquelle ce château fut construit, mais aussi très vraisemblablement l'utilisation des nombreux captifs musulmans faits à la bataille de Las Navas de Tolosa en 1212, ou juste après, lors de la prise d'Ándujar.

Les châteaux des ordres militaires représentent le prototype de la forteresse à vocation essentiellement militaire dans le cadre frontalier de la lutte contre les musulmans. Pourtant la structure castrale qui se met en place, vise à contrôler et organiser l'espace dominé, et à assurer le prélèvement régulier des taxes pesant sur les habitants du territoire de chaque commanderie. Le château est centre collecteur de rentes, il est centre de seigneurie, même s'il dépend du siège de l'Ordre et en dernière instance du roi qui conserve presque toujours l'essentiel des droits régaliens (monnaie, haute justice et *ost*).

334. Par exemple au Portugal et en Catalogne (R. Durand, « Guerre et fortifications de l'habitat au Portugal aux XII^e et XIII^e siècles », *Castrum* 3, p. 179-186 ; P. Català i Roca, *Els castells catalans*, t. 1, éd. R. Dalmau, Barcelone, 1967, p. 127 et suiv.).

335. J. A. Ferrer, « Antecedentes histórico-sociales del oficio de cantero y de la industria de la piedra », *Signos lapidarios de Aragón*, Saragosse, 1983, p. 3-20.

À partir de la fin du XI^e siècle et jusqu'au milieu du XIII^e, la région comprise entre Tage et Sierra Morena devint une zone frontalière entre chrétienté et Islam, et elle fut, à ce titre, le théâtre de nombreux affrontements. Ces événements politiques, militaires et diplomatiques qui constituent par eux-mêmes le « fait frontalier » eurent de nombreuses répercussions sur le peuplement, les activités et très directement, de manière naturelle, sur la *castillanisation* du territoire — en référence à l'étymologie du nom de Castille. Aux structures castrales musulmanes, liées pour partie aux modalités du peuplement rural andalousien et donc relativement autonomes par rapport au pouvoir central, et pour partie, au contraire, aux investissements du pouvoir central sur les voies de communication méridiennes, succède par étapes l'établissement d'un réseau castral dynamique, articulant rentes, impôts, peuplement et territoire autour de trois objectifs : l'un de défense, le deuxième d'attaque ou d'expansion et le troisième de reproduction du système et donc de viabilité, en particulier économique, par la gestion du butin, des impôts, et plus généralement des ressources (matérielles ou humaines) et des dépenses ou pertes. On assiste ainsi non seulement à la diffusion de structures défensives, mais aussi à leur mutation fonctionnelle et à l'apparition de châteaux d'un type nouveau, articulant militairement, démographiquement et fiscalement leur propre territoire, dans le cadre de domaines agro-pastoraux gérés localement, autour du principe de l'auto-défense, mais englobés et hiérarchisés au sein d'institutions dont l'assise territoriale était beaucoup plus large. Cette dynamique ne fut pas continue et irréversible, les tâtonnements, liés aux structures sociales et politiques des deux ensembles en présence, furent nombreux.

Une frontière marginale, dépendante, centrale ou autonome ?

IV. Aux marges de l'islam

S'interroger sur les relations entretenues par les régions frontalières avec le pouvoir central revient, au bout du compte, à analyser le fonctionnement de celui-ci, dans ses rouages territoriaux : fonctionnement de l'administration provinciale, fiscale ou judiciaire, organisation de l'armée. Il ne s'agit pas de mener une réflexion sur l'État musulman médiéval, mais, à partir des travaux déjà réalisés sur le sujet, de cerner l'intensité des liens entre le pouvoir central et les régions périphériques du *dār al-islām*. La détermination d'une identité politique maghrébo-andalousienne se heurte à de gros écueils, mis en relief par Jocelyne Dakhliya dans son *Divan des rois*. « La narration de la réalité et de la pratique monarchiques semble à la fois indissociable et prisonnière d'un lourd appareil de stéréotypes et de clichés [...] ces lieux communs, faits de discours, relèvent pleinement d'un art politique de la persuasion et ils "font autorité" dans la mesure où la répétition d'une même éthique sultanienne, notamment, vise à créer ou à réaffirmer l'autorité politique. C'est en effet par leur banalité qu'ils se révèlent politiquement efficaces, puisqu'ils se fondent sur la légitimité de ce qui était déjà là, connu de tous, dans une esthétique de la répétition ou de l'écho que l'on peut appeler une esthétique du miroir » (Dakhliya 1998, p. 21).

Or presque tous les poncifs repérés par J. Dakhliya apparaissent dans les sources que nous utilisons : l'instabilité structurelle des gouvernants islamiques, dont la légitimité foncièrement fragile et éphémère serait la manifestation la plus frappante de la faillite historique du califat ; le rapport de pure extériorité de l'État par rapport à la société locale, et l'on sait les développements que ce *topos* a connus en Andalus avec l'idée que les Berbères n'auraient jamais réussi à s'intégrer dans le milieu andalousien, que leur faillite serait due à la non-implication des indigènes dans l'effort de guerre légale, et que la « berbéricité » des dirigeants aurait toujours été mal acceptée par les Andalouisiens fiers de leur culture et de leur histoire... On connaît aussi l'interprétation *haldunienne* du développement et de la chute des empires berbères : dans un milieu tribal caractérisé par une certaine forme de « démocratie » militaire, l'émergence d'un chef permet la fédération des forces. Les progrès de l'autorité de ce chef résultent d'un début de sédentarisation de la tribu dans des régions moins arides : au désert, le chef n'est qu'un *primus inter pares* qui ne dispose que d'une influence morale. Dans les régions où la culture et l'élevage plus productifs permettent un sensible accroissement de la production, le chef accapare terres et troupeaux et s'entoure de clients et de serviteurs. Il devient le maître de la tribu. La *'aṣabiyya* de la tribu dirigeante joue un rôle fondamental dans la fédération des tribus : elle ne s'identifie absolument pas au seul genre de vie nomade, ni à l'ensemble de la civilisation nomade (la *'umrān badawī*), elle n'est pas la seule solidarité tribale ou le seul maintien des liens de sang. Elle correspond à un état donné des structures politiques et sociales de la tribu, état correspondant à un certain niveau de développement économique. La *'aṣabiyya*, forme de la démocratie militaire, apparaît lorsqu'une aristocratie de fait est en mesure de se constituer au sein d'une communauté tribale. Ibn Ḥaldūn estime que c'est l'apparition de la *'umrān ḥaḍārī*, de

son bien-être et de ses fastes qui provoque l'évanouissement de la *'aṣabiyya* au sein de la tribu gouvernante. Celle-ci connaît en effet un grand enrichissement grâce aux prélèvements qu'elle est en mesure de réaliser sur les produits de l'agriculture et du commerce. Cet enrichissement ruine la solidarité tribale, car plus les profits accaparés sont importants et plus se développe l'inégalité entre les membres de la tribu et plus ceux-ci en sont conscients. Il devient évident que le souverain et ses proches sont les principaux bénéficiaires de la conquête. Les liens familiaux apparaissent de plus en plus comme une fiction. Devenus gouverneurs de province, installés dans des villes éloignées de la capitale, les principaux personnages de la tribu perdent ce contact journalier qui était une des causes de leur cohésion. Entourés de clients et de parents, grassement payés, parfois dotés d'*iqṭā'* -s, leurs intérêts personnels les séparent progressivement les uns des autres. Ils deviennent à leur tour des sortes de « féodaux » et des prétendants au trône et provoquent progressivement la chute de l'Empire³³⁶. Si l'on est bien forcé d'accepter certains de ces schèmes comme facteurs explicatifs de l'échec des Empires almoravide et almohade, il semble que l'on puisse chercher ailleurs d'autres raisons que l'on a traditionnellement sous-estimées.

Les seuls documents que nous possédions qui, quoique de réemploi, soient le produit des administrations almoravide et almohade, sont les lettres de chancellerie. Elles nous donnent un aperçu des liens entretenus entre la frontière et le *sulṭān*. En effet les écrits des théoriciens politiques médiévaux, utilisés par Ann K.S. Lambton, comme les *Aḥkām al-sulṭāniyya* d'al-Māwardī (m. 450/1058), les *Aḥkām al-kubrā* d'Abū l-Aṣḃaḃ 'Īsā Ibn Sahl (m. 486/1093), le traité du Sévillan Ibn 'Abdūn au début du XII^e siècle, le *Livre des magistratures* d'al-Wanṣarīsī (XV^e siècle), consacrés essentiellement à la juridiction du *qāḏī* et aux magistratures, ne s'intéressent pas à la frontière et même si, comme le rappelle P. Guichard, les « magistratures » incluent, dans ces écrits théoriques, le califat, les gouvernorats (*wilāyat al-imāra 'alā l-balad*), et aussi des fonctions militaires comme « l'émirat pour la guerre légale » (*wilāyat al-imāra 'alā l-ḡihād*)³³⁷, la zone frontalière, se trouvant à la marge de plusieurs gouvernorats (Grenade, Cordoue, secondairement Séville, et Levant) et échappant parfois au contrôle du pouvoir central, est ignorée par ces textes qui parlent de l'« appareil d'État » et qui évacuent par principe les zones marginalisées. Seules les lettres de chancellerie, envoyées par le pouvoir central aux gouverneurs de province, ou inversement adressées au souverain par les fonctionnaires du régime en charge des régions frontalières, sont, en quelque sorte, des actes de la pratique et le produit de l'administration frontalière.

La chancellerie au XII^e siècle, et en particulier la chancellerie almoravide, hérite de l'époque des *taifas* en ce qui concerne la tradition de l'*inṣā'*, ne serait-ce qu'en raison des continuités familiales qui ont existé entre les secrétaires de l'époque almoravide et les grands noms du XI^e siècle (Soravia 1998). Plusieurs pages sur la chancellerie aux XII^e-XIII^e siècles, sur les fonctionnaires-épistoliers et sur l'art de la *kitāba*, peuvent paraître éloignées de la frontière ; elles le sont, indubitablement, car cette brève présentation des pratiques sultaniennes concerne le cœur et le fonctionnement interne des régimes politiques almoravide et almohade. Pourtant c'est justement quand cette pratique se tourne vers la frontière, quand elle trouve son point de départ ou sa destination dans un lieu frontalier, qu'elle nous offre des renseignements très inté-

336. Y. Lacoste, *Ibn Ḥaldūn. Naissance de l'Histoire, passé du tiers-monde*, Paris, Maspéro, 1981, p. 147-152.

337. Guichard 1990-1991, p. 278.

ressants sur les rapports entretenus entre les « marges géographiques » du *dār al-islām* et son centre politique.

IV.1. La chancellerie entre le souverain et les frontières

On dispose de plusieurs dizaines de lettres almoravides accessibles, mais une quarantaine seulement concerne l'administration provinciale ou ses relations avec le pouvoir central. On connaît les *kuttāb* pour 25 lettres et aucun d'entre eux n'était originaire du Maghreb. La pénétration de la chancellerie almoravide par les lettrés d'al-Andalus était totale et tous ces Andalusiens avaient fourbi leurs armes dans les cours des rois des *taifas*. Il y a donc une réelle continuité entre la *kitāba* d'époque *taifa* et celle d'époque almoravide.

La documentation pour l'époque almohade est beaucoup plus importante, puisque près de 200 lettres ont été publiées par Lévi-Provençal et Aḥmad 'Azzaoui. Un peu plus d'une centaine portent sur la période que nous étudions, les autres sont plus tardives et concernent le Maghreb. De manière évidente, étant donné la quantité de lettres conservées, le nombre des secrétaires de chancellerie connus est plus important que pour les Almoravides. Le caractère andalousien de la *kitāba* se maintient sous les Almohades (entre la moitié et les deux tiers des *kuttāb*), mais de manière beaucoup moins systématique que sous les Almoravides.

IV.1.a. La *kitāba*, de l'époque des *taifas* jusqu'aux Almohades

À l'époque almoravide, le caractère familial de la charge de *kātib*, que Bruna Soravia avait déjà souligné dans sa thèse, perdure, en continuité avec les *taifas*, avec les exemples des Banū l-Murḥī (on en connaît au moins quatre représentants dans la même région, aux époques de la *fitna* et des Almoravides, et aussi un représentant sous les Almohades), et des Banū Qabṭurnuh³³⁸. Entre la période almoravide et la période almohade, malgré la permanence de la tradition andalousienne dans la *kitāba*, on assiste incontestablement à un renouvellement. Dans un premier temps cependant, par manque de personnel, comme en témoigne la destinée d'Ibn 'Aṭīyya, les souverains almohades, et 'Abd al-Mu'min en particulier, furent contraints d'avoir recours aux services des anciens fonctionnaires almoravides.

Ces secrétaires avaient une place plus ou moins importante dans la hiérarchie politique de l'époque. L'écart est grand entre le *kātib* d'un gouverneur de province et les secrétaires-vizirs dont la puissance et la destinée suscitèrent souvent dans les sources musulmanes la comparaison avec les Barmécides de Bagdad.

Après la période des *taifas* marquée par la puissance des *kuttāb*, par l'inflation poétique des lettres officielles, la conquête almoravide eut pour conséquence l'abandon des ornements rhétoriques et la recherche de la sobriété dans le style et le contenu³³⁹. Cette réforme de la chancellerie, qui sonne le glas du « règne » des *kuttāb*, s'accorde assez bien avec la rigueur morale préconisée par les nouveaux arrivants. Malgré cette réforme, en raison du recrutement de tous les grands *kuttāb* des *taifas* dans le *diwān al-tarsil* de Yūsuf b. Tašfīn et de celui de son fils 'Alī, l'influence du *tarsil* de l'époque précédente se fit toujours sentir, dans le style utilisé, au moins jusqu'aux premières décennies du XII^e siècle. Le choix des Almohades se démarque de celui des Almoravides : les liens de la *kitāba* avec l'*adab* se distendent au profit d'un rappo-

338. Soravia 1998, p. 160 et Viguera 1997, p. 162-165.

339. Voir M. 'A. Makkī, « Waṭā'iq tāriḥiyya... », p. 205-212 et Soravia 1998, p. 228.

chement avec les sciences juridico-religieuses. Dorénavant les *kuttāb* sont aussi juges, *fuqahā'*, *ṣāhib al-maẓālim*, prédicateurs de mosquées (*ḥaṭīb-s*)... La *kitāba*, comme la monnaie, peut-être un peu moins que la *ḥuṭba*, est un élément fondamental de l'exercice du pouvoir souverain ; que les Almohades aient pris la peine d'innover dans la forme des monnaies, dans l'épigraphie ou dans les productions épistolaires de la chancellerie révèle assez l'importance qu'ils y accordaient comme manifestation de leur pouvoir régalien et comme signe de la rupture qu'ils voulaient incarner par rapport aux Almoravides.

IV.1.b. Les thèmes abordés dans les lettres

Nous avons tenté de classer les thèmes et les motivations des quelque cent cinquante lettres consultées qui concernent les frontières, pour essayer de cerner la nature des relations entretenues par le souverain avec son empire : la circulation de l'information et des ordres, la remontée des plaintes de la base au sommet...³⁴⁰ Six thèmes ont été dégagés. Il convient de distinguer les lettres adressées à des inférieurs hiérarchiques, comme les '*ummāl*', par exemple, dans lesquelles l'expression peut être directe parce que ce sont des ordres qu'il faut appliquer sans discuter, des lettres annonçant une victoire militaire (*kitāb al-faḥ*) : à l'origine c'était un simple bulletin destiné à informer la population du résultat des campagnes militaires contre les « Infidèles », mais ce type particulier de *sulṭān iyya* finit par devenir sous les Almohades une pièce très élaborée, rapportant le résultat en des termes invariablement positifs, même s'il s'agissait d'une défaite ; l'exemple le plus remarquable est la lettre qui minimise la portée de la défaite de las Navas de Tolosa, lettre rédigée par Ibn 'Ayyās pour le compte d'al-Nāṣir, au lendemain de la bataille³⁴¹.

Mobile des lettres	Époque almoravide		Époque almohade	
	Nombre de lettres par thème	Pourcentage du total des lettres almoravides	Nombre de lettres par thème	Pourcentage du total des lettres almohades
Consignes, exhortations, réprimande	15	36,7 %	15	11,4 %
Nomination	7	17 %	5	3,8 %
<i>Kitāb al-faḥ</i> (victoires/défaites)	3/1	9,8 %	35/2	27,3 %
Lettres protocolaires	3	7,3 %	8	6 %
Plaintes	6	14,6 %	2	1,5 %
Informations	6	14,6 %	50	37,9 %
Relations avec d'autres souverains	0	0 %	16	12,1 %
Total des lettres recensées	36 (41 thèmes)	100 %	110 (133 thèmes)	100 %

Tableau 2 : Les mobiles des lettres officielles almoravides et almohades

340. Je n'ai pu consulter l'ouvrage de Riḍwān al-Dāya sur Ibn Abī l-Ḥiṣāl : *Rasā'il Ibn Abī l-Ḥiṣāl*, Damas, Dar al-Fikr, 1987.

341. NLA, n° 68, p. 269-271, trad. UMR 5648 2000, p. 211-213.

Il convient de noter que dans les chiffres ci-dessus, la même lettre peut apparaître plusieurs fois : par exemple, la lettre n° 7 du recueil de Maḥmūd ‘Alī Makkī est ordonnée par ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn, de son campement près de Cordoue ³⁴². Elle annonce la nomination d’un nouveau gouverneur, dont nous n’avons pas le nom, et exhorte les populations à lui obéir en développant le principe de la délégation de pouvoir tel que le souverain almoravide le conçoit. Nous avons donc compté cette lettre deux fois, dans la ligne « nomination » et dans la ligne « consignes, exhortations. » La rubrique *Kitāb al-fath* (« Lettres de victoire ») est en fait une sous-classe des lettres d’informations ; pourtant, vu le nombre et les caractéristiques propres de ce type de lettres, celles-ci ont été regroupées dans une catégorie spécifique.

Ce tableau appelle plusieurs remarques : les lettres almoravides étudiées sont trois fois moins nombreuses que les lettres almohades. Cela pourrait être représentatif d’une évolution, mais comme les Almohades se sont attelés à faire disparaître tout vestige de la domination des Sahariens, cette disproportion n’est pas la plus significative pour une évolution qu’on pressent cependant, dans les lettres, mais surtout dans les chroniques quant à l’exercice respectif du pouvoir par les Almoravides et par les Almohades. Ensuite des lettres dont la tonalité peut être très différente sont classées dans la même catégorie : le contraste est grand en effet entre l’époque almoravide et ses exhortations à obéir au représentant du *sultān*, à prendre les armes contre les chrétiens, à mener le *ḡihād*, et les consignes almohades de respecter les trêves avec la Castille, de pacifier les routes, ou d’en référer au calife avant d’exécuter un condamné, à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle. Par ailleurs, les cinq « nominations » almohades concernent le calife, ses fils et ses héritiers. En particulier l’auto-proclamation de Ya‘qūb en 1184 à la mort de son père sur le front portugais se trouve incluse dans cette rubrique. Pour les « plaintes », les deux documents mentionnés dans la deuxième colonne ne nous concernent pas en fait, car ils furent envoyés par les Pisans au calife pour protester contre les agissements de ses fonctionnaires de Bougie et de Tripoli. En revanche à l’époque almoravide, on apprend qu’Abū Marwān b. Abī l-‘Alā Ibn Zuhr s’est plaint au prince de l’attitude du propre fils de celui-ci, Abū Bakr b. ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn, au début du XII^e siècle, ou que la conduite d’un juge a fait l’objet d’une plainte auprès du souverain en 523/1129. On ne s’étonnera pas de n’avoir pour l’époque almohade aucun témoignage sur des abus commis par des fonctionnaires almohades, pour la bonne raison qu’une grande partie des lettres de la chancellerie almohade ont été compilées par al-Balawī au début du XIII^e siècle, alors qu’il était secrétaire-épistolier au service des Almohades !

La rubrique « lettres protocolaires » contient les réponses aux ambassades venant prêter allégeance au souverain au nom de leur ville, la réception des délégations et la confirmation de leur arrivée ou de leur départ. Cette catégorie est, d’une certaine manière, emblématique d’une évolution que l’on perçoit entre les deux périodes dans le sens de la multiplication et de l’institutionnalisation corrélative des relations avec les royaumes chrétiens. La période almoravide se caractériserait par une intransigeance qu’on voit apparaître aussi dans les exhortations à la résistance contre les chrétiens évoquées plus haut (les lettres almoravides d’exhortation ou de consignes sont proportionnellement trois fois plus nombreuses que pour l’époque almohade : 36,6% du total des lettres conservées, contre 11,4%) ³⁴³, alors que, si l’on considère les lettres

342. Makkī, « Waṭā’iq tāriḥiyya ḡadi da... », p. 176-177.

343. Par exemple, les lettres n° 13 (1106) et n° 3 (1126) du recueil de Makkī (« Waṭā’iq tāriḥiyya... », p. 182 et 169-170) ou n° 1 (1143-1144) des *Rasā’il andalusiyya* de F. ‘Iṣā, p. 55-60.

avec les souverains étrangers, les Almohades semblent avoir développé une véritable diplomatie (16 lettres à l'époque almohade sur ce thème, soit 12,1% du total des lettres conservées, et aucune à l'époque almoravide). Par ailleurs l'explosion des lettres d'information (37,9% du total des lettres almohades conservées contre 14,6% pour la période almoravide) témoigne, et c'est finalement un des éléments les plus frappants qui ressortent de ce tableau, de la mise en place d'un véritable réseau de renseignements : en particulier sous le règne d'al-Mustansîr (qui est aussi la période d'activité d'al-Balawî, ce qui explique en partie, mais pas totalement, la disproportion), on ne compte pas moins d'une vingtaine de lettres rapportant au souverain la situation des frontières, les bons ou les mauvais résultats des récoltes, et surtout la mort d'Alphonse VIII, les troubles entre Castille et León, la guerre civile en Castille, les trêves entre le León et le Portugal ³⁴⁴.

La mise en place d'un réseau d'espions, d'une poste parfaitement organisée et d'un échange régulier de notes de renseignements accompagne, à l'époque almohade, l'établissement d'un régime centralisé et bureaucratique. La lettre du 16 *rabi' I* 543/1148-1149 envoyée par 'Abd al-Mu'min à tous les gouverneurs de province pour les inciter à organiser la poste (*barid*), à prendre soin des entrepôts (*hirs al-mahāzin*), à exercer une justice équitable sans distinction et à en référer au calife pour toute exécution capitale ³⁴⁵, prouve que ces principes de gouvernement, fondés sur la centralisation et le pouvoir suprême du calife, furent mis en place dès le long règne de 'Abd al-Mu'min. Une autre grande différence entre les deux époques, almoravide et almohade, concerne le nombre de lettres annonçant une victoire militaire. La disproportion entre les deux périodes s'explique facilement par la *damnatio memoriae* des Almoravides.

Pour la période almohade, on peut faire plusieurs constatations : sur 37 lettres rédigées à l'issue d'une rencontre militaire, 26 ont été émises par la chancellerie du souverain, ce qui traduit la présence du souverain sur les lieux de la bataille, et donc aux frontières de son Empire. Il convient cependant d'indiquer que sur ces 37 lettres, 20 concernent l'Afrique du Nord, en particulier l'Ifriqiya, Bougie, Mahdiya, Gabès, Gafsa, alors que 17 seulement relatent des batailles en Andalus ou aux Baléares, dont six dans la frontière centrale (annonce de la reconquête d'Almería, Baeza et Úbeda en 1157 ³⁴⁶, défaite de la milice d'Ávila en 568/1173 ³⁴⁷, réponse de la population de Marrakech en 591/1195 à la lettre du calife annonçant la victoire d'Alarcos ³⁴⁸, expédition de Ya'qūb al-Manṣūr dans la vallée du Tage en 592/1196 ³⁴⁹, conquête de Salvatierra en 608/1211 et défaite de Las Navas de Tolosa en 609/1212) ³⁵⁰. Or, en se fondant uniquement sur les lettres, la présence du calife sur le lieu de la victoire semble attestée 17 fois sur 20 en Afrique et seulement 9 fois sur 17 en Andalus. Selon ces calculs, et uniquement pour les rencontres militaires documentées dans les archives de chancellerie, le

344. Respectivement NLA, n° 71, p. 278-279, n° 72 et 73, p. 280-283, n° 74, 75, 76, p. 284-288, n° 84, p. 304-305 : « Des espions sont revenus du pays de Rūm [...] et ont annoncé qu'Ibn al-Riḡ et le seigneur de León avaient passé entre eux un accord de paix. »

345. Ibn al-Qaṭṭān, *Naẓm*, p. 150-167, NLA, n° 6, p. 61-71.

346. Lévi-Provençal, *Recueil de lettres officielles*, n° 16, p. 71-81, trad. p. 39-41.

347. Le calife ne participait pas directement à ces deux expéditions. Lévi-Provençal, *Recueil de lettres officielles*, n° 22, p. 121-126, trad. n° 25 bis, p. 52-53 et NLA, n° 27, p. 130-134.

348. NLA, n° 42, p. 200-205.

349. Lévi-Provençal, *Recueil de lettres officielles*, n° 35, p. 228-241, trad. p. 66-67.

350. NLA, n° 68, p. 269-271.

souverain almohade participait à plus de trois quarts des expéditions au Maghreb, surtout d'ailleurs en Ifriqiya, et seulement à la moitié de celles en Andalus.

IV.2. Le souverain et la frontière de son Empire

« Dans la mentalité des Andalous des X^e-XIV^e siècles, il est de l'essence même de la fonction sultaniennne, c'est-à-dire du pouvoir souverain, de "nommer et révoquer" à toutes les charges de "l'appareil de l'Islam" » (Guichard 1990-1991, p. 313), mais sur la frontière, les interventions de l'émir ou du calife sont apparemment presque toujours militaires. Les sources contribuent à nous présenter un souverain au centre de son empire, recevant les informations des provinces et envoyant en retour des ordres de préparation à la guerre et de fabrication ou d'achat d'armement³⁵¹. La stabilité du lien entre le prince et les provinces frontalières était assurée par les emblèmes et les troupes que le pouvoir y maintenait, pour rappeler à tous la souveraineté de l'émir almoravide ou du calife almohade.

La mention du nom du prince dans le prône du vendredi (*ḥuṭba*) à la Grande mosquée est incontestablement le signe le plus fort de son pouvoir. La force de la *ḥuṭba* comme symbole de souveraineté apparaît nettement dans le prestige de la charge de prédicateur (*ḥaṭīb*) et dans le fait que les *mu'azzinūn* faisaient partie de la hiérarchie almohade³⁵². La *sikka*, c'est-à-dire la frappe de la monnaie, avait aussi une grande force symbolique dans les villes musulmanes. Les *sakkākūn*, quoique peu nombreux apparemment sous les Almohades, faisaient d'ailleurs aussi partie des hiérarques almohades (Hopkins 1958, p. 98-99). La monnaie manifestait le droit à régner sur un territoire. On comprend ainsi l'attachement du chroniqueur maghrébin Ibn 'Idāri, lorsqu'il dresse le bilan du règne de Yūsuf b. Tašfīn, à souligner que « l'*amīr al-muslimīn* almoravide [le "Prince des musulmans"] avait fait graver sur ses dinars : "il n'y a pas d'autre dieu que Dieu, Muḥammad est l'envoyé de Dieu", en dessous : "l'émir des musulmans Yūsuf b. Tašfīn", dans le cercle : "celui qui désire une autre religion que l'islam, ne sera pas accueilli." Sur l'autre face, il y avait le nom de l'*amīr al-mu'minīn* abbasside [le "Prince des Croyants"]³⁵³ ». Les éléments de la *šahāda*, le nom du souverain, l'allégeance au suzerain abbasside et une menace, vraisemblablement adressée en Andalus aux chrétiens, forment un message complet et clair du légitimisme almoravide (Kassis 1988, p. 60).

Il est difficile de suivre S. Fontenla quand, à la suite d'Octavio Gil Farres, il soutient l'idée que le grand nombre d'ateliers de frappe répartis sur tout l'empire est un symptôme de la faiblesse du pouvoir central³⁵⁴. En effet, malgré le nombre d'ateliers à l'époque almoravide et le nombre de frappe, H. Kassis a parfaitement montré que les types monétaires produits furent limités. Sous Yūsuf b. Tašfīn, il n'y eut qu'un modèle de monnaie, 21 années de frappe et 20 ateliers différents (7 au Maroc et 13 en Andalus). Ces chiffres témoignent du parfait contrôle de la frappe par le pouvoir central. Sous 'Alī, on note certes une évolution, puisqu'il y eut 12 variétés de monnaies, pour 24 années de frappe dans 30 ateliers (10 au Maroc et 20 en Andalus),

351. En 600/1203-1204, al-Nāšir envoya, de Marrakech où il se reposait, l'ordre aux provinces andalusiennes de veiller aux machines de guerre et d'acheter des cottes de mailles de bonne qualité. Une série de nominations ou destitutions accompagne ces consignes.

352. *Kitāb al-ansāb, Documents inédits d'histoire almohade*, p. 47, cité par Hopkins 1958, p. 102.

353. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 4, p. 46, trad. Valence, 1963, 110.

354. S. Fontenla Ballesta, « Numismática y propaganda almohade », *AQ* 18, 1997, p. 447-462.

mais il convient de nuancer l'affirmation d'H. Kassis selon laquelle cela traduirait un relâchement du contrôle, car la diversité des modèles relevés tient en grande partie à la décision d'inscrire le nom des héritiers présomptifs successifs aux côtés de celui de leur père, 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn (Kassis 1988, p. 65).

Il est très difficile d'étudier les lieux et les dates de frappe almohades, car ils ne sont pas indiqués sur les monnaies. L'absence de ces mentions participe certainement d'une propagande proclamant l'atemporalité et l'universalité du pouvoir almohade. En outre, il semblerait qu'il y ait eu une réduction du nombre des ateliers sous la dynastie mu'minide, Fès, Meknés, Ceuta, Bougie et Salé au Maghreb, Murcie et Séville en Andalus étant seul attestés. L'existence de dirhems de type almoravide, où le nom du Mahdī³⁵⁵ ou celui de 'Abd al-Mu'min³⁵⁶ est mentionné, très vraisemblablement frappés en Espagne pendant la révolte des Murīdīn (Prieto y Vives 1915, p. 31), et l'apparition de dirhems carrés dans l'Algarve, au moment de la révolte d'Ibn Qasī, laissent présager une influence notable des frontières du *dār al-islām* sur la structuration de l'État almohade. L'autre modification fondamentale des monnaies almohades tient au remplissage de l'espace par les légendes, avec passage du coufique au *nashī* : sur une face, on trouve des citations coraniques et sur l'autre la généalogie des califes almohades.

Les Almohades utilisèrent pratiquement tous les signes extérieurs du pouvoir. Cette caractéristique semble avoir frappé leurs contemporains, aussi bien que les historiens postérieurs, comme Ibn Ḥaldūn³⁵⁷. Les défilés militaires étaient l'occasion de mettre en scène le pouvoir. Tambours et étendards figuraient à l'arrière de l'armée (la *sāqa*) du souverain, à l'inverse de ce que dit le *Bayān* qui les situe en tête du cortège. Le blanc, dès l'époque d'Ibn Tūmart, fut la couleur emblématique de la dynastie. C'était la couleur distinctive des partisans de 'Alī qui l'avaient adoptée contre les Abbassides³⁵⁸. Le calife al-Manṣūr (1184-1199) rétablit par ailleurs beaucoup de signes souverains comme l'usage de la *maqṣūra* dans les mosquées, cet espace séparé situé à proximité du *mīhrāb*, qui avait justement été supprimé par les Almohades lorsqu'ils s'étaient emparés du pouvoir. La multiplication des « signes de reconnaissance » du pouvoir à l'époque almohade, le remplissage des monnaies, l'occupation de l'espace décoré par les arabesques... participent d'une abstraction du pouvoir que P. Guichard note dans l'évolution du terme de *maḥẓin* « qui se conceptualise de plus en plus pour désigner la notion de puissance étatique », alors que simultanément, le terme de *sulṭān* tend à se personnaliser, à l'instar de ce qui se produit en Orient³⁵⁹.

IV.3. Les délégués du prince

Après le souverain lui-même, dont le pouvoir se manifeste à la frontière par les expéditions qu'il dirige en personne, et aussi par le choix qu'il fait de ses délégués, par les ordres qu'il leur donne, ce sont les fonctionnaires sultaniens qui interviennent à la frontière : les gouverneurs de provinces, chargés de défendre les frontières avec la chrétienté, formaient l'élite de

355. Vives, n° 2014 à 2018.

356. Vives, n° 2043 à 2045.

357. Ibn Ḥaldūn, *Al-Muqaddima*, Beyrouth, 1982, p. 271-285, trad. Monteil, p. 527-554.

358. Ibn Ḥaldūn, p. 272, trad. p. 530 cité par R. Castrillo Márquez dans Viguera (dir.) 1997, p. 139.

359. Guichard 1990-1991, p. 275 et 305.

ces fonctionnaires, parce qu'ils prenaient les décisions et qu'ils intervenaient parfois aussi en personne à la tête de troupes ; les représentants « secondaires » de l'autorité publique résidaient dans les territoires frontaliers et ils étaient nommés en général par les gouverneurs, parfois exceptionnellement par le souverain lui-même ³⁶⁰.

Les gouverneurs sont appelés *wālī*, ou parfois *'āmil*, par les sources, mais il y a très certainement une différence entre les deux termes. Ainsi à propos de la construction du minaret de la Grande mosquée de Séville, Ibn Šāḥib al-Šalā rapporte que le calife partant en expédition pour Santarem en 580/1184 chargea son *'āmil* berbère, Abū Dawūd Yalū b. Ġaldāsan de construire la muraille dans la *qaṣaba* de Séville ³⁶¹. Ibn Šāḥib al-Šalā était bien placé pour connaître toutes les nuances des fonctions dans l'administration almohade, puisqu'il était secrétaire du *maḥzin* sous le règne d'Abū Ya'qūb Yūsuf, or il parle, un peu plus haut, du *sayyid*, gouverneur de Séville (*al-wālī 'alā Iṣbiliya*), Abū Iṣḥāq Ibrāhīm fils du Prince des Croyants Abū Ya'qūb fils du calife prince des croyants... ³⁶² Les deux hommes ont donc des fonctions bien différentes : l'un, le *wālī*, gouverne la ville et sa province, l'autre, le *'āmil*, Abū Dāwūd, directement nommé par le prince et donc probablement rattaché à l'administration centrale, était chargé de l'administration du *maḥzin* de Séville en remplacement de Muḥammad b. Abī Sa'īd connu comme Ibn al-Mu'allim en 566/1171 ³⁶³. Quoi qu'il en soit, c'est essentiellement le versant militaire des responsabilités de ces fonctionnaires qui nous intéresse, leur pouvoir de nomination et de révocation à un certain nombre de charges et, par conséquent, leur gestion de l'espace frontalier et leur choix des chefs de garnisons frontalières (*qā'id*, pl. *quwwād*). Ibn Šāḥib al-Šalā, à propos de la vacance du siège de gouverneur de Séville après la mort de 'Abd al-Mu'min, en 1163, ne cite que les fonctions principales du *wālī* : s'occuper de l'armée, des troupes et des frontières ³⁶⁴. Ibn 'Idāri, de son côté, rappelle les préparatifs de la campagne califale de 1211. Les *'ummāl* de Cordoue et de Séville reçurent l'ordre de renouveler les armées sultaniennes, mais le souverain chargeait quelques serviteurs de l'État [ou fonctionnaires, *ba'd al-ḥidma(t)*] de damer les chemins de terre, de préparer le fourrage et les accueils dans tous les relais et dans toutes les étapes selon la coutume ³⁶⁵.

IV.3.a. Le poids de la famille régnante

Les régimes mis en place par les Almoravides, puis par les Almohades, se caractérisent d'une part par la patrimonialisation de la fonction émirale pour les premiers, califale pour les seconds, de l'autre par l'accaparement des charges gubernatoriales, quoique nettement moins chez les Almoravides que chez leurs successeurs. L'épisode bien connu de la nomination des *sayyid*-s, les fils de 'Abd al-Mu'min, en 551/1156 comme gouverneurs dans toutes les provinces de l'Empire est emblématique des problèmes auxquels étaient confrontés ces régimes politiques musulmans, fondés en théorie sur le modèle mohammadien (et aussi sur les us et coutu-

360. Guichard 1990-1991, t. 2, p. 275-310 et p. 311-357.

361. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 390, trad. p. 200.

362. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 388, trad. p. 199.

363. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 363, trad. 184. À propos d'Ibn al-Mu'allim, il faut corriger la traduction d'A. Huici et remplacer « il le destitua et lui ordonna d'aller à Cordoue comme administrateur et comptable » par « Il le destitua et l'envoya à Cordoue pour lui demander de rendre des comptes sur ses dépenses et pour examiner ses actes (*'amali-hi*). »

364. Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 217, trad. p. 89.

365. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 258, trad. p. 260.

mes des tribus berbères Ṣanhāga pour les Almoravides), mais en pratique sur l'appropriation du pouvoir par une lignée dynastique. La résolution de cette tension se fit sur la base de l'« élection » : c'est, content les chroniques, sur la requête des provinces, que le souverain almohade « accepta » la proposition — « à laquelle il n'aurait jamais pensé ! » — qui lui était faite de nommer ses fils. Ce coup d'État fut en fait limité par la décision d'accompagner tous les *sayyid*-s de dignitaires du mouvement almohade : en théorie, ceux-ci devaient servir de conseil, en pratique, leur présence permettait de s'assurer le soutien des fidèles de la première heure, en les faisant participer aux honneurs. Les trois tableaux qui suivent montrent la réalité de l'accapement des gouvernements provinciaux par la famille régnante.

Pour l'époque almoravide, nous avons distingué, en italique, les descendants en ligne directe de Yūsuf b. Tašfin et, en souligné, ses cousins, des liens existant avec tous les autres personnages qui apparaissent dans le tableau, en particulier par le biais d'alliances matrimoniales au sein du clan des Banū Turġūt-Lamṭūna auquel ce souverain appartient et avec lui, les autres grands de l'Empire ³⁶⁶.

Dates	Les gouverneurs de Séville
484/1091-507/1114	<u>Sir b. Abī Bakr b. Tašfin Ibn Turġūt</u> , gouverneur général d'al-Andalus jusqu'en 1106
507/1114-508/1115	<u>Yahyá b. Sir b. Abī Bakr b. Tašfin Ibn Turġūt</u> , destitué
508/1115-511/1118	'Abd Allāh b. Fāṭima, Niwalān, mort
511/1118-516/1122	<i>Ibrahīm b. Yūsuf b. Tašfin</i> , destitué
516/1122-518/1124	<i>Tamīm b. Yūsuf b. Tašfin</i> , vient de Grenade, destitué
518/1124-522/1128	<i>Abū Bakr b. 'Alī b. Yūsuf</i> , destitué
522/1128-5mois	<u>'Umar b. Sir b. Abī Bakr b. Tašfin Ibn Turġūt</u>
522/1128-524/1130	Abū Zakariya Yaḥyá b. 'Alī b. al-Ḥaġġ al-Lamṭūni Ibn Maqūr, Wamayūz, destitué
524/1130-526/1132	Abū Ḥafṣ 'Umar b. 'Alī b. al-Ḥaġġ al-Lamṭūni Ibn Maqūr, Wamayūz, mort
526/1132-2mois	<u>'Abd Allāh b. Abī Bakr b. Tašfin Ibn Turġūt</u> , emprisonné dans l'alcazar de la ville
526/1132-527/1133	<i>Tašfin b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin</i> , destitué
527/1133-529/1134	<i>Yintān b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin</i> , vient de Valence, destitué
529/1134-538/1144	Abū Zakariya Yaḥyá b. Ishāq
538/1144-	Abū Bakr b. Mazdali

Tableau 3 : Les gouverneurs de Séville à l'époque almoravide

Pour les gouverneurs de l'époque almohade, nous avons représenté en italique tous les descendants de 'Abd al-Mu'min, en italique pointillé ses petits-fils par Yūsuf (régnant de 1163 à 1184), en italique souligné les fils d'Abū Yūsuf Ya'qūb (calife de 1184 à 1199) et en gras les *ašyāh*, c'est-à-dire les premiers fidèles du Mahdi Ibn Tūmart qui n'appartenaient pas à la famille de 'Abd al-Mu'min.

366. Cette liste des gouverneurs almoravides de Séville est fournie par le *Bayān* d'Ibn 'Idāri, t. 4, 1983, p. 105-108, trad. Valence, 1963, p. 241-245.

Dates	Les gouverneurs de Séville
549/1154	Abū Muḥammad Yahyá b. Yumūr
551/1156-556/1161	Yūsuf Abū Ya'qūb b. 'Abd al-Mu'min, d'al-Andalus avec pour ministre Ibn 'Atīyya
558/1163-561/1166	Le šayḥ ḥāfiẓ Abū 'Abd Allāh b. Ibrāhīm Ismā'il Igig
561/1166	Abū Ibrāhīm Ismā'il b. 'Alī, le frère de 'Abd al-Mu'min
561/1166-568/1172	Le šayḥ ḥāfiẓ Abū 'Abd Allāh b. Abī Ibrāhīm Ismā'il b. Īsallalī al-Ḥazraġī
570/1174-574/1178	Abū 'Alī al-Ḥusayn b. 'Abd al-Mu'min
576/1180	Abū Ishāq Ibrāhīm b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, envoyé en 1184/580 à Tlemcen
577/1181-580/1184	Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, Confirmé par son frère Ya'qūb
583/1187	Abū Yūsuf Ya'qūb b. 'Umar Abī Ḥafṣ b. 'Abd al-Mu'min
587/1191	Abū Yahyá b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, reconnaît le prince héritier al-Nāṣir
594/1198-595/1199	Abū Zayd b. 'Abd al-Raḥmān b. al-Lamṭā b. 'Abd al-Mu'min, démis par al-Nāṣir à son avènement et transféré à Siġilmāsa jusqu'en 607/1210
595/1199	Abū Muḥammad Sa'd b. Ya'qūb al-Mansūr nommé en remplacement de son grand oncle Abū Zayd
600/1203-601/1204	Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, démis pour corruption
601/1204	Abū Mūsá 'Īsá b. 'Abd al-Mu'min
603/1206	'Abd Allāh b. Abī 'Abd Allāh Muḥammad Ibn Abī Ḥafṣ 'Umar Āṣnāġ (membre de la ḡamā'a ; il participa à la proclamation d'Ibn Tūmart en 515)
605/1208	Ibrāhīm b. Ya'qūb al-Mansūr
605/1208-607/1210	Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, et à nouveau déposé
607/1210	Abū Ibrāhīm Ishāq al-Tāhir b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min (frère utérin de Ya'qūb) père d'al-Murtaḍā. Nommé à Fèz en 610/1213
610/1213	Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min
611/1214	Abū l-Rabī' b. Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min
614/1217	Ibrāhīm b. Ya'qūb al-Mansūr jusqu'à sa mort en 616/1219
618/1221	Abū l-'Ulā Idrīs b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, démis, il devient gouverneur d'Ifrīqiya
626/1228	Abū l-Rabī' b. Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, assassiné par les partisans d'Ibn Hūd en 626.

Tableau 4 : Les gouverneurs de Séville à l'époque almohade

Dates	Les gouverneurs almoravides de Grenade
Jusqu'en 500/1106	Abī Bakr b. Ibrāhīm Ibn Tifliwit, puis son fils Abū Yahyá
500/1106-505/1111	<i>Abū l-Ṭāhir Tamīm b. Yūsuf b. Tašfin</i> , gouverneur général d'al-Andalus
505/1111-509/1115	Mazdalī b. Bublankān b. Ḥasan b. Muḥammad Ibn Turġūt
509/1115	'Abd Allāh b. Mazdalī
509/1115-520/1126	<i>Abū l-Ṭāhir Tamīm b. Yūsuf b. Tašfin</i>
520/1126-522/1128	Abū 'Umar Inalū al-Lamṭūnī, destitué par Abū Ḥafṣ 'Umar b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin
522/1128-4 mois	<i>Abū Ḥafṣ 'Umar b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin</i>
522/1128	'Abd Allāh b. Abī Bakr al-Lamṭūnī
523/1129	<i>Tašfin b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin</i> (avec Almería)
524/1130-534/1139	<i>Tašfin b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin</i> (avec Almería et Cordoue)
Les gouverneurs almohades de Grenade	
551/1156-561/1166	<i>Abū Sa'id 'Uṭmān b. 'Abd al-Mu'min/b. Ṣanhāġiyya</i>
562/1167-565/1170	Le šayḥ ḥāfiẓ Abū 'Abd Allāh b. Abī Ibrāhīm Ismā'il b. Īsallalī al-Ḥazraġī
572/1176-574/1178	<i>Abū Zayd 'Abd al-Raḥmān b. Abī Ḥafṣ 'Umar b. 'Abd al-Mu'min</i> , gouverneur général d'Ifrīqiya en 583 jusqu'en 588 puis à nouveau à partir de 595
574/1178	<i>Abū Zayd b. Abū l-Ḥasan 'Alī b. 'Abd al-Mu'min/b. Fātima</i>
577/1181-580/1184	<i>Abū Zayd/Abū 'Abd Allāh Muḥammad al-Ḥardānī b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min</i> confirmé par Ya'qūb qui en fait son vizir
601/1204	<i>Abū Ibrāhīm Ishāq al-Ṭāhir b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min</i> , frère utérin de Ya'qūb et père d'al-Murtaḍā

Tableau 5 : Les gouverneurs de Grenade aux époques almoravide et almohade

Dates	Les gouverneurs de Cordoue
Jusqu'en 500/1106	Muḥammad b. al-Ḥaġġ
500/1106-505/1111	'Abd Allāh b. Abī Bakr al-Lamṭūnī Ibn Abī Ranq
505/1111-509/1115	Mazdalī b. Bublankān b. Ḥasan b. Muḥammad Ibn Turġūt
509/1115	Muḥammad b. Mazdalī
509/1115	Muḥammad b. 'Alī b. Ġāniya (sous l'autorité de son frère Abū Bakr Yahyá b. 'Alī b. Ġāniya gouverneur général de cette province d'al-Andalus)
514/1120	Abū Yahyá b. Rawāda
514/1120-520/1126	<i>Abū l-Ṭāhir Tamīm b. Yūsuf b. Tašfin</i>
520/1126	Abū Ḥafṣ 'Umar b. Sīr
522/1128	'Abd al-Raḥmān b. Abī Bakr Muḥammad
523/1129	Abū Muḥammad 'Abd Allāh b. Abī Bakr b. Ġanūna
524/1130-534/1139	<i>Tašfin b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin</i> (avec Almería et Grenade)

Tableau 6 : Les gouverneurs de Cordoue à l'époque almoravide

Dates	Gouverneur de Cordoue
549/1154-554/1159	Abū Zayd ‘Abd al-Raḥmān b. Iḥīt
555/1160	‘Umar Īntī Abū Ḥafṣ al-Hintātī
556/1161-563/1168	<i>Abū Sa‘id ‘Uṭmān b. ‘Abd al-Mu‘min/b. Ṣanḥāḡiyya, destitué en 563, mort de la peste à Marrakech en 571</i>
564/1169	<u><i>Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. ‘Abd al-Mu‘min</i></u>
570/1174-574/1178	<i>Abū l-Ḥasan ‘Alī b. ‘Abd al-Mu‘min/b. Fāṭima</i>
578/1182	<u><i>Abū Yahyá b. Yūsuf b. ‘Abd al-Mu‘min</i></u>
620/1223	<i>‘Abd Allāh b. Abī ‘Abd Allāh Muḥammad b. Abī Ḥafṣ ‘Umar b. ‘Abd al-Mu‘min, il se souleva contre al-‘Ādil quand celui-ci le nomma gouverneur de Cordoue</i>

Tableau 7 : Les gouverneurs de Cordoue à l’époque almohade

Le caractère patrimonial des charges de gouverneurs est beaucoup plus marqué à l’époque almohade qu’à l’époque almoravide. Au début du XII^e siècle, le partage des pouvoirs provinciaux se fait entre plusieurs familles, parmi lesquelles la famille régnante. La lignée d’Abū Bakr al-Lamṭūnī, un des fondateurs du mouvement, et celle des Banū Turḡūt, dont le *qā’id* Mazdalī était un brillant représentant, donnèrent chacune plusieurs gouverneurs. Nous manquons de données pour établir des durées moyennes de mandat et pour faire des comparaisons, entre les différents postes de gouverneurs et entre les dynasties almoravide et almohade. La liste fournie par le *Bayān* d’Ibn ‘Iḏārī est à ce titre unique, puisqu’elle donne sans discontinuité la succession des gouverneurs almoravides de Séville entre la fin du XI^e siècle et les deuxièmes *taifas*. Pour Cordoue et Grenade les données sont lacunaires à partir de 1115, c’est-à-dire à partir de la mort au combat de Mazdalī. Deux de ses fils lui succédèrent : l’un à Grenade, et l’autre, du nom de Muḥammad b. Mazdalī, ne conserva sa charge à Cordoue que quelques mois puisqu’il périt, en juin 1115, dans une rencontre avec les chrétiens.

IV.3.b. Délégation et décentralisation à l’époque almoravide

La fréquence des nominations/révocations de gouverneurs dans l’empire almoravide — le mandat moyen étant compris entre deux et trois ans —, a conduit Vincent Lagardère à parler de « valse des gouverneurs. » Il s’agirait selon lui d’un signe très fort de l’affaiblissement du pouvoir après la mort de Yūsuf b. Tašfīn (Lagardère 1998, p. 10). Pourtant les mutations ne semblent pas le signe d’une grande indépendance pour les gouverneurs régionaux, au contraire ; l’instabilité du personnel provincial almoravide ne doit en aucun cas être interprété comme l’indice de son indépendance, mais plutôt comme celui de l’étroit contrôle exercé par le souverain sur des représentants dont il se méfiait peut-être. Par ailleurs cette instabilité doit être nuancée. Le gouvernement exercé par Tašfīn b. ‘Alī dura une dizaine d’années (1129-1138), sur trois régions (Grenade, Cordoue et Almería). Sa destitution se produisit apparemment en raison de l’ombrage que sa réputation portait à Sīr b. ‘Alī, l’héritier présomptif. Son pouvoir de gouverneur semble très grand. Ibn ‘Iḏārī nous apprend par exemple qu’à la suite de la défaite de Waḡḏāy b. ‘Umar b. Sīr al-Lamṭūnī près de Talavera, Tašfīn

contraignit ce *qā'id* à racheter à ses frais les captifs musulmans dont s'étaient emparés les chrétiens à cette occasion, puis qu'il le destitua³⁶⁷. Ce pouvoir n'en pas moins étroitement contrôlé par des consignes très précises du souverain almoravide, 'Alī : en 1130, celui-ci décidait d'ajouter Cordoue aux deux postes que son fils occupait déjà. Dans la lettre, rédigée par Ibn Abī l-Ḥiṣāl, qu'il lui envoie, 'Alī ordonnait à Tašfin de partir de Grenade, de s'installer à Cordoue et de nommer à sa place Abū Muḥammad al-Zubayr b. 'Umar comme lieutenant dans la ville qu'il quittait³⁶⁸. L'indépendance de Tašfin ne peut guère être considérée comme un signe de faiblesse de la part du pouvoir central, car, en tant qu'héritier du trône, Tašfin n'avait aucun intérêt à contester le pouvoir dont il devait hériter et dont il était le « substitut » (*nā'ib*)³⁶⁹.

L'autonomie de ces gouverneurs n'était donc pas, dans l'Empire almoravide, la traduction de forces centrifuges ayant conduit inévitablement la *dawla* Šanhāga-Banū Turġūt à sa perte. Elle put certes créer des difficultés aux souverains, en particulier au moment des successions, mais étant donné la longévité et la durée des règnes almoravides, une seule fut délicate, celle de Yūsuf b. Tašfin, en 500/1106 : 'Alī dut faire face aux résistances de Muḥammad Ibn al-Ḥaġġ, gouverneur de Cordoue et de Abū Yaḥyá b. Abī Bakr b. Ibrāhīm, appelé Ibn Tifilwīt, gouverneur de Grenade. La délégation de pouvoir fut un choix de gouvernement plutôt qu'un signe de crise. La fonction de gouverneur de province était considérée, à l'époque almoravide, comme une *niyāba* :

« [le gouverneur] est notre substitut (*nā'ib*), pour votre direction, pour la conduite de vos affaires, et pour le gouvernement des petits et des grands parmi vous ; personne n'a autorité pour le faire avec lui, [...] et nous le nommons gouverneur sur vous tous [...] ; et tout ce qu'il fait, c'est nous qui le faisons, et ce qu'il dit à ce propos, c'est comme si c'est nous qui le disions [...] ; par notre langue, il parle [...] aussi écoutez-le, obéissez-lui et ne le contestez pas³⁷⁰ ».

En échange de la grande indépendance laissée aux gouverneurs, les exigences semblent avoir été nombreuses. Les normes générales de gouvernement, envoyées par 'Alī au gouverneur de Séville, Ibn Fātima, en 510/1116-1117, lui recommandent de « lever son voile (*ḥiġāb*) pour entendre l'appel de la personne lésée (*al-maḏlūm*) », de démettre de sa charge et de châtier dans sa chair « quiconque aura tiré un avantage de sa fonction, quiconque aura souvent menti dans son exercice, quiconque aura modifié un ordre officiel, quiconque se sera laissé corrompre pour rendre un jugement ou quiconque aura détourné un dirhem³⁷¹ ».

Une grande importance est accordée aux pratiques individuelles des dirigeants, à leur respect de la religion et à leur conduite irréprochable. Dans une lettre adressée, en 1143, à tous les habitants de Valence, le souverain Tašfin b. 'Alī recommandait ainsi au *wālī* Abū Zakariyā Yaḥyá b. 'Alī et au *faqīh qādī* Abū Muḥammad b. Ğaḥḥāf « de veiller à se purifier eux-

367. *Bayān*, t. 4, p. 80, trad. Valence, 1963, p. 186-187.

368. *Bayān*, t. 4, p. 87, trad. Valence, 1963, p. 195-196.

369. Dandaš 1988, p. 123.

370. Lettres n° 5, 6 et 7 du recueil de Makkī, « Waṭā'iq tāriḥiyya... », p. 174-177. Elles sont rédigées par Abū Bakr Ibn al-Qasira au nom de 'Alī b. Yūsuf depuis son campement dans les faubourgs de Cordoue.

371. Makkī, « Waṭā'iq tāriḥiyya... », n° 15, p. 183-184.

mêmes, avant de purifier les autres, car celui qui ne purifie pas ses affaires, ne purifie pas celles des autres, et qui ne corrige pas ses affaires, ne peut corriger celles de ceux qu'il gouverne³⁷² ». Cette lettre ne développe pas des thèmes particulièrement nouveaux par rapport aux consignes habituelles de l'époque almoravide, mais elle se distingue par la clarté de l'expression, par la sobriété du style, par le rappel de la fidélité à l'école juridique de Mālik, et par le retour à la rigueur morale qui avaient fait le succès du mouvement au XI^e siècle ; l'essentiel des effets littéraires provient des répétitions explicatives et de l'insertion de *hadīṭ*-s. Il est vraisemblable que la date de l'écriture, à un moment où le pouvoir est en train de vaciller sous les coups des Almohades au Maghreb, explique la tonalité de ce texte.

Cette organisation du pouvoir fit ses preuves. Toute l'expansion almoravide fut déléguée par le souverain aux grands chefs du mouvement, avec une large initiative. Dès l'époque de Yūsuf b. Tašfīn à la fin du XI^e siècle, la conquête des royaumes des *taifas* fut dirigée par Sir b. Abī Bakr, nommé général en chef des armées almoravides : il dirigea ses troupes contre la Séville d'al-Mu'tamid b. 'Abbād, cependant qu'Abū 'Abd Allāh Ibn al-Ḥağğ devait prendre le contrôle de la *taifa* de Cordoue, que le *qā'id* Abū Zakariyyā b. Wasiṇū devait s'emparer de celle d'Almería, tandis que Ğarrūr al-Hāšimī devait marcher vers Ronda (Bosch 1956-1990, p. 150-151). Tāmim Abū Ṭāhīr b. Yūsuf b. Tašfīn prit la relève de Sir sous le règne de son frère 'Alī, dans le gouvernorat général d'al-Andalus. Il continua les campagnes et c'est lui qui, depuis Grenade, la résidence qu'il s'était fixée, lança ses troupes, par Jaén et Consuegra, jusqu'à Uclés qu'il prit en *šawwāl* 501/mai 1108. Sir n'en perdit pas pour autant tout son pouvoir, puisque, gouverneur de Séville, il récupéra en 1111 Santarem sur le royaume de Castille-León, en profitant du conflit opposant les infantes Thérèse et Urraca, filles d'Alphonse VI de Castille, mort en 1109. Après la mort de Sir en 507/1114 dans sa capitale de Séville, son fils Yaḥyā b. Sir lui succéda, mais pour un an seulement, car en *dū-l-ḥiğğā* 508/mai 1115, il fut remplacé par 'Abd Allāh b. Fāṭima. À la fin des années 1120, al-Andalus retrouve un gouverneur et un grand militaire en la personne de Tašfīn b. 'Alī.

Le gouverneur de Séville semble avoir eu la charge du front occidental avec la chrétienté ; le gouverneur de Grenade, qui cumulait souvent cette fonction avec les charges de gouverneur de Cordoue et d'Almería tenait la frontière centrale avec la Castille ; les gouverneurs de Murcie, Valence et Saragosse organisaient la défense face à l'Aragon et la Catalogne. Le nombre de régions administratives était limité à trois : le *Šarq*, le *Ġarb* et le *Muwassata*³⁷³. Ces circonscriptions, dirigées par les gouverneurs almoravides, se caractérisent par leur extension : la région entre Tage et Sierra Morena a dépendu du gouvernorat de Grenade à l'époque de Tāmim Abū Ṭāhīr b. Yūsuf b. Tašfīn, puis de celui de Cordoue ; la vallée du Júcar et la zone de Cuenca se trouvaient aux limites des aires d'intervention des gouvernorats andalous et levantins.

IV.3.c. L'organisation du pouvoir provincial à l'époque almohade

L'époque almohade se caractérise par une restriction du milieu de recrutement des gouverneurs. À partir de 551/1156, presque tous furent des *sayyid*-s, c'est-à-dire des descendants de 'Abd al-Mu'min. Après sa mort, les gouverneurs étaient fils, frères ou cousins des califes ré-

372. 'Isā, *Rasā'il andalusiyya*, lettre n° 1, p. 55-60, p. 57.

373. Dandaš, *Al-Andalus fī nihāyat...*, p. 123.

gnants. Aucun dignitaire du régime ne fut nommé à cette fonction, à l'exception d'Abū 'Abd Allāh b. Abū Ibrāhīm Ismā'il b. Īsallalī al-Ḥazraḡī entre 561/1166 et 568/1172 et de 'Abd Allāh b. Abī 'Abd Allāh Muḥammad Ibn Abī Ḥafṣ 'Umar Aṣṇāḡ b. 'Alī en 603/1206. Les raisons de ces deux choix nous échappent, et il faut les chercher vraisemblablement dans les jeux de pouvoir entre les dignitaires almohades et les Mu'minides. Contrairement à ce qu'aurait pu laisser penser leur appartenance à la famille califale, les gouverneurs avaient beaucoup moins d'indépendance et d'initiative qu'à l'époque almoravide. Des instances de contrôle, destinées en principe à servir de conseils, furent mises en place, mais en fait elles contribuèrent à alourdir l'administration provinciale et à diluer les capacités de décision. L'absence de listes continues nous empêche d'établir la durée moyenne des mandats, qui semblent avoir été substantiellement plus longs qu'à l'époque antérieure. Cependant, à la différence de la première moitié du XII^e siècle, l'attribution d'un poste put se faire à la même personne à quelques années d'intervalle. C'est le cas, notable, d'Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḡual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min qui reçut la direction de la capitale almohade d'al-Andalus entre 577/1181 et 580/1184, en 600/1203, entre 605/1208 et 607/1210 et enfin en 610/1213.

L'administration provinciale reproduisait à l'époque almohade l'administration centrale : le gouverneur s'entourait de *kuttāb* et d'agents chargés de la perception des impôts, de l'administration du trésor, du contrôle administratif des garnisons, de la distribution des soldes (*arzāq*) et de la gestion des concessions fiscales (de domaines fonciers ou d'*iqṭā'* -s) qui pouvaient être faites à des chefs militaires (*taswiḡ*, *sahm* à l'époque almohade)³⁷⁴. Le contrôle exercé par le souverain se manifestait périodiquement par la convocation des gouverneurs de province dans la capitale, Marrakech, pour que ceux-ci rendent compte de leurs actes et renouellent leur allégeance au prince.

La création de la catégorie des *hāfiḡ*-s, les fils des premiers compagnons d'Ibn Tūmart (*aṣyāḡ*), qui se partageaient les fonctions gouvernementales avec les *sayyid*-s, les fils du souverain qui avaient suivi la même formation qu'eux dans les écoles du pouvoir à Marrakech, et la mise en place de la hiérarchie parallèle des *ṭalaba* (les « théoriciens » du régime), en dehors de la sphère gouvernementale, mais présents dans toutes les grandes villes de l'Empire, permettaient un partage des responsabilités au sein des cadres de l'État (Fricaud 1997, p. 347 et p. 385). Corporativement chargés d'élaborer la réflexion officielle en toute circonstance, spécialistes de la « propagande » almohade, diffuseurs des directives califales, membres des cours de justice ayant à se prononcer sur les malversations d'un haut fonctionnaire ou les déviations doctrinales d'un savant, les *ṭalaba*, dont beaucoup furent maghrébins, participaient aussi à de multiples tâches d'« intendance. » Les places d'honneur leur étaient réservées dans les cérémonies officielles. Le *Bayān* d'Ibn 'Idāri évoque la direction collégiale de Beja, après le départ du vizir Sidrāy b. Wazīr, par les *ḥuffāḡ* almohades qui s'y trouvaient. Un *ṭālib* berbère fut nommé à leur tête, du nom de 'Umar b. Saḡnūn. Ibn 'Idāri dépeint ce *ṭālib* comme un véritable coquin, dont l'avarice finit, après l'exécution du *qādi* Abū Ḡa'far b. al-Anṣārī et bien des malversations, par être la cause directe de la conquête portugaise de la ville en *muḡarram* 568/août-septembre 1172³⁷⁵. Ibn Ṣāḡīb al-Ṣalā qui faisait partie du *maḡzin* sous le califat d'Abū Ya'qūb (1163-1184) atteste que les *ṭalaba* de Séville contrôlaient les finances d'al-Andalus, puisqu'après avoir versé une *baraka* à la population de Cordoue, ils reçurent l'ordre de verser la

374. Mann, p. 138-141, trad. p. 48-51 et Guichard 1990-1991, p. 333-334.

375. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 128-129, trad. Tétouan, 1953, p. 13-14.

même somme aux Almohades de Grenade ³⁷⁶, mais ils avaient aussi des prérogatives militaires puisqu'en 555/1160, le *sayyid* Abū Ya'qūb, se pressant à la rencontre de son père, nomma, à Séville, un lieutenant (ou plusieurs) — choisi parmi les *ṭalaba* —, qui devai(en)t le remplacer dans la guerre contre les habitants rebelles de Carmona, partisans d'Ibn Hamušk.

La multiplication des contrôles et des hiérarchies au sein du groupe dirigeant permettait au souverain d'être informé des bons ou mauvais services rendus par les serviteurs du *sultān* ; elle contribuait aussi à développer une « société de cour », grâce à laquelle le prince pouvait jouer des fidélités concurrentes, diriger ses faveurs alternativement vers les uns ou vers les autres. En même temps, le poids de ces groupes de pression tendait à limiter le pouvoir du souverain, les cabales se multipliant et nuisant à la cohésion du *sultān*.

IV.4. Les fonctionnaires de la frontière et leur rétribution

Au niveau inférieur de la hiérarchie du pouvoir, on est encore plus mal renseigné. Nous avons des indices de la structuration des territoires frontaliers par une administration locale, dont l'articulation avec l'administration centrale nous échappe, sauf exceptionnellement. Ibn 'Iḍārī évoque la centralisation de la dîme prélevée à Beja, donc en territoire frontalier, dans le *dār al-iṣrāf* de Séville vers 1175-1178 ³⁷⁷. Cette centralisation fiscale implique la présence sur place, dans chaque région frontalière, d'inspecteurs, de percepteurs des impôts et de convoyeurs de fonds. L'absence d'archives et de toute documentation liée à ce personnel empêche d'en dire plus. Il en va de même pour le personnel militaire, chefs de garnisons et de places fortes frontalières : « La prépondérance durable de grandes familles locales qui auraient pu exercer une sorte de pouvoir de type « seigneurial » ne paraît attestée nulle part, alors même que certaines de ces familles socialement et culturellement dominantes nous sont connues par les dictionnaires biographiques de savants. Ces familles fournissent des cadres juridico-religieux, mais nous ne trouvons aucun indice d'une même permanence dans le domaine politico-administratif » (Guichard 1990-1991, p. 327). Ces notables locaux n'intéressent pas les sources musulmanes de l'époque pour plusieurs raisons : d'une part, parce que ce sont des militaires, et d'autre part parce ce sont des fonctionnaires de rang inférieur, donc en marge du souverain. Deux exemples intéressants illustrent la difficulté à interpréter les textes.

IV.4.a. Les Banū Farağ, une famille (de militaires) ?

Le nom des *qā'id*-s nommés dans les zones rurales, ou dans les bourgades frontalières, sont rarement connus. Pourtant dans la région de Cuenca, plusieurs personnes portant le nom d'Ibn Farağ, apparaissent, sans que l'on puisse établir avec certitude le lien de parenté entre eux :

— La *Hullat al-siyarā'* d'Ibn al-Abbār donne Abū Sa'id Ibn Farağ comme gouverneur de Cuenca à l'époque de la *taifa* ḍū-l-nūnide de Tolède. Abū Sa'id Ibn Farağ aurait accueilli al-Muẓaffar 'Abd al-Malik b. al-Manṣur 'Abd al-'Azīz b. Abī 'Āmir lorsqu'al-Ma'mūn b. Ḍī-l-Nūn destitua celui-ci de Valence en *ḍū-l-ḥuḡga* 457/1064-1065 ³⁷⁸.

376. Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā, *Mann*, p. 274, trad. p. 130 ; NLA, n° 21, p. 116-117.

377. Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 5, p. 134, trad. Tétouan, 1953, p. 21.

378. Ibn al-Abbār, *Hullat*, t. 2, n° 132, p. 171.

— un individu appelé Abū 'Āmir b. al-Faraġ « *dū-l-wizaratayn* » fut selon Ibn Sa'īd, vizir d'al-Ma'mūn ³⁷⁹.

— Ibn al-Abbār affirme, toujours dans la *Hullat al-siyarā*, qu'un *qā'id* de Cuenca, Abū Muḥammad 'Abd Allāh b. Faraġ al-Ṭaġrī, dirigea, en 540-541/1146, à l'époque des « secondes » *taifas*, la *riyāsa* militaire à Murcie et qu'il fut tué par les partisans de 'Iyād le 13 décembre 1146 ³⁸⁰. Ce personnage apparaît dans les sources chrétiennes sous le nom de Farax. D'après le récit de la *Chronica Adefonsi Imperatoris*, un Ibn Faraġ, chef militaire de Calatrava, fut tué par Sayf al-Dawla avant février 1146, et un autre, allié du roi de Castille, auprès duquel il avait été ambassadeur pour le compte de 'Iyād, fut assassiné sur ordre de ce dernier en décembre 1146. S'il n'est pas impossible qu'Ibn Faraġ ait eu l'intention de se rendre indépendant autour de Calatrava, il ne semble pas en revanche avoir frappé de monnaies à la différence des révoltés d'autres zones, que ce soit Ibn Ḥamdīn à Cordoue, Ibn Hūd à Murcie, 'Abd al-Raḥmān b. Hūd (fils du précédent), à Jaén, Ibn Qasī à Silves... On dispose pourtant d'un dinar de 540/1145-1146 frappé à Murcie au nom du *ra'īs* 'Abd Allāh b. Faraġ. Il est vrai qu'on ne connaît pas d'atelier monétaire à Calatrava, sans que cela constitue un critère déterminant, étant donné qu'on n'en connaissait pas non plus à Mértola, Silves ou Cuenca qui pourtant se mirent à frapper des monnaies à cette époque ³⁸¹.

— Enfin, le *qā'id* d'Alcaraz, au moment de la prise de la ville par Ferdinand III en 1223, s'appelaient Abū Ġa'far b. Faraġ ³⁸².

Il est tentant de déduire de cette apparition répétée, sur plus d'un siècle, de *qā'id*-s portant le nom d'Ibn Faraġ qu'une tradition militaire a existé dans une famille de la région de Cuenca, pour autant que ces personnes aient eu un lien de parenté. Si tel était le cas, la thèse de « la discontinuité fondamentale de la détention du pouvoir à l'échelon général et local », soutenue par P. Guichard serait à nuancer. En l'état actuel de nos connaissances, cette conclusion est prématurée.

IV.4.b. Les Banū Wazīr

Un autre exemple, mieux connu, éclaire les liens entre les élites locales et le pouvoir califal almohade (Huici Miranda 1958). Lors de la *fitna* de 540/1146, Sidrāy b. Wazīr, membre d'une grande famille du Ġarb al-Andalus, se souleva contre Ibn Qasī et fut le troisième roitelet à se soumettre aux Almohades. En 546/1152, il alla à Marrakech confirmer sa soumission. Le calife le nomma gouverneur d'Évora et de Beja ³⁸³. Ibn 'Iḍārī le désigne comme *ṣayḥ ahl al-Ġarb bi-l-Andalus* ³⁸⁴. En 552/1158, il fut démis de son gouvernement et s'installa à Sé-

379. Ibn Sa'īd, *al-Muġrib*, t. 2, p. 303-304, cité par Ḥ. Mu'nīs dans l'édition de la *Hullat*, t. 2, n° 132, note 1, p. 171.

380. Guichard 1990-1991, p. 113 et t. 2, note 89, p. 326 ; notice d'Ibn al-Abbār, citant Ibn Ṣāḥīb al-Ṣalā, sur Muḥammad b. Ṭāḥir al-Qaysī, *Hullat*, t. 2, n° 146, p. 227-235 ; Mu'nīs, « Nuṣūṣ siyāsiyya... », n° 5, 130-131 : lettre très vraisemblablement rédigée par Abū 'Abd al-Malik Marwān b. 'Abd al-'Azīz à 'Abd al-Raḥmān b. 'Iyād à propos de l'assassinat de 'Abd Allāh Abū Muḥammad b. Faraġ al-Ṭaġrī ; Vives, n° 1927 : monnaie frappée par Ibn Faraġ à Murcie ou Valence.

381. Medina Gómez, *Monedas hispano-musulmanas...*, p. 368-369.

382. Al-Ḥimyarī, *Rawḍ al-Mi'ṭar*, p. 167, trad. p. 200.

383. Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 5, p. 43 ; Ibn Ḥaldūn, *Ibar*, t. 1, p. 313.

384. Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 5, p. 36.

ville où il se trouvait en 554/1160 lorsqu'Ibn Mardaniš assiégea Cordoue. Le gouverneur de cette dernière ville envoya à Ibn Mardaniš une lettre, qu'il signa du nom de Sidrāy b. Wazīr, dans laquelle il lui conseillait de lever le siège et de se diriger vers Séville où il lui ouvrirait les portes³⁸⁵. Soupçonné de trahison, Sidrāy fut enfermé jusqu'à ce que lumière soit faite et qu'il soit lavé de tout soupçon. En 558/1163, Abū Muḥammad Sidrāy b. Wazīr était devenu un proche conseiller de 'Abd al-Mu'min puisque, d'après ce qu'il rapporta lui-même à Ibn Ṣāhib al-Ṣalā, c'est lui qui conseilla au calife de diviser son armée en quatre pour attaquer les quatre royaumes chrétiens péninsulaires³⁸⁶. Abū Muḥammad b. Sidrāy b. Wazīr fut gouverneur de Beja en 570/1166 ; son frère Abū l-Ḥasan 'Alī l'était de Serpa, lorsqu'il fut capturé par les Portugais³⁸⁷. En 587/1192, quand Ya'qūb al-Manṣur s'empara du château d'Alcacer do Sal, il le remit au fils de Sidrāy, Abū Bakr Muḥammad b. Sidrāy, qui y demeura jusqu'à sa mort après avoir assisté à la bataille de Las Navas de Tolosa en 1212³⁸⁸. C'est le fils de celui-ci 'Abd Allāh b. Muḥammad b. Sidrāy b. Wazīr qui lui succéda à Alcacer do Sal jusqu'en 614/1217 (date à laquelle la place et lui-même furent capturés par les Portugais). Il se rendit, feignit de se convertir et s'enfuit à Marrakech. Les Almohades lui donnèrent alors un nouveau poste à Séville, où il fut tué, avec son frère en 627/1229, au moment où Ibn Hūd se révolta contre les Almohades.

Ce qui frappe, c'est moins, comme l'affirme P. Guichard, le désintérêt du *sultān* pour les frontières, que le ralliement des élites locales à la nouvelle dynastie, et surtout une fidélité au régime, qui se dément rarement au cours du temps, comme en témoigne l'exemple des fils d'Ibn Mardaniš, malgré la violence de la lutte qui opposa le père de ceux-ci aux deux premiers souverains mu'minides. L'intégration de l'ennemi, après soumission, dans les cadres dirigeants de l'État est une constante de l'histoire de l'Islam qu'on sous-estime alors même que son rôle est fondamental pour expliquer l'articulation entre le pouvoir central et les élites provinciales. Dans la péninsule Ibérique, la forte pression exercée par le prince sur les personnes ou sur les biens, — peut-être aussi sa capacité de conviction ? — et la menace chrétienne suffisaient pour qu'il parvînt à se rallier définitivement les grandes familles andalusiennes³⁸⁹. Il est incontestable par ailleurs que les gouvernements locaux n'intéressaient que secondairement les hiérarques almohades par rapport à des postes et des fonctions honorifiques dans les grandes villes de la Péninsule. Cela n'empêchait pas certains *ṭalaba* maghrébins d'être nommés sur des postes de gouverneurs frontaliers, comme le Berbère Ibn Saḥnūn, mentionné plus haut. Par ailleurs le nombre des lettres échangées entre Marrakech et les gouvernorats comme Jaén et Badajoz tend à prouver la force des liens administratifs entre le pouvoir central et les provinces frontalières.

385. Ibn Ṣāhib al-Ṣalā, *Mann*, 67-68, trad. p. 13 ; Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 5, p. 64, trad. Valence, 1963, p. 130.

386. Ibn Ṣāhib al-Ṣalā, *Mann*, p. 152, traduction ambiguë de Huici p. 55-56. Huici affirme par erreur qu'Abū Muḥammad Sidrāy b. Wazīr meurt vers 558/1163, alors qu'Ibn Ṣāhib al-Ṣalā et Ibn 'Iḍārī, le donnent pour vivant au début des années 1170 (Ibn al-Abbār, *Hullat*, t. 2, n° 156, p. 271-275 : s.v. « Muḥammad b. Sidrāy b. 'Abd al-Waḥhāb b. Wazīr al-Qaysī, Abū Bakr »).

387. Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 5, p. 111, trad. Valence, 1963, p. 420 et Huici 1958, p. 243.

388. Ibn al-Abbār, *Hullat*, t. 2, n° 156, p. 273.

389. Sur les capacités d'intégration de l'Empire almohade, voir P. Buresi, « L'apogée almohade : la bataille d'Alarcos et son contexte historique », *Averroès et son temps*, Actes du colloque de Lyon (octobre 1999), sous presse.

IV.4.c. L'entretien du personnel militaire de la frontière

Finalement l'indépendance des cadres militaires provinciaux est moins frappante que la force des liens, économiques ou administratifs, qu'ils entretiennent avec l'État. « Cette dépendance financière des éléments militaires vis-à-vis de l'État est certainement l'un des traits fondamentaux du système socio-politique musulman, et l'une des grandes différences avec les structures — en grande partie “féodales” à cet égard — des royaumes reconquérants » (Guichard 1990-1991, p. 325).

Ibn Šāhib al-Šalā qui était bien placé pour connaître le fonctionnement des finances publiques atteste l'existence de rôles d'inscription (*zimām al-'askariyya li-l-muwāšā*) sur lesquels étaient couchés les noms des bénéficiaires de soldes³⁹⁰. Le 9 février 1171, le calife réunit ses troupes à Marrakech pour une grande expédition et distribua aux Almohades rangés par tribu, en fonction de leur catégorie, ainsi qu'aux Arabes qui venaient d'arriver, chevaux, lances, cottes de maille, bassinets et épées (*al-ḥayl*, *al-rumāḥ*, *al-durū'*, *al-bayd*, *al-suyūf*) ; il réunit les Almohades : « Le cavalier complet reçut 10 dinars, le cavalier incomplètement équipé, 8 dinars, le fantassin entièrement équipé 5 dinars, celui qui l'était incomplètement, 3 dinars. Puis il appela les Arabes pour leur *baraka(t)* : le cavalier complet reçut 25 dinars, le cavalier incomplètement équipé, 15 dinars, le fantassin, 7 dinars. Puis les *ašyāḥ* des Arabes reçurent chacun 50 dinars, et chaque *ra'īs* de tribu arabe, 200 dinars...³⁹¹ » La distribution d'or et d'argent aux soldats et aux notables constitue une véritable cérémonie qui est l'occasion d'accorder des faveurs aux uns ou aux autres, en fonction des circonstances, et donc de jouer de la distinction établie et des hiérarchies respectées ou transgressées. La différence des systèmes de rémunération de l'effort guerrier du côté musulman et du côté chrétien est frappante : d'abord, le versement des soldes intervient avant l'expédition militaire et non après, ensuite, à la différence de traitement entre cavalier et fantassin s'ajoute une distinction entre les Arabes et les Almohades.

Pour les chrétiens, l'expédition est avant tout une promesse d'enrichissement ; en terre d'Islam, les distributions du prince, consacrant l'avènement de celui-ci et affermissant la fidélité de ses sujets, rappellent les *donativa* des empereurs romains. Ces différences conduisent à s'interroger sur le financement de la guerre. À part le butin, distribué par l'*imām* aux survivants pour les récompenser de la victoire, comment le pouvoir sultanien finançait-il la guerre frontalière contre les chrétiens ?

Dans la religion musulmane, d'après la Révélation, les seules ressources permettant de financer la guerre contre les infidèles est le 1/8^e de l'aumône légale³⁹². Pourtant, très tôt, des impôts extra-canoniques ont été levés, justifiés par le fait que les fidèles devaient faire le *ḡihād* non seulement de leur personne, mais également de leurs biens. Le consensus (*iğmā'*) des '*ulamā'* s'accorda ultérieurement sur l'utilisation des prises de guerre (*ḡanīma*) sur le champ de bataille pour rémunérer les combattants, sur celle des biens communautaires acquis pacifiquement (le *fay'*), sur l'usufruit des terres conquises et consacrées aux dépenses d'intérêt public, et sur celui des legs pieux (*waqf* ou *ḥabūs*)³⁹³. De manière plus générale, le financement des

390. Ibn Šāhib al-Šalā, *Mann*, p. 141, trad. p. 50.

391. Ibn Šāhib al-Šalā, *Mann*, p. 348, trad. p. 176-177.

392. Voir Morabia 1993, p. 327, citant É. Lévi-Provençal, *Histoire de l'Espagne musulmane*, 3 vol., Paris, Maisonneuve, 1950-1953, t. 3, 67.

393. Morabia 1993, p. 330.

activités sur la frontière est un problème fondamental pour comprendre les relations entre le pouvoir central et les régions frontalières.

Les chroniques nous apprennent que, dans les villes andalusiennes, le financement des dépenses occasionnées par la réparation des murailles, un des problèmes les plus fréquemment évoqués par les juristes, étaient à la charge des habitants des quartiers voisins de la muraille (Marín 1998). C'est ce qu'affirme Ibn 'Idāri à propos du *ta'tib*, l'impôt introduit par les Almoravides pour financer leur plan de rénovation des fortifications andalusiennes à partir de 520/1126, sur les conseils d'un juriste renommé, Abū l-Walīd Ibn Rušd al-Ġadd (le grand-père d'Averroès) : « La population de Cordoue se chargea de réparer ses murailles selon la coutume ancienne, c'est-à-dire que les fidèles de chaque mosquée s'occupèrent de la partie qui était la plus proche ; l'ouvrage fut accompli sans gaspillage de biens, ni dommage à personne. C'est aussi ce qui se passa pour la population de Séville, dans le calme, sans réaction ni ébranlement ³⁹⁴ ».

Mais la réparation des murailles dépendait aussi des disponibilités du trésor public et de l'initiative individuelle pour établir des legs pieux destinés à cette fin. Si ces revenus manquaient, il était nécessaire d'en chercher d'autres qui devaient provenir des habitants d'un lieu fortifié, que ce soit par pression fiscale ou par contribution plus ou moins volontaire. Les juristes prenaient en compte d'autres principes que le Coran, la Sunna ou le consensus, comme la primauté des intérêts généraux (*al-mašāliḥ al-'amma*) sur les intérêts particuliers (*al-mašāliḥ al-ḥāssa*) et des utilités totales (*al-manāfi' al-tāmma*) sur les utilités partielles (*al-nāqiṣa*). Mais l'application de ces principes généraux était entravée par la réticence des juristes mālikites à la coercition ou à la contrainte des individus (Marín 1998, p. 82).

IV.4.d. Les concessions territoriales

Pour le financement des troupes, le trésor public pouvait utiliser le principe des « concessions territoriales » pour alléger la lourdeur de l'administration du *maḥzin*. Il est difficile de savoir si ces concessions, qui ont souvent été comparées au fief occidental, concernaient uniquement le produit fiscal des terres ou la terre dans son intégralité. Tous les historiens qui se sont interrogés sur les *iqṭā'āt* (ou *ashām* à l'époque almohade), dans la péninsule Ibérique, ont utilisé le passage du *ḥulal al-mawšiya* qui reprend une citation de l'auteur valencien Ibn al-Yasa' b. Ḥazm al-Ġayyānī al-Ġāfiqī (m. 575/1179) sur l'organisation de la frontière par Yūsuf b. Tašfin (Fierro 1995) :

« Ibn al-Yasa' raconte : son organisation en Andalus était telle qu'il ne donnait à chaque cavalier que 5 dinars par mois, en plus du remboursement de ses frais et du pansement de son cheval ; celui qui se distinguait par sa bravoure, ses services et sa valeur, était récompensé par le commandement d'une localité dont il tirait des profits. Ils laissèrent les frontières faisant face au territoire des ennemis sous l'autorité (*ḥukm*) des Andalousiens, car ces derniers connaissaient mieux leur situation et savaient mieux lutter contre l'ennemi et mener des incursions ; ils ne donnaient le gouvernement de ces terres à personne d'autre qu'à eux et ils les traitaient

394. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 4, p. 73-74, trad. Valence, 1963, p. 172.

bien. Quand ils reçurent des chevaux du Maghreb, ils les envoyèrent à la population des frontières ³⁹⁵ ».

Abū Bakr al-Ṭurtūšī, qui quitta définitivement al-Andalus en 1083-1084, mais qui d'Orient continua de s'intéresser à la situation de son pays d'origine, affirme que le système de l'*iqṭā'* fut restauré en Andalus sous les Almoravides et qu'il remplaça l'*inzāl* des *taifas* ³⁹⁶. Sous les Almohades, il semble que les *iqṭā'-s*, appelés *sihām* (ou *ashām* au pluriel), furent directement gérés par l'administration financière et fiscale du *mahzin*. Selon 'Abd al-Waḥīd al-Marrākušī, qui avait résidé en Andalus et fréquenté le haut personnel almohade au début du XIII^e siècle, un des membres de la *Ġamā'a* (le groupe des Dix les plus proches du Mahdī Ibn Tūmart), Ayyūb al-Ġadmīwī, aurait été chargé de la distribution des *iqṭā'-s*, dès les débuts du gouvernement almohade ³⁹⁷.

Quelle que soit la nature de ces concessions territoriales, la frontière n'était pas concernée. Les Arabes ou les Ġuzz, qui reçurent selon al-Marrākušī, d'importantes concessions territoriales, furent en effet dotés dans les régions centrales d'al-Andalus, autour de Cordoue ou de Séville, et non sur les frontières. L'attribution d'*iqṭā'-s* ou d'*ashām* n'était donc pas destinée à favoriser la colonisation et la mise en valeur d'une zone, comme c'était le cas sur le versant chrétien de la frontière. Les attributions concernaient des villages existants ou les impôts qui y étaient prélevés ; aucun développement, démographique ou économique, de ces terres ne semble avoir été attendu pour ajouter une plus-value à la donation originale.

L'absence d'*iqṭā'-s* ou d'*ashām* dans les territoires frontaliers, sans que l'on puisse en être totalement sûr, semble confirmée par les expéditions envoyées pour le ravitaillement des villes de la frontière, par Yanalū, le nouveau gouverneur almoravide de Grenade, à Uclés, en 1126 ³⁹⁸, ou à Beja à l'époque almohade ³⁹⁹ : en 570/1174, Abū 'Alī 'Umar Timṣalit arriva de Silves à la tête de 500 recrues et de maçons, avec des vivres pour un mois entier et tous les outils nécessaires pour rebâtir la ville. Jusqu'à la fin du mois de décembre 1174, il fit reconstruire les murailles. Puis il repartit à Silves recruter de nouveaux travailleurs, et restaura d'abord les murs de la *qaṣaba*, puis ceux de la ville. Ensuite les terres de la ville et des alentours furent vendues. Les champs furent labourés et cultivés, des boutiques furent construites, et le produit des dîmes et les revenus des loyers furent envoyés au *dār al-iṣrāf* à Séville. Ces deux épisodes sont très révélateurs d'une conception très étatique et très centralisée de l'organisation du territoire : nulle délégation n'apparaît et l'intéressement des cadres, militaires ou civils, à la reconstruction, au développement, au peuplement et à la mise en valeur est inexistant.

L'administration territoriale de la frontière, du côté musulman, se caractérise par la forte présence des structures étatiques, en particulier militaires, et, dans ce cadre, par la rupture du milieu du XII^e siècle avec l'accession au trône des Almohades : dans la première période, l'exercice de la puissance publique, le *mulk*, est délégué, avec les pleins pouvoirs, à des proches du souverain, membres de sa famille ou de tribus alliées fondatrices du mouvement. Le

395. *Al-ḥulal al-mawṣīya*, p. 82, trad. p. 95-96.

396. P. Chalmeta, « Concesiones territoriales en al-Andalus (hasta la llegada de los Almorávidas) », *Estudios sobre la sociedad hispánica en la Edad Media*, S. de Moxó (éd.), (*Cuadernos de Historia* [Anexos de la Revista Hispania], 6), 1975, p. 1-90, p. 67.

397. Al-Marrākušī, *Mu'ġib*, p. 245-246, trad. p. 278.

398. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 4, p. 73, trad. Valence, 1963, p. 169.

399. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 4, p. 133-134, trad. Tétouan, 1953, p. 20-21.

pouvoir, décentralisé, est exercé directement dans les régions frontalières par les gouverneurs de provinces, que le souverain nomme et destitue en fonction du résultat de leur activité. Durant la seconde période, on assiste à un phénomène de centralisation du pouvoir, le souverain et ses fils monopolisant les charges gouvernementales. Cette patrimonialisation du pouvoir s'accompagne de la mise en place de contre-pouvoirs, qui prennent part aux décisions provinciales, et d'une bureaucratie destinée à centraliser les informations, à diffuser les ordres souverains et à distribuer les salaires des fonctionnaires de l'État, des militaires et des dignitaires du régime. Ce système centralisé se caractérise par une relative lourdeur ; le souverain exerce le pouvoir sur les frontières par l'intermédiaire de relais provinciaux qui obéissent à ses ordres, et il a, dans les faits, si ce n'est en droit, le monopole des activités militaires, très peu déléguées, sauf pour la défense des villes.

Quelles qu'aient été les modalités d'exercice du pouvoir sous les Almoravides et sous les Almohades, à aucun moment, la puissance publique, fiscale, judiciaire ou militaire n'est privatisée dans les territoires frontaliers. Ceux-ci dépendent étroitement des gouvernorats voisins, Cordoue, Séville, Jaén, et Murcie. Cette organisation est spécifique d'al-Andalus, puisque du côté chrétien de la frontière, le monarque délègue presque tous ses droits, en particulier le droit de construire des forteresses et celui de mener des expéditions militaires.

V. Aux frontières de la chrétienté

Du côté chrétien, les évolutions ne sont pas moins importantes. Entre la fin du XI^e siècle et le milieu du XIII^e, à l'exception de courtes périodes — régence d'Urraca pendant la minorité d'Alphonse VII (1109-1127), et régence des Lara pendant celle d'Alphonse VIII (1158-1166) —, le pouvoir du roi castillan demeura fort ; pourtant les acteurs intervenant dans les régions frontalières se diversifient et se renforcent, et leur puissance est parfois susceptible de mettre en péril l'autorité monarchique. À côté des grands, laïcs et ecclésiastiques, dont le rôle militaire fut important et dont le pouvoir et les biens préexistaient à la lutte contre l'Islam, surgirent de nouveaux protagonistes de la frontière : d'abord les municipes frontaliers (*concejos*), dont les premiers furent fondés au XI^e siècle, avec leur propre milice, la *caballería villana*, cavalerie « populaire » — ou plutôt « urbaine » —, avec un statut juridique favorisant la lutte contre les musulmans et avec des franchises destinées à attirer les colons ; ces municipes, dotés de territoires à la frontière, se développèrent à partir des revenus que celle-ci leur procurait ; ensuite, les ordres militaires hispaniques qui naquirent dans le troisième quart du XII^e siècle, sur le modèle des ordres du Temple et de l'Hôpital, apparus quelques décennies auparavant. Ces nouveaux pouvoirs ne remplacèrent pas les anciens, loin de là, mais, offrant des capacités de résistance et d'organisation plus grandes, ils prirent une part fondamentale à la conquête, à la mise en valeur et à la défense des territoires conquis sur l'Islam.

Ces différents pouvoirs n'agirent pas toujours indépendamment les uns des autres. Ils participèrent parfois à des expéditions collectives ou dirigées par le monarque castillan lui-même, qui, par ses interventions aux frontières du royaume, par le rôle qu'il joua dans l'organisation des territoires conquis et par le contrôle qu'il exerça sur les différents acteurs mentionnés reste le principal bénéficiaire de la *Reconquista*.

V.1. Les acteurs traditionnels : Église et aristocratie

En premier lieu, il convient de distinguer les seigneuries laïques souvent éclatées dans différentes régions du royaume, parfois très éloignées les unes des autres, et les seigneuries ecclésiastiques, la plupart du temps regroupées dans un même diocèse. En effet les possessions canonales, épiscopales, ou archiépiscopales présentaient une cohérence territoriale que n'avaient pas nécessairement les seigneuries laïques⁴⁰⁰. Ensuite, tous les travaux sur l'aristocratie castillano-léonaise s'accordent sur le fait que les règnes d'Alphonse VI, d'Urraca et d'Alphonse VII, qui correspondent à la première grande période d'expansion sur l'Islam, sont fondamentaux dans la fixation des lignages nobiliaires. Cette coïncidence invite à s'interroger sur le rôle des seigneurs laïcs dans les régions frontalières, sur l'activité qu'ils y déployèrent,

400. Le cas de l'archevêque de Santiago de Compostelle, qui réussit à disposer de seigneuries dans l'Estrémadure léonaise (Mérida, Cáceres), pour être exceptionnel, n'est pas unique.

sur les terres et les droits qu'ils y reçurent et sur les conséquences de leur participation à la lutte contre l'Islam.

V.1.a. Les acteurs traditionnels de la frontière (1) : chevaliers et magnats

Les origines de la noblesse castillane

Les origines de l'aristocratie castillane sont doubles, hispano-gothiques et locales, sans qu'il soit possible de distinguer entre les grandes familles asturo-léonaises ou galiciennes, et celles qui profitèrent de la *presura*, individuelle ou menée par des magnats. On considère que les familles de magnats commencent à former de véritables lignages lorsque, après la période du nom unique, caractéristique du haut Moyen Âge, et après celle du nom double comportant un patronyme, en usage aux XI^e et XII^e siècles, le stock onomastique se réduit au sein d'un même lignage et qu'un nom héréditaire s'impose. Peu de nobles avant le XI^e siècle, exceptés les grands lignages comtaux, acquièrent un nom héréditaire, un *apellido*, comme celui des Lara dès la fin du XI^e siècle, des Haro ou des Castro au XII^e siècle, des Ponce sous Alphonse IX de León et des Manrique à la fin du XII^e siècle. Dans tous ces familles, la réduction du stock onomastique est manifeste : Diego et Lope se répandent parmi les Haro dès le règne d'Urraca, Fernando et Pedro dans la famille des Castro, Rodrigo et Gonzalo dans celle des Girón, Rodrigo et Pedro dans celle des Manrique, Gonzalo, Pedro, Nuño dans celle des Lara (Beceiro et Córdoba 1990, p. 60). Parallèlement à cette évolution anthroponymique, la désignation des magnats change : au début du XIII^e siècle, le terme de *ricos hombres* commence à être utilisé pour les personnes ayant accès au souverain, possédant un patrimoine important et issu d'un lignage reconnu. L'échelon inférieur de la noblesse, quant à lui, était constitué par une catégorie sociale apparue pour répondre aux besoins urgents en cavaliers, les *infanzones* qui prêtaient un service à cheval en retour d'une solde ou d'un *prestimonium*, révocable, puis par les *hidalgos*, à partir de la fin du XII^e siècle.

L'apparition d'une conscience de lignage, d'une mémoire qui remonte au-delà des grands-parents, la possession d'un patrimoine et le privilège de la *privanza*, l'accès au roi, contribuèrent à la structuration d'une véritable classe nobiliaire (Moxó 1979, p. 409). C'est au moment de l'expansion militaire sur l'Islam au XI^e et XII^e siècle que l'apparition de différentes noblesses fut favorisée, en particulier pour répondre aux besoins urgents du monarque en chefs de guerre. Salvador de Moxó situe au XII^e siècle l'origine de 21 lignages (sur les 34 qu'il étudie) : huit fondateurs de lignage vivaient au moment des règnes d'Alphonse VI et d'Urraca, cinq sous celui d'Alphonse VII, six sous celui d'Alphonse VIII (et deux sous les règnes léonais d'Alphonse IX et de Ferdinand II) ⁴⁰¹.

L'intervention des membres des grandes familles castillanes dans les territoires frontaliers prit différentes formes. Sous Alphonse VI, les proches du roi étaient investis d'un *honor* correspondant à une charge publique temporaire et révocable sur un territoire défini. Au cours du règne d'Alphonse VII, l'action des barons du royaume s'intègre dans le cadre de relations, qu'on peut caractériser, pour simplifier, de « féodo-vassaliques. » À partir des règnes de Sanche III et

401. S. de Moxó, « De la nobleza vieja a la nobleza nueva. La transformación nobiliaria castellana en la baja Edad Media », *Cuadernos de Historia*, Annexes de la revue *Hispania* 3, 1969, Madrid, p. 1-210 ; Beceiro et Córdoba 1990, p. 50.

d'Alphonse VIII, de centrale qu'elle était, la participation nobiliaire dans la lutte contre l'Islam devient secondaire et doit s'adapter à l'émergence des ordres militaires.

Les charges publiques

Consuls, comtes et *merinos*

Dans une première période, sous Alphonse VI, Urraca et Alphonse VII, les seigneuries et principautés constituées furent étendues. En 1085, le souverain castillan attribua à Alvar Fáñez le territoire conquis autour de Tolède. À la structure musulmane de l'espace, organisé autour d'un ensemble de territoires castraux faiblement hiérarchisés et dominés par le pouvoir *dū-l-nūnide*, se substitue une possession partagée entre le monarque castillan et une famille aristocratique. Sous la direction d'Alvar Fáñez, le royaume de Tolède devint un *honor* : ce terme désignait une charge publique, mais il impliquait aussi des revenus qui rémunéraient celui qui en était à la fois le responsable et le bénéficiaire. Les charges qu'Alvar Fáñez occupa à Tolède de *dux* et de *dominus* (sur Peñafiel conjointement) nous révèlent une réalité assez proche du cas aragonais, mais à la différence du León, les subdivisions territoriales n'étaient pas, en Castille, des comtés, mais des *merindades*, dirigées par un *merino*. Le détenteur de l'*honor*, portant le titre de *tenente* ou de *dominus terræ*, administrait la justice dans ce district, jugeait, collectait les redevances, convoquait l'armée royale (*apellido*). Comme le note Carlos Laliéna Corbera pour « la *honore* de Galindo Sánchez » autour de Belchite, l'appellation « tierra de Alvar Fáñez » dans les chroniques chrétiennes établit une identification très forte entre le seigneur castillan et l'aire de sa domination⁴⁰². Alvar Fáñez confirme dès 1097 les actes de la chancellerie royale comme « Alvar Fáñez de Zorita ». Il possédait en même temps la *tenencia* de Guadalajara, « l'*honor* et le royaume de Tolède⁴⁰³ ». Le 19 mars 1113, cet illustre personnage confirme une charte de la reine Urraca⁴⁰⁴. Sa réputation déborde la frontière avec al-Andalus. Les auteurs musulmans lui attribuent un grand pouvoir politique et militaire : Ibn al-Kardabūs relate toutes les rencontres militaires entre les Almoravides et Alvar Fáñez dont il rapporte la mort en 507/1114⁴⁰⁵. Quoique très puissant, ce grand chef paraît toujours être resté au service du souverain de Castille, Alphonse VI, qui le chargea d'aller négocier en son nom le versement des *parias* dans les régions de Grenade et d'Almeria⁴⁰⁶.

Un autre personnage semble aussi s'être distingué dans de hautes fonctions publiques : le mozarabe Sisnando Davidiz, *alvazir* de Badajoz en 1064, puis *alguacil* ou *consul* à Coïmbre — il y jouissait d'une grande indépendance puisque c'est à son initiative que le siège épiscopal de la ville fut restauré (Ladero 1998, p. 87) —, gouverneur de Tolède sous Alphonse VI⁴⁰⁷,

402. C. Laliéna Corbera, « Castillos y Territorios castrales en el valle del Ebro en el siglo XII », *La Fortaleza medieval. Realidad y símbolo*, J. A. Barrio Barrio et J. V. Cabezuelo Pliego (éds), Murcie, 1998, p. 31-45, p. 33.

403. *RCN*, t. 1, p. 115.

404. *Diplomatario de la reina Urraca...*, doc. 57, p. 103-104, et *PRCT*, n° 4, p. 25-27.

405. Ibn al-Kardabūs, *Iktifā'*, p. 86, 92, 101, 104, 121-122, trad. p. 107, 116, 125, 129, 147-148.

406. « *Mémoires* », Le Caire, 1955, p. 123, trad. p. 226.

407. García Gómez et Menéndez Pidal 1947.

puis à nouveau à Coïmbre jusqu'à sa mort en 1091 ou 1092⁴⁰⁸. En dépit de la tendance à la patrimonialisation de la fonction, les *tenentes* semblent encore révocables au XII^e siècle.

Tenentes et alcaides

Progressivement, les mentions d'*honores* disparurent et le roi nomma des *tenentes* ou des *alcaides* dans les villes ou châteaux conquis (Procter 1988, p. 24). La *tenencia* remplaça le comté (*comitatus*) comme subdivision territoriale. Sans devenir héréditaire, le titre de *comes*, devenu honorifique, était monopolisé par un nombre limité de familles. Le *tenente*, nommé par le roi sur un territoire étendu, exerçait pour lui des fonctions judiciaires, militaires et financières ou fiscales. On connaît les charges occupées par les magnats qui formaient la cour du roi, grâce aux listes de témoins, au bas des chartes royales. Lorsqu'Alphonse VI I s'empara de Calatrava, il nomma Vitalis de Tolosa *alchaede in Calatrava*⁴⁰⁹. Mais, l'année suivante, en 1148, c'est Armengol d'Urgel qui exerçait la charge⁴¹⁰. Le comte Ponce de Cabrera reçut l'*aldea* d'Almonacid⁴¹¹. Baeza fut attribuée, au début des années 1150, au puissant comte Manrique de Lara qui était le 1^{er} septembre 1145, *tenente* de Tolède et de Madrid⁴¹². L'existence de *tenente* est attestée dans les châteaux ou villes de *realengo* à une période tardive. Dans un acte de 1216, Henri I^{er} concède à l'ordre de Santiago le *portazgo* d'Uclés, précédemment prélevé par le *senior tenens Alarconem*⁴¹³. Il est difficile de savoir quelles prérogatives possédaient ces officiers royaux (Procter 1988, p. 24). Le comte Manrique de Lara à Baeza, outre ses fonctions de commandant militaire, semble être le seul à avoir obtenu du souverain le droit de faire frapper monnaie.

Les charges de *merinus*, ou de *dominus villæ*, disparaissent ; en outre les noms attribués aux charges, d'origine romaine ou wisigothique comme celle de *consul*, font place à des termes d'origine arabe, comme *alvazir*, *alchaede* et *alguacil*. Il n'est pas étonnant que l'usage « romanisant » du terme de *consul* soit lié au règne d'Alphonse VI dont on connaît les prétentions impériales et les rêves de « restauration » de la monarchie wisigothique. Après la crise du début du XII^e siècle, le développement des pratiques vassaliques, la puissance acquise par l'aristocratie et l'hérédité des charges eurent pour conséquence un changement d'orientation terminologique fortement influencé par l'arrivée de nombreux mozarabes en provenance d'Al-Andalus à l'époque almoravide et au moment des conquêtes castellano-léonaises des années 1147-1157.

Les concessions royales

À côté des charges de *tenentes* ou d'*alcaides*, les concessions héréditaires se développèrent. Deux phases peuvent être distinguées : dans un premier temps, le souverain fit des donations tant à des grands magnats qu'à des personnages de moindre importance. Il s'agit alors en général de donations à des groupes de personnes comme en 1150 : Alphonse VII donne la localité de Yegros à Juan Núñez, Domingo Aladil, Domingo Pérez, Juan Stephanez, Martin

408. Ladero 1998, p. 227. C'est d'ailleurs le gendre de Sisnando Davidiz, Martim Moniz, qui prend sa succession à Coïmbre.

409. OOMM, cod. 1341, fol. 4, registre, 1, fol. 4.

410. RCN, t. 1, p. 225.

411. OOMM, carp. 417, n° 9 et cod. 1349, fol. 27 ; RAH, Collection Salazar y Castro, I-38, 9/612, fol. 281v-282v.

412. OOMM, n° 19, p. 190.

413. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 1008, p. 734-736.

Sanchez, Pedro Zabran, Juan Velázquez...⁴¹⁴ En revanche, à partir du règne d'Alphonse VIII, seuls les membres des grands lignages continuèrent de recevoir des seigneuries dans les régions frontalières. Le 27 décembre 1151, le vassal du roi Rodrigo Rodríguez reçut le château de Consuegra et toute la région environnante, soit pratiquement les deux tiers de ce qui allait composer le futur Campo de San Juan. En 1173, Consuegra appartenait toujours à ce noble, comme en témoigne une *convenientia* entre celui-ci et l'ordre de Calatrava (24 mars 1173). Cette répartition fut reprise lorsque les territoires possédés par Rodrigo Rodríguez passèrent à l'ordre de San Juan en 1183⁴¹⁵ On pourrait établir la liste des donations royales aux nobles : Juan Muñiz, Rodrigo Muñiz (tous deux probablement fils de Munio Adefonsi, le célèbre chef de guerre de l'époque d'Alphonse VII qui fut *alcayde* de Mora, puis de Tolède)⁴¹⁶, Pelayo Pérez de Fromesta y de Toledo⁴¹⁷, Pelayo Calvo, Galindo⁴¹⁸, Armildo Meléndez⁴¹⁹, Martín Ordóñez⁴²⁰.

À partir de la seconde moitié du XII^e siècle, ce sont les Lara, les Castro, les Meneses ou encore les seigneurs d'Albarracín qui furent les principaux bénéficiaires des faveurs royales : Pedro Rodríguez de Azagra en 1166⁴²¹, le comte Nuño et la comtesse Teresa en 1168⁴²², Tello Pérez (de Meneses) et Pedro Gutiérrez qui reçurent Ocaña en 1173⁴²³, Rodrigo Gutiérrez, majordome royal, en 1179⁴²⁴, Diego Jiménez en 1184⁴²⁵, le comte Fernando Núñez de Lara en 1189⁴²⁶, Diego López de Haro en 1198⁴²⁷, Pedro Martínez de Ocariz en 1201⁴²⁸,

414. OOMM, Uclés, carp. 328, n° 1.

415. RAH, Collection Salazar y Castro, N-8 (9/1013bis), fol. 156-156v, B.N. ms 13 093, f° 137, Ayala, *Libro de Privilegios*, n° 64, p. 217-219 ; González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 176, p. 297-298.

416. Juan Muñiz reçut l'*aldea* de Nambroca avant 1147 (OOMM, Calatrava, carp. 455, n° 3), les *villas* de Yegros et Yegrillos en 1150 (OOMM, carp. 328, n° 1, OOMS, n° 15, p. 185-186), Alcazar en 1150 (Ayala, *Libro de privilegios*, n° 56, p. 209) en partage avec Fernando González et Pedro Rodríguez ; Rodrigo Muñiz reçut Mora la Vieja et des propriétés à Rielves en 1150 (OOMS, n° 14, p. 184-185).

417. Il reçut les *villas* de Bel et de Cirola dans le Valdecarábanos en 1150, l'*aldea* de Dos Barrios en 1154 ; il possédait par ailleurs en 1173 Humanes (Ayala, *libro de privilegios*, n° 110, p. 279-280) ; il donne finalement tous ses biens, y compris Humanes à l'ordre de l'Hôpital en 1176 (Ayala, *libro de privilegios*, n° 123, p. 295-296).

418. LPTE, I, fol. 28.

419. LPTE, I, fol. 3.

420. OOMM, *Escrituras del Archivo de Calatrava* cod. 1349c, fol. 56.

421. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 94, p. 160-162.

422. BOMC, script. 3, p. 7.

423. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 179, p. 301-302.

424. Il reçut Borox, le droit de construire des moulins sur le Tage, quelques bains et un four à Tolède (González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 317, p. 524-526). Il possédait par ailleurs le château de Dueñas qu'il donne le 22 novembre 1190 à l'ordre militaire de Calatrava (RAH, Collection Salazar y Castro, I 37, 9/611 fol. 68).

425. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 427, p. 738-739.

426. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 517, p. 887-888.

427. González, *Alfonso VIII*, t. 2, t. 3, n° 672, p. 191-193.

428. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 698, p. 236-237.

Alfonso Téllez de Meneses en 1209⁴²⁹. Ces grands nobles auxquels le roi faisait des donations exerçaient tous des fonctions palatines (majordome, *armiger* ou, à partir de 1133, *alférez* — de l'arabe *al-fāris*, le cavalier —, c'est-à-dire porte-étendard⁴³⁰, chancelier) et apparaissent fréquemment comme témoins des chartes royales. Ils faisaient vraisemblablement partie de la *curia ordinaria* (le conseil réduit du roi) avec certains ecclésiastiques, ils suivaient le roi et le conseillaient dans les affaires d'importance. En revanche les membres de la petite aristocratie du royaume n'apparaissent plus dans les donations royales qui favorisent alors, avec les *ricos hombres*, les ordres militaires.

La liste qui précède peut paraître fastidieuse, pourtant elle témoigne de l'intérêt que purent retirer les *ricos hombres* de l'expansion territoriale castillane aux dépens d'al-Andalus. Les faveurs royales concernaient en général « les châteaux et les *villas* », c'est-à-dire des territoires ainsi que les droits qui y étaient liés, sur les pâturages, sur les bois, sur les cours d'eau. Les bénéficiaires devaient défendre ces territoires, en organiser le peuplement et l'exploitation. La défense de la frontière était ainsi déléguée à des seigneurs qui avaient pour obligation le peuplement de la zone qui leur était attribuée et, éventuellement, la construction d'un château. Parfois quelques propriétés (*heredades*) seulement étaient octroyées, ou un four, un moulin ou une maison. Aux donations de la première moitié du XII^e siècle qui formaient un ensemble cohérent et étendu succèdent dans la seconde moitié du siècle des donations plus dispersées, des rentes à prélever en divers endroits de la région frontalière, comme sur les salines de Belinchón, d'Espartinas ou sur les mines d'Almadén et de Magán.

Ces donations visaient certes à intéresser les barons du royaume à la mise en valeur et à la défense des territoires frontaliers récemment conquis, mais en premier lieu, ils étaient destinés à récompenser des services rendus au souverain. Une évolution est d'ailleurs sensible dans les chartes. Sous Alphonse VII, on trouve fréquemment la mention que les services furent rendus *in partibus sarracenorum atque christianorum* (dans le territoire des Sarrasins et dans celui des chrétiens). Après la mort d'Alphonse VII, on ne voit plus apparaître ce genre de mention, mais seulement *pro bono et fideli servicio*. Les services concernés étaient la plupart du temps des services de nature militaire, comme la participation à une bataille. Ainsi Alphonse VII donna-t-il le château d'Alboer au comte don Ponce en 1153 pour le récompenser de sa participation au siège d'Almería⁴³¹. Ces donations étaient définitives et héréditaires, et ne peuvent donc être assimilées à des fiefs. Elles n'étaient pas liées par ailleurs à un hommage ou à un serment de vassalité, qui put exister par ailleurs, mais indépendamment de ce type de donations.

Conquête, frontière et seigneurs

Au moment de la conquête, l'organisation sociale du territoire engendre une brutale hiérarchisation en faveur de noyaux centraux constitués par les binômes château / *villa*. Progressivement se produit une sensible fragmentation des immenses territoires distribués aux

429. Alphonse VIII lui donna la *villa* de Montalbán avec un certain nombre de territoires *usque ad Mauros quantum potueritis habere* (González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 837, p. 467-469).

430. P. Guichard et D. Menjot, « Les emprunts aux vaincus. Les conséquences de la "reconquête" sur l'organisation institutionnelle des États castillan et aragonais au Moyen Âge », in M. Balard (dir.) *État et colonisation au Moyen Âge et à la Renaissance*, Paris, La Manufacture, 1989, p. 379-396.

431. OOMS, n° 19, p. 190.

magnats du royaume. Cette fragmentation suppose en principe l'abandon des anciens découpages musulmans comme éléments significatifs de l'articulation de l'espace : les *iqlim-s*, ou *nāhiya-s* au caractère étatique marqué. En revanche les circonscriptions locales dérivées des anciens *husūn*, transformés en bastions seigneuriaux, continuent d'avoir une importance notable. Si l'on compare la part respective des pouvoirs réservés au roi, et ceux acquis par les lignages seigneuriaux dans les années qui suivent la conquête, une évolution très favorable se dessine au profit du seigneur. À partir du règne de Sanche III, et plus encore de celui d'Alphonse VIII, les souverains castillans diversifient leurs donations en particulier en direction des ordres militaires. L'objectif visé par le souverain était double : renforcer les capacités de défense des zones frontalières, et en même temps, affaiblir les bases seigneuriales dans la Manche, bien que le roi eût réussi à y conserver un certain droit : en effet la dévolution du droit public demeura toujours incomplète dans ces régions, la haute justice, le droit d'appel et le droit de faire « la paix et la guerre » échappant presque toujours aux seigneurs qui durent se contenter du prélèvement des *pechos* et des « banalités » sur les fours ou les moulins.

La frontière était source d'enrichissement pour l'aristocratie des armes, récompensée pour les services qu'elle rendait au souverain. Le monarque de son côté bénéficiait aussi de cette extension du royaume. Les périodes où les possibilités d'expansion diminuèrent en raison de la résistance des musulmans, almoravides ou almohades, ne sont pas moins importantes pour expliquer la constitution des noblesses ibériques et la consolidation des cinq royaumes d'Espagne. En effet les crises de succession, sous le règne d'Urraca et sous la régence des Lara, furent fondamentales pour la mise en place des grands lignages nobiliaires castillans. L'ouverture des frontières et les possibilités permanentes d'enrichissement n'avaient pas incité jusque-là à une prise de conscience lignagère, ni à une réelle protection des patrimoines. La fermeture de la frontière sous la pression des Almoravides eut pour conséquence une crise économique et morale chez les magnats qui ressentirent en particulier la nécessité de protéger leur patrimoine des méfaits de la division successorale. Pour maintenir leur train de vie et conserver les revenus que ne leur procurait plus la lutte contre l'Islam, ils se tournèrent vers leurs domaines si bien que l'augmentation de leurs exigences fiscales engendra de nombreuses révoltes paysannes⁴³². Par ailleurs, la fermeture de la frontière avec l'Islam détourna l'agressivité des chevaliers vers les autres royaumes chrétiens, Portugal, Aragon et León pour l'acquisition de terres nouvelles, unique possibilité d'enrichissement. Ces guerres internes et ces révoltes, paysannes et urbaines, affaiblirent beaucoup les monarchies chrétiennes face à la puissance almoravide, mais elles contribuèrent puissamment à la prise de conscience lignagère des grandes familles engagées dans la défense de leur patrimoine, et à la structuration d'entités territoriales autonomes comme le comté de Portugal.

V.1.b. Les acteurs traditionnels de la frontière (2) : L'Église

L'Église de Tolède fut un autre protagoniste important de la frontière centrale entre la Castille et al-Andalus. Quelques faits symbolisent son rôle dans l'expansion du royaume de Castille-León : dès le lendemain de la conquête de l'ancienne capitale du royaume wisigothique par Alphonse VI (1085) et au mépris de l'accord passé avec les musulmans de la ville, la Grande mosquée de *Tulaytala* fut convertie en cathédrale (1086) ; la charte de dotation accordée

432. R. Pastor, *Resistencia y luchas campesinas en la época del crecimiento y consolidación de la formación feudal Castilla y León, siglos X-XIII*, 3^e éd., Madrid, 1993.

par Alphonse VI attribuait à celle-ci de nombreux territoires et un vaste diocèse frontaliers. Outre Tolède, d'autres évêchés apparurent au fur-et-à-mesure de l'avancée des chrétiens sur les terres d'al-Andalus. Tous ces diocèses naissants étaient des diocèses frontaliers. À l'autre extrême de la période étudiée, le rôle joué, lors de la croisade de Las Navas de Tolosa, par l'archevêque de Tolède, Jiménez de Rada, est emblématique de l'implication de l'Église dans la lutte contre l'Islam et dans l'organisation des régions frontalières.

Le découpage ecclésiastique des territoires frontaliers

La création des évêchés ou la restauration des anciens sièges épiscopaux et l'organisation des diocèses se faisaient au rythme des conquêtes militaires chrétiennes. Aussi, entre la fin du XI^e et le milieu du XIII^e siècle, leur nombre augmenta-t-il considérablement. En 1200, il y avait, en Occident, environ 800 évêchés reconnaissant l'autorité du pape et célébrant la liturgie latine. Fait remarquable à l'époque médiévale, l'organisation de chaque diocèse était relativement uniforme, pour tout ce qui touchait à la liturgie, à la structure interne, à la hiérarchie et au statut légal vis-à-vis de la papauté. La densité était particulièrement forte en Italie, en Provence et en France du Sud. En Espagne, la répartition par royaume changea profondément en raison de l'évolution politique péninsulaire. Sous Alphonse VI en 1072, il y avait douze évêchés dans le royaume de Castille-León : Braga, León, Lugo, Mondoñedo, Nájera, Oca (déplacé ensuite à Burgos), Porto, Orense, Oviedo, Palencia, Saint-Jacques-de-Compostelle et Tuy. Avant la mort d'Alphonse VII, neuf sièges supplémentaires étaient apparus. L'archevêché de Tolède avait été restauré en 1085 et les sièges d'Ávila, Coïmbre, Osma, Salamanque, Ségovie, Sigüenza et Zamora furent restaurés ou créés entre 1080 et 1121. Coria fut créé en 1142. D'un autre côté, l'ascension d'Afonso Enriques comme comte, puis roi de Portugal, avait soustrait l'archevêché de Braga et les diocèses de Coïmbre et de Porto au royaume castillano-léonais. Sous Sanche III, il y avait sept évêques castillans (Ávila, Burgos, Calahorra, Osma, Palencia, Ségovie, Sigüenza) sans compter l'archevêque de Tolède. Sous Alphonse VIII, deux autres évêchés furent créés : Cuenca en 1182 et Plasencia vers 1190. Sous Ferdinand III, en 1228, fut créé celui de Baeza.

Cette augmentation constitue un témoignage important de l'expansion de la chrétienté latine. Chaque partie du territoire était attachée à un siège et à un seul, au moins en théorie. La modification de la géographie politique de la péninsule Ibérique en fonction des conquêtes sur al-Andalus et de l'émergence de nouveaux pouvoirs territoriaux, comme celui du Portugal, engendra une inadéquation entre les structures politiques « nationales » et les structures ecclésiastiques⁴³³.

L'exemple de Mérida est caractéristique des possibilités d'aménagement dans la géographie ecclésiastique des territoires conquis sur les musulmans en fonction de l'intérêt immédiat des protagonistes : en 1104, le dynamique archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle, Diego Gelmírez, avait gagné les droits appartenant auparavant à Mérida, qui se trouvait toujours en terre musulmane. Ses successeurs craignaient, en cas de conquête chrétienne de la ville, que l'Église de Mérida fût restaurée et qu'on leur réclamât les droits perdus. Aussi obtinrent-ils la promesse d'Alphonse VII que celui-ci leur donnerait Mérida quand elle serait « reconquise. » En 1170, l'archevêque Pedro de Compostelle obtint de Ferdinand II une confirmation de cette promesse. Lorsqu'Alphonse IX de León s'empara de Mérida en 1230 avec l'aide des Santiaguistes, il donna, comme promis, la ville à l'archevêque compostellan, Bernard, qui en fit à son

433. Bazzana, Guichard, Sénac, « La frontière dans l'Espagne médiévale », *Castrum IV*, p. 41.

tour cession à l'ordre militaire l'année suivante⁴³⁴. Lorsqu'il apprit la conquête de la ville, le pape Grégoire IX, en octobre 1230, ordonna la restauration du siège épiscopal, mais cette restauration aurait menacé et les droits de Saint-Jacques Compostelle et ceux de l'ordre militaire dont le pouvoir sur la ville se serait trouvé limité par celui du nouvel évêque. Bernard, en pratiquant la résistance passive, réussit à persuader le pape d'abandonner son projet. La décision de rattacher Mérida à l'archevêque de Santiago, ou Montiel à celui de Tolède, empêcha ainsi la résurgence des antiques évêchés wisigothiques de Mérida et d'Oreto⁴³⁵.



Carte 11 : Limites ecclésiastiques et sièges épiscopaux, XI^e-XIII^e siècles

434. González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 619, p. 716-717.

435. Lomax 1965, p. 24 et 194 et Mansilla, *Honorio III...*, n° 144, p. 177.

L'héritage musulman

Le pouvoir attribuait aux chapitres cathédraux des territoires qui correspondaient en général aux biens de main-morte des Grandes mosquées converties. D'ailleurs, le terme *alhobz* qui sert à désigner en général dans les chartes chrétiennes les biens dépendant de la mosquée provient directement du terme arabe (en usage en Andalus sous la forme *ḥabūs*). La continuité avec la période musulmane est patente. Les références fréquentes au *tempore maurorum* pour la fixation des finages et des limites ecclésiastiques désignaient explicitement le découpage chrétien comme héritier de l'époque musulmane.

Mais dans le même temps, la délimitation de ces diocèses était censée reproduire les anciennes limites d'époque wisigothique. L'existence d'un double point de référence ouvrait les portes à tous les aménagements. Le rappel de la situation, parfois mythique, antérieure à la conquête musulmane — la division de Wamba par exemple —, permit souvent la modification des limites qui existaient à l'époque musulmane au profit d'intérêts géostratégiques plus immédiats. C'est le cas pour la mise en place de l'immense diocèse de Tolède qui s'étend du Système Central à la Sierra Morena, aux dépens même de l'héritage wisigothique pourtant invoqué pour les questions de la primatie. Lors de l'érection des évêchés chrétiens à l'époque wisigothique, presque tout le Campo de Calatrava s'était retrouvé dans le diocèse d'Oreto, cependant que l'extrême sud-ouest dépendait de celui de Cordoue et les zones nord et ouest de celui de Tolède (Bartlett 1993, p. 5-6). Quand, au milieu du XII^e siècle, Calatrava et sa région furent conquises par Alphonse VII, on aurait pu penser que, dans le domaine ecclésiastique, le territoire allait hériter des limites du diocèse wisigothique d'Oreto. Mais ni le pape, ni l'archevêque de Tolède, ni Alphonse VII n'eurent le désir de restaurer sur cet immense territoire, faiblement peuplé, un diocèse qui aurait contribué à affaiblir le puissant archevêché tolédan sur lequel se fondait la monarchie castillane en termes de légitimité. C'est la raison pour laquelle l'Empereur s'empessa de donner la Grande mosquée de Calatrava à la Cathédrale de Tolède, à son archevêque Raymond et à ses chanoines pour qu'ils la transforment en église chrétienne et qu'ils y établissent dix clercs. Dans le même temps, il dotait cette nouvelle église du dixième de toutes les rentes royales (*portazgo*, quint, *tiendas*, bains, four, pain, vin, *caloñas*, moulin, droits de pêche). Le pape Eugène III confirma cette nouvelle acquisition en avril 1148 en ajoutant ainsi aux 15 *villas* qui formaient la juridiction ecclésiastique de Tolède⁴³⁶ les *villas* de Calatalifa, d'Escalona, de Zorita et de Calatrava ; ces dotations furent confirmées par Alexandre III et Urbain II I en 1161 et en 1187. En 1192, Célestin III ajouta les *villas* d'Almoguera et d'Alcolea complétant ainsi, à la fin du XII^e siècle, le diocèse de Tolède : au milieu du XIII^e siècle, celui-ci était divisé en huit archidiaconats : Madrid, Alcalá, Guadalajara, Tolède, Talavera, Calatrava, Alcaraz et Capilla dont certains égalaient, voire dépassaient, la superficie totale d'autres diocèses⁴³⁷.

Le développement des conflits, parfois violents, entre les différents diocèses de la péninsule Ibérique, remet en cause la présentation rassurante de D. Mansilla selon laquelle chaque royaume, sauf la Navarre, aurait eu son archevêché. En fait la carte ecclésiastique de la Pénin-

436. Talavera, Alamín, Denia, Santa Olalla, Olmos, Canales, Madrid, Alcalá, Guadalajara, Hita, Peñahora, Beleña, Úceda, Talamanca et Buitrago.

437. E. Rodríguez-Picavea, « Aproximación a la geografía eclesiástica del primitivo arcidiaconato de Calatrava (siglos XII-XVI) », *Hispania Sacra. Revista de historia eclesiástica* 43/88, 1991, p. 735-773, p. 737-738.

sule apparaît au XII^e siècle comme un véritable chaos : tous les sièges métropolitains avaient en effet des suffragants de l'autre côté des frontières politiques, la plupart de ceux de Braga se trouvaient au León, ceux de Saint-Jacques-de-Compostelle étaient séparés de leur capitale par des évêques dépendants de Braga... (Linehan 1993, p. 212)

La mise en place du découpage ecclésiastique au moment de la conquête chrétienne des XI^e-XIII^e siècles se fit sur un mode hiérarchique à partir des paroisses (rurales ou urbaines), jusqu'à Tolède, siège primatial d'Espagne, en passant par les diaconats, évêchés et archevêchés. Au sommet de cette pyramide, mais hors d'Espagne, Rome donnait toute sa légitimité à l'autorité de l'*urbs regia*. L'implantation ecclésiastique dans les régions conquises donna ainsi naissance à un réseau hiérarchisé là où il y avait des noyaux plus ou moins indépendants. En effet il n'existe en terre d'Islam qu'une distinction : les Grandes mosquées, où est prononcé le sermon du vendredi (la *ḥutba*) et où se trouve la chaire à prêcher (le *minbar*), et les mosquées oratoires qui servent aux prières quotidiennes.

Les concessions de terres et de rentes

C'est au moment de la consécration, ou « réconciliation », des églises qu'avaient lieu leur dotation. Le 6 novembre 1086, la cathédrale de Tolède reçut les territoires frontaliers suivants : Barciles (près d'Añoover del Tajo), Cobeja, Cabañas de la Sagra, Rodillas (près de Novès), Alpuébrega (dans la Sisle), Almonacid (de Tolède), Torres (sur le Tage), Alcolea (près de Talavera), Lousolos (près d'Alcalá), Brihuega (près de Guadalajara), l'*almunia* qui avait appartenu à Abengania, les moulins de Habib, les vignes que le roi possédait à Sietma (*aldea* de Tolède), et toutes les propriétés, les maisons et les boutiques qui avaient appartenu auparavant à la Grande mosquée. Le 9 novembre 1089, la cathédrale reçut toutes les Grandes mosquées de toutes les villes, châteaux et *aldeas* à partir des cols de Balatomer dans l'*honor* et le royaume de Tolède (Talavera, Denia, Alamín, Madrid, Talamanque, Guadalajara)⁴³⁸. Plus tard, en 1099, Alphonse VI accrut la dotation en donnant à la cathédrale Rinconada de Perales (situé à la confluence du Tage et du Tajuña), Alboer et ses territoires, Valdesalvanés jusqu'à l'Alcarría⁴³⁹. La liste est longue et les donations se poursuivirent tout au long des XII^e et XIII^e siècles. Le 11 juillet 1154, Alphonse VII donna à l'église de Tolède, et à son archevêque, le château de Ribas, dans le territoire de Madrid⁴⁴⁰. Le 12 février 1188, Alphonse VIII cédait Talamanque à Tolède avec l'ensemble des droits régaliens (ce qui correspond à une véritable immunité)⁴⁴¹ et, le lendemain, tous les biens qu'il possédait dans la *villa* d'Esquivias⁴⁴². En 1213, Alphonse VIII concéda à l'archevêque de Tolède les églises et les dîmes d'Alcaraz ainsi que les églises de nombreux territoires récemment conquis⁴⁴³. En 1226, Ferdinand III confirmait à l'archevêque de Tolède la possessions des châteaux de Dos Hermanas, de Malamoneda, de Cedenilla et de Muro, achetés à don Alfonso Téllez pour 8 000 maravedís, et 1 000 cahices (500 d'orge et 500 de blé) déjà payés⁴⁴⁴.

438. Archivo catedral de Toledo, *LPTE* de 1188, fol. 4v-6r, cité par *RCN*, t. 1, p. 115.

439. *RCN*, t. 1, p. 113.

440. *PRCT*, n° 20, p. 62-64.

441. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 490, p. 845-846.

442. González, *Alfonso VIII*, n° 491, p. 847-848

443. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 910, p. 592-594 et *PRCT*, n° 42, p. 106-109.

444. González, *Fernando III*, t. 2, n° 219, p. 264-265.

En plus des terres, l'Église de Tolède recevait un certain nombre de droits, comme le tiers des dîmes de toutes les églises qui seraient consacrées dans le diocèse⁴⁴⁵, ou plus tard la moitié des salines de Belinchón (1146)⁴⁴⁶. En 1123, Urraca avait confirmé le privilège par lequel son fils Alphonse VII donnait à la cathédrale le dixième de toutes les rentes royales dans la ville de Tolède et dans son territoire⁴⁴⁷. En 1137, Alphonse VII concédait à l'église de Tolède le dixième de toute la monnaie frappée à Tolède⁴⁴⁸. Le 22 août 1192, Alphonse VIII renouvela cette concession en excluant la monnaie d'or qu'il avait décidé de frapper et qui n'était donc pas mentionnée dans la charte de 1137, puisqu'elle n'existait pas encore⁴⁴⁹.

La cathédrale de Tolède ne fut pas la seule à être dotée dans les territoires frontaliers avec l'Islam. Sur le versant oriental de la zone, la cathédrale de Cuenca reçut aussi des rentes et de nombreux biens immeubles (*raíces*)⁴⁵⁰. Plus exceptionnelle est la présence de l'Église de Saint-Jacques de Compostelle, qui reçut la moitié de la ville de Cáceres en partage avec l'ordre de Santiago.

La participation aux opérations militaires et le financement de la guerre contre l'Islam

Les donations aux institutions ecclésiastiques s'intègrent dans le mouvement de pénitence qu'on retrouve d'un bout à l'autre de l'Europe : les legs pieux, nobiliaires ou royaux, étaient destinés au salut des âmes et au rachat des péchés. Pourtant il semble que le motif des donations ne soit pas uniquement lié à la piété des souverains ou des magnats. En effet à plusieurs reprises apparaissent dans les chartes la même mention que pour les barons : *pro multis et maximis seruiciis que vos mihi devote ac fideliter fecistis*. Il est difficile de voir là, aussi systématiquement que pour les laïcs, un service militaire, pourtant la participation des évêques et de leurs vassaux lors des combats est avérée, y compris très tardivement⁴⁵¹. Dans le « poème d'Almería », attaché à la partie en prose de la *Chronica Adefonsi Imperatoris*, « tous les évêques de León et de Tolède » figurent parmi les sergents recruteurs du roi pour l'expédition de 1147⁴⁵².

Les clercs étaient engagés dans les deux activités frontalières principales : la guerre et la mise en valeur du territoire. En mai 1191, lorsque le León, le Portugal et l'Aragon unirent leurs forces contre Alphonse VIII, c'est don Martín de Pisuerga, l'archevêque de Tolède qui dirigea les troupes castillanes. La pratique est courante dans les royaumes de la Péninsule puisque le 26 novembre 1225, dans le royaume de León, Alphonse IX reconnut que, dans deux expéditions : celle de Cáceres et celle que le souverain avait lancée ensuite, l'évêque d'Astorga avait conduit ses *milites* contre les Sarrasins, de son plein gré, pour la rémission de ses péchés et non pour une dette qu'il aurait eue envers lui. Le roi affirme que ni lui, ni aucun de ses suc-

445. *PRCT*, n° 1, p. 15-20.

446. *PRCT*, n° 17, p. 56-58.

447. *PRCT*, n° 6, p. 29-32, 30/XI/1123 et acte d'Alphonse VII daté de la veille, n° 8, p. 35-37.

448. *PRCT*, n° 13, p. 46-48.

449. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 606, p. 77-79.

450. J.M. Nieto Soria, « El equipamiento económico de una sede episcopal castellana de nueva creación : Cuenca, 1180-1280 », *AEM* 12, 1982, p. 311-340.

451. H. Grassotti, « Don Rodrigo Ximénez de Rada, gran señor y hombre de negocios en la Castilla del siglo XIII », *CHE* 55-56, 1973, p. 1-302.

452. *Poema de Almería*, vers 38-44.

cesseurs, n'exigerait jamais plus de l'évêque ou de ses successeurs, la participation de leurs chevaliers⁴⁵³. On sait par ailleurs le rôle joué par l'archevêque tolédan don Rodrigo Jiménez de Rada dans l'organisation de la campagne de Las Navas de Tolosa et dans la défense du château de Milagro. Si cet ecclésiastique de haut rang ne participait pas aux combats les armes à la main, ce qui est loin d'être sûr, en revanche il avait à son service des vassaux et des chevaliers et il faisait construire des châteaux qu'il était chargé de défendre. La charte de Henri I^{er}, signalant les limites du château de Milagro « que vous [archevêque de Tolède] avez construit », mentionne les vassaux de l'archevêque qui ont versé leur sang dans la défense « miraculeuse » du château⁴⁵⁴. La participation des ecclésiastiques à l'armée du roi est difficilement quantifiable. Certes Alphonse VII avait exempté le clergé tolédan de toute prestation militaire (1128), et cette exemption avait été élargie par Alphonse VIII à tout le royaume en 1205 (Rivera Recio 1966-1976, p. 130), mais il est fort possible que cette mesure ait correspondu en fait à une délégation aux évêques d'un pouvoir régalien, dans le cadre d'une immunité. Dans la Castille des XI^e-XIII^e siècles, les exemptions et les privilèges accordés à l'Église n'étaient pas le signe de la faiblesse du pouvoir monarchique. En effet P. Linehan montre très bien que l'Église castillane, et hispanique en général, était une Église de « frontière » plus proche des préoccupations liées à sa survie qu'aux injonctions pontificales et qu'elle était attentive à ses prérogatives comme au pouvoir temporel des monarques dont elle dépendait (Linehan 1993, p. 249).

Outre la prise en charge directe des travaux de fortification, les donations royales étaient destinées à récompenser les dépenses occasionnées pour la lutte contre l'Islam. En 1214, Henri I^{er} évoque les dépenses de l'Église à l'occasion de la conquête d'Alarcos, juste avant Las Navas : *Attendens labores uarios et graues et expensas quas fecistis cum patre meo in captione castri de Alarcos et aliorum castrorum que fuerunt ab eodem patre meo capta quando deuicit regem Marrochitanum in Nauis de Tolosa...*⁴⁵⁵ La campagne de 1212 aurait coûté au clergé de la Péninsule la moitié de son revenu annuel⁴⁵⁶. Le 20 octobre 1225, le pape Honorius III autorisa que les tierces, destinées en théorie à l'entretien et à la construction des églises, soient utilisées pour financer la lutte contre les Sarrasins⁴⁵⁷. L'inventaire des rentes de la cathédrale de Tolède en 1234 atteste la richesse de l'Église de Tolède dans le premier tiers du XIII^e siècle : la presque totalité des rentes étaient perçues en espèces ; la cathédrale recevait 5 648 maravedis chaque année, dont 4 330 sur les biens ruraux, et 1 318 sur les biens urbains (Pastor et *alii* 1968, p. 197).

Conclusions

L'Église de Tolède participait ainsi aux opérations militaires avec ses vassaux, ou finançait les expéditions du monarque. Cette situation n'était rendu possible que par les liens unissant, en Castille, en Aragon comme en Galice, le monarque et l'Église de son royaume (Stalls 1995, p. 264). Alphonse VI, Alphonse VII et Alphonse VIII soutinrent longtemps la prétention primatiale de l'archevêque de Tolède, car ils voyaient dans cette suprématie ecclésias-

453. González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 467, p. 579-580.

454. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 975, p. 682-683 et *PRCT*, n° 46, p. 115-118.

455. *PRCT*, n° 49, p. 121-123.

456. P. Linehan, *The Spanish Church and the Papacy in the thirteenth Century*, Cambridge, Cambridge U.P., 1971, p. 5.

457. Mansilla, *Honorio III*, n° 585, p. 440, et n° 586, p. 440-441 ; T. Abajo Martín (éd.), *Documentación de la catedral de Palencia (1035-1247)*, Burgos, 1986, doc. 169 et 170, p. 313-315.

tique un instrument au service de leurs propres prétentions impériales sur la péninsule Ibérique. La ville de Tolède revendiquée par le roi et par le haut clergé comme l'héritière de l'*urbs regia* wisigothique incarne parfaitement cette synergie entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Face aux autres royaumes chrétiens, face à l'Islam et face à la papauté, le roi et l'archevêque de Tolède agissent de conserve, les évêques assurant parfois la continuité du pouvoir lors des périodes de crise, pendant la minorité d'Alphonse VIII en particulier, au concile de Ségovie de 1166.

La quasi-absence entre Castille et Andalous, de propriétés monastiques, très nombreuses pourtant dans la vallée du Douro, est remarquable. Sous Alphonse VI, les abbés apparaissent ainsi fréquemment comme témoins des actes royaux, mais ils disparurent rapidement sous le règne d'Urraca et d'Alphonse VII. On a quelques traces de propriétés monastiques dans la région frontalière, mais elles sont dispersées et peu importantes, les principaux monastères étant San Servando et surtout San Clemente de Tolède. Quelques monastères éloignés reçurent aussi des terres ou des droits dans la région de Talavera, comme Santa María de las Huelgas en 1207⁴⁵⁸. Cette sous-représentation monastique entre Tage et Sierra Morena doit être rattachée à plusieurs facteurs : le caractère très disputé de la région, immédiatement après la conquête alphonsovine de Tolède et surtout l'apparition dans la seconde moitié du XII^e siècle d'institutions militaro-monastiques comme les ordres du Temple, de Calatrava et de l'Hôpital ou plus strictement militaires comme Santiago.

V.2. Les institutions frontalières : municipes frontaliers et ordres militaires

V.2.a. Les acteurs de la frontière (3) : les villes

Les nécessités de la lutte contre l'Islam virent le développement d'institutions spécifiquement frontalières qui jouèrent un grand rôle dans la frontière centrale, mais qui n'y furent pas toutes possessionnées : *concejos* (municipes) et ordres militaires. Les *concejos* de la Transierra, Ávila, Ségovie, Salamanque... et en particulier leur milice participèrent ainsi activement aux combats qui se déroulaient entre Tage et Sierra Morena ; pourtant, ce type de fondation royale, autogérée et autonome, ne fut pas adopté au sud du Tage, parce que, dans cette zone, les possibilités de création urbaine étaient limitées en raison de l'intensité et de la régularité des affrontements ; les *fueros* royaux, pour lesquels on a pu parler d'un véritable « droit de la frontière », ont cependant influencé les personnes ou les institutions chargées d'y exploiter les territoires récemment conquis.

En effet la nature des *fueros* accordés évolua au XII^e siècle. Alors que, dans un premier temps, entre Douro et Tage, avaient dominé les *fueros* royaux, ce sont les *fueros* seigneuriaux qui se développent au sud du Tage⁴⁵⁹. Alphonse VI, pressé de conquérir Tolède, n'avait fait que traverser la région entre Douro et Tage. Prenant conscience ensuite du danger, il avait décidé de coloniser ces territoires, mais à la différence de la vallée du Douro, où avait prédominé le

458. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 799, p. 402-403.

459. P. Martínez Sopena, « Las repoblaciones de Castilla y León. Organización del espacio y cambios sociales entre los siglos X y XIII », *Repoblación y reconquista*, Aguilar de Campo, 1991, p. 57-64, p. 61.

système de la *presura*, la conquête « libre » des terres en friche, la région conquise devint *realengo* (domaine royal). Des villes-neuves furent installées sur des sites de défense, comme Sepúlveda, Ségovie et Ávila. Ces villes étaient tenues au nom du roi par un *dominus villæ* et formaient un *concejo* ou municipe pourvu d'un très vaste finage (*alfoz*) qu'elles devaient défendre et peupler en distribuant des lots (*solar*, dont l'unité de base était le *quiñón*) aux colons souvent arrivés en groupes, attirés par des franchises qui soustrayaient les terres à toute exaction seigneuriale. La *villa* et son cortège d'*aldeas* formaient une « communauté de ville et de terre. » Les *concejos* constituaient la « colonne vertébrale du peuplement de la Nouvelle Castille, » avec, en 1188, les *concejos*, déjà formés, de Hita, Guadalajara, Úceda, Salamanque, Madrid, Escalona, Denia, Magán, Huete, Cuenca, Talavera, Plasencia et Trujillo, qui se trouvaient tous dans la moitié septentrionale de notre zone d'étude, c'est-à-dire dans les provinces actuelles de Madrid, Guadalajara, Cuenca et Tolède (Pastor et *alii* 1968, p. 181). Dans la périphérie orientale, le *concejo* d'Alcaraz, joua un rôle important dans la colonisation. Lors de sa première décennie d'existence, Alcaraz avait gagné et peuplé 41 sites du Campo de Montiel, comme Las Peñas de San Pedro.

La participation des *concejos* de Transierra à la vie de frontière

L'activité militaire des milices municipales est très amplement attestée par les sources chrétiennes et musulmanes. En 1139, par exemple, après avoir perdu la place forte de Mora, Munio Alfonso, avec l'aide des troupes de Tolède, de Guadalajara, de Talavera, de Madrid, d'Ávila et de Ségovie lança une grande expédition victorieuse en Andalus. Alphonse VII le nomma *princeps*, second *alcaide* de Tolède, et chef de toutes les troupes de Transierra et d'Estrémadure⁴⁶⁰. La geste de Munio Alfonso ne s'arrête pas à la revanche que l'on vient d'évoquer. En 1143, à la tête de 900 chevaliers et de 1 000 fantassins de Tolède, d'Ávila et de Ségovie, il pilla les alentours de Cordoue. Poursuivi par les « rois "Azuel" de Cordoue et "Avenceta" de Séville », il décida de les affronter près de Montiel. Abū Zayd trouva la mort à cette occasion et sa tête fut ramenée à l'Empereur au bout d'une pique⁴⁶¹. Quelque temps après, le *qā'id* de Calatrava, Farax, put brandir le chef du célèbre *caudillo* castillan qui venait d'accomplir une action héroïque : ayant appris que Farax (Ibn Farağ) devait fortifier Mora, il se sacrifia avec quarante chevaliers pour permettre à des renforts d'arriver à Peña Negra, le château construit par Alphonse VII pour compenser la perte de Mora. Munio fut « lâchement » abattu par des archers à Pozos de Algodor sur la colline de Peña del Ciervo⁴⁶². Farax lui coupa la tête et l'envoya à Cordoue.

La destinée du comte Sancho Jiménez, chef de la milice d'Ávila, est parallèle à celle de Munio Alfonso. Surnommé le Bossu (*el Giboso*) par les chrétiens et appelé Šān Minūš « Abū Barda'a » par les musulmans, il est crédité par les sources, avec son frère Gómez, de plus de 25 expéditions contre les musulmans entre 1140 et 1173. Grand héritier de Munio Alfonso, il mourut comme lui au combat. Les sources chrétiennes attestent qu'il commandait la milice d'Ávila lors d'un raid contre Séville à la fin du règne d'Alphonse VII, puis en 1158 et à nouveau, en 1171. On possède plusieurs récits chrétiens et musulmans de sa dernière expédition en 568/1173. Sorti d'Ávila pour aller dans la région de Séville, il traversa le Guadalquivir, par le

460. *Cai*, II/143.

461. *Cai*, II/166.

462. *Cai*, II/179-182.

gué qui se trouve entre le château de Palma et le château d'al-Ġaraf, il attaqua d'abord le côté d'Écija, puis passa par le sud de Cordoue traînant avec lui 50 000 têtes d'ovins, 200 vaches, et plus de 150 captifs. Il repartit, rapporte Ibn Šāḥib al-Šalā, par un gué au nord de Cordoue, près d'Alcocer, puis se dirigea vers la plaine de Caracuel, près de Calatrava. L'armée de Séville, dirigée par Abū Zakariyā et Abū Sa'īd, l'y rattrapa, anéantit sa troupe et récupéra le butin. La décision d'attendre les troupes musulmanes et de les affronter, prise par le chef de la milice d'Ávila, fut sans aucun doute motivée par l'appât du gain, la présomption sur l'état de ses forces et la sous-estimation de celles de l'ennemi. Le 5 avril 1173, la tête de ce soldat tant redouté des musulmans fut envoyée à Séville, la capitale almohade, alors que celle de son illustre prédécesseur, Munio Alfonso, trente ans plus tôt, avait rejoint la capitale cordouane des Almoravides ⁴⁶³. En 1195, les milices payèrent aussi leur tribut lors de la défaite chrétienne d'Alarcos. La *Crónica de la Población de Ávila*, affirme que deux cents *caballeros* d'Ávila perdirent la vie dans cette bataille. Par ailleurs, la mort des évêques de Sigüenza et de Ségovie, en plus de celui d'Ávila, est vraisemblablement la preuve de la participation des milices de ces villes ⁴⁶⁴.

Les relations contemporaines suggèrent qu'Ávila, Ségovie, Salamanque, Zamora, Madrid et Guadalajara furent les villes les plus actives, mais elles font aussi allusion à des levées locales qui devaient faire appel à des bourgades dont on ignore le nom. La réputation de cette cavalerie urbaine était telle que l'ordre militaire de Santiago n'hésitait pas à y recruter de nouveaux membres pour ses propres troupes (Powers 1988, note 15, p. 248). L'orientation offensive fut plus marquée dans les *concejos* castillans où les obligations militaires mentionnent le *fossato*, l'*expeditio* ou l'*hostis*, c'est-à-dire des opérations offensives, qu'au Portugal ou en Aragon, où c'est surtout l'*apellido*, l'obligation de défense qui était imposée aux membres des municipes. Par ailleurs, en Aragon et au Portugal, les services imposés étaient de quelques jours, et donc ne permettaient que des opérations ponctuelles et locales, alors que les milices municipales castillanes étaient requises pour des durées beaucoup plus longues. Le caractère offensif du droit castellano-léonais par rapport à celui d'Aragon et du Portugal se manifeste aussi dans les initiatives indépendantes prises par ces *concejos*, parfois en contradiction avec la politique du souverain (Powers 1988, p. 32, 34 et 38). Malgré l'indépendance des *concejos* et bien qu'ils aient bénéficié d'une certaine autonomie, en particulier dans le domaine militaire et dans la gestion des incursions en terre d'Islam, il ne semble pas, au XII^e siècle en tout cas, que leur indépendance se soit manifestée contre le roi.

Le droit de la frontière : les *fueros*

Tous les auteurs, depuis José María Lacarra, insistent sur les liens entre l'essor urbain de l'Estrémadure castillane et les nécessités de défense de la région face à l'Islam (Lacarra 1963, p. 202-203). James Powers a ainsi pu parler d'une « symbiosis of Urban and Military Organization » (Powers 1988, p. 93). Le lien entre croissance urbaine et activité militaire fut favorisé par l'intervention monarchique qui conférait à ces nouvelles localités des privilèges leur garantissant de nombreuses libertés en échange d'une prise en charge de la défense du territoire. De cette délégation des fonctions régaliennes de défense découle l'orientation militaire des acti-

463. *CAI*, II/122-124, Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 428-433, trad. p. 227-230, repris par Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 124-126, trad. p. 5-6.

464. *Crónica de la Población de Ávila*, éd. A. Hernández Segura, Valence, 1966, p. 32 et Powers 1988, p. 50.

vités. Les concessions royales se faisaient en général en échange d'une prestation militaire. Ainsi, en 1166, Alphonse VIII donna un château, appelé Olmos, au *concejo* de Ségovie en échange de deux mois de service, six semaines là où il plairait au roi et deux semaines dans un autre endroit qu'il déciderait⁴⁶⁵. Cette spécialisation dans le métier des armes et, en particulier, dans le combat à cheval, permettait en retour la défense des libertés reçues face à tous les pouvoirs, qu'ils fussent musulmans ou chrétiens, seigneuriaux, laïques ou ecclésiastiques. Ces villes se caractérisaient par l'importance des activités agro-pastorales et guerrières dans leur économie, par la prépondérance, au point de vue social, d'une oligarchie de guerriers, propriétaires de troupeaux et de terres, longtemps ouverte à d'autres éléments de la population (artisans, marchands), par la relative simplicité de leur gouvernement, auquel ne participaient pas en tant que tels les hommes de métier et de négoce et par l'union étroite entre le centre urbain et le territoire qui l'entourait. Le roi conservait un droit de regard dans ces localités nouvellement fondées. Le *juez*, nommé par le roi, était, avec les *alcaldes*, à la tête des forces municipales, mais à la fin du XII^e siècle, le *juez*, ou le *señor* du *concejo*, était élu, dans la Transierra, par les municipes eux-mêmes. L'octroi d'un *fuero* revenait ainsi à exclure tous les officiers intermédiaires. Le droit d'être jugé par un tribunal local, et non seigneurial, était très prisé, mais le souverain conservait la haute justice. Le 3 février 1217, Henri I^{er} exempta les chevaliers des *aldeas* dépendant de Tolède du paiement des *alossores* qu'ils avaient l'habitude de payer au roi : cette exemption tardive prouve assez bien que, malgré les nombreuses exemptions dont bénéficiaient les citoyens de Tolède et de son territoire, le roi continuait de percevoir certains droits⁴⁶⁶.

Un droit spécifique vit ainsi le jour, dont le premier exemple conservé est le célèbre *fuero* de Sepúlveda (1076). La confrontation des différents *fueros* de Castille laisse supposer l'existence d'un droit coutumier qu'ils modifiaient sur des points particuliers. Ce droit coutumier, mélange de traditions populaires, de sentences judiciaires et de procès germaniques comme l'ordalie et le *wergeld*, était l'unique droit de Castille qui se soit substitué à la tradition romaine du *Fuero Juzgo*. Le corps du droit coutumier utilisé à Sepúlveda s'étendit à d'autres régions et obtint le nom de « *fuero* d'Estrémadure. » C'était naturellement un droit non écrit qui existait comme dans d'autres communautés germaniques dans la mémoire des anciens de la communauté. Dans la seconde moitié du XII^e siècle, l'influence des légistes romains et l'exemple de l'Église démontrèrent aux rois européens le pouvoir qu'ils pourraient exercer en faisant et en administrant les lois. Alphonse VIII tenta d'unifier le droit castillan en concédant le même *fuero* aux villages conquis sur les musulmans et, donc, dépourvus de tradition juridique propre. La première version du *fuero* type, inspirée du *fuero* de Sepúlveda et promue par le monarque castillan, fut rédigée à Cuenca, ce qui explique qu'on l'appelle « *fuero* de Cuenca » et qu'elle ait été concédée à d'autres villages sous ce nom. « Au Douro s'arrêtait donc le droit de Castille et commençait le droit de la frontière ou de l'*Extremadura*⁴⁶⁷ ». Les *fueros* de la frontière comportaient des clauses spécifiques comme les autorisations d'absence liées aux possibilités de captivité en terre d'islam. Par ailleurs les diverses exemptions destinées à attirer les colons étaient exceptionnellement favorables par rapport aux autres régions d'Europe occidentale à la même époque.

465. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 83, p. 141-143.

466. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 1010, p. 738-740.

467. Lacarra 1963, p. 208 et J. Gautier Dalché 1982, p. 149-165.

Les interprétations sur la nature profonde de cette charte divergent considérablement. Pour certains, ce *fuero* si favorable était la preuve des besoins en hommes et donc du dépeuplement de la région. À l'origine, la tendance était à l'exemption de charges pour attirer la population. Ces exemptions s'appliquaient de manière indéterminée à tous les colons dans leur ensemble, comme l'exemption de payer certains *portazgos*, ou seulement à certains individus (exemption temporaires, *mañería* pour 7 ans, ou *pecho* pour un an...). Mais à partir des années 1170, les exemptions se firent moins fréquentes. L'échelle des exemptions se calqua sur celle de la fortune des colons et, au début du XIII^e siècle, la stratification était en place (Pastor et *alii* 1968, p. 186). Pour d'autres en revanche, ces *fueros*, représentatifs de la frontière, confirmaient simplement un ensemble d'usages et de coutumes (parfois concédés par les prédécesseurs d'Alphonse VI), faisaient clairement référence à la personnalité des habitants déjà en place et établissaient des normes contractuelles entre eux et le roi. Le *fuero* de Sepúlveda manifesterait en fait la force et la solidarité d'une société de frontière où les différences socio-économiques étaient faibles, face à la structure fortement hiérarchisée que le pouvoir royal aurait tenté de mettre en place (Villar García 1986, p. 84). L'établissement de normes concernait pour une grande part les activités militaires. Les *fueros* établissaient les soldes, les récompenses en fonction du degré de participation de chacun, de l'équipement apporté et du butin obtenu. Les troupes municipales contenaient des cavaliers (*caballeros villanos*) et des fantassins (*peones*), même si le *fonsado* était la plupart du temps réservé aux *caballeros* (le tiers, les deux tiers ou la totalité des *caballeros* du *concejo*), alors que les *infanzones* n'étaient mobilisables en général que pour la défense de la ville, en cas d'attaque musulmane par exemple. Ces deux catégories, *caballeros* et *infanzones*, qui formaient les deux niveaux inférieurs de la noblesse, vivaient souvent dans le territoire contrôlé par la ville et accomplissaient leur service militaire dans le cadre de la milice municipale ⁴⁶⁸.

Dans les années qui suivirent la conquête, la limite paraît avoir été mouvante entre les éléments du territoire qui relevaient du *concejo* et ceux qui appartenaient au souverain, à des collectivités ou à des particuliers. Le *terminus* au sens strict, c'est-à-dire la partie du territoire soumise à la juridiction du *concilium*, s'articulait en deux secteurs : celui des *vicini* ou *cives*, membres de la communauté urbaine, et celui des *aldeani*, habitants des *aldeas*. Chacun englobait des terres exploitées individuellement et des espaces utilisés collectivement. Ce n'est que progressivement avec l'arrivée des colons que le *terminus* acquit une certaine cohésion ; des achats, des donations, des échanges ou des plaids permirent progressivement d'unifier le territoire soumis à la législation du *concejo*. Les villes de *realengo* (les terres du roi) occupaient les marges orientales et occidentales du royaume. Le centre de la frontière fut laissé aux ordres militaires.

La situation régionale présente ainsi de grandes variations : au nord du Douro, le *concejo* était administré par un agent du roi (le *merinus*). Dans les terres frontalières de l'Estrémadure, c'est un modèle autonormatif qui vit le jour, caractérisé par les capacités d'autogestion du *concejo*, qui nommait annuellement ses juges, ses *alcaldes*, de telle manière que le *merinus* ou *dominus villæ* représentait seulement les intérêts du *palatium* et voyait son influence limitée dans la vie municipale. Le *fuero* de Tolède, quant à lui, conserva l'administration musulmane héritée de l'époque antérieure : les anciens fonctionnaires furent

468. C. Astarita, « Classe sociale, statut et pouvoir de la "caballería villana" de Castille. Une révision », *Le Moyen Âge* 105/2, 1999, p. 415-438.

remplacés par des mozarabes (*zalmedina*, *alcaide*, *alguacil*) nommés directement par le souverain. Ces trois modèles coexistèrent dans la frontière centrale entre la Castille et al-Andalus.

Les événements politiques imprimèrent leur marque sur l'évolution inhérente à l'histoire de ces *concejos*. La guerre civile de la minorité d'Alphonse VII eut ainsi pour conséquence le renforcement militaire et politique des *caballeros villanos* d'Estrémadure qui mirent à profit leur indépendance pour institutionnaliser les chevauchées régulières en terre d'Islam. Jusqu'à la fin des années 1130, Alphonse VII fut pris par les conflits nobiliaires hérités du règne de sa mère Urraca et la frontière musulmane fut abandonnée à la force militaire des frontaliers dont l'activité permit au bout du compte le maintien du front sur le Tage. Au début du processus de colonisation, la priorité avait été donnée aux guerriers comme élément défensif, mais la continuité des affrontements entre chrétiens et musulmans transforma l'activité en une fonction. Grâce à son caractère lucratif, cette activité avait élevé la *caballería villana* à un rang politique, par l'adaptation des institutions aux circonstances militaires : on assista ainsi à un processus de distinction juridique, entre guerriers et paysans, et fiscale, par exonération d'impôt et de service ⁴⁶⁹.

En ce qui concerne la fluidité de la structure sociale apparue à la frontière, les *fueros* ne fonctionnèrent comme « ascenseur social » que dans un premier temps. Ils visaient certes à attirer les colons dans des zones démographiquement déprimées en facilitant l'accession à un statut privilégié, mais très rapidement ce droit attractif qui permettait une grande fluidité sociale, abondamment soulignée par les historiens, se transforma en un moyen de reproduire les hiérarchies qui n'avaient pas manqué d'apparaître. Avec l'enrichissement des cavaliers municipaux et l'émergence d'une notabilité des armes, le statut de *caballeros villanos* devint prestigieux et constitua l'un des moyens d'accession à la noblesse ; les possibilités d'ascension sociale se refermèrent alors, et les privilèges reçus servirent, non à faciliter l'accession des nouveaux arrivants aux charges municipales ou aux métiers des armes, mais plutôt à restreindre l'accès des *peones* au statut de *caballeros* et aux fonctions de commandement monopolisées par la petite noblesse des *infanzones* et des chevaliers urbains. Les *peones* étaient, certes, incités à devenir *caballeros*, mais le mode de partage du butin favorisait le cavalier et rendait donc difficile l'accession à la catégorie de *caballeros* pour les autres. Par ailleurs, la militarisation des paysans fut limitée par l'imposition d'une contribution de remplacement. Seule l'existence d'une *llamada* (ou *apellido*) laisse supposer une activité militaire minimale de défense.

L'évolution des *concejos* : *realengo* et *señoríos*

Le droit local qui se développa sous la forme des *fueros*, pendant les règnes d'Alphonse VI et d'Alphonse VII, affectait non seulement les habitants de la localité, mais aussi ceux de l'*alfoz*, le district dépendant, ressortissant au tribunal de la ville. Simultanément il contribua à la diffusion d'un droit écrit dans tout le royaume, droit qui put être accordé ou confirmé par n'importe quel *dominus terræ*, qu'il soit évêque, abbé, roi, comte ou seigneur laïc. Les limites du Campo de Calatrava furent définies par Alphonse VIII en 1189 ⁴⁷⁰, et précisées au XIII^e siècle, par des accords passés avec les ordres de l'Hôpital et de Santiago, les *concejos* de Tolède et de Cordoue. Toute cette région était régie depuis sa conquête par un *fuego* concédé

469. Villar García 1986, p. 192, 240-242 et Á. Barrios, *Estructuras agrarias y de poder en Castilla. El ejemplo de Ávila (1085-1230)*, 2 vol., Salamanque, 1984, p. 183 et 200.

470. OOMM, carp. n° 419, n° 41, cod. 1341, fol. 112-113, González, *Alfonso VIII*, n° 534, p. 915-917.

par Alphonse VII à la *villa* de Calatrava⁴⁷¹. Or ce *fuero* incarnait parfaitement la nature du pouvoir seigneurial : les habitants de la *villa* et de tous ses territoires (c'est-à-dire le Campo de Calatrava) devaient se soumettre aux *fueros* et coutumes que leur imposaient les frères. C'est peut-être pour cela que l'Ordre concéda très peu de *fueros* : Zorita en 1180, Huerta de Valdecarábanos en 1204, Cogolludo en 1252 et Alhóndiga en 1268 et seulement deux dans le Campo de Calatrava où son pouvoir seigneurial était indiscutable en vertu du *fuero* de Calatrava : Almodóvar en 1215 et Miguelturra en 1230. Au même moment, les ordres de Santiago et de l'Hôpital et l'archevêque de Tolède concédaient chacun une quinzaine de *fueros*, privilèges, chartes de peuplement à leurs seigneuries, parce qu'ils ne bénéficiaient pas du cadre juridique que représentait le *fuero* de Calatrava de 1157.

Après un X^e-XI^e siècle marqué par le phénomène de la *presura* et des libertés municipales, la période du XI^e-XII^e siècle, surtout à partir du début du règne personnel d'Alphonse VII, se caractérisa par un processus de limitation progressive des libertés accordées, de réaffirmation du pouvoir monarchique et, simultanément, de renforcement de la cohésion et du dynamisme des *concejos*. Le développement sur le territoire des municipes d'institutions disposant de privilèges, d'exemptions et de droits divers, concurrença directement le monopole municipal. La mise en place de nouveaux diocèses, par exemple, l'arrivée d'un clergé frontalier étranger, composé essentiellement de Francs et le prélèvement des dîmes dans les églises de l'*alfoz* réduisirent la marge d'autonomie des chevaliers urbains. Après avoir suscité quelques réticences, le renforcement de la figure de l'évêque et la garantie de son autonomie par l'élection dans le collège cathédral accompagnèrent l'autonomie des guerriers développée par les communautés *concejiles* et lui donnèrent encore plus de poids (Villar García 1986, p. 187).

De cette manière, les structures territoriales cohérentes qui se développèrent furent défendues très fermement par des hiérarchies ecclésiastiques et militaires, unies face aux tendances expansionnistes des autres *concejos* et des seigneuries, laïques et ecclésiastiques, voisines. Ces hiérarchies trouvaient dans l'institution de l'expédition annuelle en Andalus le fondement de leur distinction non seulement fonctionnelle, mais aussi économique et sociale. On peut rappeler à ce titre le rôle de plus en plus important joué par les autorités ecclésiastiques dans la préparation des expéditions, et dans les cérémonies fêtant le retour victorieux des troupes (*Te Deum* et processions diverses unissant symboliquement le champ de la guerre et les louanges au Seigneur, les guerriers et les clercs, le butin et la gloire de Dieu).

La nature du pouvoir municipal doit être resituée dans l'évolution de la société castillane dans sa totalité. À l'origine, l'institution des *concejos* correspondait à un processus d'organisation du *realengo* (les terres du royaume soumises directement à l'autorité du souverain), mais, très rapidement, elle évolua comme mode seigneurial d'organisation du territoire : dans un premier temps, les municipes fonctionnèrent comme des seigneuries collectives auxquelles le roi aurait délégué certains droits régaliens, comme la possibilité d'avoir leur propre tribunal, ou d'ériger des murailles et des fortifications. Cette organisation seigneuriale se traduisit en particulier par la mise en place d'une hiérarchie à deux niveaux : d'une part ceux qui, exemptés de taxes, exerçaient le métier des armes, dirigeaient la vie municipale, établissaient la

471. OOMM, cod. 1341, fol. 4, registre, 1, fol. 4 et OOMM, *Registre des écritures de l'Ordre de Calatrava*, 1341C-1350C, fol. 2 (E. Rodríguez-Picavea, « Política foral y mecanismos repobladores en los señoríos calatravos castellano-manchegos. Siglo XII-XIII », *Repoblación y reconquista*, Actas del III curso de Cultura medieval. Centro de Estudios del Románico, Aguilar de Campo, 1991, p. 209-220, p. 216).

répartition des lots aux nouveaux colons et fixaient les redevances que ceux-ci devaient verser, d'autre part ceux qui, dépourvus de privilèges, exploitaient la terre. Ces seigneuries reconnaissaient la souveraineté du roi et participaient à l'*host* qui était imposé à une certaine proportion des membres du *concejo*. Le roi conservait par ailleurs le contrôle de la frappe monétaire et de la haute justice. Dans un second temps, les seigneurs, laïcs ou ecclésiastiques, voyant la réussite des initiatives monarchiques concédèrent, eux aussi, des *fueros* de même type que les *fueros* royaux, à certaines localités se trouvant sur leurs territoires.

Dans la zone étudiée, le *concejo* perd alors la spécificité de son lien exclusif avec le pouvoir monarchique pour s'intégrer parfaitement dans les structures seigneuriales d'encadrement territorial. Ainsi, avec la cathédrale de Tolède, ce sont finalement de nouveaux acteurs qui jouèrent le rôle principal entre Tage et Sierra Morena : les ordres militaires hispaniques.

V.2.b. Les acteurs de la frontière (4) : les ordres militaires.

L'origine des ordres militaires hispaniques

La question de l'origine des ordres militaires hispaniques a fait couler beaucoup d'encre. Dès le début du XIX^e siècle, Conde avait suggéré que l'institution musulmane du *ribāṭ*, couvent fortifié dont les membres auraient combiné vie religieuse et activités militaires (sic !) contre les ennemis de l'Islam, avait inspiré les ordres militaires chrétiens. Il fut suivi en cela par Oliver Asín, Américo Castro et Cocheril (Forey 1985, p. 177). D. Lomax, J. O'Callaghan et A. Forey se sont opposés à cette idée d'une filiation directe entre la guerre sainte et le *ḡihād*. Le débat s'est déplacé du champ philologique ou historico-culturel au champ anthropologique et un article d'Elena Lourie reprend en le nuancant le point de vue des partisans de l'influence musulmane, en établissant un parallèle entre le service temporaire de certains chevaliers du Temple et la dévotion des *ribāṭ*-s (Lourie 1982, p. 172). On ne peut cependant affirmer, malgré les similitudes formelles, que la naissance d'une institution s'explique primordialement à travers des transmissions étrangères, alors qu'il existe des nécessités propres à la société dans laquelle elle surgit. Il semble bien, au contraire, que c'est notre vision des *ribāṭ*-s qui ait été influencée par la réalité militaro-monastique de certains ordres occidentaux.

L'expérience des confréries militaires ou religieuses, en particulier la confrérie de Belchite en Aragon, ne manqua certainement pas d'influencer la structure et les objectifs des premiers ordres militaires hispaniques, Calatrava et Santiago⁴⁷². Mais le modèle vint surtout des ordres militaires internationaux, l'Hôpital, fondé au moment de la première croisade à la fin du XI^e siècle, et le Temple, fondé en 1119. En effet ces Ordres reçurent assez précocement des donations dans la péninsule Ibérique, mais ces possessions occidentales furent longtemps considérées comme base arrière pour recruter et pour soutenir le front oriental. Aussi leur participation dans la lutte militaire contre l'Islam occidental fut-elle très tardive. Au Portugal, la référence la plus ancienne de la participation du Temple à la lutte contre les musulmans remonte à 1144⁴⁷³. En 1147, les Templiers accompagnèrent le roi Afonso Enriques lors de son expédition contre Santarém. Dans la frontière centrale, les Templiers reçurent le réduit de Calatrava

472. P. Rassow, « La cofradía de Belchite », *AHDE* 3, 1926, p. 220-226.

473. *Vita Sancti Martini Sauriensis, Portugalie monumenta historica : Scriptorum*, Lisbonne, 1856-1861, t. 1, p. 62.

vers 1150. Quant à l'engagement militaire des Hospitaliers, arrivés dans la Péninsule avant les Templiers, il fut plus tardif. Cet engagement tardif contribue à expliquer la création d'ordres militaires « territoriaux ⁴⁷⁴ », destinés à combattre dans la Péninsule, au lieu de l'utiliser comme base de recrutement pour les opérations en Terre Sainte.

En 1158, le roi castillan Sanche III accorda la ville de Calatrava à l'abbé cistercien Raymond de Fitero ; cette donation constitue l'acte de fondation du premier ordre militaire hispanique. En 1170, Ferdinand II de León institua l'ordre de Cáceres, qui devint rapidement, grâce au parrainage de l'archevêque de Santiago, l'ordre de Santiago. Ces Ordres bénéficièrent de confirmations pontificales et avec l'Hôpital, ils jouèrent un rôle fondamental dans la région centrale de la frontière entre Castille et Andalus. Il n'est pas absolument sûr, comme l'affirment certains historiens, que l'ordre de Santiago aient été fondé uniquement contre l'ennemi musulman. José Luis Martín note ainsi que les premières donations de propriétés accordées par le roi léonais se localisaient dans des zones directement menacées certes par les Almohades, mais aussi par les Portugais qui avaient perdu la majorité de ces territoires en 1169. Par ailleurs, cet auteur fait remarquer que l'Ordre fut créé par des personnes alliées à Fernando Rodríguez de Castro, le rebelle castillan, et à Armengol VII d'Urgel, les deux grands chefs de guerre de Ferdinand II de León, aussi souvent en campagne contre leurs voisins castillans ou portugais que contre les Almohades ⁴⁷⁵. On ne peut totalement exclure, au moins pour Santiago, une volonté royale d'utiliser le potentiel représenté par une *hermandad* de chevaliers, contre tous les ennemis du royaume.

Pour l'ordre de Calatrava, l'orientation chrétienne, monastique et militaire est plus marquée, ne serait-ce que par l'identité du fondateur, un abbé cistercien, et par les circonstances de la fondation de l'Ordre, l'abandon par les Templiers d'une place exposée aux attaques almohades. La charte de donation de la ville de Calatrava à l'abbé de Fitero est explicite : la donation est faite « pour que vous la défendiez contre les païens ennemis de la croix du Christ, avec Son aide et la nôtre [...] je vous fais cette donation pour l'amour de Dieu et le salut de mon âme et de celles de mes parents, pour que Dieu soit honoré par vous et pour que la religion chrétienne s'étende... ⁴⁷⁶ » Après la mort de l'abbé Raymond de Fitero, le régime abbatial de l'institution fut discuté par les nouveaux chevaliers, d'origine laïque ; il se transforma en un régime *maestral*, qui resta cependant très marqué par ses origines monastiques. Face à l'origine ecclésiastique des responsables de Calatrava et d'Alcántara, le caractère séculier de l'ordre de Santiago est très marqué (Ayala 2000, p. 340). En effet cet Ordre naquit d'une *hermandad* ou confrérie de chevaliers, aux caractéristiques mal connues, dont la figure fut plus adaptée à la conscience sociale dominante que celle du moine-soldat calatravan. Quoique plus séculier dans son fonctionnement, l'ordre de Santiago, à la différence de l'ordre de Calatrava et des commanderies majeures hispaniques de l'Hôpital et du Temple, était directement soumis au pape. La règle santiaguiste déclare que les frères devaient accomplir leur vocation religieuse en luttant contre les « Sarrasins » : *tota sit omnium intentio ecclesiam Dei defendere, sarracenos impugnare*. La guerre contre les musulmans incarnait la parfaite vie chrétienne (Lomax 1965,

474. Pour reprendre la distinction opérée par Carlos de Ayala entre les ordres de Santiago, Calatrava et Alcántara qualifiés de « territoriaux » par opposition au Temple et à l'Hôpital, définis comme « universels », et à des Ordres plus tardifs, qualifiés de « nationaux » (C. de Ayala, *Las Órdenes militares en la Edad Media*, Madrid, 1998, p. 8-16).

475. Martín, *OOMS*, p. 7.

476. OOMM, carp. 419, n° 19, janvier 1158, González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 35, p. 64-66.

p. 98). Cette affirmation tardive n'implique pas nécessairement que Santiago ait été fondé uniquement contre l'ennemi musulman, mais elle prouve que la vocation anti-musulmane de l'Ordre s'imposa très vite. La création des ordres militaires traduit sans conteste une tentative de christianisation de la chevalerie et une volonté de coordination, d'association et de regroupement, non sur une base territoriale, mais sur celle d'une solidarité de foi et surtout d'intérêts.

Recrutement et noblesse

Fondations héritant de pratiques aristocratiques ou royales à l'origine, les ordres militaires hispaniques ne semblent pas avoir eu dans un premier temps un recrutement trop fermé. On dispose de peu d'études sur l'origine sociale des frères parce que les sources ne se prêtent guère à des conclusions probantes sur cette question. Alan Forey affirme cependant que de manière générale la proportion de membres des Ordres issus de la haute aristocratie fut faible. En revanche il semblerait que le recrutement dans la petite noblesse (les classes de *ministerialis* et de chevaliers) ait été assez important. Les maîtres, quant à eux, étaient parfois issus de la haute noblesse locale, mais ce n'était pas le cas pour la majorité. Une ascendance chevaleresque était certes requise pour ceux qui devaient être admis au rang de chevalier, mais pour les autres rangs, comme sergents ou chapelains, la liberté était assez grande. Par ailleurs souvent l'adoubement se faisait juste avant l'entrée dans l'Ordre. Les conditions de recrutement furent assez souples jusqu'au XIII^e siècle, parce que tous les Ordres, sans exception, eurent des difficultés à trouver de nouveaux membres, à tel point, par exemple, qu'en 1250, Santiago envoya des frères recruteurs en Germanie⁴⁷⁷. Les vocations pour entrer dans les ordres militaires suivaient en cela le modèle des ordres monastiques, la piété du XI^e siècle valorisant les engagements monastiques *ad succurrendum*, au terme de la vie plutôt qu'à son début.

L'ordre de Santiago constitue, semble-t-il, une exception relative dans ce tableau. Le principal moyen pour attirer des novices dans l'Ordre était la prédication : l'Ordre avait le droit d'envoyer un prédicateur dans toutes les paroisses de la Péninsule une fois par an pour demander des armes, des novices et des soldats, en offrant des indulgences et une possibilité de butin à ceux qui combattraient sur la frontière pendant un certain temps. Cette propagande avait une base solide : la renommée et la richesse, obtenues par l'Ordre pendant les guerres qu'il mena, diffusèrent son nom dans toute l'Europe. Innocent IV permit à ceux qui faisaient vœu d'aller comme croisés à Jérusalem de commuer leur vœu pour entrer dans l'ordre de Santiago. Un grand nombre de chevaliers attirés par les prédicateurs pour combattre six mois ou un an restaient ensuite comme frères profès. Par ailleurs beaucoup d'enfants naquirent dans les territoires de l'Ordre, et comme les frères pouvaient se marier, l'Ordre se chargea de l'éducation des enfants, assurant ainsi les bases de son propre recrutement. À quinze ans, les enfants devaient choisir entre professer ou s'en aller.

L'Ordre bénéficia enfin d'exemptions pontificales qui facilitèrent le recrutement de « familiers », c'est-à-dire des laïcs qui s'affiliaient à l'Ordre pour profiter de certains de ses privilèges sans professer comme frères et sans vivre dans ses couvents. Les familiers promettaient de prendre l'habit de Santiago, s'ils se décidaient à entrer en religion, de donner l'aumône à l'Ordre et de se faire enterrer dans le cimetière santiagoiste ; en échange l'Ordre les récompensait par une part de ses bénéfices spirituels et temporels ; la célébration des messes dans les églises santiagoistes était autorisée, comme les enterrements, y compris pendant les périodes

477. A. Forey, « Recruitment to the Military Orders (Twelfth to Mid-Fourteenth Centuries) », in Forey 1994, p. 160.

d'interdit, et l'excommunication d'un membre de l'Ordre n'était possible que sur injonction directe du pape. Par ailleurs les personnes qui devenaient « familiers » de l'Ordre pouvaient payer les dîmes à l'Ordre et non plus à la paroisse, ce qui ne manquait pas de susciter des tensions avec le clergé séculier. Pour toutes ces raisons, l'Ordre put se créer dans la société mondaine un corps d'amis, de bienfaiteurs et de sympathisants (Lomax 1965, p. 38). Il s'agissait parfois de petits chevaliers et de marchands, mais aussi de, comme Fernando Rodríguez de Castro, Fernando Rodríguez de Azagra et son fils illégitime, Pedro Fernández de Azagra, frère d'Uclés en 1193, Aurembiax, comte d'Urgel, et Alvaro Núñez de Lara. En 1187, Pedro Fernández, fils de Fernando Rodríguez de Castro, donna ainsi aux Santiaguistes (au cas où il mourrait sans fils) les châteaux de Montánchez, Santacruz, Zuferola, Cabañas, Almofrag, Solana et Peñafalcón et il se fit frère (*freire*) de l'Ordre ⁴⁷⁸.

Les Hospitaliers rencontrèrent, eux aussi, un grand succès dans l'aristocratie : divers lignages de très importants (Lara, Osorio, Castro) créèrent des liens très solides avec cet Ordre. Après les donations royales, les donations nobiliaires sont la deuxième source en importance à alimenter les possessions hospitalières dans la péninsule Ibérique. Dès la première moitié du XII^e siècle, le niveau le plus élevé de la noblesse castellano-léonaise se rattache à l'Ordre, essentiellement du fait des femmes nobles, à un moment où l'engagement militaire des Hospitaliers n'était pas encore affirmé dans la Péninsule. Ces liens privilégiés continuèrent jusqu'au milieu du XIII^e siècle. Le lignage des Lara, par exemple, utilisa sa position dominante durant la minorité d'Alphonse VIII pour faire des donations importantes à l'Ordre au nom de la monarchie. Il semble qu'une véritable alliance ait existé entre les Hospitaliers et la maison de Lara, au moins jusqu'à l'avènement de Ferdinand III, pendant le règne duquel la continuité documentaire de ces relations est interrompue ⁴⁷⁹. En échange de la donation *post-mortem* de ses propriétés, le noble recevait la tenure viagère de cette même propriété ou, parfois, d'une autre et entrait ainsi dans l'Ordre. L'Ordre eut ainsi une influence très importante, tant à la cour royale, que dans l'administration provinciale.

Située à la convergence de deux traditions, très différentes (monastères et *hermandades*), l'institution des ordres militaires hispaniques bénéficia de la piété et de la richesse d'hommes de guerre désireux de pouvoir exercer le métier des armes en assurant en même temps le salut de leur âme. Ce mouvement fut récupéré et favorisé par le pouvoir monarchique dans tous les royaumes de la Péninsule. Très tôt les souverains comprirent le profit qu'ils pouvaient retirer de ces organisations de combattants. Ils en favorisèrent donc le développement, en leur cédant de nombreux droits, en leur donnant de nombreuses terres, en les faisant participer aux bénéfices des conquêtes territoriales et en leur laissant une certaine indépendance ; au moins jusqu'au milieu du XIII^e siècle, les souverains ne semblent pas être intervenus directement dans leur fonctionnement, ni dans l'élection des maîtres (Lomax 1965, p. 34).

478. TMC, t. 3, n° 248, d. 35, *Bullarium Sancti Iacobi*, n° 224, p. 35, cité par Martín, OOMS, p. 105.

479. C. Barquero Goñi, « Los Hospitalarios y la nobleza castellano-leonesa (siglos XII-XIII) », *Historia, Instituciones, Documentos* 21, 1994, p. 13-40, p. 19 et 23.

L'enracinement frontalier des ordres militaires

L'ordre de Calatrava

Dans un premier temps, une partie importante des territoires entre Sierra Morena et Tage passa sous juridiction seigneuriale, d'abord à travers une « protoseigneurialisation » laïque durant le règne d'Alphonse VII, puis par la cession du territoire aux ordres militaires, sous le règne d'Alphonse VIII, malgré l'opposition de l'Église tolédane. Calatrava obtint ainsi Chillón, en 1168, en partage avec le comte Nuño et la comtesse Teresa⁴⁸⁰, Aceca en 1176, Ciruelos (une moitié dès 1158, et la totalité en 1176), Ocaña (1176-1182), Nambroca (entre Mora et Tolède)⁴⁸¹, la moitié du château de Bogas, sur la rive de l'Algodor — l'autre moitié revenant à l'ordre de Santiago (15 juillet 1189)⁴⁸² —, les châteaux de Guadalerzas, Malagón (1180), Piedrabuena (1187), Ciruela, Alarcos, Benavente, Caracuel, Salvatierra et Dueñas. L'ordre de Calatrava resserra ses positions dans le Campo au lendemain de Las Navas de Tolosa et, en 1217, installa son siège dans la nouvelle forteresse de Calatrava la Nueva. Les limites de ses seigneuries avec celles de l'ordre de l'Hôpital furent fixées en 1232 par un accord entre les deux Ordres⁴⁸³.

Pour Calatrava comme pour les autres Ordres, les donations, et surtout les donations royales, furent le mode principal d'acquisition, pendant les premières décennies d'existence (90 % des opérations entre 1158 et 1212). Elles représentent plus de la moitié du total des donations. Qualitativement, il s'agit des donations les plus étendues et les plus intéressantes pour l'Ordre. Les achats commencèrent dans les années 1170 et jouèrent un rôle assez important au début des années 1190, au moment où la pression almohade se faisait sentir et où le nombre de donations diminuait notablement (10 % du total). Enfin le *prestimonium*, c'est-à-dire la remise à l'Ordre d'une terre contre la possibilité d'en avoir un usufruit viager, joua un rôle mineur et ne se développa qu'à partir du début du XIII^e siècle (6 % du total). Entre 1212 et 1252, les donations représentent les deux tiers des opérations favorisant l'augmentation du patrimoine calatran, les achats 10 % et les échanges 13,5 %, ce qui traduit une réorganisation territoriale des possessions (Rodríguez-Picavea 1994, p. 35-56).

L'ordre de Santiago

Quoique les Santiaguistes n'aient pas eu, comme l'ordre de Calatrava, un pourcentage fixe des conquêtes royales, leurs récompenses n'étaient pas moindres. Les rois contribuèrent aussi au patrimoine de l'Ordre. Mais leur attitude était ambiguë, car ils ne voulaient pas défavoriser les villes au profit de l'Ordre. Aussi la majorité des grandes donations royales se situèrent-elles dans les régions frontalières. Les châteaux donnés avec les villages dépendants étaient situés stratégiquement près des terres almohades. L'Ordre reçut les localités ou les châteaux d'Oreja (1171)⁴⁸⁴, d'Alboer⁴⁸⁵, de Villamanrique del Tajo⁴⁸⁶, de Zarza del Tajo⁴⁸⁷,

480. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 103.

481. C. de Ayala, « Las Órdenes Militares y la ocupación del territorio manchego. (Siglos XII-XIII) », *Alarcos 1195*, p. 56.

482. OOMS, n° 255, p. 429.

483. Ayala, *Libro de Privilegios*, n° 261.

484. OOMS, n° 47.

485. OOMS, n° 19, p. 190 et n° 29, p. 199.

486. OOMS, n° 115, p. 299.

487. OOMS, n° 73, p. 248-254.

d'Alharilla (1172)⁴⁸⁸, d'Estremera, de Mora (1171)⁴⁸⁹, d'Uclés (1174)⁴⁹⁰ et l'*alcazar* d'Alarcón (1194), rendu au roi quelques mois après contre 50 % des *portazgos* de la ville et de Valeria⁴⁹¹. Les possessions de l'ordre de Santiago étaient moins regroupées que celles des autres Ordres, même si les Santiaguistes arrivèrent à posséder une longue bande du Tage au nord, jusqu'à la Sierra de Segura au sud-est. Atalaya, Alcónchel, Montánchez fermaient la voie aux armées de Séville ; Alharilla et Uclés bloquaient les musulmans de Cuenca ; Montiel et Montizón faisaient face à ceux de Jaén. On peut distinguer quatre ensembles dans cette immense seigneurie : les rives du Tage entre Ocaña et Estremera — où l'Ordre acquit Dos Barrios, Carabanchel et Villarubia —, la frange constituée par les vallées parallèles du Riánsares et du Cigüela d'Uclés jusqu'au territoire sanjuaniste, le noyau *manchego* de Socuéllamos et enfin le Campo de Montiel — avec Eznavexore, Alhambra, Montiel, Alcubillas, Montizón et des forteresses plus petites comme Albaladejo, Terinches, Torre de la Higuera, Torre de Juan Abad...

L'ordre de l'Hôpital

La première propriété hospitalière dans la Manche apparaît en 1162 avec la donation par Alphonse VIII de Criptana, Villajos, Quero et Tirez, probablement à l'initiative du régent, le comte Manrique Pérez de Lara⁴⁹². Très vite, l'Ordre céda la moitié de ces propriétés à al-Sayrafi pour qu'il y construise une tour⁴⁹³. En 1163, l'Hôpital reçut la *villa* et le château d'Uclés qui passèrent à Santiago en 1174⁴⁹⁴ et Arenas de San Juan (peut-être dès 1158)⁴⁹⁵. À partir de 1183, où il reçut la forteresse de Consuegra et tous ses territoires *in frontera Maurorum*, l'ordre de l'Hôpital commença à jouer un rôle beaucoup plus important dans la frontière centrale⁴⁹⁶. Cet ensemble territorial avait été constitué par Alphonse VII pour le noble Rodrigo Rodríguez en 1150. Un acte de Ferdinand III (en 1222) confirme que le territoire de Consuegra avait été défini par l'Empereur et que ces limites avaient été respectées à l'époque d'Alphonse VIII⁴⁹⁷. Cette donation royale visait à impliquer les Hospitaliers dans la défense de la frontière contre les musulmans. Au XIII^e siècle, l'Hôpital était l'ordre militaire qui possédait la seigneurie la moins étendue dans la zone entre Tage et Sierra Morena, mais celle-ci était très compacte et se développait au nord de l'axe central Consuegra-Alcázar de San Juan (reçu de Pedro Guillén en 1223) jusqu'à Tembleque et au sud jusqu'à Arenas de San Juan, Argamasilla de Alba et Peñarroya, c'est-à-dire l'actuel Campo de San Juan. Vers la Sierra Morena, l'Ordre ne possédait que deux enclaves : une à Alcaraz et l'autre à Villar del Pozo (près d'Alarcos). À la fin du Moyen Âge, la superficie possédée par l'Hôpital dans cette zone était de 400 000 ha environ (Ayala 1996, p. 76).

488. OOMS, n° 52, p. 225-226.

489. OOMS, n° 45, p. 217-218.

490. OOMS, n° 66, p. 241-242.

491. OOMS, n° 300, p. 469-470.

492. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 54, p. 97-99.

493. OOMM, carp. 455, n° 5.

494. Ayala, *Libro de privilegios*, n° 91, p. 254-255.

495. C. de Ayala, « Orígenes de la Orden del Hospital en Castilla y León (1113-1157) », *Hispania Sacra* 43, 1991, p. 788.

496. Guerrero Ventas, *El gran priorato...*, n° 4, p. 332-333 et Ayala, *Libro de privilegios*, n° 144, p. 322-324.

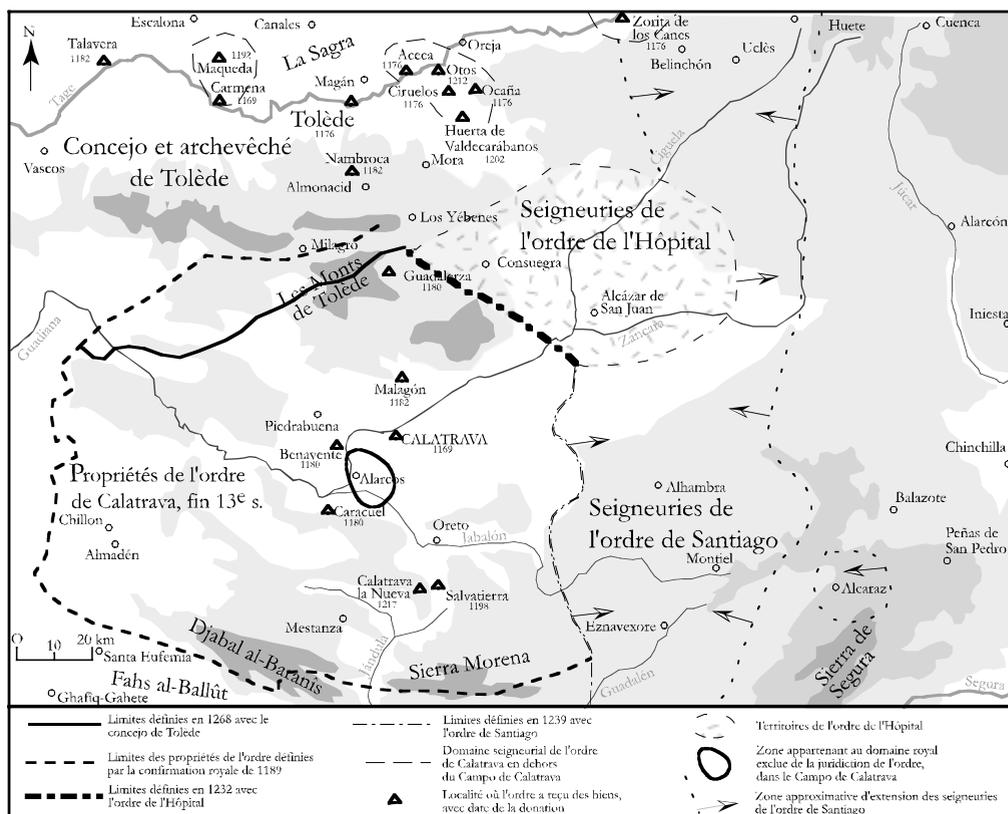
497. Barquero Goñi 1996, p. 294 ; Ayala, *Libro de privilegios...*, n° 235, p. 423.

Les ordres militaires ne reçurent pas seulement des terres frontalières. Ils bénéficièrent aussi de donations dans les autres régions des royaumes hispaniques. Il est incontestable que l'existence de deux types de possessions : les unes constituées par des biens exposés aux attaques des musulmans, les autres constituées par des seigneuries plus « traditionnelles » évoluant autour d'activités agro-pastorales dans des zones éloignées des combats, donnait une marge de sécurité et une grande stabilité aux Ordres. L'implantation des ordres militaires « nationaux » et « internationaux » avait en effet le grand avantage de créer une synergie entre les terres frontalières et les terres de l'intérieur. La dualité des possessions fournissait aux institutions frontalières des revenus réguliers par le prélèvement de taxes établies de longue date dans des terres déjà mises en valeur, comme dans la plupart des seigneuries occidentales à l'époque ; elle leur ouvrait aussi la possibilité d'étendre leur patrimoine foncier aux dépens d'al-Andalus et enfin leur permettait un contrôle des flux migratoires. Les ordres militaires pouvaient conjuguer des incitations au départ et des exemptions pour l'accueil des immigrants dans les terres conquises à la frontière. Ces mesures étaient modulables en fonction des besoins conjugués du peuplement et de la défense des zones frontalières d'un côté, de la rentabilité de l'exploitation seigneuriale, de l'autre.

L'exploitation des territoires frontaliers

En Estrémadure, les ordres militaires de Santiago et d'Alcántara possédaient la moitié du territoire (50,70 % de quelque 20 000 km²). Dans l'actuelle province de Ciudad Real, les ordres militaires de Calatrava, de Santiago et de l'Hôpital se partageaient la presque totalité d'une superficie équivalente, alors qu'en Andalousie, les ordres militaires, dont les propriétés se localisaient essentiellement le long de la frontière avec le royaume de Grenade, ne totalisaient que 14 % du territoire contre 71 % pour les *concejos*, 5,8 % pour l'Église et 6,9 % pour les seigneurs laïcs⁴⁹⁸. Tous les ordres n'avaient pas le même modèle de développement (Ayala 1996, p. 83 et suiv.). Calatrava semble avoir mis en place un réseau assez dense de petites commanderies, sans lien évident de dépendance entre elles, directement soumises au maître de l'Ordre ; le *comendador mayor* de ces *encomiendas* n'était pas beaucoup plus qu'un simple « vice-maître » aux attributions diffuses. Ce « modèle horizontal » contraste avec le modèle « hiérarchique » adopté par les Hospitaliers et les Santiaguistes : un nombre moins élevé de commanderies contrôlaient un territoire plus étendu ; les *encomiendas mayores* de Consuegra et d'Uclés constituaient des instances hiérarchiques intermédiaires entre le prieur hospitalier, ou le maître santiaguiste, et les *encomiendas menores*.

498. RROP, p. 484.



Carte 12 : Répartition des seigneuries calatravanes, santiaguistes et hospitalières

Outre les revenus traditionnels liés au contrôle des individus — la seigneurie « banale » ou « juridictionnelle » pesant sur les *collazos* ou les *pecheros* —, les impôts de nature commerciale (péages, *portazgos* et *montazgos*), les rentes strictement économiques (agricoles sur les terres, les vignes et les bois, systématiquement rattachées aux forteresses, pastorales sur les pâturages, les prés et les monts, minières ou pesant sur les moyens de production : moulins, moulins à eau, barrages et roue hydraulique) ou les droits ecclésiastiques — puisque le rattachement de Calatrava à Cîteaux, relevant l'Ordre de la juridiction épiscopale, l'exemptait du paiement de la dîme et l'autorisait à prélever celle-ci sur ses églises —, les châteaux des ordres militaires généraient et collectaient des rentes spécifiquement frontalières. Certaines étaient d'origine royale, comme le dixième des *paris terre maurorum*, qui apparaît dans la confirmation générale des droits calatravans accordée par Alphonse VIII en 1175⁴⁹⁹. Il ne s'agit pas, dans ce cas précis, de droits associés à une forteresse, comme l'étaient en revanche les pourcentages sur le butin de guerre, *quintos* et *cabalgadas*, régulièrement reconnus à Calatrava la Vieja, à Zorita et à la seigneurie santiaguiste d'Uclés. Le 28 juin 1173, l'Ordre reçut de

499. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 220, p. 364-365.

surcroît tout château conquis sur les musulmans par les Calatravans à condition que ceux-ci y servissent leur roi et seigneur (*mihi, ut regi et domino, seruiatis*)⁵⁰⁰. Le 8 mars 1175, Alphonse VIII renouvela sa donation en mettant en gage le quint royal, sauf dans les villes⁵⁰¹. En septembre 1189, Alphonse VIII offrit le 1/10^e du quint royal pour les campagnes communes, en plus du 1/10^e de toutes les terres capturées indépendamment par les chevaliers⁵⁰².

Les unités élémentaires pour l'administration du territoire de l'Ordre et la collecte des rentes furent appelées *encomiendas* (commanderies) : elles étaient dirigées par un commandeur désigné par le maître. Cette pratique remonte au troisième maître, Nuño Pérez de Quiñones, et à la fondation de neuf *encomiendas*. Carlos de Ayala rapproche la tardive apparition des commandeurs, l'inconsistance du réseau des commanderies, sauf pour Calatrava, et l'immaturation institutionnelle des Ordres, de la pression almohade et de la faible structuration, en particulier démographique, du territoire *manchego* avant 1195. Entre 1195 et 1212, les conditions changent et « la primitive alliance stratégique-militaire d'Alphonse VIII avec les ordres militaires se transforma en un réel défi politique qui fit de ceux-ci des "générateurs de royaume" dans le territoire frontalier *manchego*. » Les privilèges d'incitation militaire (cession des forteresses conquises, ou de 50 % du prix de rachat des captifs musulmans valant plus de 1 000 *aurei*), disparurent au profit de donations destinées à renforcer et à consolider la présence des frères dans la zone pour faciliter leur institutionnalisation et faire d'eux d'actifs protagonistes de la mise en valeur sociale et économique du royaume (Ayala 1996, p. 73).

Les ordres militaires, fer de lance des armées chrétiennes

Le rôle fondamental des ordres militaires se perçoit certes dans la propriété et la mise en valeur des terres frontalières, mais aussi et surtout dans leur participation en première ligne aux activités militaires de la région. La construction, la réparation ou le maintien des fortifications constituaient les principales activités défensives des ordres militaires. En même temps qu'il leur cédait des *villas* et surtout des châteaux, le roi leur déléguait le pouvoir régalien de construction des fortifications. Cette délégation était largement répandue dans la Castille des XI^e-XIII^e siècles. Elle n'est pas le signe, comme dans les autres contrées d'Europe occidentale au même moment, d'une privatisation du pouvoir public par de grands féodaux qui se renforceraient face au roi, mais elle est plutôt liée à la nature très militarisée d'une société en guerre.

La défaite d'Alarcos eut des conséquences dramatiques non seulement pour les effectifs des ordres militaires péninsulaires, mais aussi pour leurs possessions et pour leur puissance. Les chroniques rapportent que la cavalerie cuirassée des ordres militaires, qui avait profondément enfoncé les lignes almohades, se retrouva totalement enfermée dans des troupes beaucoup plus nombreuses. Une grave crise suivit cette catastrophe au sein de l'ordre de Calatrava qui avait perdu toutes ses positions frontalières et l'essentiel de son patrimoine foncier⁵⁰³. Dix-neuf

500. OOMM, carp. 418, n° 25, *BOMC*, p. 8, González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 183, p. 305-307 ; Estow 1982, p. 272.

501. OOMM, carp. 418, n° 27, González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 220, p. 364-365.

502. OOMM, carp. 419, n° 39, *BOMC*, p. 28.

503. C'est ce que déduit Joseph F. O'Callaghan de l'étude qu'il mena sur les nominations des maîtres entre 1195 et 1212 (O'Callaghan 1975 et « Martín Pérez de Siones, Maestre de Salvatierra », *Hispania* 22, 1962, p. 3-10).

frères santiagoistes perdirent aussi la vie pendant cette bataille, cependant que le maître de l'Ordre mourait quelque temps après des suites de ses blessures. Lors des campagnes suivantes (1196 et 1197), les Almohades conquièrent Montánchez, Santa Cruz, Trujillo et Plasencia et privèrent une seconde fois l'ordre de Santiago de sa base territoriale *extremeña*. En 1197, les Almohades assiégèrent même Uclés et Alarcón, c'est-à-dire le cœur des possessions de l'Ordre.

Naturellement lors de la croisade de Las Navas de Tolosa, les ordres militaires se retrouvèrent une nouvelle fois au cœur de la bataille et lancèrent les premières charges lourdes contre l'armée d'al-Nāṣir. Dans les années qui suivirent, les chevaliers des Ordres participèrent aux sièges de Baeza et d'Úbeda. En 1213, les Santiagoistes furent récompensés de leur aide lors de la conquête de Dueñas, Eznavexore, Alcaraz et Riópar et reçurent Eznavexore ⁵⁰⁴. De manière générale, les milices des ordres militaires participèrent à toutes les expéditions royales, menèrent des expéditions à leur propre compte en temps de guerre et respectèrent les trêves passées par leur souverain avec les musulmans.

La collaboration entre les ordres militaires

Tout à la fois unis et mis en concurrence par une dynamique et des objectifs communs, les ordres militaires furent conduits à jeter les bases d'une coopération entre eux. En 1178, les frères du Temple, de l'Hôpital et de Santiago se réunirent à Salamanque où ils décidèrent de s'aider mutuellement. Cette collaboration aida vraisemblablement beaucoup les Santiagoistes qui purent ainsi se familiariser, huit ans après la création de leur Ordre, avec les traditions de discipline militaire, de guerres orientales, de relations avec les « Maures » et de religion guerrière des ordres plus anciens ⁵⁰⁵. En 1221, les maîtres de Santiago, Martín Peláez, et de Calatrava, Gonzalo Yáñez, établirent une liste détaillée de leurs obligations mutuelles. Cet accord devait probablement entériner ce qui existait déjà. Sur le champ de bataille, tous les frères devaient se soumettre au maître présent, s'il n'y en avait qu'un ; si les deux étaient présents, les frères devaient se diviser en deux groupes égaux, indépendamment de leur appartenance. De même, les deux Ordres acceptaient d'être solidaires en cas de rupture de trêves et de participer aux expéditions lancées par l'autre. En 1243, à la suite du succès de l'accord de 1221, les ordres militaires décidèrent de le confirmer et de mettre les deux Ordres sur un pied d'égalité : lors des combats, les frères étaient tenus de céder leur cheval au maître de l'autre Ordre comme au leur propre. Cette collaboration entre ordres militaires se fondait sur de nombreux contacts personnels, non seulement au cours des campagnes, mais aussi lors des réunions à la cour royale, dans les visites des *encomiendas* et des couvents respectifs. Cependant, malgré la tradition d'hospitalité, très développée surtout à l'égard des militaires, la plupart des rencontres entre Calatrans et Santiagoistes furent célébrées en terrain neutre (Lomax 1965, p. 40 et suiv.).

Par ailleurs, pour éviter que les frères passent d'un Ordre à un autre, ce que le droit canon autorisait uniquement si le changement allait dans le sens d'une plus grande austérité, le Temple et l'Hôpital étaient convenus de ne pas accepter les transfuges. Calatrava et Santiago arrivèrent à un accord semblable en 1188. Cette mesure était cruciale pour Santiago, car sa règle était considérée comme la plus douce : ainsi, en théorie, il pouvait perdre ses membres au profit de n'importe quel autre ordre, mais ne pouvait recevoir les frères d'aucun. La mémoire des morts fut un autre élément d'union entre les ordres. Tous les frères de Santiago devaient réciter

504. *CLRC*, p. 36.

505. *PL*, 215, col. 666 cité par Lomax 1965, p. 42.

chaque jour un *Pater noster* pour le patriarche et les défenseurs de Jérusalem, un autre pour les frères de tous les ordres militaires, et un dernier pour les fidèles défunts. En 1221, un devoir encore plus spécifique fut fixé : chaque frère de Calatrava devrait dire trois messes, durant le chapitre général, pour les morts des autres ordres.

Les divers accords évoqués tentaient de créer les conditions d'un règlement pacifique des conflits potentiels et visaient à régler les disputes, sans plaide coûteux devant les tribunaux royaux ou ecclésiastiques, par la constitution d'un système d'arbitrage indépendant. Selon l'accord passé en 1178 entre les ordres de Santiago, du Temple et de l'Hôpital, tout différend entre deux ordres devait être arbitré par le troisième. L'accord de 1188 entre Calatrava et Santiago établissait, quant à lui, un tribunal de dix frères, choisis par chaque maître parmi les membres de son Ordre. En 1221, la structure fut améliorée : chaque maître devait dorénavant désigner trois frères issus de l'autre ordre. Entre 1222 et 1224, les dirigeants de Calatrava, de Santiago, du Temple et de l'Hôpital établirent un nouveau jury de douze membres, choisis d'abord par leur propre maître, puis par celui des autres ordres, à raison de trois frères par institution (Lomax 1965, p. 49). Aucune de ces tentatives ne dut être concluante, comme le prouvent les nombreuses réclamations adressées au pape par Santiago contre les autres Ordres. Finalement en 1239, les maîtres de Calatrava et de Santiago décidèrent que leurs disputes seraient résolues par deux commandeurs, ceux d'Oreja et d'Aceca pour les disputes du Tage, le commandeur de Montiel et le *clavero* de Calatrava, pour celles de la frontière. Quelle qu'ait été l'efficacité de ces instances d'arbitrage, leur simple mise en place manifeste clairement une volonté de règlement local et pacifique des conflits.

Unis ou divisés, les ordres militaires ne semblent pas avoir pris d'initiatives contraires aux ordres des souverains dont ils dépendaient. Cela tient vraisemblablement à la force que surent conserver les monarques castellano-léonais et au contrôle qu'il purent maintenir sur des institutions, à la grandeur desquelles ils avaient puissamment contribué.

V.3. La puissance des monarques castellano-léonais

L'accroissement du royaume aux dépens des terres d'al-Andalus ne dépendait que du succès des opérations militaires, alors que l'enrichissement des proches du roi dépendait de la générosité du souverain et des services qui lui étaient rendus. En effet la terre conquise appartenait au souverain, qui en prélevait le quint et partageait le reste. Le domaine royal s'accrut ainsi plus que tout autre et le roi disposait en permanence d'une réserve lui permettant d'acheter la fidélité des ou *infanzones*, celle de l'Église ou celle des ordres militaires. La lutte contre l'Islam seule peut expliquer la puissance de la monarchie castellano-léonaise par rapport à d'autres régions d'Europe occidentale à la même époque.

V.3.a. La direction et le contrôle des activités militaires

Le roi était, par ailleurs, le chef suprême des armées qu'il dirigeait à l'occasion. Pendant toute la période, il exigea le service militaire public, *fonsado* ou *hueste*, et beaucoup d'autres droits découlaient de ces obligations militaires, comme la *facendera* (construction et entretien des routes et chemins), l'*anubda* (surveillance de la ville et du château), *castellaría* (entretien du château), *yantar* ou *hospedaje* (hébergement du seigneur et de sa suite). En 1184, Alphonse VIII exempta de tribut et d'obligation, mais non de service dans l'armée dirigée par le

roi en personne, tous ceux qui vivaient dans la seigneurie de l'Église de Tolède ⁵⁰⁶. En 1207, Alphonse VIII ordonna que toutes les *aldeas* et toutes les *villas* du territoire de Tolède, qu'elles appartenissent au roi, à l'archevêque, à l'Église Sainte-Marie, à Salvatierra, à l'Hôpital, à la milice du Temple, à l'ordre d'Uclés, à des *militēs* ou à n'importe quel homme, fissent la *facendera* avec les membres du *concejo* de la ville ⁵⁰⁷.

Tout au long de la période, le souverain castillan conserva aussi la direction effective des opérations militaires sur tout le royaume, malgré quelques limitations comme dans cette charte léonaise d'avril 1176, où Ferdinand II prit les propriétés, les hommes et les vassaux de l'ordre de l'Hôpital sous sa protection dans son royaume, en leur concédant qu'il n'exigerait jamais d'eux de combattre avec lui contre d'autres chrétiens, sauf en cas d'invasion du royaume ⁵⁰⁸. Lors du déploiement de l'armée à Las Navas de Tolosa, c'est-à-dire dans l'exercice par excellence des *freires*, les maîtres des ordres furent privés, jusqu'à un certain point, de leur fonction de commandement, puisque tous leurs effectifs avaient été placés, ainsi que leur propre personne, sous le commandement direct du comte Gonzalo Núñez de Lara ⁵⁰⁹. Même lorsqu'il avait distribué des terres, le roi conservait un droit qui manifestait sa souveraineté. L'apparition dans les chartes de donation de la condition *guerram et pacem facere*, aboutit au maintien d'un droit royal sur les terres et châteaux distribués : cette clause garantissait d'abord au souverain que la forteresse accordée ne serait pas utilisée contre lui et, ensuite, à l'inverse qu'il pourrait s'en servir comme base de départ pour des opérations offensives ou comme point d'appui pour la défense du royaume.

Le contrôle des forteresses, de manière générale, était une prérogative qui, quoique souvent déléguée, a appartenu au souverain tout au long de la période. Le roi conserva aussi, d'après les clauses contenues dans les chartes de l'époque, le droit d'élever une forteresse où que ce soit, y compris dans une terre dépendant d'un ordre militaire : on en veut pour preuve *a contrario*, la promesse faite par Alphonse VIII, en 1193, de ne pas ériger de châteaux dans les *villas* de Fresno el Viejo et de Paradinas qu'il donnait à l'ordre de l'Hôpital ⁵¹⁰. En outre, le 14 février 1224, Ferdinand III ordonnait au maître de Santiago de détruire les tours de Peña Negra face au château de Mora ⁵¹¹ et, au León, en 1210, Alphonse IX interdisait à Gonzalo Núñez la construction d'un château sur les terres qu'il lui accordait au terme d'un échange ⁵¹².

Le souverain contribuait en outre à accroître son pouvoir symbolique et financier par le contrôle de la politique extérieure. En effet le roi pouvait négocier des traités contre le paiement d'un tribut dont il était le seul bénéficiaire et il pouvait encore une fois étendre ses bienfaits en redistribuant les sommes reçues sur les hommes « méritants », c'est-à-dire fidèles (les *fideles* du roi), de son royaume. Al-Ṭurṭūṣī dans son « Miroir des Princes » au début du XII^e siècle avait déjà senti la différence de fonctionnement entre les dirigeants chrétiens et les dirigeants musulmans :

506. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 424, p. 732-733 et *PRCT*, n° 32, p. 85-87.

507. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 793, p. 391-393.

508. Ayala, *Libro de privilegios*, n° 126, p. 300-302.

509. *DRH*, VIII/9 ; Ayala 2000, p. 344.

510. Ayala, *Libro de Privilegios*, n° 178, p. 359-361.

511. González, *Fernando III*, t. 2, n° 192, p. 233.

512. González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 256, p. 349-350.

« La raison qui a déterminé principalement la perte du pays d'al-Andalus et sa conquête par les chrétiens, écrit-il, est le fait que les chrétiens qui occupaient les régions frontalières des nôtres n'avaient pas de trésor royal. Lorsque (leurs rois) percevaient le montant des tributs que payaient les souverains musulmans, ils allaient à l'église et y répartissaient cet argent entre leurs hommes afin d'avoir des soldats à leur disposition. Nos sultans, au contraire, gardaient l'argent et n'avaient pas de soldats. D'où il résultait que les chrétiens avaient des réserves d'argent, et ainsi ils nous subjuguèrent et triomphaient de nous ⁵¹³ ».

Ce texte très clairvoyant décrit assez bien la situation de la Péninsule au XI^e siècle. Après les périodes almoravide et almohade, la monarchie castillane bénéficia à nouveau des *parias* que lui versèrent les dirigeants du royaume de Grenade. Ainsi, en 1246, Ferdinand III donna-t-il 2 000 *maravedis* à l'archevêque Rodrigo Jiménez de Rada sur les rentes du roi de Grenade ⁵¹⁴.

La force des monarchies castillanes se fondait aussi sur la participation des grands seigneurs, laïcs ou ecclésiastiques, à la politique générale du royaume. Ce mode de gouvernement contribuait à la cohésion de l'ensemble des forces, face aux prétentions pontificales, aux velléités d'expansion des autres royaumes chrétiens et au front musulman. Plus ou moins informel au début, le conseil du roi, *aula regia*, puis *curia regis*, regroupait les évêques et archevêques, les grands magnats et les maîtres des ordres militaires (Procter 1988, p. 94). Après la prise de Salvatierra par les Almohades, en septembre 1211, Alphonse VIII *habito cum archiepiscopo, episcopis et magnatibus consilio diligenti*, se décida à entreprendre une campagne l'année suivante et convoqua une assemblée générale du royaume ⁵¹⁵. En juin suivant, la décision d'assiéger Calatrava fut prise *post longos tractatus* ⁵¹⁶. La campagne de Ferdinand III contre les Almohades, en 1224, fut discutée d'abord à la réunion de la *curia regis* à Muñó, juste après la Pentecôte de cette année-là, avec la plupart des magnats. Là, le roi, soutenu par la reine mère, décida la guerre contre les « Maures » et une grande assemblée (*curia*) fut convoquée à Carrión pour juillet ; les dernières mesures y furent prises pour la concentration des troupes à Tolède ⁵¹⁷. On évalue mal le poids de ce conseil dans les décisions du roi, mais il fonctionna comme un instrument de contrôle pour la monarchie.

V.3.b. La protection des droits régaliens et la politique de donations

La noblesse, ecclésiastique et laïque, risquait de mettre en péril la monarchie par l'extraordinaire richesse économique qu'elle était capable de gérer à travers un processus séculaire d'accumulation patrimoniale. Cette richesse, possédée par un groupe chaque fois plus

513. Al-Ṭurtūšī, *Sirāğ al-mulūk*, p. 373, trad. t. 2, p. 97, cité par P. Guichard « Combattants de l'Occident chrétien et de l'Islam : quelques remarques sur leurs images réciproques (fin XI^e-XIV^e siècle) », in Ayala, Buresi et Jossierand (éds) 2000, p. 246 et F. Maillou Salgado, « Guerra y sociedad a fines del siglo XI », in Laliena et Utrilla (éds) 1998, p. 23, n. 34 et p. 26.

514. *PRCT*, n° 67, p. 167-168, 31 mars 1246.

515. *DRH*, VII/36, *CLRC*, p. 25.

516. *DRH*, VII/6.

517. *CLRC*, p. 61-63.

conscient de son autonomie juridictionnelle et de son inviolabilité juridique, était un instrument de pouvoir considérable. L'Église castillane, quant à elle, pouvait s'ériger en gardienne de sa propre indépendance, et ce qui était plus grave pour la monarchie, en administratrice presque solitaire d'une énorme richesse territoriale et juridictionnelle qui pouvait être utilisée par Rome autant, si ce n'est plus, que par les autorités séculières castillanes. Le processus de fermeture de l'oligarchie municipale (*concejile*) qui se fit sentir rapidement au sein de la structure du pouvoir, évidente au milieu du XIII^e siècle, convertit aussi progressivement les municipes (*concejos*) en simples seigneuries collectives, peu différentes, dans leurs intérêts, de celles des aristocraties laïques ou ecclésiastiques.

Mais les nécessités de la lutte contre l'Islam, les avancées et les reculs de la frontière écartèrent les risques de privatisation du pouvoir public et empêchèrent la création de principautés territoriales indépendantes dirigées par les grands seigneurs ou par les maîtres des ordres militaires. En effet la première phase d'expansion aux dépens d'al-Andalus permit aux souverains d'abord de favoriser l'enrichissement des magnats, dont ils faisaient ainsi leurs obligés, à une époque où les relations d'homme à homme étaient très importantes, ensuite, à partir du milieu du XII^e siècle, de réorienter, quand ils le désiraient, leur politique de donation et enfin, de diviser les bénéficiaires de leurs faveurs. Cette stratégie des donations royales joua aussi un rôle important dans les relations entre royaumes chrétiens. Il est incontestable que la décision d'Alphonse VIII de donner Uclés au récent ordre de Santiago contribua à « dénationaliser » et à internationaliser un ordre à l'origine exclusivement léonais.

L'existence de confirmations royales de donations nobiliaires aux ordres militaires atteste la permanence d'un certain contrôle du souverain sur les droits régaliens qui lui échappaient au moment où les terres entraient dans le domaine de seigneurs possédant une immunité totale ou partielle. Ainsi, le 28 avril 1215, Henri I^{er} confirma à l'hôpital de rachat de captifs construit par l'ordre de Santiago à Moya, la donation de maisons, de moulins, d'un jardin, d'une vigne et de propriétés que lui avait faite Pierre Ponce⁵¹⁸.

À chaque début de règne, les confirmations des privilèges accordés pendant le règne antérieur témoignent aussi, au moins formellement, d'un droit de regard du souverain sur les privilèges possédés par les barons du royaume. Le premier exemple de législation destinée à interdire la prescription des droits royaux date d'Alphonse VI. En 1089, un décret interdit à l'Église d'obtenir des terres royales ou nobiliaires⁵¹⁹. Le droit canon empêchait l'aliénation de la propriété ecclésiastique et divers papes interdirent à l'ordre de Santiago de se défaire de ses propriétés. Ils exigèrent même parfois qu'il récupère celles qu'il avait aliénées. Ainsi l'Ordre put-il recevoir des terres, mais il n'eut pas le droit d'en vendre. Les *concejos* détestaient ces exemptions qui les privaient d'impôts et forçaient les autres citoyens à en payer plus. C'est la raison pour laquelle, une clause des *fueros* interdisait toute donation et toute vente à l'une de ces institutions privilégiées (*fueros* de Sepúlveda, Zorita, Cáceres, Córdoba, Séville et Carmona)⁵²⁰. Mais cette législation « anti-mortisatrice » pouvait être contournée par une dérogation royale. Ces mesures n'étaient pas en fait destinées à supprimer les donations à l'Église, mais à en diminuer le nombre et à fournir une compensation au roi, sur le prix des licences

518. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 982, p. 695-697.

519. Les papes considéraient cette législation comme anticléricale (Lomax 1965, p. 109-110).

520. En 1219, la confirmation du *fuego* de Guadalajara reproduit cette restriction : ceux qui y contre-viendraient seraient tenus de payer une amende de 100 maravedis et les acquéreurs de rendre le bien acheté (González, *Fernando III*, t. 2, n° 75, p. 87-94).

d'« amortisation. » Cette législation favorisa en fait la colonisation des zones moins peuplées entre Tage et Sierra Morena, où la terre était bon marché et le travail cher.

Un certain nombre de domaines furent toujours réservés, à quelques nuances près : la monnaie, la haute justice et la propriété des mines. Par ailleurs, la cour du roi fonctionnait comme cour de justice. Le roi de Castille exigea aussi toujours qu'on lui remît les prisonniers de qualité, et ne laissa aux *concejos* de la frontière ou aux hôpitaux de rédemption que les captifs mineurs. Enfin le roi se réserva certaines richesses dans les territoires conquis comme les richesses minières, qui étaient considérées comme possessions régaliennes (*quia minere ad regem pertinent et nullus debet eas habere nisi solus rex*)⁵²¹.

Le roi castillan consolida sa position au sein de la société chrétienne parce qu'il puisait son pouvoir dans la libre distribution des terres qui étaient conquises, ensuite dans l'octroi de privilèges qui trouvaient leur source dans la conquête et dans l'exploitation des richesses, des terres et des hommes d'al-Andalus. En outre la multiplication et le renforcement équilibré des pouvoirs municipaux (*concejiles*) et seigneuriaux, laïques et ecclésiastiques, conféra au souverain une position d'arbitre. Il utilisa des « frères », comme responsables de forteresses royales, comme si les ordres militaires avaient constitué pour lui un vivier dans lequel il aurait puisé selon les besoins de son pouvoir (Ayala 2000, p. 344).

Les objectifs du roi et des autres promoteurs de la conquête ne se limitaient pas à l'obtention de butin et à la capture d'esclaves, mais aussi à la création et à la perpétuation de nouvelles sources de profit. Très tôt, la Castille semble avoir cherché une ouverture sur la mer Méditerranée, comme en témoigne l'expédition d'Almería en 1147. Cette conquête d'Almería ouvrait à la Castille d'Alphonse VII une porte sur la Méditerranée et, surtout, elle formait un précédent, dans un esprit de concurrence par rapport aux autres royaumes chrétiens. Les allers et retours de la frontière portaient en germe de futures contestations liées aux aléas de la conquête. Le premier à « reconquérir » au nom de la chrétienté une parcelle d'al-Andalus acquérait en quelque sorte un droit sur elle. Atienza, Sigüenza et Medinaceli furent ainsi d'abord occupées par Alphonse VI, puis perdues à l'issue de la bataille d'Uclés en 1108 ; finalement le roi d'Aragon s'en empara, mais on considéra longtemps qu'elles devaient revenir à la couronne de Castille, jusqu'à ce que leurs limites aient été fixées de manière définitive après la mort d'Alphonse le Batailleur⁵²².

Conclusion

Du côté chrétien, la seigneurie était la structure dominante des relations entre le roi et les zones frontalières. Qu'elles aient été laïques et nobiliaires, ecclésiastiques ou municipales, qu'elles aient bénéficié d'une immunité totale ou partielle, les propriétés concédées par le roi dans les régions frontalières s'intégraient dans un cadre seigneurial d'exploitation du territoire. Elles étaient accordées en général à titre héréditaire, mais le roi conservait toujours certains droits, en particulier militaires (participation des habitants à l'*host* royal, le *fonsado*, ou paiement d'une taxe de remplacement, la *fonsadera*), judiciaires (le roi et sa cour étaient les instances supérieures de justice dans tous ces territoires), ou monétaires. Les liens « féodo-vassali-

521. González, *Fernando III*, t. 3, n° 713, p. 268-270. Cette affirmation n'empêcha pas le souverain d'accorder, six ans plus tard, la moitié de l'exploitation des mines d'argent de *Chylon* à l'ordre de Calatrava (González, *Fernando III*, t. 3, n° 775, p. 344-346, 16 février 1249).

522. J. M. Lacarra, *Historia del reino de Navarra en la edad Media*, Navarre, 1976, p. 158.

ques » ne furent jamais autre chose qu'un moyen de gouvernement et n'évoluèrent pas vers la formation d'une véritable féodalité. En revanche ils contribuèrent beaucoup à structurer la noblesse en gestation. L'apparition des ordres militaires comme intermédiaire entre le souverain et l'administration locale, en remplacement des grands princes qu'Alphonse VI et Alphonse VII avaient au départ favorisés, fut un grand bouleversement dans la vie de la frontière. Les magnats ne disparaissent pas pour autant des territoires frontaliers, mais leurs biens y sont plus disséminés, et leurs seigneuries plus réduites. La prise en charge du peuplement de la région fut déléguée aux ordres militaires, protagonistes principaux de la frontière entre chrétienté et Islam à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle.

Pourtant la distinction entre noblesse, Église, ordres militaires et *concejos* n'est pas totalement satisfaisante, car ces catégories se recoupaient souvent. Les grands lignages fournissaient des évêques et des militaires de haut rang, proches du roi ; ils finançaient les Ordres, y entraient parfois, possédaient des *concejos*, dans lesquels émergeaient des lignages de *caballeros villanos*. En Estrémadure castellano-léonaise, de nombreux liens de parenté existaient entre clercs et chevaliers. Issus d'un même milieu social, clercs et *caballeros villanos* partageaient les mêmes zones de résidence dans les villes : une tour de la cathédrale abritait ainsi la résidence de l'*alcaide* à Salamanque. L'Église et la *caballería villana* qui se partageaient la juridiction sur les territoires *concejiles* — les clercs par donation, le *concejo* par dotation du *fuero* —, furent parfois concurrents au début, mais rapidement l'existence d'intérêts communs les rapprocha. La famille des Meneses par exemple est emblématique de ces réseaux d'alliance, de solidarité entre les divers secteurs de la frontière. Don Tello Téllez de Meneses, l'évêque de Palencia, fut délégué par le pape à plusieurs reprises pour écouter les plaids de l'ordre de Santiago. Tello Téllez de Meneses était vu d'un bon œil par Santiago, tant comme canoniste que comme fils de Tello Pérez de Meneses, *rico hombre* de Castille et patron généreux de l'Ordre (Villar García 1986, p. 234-238).

VI. La région frontalière : double dépendance ou autonomie ?

Le lien entre le centre politique des États et la périphérie frontalière dépend des structures respectives du pouvoir. De manière évidente, ce lien se distend en période de crise. On pressent d'emblée une différence notable entre les périodes de crise en Andalus, essentiellement la période des « secondes *taifas* », et les périodes de crise au sein de l'ensemble des royaumes chrétiens du Nord de la Péninsule. En effet les puissances chrétiennes exploitèrent toujours les divisions politiques en Andalus pour intervenir militairement et politiquement dans la vie des États musulmans et pour organiser des relations de vassalité avec des princes territoriaux musulmans qui profitaient des troubles pour faire valoir leurs prétentions à gouverner tout ou partie d'al-Andalus ; En revanche les crises de succession dans les royaumes chrétiens ne permirent jamais aux Almoravides, ni ensuite aux Almohades, autre chose que des victoires militaires ponctuelles.

VI.1. Les « secondes *taifas* » et la frontière

Aucune étude ne fournit d'explication tout à fait satisfaisante sur la crise du milieu du XII^e siècle et sur l'apparition des « secondes *taifas*. » Notre méconnaissance est en grande partie due à la nature même des sources, postérieures et rédigées alors qu'un discrédit général était jeté sur le mode de gouvernement des Lamṭūna-Banū Turḡūt. Les dictionnaires biographiques donnent une idée de l'ébullition religieuse et spirituelle au milieu du XII^e siècle, mais les sources n'éclairent pas les structures sociales et économiques de l'époque almoravide, qui pourraient vraisemblablement donner un sens à la crise traversée.

VI.1.a. *Soufisme et contestation du pouvoir en Andalus*

Quoique le soulèvement d'Ibn Qasī, dans l'Algarve, en 1144, ait eu lieu dans une région frontalière, l'origine des mouvements mystiques ne se situe pas nécessairement dans les marges du *dār al-islām*. Pierre Guichard a constaté la bonne réception de ces mouvements et des mystiques dans les zones rurales, ce qui est une forme de marginalité dans une civilisation organisée autour de la ville, ou dans des régions frontalières dépourvues de grandes agglomérations. La contestation du pouvoir des Sahariens prit très clairement la forme d'un mysticisme populaire.

Les origines du mouvement

L'enseignement d'Ibn Masarra (269-319/883-931) a exercé une influence profonde et durable sur les milieux soufis andalousiens jusqu'à l'époque de la diffusion en Occident musul-

man des doctrines d'al-Ġazālī par l'intermédiaire de disciples d'Abū Bakr al-Ṭurṭūsī⁵²³. Dès l'origine, le masarrisme est un ascétisme dirigé contre le milieu des juristes, compromis avec le monde et le pouvoir. Dominique Urvoy y voit une forme particulière de *šu'ūbiyya*, ou revendication des peuples convertis, par une sorte de surenchère. Celle-ci se faisait le plus souvent dans le cadre même de l'orthodoxie et il se serait agi pour les autochtones de montrer qu'ils étaient parfaitement à même d'assumer la religion (christianisme ou islam) reçue de l'extérieur⁵²⁴. La lutte d'Ibn Qasī et de ses *murīdūn* contre le pouvoir déclinant des Almoravides reproduirait le même schéma, deux siècles après.

Dominique Urvoy établit par ailleurs un parallèle entre ce mouvement et celui d'Ibn Masarra en raison de l'origine *muwallad* d'Ibn Qasī et d'une partie de ses partisans, origine qui expliquerait, selon lui, le passage au christianisme de gens « du *ribāṭ*, c'est-à-dire destinés à lutter contre les chrétiens. » Or si les liens entre Ibn Qasī et Ibn al-'Arīf, qui avait repris les thèmes de l'école *masarri* dans sa ville natale d'Almería, sont avérés, en revanche ni la conversion au christianisme d'Ibn Qasī, ni le caractère militaire des *ribāṭ*, ni leur implication dans le *ġihād* ne le sont. Que le mystique du *Ġarb* ait cherché l'appui du roi de Portugal face aux Almohades est une chose, qu'il se soit converti en est une autre, et sa conversion semble pour le moins hypothétique vu la nature des liens religieux qu'il entretenait avec ses partisans.

Ibn al-Abbār affirme qu'Ibn Qasī se réclamait d'al-Ġazālī en public, mais qu'en fait c'était pour inciter les gens à la révolte⁵²⁵. La revendication de l'héritage *ġazālīen* chez Ibn Qasī est en effet assez étonnante puisque le penseur oriental prônait le respect de l'autorité du calife abbasside et enjoignait aux sujets l'obéissance à l'égard de tout gouverneur qui invoquerait « l'*imām* véridique » oriental. Al-Ġazālī défendait là l'idée qu'un ordre mauvais, voire injuste, valait mieux que le désordre ou l'anarchie. Il était ainsi le premier à systématiser de façon aussi claire l'opposition entre une obéissance fondée sur l'argument de légitimité et une obéissance reposant sur le principe de nécessité⁵²⁶.

En apparence, Ibn Qasī et ses compagnons auraient constitué un courant religieux soufi, mais 'Iṣmat Dandaš accepte la version d'Ibn al-Abbār selon laquelle il s'agissait en fait pour Ibn Qasī de constituer une force politique pour réaliser ses ambitions et s'emparer du pouvoir, à un moment où les Almohades affaiblissaient les Almoravides au Maghreb et en Andalus. Ibn Qasī, comme le Mahdī almohade, aurait revendiqué l'héritage d'al-Ġazālī, que les *fuqahā'* almoravides avaient déclaré hérétique et innovateur coupable, pour se poser comme opposant au régime⁵²⁷. Plus que le caractère berbère au Maroc ou *muwallad* en Andalus, le point commun de tous ces phénomènes « mahdistes » semble résider dans une contestation sociale qui paraît à la fois amorcée et masquée par la revendication religieuse. Comme le sou-

523. Lagardère 1983, p. 157 ; D. Urvoy, « Une étude sociologique des mouvements religieux dans l'Espagne musulmane de la chute du Califat au milieu du XIII^e siècle », *MCV* 8, p. 223-295 ; Makkī, « Al-taṣāyūḥ fi l-Andalus », p. 180. Sur l'évolution du soufisme sous les Almoravides, voir la très bonne étude de Dandaš 1991.

524. D. Urvoy, *Le monde des Ulemas andalous du V^e/XI^e au VI^e/XII^e siècles*, Paris-Genève, École Pratique des Hautes Études-Droz, 1978, p. 163.

525. Ibn al-Abbār, *Ḥullat al-siyarā'*, t. 2, n° 142, p. 197-202, p. 197.

526. B. Badie, *Les deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'islam*, Paris, Fayard, p. 52.

527. 'Iṣmat Dandaš développe cette thèse (Dandaš 1988, p. 70) en reprenant les conclusions de 'Abd al-Maġīd al-Naġġār dans son ouvrage sur le *Mahdī Ibn Tūmart*, Le Caire, Dār al-Ġarb al-Islāmī, 1983.

ligne M. García-Arenal, la volonté de réforme se traduit par « l'apparition de Dieu dans un personnage (messianisme), par l'annonce de sa venue imminente par un messenger (prophétisme) ou par l'avènement d'un règne ou royaume (millénarisme) ⁵²⁸ ».

Les différents courants

Les mystiques, ou *murīdūn*, se partageaient en divers courants. La majorité d'entre eux étaient partisans du Livre et de la Sunna. À leur tête se trouvaient Ibn al-'Arif, Abū l-Ḥasan b. Ġālib ⁵²⁹, Abū Muḥammad 'Abd al-Ġalīl al-Qaṣrī ⁵³⁰ et Abū Muḥammad 'Abd al-Ġafūr ⁵³¹. Le *Ġarb* était divisé entre un courant mystique traditionnel incarné par Ibn 'Abd al-Ġafūr et un courant soufi philosophique influencé par le *bāṭinisme* et représenté par Ibn Qasī. L'école soufie d'Almería était la plus importante et la région ne semble pas avoir reçu favorablement la décision de brûler les œuvres d'al-Ġazālī. Cela explique le rappel à l'ordre de Tašfīn en 538/1143 enjoignant, entre autres choses, de respecter l'école de Mālik ⁵³². Pourtant Ibn Baškuwāl (m. 578/1183) incorpore Ibn al-'Arif dans le monde des '*ulamā*' et de l'orthodoxie, en lui donnant une entrée dans son répertoire alors qu'il n'en donne pas à Ibn Barraġān, qui ne sera intégré dans les répertoires qu'à partir de la *takmila* d'Ibn al-Abbār (m. 658/1260), ce qui indique qu'Ibn al-'Arif fut un soufi « modéré ⁵³³ ».

Un autre courant, d'orientation *zāhirite*, était dirigé par Abū Bakr Muḥammad b. al-Ḥusayn al-Mayūrqi ⁵³⁴ et Abū 'Abd Allāh Muḥammad b. Ḥalaf connu comme Abū 'Abd Allāh al-Šabūqi ⁵³⁵. Enfin, l'aile extrémiste autour de Silves, d'orientation *bāṭinite* et dirigée par Abū l-Qāsim Aḥmad Ibn Qasī, semble avoir recruté une partie de ses partisans dans les milieux d'origine *muwallad* et chez les fonctionnaires du *maḥzin* ou de la judicature ⁵³⁶. Abū l-Walīd b. al-Munḍir et Abū 'Abd Allāh Muḥammad b. Sālīm qui faisaient partie de ce courant étaient tous deux liés à Ibn al-'Arif. À la tête de l'ensemble, Ibn Barraġān tenta de concilier ces différentes tendances ⁵³⁷. En effet les discussions entre l'aile modérée et les radicaux se faisaient de plus en plus nombreuses : Ibn al-'Arif envoya plusieurs lettres à la *ġamā'a* de Cordoue où il insistait sur l'obéissance aux instances du pouvoir et déconseillait l'usage de la force contre lui (Dandaš 1988, p. 57).

528. M. García-Arenal, « La conjonction du Šūfisme et du Šarīfisme au Maroc : le Mahdī comme sauveur », *ROMM* 55-56, 1990, p. 233-256, p. 234.

529. Ibn al-Zubayr, *Šilat al-šila*, t. 4, n° 213, p. 104-105, *Takmila*, éd. Codera, n° 1870, *Dayl wa l-takmila*, t. 5, n° 415, p. 209 toujours vivant en 565. 'I. Dandaš classe ce savant dans un courant soufi traditionnel conservateur attaché à l'école mālikite, dont le centre se trouvait à Cordoue (Dandaš 1991, p. 46).

530. Ibn al-Zubayr, *Šilat al-šila*, t. 4, n° 42, p. 31-32, mort en 608/1211 à Ceuta.

531. Ibn al-Zubayr, *Šilat al-šila*, t. 4, n° 50, p. 38 : il s'enfuit d'al-Andalus au moment de la révolte des *murīdīn* et des *fuqahā*'.

532. Mu'nis, *Nuṣūṣ siyāsiyya*, n° 1, p. 113.

533. Fierro, « La religión » dans Viguera (dir.) 1997, p. 489.

534. Ibn al-Abbār, *Mu'ġam*, n° 123, p. 139-140 ; al-Marrākuši, *Dayl wa l-takmila*, t. 6, n° 452, p. 169.

535. Al-Marrākuši, *Dayl wa l-takmila*, t. 6, n° 498, p. 181.

536. Dandaš 1988, p. 54 ; F. Rodríguez Mañas, « Hombres santos y recaudadores de impuestos en el occidente musulmán (VI^e-VIII^e/XII^e-XIV^e siècle) », *AQ* 12, 1991, p. 471-496 ; Lagardère 1983, p. 160.

537. Ibn al-Zubayr, *Šilat al-šila*, t. 4, n° 43, p. 32-34.

En 1141, l'émir almoravide ordonna qu'on lui envoie à Marrâkech Ibn Barraġān et le zāhirite al-Mayūrqi de Grenade qui s'y retrouvèrent avec Ibn al-'Arif, emprisonné par le *qādi l-quḍāt* du *Šarq*, Abū Bakr Muḥammad b. Aswad, parce qu'il avait condamné verbalement les juges corrompus au service du pouvoir⁵³⁸. Ibn al-'Arif et al-Mayūrqi furent rapidement libérés, en revanche 'Alī fit exécuter Ibn Barraġān contre qui il avait obtenu des preuves de son soutien aux *muridūn*. La reconnaissance de ce mystique comme *imām* dans quelque 135 villages d'al-Andalus dut probablement jouer un rôle dans la rigueur du souverain almoravide⁵³⁹. Ibn al-'Arif meurt cependant la même année au Maghreb et al-Mayūrqi l'année suivante. Avec eux, disparaissaient les trois plus grands représentants du mysticisme d'al-Andalus. Cette disparition laissait la porte ouverte à Ibn Qasī qui devint, dans le Ġarb, le *šayḥ* incontesté des mystiques d'al-Andalus, alors qu'il représentait l'aile la plus radicale du mouvement⁵⁴⁰.

La répression

Peu à peu l'étau se resserre autour des mystiques. D'après les lettres d'Ibn al-'Arif, c'est en 529/1134 que les *muridūn* affrontèrent la plus forte opposition de la part du pouvoir : le *soufi* Abū l-Ḥasan al-Mālaqi fut emprisonné ainsi que l'ami d'Ibn al-'Arif, Abū Bakr b. Numāra ; le *šayḥ* Abū 'Abd Allāh b. al-Šabūqi, quant à lui, fut exilé et enfermé à Marrakech. Ibn al-'Arif dut alors se réfugier en milieu rural. On commençait à parler à l'époque de l'appel d'Ibn Tūmart et des succès almohades au Maghreb, et il semble que les agitations se produisirent dans le Ġarb, à Séville et à Cordoue où la branche des *muridūn* avait le plus d'influence.

Le départ de Tašfin d'al-Andalus pour aller défendre son père au Maroc fut l'étincelle qui alluma les feux de la rébellion chez les *muridūn* d'Ibn Qasī⁵⁴¹. Le passage au Maroc du gouverneur d'al-Andalus et de ses troupes fut probablement vécu par un certain nombre de cadres de l'État almoravide, en particulier les membres de la judicature, pilier du régime, comme un abandon. Et il est vrai qu'al-Andalus apparaît comme secondaire dans la logique almoravide de conservation du pouvoir. Malgré le caractère andalousien du régime, les assises de la dynastie étaient demeurées au Maroc. Périphérie du pouvoir, al-Andalus fut abandonnée la première. Les *muridūn* en profitèrent pour se rebeller et les juges pour s'emparer des pouvoirs urbains.

VI.1.b. Le gouvernement des juges

Les historiens ont souvent mis l'accent sur l'absence, chez les *qādi*-s, de tout programme politique clair et d'une réelle légitimation de leur révolte, à la différence de ce que l'on trouve chez Ibn Tūmart qui stigmatisa les échecs du djihad, l'égarément religieux, l'anthropomorphisme et la corruption des souverains. Pourtant l'échec politique des '*ulamā*' et

538. Ibn al-Abbār, *Mu'ğam*, n° 116, p. 126.

539. Al-Tādili, *Regards sur le temps des soufis. Vie des saints du sud marocain des v^e, v^e, v^e siècles de l'hégire*, éd. A. Toufiq, trad. M. de Fenoyl, Casablanca, Eddif-Unesco, 1995, n° 51, éd. p. 170. Dominique Urvoy pense que cette source du VII^e/XIII^e siècle confond avec Ibn Qasī ou fait référence à une direction spirituelle et non à une révolte politique. (D. Urvoy, *Pensées d'al-Andalus*, Toulouse, CNRS, 1990, p. 92).

540. J. Dreher, « L'imamat d'Ibn Qasī à Mértola (automne 1144-été 1145) : légitimité d'une domination soufie ? », *Mélanges de l'Institut Dominicain d'Études Orientales du Caire* 18, 1988, p. 195-209.

541. Voir le *Hulal al-mawšiya*, p. 132 et le *Naẓm* d'Ibn al-Qaṭṭān, p. 111.

des *fuqahā'* et leur incapacité à conserver la confiance des sujets ne doivent pas étonner si l'on observe qu'ils ne faisaient qu'assurer la continuité du pouvoir dans un moment de vacance de l'autorité souveraine⁵⁴². Les hauts cadres de la judicature d'al-Andalus qui avaient cautionné le régime almoravide n'avaient rien à lui reprocher si ce n'est tout simplement, à partir du départ de Tašfin, son incapacité à se maintenir face aux ennemis intérieurs comme Ibn Qasī ou extérieurs comme le roi de Castille. Il est d'ailleurs révélateur qu'Ibn Ḥamdīn se soit enfui de Cordoue à l'approche d'Ibn Ḡāniya, le seul représentant indubitablement légitime de l'autorité almoravide. Le pouvoir du *qāḍī-ra'is* était doublement légitime : d'abord parce qu'il était du devoir moral pour le *qāḍī* d'assurer la continuité du pouvoir et de veiller « au maintien d'un ordre social, qui, chez les penseurs politiques de l'époque, [était] de plus en plus nettement considéré comme une exigence politico-religieuse primordiale » (Guichard 1990-1991, p. 108), ensuite et surtout parce qu'il avait été légitimement investi par un pouvoir qui avait disparu. L'entente entre les représentants du pouvoir religieux et les dirigeants politico-militaires almoravides prit fin lorsque la dynastie ne parvint plus à réaliser ce à quoi elle s'était engagée (ordre interne, défense du *dār al-islām*, fiscalité juste)⁵⁴³. Un certain nombre de *qāḍī-s* mālikites prirent alors le pouvoir, mais il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'un coup d'État, le départ de Tašfin plaçant *de facto* les *qāḍī-s* à la tête de l'État. En outre, il conviendrait sans aucun doute de rattacher la prise du pouvoir par Ibn Ḥamdīn au soulèvement d'Ibn Qasī, qui seul la justifie.

L'opposition d'un certain nombre de *qāḍī-s* et de *fuqahā'* qui refusèrent de cautionner les rebelles ou de se rallier à eux, soit parce qu'ils avaient déjà prêté serment aux Almoravides, soit parce qu'ils ne voulaient pas participer à une révolte, témoigne de l'hésitation de certains et de la fidélité au système politique antérieur fondé sur le partage du pouvoir entre les instances politico-militaires et les religieux. Les juges bénéficièrent très tôt à l'époque almoravide d'une grande indépendance d'action et d'une part importante dans les initiatives locales. On en veut pour preuve la lettre rédigée par le secrétaire (*kātib*) Ibn Ḥasān pour Abū 'Abd Allāh b. Warqā et adressée au *qāḍī* 'Abd al-Malik Marwān b. 'Abd al-'Azīz pour lui annoncer la conquête du *ḥiṣn* Kuwāliya, d'où cette lettre était écrite, le 14 *ḡumāda al-āhira* 522/1128. Dans cette lettre, Abū 'Abd Allāh b. Warqā s'adresse à Ibn 'Abd al-'Azīz comme si celui-ci était le seigneur du lieu ; le *kātib* ne mentionne pas les Almoravides, ni n'indique que son commanditaire travaille pour leur compte ni pour le compte d'Ibn 'Abd al-'Azīz, comme si Abū 'Abd Allāh b. Warqā était son propre chef⁵⁴⁴. Lorsque les *qāḍī-s* abandonnaient le pouvoir ou le déléguaient à un autre, ils le faisaient au profit de représentants du pouvoir almoravide, ce qui indique que la prise du pouvoir ne s'était pas réalisée contre les Almoravides, mais uniquement parce que, bon gré mal gré, ceux-ci l'avaient abandonné.

Enfin, les *qāḍī-s* ne semblent pas avoir bénéficié d'un large soutien populaire, probablement en raison de leur puissance financière, véritable *topos* des sources arabes. En effet, dès qu'un *qāḍī* allait se battre ou porter secours à un autre, la population se révoltait violemment ou en appelait aux Almoravides ou à d'autres chefs comme Sayf al-Dawla b. Hūd à Cordoue et

542. Fierro 1994, p. 71-116 et M. Marín, « *Inqibād 'an al-sulṭān : 'ulamā'* and political power in al-Andalus », *Saber religioso y poder político en el Islam*, Madrid, 1994, p. 127-139.

543. Sur la dualité et la complémentarité entre pouvoir religieux et pouvoir temporel qu'on peut rattacher aux origines du mouvement almoravide et à la collaboration entre l'émir politico-militaire et le leader religieux, voir Fierro, « La religión » dans Viguera (dir.) 1997, p. 460.

544. Mu'nīs, « Nuṣūṣ siyāsiyya... », lettre n° 4, p. 121-122.

à Grenade par exemple ⁵⁴⁵. Ainsi la seule véritable révolte en Andalus à cette époque est celle d'Ibn Qasī : elle ne visait pas seulement les Almoravides, mais aussi et surtout les *qāḍī*-s et les *fuqahā'* compromis avec le pouvoir. Il est inexact d'affirmer que les chefs de la révolte contre les Almoravides furent des *qāḍī*-s ou des *fuqahā'* : les meneurs furent plutôt des savants mystiques bénéficiant d'une bonne réputation d'ascèse dans les milieux populaires, outrés par la richesse des '*ulamā'* mālikites du régime.

VI.1.c. Conclusion

L'ébullition socio-religieuse des années 1130-1140 dans l'Empire almoravide et les crises mystiques indiquent l'exigence sociale d'un nouveau type d'autorité, le maître soufi, face aux autorités traditionnelles représentées par le *faqīh* ou le traditionniste ⁵⁴⁶. Au XII^e siècle, les troubles à Séville et à Cordoue, dont le *rabaḍ al-šarqī* était totalement acquis aux idées d'Ibn Qasī ⁵⁴⁷, révèlent le caractère généralisé de ce mouvement qui divise le monde des '*ulamā'* et des *fuqahā'*. Le maître soufi réunissait en effet des qualités morales qui manquaient aux *fuqahā'* en raison de leurs contacts répétés avec les dirigeants. Les relations des savants avec le pouvoir affectaient en effet leur légitimité comme interprètes de la loi divine.

Le puissant mouvement réformateur constitué au XI^e siècle autour de Yūsuf b. Tašfīn s'est appuyé dès l'origine sur les '*ulamā'* pour la pratique du gouvernement. Cette collaboration consacra le statut des *fuqahā'*, les juristes musulmans, mais en même temps, elle précipita l'éclatement de leur catégorie en deux groupes irréductibles : les *fuqahā'* issus des grandes familles dont la fortune remontait à l'époque des *taifas* participaient au gouvernement et aux grandes décisions politiques et religieuses, bénéficiaient aussi des faveurs du prince, monopolisaient les fonctions de *qāḍī* et de *qāḍī l-ḡamā'a* des grandes cités andalusiennes et confortaient ainsi la puissance de leur famille ; les autres, appartenant à une élite provinciale dont le statut était lui aussi antérieur, le plus souvent, à l'intervention almoravide dans la Péninsule, étaient exclus des grandes charges exécutives de *qāḍī*-s et étaient cantonnés dans les fonctions secondaires de l'administration du *maḥẓīn*.

Devant la monopolisation des hautes fonctions de l'État par quelques familles soutenues par le régime dont elles constituaient un pilier fondamental en terme de légitimation, les élites religieuses exclues du pouvoir se tournèrent vers des formes radicales d'ascèse et de retrait du monde, incarnées par le mysticisme et le soufisme. Il est d'ailleurs possible en ce sens que l'origine *muwallad* de certains notables provinciaux ait cristallisé la méfiance des Almoravides, dont on a vu plus haut l'attitude rigoureuse à l'égard des minorités mozarabes, et qu'elle ait poussé ces élites provinciales dans leur retranchement : non vers la conversion au christianisme, évoquée à tort à propos d'Ibn Qasī, mais plutôt vers un approfondissement mystique de la foi musulmane. Poussée à l'extrême, cette attitude pouvait conduire, de manière dialectique, à la prise d'un pouvoir considéré comme corrompu et corrompant : en effet, le contact direct avec Dieu que permettaient les pratiques soufies légitimait les tendances révolutionnaires du mouvement mystique représenté par Ibn Qasī, après la disparition des leaders des tendances

545. Ibn al-Abbār, *Mu'ḡam*, n° 214, p. 235.

546. Fierro, « La religión » dans Viguera (dir.) 1997, p. 482 ; Guichard 1990-1991, p. 101-115.

547. Al-Marrākušī, *Dayl wa l-takmila*, t. 5, partie 1, n° 252, p. 256 ; R. El Hour, « La transición entre las épocas almorávide y almohade vista a través de las familias de ulemas », *EOBA* 9, 1999, p. 261-305, p. 264.

modérées : Ibn al-‘Arif et al-Mayūrqi. D’un autre côté, les *fuqahā’* et les *qāḍī-s* proches du pouvoir ne pouvaient que craindre ces ascètes dont la rigueur et l’austérité portaient préjudice à leur autorité. On comprend mieux dès lors qu’ils aient tout fait pour les détruire et qu’ils aient ordonné l’autodafé des œuvres d’al-Ġazālī que les mystiques avaient pris comme guide spirituel.

VI.2. Du côté chrétien de la frontière : l’expansion concurrentielle

Malgré les guerres internes, les régions frontalières chrétiennes ne furent pas livrées à l’appétit de leur puissant voisin musulman, almoravide sous ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn (1106-1143) ou almohade sous ‘Abd al-Mu’min (1130-1163) et Abū Ya‘qūb Yūsuf (1163-1184). Le règne d’Urraca est en effet marqué par la bonne résistance des régions frontalières face aux attaques musulmanes, en particulier grâce à l’organisation locale de la résistance par les *concejos* de Transierra. Par ailleurs de grands chefs de guerre organisèrent la défense de Tolède : Alvar Fáñez jusqu’en 1114, puis un chef aragonais du nom d’Oriol lors de la domination d’Alphonse le Batailleur sur la ville. Ainsi, malgré la division des royaumes chrétiens, la frontière ne fut pas laissée à elle-même et pour secondaire qu’elle ait été par rapport aux guerres civiles et aux conflits entre monarchies rivales, la lutte contre l’Islam n’en fut pas moins l’objet des préoccupations de tous les acteurs chrétiens. À la différence de ce qui se produisit pendant la minorité d’Alphonse VIII, aucune alliance ne fut passée entre des dissidents chrétiens et le pouvoir almoravide. Malgré ces différences, la concurrence fut vive entre les acteurs chrétiens de la frontière.

VI.2.a. La compétition dans l’acquisition des territoires

Les litiges les plus fréquents concernaient les limites de juridiction. C’est seulement dans le deuxième tiers du XIII^e siècle, que les limites entre les différentes seigneuries santiaguistes, hospitalières et calatravanes furent fixées. En effet tant que les ordres militaires purent acquérir « facilement » des terres par la guerre, l’exploitation de ces dernières et la sujétion des paysans ne furent pas leur préoccupation essentielle, les exploitants agricoles bénéficiant d’un statut relativement privilégié ; à partir du deuxième quart du XIII^e siècle, la conquête marqua le pas et les possibilités d’enrichissement diminuèrent drastiquement ; d’essentiellement conquérants, les ordres militaires devinrent plus nettement exploitants : ils cherchèrent à tirer le meilleur profit des terres qu’ils possédaient déjà, à rationaliser la mise en valeur agricole, pastorale et fiscale de leur patrimoine ; les droits sur les pâturages, sur les rivières, sur les labours, les rentes seigneuriales, les banalités (fours, moulins) et les dîmes ecclésiastiques devinrent la principale source de richesse. Dans cette logique, les ordres militaires tinrent à fixer exactement les limites de leur juridiction.

En 1232, un accord est passé entre Gonzalo Juanez, le maître de la milice de Calatrava, Pedro Fernández, le Grand Commandeur de l’Hôpital dans les cinq royaumes et Juan Sanchez, le prieur de l’Hôpital en León et en Castille, pour la délimitation du territoire des deux Ordres⁵⁴⁸. Jusqu’en 1237, les limites entre la juridiction de l’Hôpital et celle de Santiago ne furent pas bien différenciées dans la partie sud-ouest d’Uclés : l’accord passé cette année-là établit une séparation en ligne droite entre Mora et Socuéllamos (Quitrana ou Criptana, demeu-

548. OOMM, cod. 1342, fol. 153-154 ; *BOMC*, écrit. VIII, p. 64-66, Ayala, *Libro de privilegios*, n° 261, p. 456-464.

rant aux mains des Santiaguistes et Alcázar de San Juan dans celles des Hospitaliers)⁵⁴⁹. Les accords ponctuels qui réglaient les litiges au cas par cas se multiplièrent, comme en 1240, entre l'archevêque de Tolède et l'ordre de Santiago, pour mettre fin aux litiges sur les terres de Lillo, à propos de l'*aldea* de La Guardia⁵⁵⁰. En 1250 certains territoires furent délimités dans la vallée du Tage, entre Santiago et Calatrava. Mais les disputes les plus importantes entre ces deux ordres portèrent sur les limites et sur les droits de pâturage dans les Campos de Montiel et de Calatrava. Elles ne furent réglées qu'en 1239 et 1243, quand une communauté de pâturage fut déclarée avec certaines exceptions⁵⁵¹.

Pourtant la question des limites territoriales ne suscita pas de conflits aussi violents que ceux qui opposèrent les ordres militaires aux évêques et archevêques des diocèses dans lesquels ils possédaient des églises. En effet le prélèvement des droits ecclésiastiques était un des enjeux majeurs de l'obtention de territoires et d'exemptions pontificales.

VI.2.b. Les conflits à propos des droits ecclésiastiques

Au fur et à mesure de la conquête, les disputes se multiplièrent entre les titulaires des seigneuries frontalières, à propos des églises, des dîmes et des exemptions contradictoires. La restauration des anciennes structures de l'Église wisigothique, les récompenses aux serviteurs du roi, le redécoupage du territoire ecclésiastique en fonction des impératifs du moment jetèrent l'Espagne dans des « bains de sang exclusivement chrétiens » lorsqu'un archevêque s'aventurait à visiter ses provinces et à traverser un diocèse voisin *cruz alzada* (Linehan 1993, p. 212). La violence des conflits ne fut pas, en effet, uniquement verbale : au cours d'une attaque menée par les hommes de l'archevêque de Tolède contre le village santiaguiste de Colmenar, le commandeur et quatre frères furent blessés, cependant que du bétail, des armes et des habits étaient volés. En 1241, les chevaliers de l'ordre de Santiago menaçaient de planter leur lance dans les évêques de Cuenca et de Sigüenza et dans l'abbé de Monsalud si ceux-ci entraient sur leurs terres ; ces ecclésiastiques n'étaient pourtant pas partie prenante dans un litige avec l'Ordre, mais seulement juges dans le conflit que celui-ci avait avec l'archevêque de Tolède. En réaction, ils excommunièrent le Maître de Santiago et quelques commandeurs de l'Ordre (1242)⁵⁵².

Ces deux évêques décrivaient en outre comment le commandeur d'Uclés et une troupe d'archers « maures », employés par l'Ordre, les avaient attaqués près d'Alhambra⁵⁵³. Si, juste après la restauration de leur siège, les évêques des diocèses frontaliers étaient peu regardants, progressivement ils augmentèrent leurs exigences et tinrent à faire respecter les droits ecclésiastiques dont bénéficiaient traditionnellement les chapitres cathédraux. Ainsi, en 1186-1195, l'ordre de Santiago reconnut l'évêque de Cuenca comme diocésain des églises de Santa Cruz et de Belmonte, mais, en 1223, l'évêque tenta d'accroître son autorité sur ces églises

549. OOMM, Uclés, carp. 217, n° 6 ; Lomax, *La Orden de Santiago*, doc. 24, p. 257-262 et Ayala, *Libro de privilegios*, n° 267, p. 465-470.

550. OOMM, Uclés, carp. 93, n° 2.

551. OOMM, Uclés, carp. 74, n° 2 ; *Bullarium sancti Iacobi*, p. 687 ; González, *Alfonso VIII*, t. 3, n° 766.

552. OOMM, Uclés, carp. 326, n° 13, AHN, Clero, legajo 1956, s.n., publié par Lomax 1959, p. 355 et 364 et Rivera, *La encomienda...*, n° 184, p. 390-391.

553. AHN, section Clero, leg. 1956, s.n., publ. Lomax 1959, p. 364 et Rivera, *La encomienda...*, n° 183, p. 387-390.

en affirmant que l'accord précédent n'était pas valable parce qu'il ne portait pas le sceau du chapitre de la cathédrale. Au lendemain de la conquête, les ordres militaires avaient une certaine marge pour choisir le diocésain auquel il voulait faire rattacher leurs églises. Cela leur permit en général de négocier des accords favorables. Avec le temps, une fois leur autorité reconnue, les évêques devenaient plus tatillons sur le respect de leurs droits.

L'institution municipale, intégrée naturellement dans des territoires diocésains, détenait des droits, dont une bonne partie étaient régaliens, et attendait par ses impôts et ses services à la liberté des clercs, citoyens eux aussi de la communauté *concejile* et propriétaires de biens urbains et ruraux. Laïcs et clercs avaient chacun leur propre *fuero*, leurs propres normes juridiques, et les exemptions respectives privaient les autres de revenus. Les influences et les ingérences mutuelles entre les laïcs détenant le pouvoir municipal et les clercs suscitaient des conflits qui finissaient souvent devant les tribunaux municipaux ou devant la cour du roi. La complexité de la situation était ainsi liée à l'existence de deux groupes de pouvoir, dont la seule différence résidait dans les fonctions respectives et dans l'exceptionnalité juridique de ceux qui se dédiaient à la guerre d'un côté, au sacerdoce de l'autre. Les premiers tentaient de consolider leur domination temporelle dans le milieu municipal (*concejil*) sans distinguer laïcs et clercs, et, pour cela, ils essayaient d'imposer la participation des clercs à la guerre de frontière ; les seconds refusaient de payer les taxes de substitution telle que la *fonsadera* (Villar García 1986, p. 215-216).

Pour Calatrava, la source des conflits ecclésiastiques réside dans l'affiliation de l'Ordre à Cîteaux, qui le fait participer de toutes les exemptions et de tous les privilèges obtenus par les Cisterciens depuis le début du XII^e siècle. Calatrava réclamait ainsi en particulier une exemption de la juridiction archiépiscopale. Or, après la conquête de Calatrava en 1147, Alphonse VII avait cédé la Grande mosquée de Calatrava à la cathédrale de Tolède, avec le dixième des revenus royaux de Castille et León. L'administration des droits de Tolède sur Calatrava fut déléguée à l'archidiaconat calatran. Or, six ans après la donation de la ville de Calatrava à Raymond de Fitero (1158), le premier maître documenté de l'Ordre obtint une *forma vivendi* du chapitre général de Cîteaux. Alexandre III approuva ces statuts le 25 septembre 1164 et exempta les chevaliers de toute juridiction épiscopale, du paiement de la dîme sur les terres qu'ils cultivaient ou qu'ils utilisaient comme pâturages. Les tensions se développèrent au moment où l'Ordre commença à recevoir de nombreuses terres qui se trouvaient sur le territoire diocésain de Tolède et qui, par simple donation à l'Ordre, sortaient de la juridiction épiscopale. Cîteaux avait eu les mêmes problèmes avec les évêchés des autres régions d'Occident et avait donc décidé de n'acquérir que des terres en friche, à mettre en valeur. Le pape enjoignit finalement à l'Ordre de respecter l'autorité épiscopale et de payer les dîmes dues, sauf sur les *novales*, les terres nouvellement exploitées⁵⁵⁴. Les plaintes et les abus successifs, les brimades répétées dont souffrit l'archidiacre de Calatrava de la part des chevaliers de l'Ordre eurent d'autant plus d'échos que les personnalités des archevêques de Tolède et des maîtres de Calatrava étaient fortes⁵⁵⁵. Plusieurs accords furent passés entre les deux pouvoirs, le premier en date du 7 décembre 1183⁵⁵⁶. Mais celui-ci fut de courte durée et le problème resurgit en 1187 lorsque le maître de Calatrava, Nuño, obtint du chapitre général cistercien l'incorporation totale de son Ordre dans celui de Cîteaux (O'Callaghan 1971-1975, p. 70). Les problèmes ne furent définitivement

554. *BOMC*, p. 3-6 ; O'Callaghan 1971-1975, p. 66.

555. Cerebrun (1167-1181) et Martín Pérez de Siones (1170-1182) pour le début des conflits.

556. *BOMC*, script. 21, p. 20.

vement résolu que le 7 mai 1245 par un accord entre Rodrigo Jiménez de Rada, le célèbre archevêque de Tolède (1208-1247), et Fernán Ordóñez, le maître de Calatrava ⁵⁵⁷.

Entre l'archevêque de Tolède et l'ordre de Santiago, les conflits ne furent pas moins violents (Lomax 1959). Ils trouvent leur origine dans un privilège pontifical d'Alexandre III (5 juin 1175) qui interdisait d'enlever aux Santiaguistes des terres qui auraient été musulmanes (*ultra memoriam hominum sub sarracenorum detenta sunt potestate*), même si des écritures anciennes leur étaient défavorables ⁵⁵⁸. Par ce privilège, les Santiaguistes obtenaient l'annulation des donations antérieures d'Alphonse VI et d'Alphonse VII, et entraient en conflit avec l'Église tolédane dont les archives avaient accumulé les actes de propriété dans la vallée du Tage. L'archevêque Cerebrun ne se résigna pas et tenta de récupérer ses biens par des plaintes auprès de la cour d'Alphonse VIII. La première concernait la propriété de Villamanrique et la zone située entre le Tajuña et le Tage, données à l'Église en 1099, mais passées à Santiago dans les années 1170. Alphonse VIII donna raison à l'Ordre après un jugement au cours duquel il exigea la remise de la charte sur laquelle l'archevêque de Tolède fondait ses prétentions (Lomax 1965, p. 47). Par ailleurs Alexandre III avait concédé pleine autorité, et des droits complets, aux Santiaguistes sur les églises qu'ils construiraient neuves, *in locis desertis aut ipsis terris sarracenorum*. Dans ces églises, l'évêque n'avait aucun droit et l'Ordre pouvait placer ses clercs en toute liberté. De même, il pouvait faire célébrer des offices divins dans les églises *excommunicatis et interdictis exclusis*.

Les contestations et les plaids se succédèrent à la cour du roi. En particulier en 1181, le prieur du siège tolédan informa l'archevêque élu de Tolède, Pedro Cardona, qui se trouvait à Rome, des abus commis par les frères de Calatrava et de Santiago : ceux-ci avaient empêché l'archidiacre de Calatrava de construire une église dans le cimetière de l'ancienne mosquée, en affirmant que la terre du cimetière leur appartenait. Ils prétendaient en outre être en possession de privilèges pontificaux leur permettant de fonder des églises là où n'apparaissaient aucune trace de vestiges chrétiens et d'y nommer et déposer les prêtres... ⁵⁵⁹ Les évêques tentèrent de résister en ordonnant aux habitants des lieux frontaliers d'abandonner les localités fondées par les Ordres sous peine d'excommunication ou en interdisant aux immigrants d'aller les peupler. Lucius III, le successeur d'Alexandre III, réagit contre cette manœuvre en rappelant que c'était le meilleur moyen d'aider la « perfidie sarrasine ⁵⁶⁰ ». Dans les litiges concernant le Campo de Montiel et la Sierra de Segura, le nombre d'églises mentionnées (plus de soixante) manifeste clairement l'ampleur des perspectives de colonisation et des enjeux financiers. Les conflits, là encore, durèrent jusqu'au milieu du XIII^e siècle et, après de multiples accords partiels ⁵⁶¹, s'achevèrent définitivement en 1243 : l'archevêque de Tolède, Jiménez de Rada, et don Pelayo Pérez Correa arrivèrent à un accord sur les droits des églises de Moratilla, Oreja, Biezma, Vil-

557. BOMC, écrit. II, p. 78-82.

558. OOMM, Uclés, carp. n° 1, doc. 4, trad. esp. Rades, « Chronica de Santiago », fol. 12v-15v.

559. Martín, « Derechos eclesiásticos... », n° 2, p. 261-263 et OOMS, n° 129, p. 316-317.

560. OOMM, Uclés, carpeta 326, n° 2, cité par Lomax 1965, p. 50.

561. En 1224, par exemple, Jiménez de Rada arriva à un accord avec Santiago sur les droits des églises d'Estremera, de Noblejas, de Villarrubio, de Monreal, de Yegros et de Mora (publ. Rivera, *La encomienda...*, n° 110, p. 326-328 et version *romance* n° 111, p. 329-330).

landín, Alboer, Fuentigüeña, Salvanés, Valdepueco, Fuente el Saúco, Valdaracete, Dos Barrios, Paracuellos et sur ceux d'autres églises plus petites ou à construire ⁵⁶².

Les conflits entre l'archevêque de Tolède et l'ordre de l'Hôpital s'achevèrent en 1229 c'est-à-dire plus tôt que pour les ordres de Santiago (1243) ou de Calatrava (1245), et ils furent moins violents. Les accords avec l'archevêque de Tolède établissaient que les futures églises consacrées par l'Ordre dépendraient uniquement de l'Hôpital, sauf celle de San Pedro de Consuegra qui devait demeurer sous la juridiction exclusive de l'archevêque. En échange, les Hospitaliers devaient laisser au prélat tolédan trois *villas* du territoire *consaburense* : Lillo, El Romeral et Dancos (Barquero Goñi 1996, p. 296). Les documents qui mettent fin à ces conflits apparaissent comme des traités entre pouvoirs voisins concurrents ⁵⁶³ et s'insèrent dans la lignée des actes passés par l'Hôpital avec ses voisins dans la Manche pour clarifier les limites et les droits de ses seigneuries dans cette zone. En 1232, l'Ordre signa un traité avec Calatrava ⁵⁶⁴ et, en 1237, avec Santiago ⁵⁶⁵.

Au XII^e siècle, les plaids pouvaient avoir lieu devant le roi ou devant les tribunaux ecclésiastiques, mais en 1215, le prieur d'Uclés assista au concile de Latran IV et il obtint pour son Ordre une bulle interdisant aux évêques hispaniques de faire comparaître les frères de l'Ordre devant des tribunaux séculiers ⁵⁶⁶. Progressivement se mirent en place des instances d'arbitrage indépendantes des justices royale ou pontificale, même si le recours au souverain ou au pontife continuait d'être fréquent comme on vient de le voir. Cette volonté de régler localement les conflits apparaît finalement très tôt, puisque le premier évêque de Cuenca, Juan, tenta de trouver une solution pacifique aux problèmes qu'il avait avec l'ordre de Santiago sans recourir à Rome. Il parvint à un accord avec le maître Sancho Fernández, en 1193. Par ailleurs, pour éviter de nouveaux différends, l'accord prévoyait la nomination de six juges, à l'arbitrage desquels devaient être soumis les problèmes : trois chanoines de Cuenca, choisis par le maître de l'Ordre, et trois frères d'Uclés choisis par le chapitre de Cuenca ⁵⁶⁷.

VI.2.c. Conclusion

Pour limiter le recours à l'arbitrage monarchique toujours onéreux, une tendance au règlement local des conflits se développe au cours de la période et se traduit par la mise en place d'instances d'arbitrage indépendantes et autonomes. De même que, dans le domaine militaire, les acteurs locaux jouèrent un rôle important pour les prises de décisions, de même, dans le domaine judiciaire, on constate un processus de décentralisation et la multiplication des compositions, validées ou non par le pouvoir monarchique. Loin d'être le signe de la « féodalisation » de la société chrétienne et de la privatisation de droits régaliens, et donc d'un affaiblissement de l'autorité monarchique, ce processus répond à la nécessité empirique d'un exercice local du pouvoir dans la perspective d'un meilleur contrôle territorial. À aucun moment, à l'exception des minorités royales, la souveraineté du prince n'est remise en question ;

562. Rivera, *La encomienda...*, n° 192, p. 398-400.

563. C. Barquero Goñi, « Los Hospitalarios y el arzobispado de Toledo en los siglos XII y XIII », *Hispania Sacra* 45/91, 1993, p. 171-183, p. 178.

564. *BOMC*, p. 64-66.

565. Lomax, *La Orden de Santiago*, p. 257-262.

566. OOMM, Uclés, carp. 4/I, n° 1, *Bulario sancti Iacobi*, p. 65.

567. OOMM, Uclés, carpeta 98, n° 2, publ. Martín, « Derechos eclesiásticos... », n° 5, p. 265-266, résumé Garretas *La Encomienda...*, n° 35, p. 256.

la participation à la *curia regis* et à l'*ost* royal des maîtres des ordres militaires et des grands seigneurs propriétaires de biens frontaliers, le respect des trêves, l'appel à l'arbitrage du roi et enfin, jusqu'au début du XIII^e siècle, les exemptions et les privilèges du roi confirmant les donations antérieures et récompensant pour les services rendus témoignent suffisamment de la collaboration entre le pouvoir central et les seigneurs de la frontière.

Pourtant ce serait fausser les perspectives que de présenter seulement cet aspect des relations entre les régions frontalières chrétiennes et le pouvoir central. En effet un certain nombre de principautés apparurent au cours de la période aux marges des royaumes chrétiens et à la frontière avec l'Islam. Autour de Badajoz, de Trujillo et de Santa María de Albarracín, des chrétiens appartenant à la noblesse se taillèrent, par la force des armes et par un habile jeu diplomatique, des seigneuries dont ils essayèrent de garantir l'indépendance face aux différents « États » voisins. Cette forme de marginalité, par rapport à l'autorité monarchique et par rapport à la foi chrétienne, n'est pas nouvelle : le Cid, à la fin du XI^e siècle, par son alliance avec al-Muqtadir de Saragosse, par sa conquête de Valence et par la constitution à son profit, aux dépens de l'Islam, d'une principauté indépendante, avait déjà mis en place les cadres que nous allons retrouver avec quelques variantes dans la seconde moitié du XII^e siècle.

VI.3. La naissance des seigneuries indépendantes : les « Cid » du XII^e siècle

La tâche sanglante et épuisante de la conquête militaire et de la colonisation requérait des chefs déterminés. C'était parfois des hommes sans soutien, mais souvent aussi des magnats déjà équipés et disposant de fidèles hommes d'armes. La troupe militaire conduite par un seigneur était l'un des organismes sociaux de base de l'Europe médiévale. Le rêve de tout fantassin dans ces armées était d'être à cheval, d'opérer la transition du *peón-pedites* au *caballero-equites*. Un raid heureux pouvait être la clé de ce passage⁵⁶⁸. La terre était une récompense spéciale, moins fréquente que le butin, plus rare et plus appréciée. En effet pour des hommes de guerre plus ou moins indépendants, la terre revêtait une importance capitale en tant que base arrière pour l'approvisionnement des troupes, zone de refuge en cas de péril et surtout sources de rentes et de légitimité. Malheureusement, les actes qui concernent les seigneuries éphémères que quelque acte de bravoure ou quelque acquisition « frontalière » a fait naître, ont le plus souvent disparu.

Les seigneuries indépendantes fondées après le milieu du XII^e siècle par Giraldo Sem-pavor en Estrémadure, par Fernando Rodríguez « el Castellano » autour de Trujillo ou par Pedro Ruiz de Azagra à Albarracín sont mal connues. Incontestablement les vies de ces trois chefs de guerre s'inscrivent parfaitement dans un cycle dynamique, où le butin, élément essentiel de la réputation guerrière, permet les dons et le recrutement de soldats, favorisant en retour la victoire et le butin. Pourtant n'insister que sur ces points risque de nous masquer l'essentiel : le refus du pouvoir monarchique tel qu'il est en train de se mettre en place.

568. La *Chanson du Cid* raconte qu'après la prise de Valence ceux qui avaient combattu à pied devinrent chevaliers (Bartlett 1993, p. 33 et 45).

VI.3.a. Giraldo Sempavor, le « Cid portugais »

Désigné comme un voleur par la *Chronica Gothorum*, Giraldo s'empara de Beja (22 *dū l-ḥiġġa* 557/2 décembre 1162), de Trujillo (*ġumāda II* 560/avril-mai 1165), d'Évora et de Cáceres (*siḡr* 561/décembre 1165), puis de Montánchez (*ġumāda* 561/avril 1166), de Serpa et de Juromenha où il installe son quartier général (1166)⁵⁶⁹. Toutes ces places, situées dans la région de Badajoz à la frontière entre le Portugal, le León et al-Andalus, ne laissent aucun doute sur les intentions du « Cid » portugais. En 1169, le roi du Portugal accompagna d'ailleurs ce puissant chef de guerre pour le siège de Badajoz. Or le roi de León considérait que cette zone lui appartenait en vertu de l'accord passé avec Sanche III en 1158 à Sahagún ; il courut donc à la rescousse de la ville *extremeña*. Afonso Enriques et Giraldo furent faits prisonniers⁵⁷⁰. Le premier dut jurer de renoncer définitivement à la conquête de Badajoz et le second dut rendre les places conquises : Trujillo et Montánchez revinrent aux Léonais, Serpa et Badajoz aux Almohades. On ne sait pas ce qu'il advint de Juromenha, mais Giraldo semble avoir pu recomposer ses forces et de cette place, il renouvela ses attaques contre Badajoz. À l'automne 1170, Badajoz courut à nouveau le risque d'être conquise par Giraldo ou par Ferdinand II qui se dirigeait aussi vers la ville. Le *sayyid* Abū Ḥafṣ, frère du calife, lança alors une contre-offensive, Ferdinand II se retira et les Almohades réussirent à expulser Giraldo de Juromenha où il avait trouvé refuge. Le chef de guerre portugais s'installa alors à Lobón sur la route qui unit Badajoz à Séville dans l'espoir d'intercepter de là les convois d'armes et de vivres qui approvisionnaient la ville. En 1172, comme dix ans plus tôt, il renouvela ses attaques contre Beja qu'il détruisit.

Mais après la mort d'Ibn Mardaniš en 1171 et la soumission de ses fils à Yūsuf Abū Ya'qūb, la puissance almohade commençait à inquiéter. Aussi le tuteur d'Alphonse VIII, le comte Nuño de Lara, réclama-t-il la signature de trêves, de même qu'Afonso Enriques qui envoya ses ambassadeurs à Séville. En octobre 1173, après deux mois de négociations, les trêves furent signées pour cinq ans. Giraldo Sempavor, isolé et sans appui du côté chrétien, décida de se mettre au service du calife avec trois cent cinquante hommes (Huici 1956-1959, t. 1, p. 270). Il s'établit à Séville où il résida jusqu'en 1176, puis il accompagna le souverain almohade au Maroc. Il fut condamné à mort pour trahison parce qu'il avait invité par lettre le roi de Portugal, son ancien souverain Afonso Enriques, à tenter un débarquement au Maroc, malgré la fidélité qu'il devait au souverain almohade⁵⁷¹.

Dans le cadre des trois exemples que nous présentons, le cas de Giraldo présente quelques spécificités. D'abord Giraldo ne semble pas avoir été de haute extraction ; en tous cas, aucune source ne lui attribue d'ascendance prestigieuse. C'est là probablement une des raisons pour lesquelles la *Chronica Gothorum* désigne ses compagnons d'armes comme des voleurs (*latrones*). Il semblerait ainsi que, dans un premier temps, il n'ait dû sa fortune qu'au métier des armes dans lequel il s'est distingué. Ensuite le service qu'il prêta fidèlement au roi de Portugal lui attira les faveurs du souverain. Pourtant le fait qu'Afonso Enriques ne lui ait pas accordé de terres et qu'au moment des trêves entre le Portugal et l'empire almohade, Giraldo ait préféré se

569. Ibn Šāhib al-Šalā, *Mann*, p. 288-290, trad. p. 137-138 et Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 104, trad. Valence, 1963, p. 403-404 : Giraldo s'empare d'Évora en *dū l-qa'da* 560/septembre 1165 et la vend aux chrétiens.

570. Ibn Šāhib al-Šalā, *al-Mann*, p. 296 ; trad. p. 144-145 ; Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 106 ; trad. Valence, 1963, p. 408.

571. Il aurait été enfermé par le calife et décapité à Siġilmāsa en 569/1173-1174 (Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 130, trad. p. 13-14 ; Al-Bayḍaq, *Aḥbār al-Mahdī*, p. 127, trad. p. 216, *CLRC*, p. 11).

mettre au service du calife plutôt que d'abandonner, même temporairement la guerre, tendrait à prouver que l'enracinement dans une terre du royaume ne l'intéressait pas et qu'il préférait conserver une marge de manœuvre qui lui permette de jouer d'un souverain contre l'autre.

VI.3.b. *Fernando Rodríguez le Castillan et son fils Pedro Fernández de Castro*

Si l'on ne sait rien des origines du « Cid portugais », en revanche Fernando Rodríguez et son fils Pedro Fernández appartenaient à la grande famille castillano-léonaise des Castro. Les noms de ces deux personnages, qui firent de l'alliance avec les Almohades une « spécialité » familiale, apparaissent tout au long de l'histoire de la Castille et du León, de l'ordre de Santiago ou de l'Estrémadure dans la seconde moitié du XII^e siècle. Leur signature au bas des chartes royales témoigne de leur situation privilégiée dans la société chrétienne et la place que leur accordent les chroniques musulmanes révèlent le rôle qu'ils jouèrent à la cour des souverains musulmans.

Il faut remonter à 1158 pour comprendre ce qui put pousser des membres d'une aussi grande famille à s'engager du côté musulman. Avant de mourir, Sanche III de Castille confia la tutelle de son jeune fils, le futur Alphonse VIII, à Gutierre Fernández de Castro, qui, pour éviter toute discorde, céda cette charge à García de Aza, un noble lié à la famille des Lara. La guerre qui se déclencha entre les deux familles tourna à l'avantage des Lara qui s'emparèrent de la régence du royaume jusqu'à la majorité d'Alphonse VIII en 1166. Désavoués⁵⁷², Fernando Rodríguez, ses frères et leurs alliés se présentèrent à la cour de Yūsuf Abū Ya'qūb à Séville :

« En l'année 563 [oct. 1167-oct. 1168], le chef chrétien Ferdinand, seigneur de Trujillo, célèbre entre les chrétiens pour son lignage et sa valeur, parent par alliance d'Alphonse, le petit roi, seigneur de Tolède, arriva à Séville au mois de *ramadān*, lui et ses frères, avec le désir d'entrer au service de l'*amīr al-mu'minīn*, fils de l'*amīr al-mu'minīn*, et d'abandonner la compagnie des infidèles [...] il demeura dans la capitale illustre cinq mois sous les bannières du pouvoir éminent [...] il s'islamisa presque et promit à Dieu d'être un fidèle conseiller du pouvoir [almohade] avec la plus grande loyauté ; il se soumit et garantit qu'il ne razzierait pas le pays des Almohades et qu'il serait pour eux un soutien et un allié des musulmans [...] le pouvoir suprême ordonna de leur faire des donations à lui et ses frères tous les mois, en compagnie des Almohades, comme cela se fit. Cette année, aussi, son parent par alliance, Fernando el Baboso, fils d'Alphonse, connu comme le petit roi, seigneur de Ciudad Rodrigo, après que celle-ci fut édiflée, fit lui aussi la paix. Il émit le souhait de prêter main forte aux Almohades en les aidant avec son armée contre ses ennemis. Il expliqua qu'entre lui et le comte Nuño [de Lara], tuteur de son neveu, Alfonso le petit, seigneur de Tolède [Alphonse VIII, neveu de Fernando II de León], il y avait de continuelles luttes pour les frontières de

572. C'est à l'issue du synode de Ségovie de 1166 que Ferdinand Rodríguez de Castro, qui contrôlait la ville de Tolède pour Ferdinand II de León depuis 1158, prit la décision d'aller à la cour du souverain almohade (Linehan 1980-1983).

leurs royaumes, et il confirma son désir, par la paix, d'obtenir l'aide d'une troupe almohade, qui serait envoyée à Ciudad Rodrigo pour combattre avec lui contre le comte Nuño ⁵⁷³ ».

Au cours des années suivantes, Ferdinand Rodríguez le Castillan dut partager son temps entre la cour du souverain almohade et celle du roi léonais puisque sa présence est attestée dans cette dernière où il confirme une charte de Ferdinand II, le 16 juin 1171 ⁵⁷⁴. Ensuite, pendant quelques années, son nom n'apparut plus au bas des chartes léonaises parce qu'après la rupture des trêves entre les Almohades et le León, il dut choisir le camp musulman ⁵⁷⁵. Ce choix est d'autant plus étonnant que le roi de León lui avait donné en mariage sa sœur doña Stephania dont il avait eu au moins un fils : Pedro Fernández. Une tentative de rapprochement avec la Castille semble en outre avoir eu lieu à la fin des années 1170 : en effet, à partir du 9 septembre 1179, on voit Ferdinand Rodríguez confirmer des chartes royales d'Alphonse VIII, même si ce n'est qu'à partir du 13 janvier 1180 que la précision *de Turgello* complète son nom sur les documents. Jusqu'au 15 janvier 1181, on le voit jouer un rôle important dans la société castillane : il bénéficie de la confiance d'Alphonse VIII qui lui confère la charge de *tenente de Talavera* ⁵⁷⁶. Ensuite Ferdinand Rodríguez ne paraît plus avoir participé à la *curia regis*. En revanche il retrouva sa place dans la cour de Ferdinand II de León qui lui donna des terres en Asturies. Il confirma des actes royaux le 30 mars 1181 ⁵⁷⁷, le 25 juillet 1182 ⁵⁷⁸ et le 22 février 1184 pendant le siège de Cáceres où il est dit *dominans in Asturiis* ⁵⁷⁹.

À partir de 1184, Fernando Rodríguez de Castro se rapprocha des ordres du Temple et surtout de Santiago auquel il donna, pour la rémission de ses péchés, une propriété qu'il venait d'acheter et tout ce qu'il possédait dans le Campo de Toro ⁵⁸⁰. Il semblerait que Ferdinand Rodríguez ait pu se maintenir à Trujillo face à Alphonse VIII grâce à l'appui léonais, mais, à la fin de sa vie, il dut céder ses territoires au monarque castillan, après avoir vainement essayé de maintenir son indépendance en rentrant dans l'ordre de Santiago qui s'imposa ainsi dans la région de Trujillo. En effet, trois ans après sa mort, le 11 décembre 1188, son fils Pedro Fernández confirma les donations que son père avait faites à l'ordre de Santiago *in quo ordini ipse frater fuit* ⁵⁸¹. Pedro Fernández entretint lui aussi des liens étroits avec Santiago : le 15 août 1189, il établit son testament en faveur de l'Ordre au cas où il mourrait sans descendance et lui accorda les châteaux de Montánchez, Santa Cruz, Zuferola, Montfrag, Solana et Penna Falcon, ainsi que son « épée courte ⁵⁸² ».

573. Ibn Šāḥib al Šalā, *Mann*, p. 284-285, trad. p. 135-136.

574. OOMS, n° 46, p. 219.

575. Lucas de Tuy évoque en effet l'attaque de la ville nouvelle de Ciudad Rodrigo par les « Sarrasins » et par leur allié castillan, « homme noble et très puissant » (*Chronicon mundi*, éd. Schott, p. 106, éd. Puyol, ch. 83, p. 403).

576. En effet, dans un acte passé le 3 janvier 1181, il est désigné comme *tenente Talavera et Trujello* (BOMC, écrit. 15, p. 16).

577. OOMS, n° 122, p. 305-308.

578. OOMS, n° 143, p. 329-331.

579. OOMS, n° 159, p. 342-343.

580. OOMS, n° 172, p. 354 et n° 173, p. 355.

581. OOMS, n° 248, p. 423-424.

582. Martín, *OOMS*, p. 105.

Pedro Fernández reprit aussi la tradition paternelle de l'alliance avec les Almohades. Tant les sources chrétiennes que musulmanes confirment sa présence aux côtés des Almohades à Alarcos. C'est lui qui aurait intercédé en faveur des assiégés chrétiens présents dans le château d'Alarcos. À cette occasion, Ibn 'Idāri le désigne du terme péjoratif de *la'in* (le « maudit ») qui laisse supposer une trahison postérieure⁵⁸³. Au lendemain de la bataille de Las Navas de Tolosa, la Castille et le León signent la paix et s'engagent à ne pas recevoir Pedro Fernández⁵⁸⁴. La *Chronique latine des rois de Castille* affirme, quant à elle, que Pedro Fernández le « Castillan » mourut au Maroc, quelques jours avant Alphonse VIII⁵⁸⁵. Selon la même source, un des fils de Pedro Fernández, Alvar Pérez, qui avait renoncé à l'amitié des Maures et qui s'était fait vassal de Ferdinand III, aurait reçu les châteaux de Martos, Jaén et Andújar des mains du roi⁵⁸⁶. Cette information est confirmée par une charte de 1235, dans laquelle le *concejo* d'Andujar donnait à l'ordre de Calatrava une propriété à Villar de las Caleras. La charte mentionne que l'*Alcayad danduiar* était à cette date *don Alvar perez fio de Don Pedro ferrandez el Castellano*⁵⁸⁷. À la différence de Giraldo Sempavor qui entra sur la scène de l'histoire avec ses conquêtes en Estrémadure et qui en sortit avec sa mort, Ferdinand Rodríguez le « Castillan » et son fils Pedro Fernández laissèrent un patrimoine et un nom noble dont héritèrent leurs descendants, puissants et riches. En 1239, par exemple, Alvar Pérez, fils de Pedro Fernández le « Castillan » et de Chimène, fille du comte don Gómez le « Castillan », vend pour 7 000 maravedis alphonsins ses propriétés de Paredes de Nava au León⁵⁸⁸. En 1241, Pedro Martínez, fils de Martín Fernández et petit-fils de Ferdinand Rodríguez le « Castillan » donna tous les biens qu'il avait à Tejonar en Navarre à l'ordre de Calatrava⁵⁸⁹.

VI.3.c. Pedro Ruiz de Azagra et la seigneurie d'Albarracín

La rétrospective de la destinée de la seigneurie de Santa María de Albarracín a fait l'objet d'une histoire en quatre tomes dirigée par Martín Almagro⁵⁹⁰. Il faut rattacher la mise en place de la seigneurie d'Albarracín à l'épopée d'Ibn Mardaniš qui semble avoir cédé, entre 1166 et 1168, le domaine d'Albarracín à Pedro Ruiz de Azagra dans le but de couvrir son flanc septentrional face à l'Aragon. L'indépendance des seigneurs d'Azagra se manifesta très rapidement par le refus de reconnaître la souveraineté aragonaise tant d'un point de vue politique que religieux puisque l'évêque d'Albarracín refusa de se soumettre au métropolitain de Saragosse. Don Pedro Ruiz de Azagra, par une habile politique entre l'Aragon et la Castille, réussit non seulement à maintenir son indépendance, mais aussi à augmenter ses possessions et à les transmettre à ses descendants et successeurs. Contre le roi d'Aragon et contre l'évêque de Sara-

583. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 3, p. 195, *Bayān*, t. 5, p. 220, trad. Tétouan, 1953, p. 188 ; Lucas de Tuy, *Chronicon mundi*, éd. Schott, p. 108, éd. Puyol, ch. 83, p. 407.

584. CLRC, p. 37.

585. CLRC, p. 41.

586. CLRC, p. 67.

587. RAH, Collection Salazar y Castro, 9/611 (I 37), fol. 226-227.

588. OOMM, carp. 458, n° 95 ; AHN, cod. 1342, n° 185 ; RAH, Collection Salazar y Castro, 9/611 (I-37), fol. 245v-247 ; DLE, n° 279, p. 377.

589. OOMM, Carp. 459, n° 101 ; RAH, Collection Salazar y Castro, 9/813 (M-6), fol. 153 ; DLE, n° 280, p. 379. Le 10 février 1243 enfin, la fille de Pedro Fernández le « Castillan », la comtesse (Ro ?) participa à une *convenientia* (OOMM, Uclés, carp. 16/1, n° 4).

590. Bosch 1959, p. 5-145, nombreuses chartes portant sur cette période en fin d'ouvrage.

gosse, Pedro Ruiz de Azagra s'appuyait non seulement sur la Navarre, dont il était originaire, mais aussi sur l'archevêque de Tolède, Cerebrun. Cette politique fut couronnée de succès puisqu'en 1172, Cerebrun consacra Martín comme évêque de Santa María de Albarracín et rattacha ainsi le siège épiscopal de la ville à Tolède.

Fernando Ruiz (1186-1196), le dernier fils de la famille de Rodrigo Pérez de Azagra, succéda à son frère Pedro Ruiz. Il fut alors contraint de faire amende honorable auprès d'Alphonse II d'Aragon : il lui prêta hommage et promit de lui remettre le château de Santa María de Albarracín et de devenir, deux ans plus tard, son vassal, si le roi l'exigeait⁵⁹¹. Il essaya de compenser cette dépendance à l'égard de l'Aragonais par une étroite alliance avec l'ordre de Santiago dont il fit son héritier testamentaire (21 juillet 1190)⁵⁹². En juin 1192, Fernando Ruiz concéda aux Santiaguistes, pour après sa mort, le château d'Albarracín à condition que jamais ils ne le vendent ou ne le donnent à aucun roi et que jamais ils n'y introduisent quiconque ne ferait pas partie de l'Ordre. Le reste des biens meubles et du bétail d'Albarracín était légué à son fils Pedro Fernández, mais l'Ordre devait assurer la tutelle de ces biens jusqu'à ce que Pedro eût atteint 21 ans⁵⁹³. Le 22 juillet 1193, deux nouveaux testaments complexes furent rédigés qui assuraient l'indépendance de la seigneurie d'Albarracín, en la faisant entrer dans le patrimoine santiaguiste, et l'héritage de ses deux fils (appelés tous deux Pedro Fernández !). Son fils légitime, Pedro I, obtenait Huélamo et tous les biens de son père ; la tutelle de Santiago devait durer jusqu'à ce qu'il eût 20 ans. S'il mourait avant, ces biens devaient passer à l'autre fils de Fernando, Pedro II, *quo est in Hucles*. Fernando Ruiz était alors malade : il était donc naturel qu'une fois guéri, il fit un quatrième testament (29 décembre 1194)⁵⁹⁴ : cette fois, toute la seigneurie d'Albarracín devait revenir à son fils Pedro I (Pedro II n'est plus mentionné).

Au lendemain de la défaite castillane d'Alarcos, Alphonse VIII reçut l'aide du souverain d'Aragon, même s'il dut, comme c'était la coutume entre eux, payer les soldes des chevaliers envoyés, parmi lesquels Fernando Ruiz de Azagra. Ces troupes devaient assurer la défense de la Castille face aux attaques almohades, mais le départ du calife et la bulle d'excommunication lancée par Célestin III contre Alphonse IX et contre Pedro Fernández de Castro, les détournèrent de leur objectif initial pour les diriger contre le León⁵⁹⁵. Fernando Ruiz dut mourir en 1196 et Albarracín maintint son indépendance aux mains des Santiaguistes jusqu'à la majorité de Pedro Fernández de Azagra (1196-1246), qui obtint de Pierre II d'Aragon en 1211 l'autorisation de remettre Albarracín à l'ordre de Santiago pour accomplir la volonté de son père. Il conserva pourtant sa seigneurie jusqu'à la fin de sa vie et la transmit à son fils, Alvaro Pérez de Azagra, le quatrième souverain d'Albarracín.

VI.3.d. Conclusion

À plus d'un titre ces exemples sont parallèles. On assiste à la constitution, par la force des armes, d'une base territoriale en situation frontalière entre deux royaumes chrétiens. Les fondateurs, des chefs militaires charismatiques, en rupture de ban avec leur patrie d'origine

591. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 487, p. 837-839.

592. Bosch 1959, p. 133-134.

593. OOMS, n° 282, p. 453-454.

594. OOMS, n° 303, p. 472-473.

595. CLRC, p. 18.

restent fidèles à leur religion, malgré leur alliance avec les pouvoirs musulmans. À des échelles variées, ces « héros » ont fait l'objet d'une légende de leur vivant ou après leur mort, même si aucune n'a eu la destinée de la geste cidienne de l'*hidalgo* Rodrigo Díaz de Vivar. Jouant des rivalités entre les différents royaumes chrétiens, ces seigneurs de la guerre mettaient à profit l'instabilité des régions récemment conquises sur l'Islam pour créer de petites principautés organisées autour de quelques places ou villes fortes. Quelle qu'ait pu être la durée de leur alliance avec les Almohades, ces principautés revinrent dans les giron castillan, léonais ou aragonais à la fin de la vie de leur fondateur ou pendant celle de leurs descendants. On ne peut, en outre, qu'être frappé par la continuité de l'entité territoriale mise en place par Giraldo Sempavor dans les années 1160 et récupérée par Ferdinand Rodríguez de Castro le « Castillan » après l'échec du siège de Badajoz par le chef portugais, aidé pour l'occasion par son souverain Afonso Enriques. En effet, à la mi-juin 1196, lorsque le calife almohade al-Manšūr marcha sur l'Estrémadure, les places qui avaient appartenu à Pedro Fernández de Castro (Santa Cruz, Montánchez et Trujillo) se rendirent sans difficulté. Alors que Plasencia fut rasée et que ses défenseurs furent faits prisonniers, les anciennes possessions de Pedro de Castro furent préservées, la continuité territoriale de ces seigneuries frontalières étant assurée.

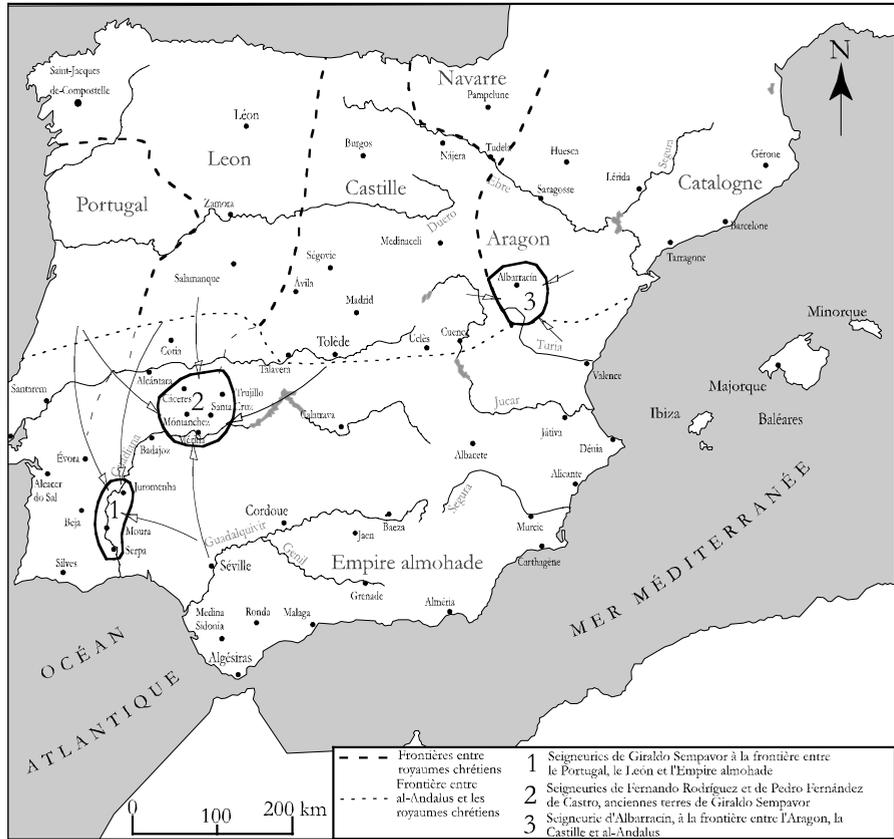
José Luis Martín dans son ouvrage sur les « Origines de l'ordre militaire de Santiago » relie à juste titre les alliances recherchées par ces seigneurs de la frontière à l'accroissement du pouvoir monarchique à l'époque⁵⁹⁶. Plus que les alliances, c'est l'existence même de ces nobles en rupture de ban qui est liée à la différenciation politique à l'œuvre dans les différentes régions chrétiennes de la Péninsule. En même temps qu'ils s'opposaient les uns aux autres, les monarques portugais, castillan, léonais, catalano-aragonais et navarrais accroissaient leur contrôle, au sein de leur royaume, sur leurs magnats et sur leur territoire. L'alliance avec les Almohades était ainsi avant tout, pour les nobles qui en prenaient l'initiative, un refus du renforcement monarchique. On en veut pour preuve les tentatives, plus ou moins réussies, des Castro et surtout de Fernando de Azagra de soustraire leur seigneurie à tout pouvoir monarchique, y compris après leur mort, en la donnant aux ordres militaires. Les hésitations de Pedro Ruiz de Azagra à l'heure de faire son testament, la donation, dans un premier temps, d'Albarracín à l'ordre de Santiago alors même qu'il avait deux fils, faiblement dédommagés dans cette première option, puis, dans un second temps, la multiplication des clauses conditionnelles de son dernier testament, qui nommait son fils légitime héritier universel, témoignent de la même obsession : l'indépendance politique, fiscale, juridique et ecclésiastique de la « principauté » et le refus de toute ingérence monarchique. Ce sont finalement les nouvelles formes du pouvoir monarchique qui étaient refusées à travers ces diverses expériences.

VI.4. Chrétienté ou Islam : le sens de l'alliance

Du côté musulman, on ne voit pas apparaître de telles figures. Certes les noms de Zafadola (Sayf al-Dawla Ibn Hūd), ou du *Rey Lobo* (Ibn Mardaniš) pourraient évoquer des destinées similaires. Pourtant les fondements de la fortune de ces princes diffèrent considérablement des cas chrétiens précédemment évoqués. En effet la constitution de leur principauté répond à une logique beaucoup plus élémentaire : face à un changement de dynastie, les cadres de l'ancien régime, arguant de leur volonté de conserver l'ordre ancien et de leur refus du nouveau régime, profitaient des troubles pour s'emparer du pouvoir local, au besoin en faisant appel aux

596. Martín, *OOMS*, p. 85.

chrétiens. Les princes de *taifas* revendiquaient la légitimité du pouvoir comme en témoignent les monnaies frappées par Ibn Mardaniš face à l'hétérodoxie de nouveaux dirigeants. Le soulèvement contre l'autorité légitime était, d'emblée, dans la pensée politique de l'Islam médiéval, entaché de suspicion et d'illégitimité. Alors que le refuge dans les territoires musulmans des nobles chrétiens en rupture de ban n'était finalement qu'une des modalités du positionnement politique dans la société chrétienne et qu'il n'était pas généré par une quelconque influence des pouvoirs musulmans dans la vie politique des royaumes chrétiens, la vassalisation par le roi de Castille des princes musulmans comme Sayf al-Dawla, Ibn Mardaniš ou al-Bayāsī, quoique liée à la révolte de ces nobles contre leur souverain, manifestait surtout, et c'est là un grande différence, une participation active du monarque castillan dans la vie politique d'al-Andalus.



Carte 13 : Les seigneuries chrétiennes de la frontière

Toutes ces trajectoires ont un point commun : à aucun moment il n'est question de conversion. Certes, le texte d'Ibn Šāḥib al-Šalā affirme — mais ne s'agit-il pas d'une précision rhétorique ? —, que Ferdinand Rodríguez de Castro « s'islamisa presque » (*hattā kāda an*

yuslim) ; pourtant ni les musulmans, ni les chrétiens ne semblent avoir éprouvé la nécessité de changer de religion en changeant de maîtres, comme si les choix politiques restaient encore au milieu et à la fin du XII^e siècle indépendants de la foi. Cela change au XIII^e siècle. Les rôles joués par les chrétiens Giraldo Sempavor, Ferdinand Rodríguez de Castro, Pedro Ruiz de Azagra et par les musulmans Ibn Mardaniš, Sayf al-Dawla ou le *sayyid* Zayd Abū Zayd, dernier dirigeant almohade de Valence, sont de nature différente parce que les premiers résistent à la centralisation du pouvoir monarchique au XII^e siècle et tentent de s'imposer dans les territoires frontaliers « interstitiels » en jouant des concurrences pour maintenir leur indépendance, alors que les seconds détachent des pans entiers d'al-Andalus en les faisant basculer dans l'orbite des souverains chrétiens, par l'emploi de mercenaires chrétiens, par le paiement de tributs⁵⁹⁷ et surtout, par la prestation de serments vassaliques : les princes musulmans entrent ainsi dans un système de dépendance personnelle, totalement étranger aux pratiques musulmanes et imposé par les puissances chrétiennes⁵⁹⁸.

En ce qui concerne les alliances entre États, les situations ne sont pas non plus comparables. Alors que les alliances du León et de la Navarre avec l'Islam étaient liées à la situation politique interne des royaumes chrétiens, les trêves passées par les Almohades avec certains des royaumes chrétiens répondaient à une nécessité externe : l'Empire almohade, comme l'Empire almoravide avant lui, eut toujours beaucoup de mal à se défendre et, *a fortiori*, à mener l'offensive, sur tous les fronts. Les sources musulmanes révèlent que, lors du soulèvement almohade, les Almoravides furent contraints de dégarnir les frontières d'al-Andalus. Quant aux Almohades, malgré leurs défis, authentiques ou imaginaires, lancés à la chrétienté dans son ensemble, ils s'assurèrent la neutralité de la Castille, du León et de l'Aragon quand ils attaquèrent le Portugal en 1181-1184, celle de la Castille, du Portugal et de l'Aragon quand ils envahirent le León entre 1173 et 1178. Enfin, l'ingérence chrétienne dans la vie politique d'al-Andalus est récurrente, alors que l'intervention des bataillons almohades est exceptionnelle.

Un autre grand déséquilibre dans les relations entre chrétiens et musulmans concerne l'activité militaire. Les musulmans avaient une longue tradition de mercenariat⁵⁹⁹. Très tôt, les chrétiens ont joué un rôle militaire important dans les empires almoravide et almohade. Jouissant d'une bonne réputation de combattants, ils ont servi les souverains musulmans, plus ou moins fidèlement comme le prouve la fin tragique de Giraldo. Le catalan Reverter, engagé par 'Alī b. Yūsuf au service des Almoravides⁶⁰⁰, mourut au combat face aux Almohades au

597. Ibn Mardaniš dut verser une grande quantité d'or aux souverains chrétiens pour obtenir leur aide ou au moins leur non-agression, mais il dut aussi leur remettre des châteaux, comme Vilches et Alcaraz, en 1171 (Ibn Šāḥib al-Šalā, *Mann*, p. 400, trad. p. 205).

598. Pour illustrer la mise en place entre les rois chrétiens et les princes musulmans satellisés des cérémonies caractéristiques de la féodalité occidentale traditionnelle et de l'hommage prêté au seigneur, on peut citer la date de temps d'un acte de Ferdinand III (1225), *eo uidelicet anno quo Zayt Abu Zeit, rex Valencie, accedens ad me apud Moyam deuenit uasallus meus et osculatus est manus meas* (González, *Fernando III*, t. 2, n° 205, p. 247-248).

599. R. I. Burns, « Renegades, Adventurers, and Sharp Businessmen : The Thirteenth-Century Spaniard in the Cause of Islam », *The Catholic Historical Review* 58/3, 1972, p. 341-366.

600. Le *Hulal al-mawšiya* et le *Bayān* d'Ibn 'Iḍārī affirment que 'Alī b. Yūsuf fut le premier à engager des mercenaires chrétiens : « Il fut le premier à utiliser des Rūms au Maghreb ; il leur fournit des montures et les chargea de prélever les impôts extracanoniques » (*Hulal al-mawšiya*, p. 84-85 ; trad. p. 100-101 ; *Bayān*, t. 4, p. 102-103, trad. Valence, 1963, p. 235). La *Chronica Adefonsi Imperatoris* affirme, quant à elle, que 'Alī b. Yūsuf b. Taš fin revint au Maroc, après sa campagne de

Maroc en 539/1144-1145 ⁶⁰¹. Ce noble catalan eut une descendance qui illustre le rôle ambigu qu'il joua dans la société musulmane : un de ses fils, Bérenger, qui se convertit à l'islam sous le nom d'Abū l-Ḥasan 'Alī b. Reverter, fut envoyé par le calife Abū Ya'qūb à Majorque. Après diverses aventures, il revint au Maroc et mourut, en juin 1187, à la bataille de Gomert. En revanche un fils de Bérenger b. Reverter abandonna la carrière militaire africaine de son père et mourut comme Templier en 1207 (Alemany 1904, p. 137).

Les pouvoirs chrétiens ne semblent pas avoir fait appel aux mercenaires musulmans aussi systématiquement, même si l'ordre de Santiago utilisait une troupe d'archers « maures » au milieu du XIII^e siècle ⁶⁰². Il est vraisemblable que ces mercenaires musulmans étaient issus des populations présentes dans les terres conquises par les chrétiens et avaient seulement changé d'employeurs au moment de l'avancée chrétienne. Après avoir été entretenus par le prince musulman, ils passaient au service du seigneur chrétien. En revanche le mercenariat chrétien correspond à une tout autre dynamique, celle de l'expansion démographique, de l'exportation des cadets de famille et de la militarisation de la société. En outre, à partir de 1228, les troupes chrétiennes engagées en terres d'Islam dépendaient du roi et constituaient donc un gage pour les monarchies chrétiennes. Ferdinand III donna en effet à al-Ma'mūn 12 000 hommes lorsque celui-ci partit s'assurer du pouvoir en Afrique qui l'avait reconnu calife. L'armée resta à son service, mais il dut céder en échange dix places fortes aux frontières de la Castille et permettre qu'une église soit édifiée au Maroc avec le droit exceptionnel de sonner les cloches (Alemany 1904, p. 138).

VI.5. Territoire frontalier et pouvoir politique entre 1085 et 1212

S'interroger sur la relation entre le pouvoir et la frontière revient finalement à s'intéresser à la nature des pouvoirs, centraux, périphériques et locaux, à leur composition interne et aux relations qu'ils entretiennent entre eux. Une première difficulté tient à la nature des sources qui fournissent plus de renseignements sur le pouvoir central que sur l'organisation socio-politique locale. Une deuxième difficulté réside dans la comparaison des situations chrétienne et musulmane.

VI.5.a. État et frontière

Du côté musulman, la frontière était conçue comme une région très dépendante politiquement du centre et elle était approvisionnée économiquement par lui. À l'époque almoravide, les gouverneurs disposaient, par délégation, de grands pouvoirs, mais ils étaient aussi responsables de leurs échecs devant le souverain. Les '*ulamā*' étaient les garants des choix politiques du souverain, ils le conseillaient et prenaient une part importante aux décisions générales de gouvernement. Sous les Almohades, la délégation du pouvoir fut beaucoup moins développée et il se mit en place un système très hiérarchisé et très centralisé caractérisé par un important partage des responsabilités entre les cadres formés dans les écoles du pouvoir à Marrakech, les

1138, avec beaucoup de captifs chrétiens, qu'il installa dans des villes et forteresses face aux Almohades (*Cai*, II, 105).

601. *Bayān*, t. 4, p. 103, trad. Valence, 1963, p. 237 et al-Bayḍāq, *K. aḥbār al-Mahdī*, p. 96, trad. p. 155-156.

602. AHN, section Clero, leg. 1956, s.n., publ. Lomax 1959, p. 364 et Rivera, *La encomienda...*, n° 183, p. 387-390.

membres de la famille régnante, les doctrinaires du régime (les *ṭalaba*) et évidemment le souverain. La frontière fut, dans un cas comme dans l'autre, contrôlée par l'État. Les activités militaires et la défense des villes (comme Badajoz) étaient dévolues aux troupes et aux garnisons publiques dirigées par un gouverneur nommé directement par le pouvoir central. Ce gouverneur devait rendre compte de ses résultats et, aux risques liés aux activités guerrières frontalières, il devait ajouter ceux du châtement et de la colère de son prince en cas d'échec. La défaite débouchait sur la destitution ou l'exécution du responsable parce que la défaite portait atteinte à l'autorité et à la légitimité du souverain : elle était crime de lèse-majesté. En revanche la gloire de la victoire justifiait l'existence du *sulṭān*. Aussi le seul héros que les sources musulmanes pouvaient célébrer était-il le souverain.

La geste « cidienne » offre une tout autre image de l'action individuelle, marquée par la recherche de la gloire personnelle, indépendamment de celle du roi, qui était d'ailleurs lui-même tenu à cette quête de la prouesse militaire. Les règnes d'Alphonse VII et d'Alphonse VIII virent le pouvoir monarchique resserrer le contrôle du roi sur les magnats qui avaient profité de la régence d'Urraca pour prendre quelque indépendance. L'émergence des ordres militaires hispaniques correspond à la tentative, répétée et inégalement efficace, de doter les régions frontalières d'un dynamisme propre, d'une autonomie qui leur permît de s'auto-suffire, et de produire sur place les conditions de leur propre développement et de leur expansion, mais en même temps, les souverains tentèrent d'utiliser ces institutions pour contrebalancer la puissance des magnats par une redistribution de la richesse foncière. Ce développement contradictoire d'une autonomie dans le cadre de la monarchie ne fut rendu possible que par le rôle joué par le monarque castillan dans la défense du royaume.

VI.5.b. La contestation du pouvoir central

L'opposition au pouvoir central prit aussi des formes différentes de part et d'autre de la frontière. En Andalus, la révolte contre le *sulṭān* avait pour conséquence de démembrer le territoire : il s'agissait toujours pour les rebelles de remettre en question la légitimité du pouvoir en place en revendiquant celle-ci pour leur propre compte. Ces révoltés n'étaient jamais des anonymes, mais des cadres et des fonctionnaires du *sulṭān*, intégrés dans un réseau de clientélisme local. Leur contestation, qui touchait à l'essence comme à l'exercice du pouvoir, ne pouvait déboucher que sur une sécession territoriale. La situation est très différente du côté chrétien. Les conflits opposaient entre eux les royaumes en cours de constitution, c'est-à-dire des entités territoriales dont les dirigeants ne revendiquaient pas la légitimité du pouvoir sur l'ensemble de la partie chrétienne, ou bien se traduisaient par des révoltes nobiliaires, quelles qu'en fussent les formes, qui ne remettaient pas en cause l'essence du pouvoir monarchique, mais son exercice. La résistance nobiliaire à la centralisation du pouvoir ne provoqua qu'exceptionnellement la constitution de principautés indépendantes et seulement à la frontière avec l'Islam dans les interstices des souverainetés monarchiques concurrentes. Certes les prétentions impériales d'Alphonse VI et d'Alphonse VII témoignent d'une volonté expansionniste aux dépens des autres royaumes, mais le statut impérial et le développement des hommages, sous l'influence des Clunisiens et plus généralement des Ultramontains, ménageaient des possibilités de conciliations dont témoignent les serments prêtés au souverain de Castille-León par les rois de Navarre et d'Aragon.

Les différences qui viennent d'être évoquées sont liées à la nature des pouvoirs princiers. L'émir almoravide, ou le calife almohade, était le souverain des musulmans, d'une com-

munauté (*umma*), comme l'indique la titulature *amir al-muslimin* (« Prince des musulmans ») ou *amir al-mu'minin* (« Prince des Croissants »), alors que le roi chrétien était le prince ou le seigneur d'un territoire : « de Tolède, de Gascogne, de Jaén, de Castille, de Nájera » précisent les chartes de cette époque. C'était la souveraineté sur un espace qui fondait le pouvoir alors que du côté musulman, c'était la communauté des fidèles. La révolte en Islam était donc une *fitna*, scission de la communauté, c'est-à-dire, paradoxalement et pour peu que le mouvement ait quelque ampleur, sécession territoriale. L'histoire politique occidentale, quant à elle, repose plus sûrement sur le principe que le souverain ennoblit, et que, fût-ce dans le combat contre lui et dans la lutte contre son absolutisme, la fréquentation du prince et, *a fortiori*, le service de l'État n'étaient pas en soi déshonorants. En revanche, dans le contexte islamique, la participation aux instances dirigeantes était estimée comme une activité, certes, profitable, source de puissance, mais indigne, voire, à certains égards, déshonorante, pour ne pas même mentionner ses incertitudes et ses dangers (Dakhliya 1998, p. 313).

VI.5.c. L'importance de l'hinterland

Malgré toutes les différences que l'on vient d'évoquer, il en est probablement une qui les englobe toutes et qui a joué un rôle fondamental. Le phénomène des croisades ou l'expansion de la chrétienté latine au Moyen Âge ne peuvent s'entendre sans que soient pris en compte les processus à l'œuvre au cœur des formations socio-économiques, politiques et religieuses de l'Occident médiéval. Pour le royaume de Valence, Josep Torró insiste sur les éléments qui favorisèrent l'immigration dans les terres nouvellement conquises et qui permirent la réussite de l'exploitation des anciens territoires musulmans. Le constat qu'il dresse pour les régions orientales est valable aussi pour les régions centrales de la Péninsule : espaces conquis vidés de leurs habitants, par la mort, la capture ou l'expulsion, existence en Catalogne et en Aragon de paysans disposés à occuper les terres gagnées sur al-Andalus. L'auteur valencien rattache ces migrations à des processus plus anciens de rupture généalogique, d'individualisation et d'isolement social des familles paysannes : disparition des groupes de parenté articulés, du contrôle paysan sur les relations de reproduction et de l'autonomie pour la constitution des unités de travail et pour l'organisation de la production. Le mécanisme le plus expéditif qui explique cette évolution est indubitablement la destruction des hameaux et la réorganisation des implantations paysannes. La rupture généalogique créa en effet les conditions pour la capture directe et la réorientation du travail. Les migrations paysannes et les créations d'implantations nouvelles fragmentaient constamment les liens généalogiques, favorisaient la dispersion patrimoniale et perpétuaient la fabrication de cellules conjugales isolées. La matière sociale de l'immigration résidait dans l'excédent, généré par le système, de cadets sans terre et de paysans pauvres, dépossédés et isolés. Comme entre Tage et Sierra Morena, l'absence de gentilices, de référence à des lieux d'origine dans l'onomastique des colons-paysans et la grande simplicité du nom des individus attestent l'inexistence de véritables lignages et contrastent avec la structure sophistiquée des noms *andalusi*-s (Torró 1999, p. 241-242).

En revanche la différence est grande entre les *repartiments* qui organisaient, dans le royaume de Valence, la distribution des terres parmi les colons et les donations royales dans les régions centrales un siècle auparavant : les colons valenciens reçurent essentiellement des propriétés de travail de petite taille (9 ha), directement cultivées par le paysan et sa famille. Ces exploitations représentaient la majorité des propriétés, tant en nombre qu'en superficie ; l'objectif était d'étendre la propriété au plus grand nombre de colons. Un autre type de proprié-

tés fut mis en place, la propriété « de rapport. » Conçue pour libérer le bénéficiaire, elle devait donner à celui-ci une rente par le travail de métayers, habituellement indigènes, mais ce type de propriété était minoritaire. Entre Tage et Sierra Morena, jusqu'au début du XIII^e siècle, les musulmans sous domination chrétienne, les *mudéjars*, ne constituèrent pas un groupe suffisamment nombreux pour permettre la création d'exploitations agricoles de type « colonial » (Torró 2000b). Les donations royales favorisaient surtout les nobles et, à partir du milieu du XII^e siècle, les ordres militaires : ainsi, entre Tage et Sierra Morena, la propriété de rapport fut majoritaire, même si les directives royales obligèrent les ordres militaires à posséder une certaine quantité de terres en faire-valoir direct, comme en 1181 pour l'ordre de Calatrava⁶⁰³. La mise en valeur de ces propriétés de rapport était prise en charge par de grands seigneurs qui organisaient la colonisation du territoire : exemptions de taxe, *fueros* (chartes municipales) attractifs et probablement, quoiqu'on ait peu d'informations sur ces pratiques, politique de recrutement et d'incitation dans les régions septentrionales du royaume de Castille. Cette analyse révèle que les franges pionnières chrétiennes n'étaient marginales qu'en apparence, c'est-à-dire géographiquement, car socialement et politiquement, elles étaient, au contraire, au centre de la logique de certaines stratégies expansionnistes. La frange pionnière occidentale dans la péninsule Ibérique aux XII^e-XIII^e siècles constituait l'avancée extrême d'une organisation dont le dessein était d'aménager et d'exploiter l'ensemble du territoire.

VI.5.d. *Les institutions de la frontière*

L'organisation chrétienne de la frontière se caractérise en outre par la mise en place d'institutions « régionales » chargées de la défense des frontières du royaume. Ces institutions, qu'elles aient été municipales au XI^e siècle, ou militaires et ecclésiastiques à partir du milieu du XII^e siècle, en échange d'une prise de risque considérable, avaient droit à une part des gains, matériels, territoriaux ou spirituels que pouvaient offrir l'exercice des armes et la lutte contre l'Islam. Disposant d'un patrimoine foncier dont elles organisaient elles-mêmes l'exploitation selon leur intérêt, elles possédaient les bases de leur propre reproduction et avaient de bonnes perspectives d'expansion. Certes l'horizon territorial de l'expansion se ferma assez tôt pour les municipes de Transierra : dès le début du XII^e siècle, le seul profit — non négligeable, loin s'en faut —, attendu de la guerre contre les musulmans, provenait du butin : en période de faiblesse politique d'al-Andalus, cette source d'enrichissement suffisait à satisfaire les ambitions des *concejos*, mais aux époques almoravide et almohade, les conflits de voisinage avec les seigneurs voisins ou avec les autorités ecclésiastiques s'exacerbèrent et les crispations sociales s'accrochèrent. Ces tensions témoignent de la logique sociale « expansionniste » de l'époque : croître ou servir. Al-Andalus et, quoique d'une autre manière, une partie de la population des régions frontalières firent les frais de cette logique.

Du côté chrétien, la mise en place de ces institutions intermédiaires entre le pouvoir central et la société locale impliquait un grand risque pour la monarchie : par les exemptions fiscales dont elles bénéficiaient, par leur militarisation, par l'autonomie dont elles disposaient dans la défense et dans l'exploitation des régions contrôlées, ces institutions pouvaient mettre en péril l'autorité du souverain. La convergence de leurs intérêts, — le roi n'était-il pas seulement un *primus inter pares*, premier intéressé et, par voie de conséquence, premier bienfaiteur, dans ce processus d'expansion ? — et les possibilités offertes par la frontière garantirent en fait

603. González, *Alfonso VIII*, t. 3, p. 625.

la collaboration entre le souverain, l'Église, la noblesse et les institutions frontalières qui assurèrent même la continuité du pouvoir pendant les minorités royales. Dans le même temps, l'existence de ces grandes seigneuries, qui organisaient la défense sur place, constituait une marge de sécurité pour le royaume. Lorsqu'en 1195 al-Manṣūr conquiert le Campo de Calatrava, la base territoriale de l'ordre du même nom disparut presque totalement, cependant que la puissance du roi était in affectée, si l'on excepte les pertes de la bataille d'Alarcos et le coup porté à sa réputation.

À force de tâtonnements, par un équilibre subtil entre les ambitions convergentes et parfois concurrentes des différentes parties de la société castillane, le monarque castillan renforça son pouvoir : il canalisa et orienta l'agressivité sociale engendrée par les mutations en cours (différenciations territoriales, essor démographique, croissance et organisation d'une administration d'État, cristallisation des rapports hiérarchiques et centralisation du pouvoir) vers la lutte contre l'Islam en s'appuyant sur la papauté, sur l'Église, sur la noblesse, sur les ordres militaires et en tirant profit des possibilités d'expansion en Andalus. L'outil « institutionnel » qui permit cette évolution et structura l'expansion chrétienne fut la seigneurie qui favorisait une gestion et une administration locales des territoires, des habitants et de leur défense (Bartlett 1989, p. 44). Au cours du règne d'Alphonse VII (1126-1157), l'État monarchique se réédifie sur des éléments créés dans la phase antérieure : le compromis vassalique, le bénéfice (plutôt que le fief) et la pièce maîtresse de l'ensemble, la *convenientia*. À partir du règne d'Alphonse VIII, le monarque contrôla de nouveau l'ensemble du processus des concessions bénéficiaires et le réorienta vers de nouveaux pouvoirs, comme les ordres militaires. La seigneurie, quant à elle, se caractérisait par les traits propres au féodalisme : la dépendance d'abord, des exploitants vis à vis du seigneur, des seigneurs, laïcs et ecclésiastiques, vis à vis du souverain, et aussi, pour ces derniers, vis à vis de la papauté, elle-même affirmant sa dépendance à l'égard de Dieu ; ensuite, la décentralisation. En effet la dispersion des nombreuses cours de justice laïques ou ecclésiastiques, ou celle des lieux de prélèvement des impôts, contraste vivement avec l'organisation judiciaire et fiscale musulmane liée à la ville et aux grands centres urbains (Glick 1979, p. 110). Par ailleurs, c'est probablement dans la naissance de relais institutionnels, dont les ordres militaires sont emblématiques, entre le pouvoir du prince et la société civile que réside la différence majeure de l'évolution socio-politique d'al-Andalus et du monde chrétien au XII^e et au début du XIII^e siècle. Les ordres militaires étaient en effet des institutions pérennes qui assuraient la longévité d'une organisation économique, politique et sociale par rapport aux formations almoravide et almohade dans lesquelles les structures administratives et militaires frontalières dépendaient étroitement de la stabilité du régime. Ce n'est pas seulement le principe héréditaire qui, dans les royaumes chrétiens, explique la territorialisation des pouvoirs, car ce principe existe aussi *de facto* du côté musulman, c'est la naissance et le développement, entre le monarque et les seigneuries locales, d'institutions intermédiaires, fondées sur le modèle seigneurial et tournées vers la guerre, vers le peuplement et vers l'exploitation des zones conquises. La légitimité de ces institutions, parce qu'elle était religieuse et militaire, permit à celles-ci de survivre aux générations, et favorisa la création et le maintien d'ensembles territoriaux de plus en plus homogènes dont toutes les limites étaient fixées juridiquement à l'exception de la frontière méridionale ouverte sur la « terre des Sarrasins. »

La frontière et les mentalités

VII. L'appréhension du territoire et de ses limites

La lutte pour la terre et pour le partage des profits que la possession de celle-ci engendrait, les avancées chrétiennes, la résistance et les réactions des musulmans contribuèrent à l'évolution de la perception du territoire et de ses limites. Progressivement le territoire frontalier acquit une identité. S'il est indubitable que, d'un côté comme de l'autre de la frontière, la conscience des limites territoriales existait depuis longtemps, la période comprise entre la fin du XI^e et le milieu du XIII^e siècle se caractérise par la territorialisation des pouvoirs seigneuriaux ou monarchiques. Ce phénomène se traduit par une préoccupation croissante à l'égard des limites territoriales de propriété et de souveraineté. À ce titre, il convient de noter d'emblée une différence majeure entre le monde chrétien occidental et l'Islam : celui-ci avait conquis son Empire contre Byzance et contre les royaumes « barbares » et cette « pratique de la frontière » l'avait amené, très tôt, à donner aux relations de frontière un cadre terminologique incarné par les notions bien connues de *ṭagr* (pl. *ṭuḡūr*) et de *'awāṣim* ; celui-là, après la disparition de l'Empire romain d'Occident, avait perdu tout intérêt pour les frontières d'un territoire en cours de démembrement. Dans le monde musulman médiéval, jusqu'au XI^e siècle, la communauté des croyants (*l'umma*) est première, c'est elle qui détermine la nature du territoire : en effet, tous les musulmans, à part quelques voyageurs ou commerçants, habitaient dans le *dār al-islām* (le « domaine de l'islam »). La conquête de la Sicile en 1061, de Tolède, en 1085, et de Jérusalem en 1099, ouvrit une brèche dans cette relation entre religion musulmane et souveraineté politique, mais, en Andalus, l'émigration des habitants du royaume de Tolède et de sa capitale rétablit rapidement l'adéquation originelle.

Du côté chrétien, d'un système politique où dominaient les relations personnelles d'homme à homme, on passa à un système fortement territorialisé où les relations de pouvoir étaient fondés sur la richesse territoriale ; cette évolution se manifesta, à l'échelle locale par la mise en place des puissantes seigneuries frontalières en compétition tant dans l'appropriation des droits privés, publics ou ecclésiastiques que dans celle des terres d'al-Andalus, à l'échelle péninsulaire par le processus de « différenciation politique » qui donna le jour à ce que les historiens actuels sont convenus d'appeler l'« Espagne des cinq royaumes. » Alors qu'au XI^e siècle, et au début du XII^e, les seules violations de frontière étaient des délits ou des crimes de lèse-propriété (pillage des moissons, vols des troupeaux, captifs et rançons), la territorialisation des pouvoirs et la cristallisation de la notion de frontière se traduisirent par une sacralisation des limites civiles ou politiques et surtout par le développement de fonds d'archives chargés d'instituer les frontières, de les pérenniser, voire de les prévoir. Peu importe finalement que l'évolution de la représentation de l'espace et l'intérêt pour ses limites aient engendré la définition des droits et le bornage des terres, ou que ce soit l'inverse qui se soit produit, la nécessité d'attribuer les droits seigneuriaux et la volonté des monarques de fixer les frontières de leur royaume débouchant sur une évolution de la perception, sur la constitution des premières cartes pour accompagner, puis pour remplacer les listes de toponymes utilisées jusque-là : ce qui

frappe, c'est l'ampleur du phénomène qui se traduit par l'émergence, en Castille, au XII^e-XIII^e siècle, de la notion de frontière, au sens moderne du terme.

VII.1. Perception et rythme de la frontière

VII.1.a. La frontière et la représentation de l'espace

Aux XII^e et XIII^e siècles, les seuls ouvrages de géographie sont musulmans. Aucun ouvrage de ce type n'existe du côté chrétien. Pourtant, bien que certains auteurs musulmans aient en partie fondé les notices de leur dictionnaire géographique sur leurs voyages et sur une perception empirique des « routes et des royaumes », la plupart du temps, ils se sont contentés de faire œuvre de compilation en reprenant les œuvres antérieures d'al-Rāzī (X^e siècle) ou d'al-Bakrī (XI^e siècle). Même si les XII^e et XIII^e siècles comptèrent de grands géographes comme al-Idrīsī, ce n'est pas dans la description des villes, des étapes et des *'aḡā'ib* (les « merveilles ») que l'on aura nécessairement la meilleure idée des représentations de l'espace à cette époque. Les géographes reprenaient en général la théorie orientale des sept « climats » (*iqlīm*, pl. *aqālim*) entre lesquels se seraient réparties les diverses régions du monde, mais l'influence de ces conceptions orientales n'affectait pas seulement le milieu des géographes. Ainsi le chroniqueur almohade Abū Muḥammad 'Abd al-Wāḥid al-Marrākuṣī, au début du XIII^e siècle, présente-t-il la péninsule Ibérique comme l'extrémité du monde habité, bordée par la « mer des Ténèbres » et localisée dans le cinquième climat à une latitude de 39 degrés et 50 minutes et à une longitude de 28 degrés environ. Une partie d'al-Andalus se trouvait selon cet auteur dans le quatrième climat : Séville, Málaga, Cordoue, Grenade, Almería et Murcie. Les gens y avaient une meilleure mine et une plus grande éloquence que ceux du cinquième climat. L'océan limitait al-Andalus au nord et à l'ouest, et la mer Méditerranée au sud. À l'est, la montagne, sur laquelle se trouve un temple de Vénus (*haykal al-Zahra*), relie la mer méditerranée à l'océan et constitue la limite entre le « pays d'al-Andalus et le pays de France de la grande terre, la terre des Rūms qui est le grand pays des Francs ⁶⁰⁴ ». Ces considérations, si intéressantes soient-elles, ne nous apportent pas grand chose finalement sur la perception du territoire et de la frontière aux XII^e et XIII^e siècles.

La perception du territoire

Le 28 mai 1217, Alphonse IX de León donna la *villa* et le château d'Alcántara avec toutes leurs dépendances au maître et aux frères de l'ordre de Calatrava. L'acte contient une description des limites du territoire contrôlé par Alcántara :

...illud castrum et villam que dicitur Alcantara, [...]cum dominio ville predictae et castri, sicut ergo villa ipsa dividit cum Portugal, cum Cauria, cum Galisteo, cum Alconetar et cum sarracenis ⁶⁰⁵.

604. Al-Marrākuṣī, *Mu'ḡib*, p. 4.

605. Publ. J. L. Martín Martín, *Documentación medieval de la iglesia catedral de Coria*, Salamanca, 1989, doc. 7, p. 37-38.

La donation concernait donc la *villa*, le *castrum* d'Alcántara ainsi que le territoire sur lequel s'exerçait leur souveraineté (*dominium*) : ce « domaine » était « limitrophe du Portugal, de Coria, de Galisteo, d'Alconétar et des Sarrasins. » Cette énumération est intéressante pour l'histoire des représentations parce qu'elle met sur le même plan un royaume (« Portugal » désigne la totalité de l'espace du royaume délimité par des frontières « nationales »), des villes (« Coria, Galisteo, Alcónetar » désignent métonymiquement le territoire sur lequel porte l'autorité du *concejo*) et une nation (« Sarrasins » désigne génériquement ou collectivement l'Empire almohade dirigé, de Marrakech, par le jeune calife al-Mustanşir), c'est-à-dire des souverainetés monarchiques, municipales et aussi politico-religieuses avec al-Andalus. Si la frontière avec le Portugal et les limites avec les municipes voisins semblent fixées *iure hereditario et perpetuo*, car ces entités désignaient des lieux précis, fixes et immuables ⁶⁰⁶, une zone d'indétermination demeurait dans la frontière du territoire d'Alcántara avec les « Sarrasins » dont la nation était susceptible d'avancer, ou, beaucoup plus sûrement, de reculer.

Malgré les moyens limités dont disposaient les hommes du XII^e siècle, en l'absence de support cartographique, pour déterminer les limites territoriales d'un pouvoir, les notaires des chancelleries royales savaient user de la plus grande subtilité et de la plus grande nuance dans l'attribution de droits et de territoires seigneuriaux. La coutume, le consensus, la consultation des autorités municipales voisines, voire des habitants d'Alcántara et des villages qui en dépendaient devaient compléter localement la ligne générale établie par la donation royale. En revanche les limites de la seigneurie avec al-Andalus dépendaient certes d'un accord avec les musulmans des localités voisines, mais cet accord était conjoncturel et devait prendre fin au moment de la rupture des trêves (passées en 1214). Cette perception juridique de la frontière avec l'Islam s'appuyait sur une réalité empirique.

L'absence de cartes ou de mappemondes ne signifiait pas nécessairement l'inexistence d'une volonté de rationaliser la désignation des territoires. Les cartes, lorsqu'elles apparurent, furent longtemps utilisées en même temps qu'un autre procédé de représentation de l'espace, la liste des choronymes, chaque région étant définie et déterminée par ses limites naturelles ou administratives, et par la contiguïté avec ses voisins. Cette technique avait pour effet de dépasser le caractère partiel et confus de l'expérience directe en classant les données du réel, et en établissant un ordre humain dans un monde divers ⁶⁰⁷.

L'autre côté de la frontière

La formalisation de la division de la Péninsule entre les royaumes chrétiens d'un côté et les territoires musulmans de l'autre se développe surtout parmi les étrangers et naît dans les milieux de la Croisade ⁶⁰⁸. Les chrétiens avaient incontestablement conscience des divisions politiques dans la partie septentrionale de la Péninsule, mais ils connaissaient aussi celles qui existaient au sein d'al-Andalus. L'auteur de la *Chronica Adefonsi Imperatoris*, au milieu du XII^e siècle, évoque des limites de royaumes musulmans justement à une époque d'unification territoriale entre le Maghreb et al-Andalus. Cela tient probablement au pouvoir dont disposaient

606. Cela peut être nuancé pour la frontière avec le Portugal.

607. P. Gautier Dalché, « Un problème d'histoire culturelle : perception et représentation de l'espace au Moyen Âge », *Médiévales* 18, 1990, p. 5-15, p. 8.

608. P. Gautier Dalché « De la liste à la carte : limite et frontière dans la géographie et la cartographie de l'Occident médiéval », *Castrum IV*, p. 19-31, p. 25-26.

les gouverneurs provinciaux dans l'organisation politique almoravide, à l'ampleur du commandement militaire attribué par 'Alī b. Yūsuf à son fils, et peut-être à la permanence, malgré l'unification politique, d'entités territoriales identifiables⁶⁰⁹. Du côté musulman de la frontière, la lettre envoyée par le gouverneur de Jaén au roi de Castille en 1211, pour l'informer et pour se plaindre de l'irruption en Andalus d'une troupe de 200 cavaliers et de 1 400 fantassins et pour demander la restitution des biens volés, témoigne d'une claire connaissance des frontières chrétiennes :

« Quant à prétendre que les coupables de cette trahison viennent d'Aragon, c'est impossible et parfaitement invraisemblable, car c'est sur vos terres et dans votre pays qu'ils sont revenus ; et il est impensable que des Aragonais aient pu le traverser sans en rencontrer les chefs, et sans la permission de ses habitants. Si vos sujets n'avaient pas voulu voir les musulmans de ces régions agressés par l'Aragon, ceux-ci ne l'auraient pas été. De plus, après enquête, on a découvert l'identité des responsables et il a été prouvé qu'il n'y avait parmi eux qu'environ 50 cavaliers aragonais, et que le reste de la troupe (c'est-à-dire 1 400 fantassins et 150 cavaliers) appartenait à votre pays, en particulier ceux que nous avons nommés dans cette lettre⁶¹⁰ ».

L'héritage des limites antérieures

Le renvoi, dans les chartes chrétiennes qui suivaient la conquête, aux limites antérieures, confirme, d'une part l'existence d'une délimitation très précise des circonscriptions administratives à l'époque musulmane, d'autre part la récupération de ces limites par les conquérants. Mais seules les chartes de donations qui suivaient presque immédiatement la conquête chrétienne renvoyaient à la situation musulmane antérieure à la conquête. Cela explique qu'entre Tage et Sierra Morena ces références datent toutes de la fin du XI^e siècle ou du début du XII^e siècle.

Après avoir disparu pendant plus d'un demi-siècle, ce type de mentions réapparut, tant au León qu'en Castille, à partir des années 1220 et de l'avancée chrétienne au sud de la Sierra Morena. Les *fueros* de Baeza (1231)⁶¹¹, d'Andújar (1241)⁶¹², les donations à l'ordre de Santiago du château et de la *villa* de Hornos, dans la frontière de Segura (1239) *cum omnibus terminis quos habebat idem castellum tempore sarracenorum*⁶¹³ ou du château d'Alange (1243)⁶¹⁴, à l'ordre de l'Hôpital, des *villas* et châteaux de Setefilla, Almenara et Lora (1241)⁶¹⁵, à l'église et à l'évêque de Cordoue de la *villa* de Lucena (1241)⁶¹⁶, témoignent de l'importance de l'époque musulmane dans l'organisation et la définition des territoires castraux

609. Cai, II, 103.

610. NLA, n° 63, p. 257-259.

611. González, *Fernando III*, t. 2, n° 339, p. 389-391.

612. González, *Fernando III*, t. 3, n° 675, p. 218.

613. González, *Fernando III*, t. 3, n° 657, p. 197-199.

614. González, *Fernando III*, t. 3, n° 715, p. 272-274.

615. González, *Fernando III*, t. 3, n° 672, p. 215-217.

616. González, *Fernando III*, t. 3, n° 686, p. 235-237.

et urbains issus de la conquête chrétienne. Des textes tardifs prouvent que des témoins musulmans étaient utilisés pour la connaissance des limites : ainsi en fut-il en 1251 pour la détermination des limites entre Martos, Arjona et Porcuna :

« J'ai ordonné à Lope López, mon alcalde de Jaén, et à don Nicola d'Úbeda et à Juan Pérez el Echan, mon homme, qu'ils choisissent les Maures les plus savants d'Arjona et qu'ils divisent les territoires qui se trouvent entre Martos et Arjona et entre Porcuna et Arjona. Ils ont choisi les Maures comme je le leur avais ordonné, ils sont allés sur le terrain, ils ont divisé et ils ont borné les territoires des villes sus-dites selon les indications des Maures savants d'Arjona ⁶¹⁷ ».

Les limites établies au lendemain de la conquête étaient rarement définitives : le nombre des bénéficiaires des donations royales et l'imbrication de leurs propriétés, sans compter les donations, les échanges, les achats et les ventes postérieurs compliquaient la situation et ouvraient la voie à toutes les contestations. Autour de Cuenca, dans les années qui suivirent la conquête, la limite paraît avoir été mouvante entre les éléments du territoire qui relevaient du *concilium* et ceux qui appartenaient au souverain, à des collectivités ou à des particuliers. L'espace rural autour de Cuenca apparaît donc à l'époque comme une espèce de mosaïque : les *aldeas* qui dépendaient d'autorités extérieures s'intercalaient entre celles qui appartenaient au *concilium* (J. Gautier Dalché 1982, p. 150). La fixation des limites municipales, seigneuriales, laïques ou ecclésiastiques, et l'attribution « définitive » des droits n'eurent pas lieu immédiatement après la conquête, mais elles se sont étendues sur des décennies et elles se sont manifestées par de nombreux procès (Ayala et *alii* 1991). C'est peut-être la raison pour laquelle le souverain castillan adopta le système des *repartimientos* pour rationaliser la colonisation de l'Andalousie et la répartition du territoire entre les participants à la conquête. Ce système de répartition n'empêcha pas le processus d'accumulation aux mains des grands féodaux et donc les réaménagements ultérieurs dont témoigne le second *repartiment* des années 1270 ⁶¹⁸.

VII.1.b. Les chartes chrétiennes et la frontière : partages et donations anticipés

Les chartes, témoins de leur temps

Les chartes royales chrétiennes offrent un panorama des grands événements qui ont marqué le royaume ou qui ont paru importants à la chancellerie royale. L'eschatocole était le lieu privilégié des actes de chancellerie pour l'affirmation du pouvoir monarchique : la présence, à la cour du roi, des souverains vassalisés y était mentionnée et l'ensemble des villes, des régions et des royaumes contrôlés par le prince y était énuméré : Castille, Tolède, Nájera, Saragosse, Estrémadure, Baeza, Almería... C'est plus précisément dans la date (de temps ou de

617. González, *Fernando III*, t. 3, n° 821, p. 404.

618. Torró 1999, p. 194-214 ; P. Guichard, « Les structures sociales du “Šarq al-Andalus” à travers la documentation chrétienne des “repartimientos” » et M. González Jiménez, « Los repartimientos andaluces del siglo XIII. Perspectiva de conjunto y problemas » dans *De al-Andalus a la sociedad feudal : los repartimientos bajomedievales*, Barcelone, 1990, respectivement p. 53-70 et p. 95-117.

lieu) qu'apparaissent des précisions liées à la vie de la frontière : siège d'une ville andalou-sienne par le souverain, retour d'une expédition militaire ou signature d'un traité avec un autre monarque. Ces indications permettent de constituer une mémoire collective et s'apparentent aux listes dressées par les annalistes. Or les eschatocoles des documents émis par la chancellerie royale castillane révèle très clairement que la frontière avec l'Islam occupe une place importante dans la politique de l'époque, même si elle n'est pas la seule préoccupation. Sous le règne d'Alphonse VII (1126-1157), les événements suivants, qui concernaient la frontière, furent consignés : prise d'Oreja en 1139⁶¹⁹, expédition (*fossatum*) en Andalousie en 1144⁶²⁰, acquisition de Cordoue et soumission vassalique d'Ibn Gāniya en 1146 (la charte mentionne en outre la présence du comte de Barcelone et du roi García de Navarre à la cour de l'Empereur pour la signature d'un accord de paix)⁶²¹, conquête de Cordoue et de Calatrava en 1147⁶²², conquête de Baeza et d'Almería (charte de 1150)⁶²³, siège de Jaén en 1152 (la charte précise que le fils d'Alphonse VII, Sanche, fut armé à Valladolid)⁶²⁴ et, enfin, conquête d'Andújar en 1155⁶²⁵. L'importance accordée à la frontière avec l'Islam dans la vie politique de l'Empire castellano-léonais diminue sensiblement au cours de la période suivante.

Sous le règne d'Alphonse VIII, les mentions concernant les événements frontaliers avec l'Islam sont moins nombreuses que celles touchant aux relations avec les autres souve-rains. Seul le siège de Cuenca (1177) fait figure d'exception avec quelque 50 occurrences jusqu'en 1182 : *anno sexto ex quo serenissimus rex prefatus Aldefonsus Concham Christiani-tati subiugavit*⁶²⁶. La victoire de Las Navas de Tolosa (1212) trouve évidemment place parmi ces références⁶²⁷, puis le siège de Baeza (1214)⁶²⁸, la conquête de Salvatierra, Martos, Andú-jar, Borialamar, Baeza, Capilla (1227)⁶²⁹, la conquête de Cordoue (1236)⁶³⁰ et la conquête de Jaén (1246)⁶³¹. Le seul événement qui apparaisse plus souvent que la conquête de Cuenca concerne 1188 : cette année-là, Alphonse VIII arma chevaliers Ferdinand II de León, qui lui prêta hommage, et Conrad, le fils de l'Empereur du Saint Empire Romain Germanique, et il épousa la fille de ce dernier⁶³². Les autres faits que la chancellerie estime important de consi-gner sont les paix signées : Sahagún avec le León (1158), Cazorla avec l'Aragon (1179)⁶³³,

619. OOMM, n° 8, p. 178-180.

620. A. Barrios García, *Documentación medieval de la catedral de Ávila*, Salamanque, 1981, doc. 5, p. 6-7.

621. *PRCT*, n° 17, p. 56-58.

622. *PRCT*, n° 18, p. 58-60.

623. OOMM, n° 14, p. 184-185.

624. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 6, p. 16-18.

625. OOMM, n° 24, p. 194-195.

626. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 383, p. 664-666 ; voir aussi les documents n° 387, 388, 389, 390, 395.

627. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 903, p. 580-581 et doc. 905, p. 583-585.

628. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 914, p. 599-600.

629. González, *Fernando III*, t. 2, Cordoue, 1983, n° 222, p. 265-267.

630. González, *Fernando III*, t. 3, n° 575, p. 93-96, n° 576, p. 96-98, n° 616, p. 148-150 et, pour 1238, n° 626, p. 159-161, n° 627, p. 161-163.

631. González, *Fernando III*, t. 3, n° 742, p. 307-308.

632. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 506, p. 870-873, n° 507-528 et n° 530-561 : sur trois ans, on possède environ une soixantaine d'actes mentionnant ces événements.

633. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 50, p. 89-91 (1158) et n° 319, p. 528-530 (1179).

la tenue de la *curia regis* (en 1169 et en 1178)⁶³⁴ et surtout les guerres contre la Navarre qui font l'objet de plus de vingt mentions entre 1173 et 1180⁶³⁵. Cette différence révèle qu'à la fin du règne d'Alphonse VII, la lutte contre l'Islam était un élément fondamental du pouvoir impérial. La chute de l'Empire almoravide et les conquêtes en Andalousie pouvaient laisser présager une avancée importante aux dépens d'al-Andalus. Les difficultés de la minorité d'Alphonse VIII, les craintes suscitées par les Almohades et la défaite d'Alarcos reléguèrent au second plan la lutte contre l'Islam dans les clauses de date. Pour rythmer la vie politique du royaume, la chancellerie se tourna alors vers des événements internes à la chrétienté. Après la victoire de las Navas de Tolosa, la lutte contre l'Islam repassa au premier plan et paraît être à nouveau un élément de gloire du pouvoir monarchique.

Le partage d'al-Andalus entre les royaumes chrétiens

À l'irruption des relations avec l'Islam dans les eschatocolles, où seules les manifestations essentielles du pouvoir étaient mentionnées, s'ajoute celle de dispositions marquées par l'anticipation. En effet, tant au niveau seigneurial qu'entre les différents royaumes, apparaissent des donations et des partages de territoires non encore conquis. Si l'état d'esprit que dénote cette pratique se caractérise dans les deux cas par un même optimisme, en revanche les motivations étaient totalement différentes : la décision prise par les royaumes de partager de manière anticipée le territoire d'al-Andalus visait à déterminer les aires d'expansion respectives pour éviter les empiètements mutuels et les contestations qui, sans cela, n'auraient pas manqué de survenir, pour ne pas se retrouver dans la situation de la Navarre, privée de sa frontière avec l'Islam et donc pour se ménager des possibilités futures d'expansion aux dépens des terres méridionales⁶³⁶ ; l'autre démarche, la donation anticipée des terres d'al-Andalus par le monarque aux seigneurs de la frontière et, en particulier, aux ordres militaires, visait à motiver leur ardeur guerrière et à les intéresser au processus de conquête territoriale.

Le premier traité connu entre deux royaumes chrétiens prévoyant les aires respectives d'expansion sur l'Islam date de 1151 : il s'agit du traité de Tudillén passé entre Alphonse VII de Castille et Raymond-Bérenger IV de Barcelone, le souverain d'Aragon, dans l'euphorie des conquêtes réalisées aux dépens d'un empire almoravide en crise depuis 1144 (Almería en 1147, Lérida et Tortosa en 1148). Le traité de Tudillén annonce ceux de Sahagún (1158), de Cazorla (1179) et d'Almizra (1244) qui mettaient en jeu les deux aspects fondamentaux de la formation de l'Europe : d'une part les tendances expansionnistes des royaumes chrétiens, d'autre part la définition des États territoriaux en cours de constitution. Tous ces traités concernent les frontières entre la Castille et l'Aragon, sauf celui de Sahagún passé entre la Castille et le León. Malgré la crise traversée par la Castille en 1157 — conquête d'Almería par les Almohades et

634. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 124-126, p. 211-217, n° 295, p. 485-485 et n° 297, où la *curia regis* est mentionnée avec la conquête de Cuenca.

635. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 185, p. 309-310 (1173), n° 189, p. 315-316 (1173) et n° 190, 194, 196-200, n° 210-211, p. 345-349 (1174) ; t. 2, n° 263, p. 433-435 (1176) ; n° 265, p. 437-438 (1176) et n° 268-271 ; n° 309, p. 508-509 (1178) ; n° 344, p. 582-584 (1180) et n° 346.

636. Sur les traités de partage entre la Castille et l'Aragon, voir P. Guichard, « Avant Tordesillas : La délimitation des terres de reconquête dans l'Espagne des XII^e et XIII^e siècles », in M. Balard et A. Ducellier (éds), *Le partage du monde. Échanges et colonisation dans la Méditerranée médiévale*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 453-460.

mort de "l'Empereur" Alphonse VII —, ce dernier traité est marqué par le même optimisme qui caractérisait déjà celui de Tudillén : la conquête des territoires musulmans et portugais ne semble y faire aucun doute. La nouveauté du traité de Sahagún par rapport à celui de Tudillén tient à la disparition des préoccupations « vassaliques. » En effet le traité de Tudillén reconnaissait la légitimité des prétentions impériales léonaises et les futures conquêtes aragonaises étaient soumises à la vassalité castellano-léonaise. Avec le partage politique de la Castille et du León, le monarque castillan dut renoncer au titre impérial qui était attaché traditionnellement à la couronne léonaise. La disparition de l'« Empire » castellano-léonais enlevait toute raison d'être aux serments vassaliques prêtés par les souverains de la Péninsule à l'Empereur Alphonse VII.

Les frontières « intérieures », mi-administratives mi-politiques d'al-Andalus paraissent avoir déterminé en partie les limites définies par ces traités. Le partage était ainsi prévu dans le traité de Sahagún (1158) :

« En ce qui concerne la terre des Sarrasins, nous faisons cette division, c'est-à-dire que, vous mon frère, le roi Ferdinand, vous aurez de Niebla jusqu'à Lisbonne : Niebla avec ses droits, Montánchez avec ses droits, Mérida avec tout son royaume, Badajoz avec tout son royaume, Évora avec tout son royaume, Mértola, Medina de Silves, et Silves et Castula avec tout son royaume jusqu'à Lisbonne, avec la mer, les îles, les montagnes, les terres et les eaux. Et moi, le roi Sanche, j'aurai, à partir de là, tout le reste des terres ⁶³⁷ ».

Du fait de l'importance « structurante » des villes dans la géographie historique d'al-Andalus, les grandes « provinces », appelées « royaumes » dans le texte, autour des cités de Badajoz ou de Mérida semblent avoir conservé une certaine réalité remontant sans doute à l'époque des *taifas*. « La notion d'anciens "royaumes" musulmans se retrouva dans la titulature des souverains castillans après la reconquête des grandes villes andalouses, et jusqu'à un certain point dans les réalités politico-administratives de la Couronne de Castille ⁶³⁸ ». Les traités de Tudillén (1151) ou de Cazorla (1179), quant à eux, faisaient état de ces frontières en les utilisant comme base de délimitation des futures conquêtes aragonaise et catalane. Ils évoquaient eux aussi les « royaumes » de Valence, de Denia ou de Murcie comme des réalités territorialement bien établies. Par la suite, lors de la grande avancée du XIII^e siècle, une délimitation concrète sur le terrain fut prévue, comme dans le traité d'Almizra entre la Castille et l'Aragon (1244), pour tenter d'équilibrer les forces militaires et les territoires effectivement occupés. Du côté oriental, il n'est pas étonnant que la géographie des *taifas* musulmanes n'ait pas eu une telle influence sur la délimitation des frontières chrétiennes : en effet la naissance du Portugal perturbait l'équilibre régional ; c'est la raison pour laquelle le traité de Sahagún entre la Castille et le León prévoyait, en 1158, le partage d'al-Andalus et celui d'un royaume de Portugal encore trop récent pour que son existence ait été pleinement entérinée.

L'intervention et la politique offensive des Almohades face aux royaumes chrétiens, la réunification d'al-Andalus et la mort de Sanche III quelques temps après rendirent rapidement caduques les clauses du traité de Sahagún. Pourtant, à la fin des années 1160, cet accord servait encore de référence aux revendications territoriales léonaises : ainsi, lorsqu'en 1169 la ville al-

637. González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 44, p. 79-82.

638. Bazzana, Guichard et Sénac, « La frontière dans l'Espagne médiévale », *Castrum IV*, p. 39.

mohade de Badajoz fut assiégée par Giraldo Sempavor, le « Cid portugais », allié à Afonso Enriques, le roi de Portugal, Ferdinand II de León dirigea contre eux son armée, libéra la cité et la rendit aux Almohades pour préserver les droits que lui avait reconnus le traité de Sahagún, en 1158.

La donation anticipée des terres d'al-Andalus aux seigneurs de la frontière

La question de l'anticipation de la conquête est importante et pourtant elle est relativement peu traitée. On peut la rattacher à l'état d'esprit bien particulier que décrit Robert Bartlett à propos des combattants francs : ils se voyaient, affirme un chroniqueur du XII^e siècle, comme les hommes « à qui Dieu a donné la victoire en fief ⁶³⁹ ». On en trouve la preuve dans les dons à titre spéculatif ou prospectif. L'acte de ce type le plus précoce en Castille concerne l'ordre de Calatrava : en 1173, Alphonse VIII lui concéda les châteaux que les chevaliers de l'Ordre gagneraient sur les « Maures » ainsi qu'un certain nombre de propriétés dans les villes conquises avec leur participation ⁶⁴⁰. Le 25 février 1174, cette première donation fut élargie au quint de tous les gains que le roi pourrait faire « en terre des Maures », c'est-à-dire des villes, des châteaux et des *villas*, désertes ou peuplées, et au dixième de tous les revenus dus au fisc royal ⁶⁴¹. L'ampleur de ces deux donations est remarquable. Il est cependant probable qu'après la perte de tous ses territoires par l'ordre de Calatrava en 1195, à la suite de la bataille d'Alarcos, ces deux donations aient été annulées, car elles ne semblent pas appliquées au moment de la grande conquête de l'Andalousie au XIII^e siècle. C'est d'ailleurs dans les années 1240 que l'on voit réapparaître des donations anticipées : elles ne concernaient plus alors une proportion des gains, mais des sites bien précis. En 1243, Ferdinand III donna au *concejo* de Baeza les châteaux de Huelma et Bélmez qui « se trouvaient dans la partie des Sarrasins » quand ils seraient conquis ⁶⁴², à l'archevêque de Tolède la *villa* de Baza, « qui est maintenant au pouvoir des Maures ⁶⁴³ » et, lors du siège de Jaén, à l'ordre de Calatrava, la ville et le château d'Alcaudete (1245) ⁶⁴⁴.

VII.2. Fronts et frontières dans le *dār al-islām*

VII.2.a. La frontière de l'Islam

Du côté musulman, la situation est bien différente, par les sources et par la connaissance que nous en avons. D'un point de vue théorique, les conceptions musulmanes de la frontière, même si elles étaient susceptibles d'évoluer, étaient anciennes et avaient été mises en place au moment des conquêtes des VII^e et VIII^e siècles.

639. Aelred de Rievaulx, « *Relatio de Standardo* » cité par Bartlett 1993, p. 90.

640. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 183, p. 305-307.

641. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 200, p. 331-332.

642. González, *Fernando III*, t. 3, n° 708, p. 259-261.

643. González, *Fernando III*, t. 3, n° 710, p. 262-264 et *PRCT*, n° 66, p. 161-167.

644. González, *Fernando III*, t. 3, n° 731, p. 293-295.

Dār al-islām / dār al-ḥarb

André Miquel affirmait, lors du colloque de Castrum IV, que « l'Islam a vocation à supprimer toutes frontières ⁶⁴⁵ ». Cela est probablement vrai de toute religion à prétention universelle ; pourtant c'est certainement dans l'islam que cette idée a le plus marqué la pensée politique et suscité le plus d'interrogations touchant aux divisions politiques internes et aux partages du pouvoir. Dans la pensée musulmane, il n'y a ainsi qu'une seule frontière légitime. Elle fait face aux Infidèles et sépare les terres « soumises » (le *dār al-islām*) des terres à conquérir, ou « domaine de la guerre » (le *dār al-ḥarb*), les musulmans devant attaquer les ennemis de leur entourage immédiat d'après la sourate : « Combattez ceux des infidèles qui sont dans votre entourage » (*Coran*, IX, 123-125).

La situation d'al-Andalus à cet égard n'est guère différente de celle du reste du monde musulman ⁶⁴⁶. Au XIII^e siècle, les conceptions ne semblent pas avoir changé. Sous l'immobilisme du vocabulaire musulman, à partir du moment où la conquête s'est stabilisée jusqu'au XIII^e siècle, se profile une évolution ténue, qui s'insère dans une histoire déjà séculaire de la frontière et de sa « théorisation. » La distinction *dār al-islām / dār al-ḥarb* devint trop abrupte lorsque s'interrompirent les conquêtes. On vit alors apparaître de nouvelles catégories légales, qui présentaient des similitudes avec la *civitas foederata* des Romains : le *dār al-ṣulḥ* (« domaine de la trêve ») achetait la paix contre le versement d'un tribut et le *dār al-'ahd* (« domaine du pacte ») était constitué par les régions dont la propriété était laissée aux anciens possédants contre le versement d'une taxe ⁶⁴⁷. Si la trêve et, à la limite, la guerre, étaient provisoires dans la pensée politique musulmane des origines, dans la mesure où l'Islam avait vocation universelle, on constate dans les faits la reconnaissance implicite de la rétraction du *dār al-islām*. La reconquête de Tolède fut l'objectif principal des actions militaires almoravides pendant la première moitié du XII^e siècle, mais en 1196, lors des expéditions qu'al-Manṣūr mena après sa grande victoire d'Alarcos (1195), le souverain almohade s'empara de Montánchez, de Trujillo, il rasa Talavera, il pilla les alentours de Tolède, passa une semaine devant la ville, mais ne s'aventura pas à l'assiéger ; cette décision, certainement motivée par les capacités défensives de la ville du Tage, était aussi la reconnaissance que la frontière s'arrêtait à Tolède et que le retour de la ville (*istirḡā'*) dans le giron musulman n'était pas à l'ordre du jour.

Ṭaḡr (pl. ṭuḡūr)

Les musulmans donnaient un nom particulier aux régions situées face au *dār al-ḥarb* : le *ṭaḡr*. Le terme de *ṭaḡr* (*ṭuḡūr* au pluriel, traduit généralement par « Marche ») était d'usage régulier et, à la différence du terme chrétien de *frontera*, son histoire dans la péninsule Ibérique était allogène et datait de plusieurs siècles ; cette notion se rattache à l'organisation militaire des régions musulmanes limitrophes de Byzance, caractérisée par une double ligne de forteresses (*ṭuḡūr* et *'awāsim*). En Andalus, ces lignes de forteresses n'existaient pas, sauf très ponctuellement, mais l'emploi de la terminologie orientale participait de la nécessité, pour un pouvoir en

645. *Castrum IV*, p. 39, note 2.

646. T. Bianquis, « Les frontières de la Syrie au XI^e siècle », *Castrum IV*, p. 135-150, en particulier p. 136 et 143.

647. Alfred Morabia rappelle que le Naḡrān et la Nubie étaient les deux précédents historiques qui régirent aux juristes de créer ces nouvelles catégories. Les docteurs qui refusèrent leur caution à cette catégorie l'assimilèrent à un état de trêve (*hudna*) provisoire et déterminée par les nécessités (Morabia 1993, p. 203).

quête de légitimité, de se rattacher à son berceau oriental⁶⁴⁸. Ainsi *tağr* ne désigne-t-il pas tout à fait la même réalité que *frontera*, mais plutôt les régions périphériques du domaine musulman (le *dār al-islām*), identifiées administrativement, dans lesquelles, depuis le califat omeyyade, l'organisation militaire était renforcée. Elles disposaient, par rapport au pouvoir central, d'une autonomie relative particulièrement marquée en période de crise (Chalmeta, « El concepto de *tağr* »).

Les historiens d'al-Andalus, comme Évariste Lévi-Provençal ou Jacinto Bosch Vilá ont insisté sur le caractère militarisé des *tuğūr* par rapport aux régions (*kūra-s*) de l'intérieur à l'époque du califat de Cordoue. Le *tağr* était destiné à assurer, contre les forces externes, l'existence même de l'État musulman. Ces régions s'organisaient autour d'une ville-centre : Saragosse pour la Marche supérieure (*al-tağr al-a'lá* ou *al-aqsá*), Talavera pour la Marche moyenne (*al-tağr al-awsat*), et Badajoz pour la Marche inférieure (*al-tağr al-adná*)⁶⁴⁹. Il est très difficile de savoir si le système des *tuğūr* mis en place en Andalus a subi l'influence de l'organisation byzantine, ou si les dirigeants de la Péninsule se sont seulement inspirés du modèle oriental de la frontière musulmane (Ahrweiler 1974-1976, p. 215 et suiv.). L'organisation, le long de la ligne de contact avec les royaumes chrétiens, d'un système de contrôle eut sans doute plus de vertu sur le plan de la gestion interne de l'espace que sur celui de sa défense contre les périls extérieurs⁶⁵⁰. Thomas Glick affirme même que la distinction des *tuğūr* par rapport aux zones de l'intérieur ne dénote pas une organisation particulière, mais au contraire un déficit d'organisation, en particulier en ce qui concerne l'administration civile (Glick 1979, p. 60 et 63).

Dans tous les cas, aux XI^e et XII^e siècles, au moment des invasions almoravides et almohades, cette organisation a disparu, même si le souvenir des Marches frontalières perdura longtemps puisque les géographes musulmans du XIII^e siècle continuaient de les citer dans leurs ouvrages. Les régions frontalières dépendaient dorénavant directement des grands commandements de Cordoue ou de Séville. À ce titre, on peut considérer que tout al-Andalus était devenu la frontière du *dār al-islām*, c'est-à-dire une zone particulièrement exposée aux attaques des chrétiens comme pouvaient l'être les rivages de la mer Méditerranée où les ascètes se retiraient dans les *ribāṭ-s* littoraux et où les flottes pisanes, génoises, catalanes, aragonaises ou croisées intervenaient de plus en plus souvent.

Territoire et communauté des Croyants

La limite entre le *dār al-islām* et le *dār al-ḥarb* n'était évidemment pas une ligne puisque l'appartenance d'une terre à l'un ou l'autre domaine, était déterminée au fond par la soumission à la loi musulmane, c'est-à-dire le paiement de la dîme pour les musulmans, de la *ğizya* pour les tributaires (*ḍimmi-s*). Il existait d'autres formes de ponctions sur les régions frontalières du *dār al-islām* : le butin par la force lors des razzias annuelles, le tribut à l'issue d'un

648. Les noms des armées arabes, par exemple, renvoyaient aux circonscriptions militaires syriennes (*ğund* de Ḥims, de Damas, de Filastīn...). Ces appellations étaient peut-être liées à l'origine des premiers contingents arrivés dans la Péninsule, mais la durée de leur utilisation, longtemps après que la composition des régiments eut été modifiée, est très certainement due à l'idéologie « omeyyade » du régime califal cordouan au X^e siècle (Martinez-Gros 1992).

649. Bosch 1962, p. 23-33 et Lévi-Provençal, *HÉM*, t. 3, p. 47-66.

650. Sur le rôle en retour des frontières dans l'organisation du territoire, voir P. Claval, *Espace et pouvoir*, Paris, PUF, 1978, p. 23.

traité ('*ahd*) ou d'une trêve (*ṣulḥ*). Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā désigne aussi ce type de prélèvement par le terme de *ḡizya* ⁶⁵¹. Dans ses *Mémoires*, 'Abd Allāh justifie le choix de la part des Almoravides de déclencher une guerre sainte (*ḡihād*), avalisée par les juristes andalousiens (*fuqahā'*), contre les princes musulmans de *taifas* (*mulūk al-tawā'if*), par la volonté almoravide de ne pas laisser de fronts dangereux derrière eux : avant l'expansion aux dépens des chrétiens s'imposait la réunification de la communauté des croyants et des territoires de l'Islam ⁶⁵².

Ce mythe de l'unité a fait long feu en al-Andalus. Pierre Guichard retrace, dans sa thèse, les tentatives d'Ibn Mardaniš, prince de Murcie, pour instaurer, contre l'unité proposée par les Almohades, une autre unité, constituée par le rattachement fictif au califat abbasside de Bagdad ⁶⁵³. Cette recherche d'une légitimité alternative qui visait, au moins théoriquement, dans le cadre du califat abbasside, à la suppression des divisions politiques, débouchait, en fait, sur le renforcement de celles-ci au sein d'al-Andalus. Les accusations almohades d'impiété, lancées à l'encontre d'Ibn Mardaniš, confirment que l'émergence d'une principauté indépendante au sein du territoire musulman était inévitablement perçue comme une division de l'*umma* ⁶⁵⁴. La sécession politique portait en elle l'hérésie. Parce qu'il n'y avait pas, au sein de l'islam, de pensée de la frontière autre que religieuse, ces mouvements de sécession apparurent toujours comme des tentatives de réformes.

La conception de la frontière, du côté musulman, semble ainsi être totalement déterminée par la réflexion sur l'unité du pouvoir politique et de la Communauté des croyants. Alors que les divisions politiques internes menaçaient ontologiquement l'islam, la frontière avec la chrétienté n'en menaçait que l'implantation péninsulaire. En conséquence, la défense ou l'éloignement de la frontière externe était subordonnée à la suppression des divisions internes.

VII.2.b. L'absence de centralité du côté musulman

Pouvoir et territoire

Dans la société musulmane médiévale, l'enracinement dans un territoire était second par rapport à la foi unitaire ⁶⁵⁵. Tous les conflits d'intérêt entre des groupes de solidarité opposés se manifestaient par le recours de chacune des parties au référent religieux pour préciser son identité et pour se démarquer de ses adversaires. Les fondements de la légitimité du souverain et ceux des revendications des rebelles étant identiques, la contestation sapait les fondements du pouvoir qu'elle convoitait, les mêmes valeurs servant de base à l'instauration d'un régime et à sa remise en cause.

L'instabilité politique et la souplesse du lien existant entre les membres très mobiles de l'*umma* contribuent à expliquer que le concept d'État territorial ait émergé si lentement dans le monde musulman occidental. Les interprétations traditionnelles rattachent cette caractéristique à la force des entités tribales qui, du fait de l'absence de frontières précises entre les différents territoires qu'elles occupaient, auraient échoué à fonder des unités politiques stables. D'autres

651. Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā, *Mann*, p. 414.

652. « *Mémoires* », p. 175, trad. p. 297.

653. Guichard 1990-1991, p. 120-122, p. 139-145 ainsi que p. 156-160.

654. Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā, *Mann*, p. 276, trad. p. 75 : allusion aux *munāfiqūn*, « les hypocrites. »

655. Thierry Bianquis dans Garcin (dir.) 1995-2000, t. 2, p. 48.

interprétations ont insisté, pour expliquer l'histoire du Maghreb, sur les facteurs économiques, comme le contrôle de l'or d'Afrique Noire ou comme le déplacement des voies caravanières ou des grands flux commerciaux, terrestres et maritimes⁶⁵⁶. Si ces explications contiennent une part de vérité, l'absence de tout État voisin constitué, comme l'avaient été les Empires sassanide et byzantin en Orient à l'aube de l'Islam et comme continuait de l'être Byzance, ainsi que l'oubli progressif de l'héritage romain sont aussi des facteurs à prendre en considération. Les évolutions divergèrent ainsi considérablement entre les frontières dans l'Islam occidental et les royaumes chrétiens où les frontières commençaient à se fixer et à se rigidifier. Face à Thomas Glick qui affirme l'égalité instabilité des limites du côté chrétien et du côté musulman, il est beaucoup plus juste d'insister sur la dynamique latine occidentale de cristallisation des frontières, parce que les limites des États territoriaux qui naquirent aux XII^e siècle, comme celles du Portugal, furent pratiquement définitives (Glick 1979, p. 208).

Un autre point semble important dans la non-constitution d'États territoriaux, c'est justement l'existence d'un centre théorique du pouvoir, constitué par la capitale califale. Certes, depuis le IX^e siècle et l'installation en Ifriqiya de la dynastie aghlabide sous le règne du calife Hārūn al-Rašīd, l'unité califale n'empêchait plus la mise en place de pouvoirs territoriaux indépendants versant un tribut reconnaissant au souverain abbasside contre un diplôme d'investiture. Rapidement ce tribut devint même facultatif et, apparemment, il n'en fut même pas question lorsque Yūsuf b. Tašfin reçut l'investiture du maître de Bagdad à la fin du XI^e siècle. Pourtant l'alternative pour un prince territorial dans le monde musulman médiéval occidental était limitée : soit il affirmait son orthodoxie sunnite et rattachait son pouvoir au calife oriental, soit il réclamait pour lui les prérogatives de la *hilāfa*.

La première solution, qu'incarnait, entre autres, le système politique mis en place par les Almoravides, avait des avantages puisqu'elle permettait aux souverains de clamer haut et fort leur orthodoxie, leur légitimité et leur attachement aux valeurs traditionnelles de l'Islam — attachement confirmé par la place occupée auprès d'eux par les '*ulamā*' —, et de se présenter, après la parenthèse du califat de Cordoue, parenthèse glorieuse certes, mais néanmoins ternie par la *fitna* du XI^e siècle, comme les restaurateurs de l'unité de l'*umma* par leur soumission politique, toute théorique, au calife de Bagdad, dont l'éloignement garantissait par ailleurs la non-ingérence dans les affaires locales⁶⁵⁷. Mais cette solution n'avait pas que des avantages : en effet, l'éloignement de Bagdad assurait l'indépendance de la dynastie certes, mais il la privait en même temps de tout appui en cas de besoin ; en outre la revendication d'orthodoxie laissait finalement très peu de latitude aux gouvernants, en particulier en matière fiscale. Après avoir pratiqué une politique de retour aux normes canoniques, les nécessités de la guerre contre la chrétienté et contre les Almohades conduisirent les Almoravides à multiplier les taxes ; la transgression des prescriptions coraniques sapait tout fondement à leur revendication originelle d'orthodoxie et à la légitimité de leur régime. La deuxième solution n'était pas moins problématique.

Les deux précédents constitués, le premier, par la révolution ši'ite du *dā'i* 'Abd Allāh à Kairouan, qui, en s'appuyant sur la tribu berbère des Kutama, renversa Ziyādāt Allāh III en

656. P. Guichard, « Les États musulmans du Maghreb », in F. Gabrieli (dir.), *Maghreb médiéval. L'apogée de la civilisation islamique dans l'Occident arabe*, Aix-en-Provence, Edisud, 1991, p. 79-226, p. 85.

657. É. Lévi-Provençal, « Le titre souverain des Almoravides et sa légitimation par le califat 'abbasside », *Arabica* 2, 1955, p. 265-280 et Viguera 1977.

909 et mit fin au règne de la dynastie aġlabide, le second par l'initiative de 'Abd al-Raĥmān III, l'émir omeyyade de Cordoue qui, en 929, pour lutter contre la nouvelle légitimité califale fatimide de Kairouan, transforma sa principauté en califat, pesaient sur les options politiques des dirigeants et de leurs opposants. Malgré l'influence du ši'isme au Maghreb à l'époque médiévale, il semble qu'aucun pouvoir territorial n'ait cherché à se rattacher au califat fatimide du Caire, probablement en raison de l'influence hāriġite dans la région et de la proximité de l'Égypte. Quant à une restauration du califat omeyyade, il ne fallait plus y songer après la disparition des derniers représentants de la dynastie. La seule rupture politique possible dans la région débouchait ainsi nécessairement sur la création d'une nouvelle légitimité et donc, dans le cadre de l'Islam, d'un nouveau califat, avec tous les risques que cela comprenait. Cette rupture politico-religieuse fut incarnée par Ibn Tūmart et la dynastie mu'minide. Face aux Almoravides, les Almohades assumèrent totalement l'hétérodoxie dans laquelle les rejetait l'extrême légalisme du pouvoir en place.

Frontière andalousienne ou front maghrébin ?

Descendants des montagnes de l'Atlas, les partisans d'Ibn Tūmart partirent à l'assaut des plaines contrôlées par les Almoravides et ouvrirent un second front contre l'Empire ibéro-maghrébin des Lamtūna-Banū Turġūt. Attaqués au sud par les Almohades, au nord par les chrétiens, les Almoravides furent impuissants à résister simultanément sur les deux fronts. Le *Hulal al-mawšīya* met directement en relation les fronts andalousien et maghrébin : selon lui, ce qui desservit le plus les Almoravides face aux Almohades fut la situation en Andalus où la population se révolta parce que les souverains avaient vidé la Péninsule de ses défenseurs et de ses armes⁶⁵⁸. Au regard du pouvoir central, le rapprochement entre al-Andalus et le Maghreb était d'autant plus fort que chacune des deux régions servait de terre d'exil pour les rebelles originaires de l'autre. En témoignent le déplacement des communautés mozarabes au Maghreb dans les années 1120 et l'envoi en Andalus des tribus arabes matées par 'Abd al-Mu'min au milieu du XII^e siècle ou par al-Nāšir en 600/1203-1204.

Même si le front almohade et les frontières avec les royaumes chrétiens étaient de nature totalement différente, l'intransigeance des Almoravides les enferma dans une impasse similaire. En effet les relations avec les royaumes chrétiens permettaient théoriquement d'envisager des trêves légales et de donner un peu de répit aux armées du Nord, mais cette solution pouvait difficilement être adoptée par les Almoravides : le fait d'avoir dégarni les frontières d'al-Andalus pour tenter de conserver leur pouvoir au Maghreb les discréditait déjà alors qu'ils avaient légitimé, politiquement et religieusement, leur intervention dans la Péninsule par leur capacité à mener le *ġihād* contre les chrétiens. Sur le front méridional, pour d'autres raisons, aucune possibilité de dialogue n'existait avec les rebelles d'Ibn Tūmart, puis de 'Abd al-Mu'min. Cette double impossibilité, de trêve au nord parce que cela aurait remis en question leur légitimité, de dialogue au sud, parce que la révolte almohade visait l'essence même du régime, conduisit les Almoravides à mener vainement le combat sur les deux fronts.

Devant l'accroissement des difficultés, les préoccupations des dirigeants semblent se tourner vers les horizons maghrébins. Face cette situation et à ce déchirement insolubles, face aussi aux problèmes spécifiques posés par la frontière, qu'ils soient militaires, démographiques

658. *Hulal al-mawšīya*, éd. p. 132, trad. p. 157-158. A. Laroui, dans son *Histoire du Maghreb*, reprend finalement cette idée : al-Andalus aurait empêché le Maghreb de construire un État territorial unifié.

ou idéologiques, les sociétés chrétiennes de la Péninsule apportent, quant à elles, empiriquement, des réponses adaptées et efficaces.

VII.3. Frontière et frontières : la différenciation politique des royaumes chrétiens

Le 16 juillet 1212, lors de la fameuse bataille de Las Navas de Tolosa (*al-'Iqâb*), s'affrontèrent quatre souverains : d'un côté le Prince des Croyants (*amîr al-mu'minîn*) Abū Yūsuf Ya'qūb al-Nāṣir, de l'autre une coalition composée des rois Alphonse VIII de Castille, Pierre II d'Aragon et Sanche VII de Navarre. L'alliance des Castellans et des Aragonais face au pouvoir musulman d'al-Andalus était dans la ligne des multiples traités passés entre les deux monarchies depuis le milieu du XII^e siècle. En revanche la présence du roi de Navarre aux côtés de ses ennemis traditionnels allait nettement moins de soi (malgré la trêve signée pour cinq ans en 1207 avec la Castille, et la paix de 1209 avec l'Aragon). En effet, entre 1140 et 1212, six traités de paix et d'alliance castillano-aragonais avaient été signés, prévoyant, parmi de nombreuses autres clauses, le partage du royaume de Navarre entre les signataires⁶⁵⁹. Ils avaient été pour la plupart suivis d'opérations militaires visant à réaliser ce projet. Quelques années encore avant la croisade de 1212, en septembre 1202, la Navarre avait été contrainte de se défaire de la Biscaye, après le siège d'Estella par le roi castillan qui faillit s'emparer de la ville. Par ailleurs, depuis 1194, la Navarre, comme le León, avait passé alliance avec l'Empire almohade dans lequel Sanche VII s'était même rendu au début du XIII^e siècle. Le retournement d'alliance que la présence navarraise à las Navas de Tolosa représente dépasse le simple épisode militaire : il manifeste l'émergence d'un consensus relatif des cinq royaumes d'Espagne vis-à-vis de l'Islam avec, en particulier, l'ouverture d'une frontière navarraise dans le Maestrazgo⁶⁶⁰ face aux terres d'al-Andalus.

659. Il s'agit des traités de Carrión (21 février 1141) entre Alphonse VII et Raymond Bérenger IV, de Tudillén (27 janvier 1151), de Lérida (mai 1156), de Cazorla (20 mars 1179) entre Alphonse VIII et Alphonse II, de Berdejo (5 octobre 1186), de Calatayud (20 mai 1198) entre Alphonse VIII et Pierre II.

660. Région côtière comprise entre l'Èbre et le royaume de Valence où la Navarre acquit ou construisit, au début du XIII^e siècle, un certain nombre de forteresses en s'appuyant en particulier sur les liens qu'elle entretenait avec les Azagra, seigneurs d'Albarracín. De cette région, la Navarre pouvait harceler les territoires musulmans du *Levante*.

Carte 14 : L'expansion navarraise dans le Maestrazgo au XIII^e siècle

L'évolution de la désignation des frontières est sans doute emblématique de l'idée que s'en faisaient les cercles du pouvoir ; à travers le traitement de la frontière, c'est non seulement la représentation du territoire et de ses limites qui se dessine, mais c'est aussi celle des voisins qui en menaçaient l'intégrité. L'étude des textes de chancelleries a un double avantage : d'une part, ces documents présentent la vision d'un groupe, peu nombreux et relativement homogène, proche du pouvoir ; d'autre part, ce groupe était au centre politique et géographique du processus de constitution des frontières. L'étude des traités de paix (trêves, alliances, pactes de non-agression...) et, de manière générale, celle des relations diplomatiques entre les différentes mo-

narchies ou principautés est un bon moyen pour aborder la conception des différentes frontières, « internes » et « externes », dans les cercles politiques dirigeants. L'apparition, à cette époque, du terme nouveau de *frontera*, utilisé dans la pratique juridique, mais aussi dans les chroniques, reflète sans aucun doute un changement dans l'appréhension de cette réalité.

VII.3.a. L'apparition du terme de *frontera* dans les royaumes chrétiens de la Péninsule

La « *frontera* » : limite du royaume castillan avec l'Islam

C'est en Aragon, en 1059, que le terme est documenté pour la première fois, dans le testament du roi Ramire I^{er} ⁶⁶¹. En quelques années, le terme apparaît trois fois et concerne toujours la frontière avec l'Islam. Philippe Sénac affirme à la fois que la nouvelle expression ne désigne pas nécessairement une frontière linéaire et que la géographie pourrait avoir joué un rôle dans l'apparition de ce terme puisque, vers 1060, « la limite territoriale des terres aragonaises coïncidait maintenant avec les crêtes d'une chaîne de montagnes culminant à plus de 2 000 mètres et il est probable que cette concordance joua un rôle décisif dans l'émergence du terme ». Ce serait donc ainsi une certaine linéarité, momentanée, de la frontière qui aurait favorisé l'apparition du terme (Sénac 1992, p. 48-50). Dans le reste de la Péninsule, le terme apparaît beaucoup plus tardivement. D'autres termes étaient utilisés, comme *finis*, *extremum*, *extremitas*, *confines*, qui désignaient plus souvent un territoire que ses limites, à l'exception de *limites* ; mais la plupart du temps, ce sont des expressions évoquant la juxtaposition d'espaces musulmans et chrétiens qui reviennent dans la documentation : *tam in partibus christianorum quam Sarracenorum, contra partes Maurorum, ex parte Maurorum, terminos contra sarracenos*. La frontière naît en fait de cette juxtaposition. Le terme *Hispania* est parfois utilisé pour désigner al-Andalus, en opposition aux *finis christianitatis* ⁶⁶².

Il faut attendre la fin du XII^e siècle et le début du XIII^e pour qu'un usage univoque du terme de *frontera* se répande dans la Péninsule ⁶⁶³. Pendant de nombreuses années, en effet, il n'apparaît pas dans la documentation des royaumes ibériques, à l'exception notable de l'Aragon, en relation continue, plus ou moins conflictuelle, avec la *taifa* de Saragosse (Sénac 1992, p. 50), puis avec les Almoravides et les Almohades. Il apparaît pour la première fois avec son sens de frontière dans le *fuero* accordé par l'archevêque Cerebrun de Tolède à Belinchón en 1171 ⁶⁶⁴. La clause n° XXXVI délègue aux habitants de Belinchón, « qui se trouvaient sur la frontière des païens », le droit de posséder leur château de manière héréditaire, et les charge de le défendre contre les païens.

661. Publ. A. Ubieto Arteta, *Cartulario de San Juan de la Peña*, t. II, Valence, 1963, doc. 150, p. 178 : *et ad castros de fronteras de mauros que sunt pro facere* et doc. 159 : *in castellos de fronteras de mauros que sunt per fare*.

662. Bulle d'Alexandre III (A.H.N., cod. 838 B, f° 25).

663. Est-il utile de rappeler que l'étymologie de « frontière » renvoie à l'idée de « faire face à », « faire front » ? La version castillane de la donation par Alphonse VIII du château de Consuegra à l'ordre de l'Hôpital en 1183 (González, *Alfonso VIII*, t. 2, doc. 409, p. 709-710) évoque ainsi un *a la frente de los moros*, qui traduit un *fronteria* dans l'acte original latin (Ayala, *Libro de privilegios*, n° 144, p. 322-324).

664. Rivera Recio 1966-1976, t. 2, p. 102-106.

Le terme apparaît aussi en 1171 dans une donation de Ferdinand II à l'ordre de Santiago, en 1181, dans l'expression *habitatores villarum et oppidorum de frontaria*, utilisée par le pape Lucius III, et, en 1183, en Castille par le roi Alphonse VIII⁶⁶⁵. Par leur caractère relativement précoce au regard de l'essor des donations *in frontaria sarracenorum* au cours de la deuxième décennie du XIII^e siècle, ces trois textes méritent qu'on s'y arrête un instant. La donation de 1171 intervient pendant l'alliance entre le León et les Almohades et constitue une des premières donations monarchiques à l'ordre militaire récemment constitué de Santiago, sur la frontière avec l'Islam ; il témoigne de la méfiance du roi de León à l'égard des Almohades malgré les trêves. La bulle de 1181 se faisait l'écho d'une querelle entre Santiago et l'épiscopat sur la perception des droits. Lucius III enjoignait aux évêques péninsulaires et à l'archevêque de Tolède de respecter les privilèges santiaguistes relatifs aux exemptions et immunités des églises construites par l'Ordre dans les lieux déserts. L'acte de 1183 ressemble dans sa structure au premier, puisqu'il s'agit de la donation du château de Consuegra à l'ordre de l'Hôpital au nord du Campo de Calatrava.

Le terme apparut ainsi plus tardivement en Castille-León qu'en Aragon : il concernait les ordres militaires et la frontière des royaumes avec l'Islam. Les limites désignées étaient chaque fois celles des royaumes. C'est toujours le monarque, parfois le pape, qui avait l'initiative de l'utilisation du terme. L'acte de Cerebrun de 1171 est certes une exception, mais les droits que l'archevêque revendiquait dans le *fuero* de Belinchón prouvent qu'il possédait une immunité totale sur cette localité, comme en témoignent en particulier les clauses touchant au partage du butin, dont il devait récupérer le quint, droit régalien destiné originellement au monarque. Il devait aussi recevoir les prisonniers importants en échange de la somme de 100 *mizcal-s*, clause typique des *fueros* royaux. Cet exemple, paradoxalement, confirme que le terme *frontera* servait à désigner les frontières « publiques » du royaume avec l'Islam. Du lien très fort entre définition territoriale monarchique et occurrences du mot *frontera* témoignent par ailleurs l'absence totale du terme dans la documentation particulière des ordres militaires de Calatrava et de Santiago, conservée à l'Archivo Histórico Nacional de Madrid, et sa présence dans les documents des chancelleries monarchiques ou pontificales.

Les traités de paix entre royaumes chrétiens

Avec l'expansion du territoire contrôlé par les chrétiens au Nord de la Péninsule et avec le processus de « différenciation politique » des cinq royaumes (Aragon, Castille, León, Navarre, Portugal) se posait de façon cruciale, au cours du XII^e siècle, la délimitation de ces nouvelles frontières « internes ». À ce titre, le nombre de traités établis à la fin du XII^e siècle entre les différentes monarchies chrétiennes est très révélateur. Beaucoup sont conservés⁶⁶⁶, sans compter ceux qui ne nous sont connus que par une mention dans les chroniques. La variété des relations qui s'en dégage est frappante. Qu'il s'agisse de trêves, de paix, de pactes de non-agression, d'alliances matrimoniales ou militaires, ou encore d'échanges (de forteresses, d'otages, d'argent, d'hommages ou de fidélités), ces traités participent tous d'un renforcement des pouvoirs monarchiques tant vis-à-vis des barons que les uns à l'égard des autres. Assez peu

665. Respectivement OOMM, Uclés, carp. 58, n° 11 ; publ. Martín, « Derechos eclesiásticos... », n° 1, p. 260-261 et Ayala, *Libro de privilegios*, n° 144, p. 322-324.

666. Carrión en 1141, Tudillén en 1151, Fitero en 1167, Sahagún en 1170, Cazorla en 1179, Fresno-Lavandera en 1183, Calatayud en 1198, Almizra en 1244, pour ne citer que les principaux.

utilisaient le mot même de *frontera*⁶⁶⁷, mais les clauses territoriales étaient nombreuses. En effet tous ces actes tentaient de répondre à la nouvelle donne péninsulaire, marquée par le renforcement de pouvoirs concurrents en phase d'expansion.

Dans un premier temps, le traitement réservé aux frontières musulmanes est identique à celui concernant les royaumes chrétiens. Si le traité de Sahagún en 1158 entre Sanche III de Castille et Ferdinand II de León prévoyait en détail le partage de la *terra sarracenorum*, une clause prévoyait aussi que toute acquisition sur le Portugal serait partagée en deux d'un commun accord⁶⁶⁸. De même, dans la paix signée au siège de Cuenca, en 1177, entre la Castille et l'Aragon, les deux rois convinrent de s'aider contre tous les chrétiens et « Sarrasins », sauf contre le roi Ferdinand II⁶⁶⁹. Le traité de Sahagún du 4 juin 1170, entre Alphonse VIII et Alphonse II d'Aragon, prévoyait, par ailleurs, que le roi castillan aurait *cum mazmutis pacem vel amorem*, ce qui s'accorde mal avec l'idée qu'on se fait de la guerre sainte et de l'attitude des monarchies chrétiennes, au XIII^e siècle, à la grande époque de la « Reconquête⁶⁷⁰ ». Le traité de Tordehumos, passé en 1194 entre la Castille et le León, fut difficilement obtenu par les légats pontificaux qui servaient de médiateurs : l'alliance avec les « Sarrasins » était mise, dans le traité, sur le même plan que l'alliance avec n'importe quel autre souverain⁶⁷¹. De même, en 1206, le traité de Cabreros entre la Castille et le León prévoyait une aide mutuelle « contre tous les hommes du monde, "maures" ou chrétiens, sauf contre le roi d'Aragon ou celui de France⁶⁷² ».

Pourtant une évolution se dessine dans les clauses d'exception. En effet, dans un traité de paix passé entre Alphonse IX de León et Ferdinand III, au début du XIII^e siècle, une clause stipule que l'accord d'entraide prévu contre *omnes homines de mundo* sera subordonné, en ce qui concerne les *mauros*, à l'expiration des trêves que la Castille pourrait avoir conclues avec eux. Au terme de la période prévue, la Castille pourrait aider, comme prévu, le León contre l'Islam. La clause du respect des accords passés antérieurement avec l'Islam était fréquente dans les alliances, mais, dans le cas présent, il est précisé, et c'est là la nouveauté, que les *homines regis Castelle* qui voudraient, *malgré la trêve*, aller aider le roi de León, pourraient le faire moyennant l'accord de leur roi⁶⁷³. Dans le même ordre d'idée, la paix de Boronal en 1219 entre Alphonse IX de León et Alphonse II de Portugal instaurait une concertation pour les trêves avec les musulmans. Le texte prévoyait que les deux rois devraient s'aider contre tous les hommes du monde sauf contre les « Maures », avec qui le roi de Portugal était en trêve, mais que les hommes du royaume de Portugal pourraient quand même se battre contre eux. En outre, une fois les trêves expirées, le roi de Portugal ne pourrait en signer d'autres avec les musul-

667. Il apparaît la première fois dans le traité de Valladolid du 27-VI-1209 pour désigner la frontière entre la Castille et le León (publ. González, *Alfonso VIII*, t. 3, n° 845, p. 479-484 : *qui tenerint castella in frontariis, in utroque regno*).

668. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 44, p. 79-82.

669. González, *Alfonso VIII*, t. 2, n° 288, p. 473-474.

670. Le terme de *Mazmutis*, formé à partir du nom, utilisé en général par les sources arabes à propos des Almohades, de la tribu berbère des « Mašmūda », désigne ici paradoxalement leurs ennemis, c'est-à-dire Ibn Mardaniš et ses partisans avec qui Alphonse VIII entretenait de bonnes relations. À l'issue de ce traité, Ibn Mardaniš dut verser, en échange de sa tranquillité, un tribut de 40 000 morabetins annuels au roi d'Aragon.

671. González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 79, p. 116-119.

672. González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 205, p. 284-291.

673. González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 352, p. 460-462.

mans sans le roi de León, ni le roi de León sans celui de Portugal⁶⁷⁴. À partir du début du XIII^e siècle, les trêves furent renouvelées périodiquement, mais on n'assiste plus aux alliances « contre-nature » de la période antérieure, la dernière ayant uni aux Almohades Sanche VII de Navarre qui se rendit en Andalus entre 1198 et 1201⁶⁷⁵.

Après la bataille de Las Navas de Tolosa de 1212, l'évolution s'accélère. Elle est notable dès la fin du XII^e siècle si l'on s'attache aux actes juridiques eux-mêmes. La multiplication des chartes et des traités témoigne en effet de l'émergence d'un état de droit entre les monarchies chrétiennes fort différent du type de relations entretenues avec al-Andalus.

Force du royaume, faiblesse de la religion

De même que pour la Catalogne, la frontière avec al-Andalus était avant tout une frontière politique mouvante entre une souveraineté castillane et un empire « sarrasin », deux zones de pouvoir contiguës. La frontière était la conséquence du regard porté par le centre sur la périphérie, de la surveillance de ses limites par l'autorité de l'État et elle était vécue par une population de pionniers, fortement militarisés et obsédés par la défense de leur terre (Zimmermann 1993). Plusieurs indices manifestent en effet très clairement que l'intégrité territoriale des royaumes chrétiens fut longtemps privilégiée par rapport à la solidarité religieuse. Lors du synode de Ségovie, en 1166, par exemple, les évêques interdirent toute aide chrétienne à la cause des « Sarrasins », « sauf si elle était approuvée par le roi. » Cette clause, émise par des évêques et archevêques castillans, favorisait le pouvoir politique du roi aux dépens des exigences religieuses. Peter Linehan rappelle d'ailleurs que si, formellement, la réunion de 1166 était un concile, qui prononça des peines d'excommunication, d'interdit et d'anathème, les évêques ne s'y présentèrent pas comme suffragants de Tolède, mais comme « évêques du royaume du roi Alphonse » (Linehan 1980-1983, p. 36). En outre le testament d'Alphonse VIII, daté du 8 décembre 1204, met sur le même plan les rois de Navarre et de León et les Sarrasins qui, tous, « avaient infesté » son royaume lorsqu'il était enfant⁶⁷⁶.

De même, le droit municipal *extremeño* reflète parfois plus l'influence de la « compétition territoriale entre les rois chrétiens de la Péninsule » que celle des guerres avec l'Islam (Powers 1988, p. 19). En effet les rois de Portugal et de Castille-León étaient au moins aussi concernés par les menaces de leurs voisins chrétiens que par celles des musulmans. Si les chroniques de l'époque rapportent des combats héroïques avec les musulmans, en faisant parfois allusion aux frictions entre États chrétiens, en revanche les chartes municipales présentent un équilibre différent : elles montrent que le roi et les habitants des villes, dans leur expansion vers al-Andalus, regardaient à l'est et à l'ouest aussi souvent qu'au sud pour se prémunir des menaces possibles⁶⁷⁷. Enfin, les relations entre l'épiscopat et les souverains péninsulaires révèlent la soumission de la hiérarchie ecclésiastique au pouvoir des princes, attestée par la réticence des prélats face aux consignes pontificales.

674. CDCL, n° 1882, p. 361-362 et González, *Alfonso IX*, t. 2, n° 373, p. 487-489.

675. N. Barbour, « The Relations of King Sancho VII of Navarre with the Almohads », *ROMM* 4, 1967, p. 9-21.

676. González, *Alfonso VIII*, t. 3, n° 769, p. 341-347.

677. J. Powers, « The Creative Interaction between Portuguese and Leonese Municipal Military Law, 1055 to 1279 », *Speculum* 62/1, 1987, p. 53-80, p. 77 et 78.

De la suzeraineté à la souveraineté

La réaction du clergé péninsulaire s'explique non seulement par son caractère « frontalier » mis en exergue par Peter Linehan, mais aussi par l'organisation du pouvoir politique qui, au XII^e siècle, faisait, dans la plupart des royaumes chrétiens hispaniques, une large part aux relations qu'on peut caractériser génériquement de vassaliques. Ce système qui liait le suzerain à ses vassaux ou fidèles était personnel et s'opposait en conséquence au principe territorial qui se développa à cette époque avec le triomphe du principe héréditaire. Les bénéfices et les seigneuries accordées étaient en effet le plus souvent héréditaires, mais leur éclatement impliquait des discontinuités, des ruptures d'autorité, des enclaves et, par conséquent, une mosaïque qui multipliait les frontières. Le territoire de l'État ne requit longtemps aucune terminologie distincte de celle des abbayes ou des villes, d'autant plus que cet État résultait justement de l'agglomération de seigneuries en nombre plus ou moins considérable. Ces seigneuries étaient moins des territoires que des ensembles de droits, à une époque où la notion même de souveraineté territoriale n'était pas encore élaborée. Un même territoire comportait fréquemment plusieurs souverains⁶⁷⁸. Le pouvoir politique était dilué et en même temps superposé : sur un même territoire, plusieurs autorités politiques s'exerçaient et s'enchevêtraient les unes aux autres. La suzeraineté était ainsi plus importante que la souveraineté (Blumann 1980, p. 4). La faiblesse démarcatrice des frontières médiévales était liée à la nature du pouvoir. Les seigneuries rivalisaient tellement entre elles pour obtenir le contrôle de l'espace social que les frontières et les douanes qu'elles généraient avaient autant d'importance, voire plus, que les frontières étatiques, surtout en ce qui concerne la vie économique et le système des forteresses (Barros 1994, p. 35).

Les préoccupations religieuses s'imposèrent uniquement lorsque la survie du royaume ne fut plus menacée, c'est-à-dire lorsque la territorialisation du pouvoir et du royaume fut acquise. Quand les souverains disposèrent de garanties territoriales suffisantes pour être certains que les frontières de leur royaume avaient acquis une certaine stabilité, ils purent penser à l'union de leurs forces contre l'Islam. Il est très difficile de dater le moment où le principe de la souveraineté territoriale prit le pas sur celui de la suzeraineté, car pendant longtemps les frontières des royaumes fluctuèrent en fonction des fidélités nobiliaires. La principauté d'Albarracín en témoigne : en raison de l'origine navarraise des Azagra, elle servit, avec plusieurs forteresses situées entre l'Aragon et la Castille, de relais territorial à la Navarre lors de l'ouverture d'un front contre l'Islam dans le Maestrazgo, après la victoire de Las Navas de Tolosa.

Si José Antonio Maravall et Peter Linehan mettent l'accent sur la limitation et la fragmentation de la loi que révèlent les inventaires de royaumes ou de seigneuries à la fin des actes royaux ou impériaux, il faut aussi insister sur l'étape fondamentale que ceux-ci représentent pour la territorialisation du droit et pour l'enracinement du pouvoir monarchique dans une terre bien précise ; ces inventaires, systématiques à partir du couronnement impérial d'Alphonse VII (1135), apparaissent conjointement avec l'énumération des « grands » vassaux (roi de Navarre, d'Aragon...) et manifestent la prise de conscience que les empereurs régnaient sur des hommes, certes, voire sur des rois, mais aussi sur des territoires. En cela ces inventaires témoignent synchroniquement de la fragmentation de la loi, diachroniquement de sa progressive territorialisation (Linehan 1993, p. 234).

678. Febvre 1928-1962, p. 18 et Raffestin et Guichonnet 1974, p. 18.

VII.3.b. L'émergence de solidarités transversales.

Le processus d'intégration sous le signe de la chrétienté

Une des caractéristiques majeures des monarchies chrétiennes dans la péninsule Ibérique au XII^e siècle est sans nul doute le processus de différenciation politique qui les affecte. Cette tendance, sans diminuer au cours de la période, est pourtant nuancée par la prise de conscience de l'appartenance à une même civilisation et par l'émergence d'institutions transnationales. Progressivement, au sein des différents royaumes chrétiens, des solidarités transversales prirent corps et participèrent au renforcement politique et à la territorialisation des pouvoirs. Dans ce processus, l'Église joua un rôle fondamental dans l'uniformisation de la vie religieuse en raison de son omniprésence aux confins de la chrétienté et de la place importante qu'elle occupait dans la vie quotidienne des hommes et des femmes à tous les niveaux de la société. L'uniformité de la liturgie, les messes quotidiennes, les processions et les cérémonies, la bénédiction des labours, la solennité des baptêmes, des mariages et des funérailles rythmaient la vie quotidienne des colons. Dans le royaume valencien, R. I. Burns évalue à environ 150 le nombre de familles par paroisse ; ce chiffre témoigne du fort encadrement de la population et de l'influence que put avoir l'institution paroissiale dans le paysage et dans la vie quotidienne à l'époque (Burns, « The Parish... »). Cette unification des pratiques religieuses fut renforcée par l'imposition du rite romain dans la Péninsule aux dépens du rite wisigothique ou mozarabe.

La participation des acteurs sociaux aux relations officielles et diplomatiques entre royaumes accrut le sentiment d'appartenir au même monde : que ce fussent les nobles, les hommes d'Église, les chevaliers des ordres militaires ou plus tard les représentants des *concejos*, tous furent engagés dans les procédures de règlement entre royaumes ou dans les clauses de garantie en tant que représentants officiels des entités territoriales frontalières. Les traités entre royaumes chrétiens qui attribuaient aux ordres militaires des places fortes de part et d'autre de la frontière avec charge pour eux de les remettre, en cas de rupture du pacte, au souverain lésé, sont nombreux et ne posent pas de véritables problèmes d'interprétation. En revanche il existe des arrangements frontaliers beaucoup moins clairs que ces traités officiels. Ainsi dispose-t-on de deux chartes datées respectivement du 24 et du 31 décembre 1193 : dans le premier document Alphonse VIII de Castille donnait à l'ordre de l'Hôpital les *villas* de Fresno el Viejo et Paradinas, il promettait de ne pas y élever de châteaux et d'empêcher les colons d'y conserver leur propriété s'ils venaient s'installer sur ses terres (probablement pour les attacher à ces deux localités)⁶⁷⁹. Dans le second document, Alphonse IX de León confirmait à l'ordre de l'Hôpital la possession des deux *villas* de Fresno et de Paradinas, mais en réaffirmant ses droits régaliens : l'obligation pour les habitants de participer à l'*ost* royal et d'utiliser sa monnaie aux dépens de toute autre⁶⁸⁰. Cette double donation instaurait l'ordre de l'Hôpital comme garant des droits de la frontière entre la Castille et le León. Les terres hospitalières de Fresno et Paradinas n'étaient pas à cheval sur la frontière, car elles appartenaient au royaume de León, mais Alphonse VIII reconnaissait implicitement l'autorité de son cousin Alphonse IX sur ces terres où il abandonnait lui-même tout droit régalien. Les deux donations faisaient de l'ordre de l'Hôpital un intermédiaire dans la fixation des frontières entre les deux royaumes.

679. Ayala, *Libro de privilegios*, n° 178, p. 359-361.

680. Ayala, *Libro de privilegios*, n° 179, p. 361-362.

C'est probablement cette participation des seigneurs locaux — qu'il s'agisse de seigneuries collectives ou individuelles — qui contribua le plus à l'articulation des souverainetés locales, régionales et « nationales. » Cet aspect institutionnel est très important par ce qu'il implique de responsabilisation et d'intéressement des élites locales aux réalités territoriales du pouvoir princier et, au bout du compte, d'intégration dans une entité supérieure qui transcendait les clivages territoriaux et les rivalités seigneuriales : le royaume. Cette intégration avait deux versants : l'un horizontal de définition territoriale par rapport aux voisins, par l'établissement de limites contractuelles, fondées soit sur un rapport de force, soit sur la coutume et la mémoire locales ; l'autre vertical, par une participation des seigneurs locaux à un processus qui les engageait vis-à-vis de leurs voisins — comme témoins, observateurs et garants des accords passés — et surtout vis-à-vis du souverain à l'égard duquel leur dépendance était réaffirmée, par l'acte même qu'ils cautionnaient.

Le rôle et les armes de la papauté

À une autre échelle, Rome joua un rôle fondamental dans le processus d'intégration des royaumes dans une entité territoriale supérieure. La direction spirituelle de la chrétienté ne fut pas tant acquise par la force de persuasion et par l'*aura* spirituelle des papes ou par la crainte que leurs sanctions inspiraient que par l'utilisation locale de leurs prétentions universalistes. Le pouvoir pontifical possédait quelques atouts : une hiérarchie ecclésiastique très structurée, dont l'obéissance n'était certes pas absolue, mais dont la soumission théorique ne faisait pourtant l'objet d'aucun doute, et une administration efficace dont la chancellerie était la vitrine. L'envoi de légats pontificaux et celui de lettres étaient ainsi les deux modes d'intervention privilégiés de la papauté. Il convient tout d'abord de noter que, dans la péninsule Ibérique, les souverains pontifes ne s'intéressèrent que tardivement à la lutte contre l'Islam⁶⁸¹. Sous Grégoire VII, en effet, les interventions pontificales avaient deux objectifs : la reconnaissance par les royaumes péninsulaires de la souveraineté romaine et l'abolition de la liturgie hispanique. Dans le cadre de la réforme grégorienne, à l'apogée du processus centralisateur du Saint Siècle, Grégoire VII affirma que le royaume d'Espagne appartenait de plein droit à Rome et que, malgré l'occupation de la péninsule par les païens, ce droit pontifical, fondé sur la (fausse) donation de Constantin, était imprescriptible⁶⁸².

Quoique ces prétentions aient eu quelque écho dans la Péninsule en particulier en Aragon où Sanche Ramírez devint *miles christi* en 1068, les papes s'occupèrent surtout des questions de hiérarchies ecclésiastiques, de limites diocésaines ou de primatie..., mais ils essayèrent aussi de s'ingérer dans les affaires politiques péninsulaires. L'intervention des envoyés pontificaux ne fut pas sans effet, comme lors de la signature du traité de paix de Tordehumos en 1194 entre la Castille et l'Aragon, même si cette tentative fit long feu après la défaite militaire de la Castille à Alarcos face aux Almohades en 1195 et la reprise immédiate des hostilités avec le León. Peu après, Célestin III envoyait une lettre à Sanche VII de Navarre (20 mars 1196) pour le sensibiliser à la grave situation traversée par la chrétienté, non seulement en Occident, mais aussi en Orient, pour lui faire sentir la grave responsabilité d'avoir contracté un pacte ignominieux avec les musulmans et pour lui rappeler que son devoir était de s'unir aux autres royau-

681. Au début du XIII^e siècle, sur 227 bulles adressées par Innocent III (1198-1216) au Portugal, deux seulement concernaient la « Reconquête » (S. Boisselier, « Réflexions sur l'idéologie portugaise de la reconquête. XII^e-XIV^e siècles », *MCV* 30/1, 1994, p. 139-165, p. 140).

682. *PL*, 148, p. 289-290.

mes chrétiens contre l'Islam⁶⁸³. Parfois les réactions pontificales étaient plus violentes comme pour l'excommunication lancée par Honorius III contre Alphonse IX et contre Pedro Fernández de Castro à cause de leur alliance avec les Almohades⁶⁸⁴. Parfois aussi les interventions pontificales accordaient la protection du Saint-Siège à des institutions ecclésiastiques. Ainsi en fut-il pour les églises, les oratoires et les cimetières édifiés par les ordres militaires de l'Hôpital et du Temple sur les terres enlevées aux musulmans (1217)⁶⁸⁵.

Mais l'activité principale des papes visa, à partir des règnes d'Innocent III (1198-1216) et d'Honorius III (1216-1227), à obtenir la pacification des royaumes comme préalable à la lutte contre l'Islam. C'est dans cette logique que les souverains pontifes soutinrent toujours l'intégrité territoriale de la Navarre qui ne pouvait s'étendre aux dépens d'al-Andalus. Cette intervention ne pouvait que déboucher sur des ingérences dans la vie politique des royaumes chrétiens. Le pape disposait dans les royaumes d'autres relais que l'Église séculière pour influencer les monarques. Ainsi le soutien apporté aux ordres militaires, présentés dans les documents pontificaux comme défenseurs d'une chrétienté que Rome prétendait diriger, au moins spirituellement, tendait à faire de ces institutions un instrument aux mains des papes. Que cette tentative ait été, finalement, un échec n'empêcha pas la diffusion d'un discours unificateur au sein des monarchies chrétiennes face à l'altérité que représentait l'Islam.

De leur côté, les monarques péninsulaires voyaient la suzeraineté pontificale comme un moyen de promouvoir leur propre influence sur l'Église de leur royaume. Les monarques tiraient profit moins de l'aspect juridique du soutien pontifical que de la coopération avec les instances ecclésiastiques du royaume que celui-ci favorisait (Powell 1990, p. 181). Le pontificat d'Honorius III (1216-1227) se détache particulièrement par la masse de la documentation concernant les affaires péninsulaires. La confirmation par Innocent III du traité de 1216 entre les rois de Castille et de León, alors même que des nobles des deux royaumes s'en étaient portés garants, témoigne de l'activité médiatrice des papes, qui s'imposèrent comme garant entre les différentes puissances chrétiennes de la Péninsule et commencèrent à favoriser résolument la lutte contre l'Islam à tous les niveaux de la société et pas seulement à celui des souverains⁶⁸⁶.

On trouve, au milieu du XIII^e siècle, un témoignage musulman du rôle joué par le souverain pontife, que le calife almohade al-Murtadâ, appelait dans une lettre qu'il lui envoyait « souverain des rois de la chrétienté, respecté des grands de la communauté des Rûm-s, chef de la doctrine chrétienne, dont il a hérité la direction religieuse, le pape Innocent » (juin 1250).⁶⁸⁷

Les institutions transfrontalières

Le champ très large des attributions revendiquées par le pape et le traitement égal que ses décisions réservaient aux différents pouvoirs contribuèrent *de facto* à unifier religieusement

683. D. Mansilla, « Innocent III y los reinos hispanos », *Anthologica Annu* 2, 1954, p. 9-49, p. 16.

684. Publ. par Fidel Fita, « Noticias », *BRAH*, 11, 1887, p. 456-458, trad. UMR 5648 2000, n° 52, p. 180-181.

685. Mansilla, *Honorio III*, n° 23, p. 20 et n° 25, p. 21-22.

686. González, *Alfonso VIII*, t. 3, doc. 1005-1006, p. 730-733, confirmé à Latran le 10 novembre par Honorius III (Mansilla, *Honorio III*, n° 15, p. 12).

687. E. Tisserant et G. Wiet, « Une lettre de l'almohade Murtadâ au pape Innocent IV », *Hespéris* 6/1, 1926, p. 27-53.

les royaumes, en même temps que s'imposait progressivement l'existence d'une instance d'appel commune à tous les acteurs de l'époque, ecclésiastiques et laïcs, par l'accord d'indulgences, la proclamation d'interdits et de peines d'excommunication. À cette unification « par le haut », s'ajoutait l'évolution parallèle des sociétés chrétiennes, caractérisées par la diffusion du monachisme clunisien, puis cistercien, et par l'émergence d'institutions dont on peut schématiquement qualifier le développement d'« international. » Les ordres militaires sont un bon exemple des solidarités transversales qui se mirent en place et qui contribuèrent à l'émergence d'un front contre l'Islam. L'utilisation des ordres existants (Temple et Hôpital) et la création de ceux de Calatrava, Santiago, Alcántara... comme gardiens et fers de lance des frontières furent les principales innovations frontalières du XII^e siècle ibérique.

À la suite de la création de l'ordre de Calatrava en 1158, le risque était grand pour les autres royaumes de voir la Castille utiliser contre eux cet ordre de guerriers professionnels, fondé certes pour la lutte contre l'Islam, mais susceptible de se retourner contre des chrétiens si le roi de Castille, son bienfaiteur, l'exigeait. Pour parer à ce risque, les autres souverains favorisèrent les ordres qui naquirent sur leur territoire. Ainsi, une dizaine d'années plus tard, lorsque l'ordre de Santiago apparut en León, Ferdinand II lui donna-t-il de nombreuses terres situées dans les régions frontalières du royaume avec l'Islam et aussi avec la Castille. Mais la parade la plus efficace réside dans l'« internationalisation » des ordres militaires. Très vite, le souverain de Castille commença à favoriser l'ordre léonais de Santiago en lui donnant la forteresse d'Uclés, cependant que l'ordre de Calatrava voyait ses intérêts favorisés par le monarque léonais. La donation par Alphonse II d'Aragon du château et des territoires d'Alchañiz à l'ordre de Calatrava en 1179 participe du même processus. Le texte de la charte mentionne l'obligation pour les frères de l'Ordre de « faire la guerre et la paix » pour le roi et la fidélité qu'ils lui devaient⁶⁸⁸. Recevant des biens et des privilèges dans les différents royaumes chrétiens de la Péninsule, les ordres militaires n'avaient plus aucun intérêt à s'engager aux côtés d'un souverain plutôt que d'un autre. À la fin du XII^e siècle, l'implantation frontalière de leurs propriétés face à al-Andalus, leur fidélité à l'égard du pouvoir monarchique et leur vocation militaire faisaient d'eux les « défenseurs de la chrétienté » et les spécialistes de la lutte contre l'Islam.

S'il ne l'était pas dès le départ, le combat contre l'Islam devint rapidement la vocation principale de ces institutions, qui profitèrent ainsi doublement de leur diffusion : d'une part en bénéficiant des donations royales dans les différentes monarchies péninsulaires (terres, châteaux, droits divers) ; d'autre part en multipliant les fronts contre l'ennemi musulman sur la seule frontière qui leur importait, face à al-Andalus, et donc les possibilités de gains qui y étaient liées. Le caractère « transversal » des ordres militaires apparaît en outre dans le fait qu'il n'y a pas une coïncidence parfaite entre leur organisation hiérarchique interne et la division en royaumes de la Péninsule ; à partir de la seconde moitié du XII^e siècle et jusqu'au XIII^e siècle, il y un « castellán de Amposta » avec juridiction en Catalogne, un « prior » des territoires navarro-aragonais et un autre « prieur » avec juridiction en Castille, León et Portugal⁶⁸⁹. L'utilisation d'institutions militaires, dont les bases territoriales étaient « internationales », puisqu'elles possédaient des terres dans les différents royaumes de la Péninsule, et pour certaines

688. *BOMC*, écrit. XIII, p. 13-14.

689. S. García Larragueta, « La Orden de San Juan de Jerusalem en la crisis del Imperio Hispánico del siglo XII », *Hispania* 49, 1952, p. 487-521.

en Terre Sainte ⁶⁹⁰, contribue en partie à expliquer la diffusion d'un modèle unique de représentation de la frontière musulmane du côté chrétien. En effet la présence, dans les monarchies ibériques, parfois en conflit, des mêmes institutions dont la raison d'être résidait dans la défense du royaume face à l'Islam et dans la conquête de territoires à partir de cette frontière, tendit à singulariser celle-ci par rapport à celles qui existaient entre les monarchies chrétiennes.

Alors que, du côté musulman, la notion de frontière était liée à l'expansion originelle de l'Islam, du côté chrétien, elle émergea lentement dans la péninsule Ibérique, entre la fin du XI^e siècle et le milieu du XIII^e. Plusieurs indices l'attestent, comme l'apparition du néologisme *frontera* qui, à partir de la chancellerie royale, se diffusa progressivement dans tous les actes juridiques après avoir influencé le latin pontifical, ou comme la multiplication des références aux événements de la frontière dans les clauses de date des actes de la chancellerie royale. Au début aucune distinction n'est faite entre les frontières internes à la chrétienté et les frontières avec al-Andalus, mais, peu à peu, une différence de nature se dessine. Plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution : d'une part, une préoccupation croissante généralisée pour la fixation des limites liée à la territorialisation des droits et des pouvoirs ; d'autre part, face à la différenciation politique des royaumes chrétiens, le développement des institutions militaires et ecclésiastiques transnationales ; enfin, la tentative de la papauté de s'imposer comme instance supérieure d'arbitrage. La frontière avec l'Islam acquit alors une spécificité par rapport aux frontières internes de la chrétienté. Elle fut un signal que les gouvernements surent plus ou moins manier pour mobiliser leur population. Le franchissement de la frontière était une image évocatrice et d'une efficacité certaine. Entre royaumes chrétiens, la frontière se politisa ; avec l'Islam, elle se sacralisa. Cette évolution manifeste un processus identitaire à l'œuvre de part et d'autre de la discontinuité géopolitique (Foucher 1991, p. 38).

690. OOMS, n° 158, p. 342 : Philippe II de France donna aux frères de Santiago Villeneuve de Warème et le dixième des moulins du roi à Étampes et Castronantonis. Le 21 mars 1233, Grégoire IX adressa une bulle au patriarche d'Antioche pour que l'ordre militaire de Calatrava puisse acquérir des propriétés en Terre Sainte (OOMM, cod. 1342, n° 159 ; RAH, Collection Salazar y Castro, I 37 : 9/611, fol. 213v-214). Inversement des institutions de Terre Sainte furent dotées en Espagne. Ainsi l'hôpital Sainte-Marie de Jérusalem appartenant à l'ordre Teutonique reçut la localité de Figares près de Magán de la part de Ferdinand III en 1231 : *Facio cartam donationis, concessionis [...] Deo et hospitali Sancte Marie Teuthonicorum in Iherusalem, vobisque domno Hernando, eiusdem instanti magistro et uestri successoribus totique eiusdem hospitalis... [...] Dono itaque uobis et concedo totam illam hereditatem meam que dicitur Figares, cum terris cultis et incultis, uineis, riuis, acenis siue molendinis et eorum locis, pascuis pratis et cum saltibus et cum ingressibus et egressibus suis...* (publ. González, *Fernando III*, t. 2, n° 352, p. 405-407) cependant que l'ordre de Calatrava recevait des terres sur la Vistule. Cette « internationalisation » extrapéninsulaire demeura très limitée pour les ordres militaires hispaniques.

VIII. Identité, processus identitaire et définition de l'Autre

La linéarisation de la frontière territoriale entre chrétienté et Islam est liée incontestablement à un repli identitaire, de part et d'autre de la frontière. On perçoit aisément les limites de la valeur scientifique de la notion d'identité, et les anthropologues ont insisté sur le caractère subjectif des phénomènes identitaires. L'identité est pourtant « un foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il ait jamais d'existence réelle ⁶⁹¹ ». La question n'est pas de savoir qui est qui, mais plutôt par quels critères des individus et des groupes peuvent être identifiés comme tels, par un double processus : fédérateur et discriminatoire. En effet discriminer et se reconnaître sont indissociables. Cette vision occulte certes les complémentarités qui n'excluent pas les rapports de force et les conflits, entre deux modes de vie ; elle masque leur imbrication et leur combinaison, leur réversibilité éventuelle. Forgé de symboles et de valeurs, le discours identitaire est un élément idéologique qui ne relève pas uniquement de l'ordre des représentations, mais s'enracine aussi dans des faits, des événements et des transformations.

Les processus dynamiques d'identification incorporent deux éléments fondamentaux : la permanence et le changement. L'individu se situe à la convergence d'une hérédité sociale, pensée symboliquement, et d'attributs décrits en termes filiatifs, sociaux et religieux. Cela implique la difficulté à déterminer la permanence à travers le changement. À l'époque, c'est surtout la notion d'origine qui permet le rattachement à une ethnie (géographique, ancestrale ou origines communes d'un peuple), c'est-à-dire des origines qui sont toutes fictives en termes anthropologiques. Un autre référent est constitué par la coutume qui était d'ailleurs susceptible de changer. Les habits et les armes semblent ainsi avoir eu une signification comme signe d'appartenance à un groupe spécifique. On peut rappeler ici l'importance du voile chez les Almoravides, désignés comme *mulattamūn* (« voilés ») : cette caractéristique, valorisée positivement par les membres du groupe, était l'objet des attaques almohades qui stigmatisaient l'inversion des rôles entre hommes et femmes : les hommes s'habillaient en femmes et les femmes, non voilées, gouvernaient les hommes, ce qui était intolérable. La langue est le troisième référent évoqué dans les processus identitaires, mais ce critère n'est pas déterminant (P. Geary, « Ethnic identity... »). « Contrairement à ce que pourrait nous laisser croire certaines idéologies issues du XIX^e siècle, la langue n'est pas le marqueur décisif de l'identité, un "mozarabe" n'est pas un "arabe", même si l'on ajoute le qualificatif "chrétien", ou si l'on inverse les termes en "chrétien arabe" ⁶⁹² ». Les lois sont le dernier référent déterminant de

691. C. Lévi-Strauss, *L'identité. Séminaire dirigé par Claude Lévi-Strauss*, Paris, Grasset, 1977, p. 332.

692. J.-P. Molénat, « La frontière linguistique, principalement à partir de Tolède », in Ayala, Buresi et Josserand (éds) 2000, p. 122 et, pour le Royaume de Valence, R. I. Burns, « The Language barrier : the problem of bilingualism and Muslim-Christian interchange in the medieval Kingdom of

l'identité. Cela est particulièrement vrai du côté musulman de la frontière où la qualité de *muslim* caractérise celui qui est soumis à la loi musulmane.

VIII.1. Cohésion communautaire et clivages ethniques

Porter son attention sur la frontière entre chrétienté et Islam ne doit pas faire oublier les clivages internes aux sociétés en présence. Ceux-ci sont indéniables et de nombreux historiens ont attribué une partie du recul de l'Islam dans la Péninsule à des oppositions ethniques, en particulier entre Berbères, almoravides ou almohades, et Andalusiens. Quel rôle les clivages ethniques, sociaux et religieux, ont-ils joué au sein de chaque ensemble en présence dans l'évolution du rapport de force entre chrétienté et Islam ? L'hétérogénéité de l'armée, et plus généralement du corps social, aurait nui à la cohésion face aux agressions nordistes. La grande capacité d'intégration des régimes politiques mis en place par les Almoravides et par les Almohades ne constitue pas une spécificité de l'Islam occidental : dès l'origine, l'expansion musulmane s'était fondée sur le principe de l'intégration des cadres des populations soumises. Insister sur les clivages ethniques dans la société d'al-Andalus revient à affirmer que le principe d'intégration, qui fut un élément de force, était devenu un facteur de faiblesse. Cette réversibilité problématique masque en fait l'incapacité des historiens à trouver une explication satisfaisante à l'évolution des relations entre chrétienté et Islam aux XI^e et XIII^e siècles.

VIII.1.a. Al-Andalus éclatée ?

Les capacités d'intégration de la société musulmane occidentale au Moyen Âge concerne toute la hiérarchie du pouvoir : des secrétaires-épistoliers (*kuttāb*) de l'époque des *taifas*, récupérés par la dynastie almoravide, jusqu'aux plus proches conseillers du prince. Certains noms sont célèbres comme celui du *kātib* Ibn 'Aṭīyya, dont l'épopée est connue ; il était marié à une petite-fille de Yūsuf b. Tašfin, et son beau-frère était Ibn al-Šaḥrawīyya, un rebelle almoravide obstiné et notoire, qui s'était repenti et avait été pardonné en 550/1155 par les Almohades. Certes Ibn 'Aṭīyya et son frère furent finalement exécutés à la suite d'une cabale que des Almohades jaloux de leur pouvoir avaient montée contre eux (on les accusait d'accointance avec les Banū Ġāniya, les descendants des souverains almoravides réfugiés aux Baléares), mais Ibn 'Aṭīyya avait accédé aux plus hautes fonctions : vizir et proche conseiller de 'Abd al-Mu'min, il était devenu l'homme le plus important de l'Empire après le calife lui-même. Son cas n'est pas unique ; un autre vizir almohade, Yintān b. 'Umar, avait dirigé les troupes almoravides lors de la première bataille victorieuse contre Ibn Tūmart. Dans l'administration, les carrières des fonctionnaires subalternes s'étendent fréquemment sur plusieurs dynasties.

Ce processus touche aussi le secteur militaire, particulièrement important pour la frontière. Ibn Mardaniš, le *rey Lobo* des chrétiens, fut probablement le plus tenace ennemi de la dynastie almohade jusqu'en 1172, date de sa mort. Il contrôlait la région murcienne. Sur ses conseils, ses fils, qui menaient la lutte à ses côtés, firent allégeance et reconnurent le dogme almohade. Ils reçurent des fonctions importantes. Une des filles d'Ibn Mardaniš épousa même le calife Abū Ya'qūb et une autre, son fils Abū Yūsuf⁶⁹³. Le *qā'id* Abū 'Uṭmān Sa'id b. 'Īsā,

Valencia », in M. Vassalo (éd.), *Contributions to mediterranean studies*, Royal University of Malta, 1977, p. 116-136.

693. Al-Bayḍaq, *Kitāb aḥbār al-Mahdī*, éd. et trad., p. 125-126.

qui avait été le chef militaire le plus important à la fin du régime d'Ibn Mardaniš, aurait conservé sous les Almohades le poste de gouverneur de la marche (*tağr*) de Chinchilla qu'il occupait antérieurement⁶⁹⁴. Les ennemis chrétiens ne sont pas en reste : Giraldo Sempavor, le « Cid portugais » et Pedro Fernández de Castro le prouvent assez. Ce phénomène concerne non seulement des individus, mais encore des groupes entiers : les *ğuzz* de Qaraqūš, des Turcs réputés dans le maniement de l'arc, et les Arabes hilaliens servirent en Andalus sous les ordres des Almohades⁶⁹⁵. Il ne faudrait pas croire que ces intégrations se soient limitées à la période d'installation des nouveaux régimes. Sous le califat d'al-Nāšir, au début du XIII^e siècle, le *Mu'ğib* d'al-Marrākušī et le *Bayān* d'Ibn 'Idāri évoquent le déplacement en Andalus des *šayh-s* arabes d'Ifriqiya pour des motifs de sécurité ; quelques années auparavant, les Zuğba, les Riyāh ou les Ğušam avaient suivi le même chemin⁶⁹⁶. Par ailleurs, au début du XIII^e siècle, les prisonniers faits à Palma de Majorque lors de la prise des Baléares furent incorporés dans l'armée régulière.

Si nous avons insisté sur la grande capacité d'intégration des gouvernements musulmans du Maghreb et d'al-Andalus, c'est que beaucoup d'historiens ont soutenu la thèse d'une fracture de la société d'al-Andalus entre « arabité », « berbérité » et « andalousité », comme si les oppositions ethniques étaient un élément déterminant. Pour J. Bosch Vilá par exemple, le XI^e siècle avait été le siècle de l'« andalousité » par rapport aux XII^e et XIII^e siècles qui furent ceux de la « berbérité », représentée par les Almoravides et les Almohades. L'antagonisme arabo-berbère daterait des premières années de l'expansion arabo-islamique et ce facteur psychologico-culturel aurait marqué indélébilement l'esprit des habitants d'al-Andalus ; il aurait contribué à l'exaltation de l'*arabité* andalousienne face à la *berbérité* africaine, de l'*andalousité* face à la *berbérité*, avec toute la charge affective que cela implique. Les rébellions des Berbères aux VIII^e et IX^e siècles, leur alliance avec l'élément « hispano-arabe » dans les zones rurales, voire avec les mozarabes, l'incorporation de Berbères récemment immigrés dans l'armée califale, surtout à partir du règne d'al-Ḥakam II, l'antipathie et l'hostilité de la population cordouane contre les Berbères, spécialement dans les deux premières décennies du XI^e siècle, la prédominance des dynasties berbères en Andalus aux XII^e et XIII^e siècles, l'existence d'une littérature des *maḥābir* et des *maḥālib* (des « gloires » et des « défauts ») sont les divers exemples évoqués par J. Bosch Vilá pour appuyer l'idée d'une bipolarité des forces en Andalus⁶⁹⁷.

L'antagonisme arabo-berbère existant entre l'*ahl al-Andalus* et l'*ahl al-Barbar* au cours de la *fiṭna* du XI^e siècle, puis entre Andalousiens et Nord-Africains sous les Almoravides et les Almohades, était non seulement un *topos* littéraire, mais c'était aussi une réalité politico-sociale et culturelle, la manifestation d'une nouvelle économie urbaine, d'un développement des cités et d'une volonté d'auto-gouvernement et d'indépendance à l'égard de forces étrangères. Il est pourtant difficile d'évaluer la représentativité, la portée et l'audience des écrits qui manifestent un fort sentiment ethnique. La *Maqāma barbariyya*, rédigée par al-Šaraqūšī au XII^e siècle, révèle le mépris de « certains » Andalousiens pour « certains » Berbères et les insultes de

694. Sur l'intégration de la structure étatique murcienne au système almohade, voir Guichard 1990-1991, p. 126.

695. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, éd. p. 232 ; al-Marrākušī, *Mu'ğib*, éd. p. 412-415.

696. Al-Marrākušī, *Mu'ğib*, éd. p. 328-331 ; Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 5, p. 242-243.

697. J. Bosch, « Andalusia islámica : arabización y berberización. Apuntes y reflexiones en torno a un viejo tema », in J. Bosch Vilá et W. Hoernerbach (dir.), *Andalusia islámica*, Grenade (annexe des *CHI*), 1980, t. 1, p. 9-42, p. 25.

« bêtes, hyènes, mules, serpents, indociles et primitifs », proférées par l'auteur, furent reprises, à l'époque almohade, par al-Šaqundī (m. 629/1232) qui identifie les Andalouisiens aux Arabes⁶⁹⁸. Cette identification n'est pas nouvelle puisque, dès la fin du XI^e siècle, le poète murcien Ibn Wahbūn avait chanté, au lendemain de la victoire de Zallāqa, « les louanges d'al-Mu'tamid, champion des "Arabes", et de Yūsuf b. Tašfīn, héros des Berbères. S'adressant au roi de Castille, Alphonse VI, il lui dit : "Tu as fait de la guerre un marché ; nous l'acceptons, mais sur le champ de bataille. À présent, il faut payer le prix, si élevé qu'il soit. Si tu veux de l'argent, voilà les Sémites (arabes) ; si c'est de l'or que tu préfères, voici les Hamites (berbères) » (Guichard 1990-1991, p. 83). Dans ce texte d'Ibn Wahbūn, la distinction entre Sémites et Hamites ne manifeste pas une opposition, mais une union face à l'Infidèle.

Il ne faudrait cependant pas généraliser cet antagonisme et tout interpréter comme manifestation de « clivages » ethniques ontologiques. Prenons l'exemple de l'analphabétisme des Almoravides, véritable lieu commun littéraire : quand on connaît la place politique (et culturelle) occupée par les *kuttāb* à l'époque des *taifas*, on comprend que l'origine andalouisiennne de l'ensemble du corps des secrétaires-épistoliers ait joué en faveur d'une dépréciation des dirigeants almoravides, qui avaient détrôné les princes de *taifas* (leurs mécènes) et qui avaient condamné la vie de cour et imposé la stricte application de la loi coranique. L'attitude des *kuttāb* correspond autant à une réaction corporatiste qu'à des motivations purement « ethniques. » La guerre psychologique menée par les Almohades contre leurs prédécesseurs fit écho à ce mépris, renouvela les attaques et influença l'historiographie postérieure, de manière apparemment décisive.

De même, si l'on prend les consignes données par Ibn 'Abdūn dans son manuel de *hisba* au début du XII^e siècle, on prend conscience que les distinctions faites entre Almoravides et non-Almoravides sont moins liées à des problèmes ethniques qu'à la personnalité des lois, à la protection des privilèges des dirigeants ou à des oppositions sociales : Ibn 'Abdūn affirme par exemple que le *qāḍī* d'une ville comme Séville ne devait pas avoir plus de dix auxiliaires ('*awn*-s) et que quatre d'entre eux devaient être des Berbères noirs pour les affaires concernant les Almoravides (article 9) ; il réserve par ailleurs l'usage du voile (*liṭām*) aux Ṣanḥāḡa, aux Lamtūna et aux Lamṭa et l'interdit aux mercenaires et miliciens berbères noirs, car le voile doit être le signe distinctif des Almoravides « qui doivent être regardés avec honneur et respect et qui doivent recevoir aide et assistance » (article 56). Plus loin, quand il interdit le port des armes dans la ville surtout aux Berbères qui, « quand ils se mettent en colère, n'hésitent pas à tuer ou blesser le premier qui se rencontre », le terme de Berbères sert moins à désigner une « ethnie » qu'une catégorie socio-professionnelle, celle des mercenaires. Les préoccupations principales d'Ibn 'Abdūn ne semblent pas être la supériorité des Andalouisiens, mais plutôt le respect dû aux hiérarchies sociales : la classe dirigeante a le droit de porter le voile, signe de distinction ; en revanche il n'est pas admissible qu'on témoigne des marques de respect à un simple homme d'armes : de signe de distinction qu'il est sur un dirigeant almoravide, le *liṭām* (« voile ») devient une usurpation de noblesse quand il est porté par des personnes qui ne le méritent pas, et c'est contre cette usurpation que s'insurge Ibn 'Abdūn.

La défaite almohade de Las Navas de Tolosa a fait elle aussi l'objet d'une interprétation « ethnique », à la suite d'auteurs musulmans postérieurs aux événements : la mise à mort

698. I. Ferrando Frutos, « La *maqāma barbariyya* de al-Qaraqūṣī », *Anaquel de Estudios Árabes* 2, 1991, p. 119-129 et A. Luya, « La *Risāla* d'al-Shaqundī », *Hespéris* 22/1, 1936, p. 146-147 et 164-166 cité dans Guichard 1990, p. 219-223.

d'Ibn Qādis, le *qā'id* andalouzien de la place de Calatrava, par le calife al-Nāṣir en raison de sa trop rapide reddition aurait provoqué la défection des régiments andalouziens de l'armée califale⁶⁹⁹. Ibn 'Idāri et al-Marrākuṣī, qui ne mentionnent pas du tout cet épisode, évoquent, quant à eux, le retard dans le versement des soldes. Pourquoi les historiens ont-ils cru exceptionnellement, et exclusivement, le témoignage du *Rawḍ al-Qirṭās* d'Ibn Abī Zar' alors que cette source est connue pour son manque de fiabilité ? Expliquer, même partiellement, la faiblesse d'al-Andalus face aux chrétiens par une division de la société entre Berbères et Andalousiens semble très discutable. Que la conscience d'être Berbère, Andalousien ou Arabe ait été réelle en Andalus aux XII^e et XIII^e siècles est tout à fait possible, que ces sentiments identitaires aient conduit à des productions littéraires ou poétiques spécifiques est incontestable, mais qu'ils expliquent, même ponctuellement dans le cas d'une bataille, comme l'affirment Ibn Abī Zar' et al-Ḥimyārī, le recul de l'Islam en Andalus est très exagéré. Il est en revanche probable qu'en période de crise, les frustrations se soient manifestées par l'exacerbation des sentiments identitaires. Quoi qu'il en soit, l'hétérogénéité sociale et ethnique des royaumes chrétiens de la Péninsule n'avait rien à envier à celle d'al-Andalus.

VIII.1.b. Unité de la société castillane et « homogénéisation » religieuse

Ce qui devrait dissuader d'invoquer l'éclatement de la société maghrébo-andalousienne sous les dynasties berbères pour expliquer le recul de l'Islam, c'est que la société des royaumes chrétiens de la Péninsule n'était pas traversée par des tensions sociales ou ethniques moins fortes. La révolte du clergé mozarabe au début du XII^e siècle à la suite de l'introduction du rite romain, l'opposition entre une hiérarchie épiscopale franque (et particulièrement bourguignonne et clunisienne) et un clergé péninsulaire, la participation d'aristocrates francs à la vie politique des royaumes chrétiens (participation qui contribue à l'indépendance progressive du Portugal) sont autant d'indices de l'éclatement des sociétés chrétiennes qui se manifeste par les conflits entre royaumes, la guerre civile sous le règne d'Urraca et les guerres aristocratiques pendant la minorité d'Alphonse VIII. La stratification sociale restait forte et les tensions internes, inhérentes à l'expansion occidentale, ne débouchaient pas nécessairement sur des conflits permanents, grâce au développement d'un système de dépendances hiérarchisées : l'*aldea*, le *concejo*, ou l'ordre militaire, le royaume, la chrétienté. Ce système de solidarités territoriales emboîtées, typique du monde chrétien occidental, permettait de détourner les tensions internes vers un ennemi toujours plus lointain ; il n'était pas compatible avec les structures communautaires d'al-Andalus, c'est pourquoi il ne s'y est pas développé.

Un élément important permet aux sociétés, chrétienne et musulmane, de transcender leurs divisions internes : c'est l'unification et l'uniformisation religieuses croissantes de part et d'autre de la frontière. Que ce soit par conversion ou par déplacement volontaire ou forcé, la communauté mozarabe disparaît d'al-Andalus. Les auteurs de langue arabe, et les historiens à leur suite, s'accordent pour affirmer qu'à la fin du XII^e siècle, ce processus est achevé. Les

699. Ce sont le récit d'Ibn Abī Zar' et la notice d'al-Ḥimyārī consacrée à la bataille d'al-'Iqāb qui ont conduit les historiens sur cette piste (Ibn Abī Zar', *Rawḍ al-Qirṭās*, p. 237-239, trad. p. 462-463 et al-Ḥimyārī, *Rawḍ al-Mi'tar*, n° 125, p. 137-138, trad. p. 164-166). Les deux textes se ressemblent d'ailleurs beaucoup ce qui devrait attirer la méfiance en raison des erreurs fréquentes d'Ibn Abī Zar'.

prises de position du juriste Ibn Rušd, le grand-père du célèbre Averroès, préconisant l'expulsion des chrétiens de la Péninsule en direction du Maghreb, sont connues. À la suite de l'expédition d'Alphonse Le Batailleur, il alla défendre son point de vue devant l'émir almora- vide, à Marrakech, en 1127. Quels qu'en soient les raisons et les rythmes, on observe, ainsi, un raidissement des positions communautaires en Andalus et une disparition des minorités chrétiennes tributaires.

Du côté chrétien, le processus d'uniformisation religieuse se manifeste différemment : la question des minorités ne se pose pas encore en termes de communautés constituées comme cela allait être le cas pour les *aljamas* du Royaume de Valence ou d'Aragon au XIII^e siècle ; dans la Meseta méridionale, les seuls musulmans qui vivaient parmi les conquérants chrétiens étaient des captifs, des esclaves et occasionnellement des mercenaires. Ce n'est qu'après la conquête de l'Andalousie au XIII^e siècle que se posa en Castille le problème des relations entre l'élite des vainqueurs et l'importante population musulmane soumise. L'uniformisation religieuse se traduit sur le plan de la liturgie par l'imposition du rite romain, dès la fin du XI^e et le début du XII^e siècle, et par la disparition du rite wisigothique. Robert Bartlett insiste, quant à lui, sur l'uniformité des pratiques apportées par les aristocraties coloniales franques et latines sur tous les fronts de la chrétienté : les mêmes types de chartes se développent et le culte des mêmes saints se diffuse dans toute l'Europe : « à Séville, Valence, Riga et Acre » (Bartlett 1989, p. 24). Une mention spéciale doit être accordée au culte marial qui se répand tout particulièrement dans les villes frontalières : les Grandes mosquées converties sont la plupart du temps dédiées à la Vierge ⁷⁰⁰.

VIII.1.c. La dégradation des images réciproques

Plusieurs historiens se sont intéressés aux images réciproques véhiculées par les chroniques médiévales. L'élément principal auquel ils se sont attachés est le nom donné à l'autre. Le dernier ouvrage consacré à cette question, du point de vue musulman uniquement, est significativement intitulé *Cómo los musulmanes llamaban a los cristianos hispánicos* ⁷⁰¹. Ron Barkai a insisté sur l'opposition entre des conceptions « ouvertes », nuancées, et des conceptions « fermées », figées. Dans le cadre de l'étude qu'il a menée sur les chroniques chrétiennes et musulmanes, il affirme que c'est aux XII^e et XIII^e siècles que s'impose une vision caricaturale de l'« ennemi », en particulier, du côté chrétien, sous l'influence des Francs. Cette démarche est acceptable, pourtant on peut la nuancer. En effet, à toutes les époques, on trouve des textes stigmatisant l'ennemi : comme l'a signalé Norman Daniel, les critiques sévères du christianisme contre l'islam, qui n'excluaient pas les injures contre le prophète Mahomet, furent exprimées pour la première fois par saint Jean de Damas (675-749) et furent utilisées de manière récurrente dans la péninsule Ibérique dans la polémique chrétienne contre l'islam ⁷⁰².

Du côté chrétien, une grande variété de noms est utilisée pour désigner l'Autre : il est *Sarracenus*, *Ismaelita*, *Chaldeus*, *Maurus*, *Barbarus*, *Agareus* (Kedar 1984, p. 90-92). La

700. A. G. Remensnyder, « The Virgin Mary and Conversion in Medieval Iberia », *American Society for Ethnohistory*, Mexico City, 1997.

701. E. Lapidra, *Cómo los musulmanes llamaban a los cristianos hispánicos*, Valence, 1997. Cet ouvrage est intéressant par le côté systématique de l'étude, mais son point de vue, presque exclusivement linguistique ou philologique, ne laisse pratiquement aucune place à une analyse historique, ce qui rend l'ouvrage difficilement utilisable : pas de synthèse historique, aucune évolution dégagée.

702. Daniel, *L'Islam et l'Occident*, p. 15-18.

culture des auteurs intervient évidemment dans les choix qu'ils font. Les Almoravides deviennent des *Moabites* sous la plume de l'auteur anonyme de la *Chronica Adefonsi Imperatoris* ⁷⁰³, les Almohades des *Assyriens* ⁷⁰⁴. La *Chronique latine des rois de Castille*, dans la même ligne, évoque « les Moabites qu'on appelle communément les Almoravides ⁷⁰⁵ ». La *Primera Crónica General*, quant à elle, utilise le terme de *moros* pour désigner les Arabes d'Arabie : « Les Maures viennent du lignage d'Agar et d'Ismaël, son fils et celui d'Abraham. » Dans les lettres pontificales, on note très précocement la diabolisation des ennemis de l'Église : *inimici*, *hostes*, *Sathan*, *Diabolus*, *Antichristus* et *membra eorum*, *pagani*, *saraceni* s'opposent aux *fideles sancti Petri*, *milites sancti Petri*, *milites Christi* dès l'époque de Grégoire VII. Déceler, dans l'ensemble des sources de l'époque, une évolution dans la désignation des ennemis est une véritable gageure. À l'heure où les conflits deviennent de plus en plus nombreux et violents entre Islam et chrétienté, où la production littéraire ou épistolaire augmente sur le thème de la guerre entre les deux religions et où les parties en présence ont recours à la propagande pour mobiliser les troupes et pour légitimer leur pouvoir, le durcissement des visions réciproques, par généralisation, par schématisation, par réduction et par dévalorisation n'est pas pour surprendre. Sous le pontificat de Grégoire VII, « la diabolisation des ennemis du saint Siège, quels qu'ils soient, est générale et systématique ⁷⁰⁶ ».

Pour conclure sur la terminologie chrétienne, il convient d'insister sur le fait que les appellations diffèrent d'un type à l'autre. Par exemple, les chartes municipales (*fueros*), qui établissaient les règles de fonctionnement des municipes de la frontière, utilisaient toujours le terme générique de « Sarrasins » pour désigner les musulmans, même dans les clauses qui organisaient l'activité militaire contre al-Andalus. Par rapport aux chroniques, aux bulles pontificales ou aux chartes de dotations des cathédrales, dont le lexique évoque les « Moabites », les « Agarènes », les « Hysmaelites », les « forces diaboliques », la « corruption », la « pourriture »... l'usage du terme de « Sarrasin » peut être considéré comme « neutre. »

Du côté musulman, la diversité des désignations n'est pas moins grande : *'aduww* (« ennemi ») ou *'aduww Allāh* (« ennemi de Dieu »), *naṣrānī* (« Nazaréen », « chrétien »), *rūmī* (« byzantin », « chrétien »), *kāfir* (« païen »), *muṣrik* (« associateur », « polythéiste »), *ṭāġya* ou *ṭāġūt* (« tyran »), *'ilġ* (« non-civilisé »), *Ifranġī* (« Franc »), *'aġamī* (« barbare »), *ḍimmi* ou *ahl al-ḍimma* (« tributaire », « protégé »), *mu'āhid* (« celui qui a passé un pacte »), *'ābid al-aṣnām*, *'ābid al-awṭān* ou *'ābid al-ṣulbān* (« adorateur des idoles, des images, des croix »), *ahl al-kitāb* (« Gens du Livre ») dans un certain nombre de chroniques (Eva Lapiedra).

Le classement typologique des sources permet de distinguer assez nettement deux périodes : la première comprend les chroniques du IX^e au XI^e siècle ; la seconde regroupe les chroniques rédigées à partir du *Kitāb al-tibyān* de l'émir 'Abd Allāh de Grenade (1090) jusqu'au XIV^e siècle. Les termes insistant sur le caractère étranger (*'ilġ* et *'aġamī*) apparaissent surtout dans la première période et ils sont beaucoup moins importants dans les œuvres d'Ibn al-Kardabūs, d'Ibn Ṣāhib al-Ṣalā, d'al-Marrākūṣi et d'Ibn 'Idāri, rédigées pendant la seconde période ; les termes « religieux » (*ahl al-kitāb*, *naṣrānī*) sont représentés dans toutes les chro-

703. *Cai*, I/35-38.

704. *Cai*, II/105, II/197.

705. *Moabitae quos vulgus vocat almoravedes* (Richard 1971, p. 121).

706. J. Flori, « Le vocabulaire de la "reconquête chrétienne" dans les lettres de Grégoire VII », in Laliena et Utrilla (éds) 1998.

niques, mais ils l'emportent en nombre sur les précédents à partir des *Mémoires* de l'émir 'Abd Allāh. Les termes « juridiques » (*ḍimmi* ou *mu'āhid*) caractérisent plutôt la première période, mais ne sont pas très fréquents. Les termes « bellico-théologiques » (*kāfir*, *mušrik*, *'aduww*, *'aduww Allāh*, *tāgya*, *'ābid al-aṣnām/al-ṣulbān*) sont paradoxalement moins représentés à partir du XI^e siècle par rapport aux dénominations « géographiques » (*Rūm* beaucoup plus qu'*ifranġī*). Le *Mann bi-l-Imāma* d'Ibn Ṣāhib al-Ṣalā se détache nettement des autres chroniques pour l'utilisation des termes « religieux » : on peut rattacher cette spécificité à l'importance prise par le djihad dans la propagande de la dynastie almohade.

« Ce sont donc les nécessités internes à la propagande de *ġihād*, bien plus que le regard d'auteurs arabes attentifs aux réalités de la croisade, qui conduisirent à présenter les Francs en termes d'opposition religieuse secrétant des mécanismes d'exclusion réciproque⁷⁰⁷ ». La définition des Francs comme infidèles (*kuffār*) et polythéistes (*mushrikūn*) est perçue dans cette démarche comme une conséquence de la mise en place d'une propagande qui vante l'ardeur religieuse de l'ennemi et stigmatise le culte de la Croix pour mieux animer les esprits contre lui. Ainsi la violence des écrits n'est-elle pas tant liée à une méconnaissance de l'autre qu'à une volonté politique. Ce n'est qu'un aspect de la guerre menée sur le champ de bataille. Dans son *Chronicon Mundi*, Lucas de Tuy ne mentionne qu'*Abulacar* et *Homer* comme successeur du prophète Muḥammad (Abū Bakr et 'Umar) alors que Jiménez de Rada, l'archevêque de Tolède, auteur de l'*Historia Arabum*, mentionne 15 des 18 premiers califes et 18 des 20 premiers gouverneurs d'al-Andalus, faisant ainsi preuve d'une bien meilleure connaissance de la religion musulmane, alors même que son « Histoire » manifeste une nette dégradation des jugements sur l'islam (Richard 1971, p. 129).

Enfin, l'Autre est l'agent corrompateur. Tant du côté musulman que du côté chrétien, l'ennemi est présenté comme la perversité, la maladie, la subversion et les images sont parfaitement réversibles : un mercenaire chrétien au service du pouvoir est valorisé positivement, un mercenaire au service d'un rebelle comme Ibn Mardaniš est un séide du diable. Les « purifications » se multiplient au fur et à mesure des conquêtes. À propos du siège d'Alcaraz, Ibn Ṣāhib al-Ṣalā raconte comment le Prince des Croyants partit de Vilches (le 1^{er} juillet 1172) « et se dirigea vers le *ḥiṣn* al-Karas pour le nettoyer aussi de l'infidélité » ; en effet, Ibn Mardaniš l'avait donné aux chrétiens comme il l'avait fait de Vilches⁷⁰⁸. Toutes les chroniques chrétiennes s'entendent aussi pour comparer l'islam à une maladie contagieuse qui souille : *virus pestiferum* (Richard 1971, p. 119). La prise d'une ville par les chrétiens s'accompagnait d'une cérémonie de purification : les termes de *sordes*, d'*immundicia*, de *spurtitia* et de *contaminatio* (ordures, immondices, souillures, contamination) servent à désigner les signes de la religion musulmane. L'hypothèse de Bernard Richard selon laquelle la chronique est un genre qui reflète la *plebeia opinio*, l'opinion commune, est peut-être valide pour les chroniques élaborées loin de la frontière, dans des zones où la connaissance de l'islam est faible ; en revanche à Tolède, aux XII^e et XIII^e siècles, elle fait incontestablement partie d'un programme politico-religieux de lutte contre l'islam mené par des ecclésiastiques relativement bien renseignés.

La diabolisation de l'autre et sa définition comme être corrompu ou pervers donnent toute sa valeur au processus par lequel cet être se convertit. Plus l'ennemi est mauvais, plus sa conversion tient du miracle. Or ce qui est frappant dans les relations entre chrétienté et Islam à

707. F. Micheau, « Les croisades vues par les historiens arabes d'hier et d'aujourd'hui », *Le Concile de Clermont de 1095 et l'appel à la croisade*, Rome, EFR, 1997, p. 345-360, p. 348.

708. Ibn Ṣāhib al-Ṣalā, *Mann*, p. 401, trad. p. 206.

la fin du XI^e et au XII^e siècle, c'est que la conversion des infidèles ne semble pas être un objectif prioritaire. Pour les musulmans, la soumission des chrétiens du *dār al-ḥarb* (domaine de la guerre) qui se traduit par le paiement de la capitation (*ḡizya*) est une alternative à la conversion. Pour les chrétiens, le contraste est fort entre l'attitude à l'égard des édifices religieux, immédiatement convertis en églises ou en cathédrales, et le désintéret apparent pour la conversion des personnes.

VIII.2. Précocité et caractère symbolique de la conversion architecturale...

Le choix de convertir un édifice religieux et donc de le réutiliser après purification et restauration, plutôt que de le détruire et d'en construire un neuf, est très révélateur finalement de la relation à l'Autre. Ce choix évolue avec le temps et n'est pas étranger à l'histoire de la frontière ; en tout état de cause, il participe de l'idéologie du pouvoir. L'importance symbolique des églises ou des autels renvoie à la constitution d'une *memoria*, histoire et identité. L'investissement humain, financier ou esthétique, qui est accordé à ces édifices, à leur structure et à leur situation, révèle parfaitement le rôle fondamental que l'architecture joue dans le marquage du sol, dans l'appropriation symbolique du territoire, dans la construction d'une identité (Buresi 2000a).

VIII.2.a. Une conséquence de la conquête : la conversion des édifices du culte

Avec l'expansion des royaumes chrétiens du nord de la péninsule Ibérique disparurent toutes les mosquées urbaines ou rurales qui, cinq fois par jour, pendant plusieurs siècles, avaient fait entendre l'appel à la prière. Cette disparition ne se fit pas brutalement, mais progressivement et plus exactement en deux étapes : la première, au moment de la conquête, voit la réutilisation d'un certain nombre de mosquées transformées en églises ou en cathédrales ; la seconde, quelques décennies après, se traduit par la destruction de ces édifices et par l'érection de nouveaux bâtiments de style roman ou gothique comme à Tolède dans la première moitié du XIII^e siècle ou à Valence à la fin du XIII^e siècle. La reconstruction *more christiano* des cathédrales de Tolède, Huesca ou Saragosse, purifiées et restaurées plusieurs dizaines d'années auparavant, sonne comme une seconde conversion.

Les étapes de la conversion

En cas de capitulation, la conversion de la grande mosquée n'intervient pas immédiatement après la conquête. Les musulmans conservent par exemple à Tolède l'usage de la grande mosquée, ainsi que de leurs propriétés, de leurs maisons et de leurs jardins⁷⁰⁹. La capitulation de Saragosse en 1118 stipulait que les *Saraqusī*-s pourraient conserver leur grande mosquée pendant un an au terme duquel elle reviendrait aux chrétiens qui en feraient leur cathédrale⁷¹⁰. Cela a contribué à répandre l'image de la *convivencia* entre les différentes communautés, alors qu'il s'agissait d'une période de pragmatisme et de transition permettant le remplacement d'une équipe dirigeante par une autre. La prise en main des lieux du pouvoir se faisait progressive-

709. DRH, VI/22.

710. J. Peña Gonzalvo, « La Seo del Salvador de Zaragoza », *Turiaso* 7, 1987, p. 81-104.

ment, d'abord le palais, ensuite la mosquée comme en témoigne la charte de dotation de la cathédrale de Tolède à la fin du XI^e siècle : « Alors moi, séjournant dans la cour impériale et rendant grâce à Dieu du fond de mon cœur, j'ai entrepris avec la plus grande diligence de savoir comment récupérer l'église, autrefois illustre, de Sainte Marie, la vierge mère de Dieu, et d'agir en conséquence ⁷¹¹ ». En milieu rural, le processus était d'ailleurs beaucoup plus lent en raison de la faible densité de la population chrétienne. Les mosquées n'y furent converties en églises que peu à peu. Aussi les étapes de la conversion y sont-elles plus difficiles à déterminer.

Au sein même de l'enceinte urbaine, la conversion de la Grande mosquée n'implique pas la conversion de toutes les mosquées. À la fin du XIII^e siècle, Tolède avait selon Juan Francisco Rivera Recio, 26 paroisses urbaines dont 20 de rite romain et 6 de rite hispanique, ces dernières étant probablement constituées par d'anciennes églises mozarabes. En revanche 10 des 20 paroisses de rite romain semblent avoir été auparavant d'anciennes mosquées ⁷¹². Mais le fait qu'une ancienne mosquée, celle de Tornerías, n'ait pas été transformée en église semble indiquer que le nombre de mosquées était supérieur aux besoins en églises des chrétiens ⁷¹³.

Les fondements théoriques de la conversion architecturale

Si, entre le XI^e et le XIII^e siècle, la tendance était à la conversion systématique des mosquées et églises conquises, le choix dépendait en fait, d'un point de vue théorique, de la conception que se faisait une religion de l'autre, d'un point de vue pratique, des relations entre les communautés en présence. Pour l'islam, la conversion d'une église équivalait à une réforme, puisque le christianisme a une place dans l'histoire de l'humanité lue par les musulmans. Dans cette histoire, l'islam est un retour à la religion d'Abraham, une réforme religieuse, la dernière en date, Mohammad étant le Sceau des Prophètes, mais les chrétiens disposent d'une parcelle de vérité qu'ils n'ont pas su mettre à profit. Cela explique non seulement la présence dans le Coran de consignes de tolérance à l'égard des « gens du Livre », mais aussi le fait que les églises n'aient pas toutes été converties dès la conquête. Dans la Péninsule des XI^e-XIII^e siècles, la situation était bien différente : le contexte était celui du *ḡihād*, et il n'y avait guère de place pour des concessions, surtout dans des villes considérées comme pleinement intégrées au *dār al-islām*. Du côté chrétien, Mahomet apparaît dans les textes au mieux comme un pseudo-prophète, au pire comme l'Antéchrist et la mosquée comme l'antre de Satan ⁷¹⁴. Cette diabolisation ne fait que renforcer l'efficacité textuelle et cérémonielle d'une conversion qui fait de l'antre du Démon, la demeure du Seigneur.

711. Charte de dotation de la cathédrale de Tolède 18 décembre 1086 (*PRCT*, n° 1, p. 15-20).

712. J. F. Rivera Recio, *Reconquista y pobladores del antiguo reino de Toledo*, Tolède, 1966, p. 17-50.

713. J. Orlandis, « Un problema eclesiástico de la Reconquista española : la conversión de mezquitas en iglesias cristianas », *Mélanges à Jean Dauvillier*, Toulouse, 1979, p. 595-604, p. 600 et Molénat 1998, p. 108-109.

714. *PRCT*, n° 1, p. 15-20.

VIII.2.b. Les rites de conversion

Mobilier et emblèmes

Après la purification par aspersion d'eau sur le sol et les murs, la conversion se manifestait par un certain nombre de modifications mobilières ou décoratives : les tapis et les lustres des mosquées étaient enlevés ainsi que le *minbar*, la chaire à prêcher ; un autel, pour lequel une cérémonie particulière de consécration avait lieu, était mis en place sur une cavité scellée contenant des reliques, achetées pour l'occasion ou bien données par le roi, par Rome ou par une autre église⁷¹⁵. Certains de ces objets étaient réutilisés avec détournement de leur fonction. C'était le cas des cloches, dont la valeur symbolique était très forte⁷¹⁶. Les cloches de la Cathédrale de Compostelle furent emportées comme butin par le célèbre Almanzor et suspendues comme des lustres dans la Grande mosquée de Cordoue en 997⁷¹⁷, puis ramenées par Ferdinand III après la conquête de la capitale musulmane en 1236. Le minaret devenait clocher : à l'appel à la prière du muezzin succédait la sonnerie des cloches, ou l'inverse.

Les modifications architectoniques

Avec la transformation du clocher en minaret ou l'inverse, on touche aux modifications architectoniques de l'édifice. La conversion se manifestait en effet par le changement de l'orientation rituelle méridienne caractéristique des mosquées de tradition islamique péninsulaire pour l'orientation orientale chrétienne des églises. Du côté musulman, la réorientation de la direction de la prière rappelait le geste du Prophète qui, à Yathrib (Médine), s'était détourné de Jérusalem pour s'orienter vers la Mecque. C'était un rituel d'autant plus caractéristique d'al-Andalus qu'il allait dans le sens du *mālikisme* qui tendait à préserver dans le domaine juridique les usages de la ville de Médine. Cette réorientation se manifestait concrètement, pour les musulmans, par le creusement du *mihṛāb* (la niche qui indique la direction théorique de la Mecque, la *qibla*), ou par la construction d'absides pour les chrétiens, comme dans la mosquée de Bāb al-Mardūm à Tolède (l'actuelle église Cristo de la Luz)⁷¹⁸. Les diverses cérémonies s'achevaient par la prière ou par la messe, qui clôturait l'ensemble et lui donnait tout son sens⁷¹⁹.

Les conséquences « administratives » des conversions

Les nouvelles cathédrales recevaient les biens de mainmorte qui avaient servi à l'entretien de l'ancienne mosquée. L'Église prélevait les moyens de subvenir à ses besoins sur ces biens et elle en prenait en charge l'exploitation directement. La conversion avait ainsi pour conséquence la mise en place d'un rapport hiérarchique entre les paroisses, rurales ou urbaines, jusqu'à Tolède, siège primatial d'Espagne, en passant par les diaconats, évêchés et archevêchés. Au sommet de cette pyramide, mais hors d'Espagne, Rome donnait toute sa légitimité à l'autorité de l'*urbs regia*. L'implantation ecclésiastique dans les régions conquises constituait

715. PCG, p. 541-542.

716. À propos du siège de Huete en juillet 1172, le *Mann* d'Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā rapporte la conversion des églises des faubourgs autour de l'*alcazaba* et la prise de sept cloches que les « infidèles » défendirent jusqu'à la mort (Ibn Ṣāḥib al-Ṣalā, *Mann*, p. 407, trad. p. 210).

717. DRH, IX/17 ; Ibn Bassām, *Dahira*, t. 7, p. 169.

718. J. D. Dodds, « The mudejar tradition in architecture », in Jayyusi (éd.) 1992, p. 592-598.

719. Al-Ḥimyari, *al-Rawḍ al-Mi'tar*, p. 163, trad. p. 196.

ainsi un réseau hiérarchisé là où il y avait des noyaux relativement indépendants. La hiérarchisation territoriale ecclésiastique, qu'on peut rapprocher de la structure fortement hiérarchisée de la société chrétienne occidentale à la même époque, contraste avec l'organisation culturelle d'al-Andalus qui était beaucoup plus égalitaire. Lors des cérémonies religieuses, l'église devenait un espace de représentation de la hiérarchie ecclésiastique et du pouvoir. Cet espace tranchait par rapport à celui de la mosquée, où il n'y a pas de transition entre la salle de prière et le mur de la *qibla* face auquel s'alignent les fidèles. La réorientation de la direction de la prière dans des édifices de plan schématiquement rectangulaire permettait d'ailleurs soit une proximité supérieure des musulmans avec le mur de la *qibla*, soit inversement un accès plus limité à l'autel. La conversion des mosquées par les chrétiens correspondait à un encadrement du territoire conquis, mais aussi à la mise en scène des pouvoirs et à la représentation du nouvel ordre religieux, social et politique découlant de la conquête. Les textes insistent sur le lien entre victoire militaire et conversion, mais si la conversion semble découler de la victoire, elle est souvent présentée aussi comme le but et l'explication de la guerre. Entreprise en vue de convertir un espace profané, celle-ci n'était victorieuse que par la légitimité de ses objectifs. C'est du moins ce que prétendent les textes, prompts à rechercher de pieuses motivations aux conquêtes militaires.

Plus que la volonté affirmée de récupérer les territoires et églises « wisigothiques » temporairement occupés par les musulmans, et donc de se rattacher à l'héritage wisigothique qui fournissait une légitimité et une origine mythique à la monarchie castillane, c'est le non-respect de cette continuité affirmée qui est remarquable. En effet le pouvoir d'Alphonse VI revendique l'héritage des rois de Tolède, mais refuse la continuité embarrassante incarnée par la communauté mozarabe de Tolède (Linehan 1993, p. 217). La déception des mozarabes se manifesta par les conflits violents qui opposèrent l'archevêque franc Bernard au clergé tolédan⁷²⁰. Au-delà de ses dimensions sociales, cette révolte du clergé tolédan révélait la force du sentiment identitaire chez les mozarabes, qui s'estimaient légitimes héritiers du christianisme antérieur à l'islam, et leur volonté de résister aux tendances expansionnistes de l'archevêque de Tolède.

VIII.3. ...mais la conversion des individus : une préoccupation tardive

Autant la conversion des édifices du culte fut rapide, autant celle des individus semble avoir peu intéressé les hommes de l'époque. Les conversions à l'islam, si elles ne furent pas inexistantes de la fin du XI^e au milieu du XIII^e siècle, peuvent être considérées comme non représentatives et comme des choix individuels non significatifs d'une tendance générale. En revanche les conversions au christianisme sont une des modalités de l'expansion occidentale.

Jusqu'au milieu du XII^e siècle, il semblerait que les seules conversions susceptibles d'intéresser les chrétiens furent celles des souverains : Constantin ou Réccarède constituaient alors les référents et les modèles de conversion. La lettre du moine de France adressée au prince de Saragosse, al-Muqtadir bi-llāh, à la fin du XI^e siècle, a été rédigée dans cette optique, la conversion du souverain impliquant celle de sa famille et de ses proches et, à terme, celle du peuple dont il était le gardien et le représentant⁷²¹. Or à partir du milieu du XII^e siècle, les

720. DRH, VI/26.

721. D. M. Dunlop, « A christian mission to muslim Spain in the 11th Century » AA 17, 1952, p. 259-287, éd. arabe p. 287-310 (édition et traduction anglaise des deux lettres).

autorités ecclésiastiques commencent progressivement à s'intéresser aux musulmans et à envisager la terre des infidèles comme terre de mission. Ce processus débouche par étapes sur la naissance et le développement d'ordres de prédicateurs : à la fin du XII^e siècle, les papes invitèrent l'archevêque de Tolède à envoyer un missionnaire en Andalus et au Maroc, non pour convertir les musulmans, mais pour confirmer les bons chrétiens dans leur foi et pour remettre les mauvais chrétiens dans le droit chemin ; plus tard, des interventions pontificales visèrent à préserver les droits des chrétiens, captifs et surtout mercenaires, dans les territoires d'Islam ; ensuite seulement, les « Infidèles » devinrent dignes d'intérêt.

VIII.3.a. *Entre la mort et l'exil : la conversion ou l'exploitation ?*

Les historiens sont d'accord pour affirmer que le but de la conquête n'était pas la conversion. Au Portugal, les fondations d'églises, manifestation du nouveau pouvoir politique, occupation de l'espace et christianisation du territoire conquis, ne sont jamais évoquées comme foyers de prosélytisme (Boisselier 1999, p. 97). La bataille visait plutôt l'expulsion des musulmans et la libération des chrétiens de l'oppression (Forey 1985, p. 185). Pourtant les préoccupations pontificales existent dès le début du XII^e siècle comme en témoigne cette lettre du pape Pascal II, adressée, le 6 mars 1101, à Bernard, archevêque de Tolède, pour confirmer le primat de Tolède :

« Toi, révérentissime frère, nous t'exhortons avec une affection amicale, à te montrer toujours digne de l'honneur d'un si grand pontificat, t'efforçant d'être toujours sans reproche pour les chrétiens et pour les Sarrasins, et à t'appliquer par tes paroles et tes exemples à convertir les infidèles à la foi, avec l'aide de Dieu ⁷²² ».

Ces consignes n'eurent aucun écho dans la péninsule Ibérique et surtout elles n'apparaissent plus dans les lettres pontificales jusqu'à la fin du XII^e siècle parce que ces conseils entraient en conflit avec des intérêts locaux (colonisation des territoires), mais aussi, au niveau de la stratégie pontificale, avec des intérêts idéologiques. Au cours de cette période en effet, les musulmans se montraient encore très menaçants et la cohésion de la *christianitas* était primordiale. L'alliance du León et de la Navarre avec les Almohades menaçait l'intégrité du corps chrétien : c'est donc vers le renforcement de la communauté chrétienne que la papauté orientait ses efforts.

À l'intérieur même de la chrétienté, l'essor de l'hérésie faisait croître, dans la même période, le souci de défendre la vraie foi. Les droits des croyants apparurent en conflit avec les droits des minorités. De même que les hérétiques menaçaient l'Église de l'intérieur, la chute des barrières entre groupes minoritaires et dirigeants éveillaient dans certains esprits le spectre du déclin de la chrétienté ⁷²³. La peur qui en découlait renforçait les inquiétudes contemporaines à propos du jugement dernier et de l'approche de la fin du monde. Les pressions se multiplièrent pour protéger les fidèles du péril : la nouvelle période restreignit les droits des minorités afin de les isoler de la communauté latine (Powell 1990, p. 192). Les préoccupations, économiques,

722. *PL*, 163, n° 39, col. 60-62.

723. B. Anderson, *Imagined Communities : Reflections of the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, 1983, p. 15.

des acteurs de la frontière, et, idéologiques, des autorités religieuses, convergèrent pour renforcer la séparation entre les communautés et pour éviter le passage des unes aux autres. « Les *baptizati* qui apparaissent dans la documentation majorquine ou valencienne du XIII^e siècle sont, presque toujours, des esclaves ou d'anciens esclaves qui choisirent de se convertir pour améliorer leur situation et avoir quelque possibilité de libération (parfois pour s'échapper ensuite vers les terres musulmanes et y apostasier) quoique le baptême n'ait comporté aucune obligation allant dans ce sens de la part du maître. En réalité, la conversion ne constituait pas alors un objectif pour l'Église, et encore moins pour l'aristocratie laïque latine, qui ne donnait aucune facilité à la prédication. Les musulmans soumis non plus n'avaient pas de raisons de se convertir, étant donné que les néophytes continuaient de subir la ségrégation et d'être soumis à des exigences similaires à celles des non-convertis, tout en devant supporter les conséquences qu'impliquait la rupture des liens qu'ils entretenaient auparavant avec les réseaux de solidarité de leur milieu social d'origine. L'influence de la conversion n'alla pas plus loin que le cadre de la servitude domestique urbaine [...] Jamais un véritable projet assimilateur ne vit le jour : la ségrégation permettait de maintenir avec clarté les contours d'un corps social subordonné, dont l'existence générait des bénéfices évidents ⁷²⁴ ». L'Église semble en fait s'être adaptée à une situation particulière : la division de la chrétienté en royaumes. Face au fléau de la corruption intérieure, la conversion n'était pas une réponse adéquate : il fallait isoler, expulser et éliminer. Ce n'est que dans un second temps, lorsque la chrétienté se sentit plus sûre d'elle-même que les préoccupations missionnaires purent se développer.

VIII.3.b. *Le choix des armes : de la guerre à la prédication*

Une préoccupation croissante : les minorités en terre d'Islam

De la méfiance à l'égard des relations intercommunautaires au sein de la chrétienté, les préoccupations se sont portées sur le statut des minorités chrétiennes en terre d'Islam, captifs et mercenaires. L'attention juridique portée aux questions de la captivité et du rachat indique clairement des préoccupations théologiques (Cipollone 1992, p. 170). La lettre envoyée en 1192 par le pape Célestin III à l'archevêque de Tolède, don Martín López de Pisuerga, révèle explicitement que des réclamations ont été adressées à Rome par les chrétiens vivant en terre d'Islam et qu'elles y ont reçu un accueil favorable ⁷²⁵. Nous retrouvons dans ce texte la méfiance à l'égard de la promiscuité. Cette première étape « missionnaire » s'adresse aux chrétiens et ne vise pas encore la conversion des musulmans. La lettre adressée au *Miramomelin* par Honorius III, le 8 septembre 1219, pour lui demander la liberté de culte pour les chrétiens de son empire, s'inscrit dans la même logique ⁷²⁶.

724. Torró 2000a et 2000b, p. 91 et M. Barceló, « “Per a sarraïns preïcar...” o l'art de predicar a audiències captives », *Estudi General. El debat intercultural als segles XIII i XIV* 9, 1989, p. 117-132.

725. Publ. F. Fita, « Noticias », *BRAH*, 11, 1887, p. 455-456, trad. UMR 5648 2000, n° 52, p. 179-180.

726. Mansilla, *Honorio III*, n° 243, p. 184-185.

Le combat par le Verbe

Mais à la fin du XII^e siècle, une nouvelle étape est franchie : en 1175, Alexandre III recommande la conversion des « Maures » dans la bulle de confirmation de l'ordre de Santiago. Ce texte interdit de faire la guerre contre les musulmans pour la gloire, pour le plaisir de verser le sang, ou pour l'amour des choses terrestres, ce qui n'est pas nouveau, mais il invoque aussi la défense des chrétiens et la conversion des « Infidèles » à la foi du Christ⁷²⁷. Il semblerait que les croisés aient commencé à s'intéresser à la conversion des « Infidèles » de Terre Sainte, dès le milieu du XII^e siècle (Kedar 1984, p. 71). Mais « de manière évidente, la conversion des musulmans n'était pas un phénomène de masse dans le royaume croisé. Le manque d'enthousiasme pour la conversion des musulmans était manifeste au XII^e siècle : les Templiers avaient ainsi renvoyé un vizir égyptien captif qui avait exprimé le souhait de se convertir contre 60 000 pièces d'or⁷²⁸ ». Dès l'origine, des voix s'élevèrent contre les croisades et l'usage de la force : il s'agissait alors d'une critique morale « pacifiste. » Au XIII^e siècle apparut un autre type de critique morale d'ordre « stratégique ». La première tendance émanait de groupes totalement opposés aux objectifs bellicistes des ordres militaires, et elle fut soutenue, à partir du début du XIII^e siècle, par les nouveaux moines urbains, mendiants et prédicateurs, représentatifs de la seconde tendance. Leur orientation socio-missionnaire était incompatible avec l'activité guerrière des ordres.

Dans la péninsule Ibérique, la situation était toujours en décalage par rapport au reste de l'Occident et au front de Terre Sainte. En effet de nombreux textes législatifs évoquent la conversion des musulmans ou le respect qui était dû à ceux-ci. L'apparition, dans les *fueros*, de clauses concernant les conversions et les nouveaux convertis entérinait une évolution socio-religieuse en cours, mais ces clauses, destinées à protéger les droits des nouveaux convertis, devaient probablement aussi être conçues comme un moyen d'attirer les musulmans pour peupler et travailler les nouvelles terres du royaume⁷²⁹. Pour prélever des taxes et lever des rentes, il fallait une production agricole, et celle-ci nécessitait de la main d'œuvre, peu importait qu'elle fût chrétienne, juive ou musulmane. Les historiens ont en effet constaté qu'à la fin du XII^e siècle, les ordres militaires, comme seigneurs de la frontière, tentaient, essentiellement pour des raisons économiques, de maintenir sur place la population musulmane (Lomax, p. 101 et 119) ; à cette fin, ils étaient disposés à garantir les droits de chacun, qu'il conservât sa religion ou qu'il se convertît. Ainsi, une fois de plus, il convient de nuancer l'image que l'on a pu avoir des ordres militaires comme bras armé de la foi chrétienne dans la péninsule Ibérique : ces ordres furent avant tout des seigneurs territoriaux, attentifs à la gestion de leur patrimoine, et soucieux de tirer parti de leur situation frontalière, adaptant, en fonction des circonstances et de leur intérêt, les consignes pontificales.

727. OOMM, Uclés, carp. 1, doc. 4, traduction Rades, « Chronica de Santiago », fol. 12v-15v.

728. Kedar 1984, p. 81-82, J. Prawer, *The Latin Kingdom of Jerusalem : European Colonialism in the Middle Ages*, Londres, 1972, p. 504-510 et R. I. Burns, « Christian and Islamic confrontation. The Thirteenth Dream of conversion », *AHR* 2, 1971, p. 1386-1434 et « Social Riots on the Christian-Moslem Frontier, 13th century Valencia », *AHR* 46, 1961, p. 378-400.

729. Le *fuero* de Guadalajara de 1219 prévoit que la propriété d'un musulman, qui se serait converti et serait parti, devait revenir au seigneur, sauf si le musulman converti avait des parents chrétiens (González, *Fernando III*, t. 2, n° 75, p. 87-94).

VIII.4. Conclusion

Comme on vient de le voir, les discours négatifs à l'égard de l'autre ne furent pas déterminants dans les relations entre chrétienté et Islam. Ils n'acquiesçaient de force que dans la mesure où les acteurs de la frontière choisissaient de leur donner du sens : dans ce cas-là, le discours était remodelé en fonction des nécessités. Le vocabulaire de la haine existe tout au long de la période. Pourtant les relations entre chrétiens et musulmans de part et d'autre de la frontière ne se réduisaient pas à un massacre permanent ; il n'y avait pas non plus *convivencia* et rapports idylliques. Comme plus tard en Aragon, la violence semble avoir constitué un aspect central et systémique des relations frontalières entre chrétienté et Islam ⁷³⁰, qu'elle ait pris la forme de razzias annuelles, de vols de bétail, d'enlèvements d'individus, de destructions de biens et de récoltes, de grandes batailles, de sièges de forteresses ou d'expulsions de populations, comme ce fut en général le cas entre Tage et Sierra Morena, ou bien qu'elle se soit traduite par la ségrégation résidentielle et par l'exploitation économique et sociale d'une population en état d'infériorité juridique, comme ce fut le cas dans le Royaume de Valence au XIII^e siècle. Dans tous les cas, cette violence se trouvait au centre des stratégies de pouvoir : à l'échelle locale, elle jouait un rôle dans la préservation des carrières pour les gouverneurs d'Andalus, dans la gestion du patrimoine pour les seigneurs chrétiens de la frontière ; au plus haut niveau de l'État, elle permettait l'affirmation d'un pouvoir sur des sociétés dans lesquelles les forces d'éclatement étaient importantes et liées à des tensions « socio-ethniques. »

L'identité ethnique ne fut cependant pas en soi la base d'une unité politique ou d'une opposition. La conscience ethnique semble avoir été une forme du conflit plutôt que son motif et l'opposition au sein des formations politiques s'est exprimée à travers la manipulation symbolique de ressemblances préexistantes pour construire une identité et une communauté qui s'opposent à celles de l'ennemi désigné. En Andalus, l'inflation des logiques d'identification a occulté les raisons économiques et matérielles de la crise politique et sociale sur laquelle nous avons toujours peu de renseignements. S'interroger sur l'opposition entre Andalouisiens, Arabes et Berbères dans la Péninsule aux XII^e et XIII^e siècles, ou sur la sensibilité au *ġihād* revient finalement au même. L'émergence de cette sensibilité, si elle avait eu lieu, aurait été la preuve d'une unité sociale et politique vécue, elle aurait témoigné de l'union de l'Islam face aux chrétiens du Nord et, en même temps, elle aurait été le signe que les clivages « ethniques » avaient été transcendés.

730. D. Nirenberg, *Communities of Violence. Persecution of Minorities in the Middle Ages*, Princeton U.P., 1996, p. 6.

IX. Guerre sainte, conquête et idéologie

L'histoire des mentalités est marquée, dans le monde méditerranéen des XI^e-XIII^e siècles, par l'exacerbation des sentiments religieux et par la valorisation de la guerre sous la forme de la croisade pour la chrétienté et du *ġihād* pour l'Islam. Cette confrontation est évidemment réductrice parce que ces deux phénomènes participent de processus économiques, sociaux, politiques et religieux très différents. Le concept de *reconquista*, ou de « reconquête », a longtemps marqué l'historiographie péninsulaire et, quoique profondément remis en cause, continue d'être accepté dans certains milieux universitaires pour ne pas parler des programmes d'enseignement secondaire (Torró 2000a, p. 80). Le processus de constitution d'une histoire nationale donne, à travers l'émergence du concept de patrie, quelques indications sur les raisons de cette permanence. Du côté musulman, les historiens s'interrogent sur le développement, ou non, d'une idéologie du *ġihād*, aux époques almoravide et almohade, en s'attachant presque exclusivement à l'aspect militaire du *ġihād*. Or non seulement cette lecture du concept de *ġihād* est restrictive et ne rend pas du tout compte de la crise morale et psychologique traversée par la population andalousienne, mais il n'est même pas sûr que la réponse dévoile, même partiellement, les raisons de l'incapacité du Maghreb et d'al-Andalus à apporter une réponse adaptée et efficace à l'expansion latine.

IX.1. Le *ġihād* d'al-Andalus

IX.1.a. Le *ġihād* à la fin du XI^e siècle en Andalus

La période des *taifas* constitua un intermède entre l'intense activité militaire d'al-Manṣūr, le chambellan amiride des califes omeyyades de Cordoue à la fin du XI^e siècle, et l'intervention almoravide. Pourtant, même pour l'époque des *taifas*, on trouve indirectement des indices que les alliances avec les chrétiens n'étaient pas bien vues par la population : alors que la plupart des châteaux de la *taifa* grenadine s'étaient soumis au pouvoir de Yūsuf b. Tašfin, 'Abd Allāh le Ziride affirme qu'inquiet pour son sort, il avait songé un moment à demander l'aide d'Alphonse VI : la crainte des représailles de sa population l'en aurait empêché⁷³¹. Cette confession, quelles qu'en soient les motivations, atteste que la compromission politique des dirigeants musulmans avec les souverains chrétiens n'emportait pas l'adhésion de la population. À l'inverse, cela ne garantit évidemment pas que la population grenadine ait été à l'avant-garde du combat religieux contre les Castillans, mais cela rend improbable l'idée que les habitants d'al-Andalus aient pu songer à « une cohabitation pacifique de tous les "Hispaniques" sur le sol de la Péninsule. » Malgré la faiblesse relative du djihad militaire en Andalus, les chrétiens habitant le *dār al-ḥarb* restaient, au XI^e siècle, les ennemis de la religion d'Allāh.

731. « Mémoires », p. 148-149 ; trad. p. 263.

Aussi semble-t-il clair que, même à l'époque des *taifas*, l'identité religieuse était, pour les habitants d'al-Andalus, un déterminant fondamental de la perception qu'ils avaient des armées chrétiennes : on comprendrait mal sans cela le contraste entre la période des *taifas* et les premières années de la domination almoravide qui se caractérisent par la régularité annuelle des expéditions militaires contre les royaumes chrétiens du Nord ; on comprendrait mal aussi la présence dans les armées almoravides, au cours des opérations militaires du début du XI^e siècle, de groupes de *muğāhidūn* (« combattants du djihad ») et de *muṭṭawī'ūn* (« volontaires »)⁷³². Les dictionnaires bio-bibliographiques mentionnent en effet, à l'occasion, les circonstances du décès des savants qui moururent au combat⁷³³. La rupture qu'incarnent les Almoravides dans la politique menée à l'égard des royaumes chrétiens du Nord ne peut se comprendre que par le soutien qu'ils reçurent non seulement des '*ulamā*' d'al-Andalus, mais aussi de la population : évidemment le retour aux prescriptions coraniques sur le plan fiscal dut jouer en leur faveur, mais le *ğihād* qu'ils prênaient contre les rois des *taifas* et contre les chrétiens ne dut pas recevoir un écho trop négatif, vu la rapidité avec laquelle ils obtinrent la soumission des différentes principautés.

IX.1.b. L'esprit de djihad aux époques almoravide et almohade

À l'origine du djihad : le prince

Les fondements théoriques du *ğihād* dans le monde musulman médiéval sont des éléments bien connus. Qu'il suffise de rappeler qu'au XI^e siècle, la théorie du djihad avait évolué depuis les débuts de l'Islam. Al-Māwardī, dans ses *aḥkām al-sultāniyya*, inclut l'obligation de mener le *ğihād* dans les dix devoirs généraux du Calife : l'*imām* suprême avait pour charge de renforcer les frontières et de mener la « guerre légale » après la *da'wa* (l'appel à la conversion). Les Almoravides, dans leur grand légalisme, s'étaient parfaitement inscrits dans cette logique : les chroniques musulmanes rappellent en effet que Yūsuf b. Tašfin envoya une lettre à Alphonse VI pour l'inviter à se convertir et que, devant la réponse négative du roi castillan, il décida, à la tête de ses armées, de lui porter directement la parole de Dieu⁷³⁴. Dans cette optique, la victoire de Zallāqa (Sagrajas) en 1086, était le châtement divin réservé à ceux qui avaient refusé de se soumettre à la Loi musulmane.

L'intervention des Almoravides dans la péninsule Ibérique s'inscrivit ainsi indubitablement sous le sceau du djihad. Yūsuf b. Tašfin multiplia les signes de sa plus stricte orthodoxie et de son entière soumission à des motivations rigoureusement religieuses : sollicitation des '*ulamā*' pour déclencher la guerre contre d'autres musulmans, allégeance au calife abbasside de Bagdad, diplômes d'investiture... Vincent Lagardère, qui insiste sur l'aspect officiel de l'idéologie du djihad, c'est-à-dire sur la « propagande » d'État relayée par les juristes mâlikites énumère un grand nombre de batailles menées au nom du djihad, depuis les quatre interventions

732. Par exemple en 511/1117 (Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 4, p. 64 ; trad. Valence, 1963, p. 150-152).

733. Ibn al-Zubayr, *Ṣilat al-ṣila*, t. 3, n° 100, p. 76 et t. 4, n° 33, p. 26 ; Muṭarrif b. Muṭarrif al-Tuğībī et 'Abd al-Wāḥid b. Sulaymān b. 'Abd al-Wāḥid b. 'Īsā b. Sulaymān de Grenade, morts martyrs lors de la « razzia d'al-'Iqāb » ; probablement aussi 'Abd Allāh b. Yaḥyā al-Tuğībī, *min ahl Uqlīš*, surnommé Ibn al-Waḥš, qui meurt en 502/1108, l'année de la bataille d'Uclés (*Ṣilat al-ṣila*, t. 3, n° 136, p. 92 et Ibn Baškuwāl, *Kitāb al-ṣila*, t. 1, p. 281, n° 639).

734. Ibn al-Athīr, *Kāmil*..., t. 10, p. 92 et 99 ; t. 10, éd. Dār Sādir, p. 151-152, trad. p. 480-482.

de Yūsuf b. Tašfin jusqu'aux incursions du gouverneur Muḥammad b. Mazdalī. La description des troupes composant les armées almoravides à l'époque — armées régulières (*'asakir, aḡnād*), concentrations militaires (*hušūd*), garnisons andalusiennes (*al-ḡuyūs al-andalusiyya*) et volontaires (*mutatawwi'ūn* ou *muṭṭawi'ūn*) — et les consultations des juristes Abū Bakr al-Ṭurṭūšī, Ibn Ḥamdīn, al-Mazarī, al-Burzulī, Abū l-Walīd Ibn Rušd qui reconnaissaient le caractère facultatif du *ḥaḡḡ* sont autant d'arguments apportés par Vincent Lagardère pour défendre la thèse d'un fort développement du djihad à l'époque almoravide.

Pourtant Pierre Guichard, en développant l'hypothèse de la « non-émergence d'une sensibilité au djihad dans la société d'al-Andalus », insiste sur le manque apparent d'enthousiasme de la population andalوسienne pour le djihad militaire. Cela est paradoxalement confirmé par Vincent Lagardère qui affirme, pour insister sur la généralisation du devoir de *ḡihād* à tous, que, « malgré les avis des jurisconsultes, conscients de l'insuffisance des effectifs militaires almoravides et désireux de les renforcer par des apports de volontaires, le *ḡihād*, comme obligation personnelle, ne parvint pas à gagner un nombre suffisant d'Andalous » (Lagardère 1998, p. 182).

Pour l'historien des *Musulmans de Valence*, l'explication résiderait dans le caractère fortement centralisé des structures étatiques, caractéristique majeure d'al-Andalus, tant par rapport à la féodalité occidentale (qui, par ailleurs, n'est pas formalisée dans les royaumes ibériques comme dans le reste de l'Occident à l'époque), que par rapport à l'Orient musulman. Écartant l'idée que les Andalusiens de l'administration centrale auraient laissé le soin aux militaires berbères de défendre al-Andalus contre les chrétiens, Pierre Guichard attribue à l'existence en Occident d'un État islamique relativement fort et centralisé par rapport à l'Orient le fait que les sujets s'en remettent naturellement à lui pour la conduite du djihad militaire.

Il est très difficile de savoir si la population était favorable au *ḡihād* mené par les Almoravides. On peut pourtant émettre l'hypothèse, pour les premières décennies, d'une relative satisfaction de la population fatiguée de financer les *parias* aux royaumes chrétiens. C'est en tout cas ce qu'affirme Pedro Chalmeta à partir d'un certain nombre de consultations juridiques issues du *Mi'yār* d'al-Wanšarīsī qui témoignent des tensions belliqueuses en Andalus à l'époque : constitution de biens *ḥabūs* (legs pieux) destinés à fournir des ressources pour les forteresses et les combattants des *tuḡūr*, des chevaux pour le *ḡihād*, et des sommes pour le rachat des captifs, interdiction de détruire les murailles en ruine pour utiliser leurs matériaux⁷³⁵. Cette histoire des mentalités est quasiment impossible à mener faute de sources adéquates. En effet les sources émanant du pouvoir nous donnent immédiatement accès à l'idéologie « dominante », souvent la propagande officielle, bien plus qu'à la mentalité de la population anonyme des villes et, *a fortiori*, des campagnes.

Djihad et légitimité

S'il est inutile de s'interroger sur les raisons profondes (foi, cynisme, sens politique) qui poussèrent Yūsuf b. Tašfin à justifier la guerre qu'il mena contre les *taifas* par la notion de *ḡihād*, en revanche il est important d'insister sur le fait que dès la fin du XI^e siècle, le *ḡihād* fut un élément fondamental de légitimation du pouvoir. Yūsuf b. Tašfin avait dû faire appel aux

735. Respectivement *Mi'yār*, t. 7, p. 466-467, p. 181, p. 64, 140, 145, 477 ; t. 8, p. 253 cité par P. Chalmeta, « Al-Andalus : la época de Ibn Ezra », *Abraham Ibn Ezra y su tiempo. Actas del Simposio Internacional*, (Tudela-Toledo, 1989), Madrid, 1990, p. 59-72. Cependant, d'après P. Chalmeta, ces *fatwa*-s semblent être restées sans effet.

'*ulamā*' pour justifier la réduction des rois des *taifas* ; en revanche la guerre menée contre les chrétiens sur les frontières non seulement ne nécessitait pas la caution formelle des '*ulamā*', mais elle contribuait de surcroît à la légitimité de la guerre « légale » qui avait été menée au préalable contre les *taifas*. On ne peut pas pour autant attribuer au seul désir de légitimation les expéditions annuelles menées par Tašfīn b. 'Alī b. Yūsuf dans les années 1130, alors que celui-ci n'est pas encore « Prince des musulmans », mais seulement gouverneur général d'al-Andalus. À l'époque almohade, l'importance légitimatrice du *ġihād* fut encore plus grande. En effet le caractère cérémonial du déplacement des armées califales, l'intérêt que les auteurs de l'époque comme Ibn Šāhib al-Šalā portent à la composition des troupes ou aux ordres hiérarchiques témoignent de l'importance relative des préoccupations accordées à l'expédition et à son organisation plutôt qu'à ses objectifs.

On peut voir dans la ritualisation des cérémonies militaires, surtout à l'époque almohade, une tentative de dépersonnalisation de l'autorité, logeant le pouvoir du calife dans sa fonction et non plus dans sa personne. L'ordre social et le système entier fondés sur cette fonction auraient dû, de cette manière, sortir renforcés. Le développement de la ritualisation (au moins à l'époque almohade, car les indices pour l'époque almoravide en sont plus rares) visait, par la construction rituelle de l'autorité, à une stabilisation du pouvoir et par là même à son augmentation. Cette tentative échoue finalement en raison de la défaite de Las Navas de Tolosa qui rompt l'efficacité du rituel et l'adhésion des participants.

Le prince tirait sa puissance de la diversité de son armée qui était cause et conséquence de sa renommée. De même que, du côté chrétien, les souverains se plaisaient à énumérer les territoires qu'ils contrôlaient (« de Tolède, de Castille, de Gascogne, de Baeza... »), les chroniqueurs musulmans rappellent toujours la composition des armées sultaniennes, Arabes, Berbères, Noirs d'Afrique, Turcs (*ġuzz*), Andalousiens, garnisons des villes, gens des frontières et volontaires. Ces énumérations, sans doute fondées sur des faits avérés, contrastent avec le pouvoir des gouverneurs qui, à la tête de villes comme Grenade, Cordoue, Séville ou Badajoz, dirigeaient des troupes dans lesquelles les textes distinguent rarement les Berbères des Arabes ou des Andalousiens — car il s'agit de la « garnison de la ville » ; ensuite, elles mettent en relief le pouvoir fédérateur du prince. S'il s'agissait du pouvoir « légitime », la variété des troupes, qui pouvaient inclure des régiments de mercenaires chrétiens, était un signe de grandeur, mais s'il s'agissait de rebelles, la présence d'« Infidèles » parmi les troupes était le symbole de la trahison. L'utilisation de soldats chrétiens par Ibn Mardaniš, est présentée ainsi comme le signe de sa félonie ; les malédictions qui suivent le terme de *kuffār* (« païens »), utilisé pour caractériser ces troupes mercenaires, rejaillit sur leur employeur. D'un côté l'orthodoxie du régime qui recourt aux mercenaires chrétiens légitime l'engagement de ceux-ci, de l'autre l'utilisation d'« infidèles » suffit à délégitimer un pouvoir qualifié de rebelle et de schismatique. L'inversion des valeurs et la réversibilité du discours dépendent du lieu d'émission de celui-ci et, en conséquence, du sort des armes.

Cette recherche d'une légitimité s'appuie sur un véritable « appareil de propagande », très développé dès l'époque almoravide : les *kuttāb* de l'époque *taifa* en furent les instruments et les *fuqahā* les dirigeants. Une lettre, rédigée au nom de l'émir 'Alī b. Yūsuf et adressée de Grenade aux autres capitales de l'Empire almoravide pour annoncer une importante victoire, obtenue « grâce à Dieu contre les Infidèles Ses ennemis », devait être annoncée dans la Grande mosquée (*a'lan bi-qirā'ti-hi fi l-masġid al-ġāmi'*)⁷³⁶. Cette lecture publique des *kutub al-faṭḥ*

736. Makki, « Waṭā'iq tāriḥiyya ġadida... », Lettre n° 21, p. 190.

dans les Grandes mosquées était une pratique courante à l'époque almohade⁷³⁷. La mosquée était ainsi le lieu privilégié de la proclamation des victoires et constituait un relais de la propagande officielle. Les dirigeants contrôlaient les sermons et avaient donc la possibilité, quand ils en avaient besoin, d'ordonner aux *imām*-s proches du pouvoir de lancer des appels au djihad. En outre, les hauts dirigeants du régime almohade, quand ils exhortaient leurs troupes, promettaient le paradis et les récompenses de Dieu pour ceux qui mourraient au combat contre les chrétiens⁷³⁸.

L'ouvrage d'Ibn Šāhib al-Šalā participe de cet état d'esprit, de la propagande officielle qui contribuait à le véhiculer et de cette rhétorique du pouvoir que María Antonia Martínez Núñez décèle aussi dans l'épigraphie almohade. Le contrôle étroit exercé par le pouvoir sur les devoirs de *ḥisba* et sur le *ḡihād*, dans le sens d'effort et de combat, donnait son sens à l'inclusion dans les écritures officielles de formules coraniques, relatives à l'aide (*naṣr*), à l'assistance (*tawfiq*), à la grâce (*ni'ma*), à la prospérité (*ḡibta*), à la bénédiction (*baraka*), à la félicité (*yumn*), au pouvoir (*mulk* et *amr*), à la force (*quwwa*), à la victoire (*fath*), toutes qualités émanant de Dieu, avec des formules de glorification, de remerciement et de louanges (*subḥān*, *ḥamd*, *'izza*, *ṣukr*). Par ailleurs, l'inclusion dans l'épigraphie officielle de textes coraniques traitant du *ḡihād fi sabīl Allāh*, manifeste, selon cette chercheuse, la neutralisation de ce devoir individuel : les califes almohades en effet affirmaient en assumer seuls la réalisation et le proclamaient sur tous les modes⁷³⁹.

Le ḡihād et le mālīkisme

Reprenant les travaux de Dominique Urvoy⁷⁴⁰ sur le milieu des '*ulamā'* et les notices biographiques présentes dans les *tabaqāt* comme le *Mu'ḡam* d'Ibn al-Abbār, P. Guichard note le nombre très limité des '*ulamā'* engagés personnellement dans l'armée, « comme si les *fuqahā'* de l'époque almoravide s'étaient réservés pour la restauration et la défense de l'orthodoxie, laissant la guerre sainte aux Berbères (Almoravides) dans son organisation institutionnelle et dans sa pratique⁷⁴¹. Si bien que la promotion d'une idéologie de guerre sainte, qui, en Orient, résulte de la synthèse entre les deux préoccupations, a échoué en Occident. » (Guichard, p. 97). Cette attitude des *fuqahā'* renverrait à la tradition juridique mālīkite qui dominait dans la Péninsule et qui ne conférait pas au devoir de *ḡihād* une place prééminente dans la hiérarchie des obligations en le cantonnant dans la catégorie du *farḍ kifāya* (« obligation de caractère collectif »), devoir pesant sur l'ensemble de la communauté et non individuellement sur chacun de ses membres.

737. Ainsi, en 606/1210, les lettres annonçant la victoire des Almohades conduits par Abī Ḥafṣ contre Ibn Ḡāniya en Ifriqiya furent lues dans la Grande mosquée de Marrakech (Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 3, p. 232 ; *Bayān*, t. 5, p. 255 ; trad. Tétouan, 1953, p. 256-257).

738. C'est le cas en 1162 des exhortations du « *šayḥ* défunt Abū Ya'qūb » qui s'adressaient aux soldats valeureux de Masūfa et de Lamtūna et aux tribus arabes (Ibn Šāhib al Šalā, *Mann*, p. 133, trad. p. 44).

739. M^e A. Martínez Núñez, « Epigrafía y propaganda almohades », *AQ* 18, 1997, p. 415-445, p. 442.

740. D. Urvoy, « Sur l'évolution de la notion de *ḡihād* », *MCV* 9, 1973, p. 335-371.

741. La base de données constituée par Mustapha Benouis sur les savants d'époque almohade, à partir des dictionnaires bio-bibliographiques (*tabaqāt*), nous apprend que sur environ 3 000 savants recensés, 135 furent faits prisonniers par les chrétiens, s'exilèrent à la suite des conquêtes chrétiennes ou moururent « martyrs. »

Pourtant Vincent Lagardère, la rigidité du mâlikisme officiel et l'attachement des juristes au *taqlid* (« l'imitation servile ») n'auraient pas empêché que l'obligation collective du *ġihād* pesant sur l'ensemble de la communauté devînt progressivement une obligation de plus en plus individuelle. Les lettres d'al-Ġazālī et d'al-Ṭurṭūšī attestent l'importance du *ġihād* dans les attributions du souverain almoravide. Pour Abū Bakr al-Ṭurṭūšī, le *ġihād* est *farḍ 'alā kāffat al-muslimīn* (« obligation sur la totalité des musulmans »)⁷⁴². En outre la lettre d'Abū Bakr al-Ṭurṭūšī affirme que le *ġihād* était une obligation pour le souverain sur « les frontières du pays d'al-Andalus dont [il était] voisin, car [il était] le roi musulman le plus proche d'elles et [qu'il avait] des chevaux, des armes, des effectifs, des machines de guerre, des armées musulmanes, des soldats, tous à [ses] ordres [...et qu']il en était de même pour tous les combattants, guerriers ayant force et pouvoir qui étaient voisins et proches de [lui]. »

En Orient, il est vrai, dès 1105, un traité de *ġihād* rédigé par un *faqīh* damasquin cite l'opinion d'un docteur šāfi'ite qui estime que de devoir collectif, le *ġihād* se transforme en devoir personnel dans le cas d'une attaque infidèle (Sivan 1968, p. 29). Peut-on pour autant attribuer, comme le fait Pierre Guichard, à la diversité des écoles juridiques existant en Orient « la prise de conscience de l'inconséquence profonde » de l'attitude qui consistait pour « les individus à réclamer la guerre sainte pour être protégés, mais à en rejeter l'exécution sur autrui » (Guichard 1990-1991, p. 97) ? Cette attitude paraît en effet incontestablement répandue en Andalus, mais elle n'est pas tant liée au mâlikisme dominant qu'au contexte historique dans la Péninsule après la conquête de Tolède, en 1085, par Alphonse VI. En effet le *ġihād* ne peut être compris que dans un contexte spécifique, non seulement du point de vue juridique et théologique, mais aussi, justement, comme résultat de l'activité militaire développée sur les *tuġūr*, car il est le produit des pressions politico-sociales et des changements concrets qui avaient lieu dans la société musulmane.

La comparaison avec l'Orient et l'exemple de l'ouvrage du *faqīh* damasquin cité par Emmanuel Sivan éclairent la situation d'al-Andalus. Le propagandiste 'Alī b. Ṭāhīr al-Sulamī, qui prêchait dans une mosquée de Damas en 1105, tint pendant quatre mois une série de séances consacrées à la lecture et au commentaire d'un « livre de *ġihād* » qu'il venait d'achever. Ce traité débute par des considérations générales sur le *ġihād* et par une énumération des lois du *fiqh* ayant trait au *ġihād* et des *ḥadīth*-s faisant son éloge. Ensuite le traité évoque le *ġihād* comme devoir de base des musulmans et son importance en Syrie en raison de l'irruption de ces « mécréants » qu'étaient les Francs ; il se livre à une âpre attaque contre la division et la torpeur des musulmans devant l'invasion occidentale, et s'en prend notamment aux princes : « On est saisi d'un étonnement profond, dit-il, à la vue de ces souverains qui continuent à mener une vie aisée quand survient une telle catastrophe ! » Son appel et les propos d'encouragement qui le suivent s'adressaient en premier lieu à « nos souverains, ceux auxquels Dieu a confié la gestion de nos affaires », mais ils s'adressaient aussi aux « hommes riches », « soldats, citoyens, paysans et tous les autres » qui « devaient faire leur possible pour aider [les souverains] » (Sivan 1968, p. 30-31)

Une première remarque s'impose : Emmanuel Sivan reconnaît que nous ne savons rien de l'écho que reçut ce traité. Aucun historien de l'époque ne mentionne cette activité de

742. Viguera 1977, p. 356-361 cité par Lagardère 1998, p. 168 ; Vincent Lagardère traduit *'alā kāffat al-muslimīn* par « pour tous les musulmans » ce qui est forcer un peu le sens par rapport à l'expression habituelle *farḍ kifāya* (ou *farḍ 'alā l-kifāya*), car les deux expressions peuvent tout à fait se traduire de la même manière, c'est-à-dire obligation pesant sur « l'ensemble des musulmans. »

propagande à Damas : Ibn al-Qalānīsī ne fait même pas la moindre allusion à al-Sulamī et Ibn ‘Asākīr le mentionne uniquement comme grammairien. Le nombre des auditeurs connus grâce aux certificats de lecture est de quinze et un seul semble avoir été de quelque poids. « L’oubli dans lequel devaient tomber tant l’auteur que son livre milite toujours contre une estimation exagérée de l’action exercée par ce traité » (Sivan, p. 31). Au vu de ces éléments et si intéressant que soit l’exemple d’al-Sulamī, il est assez difficile d’utiliser al-Sulamī comme contre-exemple pour stigmatiser « l’inconséquence » des mâlikites d’al-Andalus, trop rigides pour réagir de manière adéquate à l’agression chrétienne. Que les juristes mâlikites d’al-Andalus aient été rigides, c’est possible, mais nécessité faisait loi dans l’Occident musulman comme en Orient : les célèbres *fatāwās* d’Ibn Rušd al-Ġadd sur les obligations comparées du *ġihād* et du *ḥaġġ* (pèlerinage) le prouvent amplement, en offrant une bonne image de la « casuistique » mâlikite, tout à la fois souple et rigide⁷⁴³.

Lorsque ‘Alī b. Yūsuf demanda à Ibn Rušd si le pèlerinage était préférable au *ġihād* pour les habitants d’al-Andalus, Ibn Rušd fit la réponse suivante :

« J’ai lu ta question — Allāh nous fasse miséricorde, à toi et à moi — et j’ai arrêté la réponse suivante : l’obligation du pèlerinage tombe pour les populations *andalusī-s* de notre époque, du fait de l’impossibilité de le réaliser selon les conditions établies par Allāh pour le rendre obligatoire. Car sa possibilité est liée à la capacité d’y parvenir dans la sécurité des personnes et des biens, ce qui est irréalisable en ce moment. Si l’obligation du pèlerinage tombe pour cette raison, elle devient une entreprise répréhensible par les dangers qu’elle fait courir. Il est clair, pour notre propos, que le *ġihād*, dont les nombreuses vertus et les effets sont énumérés dans le Coran et la Sunna, est préférable au pèlerinage⁷⁴⁴ ».

Quel est donc le raisonnement d’Ibn Rušd pour réussir à placer le *ġihād* avant le *ḥaġġ* dans les obligations religieuses des sujets musulmans ? Pour répondre à la question qui lui a été posée, le *faqīh* n’évoque pas la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvaient les musulmans d’al-Andalus, l’état de guerre permanent avec les royaumes chrétiens ou les besoins du régime almoravide en volontaires ; il s’attache à montrer que l’obligation du *ḥaġġ*, que les mâlikites, comme tous les musulmans, plaçaient traditionnellement au-dessus de celle du *ġihād*, ne peut plus être imposée aux fidèles, car ils ne sont pas sûrs de pouvoir l’accomplir en toute sécurité. D’obligatoire (*farḍ ‘ayn*), l’entreprise devient donc répréhensible (*makrūh*). Or le *ġihād*, dans le même temps, demeure une obligation collective (*farḍ kifāya*). Fort logiquement, presque « mathématiquement », le *ġihād* acquiert plus d’importance que le *ḥaġġ*⁷⁴⁵.

743. D. Urvoy, « Effets pervers du *ḥaġġ*, d’après le cas d’al-Andalus », in I. R. Netton (éd.), *Golden Roads, Migration, Pilgrimage and Travel in Mediaeval and Modern Islam*, Wiltshire, Curzon Press, 1993, p. 43-53.

744. Ibn Rušd, *Fatāwā*, t. 2, n° 175, p. 759-760, n° 297, p. 1021-1027 ; t. 3, n° 521, p. 1423-1425, n° 524, p. 1429-1430 ; la traduction présentée ici est celle de Lagardère 1998, p. 170.

745. Ce raisonnement se fonde sur la classification, par la *šarī‘a* (la loi musulmane) des différentes actions en cinq catégories : 1) les actions obligatoires (*farḍ wāġib*), comme le pèlerinage (*farḍ ‘ayn*, c’est-à-dire pesant sur l’individu), ou comme le *ġihād* (*farḍ kifāya*, c’est-à-dire obligation collective),

On peut, certes, s'interroger sur la raison pour laquelle Ibn Rušd préfère « déclasser » la catégorie du *ḥağğ*, plutôt que « surclasser » en *fard 'ayn* l'obligation du *ğihād*, mais il convient de ne pas oublier que c'est en juriste et en homme du pouvoir qu'Ibn Rušd raisonne : du point de vue juridique, si, pour les raisons exceptionnelles que traversait al-Andalus, il surclassait le *ğihād*, celui-ci se retrouverait dans la même catégorie que le *ḥağğ* et il n'y aurait alors aucune solution pour affirmer, contre le Coran et la Sunna, la prééminence de l'une des obligations sur l'autre. D'un point de vue politique, invoquer les attaques chrétiennes sur les frontières d'al-Andalus et la nécessité pour les musulmans de défendre leurs terres, reviendrait à affirmer l'échec de la politique menée conjointement par les juristes mâlikites et par les dirigeants almoravides depuis la conquête des *taifas* par ces derniers. En revanche déclasser le *ḥağğ* en invoquant une situation exceptionnelle en Méditerranée ou sur les routes était beaucoup plus judicieux, juridiquement et politiquement, et tout aussi légitime (dangers de la navigation, traversée des territoires fatimides, présence des croisés en Orient depuis 1099).

L'étude des consultations juridiques émises à propos des fortifications et de leur entretien atteste aussi, si besoin en était, que le mâlikisme est loin d'être aussi monolithique et rigide qu'on le dit (Marín 1998). La divergence des avis rendus par les différents *fuqahā'* ne peut en aucun cas être interprétée comme le signe d'un désintéret pour la défense d'al-Andalus ; elle reflète seulement des stratégies particulières dans la répartition des revenus et des dépenses.

Ğihād, poésie et littérature en Andalus au XII^e siècle

En outre, à partir du *Diwān* d'Ibn Ḥafāğa et des études qu'en ont faites Hamdan Hadjadji et Henri Péres⁷⁴⁶, Pierre Guichard avait émis l'hypothèse, dans sa thèse sur les *Musulmans de Valence*, de « la non-émergence d'une sensibilité au *ğihād* dans la culture andalouse du XII^e siècle. » Ibn Ḥafāğa était un poète « épicurien » originaire d'Alcira. Après avoir longtemps vécu à l'écart de la vie politique, il accéda dans les années 1110-1120 à des fonctions importantes, sans que l'on sache exactement lesquelles, auprès de plusieurs gouverneurs almoravides. Il fréquenta alors les milieux dirigeants et rédigea de nombreux panégyriques. Propriétaire de biens fonciers, Ibn Ḥafāğa semble s'être essentiellement préoccupé de ses biens, de ses amis, des injustices commises par des fonctionnaires ou des gouverneurs qu'il ne nomme jamais. Alors qu'il semble avoir souffert de l'expansion militaire chrétienne à Valence, entre 1086 et 1102, et qu'il a perdu un ami proche tué par les chrétiens de la garnison d'Aledo, on ne trouve dans son œuvre aucune référence au djihad, même dans les passages où il loue l'héroïsme des musulmans et leurs succès dans la défense des frontières. Aux raisons avancées par Hadjadji pour expliquer l'apparente indifférence du poète à l'égard des événements politiques de son époque (répartition des rôles avec les poètes officiels comme Ibn Wahbūn, attachement à sa région et désintéret pour le reste), Pierre Guichard ajoute celle qui se dégage des études traditionnelles sur l'histoire littéraire andalouse de l'époque et évoque un « problème culturel » : Ibn Ḥafāğa serait un Andalou[sien], « par sa sensibilité poétique aussi bien que par sa psycho-

2) les actions recommandées (*mustaḥabb*) ; 3) les actions indifférentes (*mubāh*) ; 4) les actions répréhensibles (*makrūh*) ; 5) les actions interdites (*ḥarām*). A. K. Lambton, *State and government in medieval Islam, An introduction to the study of Islamic political theory : the jurists*, Londres (Oriental Series, 36), Oxford U.P., 1981, p. 2.

746. H. Hadjadji, *Vie et œuvre du poète andalou Ibn Khafadja*, Doctorat de l'Université de Paris, Alger, s.d. ; H. Péres, *La poésie andalouse en arabe classique au XI^e siècle : ses aspects généraux et sa valeur documentaire*, Paris, 1937-1953.

logie, assez fermé aux préoccupations politico-religieuses des plus “africanisés” de ses compatriotes, comme les Banū Wāḡib de Valence du “parti almoravide”, proche par son attitude et ses sentiments d’un “réaliste” comme le *cadi* Ibn Ḡaḥḥāf, et acceptant dans son for intérieur l’idée d’une cohabitation pacifique de tous les “hispaniques” sur le sol de la péninsule, désespéré et silencieux devant des affrontements dans lesquels il se refusait viscéralement à entrer. » (Guichard 1990, p. 95).

Pourtant, si le terme de *ḡihād* est absent de l’œuvre poétique d’Ibn Ḥafāḡa, ce n’est pas le cas du reste de la production littéraire, politique ou poétique des époques almoravide et almohade. On peut certes s’interroger sur le fait que le thème du *ḡihād* ne soit pas exalté dans certaines lettres de chancellerie. Une lettre almoravide de 1127, par exemple, qui pourtant traitait des mesures à prendre contre les chrétiens, à la suite de l’expédition d’Alphonse le Batailleur, n’utilise même pas le terme⁷⁴⁷. L’auteur de cette lettre, Abū Marwān Ibn Abī l-Ḥiṣāl, était un *andalusi*, comme d’ailleurs tous les *kuttāb* de l’époque almoravide, connu pour sa liberté de plume, comme en témoigne l’anecdote rapportée par al-Marrākuṣi : en 1129, le *kātib* andalousien Ibn Abī l-Ḥiṣāl fut chargé par le prince des musulmans, ‘Alī b. Yūsuf, d’envoyer une lettre aux chefs militaires almoravides pour les réprimander à la suite de leur défaite à la bataille d’Alcalá (ou Cullera). Cette lettre était d’une grande violence à l’égard des Almoravides : « Puissiez-vous, au lieu de seller des chevaux, posséder des brebis que l’on trait assis. L’heure est venue pour nous de vous châtier, à moins que vous ne vous couvriez le visage avec le voile, et que nous ne vous renvoyions à votre désert et ne nettoiyions la péninsule de votre impureté⁷⁴⁸ ». Il faut rattacher sans doute cela à l’origine et à la formation « littéraire » et non « juridico-religieuse » des *kuttāb* de l’époque almoravide. La lettre d’Ibn Abī l-Ḥiṣāl est marquée en effet par la tradition littéraire et poétique orientale, omeyyade et « arabe » dans laquelle le poète doit vanter les mérites de sa tribu (*fahr*) et ridiculiser la tribu voisine. Cette lettre entre dans le cadre d’une tradition poétique remise à l’honneur par les auteurs d’al-Andalus au moins depuis le X^e siècle et témoigne ainsi moins d’une opposition entre « Andalous » et « Berbères » que de la prégnance du référent culturel et poétique arabe en Andalus au Moyen Âge.

Étant donné les liens entre l’*adab* (les belles lettres) et la *kitāba* (l’écriture des lettres de chancellerie), ces remarques sur Ibn Abī l-Ḥiṣāl peuvent aussi s’appliquer à la poésie d’Ibn Ḥafāḡa. Des travaux récents sur ce poète, comme ceux de Salma Khadra Jayyusi⁷⁴⁹ et de Magda M. al-Nowaihi⁷⁵⁰, insistent, en effet, sur l’influence stylistique des poètes omeyyades comme Ru’ba al-‘Aḡḡāḡ (mort en 708), ou littéraire des poètes abbassides comme Abū Tammām (804-856), Ibn al-Rūmī (837-899) et al-Mutanabbī (916-966), sur l’imaginaire bédouin (dont témoignent les *ḥiḡāziyāt*, ces poèmes évoquant la faune, la flore et de nombreux noms de lieux de la péninsule Arabique), sur l’expression d’une nostalgie très grande pour un mode de vie, une culture et un territoire lointain⁷⁵¹ qu’Ibn Ḥafāḡa n’a jamais vus, mais qu’il

747. Makki « Waṭā’iq tāriḡiyya ḡadīda... », lettre n° 1, p. 167.

748. Al-Marrākuṣi, *Mu’ḡib*, p. 127 et Guichard 1990-1991, p. 92.

749. S. K. Jayyusi, « Nature Poetry in al-Andalus and the Rise of Ibn Khafāja », in Jayyusi 1992, p. 367-397.

750. M. M. al-Nowaihi, *The Poetry of Ibn Khafājah. A Literary Analysis*, Londres-New York- Cologne, Brill, 1993.

751. Le thème des *ḡlāl* (les vestiges du campement, thème de prédilection de la poésie antéislamique), de la *riḡla* (le voyage), et les élégies sur la perte de la jeunesse sont très développées en Andalus

connaissait assez, comme de nombreux autres arabes et musulmans, pour s'y identifier. La poésie d'Ibn Ḥafāḡa participe en fait du style « néo-classique », comme le caractérise Aḥmad Haykal, en vogue en Andalus au XII^e siècle ⁷⁵².

Cette référence à l'héritage arabe, oriental, omeyyade et abbasside, qui est à la fois mémoire et redécouverte, et cette nostalgie poétique et littéraire pour le cœur de l'Islam, que l'on retrouve dans la poésie des grands soufis, sont plus significatives de la réaction de ce poète officiel par rapport aux troubles que traverse al-Andalus au début du XII^e siècle, que l'absence du terme de « *ġihād* » dans sa poésie. En effet, à cette époque de prépondérance des juristes ('*ulamā*' et '*fuqahā*'), l'utilisation et, par voie de conséquence, la connotation du terme sont essentiellement juridiques. Au moment où al-Andalus est menacé, ce que le poète invoque, c'est la culture traditionnelle arabe, non pas en opposition avec les dirigeants berbères, mais en réaction à l'agression occidentale. Dans son domaine, la poésie, avec ses armes, les vers, Ibn Ḥafāḡa réagit à l'avancée des royaumes chrétiens en ancrant la culture andalousienne dans le terreau de la péninsule Arabique. À sa manière, il combat l'ennemi latin du Nord.

Certes Ibn Ḥafāḡa appartient à l'élite et aux cercles du pouvoir, mais il participe d'un courant poétique beaucoup plus large, celui des poètes de *nawriyyāt* (poèmes décrivant des fleurs), de *rawdriyyāt* (décrivant des jardins et des paysages plaisants) et de *rabi'riyyāt* (décrivant le printemps), courant traditionnellement évoqué comme représentatif de la nature « accueillante » d'al-Andalus, ce qui paraît un véritable paradoxe en cette époque de guerre perpétuelle. Plus largement, l'appartenance des *kuttāb* (secrétaires de chancellerie) au monde de l'*adab* est suffisante pour expliquer l'absence du terme de « djihad » dans les lettres et la poésie almoravides, et sa présence *a contrario* dans toutes les lettres almohades, à une date où les *kuttāb* avaient cessé d'appartenir au monde des *udabā'* (« lettrés ») pour entrer dans celui des '*ulamā*' et des '*fuqahā*', spécialistes des sciences juridico-religieuses.

Par ailleurs, l'existence d'une poésie qu'on a pu qualifier improprement de « pastorale » n'est pas exclusive du genre épique. Le poète Muḥammad Abū Bakr Ibn Sawwār al-Uṣbūnī n'est pas aussi connu qu'Ibn Ḥafāḡa et l'on ne possède pas de lui tout un *diwān* pour juger de son œuvre comme de celle d'Ibn Ḥafāḡa. Pourtant on trouve dans les textes que nous avons de lui des références au djihad : en effet, Ibn Sawwār, poète originaire de Lisbonne si l'on en croit sa *nisba*, après avoir été capturé par les chrétiens à Coria, fut racheté par un membre d'une famille de notables de Salé, les Banū 'Aṣra. Il les remercia par de nombreux panegyriques ⁷⁵³. Ibn 'Idāri affirme qu'il faisait partie du groupe de poètes officiels chargés de prononcer l'éloge funèbre de Yūsuf b. Tašfin et cite une quinzaine de ses vers composés pour l'occasion. Cette production élégiaque évoque ainsi, dès 1106, le djihad et sa manifestation militaire, le *ġazw* ⁷⁵⁴ :

*Chaque année une pieuse razzia (ġazw) frappe un grand nombre de Rūm ou les anéantit
Tu enchaines ġihād sur ġihād exécutant la parfaite sentence de tout ce que tu décides*

à cette époque, non seulement dans les vers d'Ibn Ḥafāḡa, mais aussi dans ceux de nombreux autres poètes.

752. A. Haykal, *Al-adab al-andalusī*, Le Caire, Dār al-ma'ārif, 1970, p. 217-232.

753. Sur le *wazīr* Ibn Sawwār, voir Ibn Bassām, *Daḡira*, t. 4, p. 811-833 et Ibn Sa'īd al-Maġribī, *Al-muġrib*, t. 1, p. 411.

754. Ibn 'Idāri, *Bayān*, t. 4, p. 47.

On pourrait accumuler les exemples de poètes qui se sont illustrés dans la « poésie guerrière » : Abū Ġa'far Aḥmad al-A'má al-Tuṭīlī par exemple affirme dans son *Diwān* à propos des tentatives de Yūsuf b. Tašfīn pour reprendre Tolède : « l'islam remerciera ton épée à ce propos ⁷⁵⁵ ». Des poètes plus obscurs ont écrit sur des victoires moins connues comme Muḥammad b. Mas'ūd b. Ḥālīša à la suite de la victoire de Tašfīn b. 'Alī b. Yūsuf sur les chrétiens à Karkay (Caracuel) en 531/1136 : « Dieu t'a donné une victoire non partagée ⁷⁵⁶ ». Le dernier exemple que nous évoquerons est le poème rédigé par Abū l-'Abbās al-Ġarāwī (3 *ṣifr* 467/ 3 septembre 1174) après la victoire d'Abū Ya'qūb sur Alphonse IX de León et après la conquête d'Alcántara ⁷⁵⁷ :

Vous avez mené le vrai ġihād pour Dieu

Et vous vous êtes levés pour défendre la foi

Vous avez laissé la terre et les cœurs ennemis

Dans un ébranlement extrême et un grand désarroi

[...]

Par ton épée, la religion s'est répandue à l'Orient et à l'Occident

Sur les ennemis s'est abattu le sort de la guerre

Nous ne nous attarderons pas sur la poésie de cour d'époque almohade dont on trouve de nombreux exemples dans le *Don de l'imāmat (Mann bi-l-imāma)* d'Ibn Ṣāḥīb al-Ṣalā ⁷⁵⁸. En effet le régime almohade mit en place une véritable cour califale où se pressaient tous les courtisans du souverain et tous les poètes qui cherchaient à briller auprès de lui. On conserve ainsi de nombreux exemples d'une production officielle, poétique et littéraire, qui vante les succès du calife almohade dans le domaine du djihad militaire contre les royaumes du Nord de la Péninsule. La rareté, toute relative, de l'occurrence du terme de « djihad » dans les productions épistolaires et poétiques en Andalus, essentiellement à l'époque almoravide, ne semble ainsi pas pouvoir être interprétée comme un signe de désintérêt à l'égard du djihad sous sa forme militaire.

755. Abū Ġa'far Aḥmad al-A'má al-Tuṭīlī (XII^e siècle), *Diwān*, I. 'Abbās éd., t. 1, Beyrouth, Dār Ṣādir, 1963, p. 200.

756. Ibn al-Ḥaṭīb, *Iḥāta*, t. 2, p. 393-394.

757. Ibn 'Iḍārī, *Bayān*, t. 5, p. 131.

758. Une thèse de doctorat de l'Université de Fès, soutenue en 1989 par 'Abd al-Ḥaqq al-Marīnī et publiée en 1996, sur la « Poésie du ġihād dans la littérature maghrébine » fournit un grand nombre d'exemples de poèmes et de vers composés à partir du règne de Yūsuf b. Tašfīn et portant sur le ġihād : 'A. al-Ḥ. Al-Marīnī, *Ši'r al-ġihād fi l-adab al-maġribī min 'ahd al-amīr Yūsuf b. Tašfīn al-Murābiṭī ḥattā al-sulṭān al-Mawlā 'Abd al-Raḥmān b. Hišām al-'Alawī*, 2 vols, Muḥammadiya, Ministère des Waqf-s, 1996. L'intérêt principal de l'ouvrage réside dans la compilation de tous les vers cités dans les chroniques, les anthologies historico-littéraires et les dictionnaires bibliographiques des époques almoravide et almohade en Andalus et au Maghreb (*Mu'ğib, Mann, Bayān, Qalā'id al-'iqyān, Mu'ğam, Daḥira, Iḥāta, I'lām al-a'lām, Muqaddima...*) et dans l'utilisation des recueils de poésie de 'Abd al-Ġabbār Ibn Ḥamdīs al-Šiqillī, (Ibn Ḥamdīs, *Diwān*, I. 'Abbās éd., Beyrouth, Dār Ṣādir, 1960), d'Abū Ġa'far Aḥmad al-A'má al-Tuṭīlī (al-A'má al-Tuṭīlī, *Diwān*, I. 'Abbās éd., t. 1, Beyrouth, 1963) et d'Ibn Ḥafāġa (Ibn Ḥafāġa, *Diwān*, M. Ġāzi éd., 2 vol., Alexandrie, 1979).

IX.1.c. Des mérites comparés du *djihad* en Orient et en Occident

Si le sermon du docteur šāfi'ite al-Sulamī visait à mobiliser la population, il condamnait aussi véhémentement l'inaction des dirigeants. Selon Emmanuel Sivan, le traité de *ġihād* d'al-Sulamī témoigne d'un certain malaise à l'égard du problème franc, mais l'éveil de la conscience du *ġihād* qu'il révèle resta limité aux milieux piétistes intransigeants de Damas et d'Alep. Ailleurs aucune réaction n'était perceptible. « Ce rayonnement restreint de l'idée de *ġihād* se traduisit d'une façon très évidente par les effets minimes qu'elle eut sur la politique des souverains des deux villes. » Riḍwān à Alep, « tout en rendant hommage à l'idée de guerre sainte dans des déclarations creuses et des actes insignifiants, n'introduisit pas la moindre modification dans sa politique. L'échec de ce qu'on pourrait baptiser "le courant de protestation" est d'autant plus remarquable que ses militants n'envisageaient nullement une action hors du cadre de l'État (telle l'organisation d'unités de volontaires entreprenant des opérations indépendantes). Convaincre les souverains — soit directement, soit en exerçant sur eux une pression populaire — pour qu'ils donnent le signal de la guerre sainte, était leur but suprême ; but qui, au cours de ces vingt années décisives, ne fut jamais réalisé même pour un instant ⁷⁵⁹ ».

Des inscriptions funéraires évoquent certes en Orient l'engagement des Turcs dans le *djihad* contre les Francs, alors qu'il faut attendre plusieurs décennies pour avoir une inscription équivalente en Andalus ⁷⁶⁰, mais l'existence, pour l'Orient, de témoignages dont on n'a pas d'équivalent pour al-Andalus n'est pas probante en raison de la non-conservation des sources musulmanes dans la péninsule Ibérique. Par ailleurs l'alliance entre les milieux piétistes urbains et les Turcs est mieux connue que la situation en Andalus (qui ne fut peut-être pas si différente). Dans l'étude que mène Emmanuel Sivan sur l'idéologie de *ġihād* en Orient, on perçoit nettement plusieurs moments : un mouvement part d'abord du sein de la société civile en réaction non seulement à la conquête de Jérusalem par les Francs, mais aussi à l'inaction des autorités ; ensuite les dirigeants reprennent ces revendications et prônent le *ġihād*. La victoire militaire d'Ilgāzi en 1119 face aux Francs à Darb Sarmadā galvanisa les troupes, confirma la légitimité du souverain et enclencha une dynamique de guerre sainte parmi les dirigeants, dans les milieux piétistes et dans l'armée (Sivan 1968, p. 41). Cette union momentanée faiblit rapidement et ne réapparut que lorsque les Francs remirent le siège devant Alep en 1124.

Que peut-on en conclure... ? Que la victoire consacre le *ġihād*. En Occident, le *ġihād*, comme propagande officielle, apparut beaucoup plus tôt qu'en Orient. Un an après la conquête de Tolède par les chrétiens, la réaction militaire avait eu lieu. Certes Tolède n'était pas redevenue musulmane, mais les « infidèles » avaient été humiliés et en quelques années un pouvoir s'imposa et garantit à la population d'al-Andalus la défense des frontières contre les royaumes chrétiens du Nord. On conçoit dès lors assez bien que les théories mālikites sur la « guerre

759. Sivan 1968, p. 35 et A.-M. Eddé, « Ridwan prince d'Alep de 1095 à 1113 », *Revue d'Études Islamiques* 54, 1986, p. 103-128.

760. J. Sauvaget, « La tombe de l'ortokide Balak », *Ars islamica* 5/2, 1938, p. 207-215. La seule inscription funéraire conservée dans la péninsule Ibérique qui concerne un martyr de Badajoz en 556/1161 : « Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux... *Tout ce qui se trouve sur la terre disparaîtra. La face de ton Seigneur subsiste, pleine de majesté et de munificence (Coran, LX, 26-27)* Voici le tombeau du *šayḥ faqih* Abū l-Qāsim Ḥalaf b. Ḥasan Ibn Farḥūn al-Bakrī — Qu'Allāh illumine son tombeau et sanctifie son âme ! — Il périt martyr (*ustuḥida*) à l'est de la Grande mosquée de Badajoz, lorsque l'ennemi (*al-'aduww*) surprit cette ville, dans la matinée du jeudi, premier jour de *rabi' II*, 556/30 mars 1161 » (Lévi-Provençal 1931, n° 48, p. 59-60).

légale » aient été confirmées : les *'ulamā'* ne ressentait aucunement le besoin de modifier leurs positions puisque les Almoravides assuraient, quoique imparfaitement comme le mit clairement en lumière l'expédition d'Alphonse le Batailleur en 1126-1127, la défense des *tuġūr*. Les revendications orientales d'al-Sulamī n'étaient finalement qu'une forme d'opposition au régime. En Andalus, la monopolisation du *ġihād* par le pouvoir almoravide engendra en réaction un mouvement de retrait du monde. Alors qu'ailleurs le sacrifice de sa personne pouvait répondre à une exigence individuelle de pureté, en Andalus, par le caractère étatique du *ġihād*, l'engagement dans les troupes des *muṭṭawi'ūn* s'apparentait plus à un soutien du pouvoir en place qu'à une défense du *dār al-islām*. L'opposition aux Almoravides ne pouvait ainsi passer par l'appel au djihad dont les souverains avaient fait leur mot d'ordre ; ce furent plutôt l'ascétisme et le mysticisme qui polarisèrent les mécontentements et les frustrations.

La biographie d'Abū Muḥammad 'Abd al-Raḥmān b. 'Alī b. Aḥmad b. 'Abd al-Raḥmān al-Zuhri (528/1134-612/1215) est emblématique de cette attitude. Ce savant exerçait une magistrature relativement peu importante, mais, plusieurs fois sollicité par le pouvoir, il refusa toujours de recevoir le moindre salaire en échange des charges qu'il assumait. Il répétait toujours à ses enfants : « Ne refusez jamais de charges juridiques (*šar'īyya*), mais n'acceptez pas un salaire en échange, votre charge sera votre djihad et votre pèlerinage, si vous n'avez pas eu l'occasion de les effectuer ⁷⁶¹ ». Ce savant sévillan qui vécut dans une période de violents affrontements avec les chrétiens mettait son intégrité et sa probité au même niveau que les obligations du pèlerinage et du *ġihād*. Cette manière de mener le « grand *ġihād* », l'effort personnel dans la voie de Dieu, est peut-être héritière de la conception ḥazmienne du *ġihād*. Elle manifeste en tout cas une méfiance extrême à l'égard du *sulṭān*. Le thème du djihad a intéressé les juristes proches du pouvoir, à qui le souverain demandait des consultations pour légitimer sa politique ; en revanche le genre « historique ou stratégique » qui se rattachait plus au genre de l'*adab* fut dévalorisé à l'époque almoravide au profit du droit et, à l'époque almohade, au profit de la spéculation et de la philosophie.

Le drame du *ġihād* en Andalus fut ainsi, peut-être, d'avoir été monopolisé très tôt par des souverains inspirés par un esprit de réforme religieuse. Les victoires et les défaites n'étaient pas intériorisées par la population comme ses victoires ou ses défaites mais comme celles du pouvoir. Dans un cas, elles le rendaient supportables ; dans l'autre, elles le discréditaient totalement. Les Almoravides, et les Almohades à leur suite, étaient ainsi condamnés à vaincre ⁷⁶². Le moindre échec sapait leur légitimité. Il fut très difficile aux souverains berbères de mener le combat sur plusieurs fronts à la fois, sans pouvoir s'appuyer sur d'autres que sur les cadres du régime. Au même moment, dans les royaumes chrétiens, se multipliaient les institutions intermédiaires qui assuraient la continuité du pouvoir en cas de vacance ou de crise, qui participaient à la gloire des victoires militaires, mais qui assumaient en même temps les risques de la défaite, sans craindre pour autant le châtement du roi. Ces institutions ne menèrent pas toujours une « guerre sainte » contre l'Islam ; ce n'est que progressivement que la guerre qu'elles menaient prit une coloration religieuse, puis franchement l'allure d'une croisade.

761. Ibn al-Abbār, *Takmila*, t. 3, n° 109, p. 44-45 ; Ibn al-Zubayr, *Šilat al-šila*, t. 3, n° 354, p. 205-206 ; al-Dahabī (m. 748/1348), *Siyar a'lām al-nubalā'*, éd. B. 'Awwād Ma'rūf, 23 vol., Beyrouth, 1985, t. 22, n° 38, p. 55 ; al-Dahabī, *Tadkirat al-ḥuffāz*, éd. 'Abd al-Raḥmān b. Yaḥyā al-Mu'allimī, s.l., s.d., t. 4, p. 1402.

762. Laroui 1995, p. 156 a déjà signalé que l'idéologie même de l'État almoravide l'avait condamné à être toujours irréprochable, fort et efficace.

IX.2. Croisade et guerre sainte

IX.2.a. Le contexte européen

Les croisades

La défense des pèlerinages à Jérusalem fut dans les interprétations classiques l'élément primordial des croisades. La parution en 1935 de l'ouvrage de Carl Erdmann suppose une rupture historiographique ; reléguant l'affluence des pèlerins à un rôle secondaire, il concentra la lumière sur la question de la guerre sainte, vue non comme une simple mutation du *ġihād* islamique, mais comme un processus occidental d'altération des valeurs ecclésiastiques traditionnelles⁷⁶³. La thèse d'Erdmann voyait en effet dans la croisade l'aboutissement de la guerre sainte, mettait l'accent sur l'aide de la papauté aux chrétiens d'Orient et insistait sur l'influence de Jérusalem. L'auteur allemand défendait l'idée que les progrès de la guerre sainte étaient liés aux combats réformateurs des années 1075-1080. Face à cette thèse, les historiens qui ont rapproché de la croisade les campagnes menées en Espagne au XI^e siècle ont eu tendance à souligner l'aspect de guerre sainte et à minimiser les éléments qui font de la croisade prêchée par Urbain II un événement unique, une innovation et un pèlerinage. Eloy Benito Ruano, il y a déjà de longues années, défendit l'idée que, dès le début, la lutte contre l'Islam dans la Péninsule eut le caractère d'une véritable croisade, en affirmant en particulier que, même si l'expédition de 1063 n'était pas encore une croisade dans le sens *juridique* du terme, l'esprit de croisade avait présidé à sa formation⁷⁶⁴. L'initiative pontificale, la présence de forces internationales et l'objectif antimusulman semblèrent suffisants à Eloy Benito, comme avant lui à Ramón Menéndez Pidal, pour considérer que l'entreprise qui conquiert Barbastro était « une croisade avant les croisades⁷⁶⁵ ».

Même si les papes, à partir d'Alexandre II, avaient conféré à quelques-unes au moins des entreprises militaires en Espagne un caractère de guerre sainte, cela ne permet pas d'affirmer que l'expansion des royaumes ibériques était une croisade⁷⁶⁶. La remise en question la plus sérieuse de l'influence de la péninsule Ibérique sur la naissance de la croisade est due à Marcus Bull qui insiste sur l'importance du pèlerinage dans la croisade. Les croisades en Orient seraient ainsi un pèlerinage armé et les batailles contre l'Islam dans la péninsule Ibérique n'auraient pas joué le rôle de répétition générale qu'on leur attribue (Bull 1993, p. 72). Ces débats débordent largement le contexte ibérique. Quelle que soit la nature profonde du phénomène des croisades, la lutte contre l'Islam sur le front castillan fut progressivement assimilée à une croisade. La

763. À partir de la traduction anglaise, C. Erdmann, *The Origin of the Idea of Crusade*, M. W. Baldwin et W. Goffart (trad.), Princeton U.P., 1977.

764. Pour une présentation détaillée de l'expédition de Barbastro, voir Sénac 2000, p. 391-397 et J. Goñi Gaztambide, *Historia de la bula de la cruzada en España*, Vitoria, 1958.

765. E. Benito Ruano, « España y las cruzadas », *Anales de historia antigua y medieval*, Buenos-Aires, 1952, p. 92-120, p. 104.

766. A. Ferreiro, « The siege of Barbastro, 1064-1065 ; A Reassessment », *Journal of Medieval History* 9, 1983, p. 129-144, p. 134.

christianisation de la guerre, la contamination militaire des institutions ecclésiastiques, le rôle et l'influence de la papauté furent des éléments essentiels dans le combat contre al-Andalus.

La christianisation des pratiques militaires

L'influence de la réforme « grégorienne » et de l'Église sur l'idéologie de la guerre de la fin du XI^e au milieu du XIII^e siècle coïncida approximativement avec la montée de la féodalité dans la plupart des pays d'Occident. Face à la nouvelle classe seigneuriale dont la fonction et l'occupation essentielles étaient la guerre, l'Église demeura quelque temps circonspecte⁷⁶⁷. Attachée par tradition au pouvoir royal, elle ne vit au début dans les *militēs* que des fauteurs d'anarchie et de troubles. Pourtant rapidement elle tenta de christianiser cette *militia* par un processus de sacralisation dont la liturgie nous a conservé de nombreux témoignages. Dans le *Pontifical* romano-germanique, composé à Mayence vers le milieu du X^e siècle, on trouve un cérémonial de bénédiction de l'épée et de la lance ainsi qu'une oraison sur les combattants. La diffusion du *Pontifical* fut très rapide en Occident, y compris en Castille en raison de l'imposition du rite romain sous la pression d'Alphonse VI et des clunisiens arrivés avec Constance, sa femme bourguignonne. Au XI^e siècle apparut en Occident le rite de l'adoubement, cérémonie jusque-là exclusivement profane, mais dont le caractère religieux ne cessa de s'affirmer pour devenir prépondérant au XIII^e siècle. En Castille, ces rituels se développèrent sous le règne d'Alphonse VII, quoique l'on en ait très peu de témoignages. L'Église se départit de son attitude réticente et de sa suspicion à l'égard de la guerre et des guerriers sous l'impulsion de papes militaristes. Dans le même temps, les hagiographies de saints laïcs ou militaires se multiplièrent⁷⁶⁸.

Cette sollicitude nouvelle vis-à-vis des chevaliers n'était pas désintéressée : le sacre avait habilité le roi carolingien à défendre l'Église et lui en avait même fait un devoir. Si, en Catalogne, c'est le comte de Barcelone qui revendiqua naturellement ce devoir, dans le contexte castillan, cette obligation passa au détenteur de la puissance publique, le roi castillan se l'appropriant à travers la revendication de l'héritage wisigothique. La puissance acquise par la papauté à la fin du XI^e siècle lui permit de prendre la direction spirituelle d'une Europe seigneurialisée et fragmentée. Dans une lettre adressée en 1063 à l'archevêque de Narbonne, le pape Alexandre II, s'inspirant d'autres textes pontificaux du IX^e siècle concernant la défense de l'Italie contre les « Sarrasins », déclara que ce n'était pas un péché de verser le sang des « infidèles. » La grande nouveauté de ce document tient au fait que le pontife y affirmait que participer à une guerre utile pour l'Église constituait une satisfaction pénitentielle, au même titre que l'aumône ou le pèlerinage. Les chevaliers francs, envoyés en grand nombre par Cluny pour lutter contre les « Maures » devant Tolède, bénéficièrent donc, en vertu de cette commutation d'un type original, de la remise des peines qui leur avaient été infligées pour leurs péchés⁷⁶⁹.

Ces diverses évolutions conduisirent à la formation d'une nouvelle conception de la guerre menée contre les ennemis, envahisseurs de la chrétienté, païens, qu'ils fussent normands, hongrois ou sarrasins. Progressivement certains combats furent perçus comme des activités

767. E. Siberry, *Criticism of Crusading 1095-1274*, Oxford, Clarendon, Press, 1985.

768. J. Flori, « L'Église et la guerre sainte de la "paix de Dieu" à la "croisade" », *Annales ESC* 2, 1992, p. 453-466, p. 454.

769. A. Vauchez, *La spiritualité au Moyen Âge occidental. VIII-XIII^e siècles*, Paris, Points-Seuil « Histoire », 1994, p. 54.

méritoires grâce auxquelles le combattant pouvait espérer la rémission de ses péchés. Plusieurs papes défendirent cette position, en particulier Alexandre II en 1063, au moment de l'expédition de Barbastro, et, évidemment, Urbain II en 1095. Dans ce domaine, la croisade introduisit une grande nouveauté : la promesse de rémission des péchés concernait tous ceux qui se battaient, blessés ou non, et pas uniquement ceux qui mouraient. De morales et théologiques, les conceptions sur la guerre devinrent fondamentalement juridiques. Dans la Péninsule, cette évolution des conceptions se traduisit par le ballet des légats pontificaux chargés de réconcilier les rois chrétiens en les incitant à porter le fer contre les musulmans. L'idée d'une normalisation de la « guerre chrétienne » émergea progressivement avec l'interdiction des armes de jet comme l'arbalète ; contre les musulmans, En revanche les guerres déclenchées par l'autorité publique ne faisaient l'objet d'aucune limitation de la part des ecclésiastiques ⁷⁷⁰.

La militarisation des pratiques religieuses

D'un autre côté, les activités religieuses furent contaminées par le fait militaire : le fait de mourir sous le froc assurait en effet une participation pleine et entière aux suffrages, prières et mérites des religieux, à la seule condition de renoncer au mariage et de se dépouiller de ses « honneurs » et de ses biens. Pour un laïc, le chemin du salut passait par le triple refus du pouvoir, du sexe et de l'argent. En présentant la vie religieuse avant tout comme un combat incessant contre l'ennemi, la spiritualité monastique trouva un vaste écho au sein d'une société guerrière dont l'éthique profane privilégiait les valeurs de lutte. Le *miles* qui entrait au monastère laissait derrière lui son cheval et son épée, pour des armes spirituelles infiniment plus efficaces que celles du monde (Vauchez 1994, p. 51). L'intégration de la terminologie militaire pour définir les vocations monastiques ne furent qu'un aspect de cette militarisation. La terminologie adoptée par les promoteurs de la réforme « grégorienne » (*miles, fidelis, servitium*) désignait le pontife comme seigneur ultime à qui tous devaient être soumis, en particulier par le double usage du terme de *fides*, dans un sens religieux et vassalique. La réforme « grégorienne » prétendait substituer à la dépendance laïque une dépendance centralisée romaine, pour les élections épiscopales essentiellement, mais pas seulement (García-Guijarro 1995, p. 38). Dans la péninsule Ibérique, les hommes d'Église s'identifiaient totalement avec l'esprit militaire de la cause « nationale » (Linehan 1993, p. 193). L'origine aristocratique de bon nombre d'ecclésiastiques de haut rang explique en partie leur participation active aux combats. Par contre-coup, Alexandre III (1159-1181) admit, alors que le service militaire était officiellement illégal pour les prêtres, que des clercs portassent les armes.

L'entrée en masse d'aristocrates et de chevaliers dans des institutions ecclésiastiques où ils imposaient un mode de vie lié au métier des armes, modifia ainsi profondément la nature de ces institutions. Cette évolution avait été préparée par la nouvelle éthique ecclésiastique de la réforme « grégorienne » et elle trouva un fervent soutien dans la personne de Bernard de Clairvaux. Les ordres militaires, qui apparurent, en liaison avec les croisades, offraient aux laïcs, et principalement à ceux qui étaient issus de l'aristocratie, une autre formule de vie religieuse ⁷⁷¹.

770. Sur l'autorisation de l'arbalète contre les musulmans, voir J. A. Brundage, « The Limits of the War-Making Power : the Contribution of Medieval Canonists », in C. J. Reid Jr. (éd.), *Peace in a Nuclear Age : The Bishops' Pastoral Letter in Perspective*, Washington, The Catholic University of America Press, 1986, p. 69-85 rééd. *The Crusades, Holy War and Canon Law*, Variorum Reprints, Londres, 1991.

771. Lourie 1982, p. 170-172 ; Forey 1985 et García-Guijarro 1995, p. 71.

L'insertion de religieux dans le monde séculier, et encore plus dans le champ de la milice, était un élément nouveau dans l'Église et contrastait avec la tradition contemplative du monachisme. Cette innovation, cependant, ne vint pas de l'extérieur, par une influence de pratiques similaires dans le monde musulman, mais elle obéit aux transformations qui s'étaient développées dans le monde ecclésiastique dans la seconde moitié du XI^e siècle, conduisant à l'acceptation de la guerre sainte, avec la considération du combat pour la foi comme moyen de perfectionnement spirituel et, en conséquence, l'intégration de cette activité dans la sphère monastique.

IX.2.b. La frontière castillane avec l'Islam

La mentalité de croisade dans la péninsule Ibérique

Dans la péninsule Ibérique, sur la frontière avec l'Islam, cette « mentalité » de la croisade ne se développe que tardivement. En effet les institutions et la rhétorique croisées furent importées dans une situation où l'accaparement des terres par des dirigeants militaires locaux avait déjà commencé. Cette antériorité explique, selon R. Bartlett, la lenteur de la diffusion de la guerre sainte ailleurs que dans les milieux ecclésiastiques, familiarisés depuis déjà de longues décennies avec cette notion (Bartlett 1993, p. 24). Quelle que soit la nature de l'expédition de Barbastro en 1063 et 1064, de nombreux textes, tous d'origine cléricale, accordaient des rémissions de peines pour la lutte contre les « sarrasins. » Pourtant l'expédition de 1064 ne déboucha pas sur un engouement massif, ni sur la multiplication des initiatives de ce type dans la Péninsule. La participation des chevaliers francs et ibériques à la lutte contre l'Islam, pendant les trente ans qui suivirent Barbastro, semble principalement motivée par l'appât du gain matériel et fut effectivement contrôlée par les dirigeants péninsulaires beaucoup plus que par la papauté (Bull 1993, p. 81). La force du pouvoir monarchique distinguait la péninsule Ibérique du reste de l'Occident chrétien. Les souverains chrétiens n'eurent pas immédiatement intérêt à favoriser un mouvement lancé par le pape et adressé, par-dessus la tête des rois, à l'ensemble de la société.

Par ailleurs, si les rois de la Péninsule regardaient d'un œil un peu méfiant l'intervention pontificale, qui, d'une certaine manière, interférait avec leur propre pouvoir, les sujets chrétiens de la frontière avec l'Islam n'étaient pas non plus tous favorables à la sanctification de leur conflit avec les musulmans. En effet l'intérêt personnel des sédentaires pratiquant la céréaliculture ou le commerce transfrontalier les poussait à préférer des relations pacifiques avec l'Islam, alors que les communautés frontalières qui pratiquaient l'élevage et qui se caractérisaient par l'importance politique et économique des chevaliers municipaux (*caballeros villanos*) devaient être assez favorables à l'état de guerre endémique qui assurait leur suprématie. Cette distinction, proposée par Norman Housley, oppose ainsi les frontières stables, caractérisées par une certaine *convivencia*, aux frontières dynamiques où les hostilités étaient presque permanentes. Aucun de ces deux types de frontière ne semble avoir été un milieu particulièrement réceptif à l'esprit de la croisade⁷⁷². En revanche l'implantation des ordres militaires dans la zone entre Tage et Sierra Morena contribua à l'émergence non seulement d'une guerre totale visant à l'extermination de l'ennemi, mais aussi d'un *ethos* de croisade, sans que cela suppose une rupture absolue entre deux types de relations frontalières : en effet le commerce entre des

772. N. Housley, « Frontier Societies and Crusading in the Late Middle Ages », *Mediterranean Historical Review* 10/1-2, Tel-Aviv-Londres, 1995, p. 104-119.

communautés cloisonnées par des différences religieuses et en état de guerre froide permanente ne disparaissait pas. La « destruction des Sarrasins et l'expansion des chrétiens » synthétisent le « programme d'extermination au service de la dilatation de la chrétienté, dont la forme la plus achevée fut élaborée dans l'abbaye de Cluny⁷⁷³ ».

L'identification des fronts contre l'Islam : Orient et Occident

Le développement progressif, quoique tardif, de l'esprit de croisade dans la péninsule Ibérique, est dû en grande partie aux forces extérieures : aventuriers français, papauté réformée et fanatisme religieux des Almoravides, mais ce furent la crise du pouvoir monarchique et le renforcement corollaire des barons pendant la régence d'Urraca qui favorisèrent le plus l'intervention pontificale dans la Péninsule. En 1123, lors du premier concile de Latran, auquel assistaient trois évêques péninsulaires (Tarragone, Ségovie, Lugo), Calixte II affirma l'équivalence totale des fronts orientaux et ibériques et il accorda la même rémission des péchés pour les combattants des deux fronts (Fletcher 1987). La Péninsule devint alors terre de croisade :

« À tous ceux qui se battent avec énergie dans cette expédition, par l'autorité apostolique et par la *potestas* qui nous ont été concédées divinement, nous concédons généreusement la même rémission des péchés que celle que nous avons accordée aux défenseurs de l'Église d'Orient⁷⁷⁴ ».

Cela est encore plus clair au moment du deuxième concile de Latran (1139)⁷⁷⁵ ou de la seconde croisade de 1146-1149. Le théâtre des croisades et des opérations est élargi à la Baltique, à l'Espagne ainsi qu'à la Syrie et la Palestine⁷⁷⁶.

Le but premier des indulgences pontificales ne traduisait pas à la fin du XI^e et au début du XII^e siècle le fait que la guerre dans la Péninsule était déjà perçue par la papauté comme une croisade. Il s'agissait au contraire d'empêcher un trop grand succès de la croisade qui aurait dégarni les frontières avec al-Andalus. « Le but que poursuit Urbain II est à l'évidence de faire renoncer les Espagnols à leur vœu de croisade en Orient et à le commuer en combat contre les Sarrasins en Espagne. Il était donc nécessaire d'assimiler étroitement les deux théâtres d'opérations militaires et les récompenses que l'on pouvait y acquérir, comme le fait plus nettement encore Pascal II quelques années plus tard en interdisant toute participation des Espagnols à la croisade pour les diriger vers le combat contre les Maures⁷⁷⁷ ».

L'émergence d'une nouvelle conception de la frontière doit ainsi, semble-t-il, beaucoup à la Papauté et, en particulier, à l'idéologie de guerre sainte qui se développait en même temps

773. D. Iogna-Prat, *Ordonner et exclure. Cluny et la société chrétienne face à l'hérésie, au judaïsme et à l'islam, 1000-1150*, Paris, Aubier, 1998, p. 361 et Torró 2000a, p. 82.

774. *PL*, 163, n° 249, col. 1305 ; Mansi, *Concil.*, XXI, 217.

775. En particulier le dixième canon cité par Guiance 1998, note 12, p. 316.

776. N. Housley, « Jerusalem and the Development of the Crusade Idea, 1099-1128 », in B. Z. Kedar (éd.), *The Horns of Hattin*, Londres-Jérusalem, 1992, p. 27-40, p. 35.

777. Lettre adressée par Pascal II à Alphonse [VI], roi des Espagnes, le 14 octobre 1100 (*PL*, 163, n° 25, col. 45, et *ES*, t. 20, p. 29), citée par Flori 1997, p. 333.

que les croisades. Par l'équivalence reconnue des rémissions de peines, accordées pour la lutte contre l'Islam dans la Péninsule et en Terre Sainte, les différents pontifes tendirent à unifier les fronts occidentaux et orientaux dans les mentalités. L'ennemi était le même, la frontière celle de la chrétienté et le combat *pro christianorum finibus dilatandis*.

Le processus fut lent : les nombreuses tentatives des légats pontificaux pour pacifier les royaumes péninsulaires et pour organiser une expédition conjuguée contre al-Andalus furent longtemps vaines, mais, au début du XIII^e siècle, « l'esprit de la croisade » paraît totalement intégré dans la péninsule Ibérique, comme en témoigne le rôle joué par Rodrigo Jiménez de Rada en 1212. L'identification des fronts orientaux et occidentaux contre l'Islam n'était pour autant pas totale. En effet, en 1219, le pape demanda au célèbre archevêque de Tolède de prêcher une croisade : il permit certes aux non nobles de commuer leur vœu de combattre en Syrie contre celui de combattre dans la Péninsule, mais les nobles, eux, n'avaient pas le choix et devaient aller en Terre Sainte. Les indulgences pontificales furent données progressivement autant pour service personnel contre les musulmans, que pour don de provisions ou d'argent pour garnir les châteaux de la frontière, spécialement ceux des ordres militaires. Ainsi l'archevêque de Tolède promit à tous ceux qui participeraient à la construction du château d'Aliaguilla la même indulgence que pour le combat contre les « Maures » et Honorius III offrit l'indulgence plénière à tous ceux qui mourraient en combattant pour l'ordre de Calatrava⁷⁷⁸.

L'attitude pontificale à l'égard des royaumes chrétiens de la Péninsule évolua en fonction de la situation politique locale. Quand en 1157, l'empire céda la place au « cinq royaumes », les papes adoptèrent une politique plus empirique, favorisant celui qui leur paraissait le plus capable d'organiser une croisade. C'est pour cette raison qu'entre 1157 et 1230, ils n'appuyèrent pas un monarque péninsulaire en particulier. Dans un environnement politique susceptible d'évoluer, les papes choisirent de soutenir de manière très constante les ordres militaires qui, obéissant au commandement pontifical, formèrent toujours le noyau des armées chrétiennes dans les combats contre l'Islam. En 1206, une bulle d'Innocent III exhorta ainsi les fidèles à donner des aumônes à l'ordre de Calatrava pour qu'il envoie des chevaliers en Terre Sainte pendant les trêves passées par les souverains chrétiens de la Péninsule avec les Almohades et, le 13 février 1221, Honorius III accorda une indulgence plénière aux chevaliers de Calatrava mourant au combat contre les « Maures⁷⁷⁹ ». Les papes autorisèrent aussi les ordres militaires péninsulaires à rompre les trêves que les rois hispaniques avaient passées avec les musulmans et ils leur concédèrent les mêmes indulgences que pour les croisades de Terre sainte. Par ailleurs ils élargirent le champ d'application des indulgences en les accordant aussi aux personnes qui gardaient les forteresses des ordres militaires pendant que les chevaliers étaient au combat⁷⁸⁰.

778. P. Pressutti, *Regesta Honorii III papae*, Rome, 1888, n° 997, 1027, cité par Lomax 1965, p. 160.

779. OOMM, Calatrava, carp. 440, n° 10 ; AHN, cod. 1342, fol. 23-24, RAH, Collection Salazar y Castro, I-37, 9/611, fol. 105-105v., *BOMC*, écrit. 8, p. 39-40 et OOMM, Calatrava, carp. 441, n° 17, *BOMC*, écrit. 11, p. 55.

780. Par exemple, le 18 décembre 1221, pour l'ordre de Calatrava (OOMM carp. 441, n° 18, *BOMC*, écrit. 14, p. 57).

IX.2.c. La péninsule Ibérique, avant-garde de la chrétienté

L'influence croissante de la papauté dans le combat contre l'Islam se traduisit par le rapprochement de plus en plus fréquent des notions de croisade et de *christianitas*. Celle-ci commença alors de désigner le territoire dans lequel vivait la communauté des chrétiens, la *christianitas* du haut Moyen Âge : l'emploi fréquent du terme *christianitas* chez les chroniqueurs de la première croisade, alors qu'il était rare chez les autres chroniqueurs, est significatif de cette association croisade-chrétienté. L'idée de croisade était liée à l'idée d'unité qui avait nourri la pensée médiévale⁷⁸¹ et qui tirait son origine du souvenir de l'Empire romain et de celui de Charlemagne, Rome étant à la tête de la chrétienté.

En Castille, l'héritage carolingien joua un rôle négligeable, mais, à la fin du XII^e siècle, le sens castillan de la responsabilité par rapport au monde extérieur et, inversement, la conscience croissante qu'eut le monde extérieur des affaires castillanes et l'anxiété des observateurs contemporains pour le christianisme en Castille augmentèrent fortement et influencèrent la pensée politique de l'Occident dans son ensemble. L'évêque Sicard de Crémone affirmait ainsi, après Las Navas de Tolosa, que la Castille avait sauvé non seulement Yspania, mais aussi Rome et, en vérité, toute l'Europe⁷⁸². Les ordres militaires ne défendaient plus seulement le royaume de Castille, de León et d'Aragon : les donations leur étaient faites *ad defensionem et exaltationem Christianitatis et oppressionem Paganorum*.

Par la multiplication des indulgences pour le combat, en Terre Sainte ou dans la péninsule Ibérique, l'intervention pontificale tendit à faire de la frontière de la chrétienté une limite sacrée qu'il convenait de repousser le plus loin possible (*dilatatio christianitatis*), et qui ne devait être transgressée, ni dans un sens, ni dans l'autre : l'Infidèle, assimilé au Mal, qui vivait de l'autre côté ne devait évidemment pas s'introduire dans les terres chrétiennes et les princes chrétiens ne devaient pas pactiser avec le Diable. Cette sacralisation des frontières avec l'Islam eut de nombreuses conséquences : d'une part elle permet de comprendre la dureté des croisés francs qui participaient aux opérations militaires dans la Péninsule⁷⁸³ ; d'autre part, elle alimente l'imaginaire chevaleresque des chroniqueurs de l'époque. La transgression des frontières devint un défi à Dieu, un péché d'orgueil⁷⁸⁴. Ainsi, au terme de près de deux siècles d'évolution, la frontière avec l'Islam était-elle devenue sacrée.

781. M. Bull, « Overlapping and Competing Identities in the Frankish First Crusade », *Le concile de Clermont de 1095 et l'appel à la croisade*, Rome, EFR, 1997, p. 195-211, p. 204.

782. *Monumenta Germaniae Historica*, SS, 31, 1903, p. 180 cité par Linehan 1993, p. 294.

783. 'Abd al-Wāḥid al-Marrākuṣī rappelle ainsi, qu'à la suite de la reddition de Calatrava en 1212, une partie des croisés « avaient quitté Alphonse — Que Dieu le maudisse — sous le prétexte qu'on leur interdisait de tuer les musulmans présents dans cette forteresse » (al-Marrākuṣī, *Mu'ğib*, p. 236) ; Jiménez de Rada confirme cette version des événements (*DRH*, lib. VII).

784. M. Alvira, « La concepción de la batalla como *duelo* y la propaganda de cruzada en Occidente a principios del siglo XIII. El desafío del Miramamolín a la Cristiandad antes de la batalla de Las Navas de Tolosa (16 de julio de 1212) », *Heresis* 26-27, 1996, p. 57-76, « El desafío del Miramamolín antes de la batalla de Las Navas de Tolosa (1212). Fuentes, datación y posibles orígenes », *AQ* 18/2, Madrid, 1997, p. 463-490 et Alvira 1996.

IX.3. Patrie, *Reconquista* et paradis perdu : une histoire édifiante

IX.3.a. *Hispania* ou le droit sur la terre : *Pugna pro patria*

Du côté chrétien, le terme de *patria* apparaît de plus en plus souvent dans les sources. Il devient la désignation normale du territoire chrétien : le roi, après avoir conquis des villes musulmanes et avoir envahi les confins des Sarrasins, revient toujours dans « sa patrie », couvert de butin et de gloire. À propos de la victoire finale d'Alphonse VI (sic) après la défaite de Zallāqa, Lucas de Tuy affirme :

« Horrifiés, les Sarrasins promirent fermement de payer leur tribut au roi Alphonse et lui offrirent de grands trésors d'or, d'argent, de pierres précieuses et d'habits de soie. Le roi revint dans sa patrie riche et plein de gloire. Le roi Miramamolín retourna alors au Maroc, le siège royal de son royaume et tant que vécut le roi Alphonse, il n'osa plus venir en Hispanie⁷⁸⁵ ».

Ce passage oppose la patrie du roi chrétien (ici, Alphonse VI) au Maroc du souverain des Sarrasins, l'Hispanie devenant l'aire d'expansion « naturelle » de la patrie du roi chrétien. En Catalogne, avec plus d'un siècle d'avance, c'est-à-dire entre le X^e et le XI^e siècle, la géographie s'insinue dans l'expression notariale : la frontière est alors « celle du salut séparant la *christianitas* de l'*Hispania*⁷⁸⁶ ». Entre 960 et 1040, « la documentation catalane condamna l'*Hispania* à une radicale aliénité : terre de l'islam, terre interdite, elle devint repérable et dégagea ses propres limites (*Parias de Hispania, auro de Hispania*). » À la fin du XI^e siècle, les Catalans « domestiquèrent le concept de *patria*. Jusqu'alors synonyme de paradis, le mot définit désormais l'espace où se déroulait la vie de la collectivité (*nostra patria, patria barcinonensis*), territoire délimité, personne morale, capable de souffrance (*In patria, ultra patriam, gloria patriae, detrimentum patriae*) » (Zimmermann 1993, p. 11).

Beaucoup d'historiens ont insisté sur l'importance du concept de *patria* dans l'émergence de l'État et de la monarchie nationale au Moyen Âge, et il semble bien que la recherche de la frontière ait été une condition *sine qua non* de ce concept. Au XII^e siècle, les canonistes prirent conscience de l'émergence d'une indépendance à l'égard de l'Empire de Charlemagne et de ses successeurs. En fait, cela était doublement vrai : par le détachement des anciennes régions carolingiennes de l'idée impériale, et par le développement de royaumes qui, comme la Castille, n'avaient jamais appartenu à l'Empire carolingien et qui purent donc revendiquer pour eux-mêmes le titre impérial (de même que les rois d'Angleterre). L'universalisme de l'Église demeurait, mais celui de l'Empire romain était considérablement affaibli à la suite de la reconnaissance du fait que les rois étaient empereurs dans leur royaume. Le royaume, indépendant de l'Empire, et du même coup, nouvelle patrie commune et lieu d'origine des sujets du roi,

785. Lucas de Tuy, *Chronicon Mundi*, éd. Schott, p. 101 ; éd. Puyol, p. 378-380.

786. Sur l'application du nom d'*Hispania* au territoire d'al-Andalus dans les sources asturo-léonaises, castillanes, catalanes et aragonaises, voir Maravall 1964-1997, p. 222-243 et Torró 2000a, p. 80.

était maintenant devenu la nation, en fait, si ce n'est en nom⁷⁸⁷. Le concept de *patria* territoriale, qui émergea en Occident au XII^e siècle, fut inspiré par les textes du Décret de Gratien enrichi par les citations de la loi romaine. Les décrétistes renvoyaient à l'époque de la loi romaine pour la défense de la *patria*. Inversement celui qui incitait l'ennemi à se lever contre la *res publica* était coupable de trahison (*laesa maiestas*) et sujet à la peine capitale comme dans la loi romaine ; quiconque fuyait du champ de la « guerre publique » était passible de la même peine et selon la loi Canon était *infamis*⁷⁸⁸. Par ailleurs, selon certains canonistes le devoir de défendre la *patria* était supérieur à l'obligation féodale du vassal à son seigneur (Post, « Two notes... »). On trouve un écho de ces théories dans la bulle pontificale adressée en 1196 par Célestin III à l'épiscopat péninsulaire pour les excommunications d'Alphonse IX de León et de Pedro Fernández de Castro⁷⁸⁹. Le terme de *patria* n'apparaît pas dans ce document, mais le « corps » de la chrétienté occupe le centre de l'argument, par une fusion de la tradition romaine et des références néo- et vétéro-testamentaires. Alors que les *Évangiles* proposaient une éthique de la non-résistance, la bulle de Célestin III se réfère à la justice des représailles : « Il est juste en effet que celui qui néglige de respecter la foi envers son Créateur et qui a totalement oublié le pacte avec son Dieu comprenne qu'on ne doit pas respecter la foi envers lui et que les hommes qu'il avait reçus à diriger doivent être délivrés du joug de son pouvoir. » Pourtant cette fusion n'utilise pas les éléments de manière équivalente : les références néo-testamentaires (Matthieu, 18, 6-9) sont d'ordre « poétiques », en revanche la logique de la bulle est d'inspiration romaine (*justum est enim*) et vétéro-testamentaire (loi du talion).

Les textes de l'époque insistent sur le caractère non seulement mystique de la chrétienté, mais aussi matériel, tangible et visible de la communauté « nationale » chrétienne. La *christianitas* devenait la patrie suprême, et sa *defensio* constituait la forme suprême de patriotisme en quoi se rejoignaient l'amour du ciel et celui de la terre natale, la religion et le civisme (Brundage 1976-1991, p. 288). Mourir pour la patrie était glorieux. E. Kantorowicz décrit « le développement d'un concept de patrie comme un processus de sécularisation de la pensée religieuse et de sanctification de la pensée séculière, un développement qui eut lieu dans les monarchies françaises et anglaises entre le XII^e et le XIII^e siècle » (Guiance 1998, p. 320). De cette tradition classique de la mort glorieuse pour la patrie séculière on passe à la tradition chrétienne d'une mort sanctifiée pour le paradis-patrie chrétien. Quant à ceux qui vivaient en exil et dans la honte, ils étaient déjà morts (Brundage 1976-1991, p. 187). Cependant l'étude des chroniques du XIII^e siècle révèle que, lors de son émergence, le sentiment national castillan n'était pas fondé, comme en Angleterre ou en France, sur le concept de patrie, mais sur ceux de « terre » et surtout de dilatation des frontières de la chrétienté. La patrie et la foi étaient unies dans un même concept et cette assimilation transforma « la conscience hispanique en véritable entreprise modelée de génération en génération. » C'est la défense de la terre qui fonde la construction idéologique castillane du combat contre l'ennemi et de la « re-conquête » de territoires perdus *peccatis exigentibus* (Guiance 1998).

787. Post 1953 et K. F. Werner, « Les Nations et le sentiment national dans l'Europe médiévale », *Revue historique* 244, 1970, p. 285-304.

788. E. H. Kantorowicz, « Mourir pour la patrie (*pro patria mori*) dans la pensée politique médiévale », *Mourir pour la patrie et autres textes*, Paris, PUF, 1984, p. 105-141.

789. Publ. F. Fita, « Noticias », *BRAH*, 11, 1887, p. 456-458.

IX.3.b. La Reconquête de l'Hispania

La conquête de Tolède

Il est un moment fondamental dans l'histoire de la « *Reconquista* » : la conquête de Tolède par Alphonse VI de Castille-León en 1085. La récupération de l'*urbs regia*, capitale séculière et ecclésiastique du VII^e siècle, dont la prééminence se fondait sur le souvenir des conciles wisigothiques, revêtit le caractère d'une nouvelle naissance pour une dynastie qui se présentait, à travers la lignée asturienne, comme héritière des rois wisigothiques ; cette « reconquête » apparut comme un véritable manifeste de la *potestas regia* :

« Moi, par la volonté de Dieu Alphonse Empereur d'Espagne, je concède au siège métropolitain, c'est-à-dire à [l'église] Sainte-Marie de la ville de Tolède, le siège pontifical en *honor* entier comme il se doit, tel qu'il avait été institué dans le passé par les saints Pères. La ville, par jugement secret de Dieu, fut possédée pendant 376 ans par les Maures qui blasphèment tous ensemble le nom de Dieu ; aussi, moi, réalisant quelle humiliation représentait le fait que le nom du maudit Mahomet fût invoqué à l'endroit même où nos saint Pères avaient adoré Dieu avec la volonté de la foi, tandis que le nom du Christ était méprisé et les chrétiens soumis ou jetés dans des tourments divers par le glaive et par la faim, ainsi donc, après que Dieu, par un ordre merveilleux, m'eut transmis l'empire défectueux de mes parents ⁷⁹⁰, c'est-à-dire de mon père, le roi Ferdinand, et de ma mère, la reine Sancha, j'ai entrepris la guerre contre les nations barbares. Après beaucoup de combats et la mort d'un grand nombre d'ennemis, j'ai pris, grâce à l'aide de Dieu, des villes peuplées et de puissantes forteresses. De même, sur l'inspiration divine, j'ai lancé mon armée contre cette ville dans laquelle mes ancêtres avaient régné, très puissants et très riches, jugeant qu'il serait agréable aux yeux du Seigneur si, moi, Alphonse Empereur, le Christ me guidant, je pouvais rendre aux fidèles de Sa foi cette situation qu'une nation perfide, sous la direction maléfique de son Mahometh, avait éloignée des chrétiens [...] Alors moi, séjournant dans la cour impériale et rendant grâce à Dieu du fond de mon cœur, j'ai entrepris avec la plus grande diligence de savoir comment récupérer l'église, autrefois illustre, de Sainte Marie, la vierge mère de Dieu, et d'agir en conséquence [...] j'ai convoqué les évêques et les abbés ainsi que les pairs de mon Empire pour être avec moi à Tolède le 18 décembre [1086] afin qu'avec leur accord, un homme digne de Dieu fût élu pour être un archevêque irréfutable dans ses actes et éclatant de sagesse, et afin

790. L'idée d'imperfection de l'empire contenue dans les termes de *peccatum imperium* est très vraisemblablement liée à guerre fratricide déclenchée, à la mort de Ferdinand I^{er} (décembre 1065), entre les trois héritiers qui avaient reçu chacun un royaume : García, la Galice, Alphonse, le León, et Sanche, la Castille. Après bien des péripéties, dont l'exil d'Alphonse dans la cour du souverain musulman de la *taifa* de Tolède, l'assassinat de Sanche II en 1072 et l'enfermement de García jusqu'à sa mort en 1090, Alphonse réussit à s'imposer à la tête d'un empire réunifié.

que, par leur office, cette maison arrachée au diable fût dédiée à Dieu comme une église sainte⁷⁹¹ ».

Ce texte très célèbre et amplement analysé par Peter Linehan dans son *History and Historians of Medieval Spain*, mérite quelques commentaires. La charte fait le lien entre les ancêtres du souverain, c'est-à-dire les monarques wisigothiques (*progenitores mei*), les Pères de l'Église péninsulaire (*sanctis patribus*) et le présent de la dotation. Par son action, sur l'inspiration divine, Alphonse VI a effacé l'humiliation (*opprobrium*), le blasphème (*mauris... blasphemantibus*), il a restauré l'adoration de Dieu après la parenthèse de trois cent soixante-seize ans pendant laquelle la ville de Tolède fut, par jugement secret de Dieu, aux mains des sectateurs de Mahomet, et la cathédrale l'ancre du démon. Il est remarquable que le pape n'apparaisse à aucun moment dans cette charte où Alphonse VI rétablit, de son propre chef, la supériorité du nouvel archevêque sur tous les autres évêques et archevêques de la Péninsule sans en référer au souverain pontife et sans avoir aucune autorité pour le faire. Le lien entre Dieu et la monarchie est direct, le roi agit sur inspiration divine et acquiert sa légitimité par le rôle de ses ancêtres et par sa lutte contre les « barbares » païens. Alphonse VI établit un véritable parallèle entre la restauration politique de l'« empire » wisigothique et sa restauration religieuse (Linehan 1993, p. 210).

Le préambule de la charte de dotation de la cathédrale de Tolède, tout comme le récit que fait Ibn Bassâm de la conversion de la Grande mosquée en cathédrale et de l'intervention des Almoravides, tente de réinsérer la conversion de la Grande mosquée dans une histoire plus générale de la Péninsule. L'émir 'Abd Allâh de Grenade cite, dans la même optique, la conversation qu'il aurait eue avec Sisnando Davidiz : « Je savais fort bien quelle était la ligne de conduite [d'Alphonse VI] par ce qu'il en disait à ses vizirs. Cela me fut répété par Sisnando de vive voix au cours de cette campagne : "C'est aux chrétiens (*Rûm*) qu'au début appartient al-Andalus, jusqu'au moment où ils furent vaincus par les Arabes qui les refoulèrent en Galice... mais maintenant que c'est possible, ils désirent recouvrer ce qui leur a été ravi par la force ; pour que le résultat soit définitif, il faut vous affaiblir et vous user avec le temps : quand vous n'aurez plus ni argent ni soldats, nous nous emparerons du pays sans la moindre peine !" »⁷⁹² Dans la charte de dotation, la décision prise par Alphonse VI d'entreprendre la guerre contre les musulmans semble découler de la réunification des royaumes que son père Ferdinand avait divisés entre ses trois fils et de sa volonté de purifier l'église wisigothique profanée par les musulmans. La *Dahira* d'Ibn Bassâm, quant à elle, met clairement sur le compte de l'orgueil du « tyran Alphonse » tant la conquête de Tolède que la conversion de sa mosquée-cathédrale. L'auteur y rapporte d'ailleurs qu'Alphonse VI avait fait fondre de superbes cloches en prévision de la conquête de Cordoue et de la conversion de sa Grande mosquée. Cette anecdote rapportée par un musulman au sujet du souverain chrétien permet à l'auteur, à un moment où l'avancée

791. Archivo capitular de la Catedral de Toledo, sig.O.2.M.1.1 ; *Privilegios reales y viejos documentos*, t. 1, Toledo, éd. Ayuntamiento de Toledo, Madrid (Joyas Bibliográficas), 1963 et *PRCT*, n° 1, p. 15-20.

792. Guichard, *L'Espagne et la Sicile*, n° 7, p. 48-51.

chrétienne avait été endiguée par les Almoravides, de rappeler, à propos de la perte de Tolède et comme pour la contrebalancer, l'humiliation infligée aux chrétiens par Almanzor en 997⁷⁹³.

L'idée impériale et la construction d'une histoire « nationale »

En intégrant les événements relatés dans une continuité, les documents royaux et les chroniques castillanes élaborent une histoire « nationale » qui se construit selon un triple refus : de la souveraineté pontificale, de l'islam et de l'ingérence française. Le premier refus se manifeste par la revendication du titre impérial par Alphonse VI. C'est le 26 mars 1077 que semble être apparu le titre impérial à la première personne : *Ego Adefonsus imperator totius Hispania*, bien avant le couronnement d'Alphonse VII au concile de 1135 au cours duquel « pour le salut du royaume et de toute l'Hispania, l'Empereur donna des coutumes et des lois dans tout son royaume » (Menéndez Pidal 1950, p. 56). À la fin du XI^e siècle, le titre impérial réapparaît en 1079, 1080, 1081, 1087, 1092, 1095, jusqu'en 1105⁷⁹⁴. D'après R. Menéndez Pidal, l'apparition, à cette date, de la titulature impériale serait une réponse aux prétentions de Rome qui invoquait depuis quatre ans la fameuse donation de Constantin selon laquelle les terres occidentales appartenaient au patrimoine de Saint-Pierre⁷⁹⁵. Le fait qu'Afonso Enriques se soit fait vassal du Saint-Siège ou plutôt *caballero de San Pedro*, offrant à Rome le paiement de 4 onces d'or annuel contre la protection pontificale, pour échapper à la tutelle que voulait lui imposer le souverain castillano-léonais au titre de ses prétentions impériales, confirme cette thèse : la notion d'Empire se développait dans la Péninsule face aux prétentions pontificales et, parallèlement, Rome constituait un refuge pour ceux qui refusaient l'hommage à Alphonse VII (Menéndez Pidal 1950, p. 151).

Le titre impérial, s'il n'était pas directement lié à la victoire sur les musulmans, ne lui était cependant pas totalement étranger. En effet, en 1134, à la mort d'Alphonse le Batailleur, Alphonse VII avait reçu Saragosse en échange de la défense de l'Aragon contre les Almoravides : il devait rendre la ville et sa région lorsque le successeur du défunt serait en âge de régner, contre un hommage vassalique pour ces terres. Par ailleurs, le traité de Tudillén (1151) avait le caractère d'un partage total de « l'Espagne musulmane » (*Hispania*) entre l'empereur et son vassal, le comte de Barcelone, prince d'Aragon. Toute l'Hispania appartenait à l'empereur qui exigeait pour elle un hommage vassalique, même s'il n'aidait pas à la conquérir. Cet hommage était encore plus rigoureux quand il aidait à la conquête, comme il était stipulé pour Murcie, ou quand il participait à la défense comme pour Saragosse. Ainsi, le traité de Tudillén nous confirme-t-il qu'au milieu du XII^e siècle l'empire hispanique était officiellement organisé dans la Péninsule. Mais le projet impérial fit long feu et la mort d'Alphonse VII scella le sort de l'empire des Espagnes. En 1179, la reconnaissance par le souverain castillan du titre royal d'Afonso Enriques, en lieu et place de celui de *dux Portugalensis*, entérina la disparition de l'empire hispanique et établit la constitution définitive d'un nouveau royaume, l'espérance dans une unité supérieure ayant totalement disparu (Menéndez Pidal 1950, p. 189).

793. Ibn Bassām, *Dahira*, t. 7, p. 166-168. Il existe une traduction française d'une partie de cet extrait dans Guichard 1990, p. 122-123 et une traduction espagnole dans García Gomez et Menéndez Pidal 1947, p. 27-41.

794. Maravall 1964-1997, p. 437-459 et, plus particulièrement, p. 439 et 442.

795. Le 30 avril 1073, le pape Alexandre II revendiqua sur la Péninsule un véritable droit de propriété, valable, selon lui, malgré l'intermède de l'occupation « sarrasine » (Flori 1997, p. 325).

Enfin c'est contre les Francs que se construit l'histoire castillane. Le déclin général de l'investissement franc en Espagne avait commencé à partir de la seconde moitié du XII^e siècle. La *reconquista* devint dès lors un fait de plus en plus hispanique. Le départ des chevaliers trans-pyrénéens, juste avant la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa, constitue un moment symbolique de la rupture entre l'Espagne et le reste de l'Europe, puisque, selon le récit de Jiménez de Rada, il permit à la « trinité de rois » de vaincre les « Infidèles. » La réussite de cette croisade, en dépit du départ des Francs, donna une résonance « nationale » à cet événement qui assurait la restauration de la grandeur perdue et la prise en main des destinées de la péninsule Ibérique par ses propres monarques sans l'aide des puissances étrangères. C'est pour cette raison que la *Crónica latina de los reyes de Castilla* se plaît à rappeler que, parmi les rares personnalités ultramontaines qui demeurèrent après le départ des Français, Thibaud de Blaison était le fils de Pedro Rodríguez de Guzmán et qu'Arnaud Amaury, l'archevêque de Narbonne, avait des origines catalanes⁷⁹⁶.

La mission divine de la « reconquête »

Compte tenu de ce triple refus, les chroniqueurs inventèrent la « reconquête », mission divine de libération des territoires occupés par les Sarrasins. Peter Linehan note qu'entre 1147 et 1230, les clercs castillans montrèrent peu d'intérêt pour l'enregistrement des événements. Cela distingue le royaume d'Alphonse VIII de la France de Philippe Auguste ou de l'Angleterre d'Henry II et s'explique par l'immaturité des structures sociales castillanes, en contraste avec la Catalogne et le Portugal où, dans les monastères de Ripoll et de Santa Cruz de Coimbre, les exploits des dirigeants étaient consignés. L'échec du rêve impérial contribua à ce silence, les clercs castillans s'interrogeant sur la place et le rôle du royaume dans l'histoire de la Péninsule (Linehan 1993, p. 246).

Ce n'est finalement qu'au XIII^e siècle que la Castille réussit à se construire une mission : à partir de ce que Peter Linehan appelle le « mythe gothiciste », surgi dans l'historiographie à la fin du IX^e siècle et fondé sur l'idée que la monarchie asturo-léonaise était la légitime héritière de l'État wisigothique. Les chroniques du XIII^e siècle de Rodrigo Jiménez de Rada, de Lucas de Tuy, ainsi que la *Crónica latina de los reyes de Castilla*, reprirent en les développant ces idées de « restauration » et de « rétablissement » de la situation antérieure à l'islam. Dans cette perspective, il convenait d'expliquer les raisons de la perte de l'*Hispanie* par les péchés des hommes de l'époque (*peccatis exigentibus*). Parfois Dieu châtiât Son peuple à cause des péchés que celui-ci avait commis en utilisant la force militaire mauvaise des peuples païens ennemis (Assyriens, Babyloniens...), pour amener Son peuple à la repentance et à la réforme morale ; à la suite de quoi, Il lui permettait de reconquérir sa liberté et sa prospérité antérieures (Flori 1997, p. 331). Les souverains castillans étaient les instruments de cette libération. Le préambule d'une charte de donation de Ferdinand III au *concejo* de Baeza en 1231 affirme ainsi : « Moi, Ferdinand, voulant que la ville de Baeza, qui demeura longtemps captive sous le pouvoir des Sarrasins, retrouve sa liberté originelle...⁷⁹⁷ » R. Fletcher, à partir de l'étude de la *Chronica Adefonsi Imperatoris*, composée peu après 1147, date l'émergence de cette idée de reconquête et de mission divine du milieu du XII^e siècle (Fletcher 1987). Pourtant ce n'est qu'au XIII^e siècle qu'elle se généralisa.

796. M. Alvira Cabrer, « Le vénérable Arnaud Amaury : Image et réalité d'un Cistercien entre deux croisades », *Hérésis* 32, 2000, p. 3-35 et, sur Thibaud de Blaison, Alvira et Buresi 2001, p. 225.

797. González, *Fernando III*, t. 2, n° 339, p. 389-391.

Cette nouvelle justification du pouvoir des monarques castillans se manifesta de diverses manières, dans les chroniques certes, mais pas uniquement. Les préambules des chartes, comme la charte de dotation de l'Église de Tolède, précédemment évoquée, étaient aussi des lieux privilégiés de présentation du programme idéologique du royaume. Les chartes n'eurent jamais une fonction exclusivement juridique ou administrative, mais simultanément plusieurs fonctions différentes, juridique, historique et sacrale. Les cartulaires protégeaient certes les droits de propriété, mais ils protégeaient aussi la mémoire des actions accomplies. C'est au XII^e siècle que la Castille vit la mise en place d'une « première mémoire concrète » de l'occupation des territoires par Alphonse VI, à travers des donations qui servirent de base aux donations suivantes de la première moitié du XII^e siècle. Cette mémoire contraste avec la « mémoire » historique de l'occupation wisigothique. Exhiber des chartes vieilles d'un demi-siècle visait certes à appuyer la revendication d'un droit concret, mais cela contribuait aussi à instituer un précédent à la conquête chrétienne et participait à la constitution d'une mémoire de la conquête monarchique des terres d'al-Andalus. Les nombreuses confirmations par les souverains de donations passées tendaient à inscrire une terre dans un temps et à rattacher un droit de propriété à son origine monarchique⁷⁹⁸. Mais, alors que la diffusion des chartes était limitée à un milieu assez restreint, les cérémonies de conversion de mosquées furent l'occasion de manifester à tous la « restauration » de la foi, grâce à la « reconquête », menée par le souverain, des territoires musulmans. En effet la conversion donnait lieu à une cérémonie qui était une manifestation de pouvoir, un rituel destiné à s'approprier l'espace sacré de l'église, à le rendre à sa pureté et à sa destination originelle, l'Église invoquant les droits anté-islamiques de l'époque wisigothique.

La conservation de l'architecture des mosquées converties était dans un premier temps la manifestation éclatante de la conquête. Or, passé quelque temps, les évêques consacèrent des sommes très importantes à la construction de nouveaux édifices de style « chrétien. » La cathédrale gothique actuelle de Tolède, par exemple, fut commencée par Ferdinand III et Jiménez de Rada et on assiste en fait au cours du XIII^e siècle à une véritable « renaissance chrétienne. » Le *Chronicon Mundi* s'achève ainsi pratiquement sur un long passage énumérant le travail de construction des différents évêques de la Péninsule⁷⁹⁹. La péninsule Ibérique se couvrit d'églises romanes ou gothiques. À Valence, avant la mort du roi croisé Jacques I^{er}, les paroisses étaient nombreuses à avoir des églises récentes « de tradition chrétienne. » La phrase *modum ecclesiarum more christiano constructarum* apparaît, en 1274, dans une lettre du roi Jacques I^{er} pressant Huesca en Aragon de remplacer sa mosquée (convertie en 1096) par une cathédrale *honesta* ; il y affirmait que l'édifice était conservé dans le même état qu'à l'époque des « Maures » et qu'il conviendrait de le mettre aux normes des usages chrétiens (Burns 1962, p. 250). Le paysage urbain, l'organisation de la ville, ses monuments et ses églises contribuèrent à l'érection d'une Espagne chrétienne conquérante. Or les chrétiens du Nord de la péninsule et la monarchie castillane ne voulurent pas partager le pouvoir avec les mozarabes qui incarnaient la continuité chrétienne sous domination musulmane depuis l'époque wisigothique et qui avaient cru un instant bénéficier de la « reconquête », ni *a fortiori* avec les musulmans qu'ils

798. P. Geary, *mémoire et l'oubli à la fin du premier millénaire*, Aubier-Histoires, 1996, p. 138.

799. Lucas de Tuy, *Chronicon Mundi*, éd. Schott, p. 113 et P. Linehan, « Religion, Nationalism and National Identity in Medieval Spain and Portugal », in S. Mews (éd.), *Religion and National Identity*, Oxford, 1982, p. 161-199.

dépossédaient du pouvoir. Les églises procédant de la conversion des mosquées portaient en elles cette double dépossession. Produit de l'expansion, elles en étaient aussi les vecteurs.

IX.3.c. *Al-Andalus : terre promise, terre perdue*

D'une Péninsule à l'autre : les tribus arabes et l'Empire almohade

Le récit de la participation des tribus arabes hilaliennes (Riyāḥ, Zuġba...) aux armées almohades et celui de la présence de ces tribus en Andalus sont emblématiques de la nécessité pour les Almohades d'inscrire leur dynastie dans un projet divin.

Le calife almohade 'Abd al-Mu'min vainquit deux fois en Ifriqiya ces tribus qui, dès lors, gonflèrent les files de la puissante armée almohade (Aguilar, « Política de 'Abd al-Mu'min... »). Le souverain almohade faisait d'une pierre deux coups : d'une part, il supprimait une source de préoccupation sur une frontière, d'autre part il canalisait l'ardeur guerrière des fauteurs de troubles qu'il transformait en « esprit de *ġihād* » simplement en les changeant d'un territoire à l'autre et en les envoyant en Andalus. Le calife faisait cesser la *fitna* et relançait le *ġihād*. Tourné contre le calife, le caractère belliqueux des Arabes divisait l'unité de l'Islam ; déplacé contre la chrétienté, il renforçait cette unité, le souverain étant l'artisan de cette transformation. Le déplacement des tribus arabes, confirmé par les lettres de chancellerie et par les chroniques, prend une valeur différente selon qu'on suit le point de vue des chroniques almohades ou celui des historiens récents. Amīn Tawfīq al-Ṭībī montre parfaitement, dans son article sur les « Banū Hilāl et leur rôle dans le *ġihād* en Ifriqiya et en Andalus jusqu'à la fin du VI^e/XII^e siècle », qu'avant l'intervention almohade, les tribus arabes menaient déjà le *ġihād* contre Pise, Gênes. Elles le prouvèrent par exemple lors de l'attaque conjuguée des flottes de ces deux villes sur Mahdiya⁸⁰⁰ en 480/1087, au *ḥiṣn* al-Dīmās (près de Mahdiya) où le rôle des Hilaliens fut très important dans la défaite des Normands⁸⁰¹, en 517/1122, et enfin à Tripoli, en 538/1142 (Tawfīq al-Ṭībī 1997b). Les Riyāḥ n'étaient pas ces pillards perturbateurs de l'ordre public que se plaisent à décrire les sources almohades pour mieux mettre en valeur le rôle du calife, qui, d'une même action, aurait, d'un côté, pacifié l'Empire et, de l'autre, mené la vie dure aux chrétiens.

La dynastie almohade dont la légitimité était fondée sur la prédication du « Mahdī impeccable » (*ma'ṣūm*) hérita en Andalus de toute l'histoire de la conquête de la Péninsule par les premiers musulmans. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que les Mu'minides aient volontiers utilisé les références au modèle *muḥammadien*. En 555/1160, après la prise d'al-Mahdiya qui se trouvait alors aux mains des Normands, 'Abd al-Mu'min aurait proposé aux Arabes de lutter contre les chrétiens qui occupaient une grande partie d'al-Andalus qui était auparavant musulmane. Ibn al-Aṭīr met dans la bouche du « Prince des croyants » un discours qui en appelle à

800. H. E. J. Cowdrey, « The Mahdia Campaign of 1087 », *English Historical Review* 362/3, 1977, p. 28.

801. Abū Muḥammad 'Abd Allāh b. Muḥammad al-Tiġānī, *Riḥla*, Ḥ. 'Abd al-Wahhāb (éd.), Tunis, 1958, p. 331, 332, 336, et Ibn al-Aṭīr, t. 8, p. 312.

l'« arabité » des premiers conquérants d'al-Andalus et au modèle qu'ils représentaient pour exhorter les tribus arabes d'Ifrīqiya à se montrer dignes de leurs ancêtres :

« Les chrétiens ont occupé une grande partie du pays qui était aux mains des musulmans, et personne ne se bat contre eux comme vous. C'est vous qui avez conquis le pays au premier temps de l'islam, et c'est par vous que l'ennemi en sera chassé aujourd'hui. Aussi voulons-nous de vous 10 000 cavaliers valeureux et courageux qui mènent le *ġihād* dans le chemin de Dieu. Ils écoutèrent et obéirent ⁸⁰² ».

Ce passage d'Ibn al-Aṭīr reprend en fait une lettre officielle almohade de *šawāl* 576/mars 1181 adressée par Abū l-Faḍl b. Ṭāhir b. Maḥšara aux *ṭalaba*, aux Almohades et aux *šayḥ-s* de Cordoue pour leur annoncer le déplacement des Arabes d'Ifrīqiya pour le djihad en Andalus et le *ġazw* contre les *Rūm-s*. La lettre affirme même que « Dieu avait promis à ce parti victorieux [les Almohades] qu'il règnerait sur les Arabes de même que l'Élu [Muḥammad] avait répandu la Parole par eux ⁸⁰³ ».

« Fins des terres », fins dernières : frontière et eschatologie

La prédication du *ġihād* s'inscrivait ainsi dans le cadre d'une propagande visant à légitimer le pouvoir de la dynastie almohade, y compris sur des tribus arabes qui auraient pu revendiquer leur noble origine et l'antériorité de leur foi pour s'opposer aux Almohades. L'argument de cette lettre est un chef-d'œuvre : 'Abd al-Mu'min en déplaçant les tribus arabes en Andalus « renoue » avec les premiers temps de l'Islam et avec la conquête d'al-Andalus ; il rend aux Arabes le rôle qui fut le leur dans la Révélation *muḥammadienne* ; il donne un sens historique à l'intervention de la dynastie *mu'minide* au Maghreb. Il attribue par ailleurs une mission divine, presque prophétique, aux Almohades et il confirme sa position de chef incontesté. Cette référence à la Révélation n'est pas étonnante et la présence du Coran de 'Uṭmān devant les armées almohades s'inscrit dans la même veine de propagande ⁸⁰⁴. Le modèle des califes *rašīdūn* semble avoir été un *leitmotiv* de l'idéologie almohade. Ibn Šāhib al-Šalā établit ainsi, pour l'année 1168, un parallèle entre les conquêtes almohades en Andalus et les conquêtes d'Abū Bakr en Syrie. Le calife almohade envoya cette année-là le *sayyid* illustre Abū Ishāq Ibrāhīm, fils du calife 'Abd al-Mu'min, à Cordoue comme gouverneur avec une forte armée pour la défendre contre les agresseurs (il s'agit des troupes d'Ibn Mardaniš) : le calife aurait imité en cela « Abū Bakr al-Šadiq, calife du Prophète de Dieu, quand il avait envoyé Yazīd b. Abī Sufyān en Syrie pour attaquer les chrétiens, dans sa première mission, victorieuse, de djihad pour les musulmans ⁸⁰⁵ ».

802. Ibn al-Aṭīr, t. 9, p. 245-246, trad. Fagnan p. 590.

803. Lévi-Provençal, *Maḡmū' rasā'il muwahḥidiyya...*, lettre n° 26, p. 152. Voir la très bonne analyse du texte par Tawfiq al-Ṭībī 1997, p. 82.

804. Ibn Šāhib al-Šalā, *Mann*, p. 179-180, trad. p. 178. À la même époque, en Orient, un exemplaire du Coran dit « de 'Uṭmān » fut déposé dans la Grande mosquée des Omeyyades de Damas (J.-M. Mouton, « Quelques reliques conservées à Damas au Moyen Âge. Stratégie politique et religiosité populaire sous les Bourides », *Bulletin d'Études orientales* 27, 1993, p. 245-254).

805. Ibn Šāhib al-Šalā, *Mann*, p. 272, trad. 128.

Cette relation particulière des souverains almohades dont l'appel à l'aide de Saladin n'est qu'un épisode parmi d'autres n'est pas sans rappeler l'« idéologie omeyyade » que Gabriel Martínez-Gros a étudiée pour l'époque du califat de Cordoue au X^e siècle. En 587/1189, Šams al-Dīn Ibn Munqid̄, l'ambassadeur du *sultān* Šalāh al-Dīn al-Ayyūbi arriva à Séville pour demander l'aide de la flotte almohade contre les Francs qui ravageaient les côtes de la Terre Sainte⁸⁰⁶. L'Almohade renvoya Ibn Munqid̄ qu'il combla de bienfaits pour les éloges que celui-ci lui avait faits, en refusant d'envoyer une aide à Saladin sous prétexte que l'Ayyoubide ne lui avait donné dans sa lettre que le titre de « prince des musulmans » et non celui de « Prince des croyants. » Par un renversement fortement symbolique pour le pouvoir berbère du Maghreb et d'al-Andalus, le centre historique du *dār al-islām*, le *bilād al-Šām*, réclamait l'aide de son finistère occidental.

La comparaison avec la Syrie, tant du point de vue géographique que politique, avec le règne des émirs, puis des califes omeyyades, fait d'al-Andalus un paradis, une terre qui possède toutes les qualités dispersées dans les différentes régions du *dār al-islām*. « Al-Andalus réunit les mérites de la Syrie pour l'excellence de sa terre et de son climat, du Yémen, pour ses proportions et sa régularité, de l'Inde pour son parfum et son sol, de l'Aḥwāz (ville du Ḥuzistān) pour les revenus de ses impôts, de la Chine pour les pierres précieuses de ses mines, d'Aden pour l'utilisation de ses rivages⁸⁰⁷ ». Ce faisant, al-Andalus, condensé des vertus du *dār al-islām*, devient paradis de l'Islam et point central de référence de toutes les autres régions, en dépit, ou en raison, de la phase de recul territorial que cette frontière traversait. Au début du XIII^e siècle, al-Marrākušī présente al-Andalus, ses villes, ses régions, ses climats et précise que la description qu'il vient de faire rend à peine compte des villes que possédèrent les musulmans par le passé : il prévient le lecteur que telle ou telle ville a appartenu aux musulmans par la mention, derrière son nom : « Que Dieu la rende aux musulmans⁸⁰⁸ ». Au fur et à mesure des conquêtes chrétiennes, la frontière devint ainsi le lieu de la perte. Un fatalisme se développa dont les textes se firent l'écho. Aux habituelles malédictions qui suivaient les noms des chrétiens, correspondent les vœux, placés, comme une litanie, après tous les noms des villes perdues : « Que Dieu la rende aux musulmans. » Terre des premières expansions musulmanes (en particulier les auteurs prennent toujours la peine de citer tous les noms des *tābi'ūn* qui participèrent à la conquête de la Péninsule), al-Andalus devient terre de refuge pour les Omeyyades de Damas, terre de califat, rivale de l'Égypte fatimide et de l'Iraq abbasside, à partir de 'Abd al-Raḥmān III, terre de djihad sous al-Manšūr al-'Āmirī et sous les Almoravides, mais aussi terre de lamentation avec le poète Abū Muḥammad 'Abd Allāh Ibn al-'Assāl, et terre de malédiction et de regrets.

Ces derniers exemples révèlent un versant eschatologique de la prédication du *ḡihād* qui devait rencontrer un certain écho dans la société. L'évocation des premiers califes, des Suḡfānides, de la mission prophétique de Muḥammad par un pouvoir fondé par un Mahdī n'est pas

806. Ibn Ḥaldūn, *Muqqadimat*, éd. D. al-Ġuwaydī, Beyrouth, al-Maktaba al-'Aṣriyya, 1996, p. 235 ; Ibn Ḥaldūn, *Ibar*, t. 6, p. 546 et al-Maqqarī, *Nafḥ al-ḡib min ḡuṣn al-Andalus*, M. Qāsim Ṭawīl et Y. 'A. Ṭawīl (éds), 10 vol., Beyrouth, Dār al-kutub al-'ilmiyya, 1995, t. 1, p. 424. Sur cette ambassade, voir M. Gaudefroy-Demombynes, « Une lettre de Saladin au calife almohade », *Mélanges René Basset*, t. 2, Paris, 1925, p. 279-304.

807. Al-Bakrī, *Kitāb al-masālik wa l-mamālik*, t. 2, p. 894, trad. p. 20. Il s'agit d'un *topos* de la littérature géographique.

808. Al-Marrākušī, *Mu'ḡib*, p. 6, trad. p. 6.

gratuite. Elle répond à une attente que traduit l'essor du soufisme à l'époque almoravide. Le messianisme de l'époque et la diffusion de l'eschatologie dans la péninsule Ibérique ne se limitaient pas aux musulmans comme en témoigne l'étude récente menée par Mercedes García-Arenal : « Messianisme juif aux temps du Mahdī ⁸⁰⁹ ». Tout le faste et toutes les cérémonies qui accompagnaient le déplacement du souverain et de son armée renforçaient la crainte et l'attente du jugement dernier que les violences chrétiennes annonçaient pour bientôt.

IX.3.d. *Idéologie et expansion*

Les historiens qui, à l'instar d'Emmanuel Sivan pour l'Orient musulman, ont étudié la question des mentalités et des « réactions » idéologiques d'al-Andalus face à l'expansion chrétienne, invoquent en fait, à travers cette approche, le développement de « l'esprit de guerre sainte », de « l'esprit de croisade », ou au contraire la « non-émergence d'une sensibilité au *ḡihād* » pour tenter d'expliquer, sur le plan des mentalités, l'évolution finale du rapport de force entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique au Moyen Âge. L'émergence ou la non-émergence d'une sensibilité au *ḡihād* contribuerait à expliquer en partie le recul de l'Islam. Les points de référence, non nommés, de cette réflexion sont les idéologies de la « reconquête » et de la croisade qui auraient mobilisé les cadets sans terre des familles aristocratiques, les pauvres, les exclus, les pèlerins pour la colonisation des territoires conquis et qui auraient favorisé le maintien de l'activité guerrière des *concejos* et des nouveaux seigneurs de la frontière contre l'Islam. Certes aucun historien ne prétend que ces processus idéologiques puissent à eux seuls expliquer le recul de l'Islam en Andalus, mais ceux-ci ont-ils seulement joué un rôle dans le succès de l'expansion occidentale ? Ont-ils stimulé l'expansion des monarchies chrétiennes du Nord ou bien n'ont-ils fait que justifier une dynamique préexistante dont ils auraient en fait été une émanation ? Les enjeux de ces questions sont idéologiques autant que scientifiques, mais il convient de les poser, ne serait-ce que pour comprendre la complexité des phénomènes : expansion de la chrétienté (sous toutes ses formes : démographiques, économiques, territoriales), mutations sociales et politiques de grande ampleur (militarisation, développement de la chevalerie, féodalisation, surtout dans l'ancien domaine carolingien, et progressive émergence des pouvoirs monarchiques), essor d'un « appareil idéologique » tourné vers l'explication, le maintien et la promotion du processus en cours et vers la justification des relations de pouvoir telles qu'elles existaient.

Nier tout rôle à l'idée de « reconquête » pose un véritable problème épistémologique : en réduisant la diffusion de cette idée à quelques milieux ecclésiastiques isolés, à quelques régions limitées et donc à une audience quasiment insignifiante, Josep Torró conteste qu'on puisse appeler la conquête chrétienne d'al-Andalus une « reconquête », et le monde universitaire est relativement d'accord sur ce point, mais il minimise en outre cette idéologie au point d'en faire un discours de légitimation de l'expansion parmi d'autres (Torró 2000a). Or cette thèse d'une « extériorité » de l'idéologie de la « reconquête », qui serait purement « superstructurelle », par rapport à la société ne semble pas adéquate. L'exercice du pouvoir est « toujours une manière d'agir sur un sujet agissant ou des sujets agissants en vertu même de

809. Voir aussi V. W. Madelung, « The Sufyānī between tradition and history », *Studia Islamica* 63, 1986, p. 5-48, H. Ferhat et H. Triki, « Faux prophètes et mahdis dans le Maroc médiéval », *HT* 16-17, 1988-1989, p. 5-23 ; D. Cook, « Muslim Apocalyptic and Jihād », *Jerusalem Studies in Arabic and Islam*, 20, 1996, p. 66-104).

leur action ou de leur capacité à agir. » L'idéologie est ainsi une stratégie de pouvoir, un processus par lequel certaines pratiques ou institutions sociales sont dépeintes comme « naturelles » et « justes », et, finalement, c'est une manière de diriger l'activité des autres. Pourtant, dans cette logique de pouvoir, l'idéologie n'émane pas des « dominants » en restant extérieure aux « dominés » ; elle est en fait le produit d'un rapport, d'un dialogue et d'un consentement mutuel⁸¹⁰. En effet les chroniques ne sont pas le seul lieu d'apparition des idées de « restauration », de « réconciliation » ou de « reconquête. » Les préambules des chartes contenaient souvent un exposé des motifs généraux de l'idéologie de la reconquête : les Pères de l'Église et la situation wisigothique, la parenthèse musulmane *peccatis exigentibus* et la « libération » finale étaient régulièrement invoqués. Or cette idéologie n'était pas cantonnée à un cercle très restreint de personnes ; elle était diffusée dans la société par les clercs. Les paroisses étaient le cadre de cette diffusion et les clercs les médiateurs du message élaboré en amont. Par ailleurs, au cours des rituels qui précédaient les combats, les évêques et les archevêques jouaient un rôle très important : ils haranguaient les troupes et il est probable, sans qu'on puisse l'affirmer avec certitude, qu'ils devaient évoquer la « libération » des terres et la « restauration » de l'autorité de l'Église puisqu'ils développaient ces thèmes dans leurs chroniques. Enfin les rites de conversion des Grandes mosquées étaient une manifestation de plus du programme idéologique de la « reconquête. »

Il est évidemment difficile de savoir quel écho reçurent ces idées dans la population. Comme souvent pour l'histoire des mentalités à l'époque médiévale, on est réduit à des conjectures. Il est dans tous les cas à peu près certain qu'en fonction de la divergence des intérêts des différentes catégories de la population, le consentement ou l'adhésion à l'idée de reconquête furent partiels. Cette idéologie de la « reconquête » ne semble pas être aussi monolithique qu'on peut la présenter aujourd'hui. Le réaménagement des limites ecclésiastiques en est un bon exemple : les sièges épiscopaux furent restaurés après avoir été « reconquis », sauf quand ils ne le furent pas et les Grandes mosquées furent « réconciliées » sauf quand des intérêts s'y opposaient. Il est clair que l'archevêque de Tolède, Jiménez de Rada, adhéra à cette idéologie qu'il contribua en grande partie à forger, même si, pour augmenter la puissance de son archidiocèse, il fut amené à certains aménagements. L'idéologie de la « reconquête » ne me semble pas pouvoir être ramenée uniquement à quelques mentions anecdotiques dans des chroniques ecclésiastiques de faible diffusion. Elle paraît être un élément important dans la formation d'un nouveau pouvoir en train de se constituer aux dépens des terres musulmanes d'al-Andalus. La « reconquête » ne fut pas la « justification posthume » de la conquête et de l'expansion chrétienne, mais elle contribua à la mise en place d'une nouvelle histoire et au façonnement des modalités institutionnelles de l'expansion chrétienne dans la péninsule Ibérique. C'est la conjonction entre cette participation et les particularités péninsulaires de l'expansion européenne qui explique que les historiens aient insisté sur le caractère unique de l'expansion des royaumes chrétiens aux dépens d'al-Andalus.

810. Catherine Bell développe quelques pages très stimulantes sur l'idéologie et sur les relations de pouvoir. Sur l'efficacité des rituels et sur la ritualisation comme mode d'action efficace au sein de certains ordres sociaux, C. Bell, *Ritual Theory, Ritual Practice*, New York-Oxford, Oxford U.P., 1992, p. 190.

IX.4. Conclusion : frontière, droit et idéologie

La différence de traitement du concept de frontière au sein des royaumes chrétiens d'une part, vis-à-vis d'al-Andalus de l'autre, est remarquable. Entre chrétiens, la revendication d'un territoire se fait par l'exhumation d'une charte qui atteste un droit historique concédé par le roi ; avec l'Islam, la revendication se fait par les armes. Dans un contexte général d'intérêt croissant pour la délimitation territoriale des droits ecclésiastiques et seigneuriaux, l'absence d'accords locaux avec l'Islam est frappante : les trêves et les paix ne mentionnent jamais de clauses territoriales alors qu'elles sont très nombreuses et très détaillées dans les traités entre royaumes chrétiens : la négociation des limites est alors possible parce que le rival est un semblable dont l'existence est légitime ; l'affrontement peut parfois être violent, mais, de plus en plus, émerge un état de droit dont témoigne le développement de la documentation. En revanche la frontière avec l'Islam n'est pas l'objet de négociations, mais un pur rapport de force justifié par la négation de l'Autre : elle se construit en creux et aucun appareil normatif ne la concerne. En effet les trêves entérinent un état de fait temporaire dans un contexte de tension croissante et à aucun moment elles ne cherchent à le pérenniser.

Le durcissement des positions respectives et la diabolisation de l'« Infidèle » permettent de faire tomber les limitations à l'usage de la violence à l'encontre des territoires musulmans. Les chrétiens découvrent progressivement que les obstacles idéologiques, politiques et militaires à l'exploitation d'al-Andalus sont beaucoup moins grands qu'à celle des autres royaumes chrétiens. La multiplication des chartes, des traités, l'émergence d'un état de droit et l'interventionnisme croissant de la Papauté sont autant d'éléments qui visent à empêcher la transgression des frontières entre royaumes chrétiens.

L'idéologie de la *reconquista* se développe ainsi parallèlement au juridisme croissant qui domine les relations au sein des royaumes chrétiens et le rappel du passé wisigothique qui lui sert de fondement, le mythe « gothiciste » évoqué par Peter Linehan, sert à asseoir un droit historique sur des terres qui auraient été volées par les « Sarrasins. » Rattacher la dynastie castillano-léonaise régnante aux souverains wisigothiques, évoquer la parenthèse de l'occupation musulmane ou restaurer les églises et les limites ecclésiastiques antérieures à l'Islam, c'était une autre manière d'affirmer un droit de propriété et la légitimité de l'usage de la force. Le combat entre chrétienté et Islam avait certes lieu sur le champ de bataille, mais il se jouait aussi dans l'ordre du discours : *ġihād*, guerre sainte, croisade, *reconquista* étaient autant d'éléments d'une véritable logomachie pour le contrôle de l'histoire.

Conclusion générale

On peut tenter, pour conclure, de résumer les grands traits de l'évolution de la frontière entre chrétienté et Islam telles qu'elles apparaissent dans la Meseta méridionale, en les rattachant aux structures socio-politiques des pouvoirs en présence. Avec la conquête de la *taifa* de Tolède en 1085, le royaume de Castille accomplit une avancée territoriale sans précédent aux dépens d'al-Andalus. Pour la première fois depuis la conquête musulmane du VIII^e siècle, une ville de cette importance passe aux mains des chrétiens : la conquête castillane provoque un choc psychologique chez les musulmans et crée une situation totalement nouvelle pour le royaume d'Alphonse VI. En effet, depuis le milieu du XI^e siècle, la supériorité militaire des chrétiens s'était manifestée par leur ingérence dans la vie politique andalouse et surtout par la soumission économique des *taifas*, contraintes de verser des tributs annuels, les *parias*. Le prélèvement régulier d'une partie de la richesse d'al-Andalus eut des conséquences majeures : au sud, les pouvoirs musulmans, contraints d'accroître la pression fiscale pour satisfaire aux exigences chrétiennes, perdirent progressivement le soutien d'une population lassée de payer le prix de la désunion de ses dirigeants ; au Nord, à l'inverse, la manne d'or tendit à accroître simultanément le pouvoir royal et la cohésion sociale. Du point de vue territorial, cette situation se traduisait au mieux par un *statu quo*, au pire par des escarmouches : de part et d'autre, la conquête de châteaux ennemis n'entraînait que des modifications ponctuelles de l'équilibre et ne modifiait pas fondamentalement le tracé de la frontière entre chrétienté et Islam. Jusqu'à la prise de Tolède par Alphonse VI de Castille-León, l'exploitation des richesses d'al-Andalus par les chrétiens était organisée au plus haut niveau des pouvoirs en présence et respectait la souveraineté des princes musulmans sur leurs *taifas*.

La conquête de la *taifa* tolédane bouleverse radicalement ce système de relations. Le souverain de Castille décidait de prendre en charge directement l'exploitation des territoires andalousiens voisins sans passer par l'intermédiaire des souverains musulmans. Cette rupture avait été longuement préparée : ingérences et participation croissantes des chrétiens dans la vie politique d'Andalus, augmentation des exigences de tribut, multiplication des interventions militaires directes et des razzias. Après 1085 se mirent en place, entre pouvoirs chrétiens et pouvoirs musulmans, de nouveaux rapports dont la terre et son contrôle étaient, quoique pour des raisons différentes, les préoccupations et les enjeux fondamentaux. Pendant plus d'un siècle, la lutte pour la terre allait structurer non seulement les relations entre al-Andalus et les monarchies chrétiennes, mais aussi les relations de ces dernières entre elles. La région entre Système Central et Sierra Morena est au cœur de ce nouveau type de relations. L'organisation du territoire frontalier, l'évolution de son peuplement et de ses activités traditionnelles (agriculture, élevage, commerce) et l'essor d'activités militaires et de pratiques spécifiquement frontalières (razzias, destructions, rançons) accompagnent l'expansion chrétienne et la résistance, voire les réactions offensives, des musulmans.

La concurrence pour le contrôle de la terre suscite de violents affrontements et de nombreuses entreprises de délimitation et de partage anticipé. On voit très bien par la multiplication des actes que la terre est au centre des préoccupations de tous les acteurs sociaux en tant que source de richesse et source de pouvoir. La tension est telle pour son contrôle que la possession du territoire se charge de valeurs idéologiques et spirituelles : le champ de la religion contamine

progressivement la représentation que les hommes se font de l'espace. Si, du côté musulman, le territoire ennemi reste essentiellement perçu en fonction de critères juridiques, en revanche, du côté chrétien, sa conquête revêt une dimension eschatologique. Le territoire frontalier devient le lieu d'affrontement des forces du Bien et du Mal et, par voie de conséquence, le lieu de la purification, de la pénitence et de la rédemption. Rétablir l'intégrité du corps de la chrétienté, dilater ses frontières, éliminer les forces subversives à l'intérieur et écraser la force satanique des païens à l'extérieur, ce n'est qu'une autre manière de nommer le processus de conquête dont l'Église est, avec les monarchies, l'un des principaux acteurs et l'un des principaux bénéficiaires. En même temps que les pouvoirs — royaux ou seigneuriaux, laïcs ou ecclésiastiques —, le concept de *christianitas*, qui désignait auparavant le peuple chrétien, se territorialise. C'est ainsi que la frontière de la chrétienté avec l'Islam, dont la région entre Système Central et Sierra Morena est un élément partiel certes, mais très représentatif, devient sacrée : limite non pas à préserver ou à protéger, mais à éloigner et à supprimer pour universaliser la foi du Christ.

Ainsi, pour lutter contre le Mal et contre les Infidèles, la société chrétienne s'adapte et, après l'échec de la colonisation aristocratique de la région au début du XII^e siècle, apparaissent, dans les territoires frontaliers, des institutions militaires, ecclésiastiques d'inspiration cistercienne, comme l'ordre de Calatrava en Castille (et celui d'Alcántara en León), ou laïques, comme l'ordre de Santiago en León, puis en Castille. En effet, jusqu'au milieu du XII^e siècle, la colonisation de la région entre Tage et Sierra Morena est réalisée par des aristocrates, proches du roi : ils ne résident pas sur les terres données par le monarque, mais les font travailler par des paysans sur lesquels ils prélèvent des taxes. Dans la seconde moitié du siècle, la réorganisation des seigneuries au profit des ordres militaires permet de faire vivre dans des régions exposées une population militarisée, collectivement propriétaire de la terre qu'elle occupe. Ces professionnels de la guerre, placés aux avant-postes des royaumes chrétiens, doivent en défendre les confins, prendre en charge et mettre en exploitation les territoires frontaliers qui leur sont attribués et continuer à organiser l'expansion aux dépens d'al-Andalus. Tout à la fois vecteurs de l'idéologie pontificale réformée, débiteurs à l'égard des monarchies chrétiennes qui ont favorisé leur création, bénéficiaires des donations pieuses et exutoires pour les cadets de la noblesse en cours de constitution, les ordres militaires, seigneurs de la frontière, incarnent parfaitement la dynamique expansionniste chrétienne à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle ; ils constituent une force qui unifie les fronts contre l'Islam et diffuse, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, la même représentation de l'Autre et de son territoire.

Face aux agressions des royaumes chrétiens, al-Andalus se rétracte. Pourtant, pendant plus d'un siècle, les chrétiens ne purent s'emparer de la région entre Système Central et Sierra Morena en raison de la résistance des musulmans. À la question que pose Pierre Guichard à propos d'al-Andalus : « Comment et pourquoi cette société riche, développée intellectuellement et, dans de nombreux domaines, techniquement supérieure à la chrétienne, a-t-elle progressivement rétrocedé devant l'avance de cette dernière à son détriment, sans parvenir à se doter de structures politiques, militaires et culturelles qui lui auraient permis de résister efficacement ? » (Guichard 1990-1991, p. 100), il faudrait, dans la logique de la présentation que nous venons de faire sur le dynamisme expansionniste des sociétés chrétiennes de la Péninsule et d'Europe occidentale, substituer la question suivante : comment, devant cette « société organisée pour la guerre », selon l'heureuse expression d'Elena Lourie reprise par James Powers, les musulmans ont-ils réussi à résister aussi longtemps, et parfois à prendre le dessus et à reconquérir des terres précédemment perdues ?

La conjonction de la réforme religieuse des Almoravides au Maghreb et du choc de l'avancée castellano-léonaise aux dépens de la *taifa* tolédane à la fin du XI^e siècle explique la vigueur de la réaction musulmane. Il n'est d'ailleurs pas dit que ces deux faits ne soient pas liés, mais c'est une autre question, et nous manquons de données pour y répondre. En revanche il est clair que la conquête de Tolède fut la cause directe de l'intervention des Sahariens en Andalus et qu'elle provoqua, d'une certaine manière, l'unification politique des *taifas* dans le cadre d'un Empire hispano-maghrébin sous la direction de Yūsuf b. Tašfīn. Commence alors une longue période qui voit al-Andalus passer sous le pouvoir de dynasties maghrébines.

L'Empire mis en place par les Almoravides s'appuyait sur une fraction des *fuqahā'* mâlikites, sur le corps des secrétaires-épistoliers et sur l'armée ; la dynastie almoravide récupéra les structures administratives des *taifas*, partagea le pouvoir avec les principales tribus fondatrices du mouvement et pratiqua une grande délégation de pouvoir. Quant aux Almohades, ils centralisèrent le pouvoir au profit de la famille des Mu'minides. Ils multiplièrent les instances de décision intermédiaires dans lesquelles les cadres, formés par le régime, jouaient un rôle de conseil important. L'existence, à l'échelle régionale, de nombreux contre-pouvoirs contribua, paradoxalement, à diluer les responsabilités locales et à accroître le pouvoir du calife. Alors qu'à l'époque almoravide, les gouverneurs provinciaux disposaient d'une grande marge de manœuvre dans un système largement déconcentré, ceux du régime almohade prenaient leurs décisions après le conseil et l'accord des *šayh*-s, des *talaba* et du calife, principal organisateur des expéditions militaires. Cette évolution de l'organisation musulmane des pouvoirs entre le début et la fin du XII^e siècle eut de nombreuses répercussions sur l'activité militaire frontalière face aux royaumes chrétiens.

Dès la première intervention de Yūsuf b. Tašfīn, qui déboucha sur la grande victoire de Zallāqa (Sagrajas) aux dépens d'Alphonse VI, le pouvoir proclama le *ḡihād* contre les « Infidèles. » Tous les ans, le pouvoir almoravide menait des expéditions contre le Nord et, jusqu'à la fin des années 1130, malgré quelques défaites éclatantes, les gouverneurs, en particulier Tašfīn b. 'Alī, mobilisèrent des troupes de Berbères, d'Arabes, d'Andalousiens et de volontaires pour porter le fer contre les chrétiens. Non seulement ils réussirent à contenir l'avancée de ceux-ci, mais ils les firent reculer jusqu'aux portes de Tolède. Les contributions exigées par les dirigeants almoravides sur la population du Maghreb et d'al-Andalus pour mener le *djihad* militaire furent relativement bien supportées tant que le pouvoir réalisa ses objectifs, mais, peu à peu, elles pesèrent démographiquement et économiquement sur la société musulmane parce que les armées buttaient sur l'écueil tolédan et qu'elles ne parvenaient pas à prolonger les reconquêtes territoriales du début du XII^e siècle. Ainsi le caractère militarisé du régime ne permit-il pas aux Almoravides de reprendre Tolède, ni d'empêcher le tarissement des profits procurés par les razzias annuelles ; le fait que les Almoravides se soient substitués aux rois des *taifas* en raison de la passivité de ceux-ci face aux agressions chrétiennes et qu'ils aient revendiqué le *ḡihād* comme élément fondamental de légitimation contribua à enlever tout sentiment de responsabilité à la population. Prôner le *ḡihād* et l'application des normes canoniques en matière fiscale revenait à tenter de ressusciter le dynamisme musulman des premiers temps de l'Islam. Les circonstances en Occident étaient bien différentes de celles du VIII^e siècle et cette logique ne pouvait conduire le régime qu'à la banqueroute ou à la perte de toute légitimité. La révolte des Almohades, qui découle en partie de cette impasse, mit la dynastie almoravide dans une situation encore plus difficile et explique la rapidité de la disparition du pouvoir saharien.

La nouvelle dynastie « unitarienne » proclama elle aussi le *djihad* militaire contre les chrétiens et l'intégra, peut-être davantage que les Almoravides, dans son « appareil de propa-

gande », mais sa stratégie pour la réaliser fut très différente en raison de la centralisation et de la hiérarchisation des pouvoirs. Le *ġihād* était déjà sous les Almoravides une affaire d'État, elle devint sous les Almohades l'affaire du calife, illustre héritier du Mahdi. Le pouvoir la pratiqua de manière pragmatique et rationnelle en signant des trêves, et parfois même en signant des alliances, avec certains royaumes chrétiens pour en attaquer d'autres. Aux incursions annuelles de l'époque almoravide, organisées à l'échelle régionale, succéda la constitution de très grandes armées dirigées par le calife en personne et lancées contre l'ennemi pendant plusieurs mois consécutifs, voire plusieurs années. Le djihad était l'occasion de manifester le pouvoir suprême du souverain et donnait lieu à de grands affrontements si les chrétiens avaient, dans le même temps, préparé une contre-expédition, comme ce fut le cas à Alarcos (1195) ou à Las Navas de Tolosa (1212). Alors que les grandes conquêtes territoriales d'Alphonse VII avaient été accomplies sans grande bataille, l'intervention almohade modifiait le caractère des relations frontalières. Ainsi les grandes expéditions califales de 1190 et de 1191 au Portugal permirent-elles aux Almohades de reprendre un certain nombre de places fortes précédemment perdues et celles de 1196 et 1197, consécutives à la victoire d'Alarcos, la reconquête, pour une vingtaine d'années, du Campo de Calatrava.

*
* *

Ce cadre politique et événementiel détermine en grande partie l'organisation du territoire frontalier entre chrétienté et Islam, du Système Central à la Sierra Morena, de la fin du XI^e au milieu du XIII^e siècle. Avant le milieu du XIII^e siècle, la frontière n'est une ligne ni du côté musulman, ni du côté chrétien, mais plutôt une zone, *taġr* ou confins. Pourtant l'apparition et la diffusion du terme de *frontera* dans les sources castillanes au XII^e siècle révèle une évolution majeure de la perception et de l'organisation du territoire et de ses limites. Exclusivement réservé aux frontières avec l'Islam, le terme surgit d'abord dans la documentation royale et témoigne de la différenciation politique à l'œuvre dans la péninsule Ibérique. Les royaumes chrétiens se territorialisent et, dans le même temps, en liaison avec le mouvement réformiste de la papauté, ils prennent conscience de leur identité au sein de la *christianitas* : par exemple, à la mort d'Alphonse le Batailleur (1134), l'Empereur d'Espagne, Alphonse VII de Castille-León, peut légitimement assurer la défense du royaume d'Aragon en attendant que l'héritier du trône soit en âge de régner, ce qui aurait été inconcevable de part et d'autre de la frontière entre chrétienté et Islam. À l'échelon local, les luttes seigneuriales pour l'appropriation des droits, laïcs et ecclésiastiques, seigneuriaux et « juridictionnels », conduisent à la définition toujours plus précise des limites administratives internes à la chrétienté. L'émergence, autour du royaume de Grenade à la fin du XIII^e siècle, de la *farantira*, c'est-à-dire d'une frontière matérialisée par deux lignes de forteresses se faisant face et contrôlant les points de passage, est l'aboutissement de ce double processus.

Quelques précisions s'imposent cependant : l'émergence d'une frontière linéaire est incontestablement liée aux évolutions en cours en Occident, mais elle est très précoce dans la péninsule Ibérique. Cette précocité ne s'explique pas tant par des spécificités sociales ou politiques proprement « hispaniques », que par les modalités des réactions musulmanes à l'avancée chrétienne. En effet ce n'est pas le peuple andalousien en armes qui résiste aux troupes chrétiennes et les repousse dans les territoires frontaliers faiblement peuplés de la Meseta méridionale castillane : ce sont des armées d'État, mobilisées par le régime pour la « guerre légale » et constituées par des contingents en provenance d'Ifriqiya, du Maghreb et des grandes villes

d'al-Andalus. Alors qu'Alphonse VI, peut-être influencé par le statut juridique des *dimmi*-s existant en Andalus, peut prétendre, à la fin du XI^e siècle, à la « direction des deux religions », la réaction des Almoravides, la composition des armées qu'ils opposent aux troupes chrétiennes et la violence des affrontements qui découle du caractère religieux de la guerre mettent très rapidement un terme au rêve alphonsin.

La pratique de la guerre au début du XII^e siècle était constante : elle contribua à la désstructuration du peuplement de l'ancienne *taifa* de Tolède, à la militarisation de l'architecture et des activités ainsi qu'à la diffusion des troupes « étatiques » dans des régions rurales où les fortifications étaient traditionnellement liées aux structures communautaires du peuplement andalousien. Cet état de guerre endémique eut des conséquences majeures. Les positions se durcirent de part et d'autre d'une frontière où les combats étaient acharnés. Du côté chrétien, l'idée de croisade se développe face au *ġihād* ravivé par les souverains almoravides. L'image de l'Autre se schématise et les tensions communautaires augmentent. L'avancée chrétienne se traduit par la fuite et l'exil des musulmans, alors que les dirigeants almoravides, puis almohades, prennent des mesures contre les mozarabes de la Péninsule, déplacés en Afrique du Nord : les chrétiens disparaissent d'al-Andalus et les juifs sont l'objet, d'un côté comme de l'autre de la frontière, de mesures discriminatoires. Cette évolution est achevée vers le milieu du XII^e siècle en Andalus.

À partir du début du règne d'Alphonse VIII qui correspond aux premières interventions militaires almohades contre la Castille, au nord de la Sierra Morena, les conditions changent profondément : apparition des ordres militaires (principaux propriétaires terriens de la frontière), constitution des grandes armées califales et centralisation extrême du pouvoir musulman. La frontière devient l'affaire du calife et les garnisons frontalières dépendent directement du pouvoir central qui distribue les soldes. Il n'est plus question de gestion locale des relations entre les deux côtés de la frontière, gestion qui garantissait au XI^e siècle un certain équilibre de la vie frontalière. La spécialisation militaire des habitants de la frontière, leur dépendance à l'égard des directives, monarchiques d'un côté, califales de l'autre, et la relation privilégiée entretenue par les ordres militaires avec la papauté, contribuent à dépersonnaliser le conflit qui devient alors guerre sainte : l'« Infidèle » est ignoré, il n'apparaît que dans sa fonction de combattant et il est enfermé dans son statut d'ennemi de la foi, incarnation du Mal à annihiler.

Cette dépersonnalisation est d'autant plus aisée que la zone frontalière est relativement dépeuplée et que les principaux habitants sont les soldats des garnisons étatiques chargées de protéger les forteresses stratégiques. Les royaumes chrétiens sont alors prêts à relayer la croisade prêchée par la papauté. Dès 1123, l'équivalence des fronts entre la Terre Sainte et la Péninsule est acquise au niveau pontifical, mais jusqu'au milieu du siècle les ordres militaires du Temple et de l'Hôpital n'ont aucune activité militaire sur la frontière d'al-Andalus. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XII^e siècle qu'ils reçoivent des terres frontalières à défendre et que les ordres territoriaux de Santiago et de Calatrava, instruments aux mains des monarchies péninsulaires, relaient le discours pontifical à l'échelon local ou régional.

La victoire almohade d'Alarcos (1195) ouvre alors une parenthèse dans l'organisation territoriale de la Meseta méridionale. Pendant dix-sept années, cette région passe sous le contrôle du pouvoir almohade qui, profitant du dépeuplement relatif et de l'absence de cultures céréalières, met en place une véritable zone tampon : l'ancienne ville de *Qal'at Rabāh* qui, dix ans après sa conquête par l'Empereur Alphonse VII de Castille-León, était devenue le siège de l'ordre militaire de Calatrava (1158), fut récupérée en 1195 par les Almohades et reçut une importante garnison musulmane : puissamment fortifiée, entourée par un fossé rempli d'eau,

cette cité était censée ralentir autant que possible l'avancée des armées chrétiennes. L'absence de cultures vivrières et céréalières sur une distance de plus de 150 kilomètres garantissait au souverain almohade que la ville, bien protégée, garnie et approvisionnée, obligerait les chrétiens à un long siège. Calatrava jouait ainsi un rôle important dans le dispositif défensif mis en place par le calife : passage obligé sur la route des croisés, elle était trop dangereuse avec ses deux cents chevaliers musulmans pour être laissée intacte à l'arrière des troupes : épargnée, elle aurait gêné considérablement les communications avec les bases arrières et donc l'approvisionnement des troupes ; conquise par les armes, elle aurait épuisé les armées par sa résistance, ce qui aurait engendré, à terme, de graves problèmes de ravitaillement. La forteresse du Guadiana devait ainsi, au mieux, dissuader les chrétiens d'aller jusqu'en Andalousie, au pire leur imposer des conditions très difficiles pour le faire. Attribuer la victoire de las Navas à la trop rapide reddition du chef de la garnison de Calatrava, Ibn Qādis, serait exagéré. Il n'en reste pas moins que cette défection, dont on ignore les motifs profonds, mais dont on sait qu'elle fut fatale au *qā'id* andalousien, exécuté à son arrivée au camp d'al-Nāsir, privait les forces almohades, regroupées à Jaén, de la double protection de la zone tampon.

La signature des trêves au lendemain de la bataille de Las Navas de Tolosa ouvre une nouvelle période pour la Meseta méridionale : les ordres militaires retrouvent leur rôle fondamental dans l'organisation du territoire et le pouvoir musulman, à l'exception de quelques enclaves, n'y intervient plus. La Sierra Morena est la nouvelle frontière temporaire entre la Castille et al-Andalus.

*
* * *

Ces quelques conclusions doivent être nuancées : d'une part la situation dans la région entre Système Central et Sierra Morena est différente de celles du royaume de Valence et de l'Andalousie où une partie de la population musulmane demeure après la conquête et entre dans une dépendance économique et sociale à l'égard des nouveaux arrivants chrétiens ; d'autre part, au sein même de ce vaste territoire, on peut établir une ébauche de typologie des espaces frontaliers. Malgré la spécificité du territoire de la Meseta méridionale, entre la fin XI^e et les premières décennies du XIII^e siècle, on peut affiner l'étude et établir une typologie régionale :

— **la Meseta méridionale** est polarisée par *Qal'at Rabāh*, ville musulmane, puis siège de l'ordre militaire de Calatrava, qui contrôle l'axe de communication Tolède-Cordoue et domine tous les châteaux des alentours ; au milieu du XII^e siècle, la population rurale est résiduelle dans cette zone en voie de militarisation. La région se caractérise par la faible représentation des zones céréalières, viticoles ou arbustives et l'extension importante des zones de parcours et de pâturage pour le bétail. Dans les campagnes écartées des grands axes de circulation, une population rurale résiduelle, sur laquelle nous manquons d'informations, survécut peut-être. Calatrava au centre du dispositif de défense entre les Monts de Tolède et la Sierra Morena est la seule ville importante où l'on est sûr que le peuplement fut continu sur toute la période. Comme Cuenca et Alcaraz à l'est ou Talavera à l'ouest, cette localité puissamment fortifiée, se caractérise, malgré la prédominance des fonctions militaires, par une relative diversification des activités : fonctions judiciaires, ecclésiastiques (évêchés, archidiaconat), fiscale (perception des rentes, des *portazgos* et des impôts divers, seigneuriaux ou juridictionnels), rachat de captifs. Les axes de communication qui se croisent à Calatrava (voies méridiennes reliant Tolède à Cordoue et anciennes voies plus ou moins abandonnées reliant l'Estrémadure léonaise à l'ancienne marche Supérieure, ou à la région murcienne par la vallée du Júcar), sont

empruntés par les armées et jalonnés par de nombreux châteaux et de multiples tours de surveillance.

— la **vallée du Tage** : les axes transversaux et les points de passage sont stratégiquement plus importants que la vallée ; Tolède est, de manière évidente, dans la zone centrale du Tage le pôle principal, mais l'aire d'influence de la ville s'étend moins sur la vallée du Tage — où se trouvent d'autres ponts en amont, comme Alharilla ou Zorita, et en aval, comme Talavera, qui contrôlent eux aussi la traversée du fleuve —, que sur les Monts de Tolède pour le territoire urbain, et surtout, à une autre échelle, sur l'ensemble du royaume de Castille, parfois uni au León, voire sur la totalité de la Péninsule. Centre névralgique de toute la vie politique et ecclésiastique péninsulaire, Tolède reste pendant toute la période une ville-frontière particulièrement exposée ; c'est un élément fondamental du dispositif défensif castillano-léonais.

— Les **régions périphériques de la Meseta méridionale** : Le relief y joue un rôle important, sauf à l'ouest. Dans les plaines et les hauts plateaux de ces régions, comme la vallée de la Alcudia ou la zone d'Eznavecore, on trouve des vestiges de *husūn* attestant l'ancienneté de l'occupation humaine. La guerre fit des ravages parmi les civils et entrava le maintien de la céréaliculture qui devait exister à l'époque musulmane. Des sites de refuge se développèrent sur des sommets d'accès difficile, par exemple sur les hauteurs du col de Puertollano : des restes de structures défensives rudimentaires, des réservoirs d'eau naturels et des fragments de céramique peu élaborée témoignent d'une occupation temporaire très difficile à dater, remontant parfois à l'âge du bronze, mais probablement réutilisée pendant les troubles des VIII^e et IX^e siècles, et peut-être aussi aux XI^e et XII^e siècles. Les cols des montagnes, tels ceux du Muradal et du Milagro, sont verrouillés par des forteresses (Milagro, Salvatierra et Dueñas, Vilches...) et les vallées qui pénètrent ces sierras sont des axes de communications privilégiés entre la Meseta méridionale et les régions voisines. Les troupes les empruntent en temps de guerre et les convois commerciaux en temps de paix :

a- la **Sierra Morena** : le col du Muradal est un axe fondamental dans cette barrière entre la Meseta méridionale et l'Andalousie ; un nombre important de châteaux, anciens *husūn* ruraux investis par les troupes étatiques musulmanes ou seigneuriales chrétiennes, en contrôlent le passage ; l'aboutissement architectural de la militarisation de ces sites castraux est l'impressionnant château de Calatrava la Nueva, installé sur un piton rocheux sur le versant septentrional de la chaîne montagneuse, au débouché de la voie venant de Cordoue à travers la Sierra Morena ;

b- la **Sierra de Segura**, zone montagneuse refuge, dépendante du gouvernement de Jaén, musulmane jusqu'à la fin du premier tiers du XIII^e siècle, puis terre santiaguiste ;

c- la **périphérie albacetense**, organisée autour des villes d'Alcaraz et d'Al-Basīṭ (Albacete), tournée vers la région murcienne, zone d'intervention des chefs militaires du *Levante* et des gouverneurs de Murcie, conquise aux lendemains de las Navas de Tolosa ;

d- la **périphérie conquense**, ancien domaine des Banū Dī l-Nūn, limite orientale du royaume de Castille avec l'Aragon et avec le royaume de Valence, zone d'expansion castillane à partir de la fin des années 1170 ; cette région conserve une population plus importante que les zones centrales de la Meseta méridionale ;

e- la **périphérie extremeña**, double frontière, entre chrétienté et Islam, et aussi entre Castille et León, lieu de développement de la seigneurie *castriste* dans la seconde moitié du XII^e siècle.

Pour étudier la frontière entre chrétienté et Islam, nous avons dû postuler l'existence, dès le début de la période, d'une (id-)entité politique chrétienne très nettement distincte de

l'(id-)entité politique andalousienne. Ce postulat ne prenait pas en compte l'hétérogénéité des pouvoirs en présence. Cette hétérogénéité invite à considérer la frontière à toutes les échelles et dans tous les domaines : économiques, politiques, religieux, culturels, linguistiques, architecturaux... et la coïncidence, on s'en doute, est loin d'être parfaite entre toutes ces frontières. Parmi tous ces aspects, certains ont été privilégiés dans l'analyse parce qu'ils ressortissaient de l'histoire des « civilisations », mais ce choix a été déterminé, en fait, par l'objet même de l'étude : un territoire frontalier. De la fin du XI^e au milieu du XIII^e siècle, la convergence d'intérêts contradictoires a caractérisé le processus expansionniste des royaumes chrétiens péninsulaires. Le rôle géographique, politique, économique, social et idéologique de Tolède fut fondamental : en 1085, le choix d'Alphonse VI d'établir la capitale de son royaume dans la cité du Tage résume à lui seul les relations du pouvoir central avec la frontière : le monarque accompagne géographiquement, et oriente, l'expansion de la société alors que, paradoxalement, la structure « étatique » du pouvoir est moins marquée que du côté musulman ; la capitale Marrakech, quant à elle, est éloignée de la frontière andalousienne des empires berbères et les vellétés de déplacement de leur capitale secondaire en Andalus (de Séville à Cordoue en 1161), reflètent bien les préoccupations d'un pouvoir tourné vers sa propre légitimation par la récupération de l'héritage califal omeyyade plutôt que vers l'expansion aux dépens des royaumes chrétiens. Cette attitude n'est pas la cause du recul de l'Islam dans la Péninsule, mais plutôt sa conséquence. En effet, même si l'Islam a apporté des réponses parfois très efficaces à l'agression chrétienne, ces réponses furent discontinues face à un dynamisme dont l'originalité essentielle était la durée. C'est en Afrique septentrionale qu'il faut chercher les raisons de cette discontinuité, le Maghreb ayant lourdement payé, démographiquement, politiquement et économiquement, la résistance andalousienne de l'Islam, mais c'est là une autre histoire,... à venir.

Annexes

Repères chronologique

Les noms des souverains sont écrits en gras.

La zone grisée représente le territoire entre Tage et Sierra Morena, elle change donc de colonnes en fonction de l'appartenance de celui-ci au royaume de Castille, de Castille-León, ou aux empires almoravide et almohade.

Les traités de paix sont indiqués en italique.

Dates	Al-Andalus	Castille-León
1072		mort de Sanche II, assassiné. Alphonse VI roi
1075	'Abd Allāh Buluġġīn de Grenade	
1076	Yūsuf b. Tašfin reçoit le titre d' <i>amīr al-muslimīn wa Nāsir al-dīn</i>	
1079		Conquête de Coria
1085		Conquête de Tolède par Alphonse VI
1086	Intervention almoravide en Andalus	Grande victoire des Almoravides dirigés par Yūsuf b. Tašfin à Zallaqa-Sagrajas
1088	Échec du siège d'Aledo par Almoravides et princes des <i>taifas</i>	
1090	2 ^e traversée de Yūsuf b. Tašfin en Andalus. Mort de ' Abd Allāh Buluġġīn à Aġmat	
1091	Conquête de la <i>taifa</i> Cordoue par les Almoravides	Tentative de séparation de la Galice avec Diego Pelaez
1094	Les Almoravides prennent Lisbonne	Conquête de Valence par Rodrigo Díaz de Vivar, Le Cid
1096	4 ^e traversée de Yūsuf b. Tašfin	
1097		Défaite de Consuegra (15 août 1097)
1099	Conquête de Consuegra, siège de Tolède	
1100	Conquête de Malagón	Défaite des troupes chrétiennes à Malagón
1103	Des troupes cordouanes dévastent la région tolédane pour diversion	Siège de Calatayud
1104		Conquête de Medinaceli
1106	m. Yūsuf b. Tašfin. ' Alī b. Yūsuf b. Tašfin lui succède	

Dates	Al-Andalus	Castille-León
1108	Défaite des chrétiens à Uclés	Sanche, prince héritier, meurt au combat
1109	Conquête de Talavera, Canales et Coria	m. Alphonse VI. Urraca épouse Alphonse le Batailleur. Guerre civile en Castille-León. Interventions aragonaises. Minorité d'Alphonse Raymunde, futur Alphonse VII
1111		Alphonse le Batailleur rentre dans Tolède. Conquête momentanée de Cuenca
1113	Mazdali, gouverneur almoravide de Cordoue prend Oreja	Guerre civile en Castille-León. Intervention des troupes aragonaises
1114	Défaite de Martorell face à l'Aragon	Divorce Urraca
1115	Mort de Mazdali dans une bataille à Mistasa, puis son fils	
1118	Perte de Saragosse	
1120	prise de Coria par Abū Ishāq Ibrāhīm, frère de 'Alī b. Yūsuf . Défaite de Cutanda face à l'Aragon	
1121	Révolte de Cordoue	
1122	siège de Cordoue par 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn , après la révolte de la ville	
1124		Conquête de Siguënza
1126	Expédition d' Alphonse le Batailleur en Andalus	Mort d'Urraca (8 mars). Alphonse VII roi
1127	Tašfīn est nommé gouverneur d'al-Andalus par son père.	
1130	destruction d'Acéca par Tašfīn. Échec siège Marrakech par les Almohades	razzia castillane et échec de la contre-attaque almoravide
1131	Attaque du château d'Alfamín	
1132		Contre-offensive victorieuse des Almoravides
1133		Première grande expédition d' Alphonse VII dans la vallée du Guadalquivir, de Cordoue à Carmona, Séville et Jérez, jusqu'à Cádiz
1134	expédition de Tašfīn contre milices Salamanca vaincues près de Badajoz.	
1135		Alphonse VII prend le titre d' Empereur
1137	Tašfīn est rappelé par son père au Maghreb pour lutter contre les Almohades	
1138		Échec du siège de Coria
1139		Conquête d'Oreja

Dates	Al-Andalus	Castille	León
1142		conquête de Coria par Alphonse VII	
1143	m. ‘Ali b. Yūsuf à Marrakech. Successeur Tašfin b. ‘Ali b. Yūsuf		
1144	Révolte d'Ibn Qasī en Algarve	conquête de Piedranegra et de Mora	
1145	m. Tašfin b. ‘Ali b. Yūsuf . Ibn Ḥamdīn à Cordoue		
1146		Conquête de Belinchón. Alphonse VII entre dans Cordoue en mai	
1147	Ibn Mardaniš reconnu émir de Valence	Les troupes catalano-castellano-aragonaises prennent Calatrava, Almería et Baeza.	
1148	Les Almohades prennent Séville	L'Aragon prend Tortosa. Le roi de Portugal prend Lisbonne	
1150		Conquête de Consuegra	
1153		Conquête d'Andújar	
1155	Les Almohades prennent Grenade	Conquête de Pedroche, Ándujar, Baños de la Encina, Santa Eufemia	
1156		Uclés est échangée avec Ibn Mardaniš contre Alicún	
1157	Conquête d'Almería, Baeza et Ubeda	m. Alphonse VII dans la Sierra Morena (21 août)	
1158		Sanche III	<i>Traité de Sahagún</i> Ferdinand II
1159		Minorité d' Alphonse VIII	
1160	‘Abd al-Mu’min passe en Andalus	Ibn Mardaniš prend Carmona	
1162	soulèvement de Grenade contre les Almohades		
1163	Mort de ‘Abd al-Mu’min . Yūsuf b. ‘Abd al-Mu’min son fils lui succède		
1165	Conquête d'Ándujar. Le Portugal s'empare de Trujillo, Cáceres, Évora		
1166	Le Portugal s'empare de Montánchez et Serpa	Alphonse VIII prend le pouvoir en main	Conquête d'Alcántara et de Montánchez
1168	Fernando Rodríguez de Castro à Séville et alliance		
1169	Le Portugal s'empare de Badajoz. Ibn Hamušk rentre dans l'obédience almohade		Conquête de Cáceres
1170		Incursion des chevaliers de Calatrava en Andalus	
1171	conquête de Valence		

Dates	Al-Andalus	Castille	León
1172	Conquête almohade de la principauté d'Ibn Mardaniš. Conquête de Vilches et d'Alcaraz. expédition de Huete		
1173	Le Portugal s'empare de Beja. Razzia dans la zone de Talavera et de Tolède.	Mort de Sancho Jiménez le Bossu, chef de la milice d'Ávila, défaite par les Almohades	
1174	Conquête de Cáceres et d'Alcántara		
1175/6	peste en al-Andalus		
1177	Construction de la grande mosquée de Séville par Yūsuf (1 ^{er} séjour)	prise de Cuenca avec l'aide de l'Aragon	
1182	Reconquête de Setefilla	Pour quelques mois la Castille prend Setefilla	
1183		<i>Traité de Fresno-Lavandera</i>	
1184	m. Yūsuf en al-Andalus 2 ^e séj. retour de Santarem. => Ya'qūb Abū Yūsuf devient calife	Conquête d'Alarcón	
1186		Conquête d'Iniesta	
1188			m. Ferdinand II. Alphonse IX
1189		Trois campagnes castillanes en Andalus. Conquête de Calazparra	
1190	Ya'qūb Abū Yūsuf en Andalus		
1191	Prise de Silvés		
1194	Le calife almohade mobilise ses troupes	Incursion castillane dirigée par Martín López de Pisuerga, archevêque de Tolède dans la vallée du Guadalquivir	
1195	Conquête de Calatrava, Caracuel, Malagón, Benavente, Guadalerzas, 2 ^e séj. d' al-Manṣūr	Grande défaite castillane d'Alarcos (18 mars)	
1196	Prise de Santa Olalla, Escalona, Trujillo, Plasencia, Santa Cruz, Piedrabuena, Montánchez. Plasencia est détruite.		<i>Alliance León-Almohades contre la Castille</i>
1197	Siège de Madrid		
1198		L'ordre de Calatrava s'installe à Salvatierra	

Dates	Al-Andalus	Castille	Léon
1199	m. Ya'qūb b. Yūsuf. Muḥammad al-Nāṣir		
1202	Conquête de Minorque		
1203	Conquête de Majorque		
1205/ 1206	Conquête de l'Ifrīqiya		
1209		Intervention d' Alphonse VIII en Gascogne, dot d'Aliénor Plantagenêt	
1211	Prise de Salvatierra	Rupture des trêves par les chevaliers de Salvatierra et la Castille	
1212	Grande défaite almohade de Las Navas de Tolosa	Conquête de Malagón, Calatrava, Alarcos, Caracuel, Benavente, Piedrabuena	
1213	Baeza, Úbeda détruites. m. Muḥammad al-Nāṣir. al-Mustaṣṣir monte sur le trône il a dix ans	Conquête d'Alcaraz, Dueñas, Vilches, Ferral, Baños, Tolosa, Alcaraz, Riopal	
1214	Attaque du château de Milagro	m. d' Alphonse VIII. Henri Ier	
1218		Ferdinand III. Paix de Toro.	
1224	m. d' Abū Ya'qūb al-Mustaṣṣir . Proclamation d' al-Maḥlū' puis d' al-'Ādil b. al-Manṣūr , neveu de Yūsuf à Murcie	Conquête d'Andújar, Martos, Priego	
1225	Soulèvement d'al-Bayāsī, gouverneur de Cordoue.	Abū Zayd gouverneur de Valence entre dans la dépendance de Ferdinand III	
1226		Conquête de Salvatierra, Capilla, Borjalimar	
1227	Yaḥyá b. al-Nāṣir calife mais aussi IX-15 al-Ma'mūn à Séville		
1228	Fin du règne des Almohades en Andalus		
1229	Révolte d'al-Mutawakkil		
1230		IX-27 : m. Alphonse IX ; Ferdinand III lui succède. Conquête de Sabote et Jódar	
1231		Conquête de Quesada	

REPERES CHRONOLOGIQUES

Dates	Al-Andalus	Castille- Léon
1232	mort d' al-Ma'mūn à Marrakech. Al-Rašīd calife. Muḥammad b. Yūsuf b. Naṣr Ibn al-Aḥmar se soulève à Arjona	
1233	Ibn al-Aḥmar nommé à Cordoue al-Bāḡī nommé à Séville	Prise d'Úbeda par Ferdinand III
1235	Assassinat d'al-Bāḡī par b. Naṣr	Conquête d'Iznatoraf et de Santisteban del Puerto
1236		Conquête de Cordoue
1238	Ibn Hūd est tué par le gouverneur d'Almería Ibn al-Ramī mī	
1241	Tentative pour prendre Martos et Andújar	Conquête de Porcuna
1142	m. d' al-Rašīd b. al-Ma'mūn	
1244		<i>Traité d'Almizra avec Aragon (26 mars)</i>
1246	Le Pacte de Jaén reconnaît la souveraineté d'Ibn al-Aḥmar au sud des Cordillères Bétiques et sa vassalisation à Ferdinand III	Conquête de Jaén
1248		Conquête de Séville

Sources arabes

- ‘Abd Allāh b. Buluġġīn 1955, *Les « Mémoires » de ‘Abd Allāh, dernier roi ziride de Grenade. V^e/XI^e siècle*, É. Lévi-Provençal (éd.), Le Caire, Dār al-Ma‘ārif.
- ‘Abd Allāh b. Buluġġīn 1980, *El siglo en primera persona. Las « memorias » de ‘Abd Allāh último rey zīrī de Granada, destronado por los Almorávides (1090)*, E. García Gómez et É. Lévi-Provençal (trad.), Madrid, Alianza Tres.
- ‘Abd Allāh b. Buluġġīn 1995, *Kitāb al-tibyān*, A. Tawfiq al-Ṭībī (éd.), Rabat, ‘Akkāz.
- Al-Bakrī Abū ‘Ubayd 1982, *Geografía de España (Kitāb al-Masālik wa-l-Mamālik)*, E. Vidal Beltrán (trad.), Saragosse (Textos Medievales, 53).
- Al-Bakrī Abū ‘Ubayd 1992, *Kitāb al-Masālik wa-l-Mamālik*, éd. A. Van Leuwen et A. Ferré, 2 vol., Tunis, Dār al-Ġarb al-Islāmī.
- Al-Baydaq 1928, *Kitāb aḥbār al-Mahdī Ibn Tūmart wa-bidāyat dawlat al-muwahḥidīn, Documents inédits d’histoire almohade. Fragments manuscrits du legajo 1919 du fonds arabe de l’Escurial*, É. Lévi-Provençal (éd., trad. et introd.), Paris, Geuthner.
- Al-Ḥimyarī Ibn ‘Abd al-Mun‘im 1938, *La péninsule ibérique au Moyen Âge d’après le Kitāb al-Rawḍ al-Mi‘ṭār fī aḥbār al-Aqṭār d’Ibn ‘Abd al-Mun‘im al-Ḥimyarī*, É. Lévi-Provençal (éd. et trad.), Leyde (Publications de la “Fondation de Goeje”, 12), E.J. Brill.
- Al-Ḥulal al-mawṣiyya*, voir Ibn Simāk
- Al-Idrīsī 1866-1992, *Description de l’Afrique et de l’Espagne*, R. Dozy et M. J. de Goeje (éd. et trad.), Leyde, rééd. F. Sezgin, Francfort.
- Al-Idrīsī 1989, *Los caminos de al-Andalus en el siglo XII según « Uns al-Muhaġ wa rawḍ al-furāġ »*, Ḥ. Abd Mizal (éd. et trad.), Madrid, CSIC.
- Al-Marrākuṣī, ‘Abd al-Wāḥid 1881-1968, *Kitāb al-mu‘ġib fī talḥīs aḥbār al-Maġrib*, R. Dozy (éd.), Leyde, rééd., Amsterdam, Oriental Press.
- Al-Marrākuṣī, ‘Abd al-Wāḥid 1955, *Lo admirable en el resumen de las noticias del Maġrib*, A. Huici Miranda (trad. esp.), Tétouan (Colección de crónicas árabes de la Reconquista, t. 4).
- Al-Marrākuṣī, Abū ‘Abd Allāh 1965-1973, *Al-Dayl wa-l-takmila*, t. 5, part. 1 et 2, et t. 6, I. ‘Abbās (éd.), Beyrouth, Dār al-Ṭaqāfa.
- Al-Nāṣirī, *Kitāb al-Istiḳṣā’ li-aḥbār duwāl al-Maġrib al-aḳṣā*, Le Caire, 1312/1895, *Archives Marocaines* Fumey, Graulle, F. S. Colin, I. Hamet (trad.).
- Al-Šaqundī 1976, *Al-risāla*, E. García Gómez (trad.), *Andalucía contra Berbería*, Barcelone, p. 44-141.
- Al-Ṭurṭūṣī Abū Bakr 1930-1931, *Lámpara de los Príncipes por Abubéquer de Tortosa*, M. Alarcón (trad.), 2 vol., Madrid.
- Al-Ṭurṭūṣī, Abū Bakr 1935, *Sirāġ al-mulūk*, Le Caire.
- Al-Wanṣarīsī 1981, *Al-Mi‘yār al-muġrib wa l-ġāmi’ al-mu‘rib ‘an fatāwī ahl Ifriqiya wa l-Andalus wa l-Maġrib*, 13 vol., Rabat-Beyrouth, Ministère des Waqf-s et des affaires religieuses du royaume du Maroc, Dār al-Ġarb al-Islāmī.

- Al-Wanšarīsī 1995, *Histoire et société en Occident musulman au Moyen Âge. Analyse du Mi'yār d'al-Wanšarīsī*, V. Lagardère (analyse et trad. partielle), Madrid (CCV, 53), 1995.
- AZZAOUI A. (éd.) 1996, *Rasā'il muwaḥḥidiyya. Mağmū'a ḡadīda (Nouvelles lettres almohades)*, t. 1, Université Ibn Tofayl, Kénitra.
- Ibn 'Abdūn 1934, « Un document sur la vie urbaine et les corps de métiers à Séville au début du XII^e siècle : Le traité d'Ibn 'Abdūn », É. Lévi-Provençal (éd.), *Journal asiatique* 224, p. 177-299.
- Ibn 'Abdūn 1949-1998, *Sevilla a comienzos del siglo XII. El tratado de Ibn 'Abdūn*, É. Lévi-Provençal et E. García Gómez (trad.), Madrid, Moneda y crédito, rééd. facsimil.
- Ibn Abī Zar' 1964, *Rawd al-Qirtas*, A. Huici Miranda (trad.), 2 vol., Valence (Textos Medievales, 12-13).
- Ibn Abī Zar' 1972, *Al-Anīs al-Muṭrib bi-Rawd al-Qirṭās fī aḥbār mulūk al-Mağrib wa tāriḥ madīnat Fās*, Rabat, Dār al-Manšūr li-l-ṭabā'a wa-l-wāriqa.
- Ibn al-Abbār (s.d.), *Al-takmila li-kitāb al-Šila*, 4 vol., 'A. al-S. al-Harrās (éd.), Casablanca, Dār al-fikr, s.d.
- Ibn al-Abbār 1886-s.d., *Al-Mu'ğam fī aḥḡāb al-qāḡī al-imām Abī 'Alī al-Šadaḡī*, F. Codera (éd.), Madrid (Bibliotheca arabico-hispana, 4), rééd. facsimil., Beyrouth, Dār šādir.
- Ibn al-Abbār 1963, *Kitāb al-Ḥullat al-siyarā'*, Ḥ. Mu'nīs (éd.), Le Caire.
- Ibn al-Aṭīr 1898, *Annales du Maghreb et de l'Espagne*, É. Fagnan (trad.), Alger, Typographie Adolphe Jourdan.
- Ibn al-Kardabūs 1695-1966, « Tariḥ al-Andalus l-Ibn al-Kardabūs wa waṣfu-hu l-Ibn al-Šabbāṭ. Naṣṣān ḡadīdān », A. M. al-'Abbādī (éd.), *RIEIM* 13, p. 7-126.
- Ibn al-Kardabūs 1986, *Historia de al-Andalus. (Kitāb al-Iktifā')*, F. Mañllo Salgado (trad.), Madrid, Akal.
- Ibn al-Ḥaṭīb 1973-1975, *Al-Iḡāṭa fī aḥbār Ġarnāṭa*, M. 'Abd Allāh 'Inān (éd.), 4 vol., Le Caire.
- Ibn al-Qaṭṭān 1990, *Naẓm al-ḡumān li-tartīb mā salaḡa min aḥbār al-zamān*, M. 'A. Makki (éd.), Beyrouth, Dār al-Ġarb al-Islāmī.
- Ibn al-Šabbāṭ 1967-1968, « Waṣf al-Andalus li-Muḡammad b. 'Alī Ibn al-Šabbāṭ al-Miṣri al-Tūziri », al-'Abbādī (éd.), *RIEIM* 14, p. 99-123.
- Ibn al-Šabbāṭ 1978, « Un fragmento de la obra de Ibn al-Šabbāṭ (s. XIII) sobre al-Andalus », Santiago Simón, Emilio de (éd.), *CHI* 5, Madrid (Serie monográfica — Islamica occidentalia — n° 4), p. 7-91.
- Ibn al-Zubayr 1993-1995, *Kitāb ṣilat al-šila*, 'A. al-S. al-Harrās et S. A'rāb (éds), 3 vol., Maroc, Ministère des Awqāf.
- Ibn Baṣkuwāl 1994, *Kitāb al-Šila fī ta'riḥ a'immat al-Andalus...*, 'A. al-'Aṭṭār al-Ḥusaynī (éd.), 2 vol., Le Caire, Maktabat al-Ḥānḡī.
- Ibn Bassām al-Šantarīnī 1979, *Al-Ḍaḡīra fī maḡāsin Ahl al-Ġazīra* (« Le trésor des mérites des habitants de la Péninsule »), éd. I. 'Abbās, 8 vol., Beyrouth, Dār al-Ṭaḡāfa.

- Ibn Ġālib 1955, « Naṣṣ andalusī ġadīd. Qiṭ'a min kitāb furḥat al-anfus l-Ibn Ġālib 'an kuwar al-Andalus wa muduni-hā ba'd 400 H. », L. 'Abd al-Badī' (éd.), *Mağallat ma'had al-maḥṭūṭāt al-'arabiyya* 1/2, p. 272-310.
- Ibn Ġālib 1975, « Una descripción de España de Ibn Ġālib », *Anuario de filología* 1, Barcelone, p. 365-369.
- Ibn Ġālib 1986, « La descripción de Córdoba de Ibn Ġālib », J. Vallvé Bermejo (trad. partielle), *Homenaje a Pedro Sainz Rodríguez*, t. 3, Madrid, p. 669-679.
- Ibn Ḥaldūn 1847-1851, *Histoire des Berbères*, de Slane (trad.), 4 vol., Alger.
- Ibn Ḥaldūn 1988, *Kitāb al-'Ibar*, Ḥ. Šihāda et S. Zakkār (éds), 8 vol., Beyrouth.
- Ibn Ḥaldūn 1996, *Muqqadimat*, D. al-Ġuwaydī (éd.), Beyrouth, al-Maktaba al-'Aṣriyya.
- Ibn Ḥawqal 1939, *Opus geographicum*, J. H. Kramers (éd.), Leyde, Brill.
- Ibn Ḥayyān 1979, *Al-Muqtabas V*, P. Chalmeta, F. Corriente et M. Šubḥ (éds), Madrid.
- Ibn Ḥayyān 1981, *Crónica del califa 'Abd al-Raḥmān III al-Nāṣir*, trad. du *Muqtabas V*, M. J. Viguera Molíns et F. Corriente (trad.), Saragosse.
- Ibn Ḥubayš 1983, *Kitāb al-ġazawāt*, (« Livre des razzias »), A. Ġunaym (éd.), Le Caire.
- Ibn 'Idārī 1953, *Al-Bayān al-Muġrib*, « Los Almohades », A. Huici Miranda (trad.), *Colección de crónicas árabes de la reconquista*, t. 2, Tétouan.
- Ibn 'Idārī 1963, *Al-Bayān al-Muġrib fī aḥbār al-Andalus wa-l-Maġrib*, (partie almohade) A. Huici Miranda, M. Ibn Tāwīt et M. Ibrāhīm al-Kittānī (éds), Tétouan (*Bayān* v).
- Ibn 'Idārī 1963, *Al-Bayān al-Muġrib fī aḥbār al-Andalus wa-l-Maġrib*, 2 vol., A. Huici Miranda (trad.), Valence (Textos Medievales, 8).
- Ibn 'Idārī 1967-1983, *Al-Bayān al-Muġrib fī aḥbār al-Andalus wa-l-Maġrib*, I. 'Abbās (éd.), t. 4, (2^e éd.) Beyrouth (*Bayān*, t. 4).
- Ibn 'Idārī 1985, *Al-Bayān al-Muġrib fī aḥbār al-Andalus wa-l-Maġrib*, M. Ibn Tāwīt, M. Ibrāhīm al-Kittānī, M. Znaybar, A.-al-Q. Zamāma (éds), Beyrouth, Dār al-Ġarb al-Islāmī (*Bayān*, t. 5).
- Ibn Rušd 1987, *Fatāwá*, M. Ibn al-Ṭāhir al-Talilī (éd.), 3 vol., Beyrouth, Dār al-Ġarb al-Islāmī.
- Ibn Šāḥib al-Šalā 1969, *Al-mann bi-l-imāma*, A. Huici Miranda (trad. esp.), Valence (Textos Medievales, 24).
- Ibn Šāḥib al-Šalā 1987, *Al-mann bi-l-imāma*, 'A. al-H. al-Tāzī (éd.), Beyrouth, Dār al-Ġarb al-Islāmī.
- Ibn Sa'id al-Maġribī 1953, *Al-Muġrib fī hulá al-Maġrib*, Š. Dayf (éd.), t. 2, Le Caire.
- Ibn Sa'id al-Maġribī 1978, *El libro de las banderas de los campeones*, 2^e éd., E. García Gómez (éd. et trad.), Barcelone, Seix Barral.
- Ibn Simāk (attribué à) 1951, *Al-ḥulal al-mawšīya. Crónica árabe de las dinastias almorávide, almohade y Benimerín*, A. Huici Miranda (trad.), Tétouan.
- Ibn Simāk (attribué à) 1979, *Kitāb al-ḥulal al-mawšīya fī ḍikr al-aḥbār al-marrākušīya*, S. Zakkār et 'A. al-Q. Zamāma (éds), Casablanca, Dār al-rašād al-ḥadiṭa.
- 'ISA F. (éd.) 1989, *Rasā'il andalusīya*, Alexandrie, Kulliyat al-Adab, Ġāmi'at al-Iskandariyya.

- LEVI-PROVENÇAL É. 1930, « Un nouveau fragment de chronique anonyme », *Hespéris*.
- LEVI-PROVENÇAL É. 1931, *Inscriptions arabes d'Espagne*, Paris.
- LEVI-PROVENÇAL É. (éd.) 1941, *Mağmū' rasā'il muwaḥḥidiyya min inšā' kuttāb al-dawla al-mu'miniyya*, Rabat.
- LEVI-PROVENÇAL É. 1941, « Un recueil de lettres officielles almohades. Étude diplomatique et historique », *Hespéris* 28, p. 1-80.
- MAKKI M. 'A. 1959-1960, « Waṭā'iq tāriḥiyyat ġadida 'an 'aṣr al-Murabiṭīn », *RIEIM* 7-8, p. 109-198.
- MEDINA GOMEZ A. 1992, *Monedas hispano-musulmanas. Manual de lectura y clasificación*, Tolède (Estudios, Catalogos y Repertorios, 16).
- M U 'NIS Ḥ. 1955, « Nuṣūṣ siyāsiyya 'an fatrat al-intiqāl min al-murābiṭīn ilá l-muwaḥḥidīn », *RIEIM* 3, p. 97-140.
- Yaqūt 1974, *La España musulmana en la obra de Yaqūt (s. XII-XIII). Repertorio enciclopédico de ciudades, castillos y lugares de al-Andalus, extraídos del Mu'yam al-Buldān*, G. 'Abd al-Karīm (trad. partielle), *CHI*, Grenade, 1974.
- Yaqūt 1977a, *Mu'ġam al-Buldān*, 5 vol., Beyrouth, Dār Ṣādir.
- Yaqūt 1977b, « Nuevos topónimos relativos a al-Andalus en al *Mu'yam al-Buldān* de Yaqūt », *CHI* 8, p. 57-84.

Sources latines

Sources manuscrites

Bibliothèque Nationale

Antigüedades de España : compilation de documents ou de copies portant sur le XIII^e siècle : Ms 627 en particulier doc. 82, et doc. 84

Mss 13022 (microfilm 11283) et 13024 : copies, datant du XVIII^e siècle, de documents tolédans

Ms BN 714 : *Privilegios de varias ciudades yglesias monasterios*

Ms BN 838 : *Privilegios de la ciudad de Toledo*

Ms 13031 : *Escrituras, concordias y otros instrumentos de Toledo*

Ms BN 13032 : *Escrituras, concordias y otros instrumentos de Toledo*

Ms BN 13084 : *Antigüedad de Talavera.*

Archivo Histórico Nacional

SECTION CLERO

- CARPETAS 1353, 1700, 1740, 2961, 2981 BIS, 2998, 3017, 3018, 3019

SECTION ÓRDENES MILITARES

• Uclés, carp. 2, 3/1, 4/2, 5/2, 9/1, 12/1, 13/1, 16/1, 17/2, 52, 55, 58, 69, 70/1, 86, 90-91, 93, 94, 98, 99/1, 99/2, 100/1, 100/2, 113, 179, 198/1, 198/2, 205, 211, 213, 217, 243/1, 247, 260, 323, 325, 326, 328, 332, 365, 368, 369

- SAN JUAN, CARP. 568, 574, 575

• Calatrava, carp. 417-426 (documents royaux), 440-442 (documents ecclésiastiques), 455-458 (documents particuliers édités en annexe)

SECTION CODICES

Códice 314 B : *Espigas caídas de la orden de Santiago* (probablement de 1726)

Códice 834 : *Bulario de la Orden de Calatrava* (XVI^e siècle) 2 vol.

Códice 837 : *Tumbo de la orden de Calatrava* (XVI^e siècle inachevé)

Códice 838-B (1303) : *Bulario de la Orden*, corrigido por José López Agurleta (1719)

Códice 987 (1241) : *Becerro* de la cathédrale de Tolède

Códice 1046b : *Tumbo menor de Castilla*

Códice 1341c : *Escrituras del Archivo de Calatrava* par Antonio de León (XVII^e siècle)

Códice 1342c : idem

Códice 1343c : idem

Códice 1349c : idem

Real Academia de la Historia

COLLECTION SALAZAR Y CASTRO

Volumes D-11 (9/286), D-56 (9/329bis), H-13 (9/536) ; I-19 (9/593), I-37 (9/611), I-38 (9/612), I-40 (9/614), M-27 (9/834), M-59, M-124 (9/930), M-130 (9/936), M-142 (9/948)

Éditions et traductions

Anales Toledanos, España Sagrada, E. Florez (éd.), t. 23, 1791, p. 383-400.

Anales toledanos I y II, J. Porres Martín-Cleto (trad. esp.), Tolède, 1993.

Annales Compostellani, España Sagrada, éd. E. Florez, t. 23, 1791, p. 317-324.

AYALA MARTINEZ C. de *et alii* (éds) 1995, *Libro de privilegios de la orden de San Juan de Jerusalén en Castilla y León (siglos XII-XV)*, Madrid, Editorial Complutense.

- Bulario de la Orden militar de Calatrava*, D. W. Lomax (éd.), Barcelone (Biblioteca de Historia Hispánica), 1981, reprod. fac simile éd. A. Marin, 1761.
- Bullarium equestris ordinis S. Iacobi de Spatha*, A. F. Aguado de Córdoba, A. A. Alemán y Rosales et J. López Agurleta (éds), Madrid, 1719.
- Bullarium ordinis militiae de Calatrava*, *Bulario de la Orden Militar de Calatrava*, I. J. de Ortega y Cotes, J. F. Álvarez de Baquedano et P. de Ortega Zúñiga (éds), Madrid, 1761, rééd. facsimile, Barcelone, el Albir, 1981.
- Chronica Adefonsi Imperatoris*, L. Sánchez Belda (éd.), Madrid, C.S.I.C., 1950.
- Chronica Adefonsi Imperatoris*, M. Pérez González (trad.), León, Universidad de León, 1997.
- Chronique latine des Rois de Castille*, G. Cirot (éd.), *Bulletin hispanique* 14, 1912, p. 30-46, 109-118, 244-274 et 353-374.
- Chronique latine des Rois de Castille*, L. Charlos Brea (éd.), Madrid, Akal, 1999.
- GALLEGO BLANCO E. (éd. lat. et esp., trad. angl.) 1971, *The Rule of the Spanish Military Order of St-James, 1170-1493*, Leyde, Brill.
- GAMBRA A. (éd.) 1998, *Alfonso VI. Cancillería, curia e imperio*, t. 2, *Colección diplomática*, J. M^a Fernández Catón (dir.), León (« Fuentes y estudios de Historia leonesa », 63).
- GARCIA LUJAN J. A. 1982, *Privilegios reales de la catedral de Toledo*, t. 2, « Colección diplomática », Tolède.
- GONZALEZ GONZALEZ J. 1944, *Alfonso IX*, 2 vol., Madrid.
- GONZALEZ GONZALEZ J. 1960, *El reino de Castilla en la época de Alfonso VIII*, 3 vol., Madrid, CSIC.
- GONZALEZ GONZALEZ J. 1980, *Reinado y diplomas de Fernando III*, Cordoue.
- GUERRERO VENTAS P. 1969, *El Gran Priorato de San Juan de Jerusalén en el Campo de la Mancha*, Tolède.
- GUTIERREZ DEL ARROYO C. 1946, « Fueros de Oreja y Ocaña », *AHDE* 18, Tolède.
- JIMENEZ DE RADA, RODRIGO 1987, *Historia de rebus Hispanie sive historia gothica*, J. Fernández Valverde (éd.), Turnholt.
- Jiménez de Rada, Rodrigo 1989, *Historia de los hechos de España*, J. Fernández Valverde (trad.), Madrid, Alianza Universidad.
- LOMAX D. W. 1965, *La Orden de Santiago (1170-1275)*, Madrid.
- Lucas de Tuy 1608, *Chronicon Mundi*, A. Schott (éd.), t. 4, Anvers, p. 1-116.
- Lucas de Tuy 1926, *Crónica de España*, J. Puyol (éd. de la version romance du *Chronicon Mundi*), Madrid.
- MANSILLA D. 1955, *La documentación pontificia hasta Inocencio III (965-1216)*, Madrid-Rome.
- MANSILLA D. 1965, *La documentación pontificia de Honorio III (1216-1227)*, Rome.
- MARTIN RODRIGUEZ J. L. 1974, *Orígenes de la Orden Militar de Santiago (1170-1195)*, Barcelone (OOMS).
- MENENDEZ PIDAL R. (éd.) 1919, *Documentos lingüísticos de España*, t. 1, *Reino de Castilla*, Madrid (DLE).
- MENENDEZ PIDAL R. (éd.) 1967, « Historia Roderici », *La España del Cid*, 2, Madrid, p. 921-971.
- MIGNE J. P. 1844-1864, *Patrologia Latina*, 226 vol., Paris.
- Primera Crónica General de España*, R. Menéndez Pidal (éd.), Madrid, Bailly-Baillière é Hijos, 1906, 3^e éd., Madrid, Gredos, 1977.
- RADES Y ANDRADA, FRANCISCO DE 1572-1980-1997, *Crónica de las tres ordenes de Santiago, Calatrava y Alcántara*, Tolède, (2^e éd.) Barcelone, El Albir, rééd. facsimile, Valence.

Bibliographie

- ACIEN ALMANSA M. 1984, « La formación y destrucción de al-Andalus », in M. Barceló (dir.), *Historia de los pueblos de España. Tierras fronterizas (1) Andalucía — Canarias*, Barcelone, p. 21-55.
- ACIEN ALMANSA M. 1989, « Poblamiento y fortificación en el sur de al-Andalus. La formation de un país de *ḥuṣūn* », *III Congreso de Arqueología Medieval española*, I, 19, Oviedo, p. 135-150.
- ACIEN ALMANSA M. 1995, « La fortificación en al-Andalus », in R. López Guzmán (éd.), *La arquitectura del Islam occidental*, Barcelone-Madrid, Lunewerg, p. 29-41.
- ACIEN ALMANSA M. 1996, « Cerámica y propaganda en época almohade », *Arqueología medieval* 4, p. 183-191.
- ACIEN ALMANSA M. (à paraître), « Del Estado califal a los Estados taifas. La cultura material », *Congreso de Arqueología Medieval Española* (mars 1999), Valladolid.
- AGUILAR SEBASTIAN V. 1992, « Política de ‘Abd al-Mu’min con los árabes de Ifríqiya », *Actas del II coloquio hispano-marroquí de ciencias históricas : “Historia, Ciencia y sociedad”* (Grenade, 1989), Madrid, p. 17-30.
- AGUILAR SEBASTIAN V. 1993, « Aportación de los árabes nómadas a la organización militar del ejército almohade », *AQ* 14, p. 393-415.
- AHRWEILER H. 1974-1976, « La frontière et les frontières de Byzance en Orient », *Actes du XIV^e Congrès International d’Études byzantines* (1971), Bucarest, t. 1, p. 209-230 ; rééd. dans *Byzance : les pays et les territoires*, Londres, Variorum Reprints, III.
- ALEMANY BOLUFER J. 1904, « Milicias cristianas al servicio de los sultanes musulmanes del almagreb », in E. Saavedra (éd.), *Homenaje a D. Francisco Codera en su jubilación del profesorado*, Saragosse, p. 133-169.
- AL-ṬIBĪ A. T. 1997A, « Al-Aġzāz wa qudūmu-hum ilá bilād al-Maġrib wa l-Andalus », *Dirāsāt wa buḥūṭ fī tāriḥ al-Maġrib wa l-Andalus*, t. 2, Tunis, Dār al-‘Arabiyya li-l-Kitāba, p. 87-100.
- AL-ṬIBĪ A. T. 1997b, « Banū Hilāl wa dūru-hum fī-l-ġihād fī Ifríqiyā wa-l-Andalus ilá nihāya(t) al-qarn al-sādis/al-tāni ‘ašar al-milādī », *Dirāsāt wa buḥūṭ fī tāriḥ al-Maġrib wa l-Andalus*, t. 2, Tunis, Dār al-‘Arabiyya li-l-Kitāba, p. 73-86.
- ALVARADO PLANAS J. (éd.) 1995, *Espacios y fueros en Castilla-La Mancha (siglos XI-XV). Una perspectiva metodológica*, Madrid, Polífono.
- ALVIRA CABRER M. 1996, « La imagen del *miramamolín* al-Nāšir (1199-1213) en las fuentes cristianas del siglo XIII », *AEM* 26/2, p. 1003-1028.
- ALVIRA CABRER M. 2000, « Le vénérable Arnaud Amaury : Image et réalité d’un Cistercien entre deux croisades », *Hérésis* 32, p. 3-35.
- ALVIRA CABRER M. et BURESI P. 2001, « *Alphonse, par la grâce de Dieu, Roi de Castille et de Tolède, Seigneur de Gascogne*. Quelques remarques à propos des relations entre Castellans et Aquitains au début du XIII^e siècle », in P. Sénac (éd.), *Aquitaine-Espagne. VIII^e-XV^e siècle*, Poitiers, CESC, p. 219-232.
- ANCEL J. 1938, *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard.

- AYALA MARTINEZ C. de 1995, « Fortalezas y creación de espacio político. La Orden de Santiago y el territorio conquense (siglos XII-XIII) », *Meridies, Revista de historia medieval* 2, Cordoue, p. 23-47.
- AYALA MARTINEZ C. de 1996, « Las Órdenes Militares y la ocupación del territorio manchego. (Siglos XII-XIII) », *Alarcos 1195*, p. 47-104.
- AYALA MARTINEZ C. de 1998, *Las Órdenes militares en la Edad Media*, Madrid.
- AYALA MARTINEZ C. de 2000, « Maestres y maestrazgos en la Corona de Castilla (siglos XII-XV) », in R. izquierdo Benito et F. Ruiz Gómez (éds), *Las Órdenes militares en la Península Ibérica*, t. 1, Cuenca, Universidad de Castilla-La Mancha, p. 325-378.
- AYALA C. de, BURESI P. et JOSSE RAND P. (éds) 2000, *Identités et représentations de la frontière en Espagne (XI^e-XIV^e siècle)*, Madrid (CCV, n^o 75).
- AYALA MARTINEZ C. de et alii 1991, « Delimitación de la frontera meridional del Campo de Calatrava en el siglo XII », *Boletín de Arqueología Medieval* 5, p. 61-92.
- BARBOUR N. 1966, « La guerra psicológica de los almohades contra los almorávides », *Boletín de la Asociación de los Orientalistas Españoles* 2, p. 117-130.
- BARCELO C. 1980, « El sayyid Abû Zayd : príncipe musulmán, señor cristiano », *Awraq* 3, p. 101-109.
- BARROS Á. 1994, « La frontera medieval entre Galicia y Portugal », *Medievalismo. Boletín de la sociedad española de estudios medievales* 4, p. 27-39.
- BARQUERO GOÑI C. 1994, « The Hospitallers and the Castilian-Leonese Monarchy : the Concession of Royal Rights, XIIth to XIVth Centuries », *The Military Orders. Fighting for the Faith and Caring for the Sick*, Londres, p. 28-33.
- BARQUERO GOÑI C. 1995, « Los Hospitalarios y la monarquía castellano-leonesa (siglos XII-XIII) », *Archivos leoneses*, 49/97-98, 1995, p. 53-119.
- BARQUERO GOÑI C. 1996, « La Orden Militar del Hospital en la Mancha durante los siglos XII y XIII », *Alarcos 1995*, p. 53-119.
- BARTLETT R. 1986, « Technique militaire et pouvoir politique, 900-1300 », *Annales ESC* 41/5, p. 1135-1159.
- BARTLETT R. 1989, « Colonial Aristocracies of the High Middle Ages », in R. Bartlett et A. Mackay (éds), *Medieval Frontiers Societies*, Oxford, p. 24-47.
- BARTLETT R. 1993, *The Making of Europe. Conquest, Colonization and Cultural Change. 950-1350*, Londres, Penguin Press.
- BARTLETT R. et MACKAY A. (éds) 1989, *Medieval Frontiers Societies*, Oxford.
- BAZZANA A., CRESSIER P. et GUICHARD P. 1989, *Les châteaux ruraux d'al-Andalus, Histoire et archéologie des Huṣūn du Sud-Est de l'Espagne*, Madrid (série archéologique XI), Publications de la Casa de Velázquez.
- BAZZANA A. et GUICHARD P. 1991, « La frontière du Šarq al-Andalus », *Publications de la Casa Velázquez*, (Série Archéologie, XV), Madrid, Casa de Velázquez-Université de Saragosse, p. 77-88.
- BECEIRO PITA I. et CORDOBA DE LA LLAVE R. 1990, *Parentesco, poder y mentalidad. La nobleza castellana. Siglos XII-XV*, Madrid, p. 47-62.
- BIANQUIS T. 1992, « Les frontières de la Syrie au XI^e siècle », *Castrum IV*, p. 135-150.
- BISHKO C.-J. 1980, « The castilian as Plainsman : The Medieval Ranching Frontier in la Mancha and Extremadura », *Studies in Medieval Spanish Frontier History*, Variorum Reprints, Londres, p. 47-69.

- BLUMANN C. 1980, « Frontières et limites », *La Frontière*, Colloque de Poitiers. Société française pour le droit international, Paris, A. Pedoue, p. 3-33.
- BOISSELIER S. 1999, *Naissance d'une identité portugaise. La vie rurale entre Tage et Guadiana de l'Islam à la Reconquête (X^e-XIV^e siècles)*, Lisbonne.
- BONENFANT P. 1953, « A propos des limites médiévales », *Hommage à Lucien Febvre. Éventail de l'histoire vivante...*, t. 2, Paris, p. 73-79.
- BONNASSIE P. 1975, *La Catalogne du milieu du X^e siècle à la fin du XI^e siècle : croissance et mutation d'une société*, 2 vol., Toulouse, Publications de l'Université de Toulouse.
- BONNER M. D. 1988, *The Emergence of the thugûr: the arab-byzantine frontier in the early Abbasid period*, Michigan.
- BOSCH VILA J. 1956-1990, *Los almorávides*, Tétouan, rééd. Grenade.
- BOSCH VILA J. 1959, *Historia de Albarracín y sus sierras*, t. 2, in M. Almagro (dir.), *Albarracín musulmán*, Teruel.
- BOSCH VILA J. 1962, « Algunas consideraciones sobre al-ṭagr en al-Andalus y la división político-administrativa de la España Musulmana », *Études d'orientalisme à la mémoire de Lévi-Provençal*, Paris, t. 1, p. 23-33.
- BRODMAN J. W. 1986, *Ransoming Captives in Crusader Spain : The Order of Merced on the Christian-Islamic Frontier*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, éd. internet, 1998.
- BRUNDAGE J. A. 1976-1991, « Holy War and the Medieval Lawyers », *The Holy War*, éd. T. P. Murphy, Columbus, Ohio State U.P., p. 99-140, rééd. *The Crusades, Holy War and Canon Law*, Variorum Reprints, Londres.
- BULL M. 1993, *Knightly Piety and the Lay Response to the First Crusade. The Limousin and Gascony (c. 970-c. 1130)*, Oxford.
- BURESI P. 1996-1998, « Entre Occident chrétien et Orient musulman : la péninsule Ibérique au Moyen Âge et son histoire », *Cahiers d'Histoire. Revue d'Histoire critique* 65, p. 103-116 ; trad. arabe par Hâlat Lûlû, « Bayn al-Ġarb al-masiḥi wa-l-Šarq al-islâmî šabh al-Ġazirat al-Ībiriyya fi-l-qurûn al-wustâ wa tariḥi-hâ », *Al-Nahğ* 15, p. 180-191.
- BURESI P. 2000a, « Les conversions d'églises et de mosquées en Espagne aux XI^e-XIII^e siècles », in P. Boucheron et J. Chiffolleau (éds), *Religion et société urbaine au Moyen Âge. Études offertes à Jean-Louis Biget*, Paris, Presses de la Sorbonne, p. 333-350.
- BURESI P. 2000b, « Les relations commerciales entre pays d'Islam et royaumes chrétiens dans la péninsule Ibérique (XI^e siècle-milieu du XIII^e) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 78, p. 99-110.
- BURESI P. 2002, « Les fortifications frontalières dans le centre de la péninsule Ibérique aux XII^e-XIII^e siècles : matériaux et techniques de construction », in I. C. Ferreira Fernandes (éd.), *Mil años de fortificações na Península Ibérica e no Magreb (500-1500)*, Palmela, p. 439-449.
- BURNS R. I. 1962, « The Parish as a Frontier institution in 13th Valencia », *Speculum* 37, p. 244-251.
- CAFLISCH L. 1990, « Essai d'une typologie des frontières », *Relations internationales* 63, p. 265-293.
- CANTO A. et alii 1997, *Moneda andalusí en la Alhambra*, catalogue de l'exposition au Palais de Charles Quint, Grenade.
- CARDAILLAC L. (éd.) 1991, *Tolède, XI^e-XIII^e siècles : musulmans, chrétiens et juifs : le Savoir et la tolérance*, Paris (Série mémoire, 5).
- CASTILLO ARMENTEROS J. C. 1998, « La conquista castellana del Alto Guadalquivir y la organización política : el realengo y el señorío bajo Fernando III », in V. Salvatierra Cuenca

- (éd.), *Hispania, al-Andalus, Castilla, Jornadas Históricas del Alto Guadalquivir*, Université de Jaén, Jaén, p. 159-180.
- CASTRO MARTINEZ P. V. et GONZALEZ MARCEN P. 1989, « El concepto de frontera : implicaciones teóricas de la noción de territorio político », *Arqueología Espacial* 13, *fronteras*, Teruel, p. 7-18.
- CHALMETA GENDRON P. 1991, « El concepto de *taġr* », *PCV*, Madrid (Série Archéologie XV), Casa de Velázquez-Université de Saragosse, p. 15-28.
- CIPOLLONE G. 1992, *Cristianità-Islam : cattività e liberazione in nome di Dio. Il tempo di Innocenzo III, dopo 'il 1187'*, Rome (Miscellanea Historiae Pontificiae, 60).
- COLLECTIF 1965, *L'Occidente e l'Islam nell'alto medioevo*, Spolète (Settimana di Studio del centro italiano di Studio sull'alto medioevo, 12).
- COLLECTIF 1969, *Les Structures sociales de l'Aquitaine, du Languedoc et de l'Espagne*, Actes du Colloque de Toulouse de 1968.
- COLLECTIF 1980, *Structures féodales et féodalisme dans l'Occident méditerranéen (X^e-XIII^e siècles)*, Actes du Colloque de Rome du 10-13 octobre 1978, École française de Rome.
- COLLECTIF 1988, *Andalucía entre Oriente y Occidente (1236-1492)*, *Actas del V Coloquio internacional de historia medieval de Andalucía*, Cordoue.
- COLLECTIF 1988, *Castrum III, Guerre, fortification et habitat dans le monde méditerranéen au Moyen âge*, Actes du colloque de Madrid, 24-27 novembre 1985, Collection de l'EFR, PCV.
- COLLECTIF 1990, *De al-Andalus a la sociedad feudal : los repartimientos bajomedievales*, Barcelone.
- COLLECTIF 1992, *Castrum IV, Frontière et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen âge*, Actes du colloque d'Erice-Trapani du 18-25 septembre 1988, École française de Rome, Casa de Velázquez.
- COLLECTIF 1993, *Las sociedades de frontera en la España medieval*, Saragosse.
- COLLECTIF *Alarcos 1195*, Actas del congreso internacional conmemorativo del VIII Centenario de la Batalla de Alarcos (Ciudad Real, 1995), Cuenca.
- COLLECTIF 1999, *Castrum 5. Archéologie des espaces agraires méditerranéens au Moyen Âge*, Madrid-Rome.
- CONSTABLE O. R. 1994, *Trade and Traders in Muslim Spain. The Commercial Realignment of the Iberian Peninsula. 900-1500*, Cambridge (Cambridge Studies in Medieval Life and Thought), Cambridge U.P.
- DAKHLIA J. 1998, *Le divan des rois. Le politique et le religieux dans l'islam*, Paris, Aubier.
- DANDAŠ 'I. 'A. al-L. 1988, *Al-Andalus fī nihāyat al-Murābiṭīn wa mustahil al-Muwahḥidīn. 'Aṣr al-tawā'if al-tānī (510-546 / 1116-1151)*, Beyrouth, Dār al-Ġarb al-Islāmī.
- DANDAŠ 'I. 'A. al-L. 1991, « Irtisāmāt ḥawl al-ṭaṣawwuf fī 'ahd al-Murābiṭīn », *Aḍawā' ḡadīda 'alā al-Murābiṭīn*, (« Nouvelles lumières sur l'histoire des Almoravides »), Beyrouth, Dār al-Ġarb al-Islāmī, p. 39-53.
- ESTOW C. 1982, « The Economic Development of the Order of Calatrava, 1158-1366 », *Speculum* 57/2, p. 267-291.
- FEBVRE L. 1928-1962, « Frontière : le mot et la notion », *Bulletin du Centre International de Synthèse*, appendice à la *Revue de Synthèse Historique* 45, p. 31-44 ; rééd. dans *Pour une histoire à part entière*, Paris, p. 11-24.
- FERREIRA FERNANDES I. C. (éd.) 2002, *Mil años de fortificações na Península Ibérica e no Magreb (500-1500)*, Palmela.

- FERHAT H. 1996, « Souverains, saints et *fuqahâ'* : le pouvoir en question », *AQ* 17, p. 375-390.
- FIERRO M. 1994, « The qâdî as ruler », *Saber religioso y poder político. Actas del Simposio Internacional (Grenade, 15-18 octobre 1991)*, Madrid, p. 71-116
- FIERRO M. 1995, « La falsificación de la historia : al-Yasa' b. Ḥazm y su *kitâb al-Muğrib* », *AQ* 16/1, Madrid, p. 15-38.
- FIERRO M. 1997, « Christian success and Muslim fear in Andalusî writings during the Almoravid and Almohad periods », in U. Rubin et D. J. Wasserstein (éds), *Dhimmis and others : jews and Christians and the world of classical islam*, *Israel Oriental Studies* 17, Winona Lake-Indiana, Eisenbrauns, p. 155-178.
- FIERRO M. (éd.) 2002, *Judíos y musulmanes en al-Andalus y el Magreb. Contactos intelectuales*, Madrid (CCV, n° 74).
- FLETCHER R. 1987, « Reconquest and Crusade in Spain, c. 1050-1150 », *Transactions of the Royal Historical Society* 5/37, p. 31-47.
- FLORI J. 1997, « Réforme, *reconquista*, croisade. L'idée de reconquête dans la correspondance pontificale d'Alexandre II à Urbain II », *CCM* 40, p. 317-335.
- FOREY A. J. 1985, « The emergence of the military order in the twelfth century », *Journal of ecclesiastical History* 36, p. 175-195.
- FOREY A. J. 1994, *Military Orders and Crusades*, Variorum Reprints.
- FOUCHER M. 1988, *L'invention des frontières*, Paris.
- FOUCHER M. 1991, *Fronts et frontières*, Paris, Fayard.
- FRANCO SANCHEZ F. 1995, *Vías y defensas andalusíes en la Mancha Oriental*, Alicante (Textos universitarios).
- FRICAUD É. 1997, « Les *ṭalaba* dans la société almohade (Le temps d'Averroès) », *AQ* 18, p. 331-387.
- GARCIA DE CORTAZAR J. Á. 1988, « Organización social del espacio : propuestas de reflexión y análisis histórico de sus unidades en la España medieval », *Studia Historica. Historia Medieval* 6, Salamanca, p. 195-236.
- GARCIA GOMEZ E. et MENENDEZ PIDAL R. 1947, « El conde mozárabe Sisnando Davídiz y la política de Alfonso VI con las Taifas », *AA* 12, p. 27-42.
- GARCIA-ARENAL M. 2002, « Messianisme juif aux temps du Mahdî », in M. Fierro (éd.) *Judíos y musulmanes en al-Andalus y el Magreb. Contactos intelectuales*, Madrid (CCV, n° 74), p. 211-229.
- GARCIA-GUIJARRO RAMOS L. 1995, *Papado, Cruzadas y Órdenes militares. Siglos XI-XIII*, Madrid, Cátedra.
- GARCIN J.-C. (dir.) 1995-2000, *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval. X^e-XV^e siècle*, 3 vol., Paris, PUF-Nouvelle Clio.
- GAUTIER DALCHE J. 1959, « Islam et chrétienté en Espagne au XII^e siècle. Contribution à l'étude de la notion de frontière », *Hespéris* 47, p. 183-217.
- GAUTIER DALCHE J. 1969, « L'histoire monétaire de l'Espagne septentrionale et centrale du IX^e au XII^e siècles : quelques réflexions sur divers problèmes », *AEM* 6, p. 43-67.
- GAUTIER DALCHE J. 1982, « Formes et organisation de la vie rurale dans le "Fuero de Cuenca" », *AEM* 12, Barcelone-Madrid, p. 149-165.

- GEARY P. 1983-1988, « Ethnic identity as a situational construct in the early middle ages », *Mitteilungen der anthropologischen gesellschaft in Wien* 93, Vienne, p. 16-26 ; rééd. in E. Peters (éd.), *Folk Life in the Middle Ages, Medieval Perspectives*, t. 3, p. 1-17.
- GERBET M.-C. 1986, « Les Ordres Militaires et l'élevage dans l'Espagne médiévale » *En la España medieval*, V, *Estudios en memoria del Profesor D. Claudio Sanchez-Albornoz*, t. 1, p. 413-445.
- GLICK T. F. 1979, *Islamic and Christian Spain in the early middle ages*, Princeton-New Jersey, Princeton U.P.
- GLICK T. F. 1995, *From Muslim fortress to Christian castle. Social and cultural change in medieval Spain*, Manchester U.P.
- GOÑI GAZTAMBIDE J. 1958, *Historia de la bula de la cruzada en España*, Vitoria.
- GONZALEZ GONZALEZ J. 1979, *Repoblación de Castilla La Nueva*, 2 vol., Madrid, éd. RIALP (RCN).
- GONZALEZ JIMENEZ M. 1987, « Reconquista y repoblación del occidente peninsular », *Actas das II Jornadas Luso-Espanholas de Histórica Medieval*, t. 2, Porto, p. 445-489.
- GUENEE B. 1986, « Des limites féodales aux frontières politiques », in P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. 2, *La nation*, Gallimard, p. 11-33.
- GUIANCE A. 1998, « To die for country, land or faith in Castilian medieval thought », *Journal of Medieval History* 23/4, p. 313-332.
- GUICHARD P. 1973, « Un seigneur musulman dans l'Espagne chrétienne : le "ra'is" de Crevilente (1243-1318) », *MCV* 9, p. 283-334.
- GUICHARD P. 1977, *Structures sociales « orientales » et « occidentales » dans l'Espagne musulmane*, Paris-La Haye, Mouton.
- GUICHARD P. 1990, *L'Espagne et la Sicile musulmanes aux XI^e et XII^e siècles*, Lyon, PUL.
- GUICHARD P. 1990-1991, *Les Musulmans de Valence et la Reconquête (XI^e-XIII^e siècles)*, 2 vol., Damas, IFEAD.
- HAMMAM M. (éd.) 1995, *L'Occident musulman et l'Occident chrétien au Moyen Âge*, Rabat (Série Colloques et séminaires, 48).
- HOPKINS J. F. P. 1958, *Medieval Muslim Government in Barbary Until the Sixth Century of the Hijra*, Londres.
- HUICI MIRANDA A. 1956, *Las grandes batallas de la reconquista durante las invasiones africanas*, Madrid.
- HUICI MIRANDA A. 1956-1959, *Historia política del imperio almohade*, 2 vol., Tétouan.
- HUICI MIRANDA A. 1958, « La participación de los jeques en el gobierno del Imperio Almohade », *Tamuda* 6, p. 239-267.
- JACOB C. 1992, *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel.
- JAYYUSI S. K. (éd.) 1992, *The Legacy of Muslim Spain*, Leyde.
- KANTOROWICZ E. H. 1951-1984, « Pro patria mori in medieval Political Thought », *American Historical Review* 56, p. 472-492, rééd. sous le titre « Mourir pour la patrie (pro patria mori) dans la pensée politique médiévale », *Mourir pour la patrie et autres textes*, Paris, PUF, p. 105-141.
- KASSIS H. E. 1988, « Notas históricas sobre las monedas de los Almorávides », *I Jarique de estudios numismáticos hispano-árabes*, Saragosse, p. 55-66.
- KEDAR B. 1984, *Crusade and Mission*, Princeton U. P.
- KHADDURI M. 1955, *War and peace in the law of Islam*, Baltimore.

- KRISTOF L. K.-D. 1967, « The nature of frontiers and boundaries », in H.-J. De Blij (éd.), *Systematic Political Geography*, Londres-Sydney.
- LACARRA DE MIGUEL J. M. 1963-1981, « Les villes-frontières dans l'Espagne des XI^e et XII^e siècles », *Le Moyen Age* 69, p. 205-222, version esp. « Las ciudades fronterizas... », *Colonización, parias, repoblación y otros estudios*, Saragosse, Anubar.
- LADERO QUESADA M. Á. (dir.) 1998, *La Reconquista y el proceso de diferenciación política (1035-1217)*, t. 9 de l'*Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe.
- LAGARDERE V. 1983, « La Ṭarīqa et la révolte des murīdūn en 539 H/1144 en al-Andalus », *ROMM* 35, p. 157-175.
- LAGARDERE V. 1989a, « Communautés mozarabes et pouvoir almoravide en 519/1125 », *Studia islamica* 67, p. 99-119.
- LAGARDERE V. 1989b, *Les Almoravides jusqu'au règne de Yūsuf b. Tašfīn (1039-1106)*, Paris, L'Harmattan.
- LAGARDERE V. 1993, *Campagnes et paysans d'al-Andalus. VIII^e-XV^e s.*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- LAGARDERE V. 1998, *Les Almoravides. Le Djihād andalou (1106-1143)*, Paris, L'Harmattan.
- LALIENA CORBERA C. et UTRILLA UTRILLA J. F. (éds) 1998, *De Toledo a Huesca. Sociedades medievales en transición a finales del siglo XI (1080-1100)*, Saragosse.
- LAROUÏ A. 1995, *L'histoire du Maghreb. Un essai de synthèse*, Casablanca.
- LINEHAN P. 1980-1983, « The synod of Segovie (1166) », *Bulletin of Medieval Canon Law*, New Series, 10, Berkeley, p. 31-40 ; rééd. dans *Spanish Church and Society. 1150-1300*, Londres, Variorum Reprints.
- LINEHAN P. 1993, *The History and the Historians of Medieval Spain*, Clarendon Press Oxford.
- LOMAX D. W. 1959, « El arzobispo don Rodrigo Jiménez de Rada y la Orden de Santiago », *Hispania* 19, p. 323-365.
- LOMAX D. W. 1965, *La Orden de Santiago (1170-1275)*, Madrid, C.S.I.C.
- LOURIE E. 1982, « The Confraternity of Belchite, the Ribât, and the Temple », *Viator* 13, p. 159-176.
- MALPICA CUELLO A. (éd.) 1998, *Castillos y territorio en al-Andalus*, Jornadas de arqueología medieval (Berja, 4-6 octobre 1996), Grenade, Athos-Pérgamos.
- MANZANO MORENO E. 1991, *La frontera de al-Andalus en época de los Omeyas*, Madrid, C.S.I.C.
- MARAVALL J. A. 1964-1997, *El concepto de España en la edad media*, Madrid.
- MARIN M. 1998, « Documentos jurídicos y fortificaciones », *Fortificaciones en al-Andalus*, I Congreso internacional de Algeciras (nov.-déc. 1996), Algéciras, p. 79-87.
- MARTIN RODRIGUEZ J. L. 1974, *Orígenes de la Orden Militar de Santiago (1170-1195)*, Barcelone, CSIC (OOMS).
- MARTIN RODRIGUEZ J. L. 1981, « Derechos eclesiásticos de la Orden de Santiago y distribución de los beneficios económicos (1170-1224) », *AEM* 11, p. 247-275.
- MARTINEZ GROS G. 1992, *L'idéologie omeyyade, la construction de la légitimité du Califat de Cordoue (X^e-XI^e siècles)*, Madrid (Bibliothèque de la Casa de Velázquez, 8).
- MARTINEZ GROS G. 1998, *L'identité andalouse*, Paris, Sindbad.
- MARTINEZ LILLO S. 1990, « Arquitectura militar de ámbito rural de la Marca Media (al-ṭagr al-awsat). Antecedentes y evolución », *Boletín de Arqueología Medieval* 4, p. 135-171.

- MARTINEZ LILLO S. et SERRANO-PIEDecasas FERNANDEZ L. 1998, « El poblamiento andalusí en el *Tagr al-awsat* (Marca Media). El mundo omeya », in A. Malpica Cuello (éd.), *Castillos y territorio en al-Andalus*, Grenade, Athos-Pérgamos, p. 71-115.
- MARTINEZ SOPENA P. 1991, « Las repoblaciones de Castilla y León. Organización del espacio y cambios sociales entre los siglos X y XIII », *Repoblación y reconquista*, Aguilar de Campo, p. 57-64.
- MC CRANK L. J. 1996, *Medieval Frontier History in New Catalonia*, Variorum Reprints.
- MENASALVAS VALDERAS R. et PEREZ VICENTE D. 1998, « La organización territorial del Valle del río Ojailén (comarca de Puertollano. Ciudad Real) en la Alta Edad Media », *Fortificaciones en al-Andalus*. I congreso Internacional de Algeciras (nov.-déc. 1996), Algéciras, p. 195-302.
- MENENDEZ PIDAL R. 1950, *El imperio hispánico y los cinco reinos*, Madrid.
- MENENDEZ PIDAL R. 1969, *La España del Cid*, 2 vol., (7^e éd.) Madrid.
- MIQUEL A. 1991, « La frontière absente : le monde musulman aux approches de l'an mil », *Frontières et limites, géographie politique, littéraire, philosophie*, Paris, Publications du Centre Georges Pompidou, p. 39-47.
- MITRE FERNANDEZ E. 1987, « Reflexiones sobre la noción de frontera tras la conquista de Toledo (1085). Fronteras reales y fronteras mentales », *CHE* 69, p. 197-215.
- MITRE FERNANDEZ E. 1997, « Cristiandad medieval y formulaciones fronterizas », *Fronteras y fronterizas en la Historia*, Valladolid, Université de Valladolid, p. 9-62.
- MOLENAT J.-P. 1987, « L'organisation du territoire entre Cordillère Centrale et Sierra Morena du xii^e au xiv^e siècle », *Génesis medieval del estado moderno : Castilla y Navarra (1250-1370)*, Valladolid.
- MOLENAT J.-P. 1997a, *Campagnes et Monts de Tolède du xii^e au xv^e siècles : La Terre et la Ville*, Madrid (CCV, 63).
- MOLENAT J.-P. 1997b, « Sur le rôle des Almohades dans la fin du christianisme local au Maghreb et en al-Andalus », *AQ* 18, p. 389-413.
- MOLENAT J. P. 1998, « Tolède fin xi^e-début xii^e siècle. Le problème de la permanence ou de l'émigration des musulmans », in Laliena et Utrilla 1998, p. 108-109
- MORABIA A. 1993, *Le Jihad dans l'Islam médiéval. Le "combat sacré" des origines au xii^e siècle*, Paris.
- MOXO S. de 1979, *Repoblación y sociedad en la España cristiana medieval*, Madrid, RIALP.
- NIRENBERG D. 1996, *Communities of Violence. Persecution of Minorities in the Middle Ages*, Princeton U.P.
- NORDMAN D. 1986, « Des limites d'État aux frontières nationales », in P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. 2, *La nation*, Gallimard, p. 35-61.
- O'CALLAGHAN J. F. 1975, « Sobre los orígenes de Calatrava la Nueva », *The Spanish military Order of Calatrava and its affiliates*, Variorum Reprints, Londres, III, p. 3-12.
- O'CALLAGHAN J. F. 1971-1975, « The Order of Calatrava and the Archbishops of Toledo, 1147-1245 », *Studies in Medieval Cistercian History presented to Jeremiah F. O'Sullivan*, Spencer, Massachusetts, p. 63-87, rééd. dans *The Spanish Military Order of Calatrava and its Affiliates*, Londres, VI.
- PASTOR R. (éd.) 1990, *Relaciones de poder, de producción y parentesco en la edad media y moderna*, Madrid, CSIC.
- PASTOR R. et alii 1968, « Poblamiento, frontera y estructura agraria en Castilla la Nueva (1085-1230) », *CHE* 47-48, p.171-256.

- PICARD C. 1997, *L'océan Atlantique musulman. De la conquête arabe à l'époque almohade. Navigation et mise en valeur des côtes d'al-Andalus et du Maghreb occidental (Portugal-Espagne-Maroc)*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- POST G. 1953, « Two notes on nationalism in the Middle Ages », *Traditio* 9, New York, Fordham U.P., p. 281-320.
- POWELL J.M. 1990, « The Papacy and the Muslim Frontier », in J. M. Powell (éd.), *Muslims under latin rule 1100-1300*, Princeton, p. 175-203.
- POWERS J. F. 1988, *A Society organized for war, the Iberian municipal militias in the Central Middle Ages 1000-1284*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press.
- PRIETO Y VIVES A. 1915, « La reforma numismática de los Almohades », *Miscelánea de Estudios y textos árabes*, Madrid, p. 13-114.
- PROCTER E. S. 1988, *Curia y Cortes en Castilla y León, 1075-1295*, titre original *Curia and Cortes in León and Castille, 1072-1295*, Madrid, Cátedra.
- RAFFESTIN C. 1986, « Éléments pour une théorie de la frontière », *Diogène* 134, p. 3-21.
- RAFFESTIN C. 1990, « La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique », *Relations internationales* 63, p. 295-303.
- RAFFESTIN C. et GUICHONNET P. 1974, *Géographie des frontières*, Paris, P.U.F.
- RICHARD B. 1971, « L'Islam et les Musulmans chez les chroniqueurs castillans du milieu du Moyen Âge », *HT* 12, p. 107-132.
- RIVERA GARRETAS M. 1985, *La encomienda, el priorato y la villa de Uclés en la Edad Media (1174-1310)*, Madrid-Barcelone.
- RIVERA RECIO J. F. 1966-1976, *La Iglesia de Toledo en el siglo XII (1086-1208)*, 2 vol., Rome.
- Rodríguez-Picavea Matilla E. 1994, *La formación del feudalismo en la meseta meridional castellana. Los señoríos de la Orden de Calatrava en los siglos XII-XIII*, Madrid, Siglo veintiuno.
- Roman Y. 1993, *La frontière*, TMO 21, Lyon-Paris.
- SANCHEZ-ALBORNOZ C. 1963, « The Frontier and Castilian liberties », *The world looks at his history. Proceedings of the second International Congress of historians of the United States and Mexico*, Austin, Texas, p. 27-46.
- SENAC P. 1992, « Frontière et reconquête dans l'Aragon du XI^e siècle », in P. Sénac (éd.), *Frontières et espaces pyrénéen au Moyen Âge*, Perpignan, p. 47-60.
- SENAC P. 1999, « Islam et chrétienté dans l'Espagne du haut Moyen Âge : la naissance d'une frontière », *Studia islamica* 77, p. 91-108.
- SENAC P. 2000, *La Frontière et les hommes (VIII^e-XII^e siècle). Le peuplement musulman au nord de l'Èbre et les débuts de la reconquête aragonaise*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- SIBERRY E. 1985, *Criticism of Crusading 1095-1274*, Oxford.
- SIVAN E. 1968, *L'Islam et la croisade : Idéologie et propagande dans les réactions musulmanes aux Croisades*, Librairie d'Amérique et d'Orient, Paris Adrien Maisonneuve.
- SORAVIA B. 1998, *Les fonctionnaires épistoliers (kuttâb al-inshâ') en Espagne musulmane à l'époque des roitelets (V^e s. h./XI^e s.)*, thèse de doctorat sous la direction d'Odette Petit, Université de Paris III, (inédit).
- STALLS C. 1995, *Possessing the Land. Aragon's Expansion into Islam's Ebro Frontier under Alfonso the Battler. 1104-1134*, Brill.
- TAWFIQ AL-ṬIBI A. 1997, *Dirāsāt wa buhūtī fī tāriḥ al-Mağrib wa l-Andalus*, t. 2, Tunis, Dār al-'Arabiyya li-l-Kitāba : « Al-Ağzāz wa qudūmu-hum ilā bilād al-Mağrib wa l-Andalus », p. 87-100 ; « Banū Hilāl wa dawru-hum fī-l-ğihād fī Ifriqiya wa-l-Andalus ilā nihāya(t)

- al-qarn al-sādis/al-ṭānī ‘ašar al-milādī », p. 73-86 ; « Waq‘a(t) al-Arak *Alarcos al-muḥida(t)* », p. 197-208.
- TORRES FONTES J. 1975, « Los alfaqueques castellanos en la frontera de Granada », *Homenaje a don Agustín Millares Carlos*, t. 2, Las Palmas, p. 99-116.
- TORRO ABAD J. 1999, *El naixement d’una colònia. Dominació i resistència a la frontera valenciana (1238-1276)*, Valence, Publications de l’Universitat de València, Col·lecció Oberta.
- TORRO ABAD J. 2000a, « Pour en finir avec le “Reconquête.” L’occupation chrétienne d’al-Andalus, la soumission et la disparition des populations musulmanes (XII^e-XIII^e siècle) », *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique* 78, p. 79-97.
- TORRO ABAD J. 2000b, « Jérusalem ou Valence ? Les débuts de l’expansion européenne et la première colonie d’Occident », *Annales E.S.C.* 55/5, p. 983-1008.
- TURNER F. J. 1920, *The Frontier in the American History*.
- UMR 5648 2000, *Pays d’islam et monde latin. X^e-XIII^e siècle. Textes et documents*, Lyon, PUL.
- VAUCHEZ A. 1994, *La spiritualité au Moyen Âge occidental. VIII^e-XIII^e siècles*, Paris, Seuil.
- VIGUERA MOLINS M. J. 1977, « Las cartas de al-Ġazālī y al-Ṭurṭūšī al soberano almoravid Yūsuf b. Tašfīn », *AA* 42/2, p. 361-374.
- VIGUERA MOLINS M. J. (dir.) 1997, *El retroceso de al-Andalus. Almórabides y Almohades. Siglos XI al XIII*, Tome VIII/2 de l’*Historia de España ‘Menéndez Pidal’*, Madrid, Espasa Calpe.
- VILLAR GARCIA L. M. 1986, *La Extremadura castellanoleonesa. Guerreros, clérigos y campesinos (711-1252)*, Valladolid.
- VILLEGAS DIAZ L. R. 2000, « El sector ganadero en el Campo de Calatrava (siglos XII-XV) ¿ una realidad a revisar ? », in R. Izquierdo Benito et F. Ruiz Gómez (éds), *Las órdenes militares en la Península ibérica*, t. 1, Cuenca, Universidad de Castilla-La Mancha, p. 635-653.
- VIRGILI A. 1998, «...*Ad detrimendum Yspanie*... la cruzada de Turtusa y la feudalización de la región de Tortosa (1148-1200) », in M. Barceló et P. Toubert (éds) *L’incastellamento*, Madrid-Rome, Casa de Velázquez-École française de Rome, p. 99-121.
- ZIMMERMANN M. 1993, « Le rôle de la frontière dans la formation de la Catalogne (IX^e-XII^e siècles) », *Las sociedades de frontera en la España medieval*, Saragosse, p. 7-29.

Tables et index

Index

A

- Abū 'Abd Allāh b. Abī Ibrāhīm Ismā'il b. Īsallalī al-Ḥazraġī, 149, 150
 Abū 'Abd Allāh b. al-Ḥaġġ, 43
 Abū 'Abd Allāh b. Ibrāhīm Ismā'il Iġig, 149
 Abū 'Abd Allāh b. Warqā, 203
 Abū 'Abd al-Malik Marwān b. 'Abd al-'Azīz, 156
 'Abd al-Raḥmān b. Abī Bakr Muḥammad, 150
 'Abd al-Wāḥid b. Sulaymān b. 'Abd al-Wāḥid b. 'Īsā b. Sulaymān, 270
 Abū 'Āmir b. al-Faraġ, 156
 Abū 'Alī 'Umar Tiṣṣalit, 160
 Abū 'Alī al-Ḥusayn b. 'Abd al-Mu'min, 149
 Abū 'Umar Inalū al-Lamṭūnī, 150
 Abū 'Uṭmān, 254
 Abū Bakr b. 'Alī b. Yūsuf b. Tašfin, 143, 148
 Abū Bakr al-Šadiq, 297
 Abū Bakr b. Ibrāhīm Ibn Tifliwīt, 150
 Abū Bakr b. Mazdalī, 148
 Abū Bakr b. Numāra, 202
 Abū Bakr Muḥammad b. al-Ḥusayn al-Mayūrqi, 201
 Abū Bakr Muḥammad b. Sidrāy, 157
 Abū Bakr Yaḥyā b. 'Alī b. Ġāniya, 126, 150
 Abū Dāwūd, 147
 Abū Ġa'far b. al-Anšārī, 154
 Abū Ḥafš, 47, 148, 150, 151, 211
 Abū Ḥafš 'Umar b. 'Alī b. al-Ḥaġġ al-Lamṭūnī Ibn Maqūr, Wamayüz, 148
 Abū Ḥafš 'Umar b. Sir, 150
 Abū Ibrāhīm Ishāq al-Tāhir b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, 149, 150
 Abū Ibrāhīm Ismā'il b. 'Alī, le frère de 'Abd al-Mu'min, 149
 Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, 149, 151, 154
 Abū l-Faḍl b. Ṭāhir b. Maḥsara, 297
 Abū l-Ḥasan 'Alī b. 'Abd al-Mu'min/b. Fāṭima, 151
 Abū l-Ḥasan 'Alī b. Reverter, 219
 Abū l-Ḥasan al-Mālaqi, 202
 Abū l-Ḥasan b. Ġālib, 201
 Abū l-Qāsim Ḥalaf b. Ḥasan Ibn Farḥūn al-Bakrī, 280
 Abū l-Rabī' b. Abū Ishāq Ibrāhīm al-Aḥual b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, 149
 Abū l-'Ulā Idrīs b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, 149
 Abū l-Walid b. al-Munḍir, 201
 Abū Marwān b. Abī l-'Alī Ibn Zuhr, 143
 Abū Muḥammad 'Abd al-Ġafūr, 201
 Abū Muḥammad 'Abd al-Ġalīl al-Qašrī, 201
 Abū Muḥammad 'Abd Allāh b. Abī Bakr b. Ġanūna, 150
 Abū Muḥammad 'Abd al-Raḥmān b. 'Alī b. Aḥmad b. 'Abd al-Raḥmān al-Zuhrī, 281
 Abū Muḥammad al-Zubayr b. 'Umar, 152
 Abū Muḥammad b. Abī Ḥafš, 57
 Abū Muḥammad b. Ġaḥḥāf, 131, 152
 Abū Muḥammad Sa'd b. Ya'qūb al-Manšūr, 149
 Abū Muḥammad Sir, 43
 Abū Muḥammad Yaḥyā b. Yumūr, 149
 Abū Mūsā 'Īsā b. 'Abd al-Mu'min, 149
 Abū Sa'id Ibn Faraġ, 155
 Abū Sa'id 'Uṭmān b. 'Abd al-Mu'min/b. Šaḥḥāġiyya, 150, 151
 Abū Tammām, 277
 Abū Yaḥyā b. Rawāda, 150
 Abū Yaḥyā b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, 149, 151
 Abū Yaḥyā Zakariyā b. Abī Zakariyā, 127
 Abū Ya'qūb Yūsuf, 57, 88, 105, 147, 149, 154, 211, 212, 219, 254, 273, 279, 319

- Abū Yūsuf Ya'qūb, 19, 54, 58, 124, 148, 149, 241, 318
- Abū Yūsuf Ya'qūb b. 'Umar Abī Ḥafṣ b. 'Abd al-Mu'min, 149
- Abū Zakariya Yahyá b. 'Alī, 131, 152
- Abū Zakariyā Yahyá b. 'Alī b. al-Ḥaġġ al-Lamṭūni Ibn Maqūr, Wamayūz, 148
- Abū Zakariyā Yahyá b. Iṣḥāq, 148
- Abū Zayd 'Abd al-Raḥmān b. Abī Ḥafṣ 'Umar b. 'Abd al-Mu'min, 150
- Abū Zayd b. 'Abd al-Raḥmān b. al-Lamṭā b. 'Abd al-Mu'min, 149
- Abū Zayd 'Abd al-Raḥmān b. Iḥit, 151
- Abū Zayd/Abū 'Abd Allāh Muḥammad al-Ḥardāni b. Yūsuf b. 'Abd al-Mu'min, 150
- Abū Zayd b. Abū l-Ḥasan 'Alī b. 'Abd al-Mu'min/b. Fāṭima, 150
- Aceca, 45, 46, 48, 54, 80, 128, 187, 193, 316
- adab*, 16, 141, 277, 278, 281
- Afonso Enriques, roi de Portugal, 144, 170, 183, 211, 216, 235, 293
- Aġmāt, 18
- ahl al-ḡimma, 259
- Al-'Ādil, 58, 151, 319
- Alamín, 40, 41, 64, 81, 82, 172, 173
- Alange, 58, 230
- Al-Arak, 64, 124, 335
- Alarcón, 40, 54, 82, 93, 104, 116, 117, 128, 188, 192, 318, 321
- Alarcos, 7, 24, 40, 53, 54, 55, 56, 59, 64, 68, 77, 104, 107, 124, 128, 144, 157, 175, 178, 187, 188, 191, 214, 215, 223, 233, 235, 236, 249, 308, 309, 318, 319, 328, 330, 335
- Al-A'má al-Tuṭili, 279
- Al-Asadī, 35
- Al-Aštarkūni, 20
- Al-Awzā'i, 108
- Al-Azraq, 119
- Albacete, 25, 49, 53, 89, 104, 128, 311
- Al-Bakrī, 17, 52, 125, 228
- Albaladejo, 188
- Albalate, 48
- al-Balawī, 143, 144
- Albarracín, 41, 167, 210, 214, 215, 216, 241, 247, 329
- Al-Bayāsī, 21, 58, 217, 319
- Al-Baydaq, 18, 219
- Alboer, 72, 77, 168, 173, 187, 209
- Al-Burzulī, 271
- Alcacer do Sal, 126, 157
- Alcalá la Real, 13
- alcalde*, 81, 108, 231
- Alcántara, 25, 53, 64, 105, 126, 128, 184, 189, 228, 229, 251, 279, 306, 317, 318, 326
- Alcaraz, 17, 53, 56, 64, 69, 82, 89, 104, 128, 129, 156, 172, 173, 177, 188, 192, 218, 260, 310, 311, 318, 319
- Alcarría, 50, 173
- Alcazar, 104, 167
- Alchañiz, 251
- Alcira, 58, 106, 276
- Alcolea, 172, 173
- Alcónchel, 93, 94, 188
- Alcudia, 24, 65, 85, 104, 311
- Al-Ḍabbī, 20, 67
- aldea*, 77, 84, 93, 117, 166, 167, 173, 206, 257
- aldeani*, 84, 180
- Al-Dīmās, 296
- Alédo, 42
- Alexandre III, 172, 207, 208, 243, 267, 284
- Alexandrie, 19, 42, 279, 323
- Alfamín, 46, 64, 316
- alfaqeeque, 114
- Alferez, 168
- Alfonso Téllez, 173
- Alfonso Téllez de Meneses, 168
- alfoz*, 82, 177, 181, 182
- Al-Ġāfiqī, 18, 67, 159
- Al-Ġaraf, 178
- Al-Ġarāwī, 279
- Algarga, 105
- Algarve, 18, 48, 146, 199, 317
- Al-Ġāsil, 67
- Al-Ġazāli, 200, 201, 205, 274, 336
- Algodor, 81, 177, 187
- alguacil*, 81, 165, 166, 181
- Al-Ḥabib b. Šammāḥ, 67
- Al-Ḥakam II, 35, 255
- Al-Ḥimyarī (Ibn 'Abd al-Mun'im, 17, 41, 56, 66, 70, 123, 257, 321
- Alhambra, 70, 72, 188, 206, 329
- Alharilla, 25, 54, 93, 94, 104, 105, 128, 188, 311
- Al-Ḥazraġi, 74, 154
- Alhover, 50, 56
- Aliaguilla, 287

- 'Alī b. Yūsuf b. Tašfīn, 42, 45, 56, 111, 143, 146, 205, 218, 315
 Alicún, 50, 317
 Al-Idrīsī, 17, 66, 70, 105, 228
 Alija, 68, 73, 128
 Al-'Iqāb, 17, 56, 64, 123, 124, 125, 257, 270
 Al-İštaḥrī, 64
 aljama, 81
 Almadén, 36, 49, 72, 128, 168
 Al-Maḡāmī, 70
 Al-Maḡrītī, 74
 Al-Mahlū', 58, 319
 Almagro, 104, 329
 Al-Manšūr, 35, 58, 144, 146, 216, 223, 236, 263, 269, 293, 298, 318, 319, 322
 Al-Manšūr b. Abī 'Āmir, 71
 Almarge, 88
 Al-Marrākušī, 18, 20, 76, 160, 201, 228, 255, 257, 259, 277, 288, 298
 Al-Māwardī, 140
 Al-Mayūrqi, 202, 205
 Almenara, 230
 Almería, 20, 42, 49, 51, 99, 100, 122, 129, 144, 150, 151, 153, 168, 174, 197, 200, 201, 228, 231, 233, 317, 320
 Almodóvar, 40, 128
 Almodóvar del Campo, 36, 53
 Almofrag, 186
 Almoquera, 54, 104, 172
 Almonacid, 41, 77, 166, 173
 Almonastir, 131
 Al-Muqtadir, 20, 210, 264
 Al-Murtaḏā, 18, 149, 150, 250
 Al-Murtaḏā', 250
 Al-Musta'in, 35, 42, 47
 Al-Mustašir (Yūsuf II), 18, 47, 57, 126, 144, 229, 319
 Al-Mu'tamid, 37, 39, 40, 42, 153, 256
 Al-Mutanabbī, 277
 Al-Mutawakkil, 37, 58, 319
 Al-Muẓaffar 'Abd al-Malik b. al-Manšūr, 155
 Al-Nāšir, 56, 57, 122, 124, 142, 145, 149, 192, 240, 241, 255, 257, 310, 319, 323
 Alphonse le Batailleur, 45, 47, 49, 75, 80, 121, 127, 197, 205, 277, 281, 293, 308, 316
 Alphonse VI, 17, 19, 23, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 47, 70, 72, 76, 77, 98, 124, 153, 163, 164, 165, 166, 169, 170, 173, 175, 176, 180, 181, 196, 198, 208, 220, 256, 264, 269, 270, 274, 283, 289, 291, 292, 293, 295, 305, 307, 308, 309, 312, 315, 316
 Alphonse VII, 22, 23, 40, 41, 42, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 59, 72, 75, 76, 78, 80, 81, 92, 99, 100, 163, 164, 165, 166, 168, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 181, 182, 187, 188, 197, 198, 207, 208, 220, 223, 232, 233, 234, 241, 247, 283, 293, 308, 309, 316, 317
 Alphonse VIII, 22, 23, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 77, 79, 81, 88, 93, 99, 100, 104, 105, 110, 113, 123, 124, 144, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 173, 174, 175, 179, 181, 186, 187, 188, 190, 191, 193, 194, 195, 196, 205, 208, 211, 212, 213, 215, 220, 223, 232, 235, 241, 243, 244, 245, 246, 248, 257, 294, 317, 319
 Alphonse IX, 23, 51, 97, 164, 170, 174, 194, 215, 228, 245, 248, 250, 279, 290, 318, 319
 Alphonse X, 23, 88
 Alpuébraga, 41, 72, 173
 Al-Qādir, 37, 38, 40
 alquería, 84
 Al-Rabāḥī, 67, 130
 Al-Rāzi, 16, 33, 90, 228
 Al-Šaraqustī, 20, 255
 Al-Sulamī, 274, 275, 280, 281
 Al-Ṭurṭūšī, 21, 125, 160, 200, 271, 274, 336
 Alvar Fáñez, 42, 45, 165, 205
 Alvar Pérez, 214
 Alvaro Núñez de Lara, 186
 Al-Wanšarīsī, 21, 67, 75, 91, 140, 271, 322
 Al-Zāfir, 35
 Amasatriga, 40, 47
amīr al-mu'minīn, 52, 53, 58, 145, 147, 212, 221, 241, 260
amīr al-muslimīn, 42, 43, 46, 58, 145, 221, 315
 Añador, 104
 Andalousie, 23, 25, 35, 49, 50, 52, 55, 56, 59, 63, 64, 75, 79, 80, 88, 98, 105, 118, 122, 127, 189, 231, 232, 233, 235, 258, 310, 311
 Andújar, 49, 56, 58, 59, 126, 214, 230, 232, 317, 319, 320
 Añoover del Tajo, 173

anubda, 193
apellido, 164, 165, 178, 181
 Aragon, 20, 24, 25, 43, 45, 46, 47, 53, 80,
 114, 124, 126, 153, 169, 174, 175, 178,
 183, 197, 214, 215, 218, 220, 221, 230,
 232, 233, 234, 241, 243, 244, 245, 247,
 249, 251, 258, 268, 288, 293, 295, 308,
 311, 316, 317, 318, 320, 335
 Aranzueque, 72, 98
 Arcos, 35, 37
 Arevalo, 94, 105
 Arjona, 59, 231, 320
 Armengol VII (comte d'Urgel), 49, 166, 184
 armiger, 168
 Armildo Meléndez, 167
 Arnaldo, 22
 Arnaud Amaury, 294, 327
 Arnaud Iusbet, 82
asīr, pluriel *asrā*, 107
 Astorga, 22, 174
 Atienza, 67, 197
aṭlāl, 277
 Augustóbriga, 68
 Aurembiax, comte d'Urgel, 186
aureus, 91, 101, 113, 191
 Averroès, 157, 159, 258, 331
 Ávila, 48, 49, 53, 55, 94, 105, 121, 124,
 144, 170, 176, 177, 178, 181, 232, 318
āyāt, 124, 125
 Aznarón, 72

B

Badajoz, 35, 36, 37, 38, 41, 52, 53, 58, 68,
 74, 77, 96, 99, 106, 113, 126, 157, 165,
 210, 211, 216, 220, 234, 235, 237, 272,
 280, 316, 317
 Bāb al-Mardūm, 263
 Bailén, 59
balad, 67, 69
 Balazote, 104, 128
 Baléares, 122, 144, 254, 255
 Bāli, 64
 Banū 'Ašra, 278
 Banū Ǧī-l-Nūn, 35
 Banū Ġāniya, 54, 57, 254
 Banū l-Murḥī, 141
 Banū Qabṭurnuh, 141
 Banū Turġūt, 148, 151, 240
 Banū Wāġib, 277
 Banū Ziri, 18

Baños, 55, 56, 59, 132, 319
 Baños de la Encina, 49, 58, 317
 Barbastro, 282, 284, 285
 barcaje, 92
 Barcienz, 57
 Barcilés, 41
barīd, 144
 Barmécides, 141
 bayt al-māl, 108
 Baza, 50, 95, 235
 Beja, 18, 52, 74, 96, 154, 155, 156, 160,
 211, 318
 Belálcazar, 67, 98
 Belinchón, 44, 50, 168, 174, 243, 244, 317
 Bélmez, 235
 Berdejo, 241
 Bérengère, 22, 127
 Bernard (archevêque de Tolède), 46, 82, 170,
 260, 264, 265, 284
 Bernard Caorcín, 82
 Biezma, 208
 Bogas, 187
 Bolaños, 104
 Borialamar, 232
 Bougie, 143, 144, 146
 Buitrago, 94, 105, 172
 Burgos, 16, 82, 98, 170, 175
 Burguillos, 94
burg, 83

C

cabalgadas, 190
caballería villana, 163, 180, 181, 198
caballeros, 178, 285
caballeros villanos, 91, 94, 180, 181, 198,
 285
 Cabañas, 77, 186
 Cabañas de la Sagra, 41, 173
 cabañeras, 89
 Cabriel, 54, 104, 128
 Cáceres, 52, 53, 58, 97, 105, 111, 126, 128,
 163, 174, 184, 196, 211, 213, 317, 318
 Cádiz, 47, 316
 Calahorra, 34, 170
 Calatalifa, 40, 72, 82, 172
 Calatayud, 43, 80, 241, 244, 315
 Calatrava la Nueva, 57, 132, 133, 134, 187,
 311, 334

- Calatrava la Vieja, 24, 33, 46, 48, 55, 64, 67, 68, 76, 83, 104, 123, 128, 129, 190, 309, 310
- Calixte II, 286
- Campo de Calatrava, 26, 49, 84, 88, 172, 181, 223, 244, 308, 328, 336
- Campo de San Juan, 167, 188
- cañadas*, 89, 93
- Canales, 38, 40, 45, 172, 316
- Capilla, 57, 58, 94, 105, 128, 172, 232, 319
- Caracava, 40, 95
- Carmona, 35, 37, 47, 63, 155, 196, 316, 317
- carreratges, 89
- cartas pueblas, 115
- Castejón de Henares, 33
- Castellar, 57
- castellaría, 193
- castellum*, 78, 83, 230
- Castille, 19, 23, 25, 40, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 76, 82, 89, 91, 94, 98, 99, 100, 101, 112, 113, 116, 124, 126, 127, 130, 135, 143, 144, 153, 156, 165, 169, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 184, 191, 197, 198, 203, 205, 207, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 221, 222, 228, 230, 231, 233, 234, 235, 241, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 256, 258, 259, 272, 283, 288, 289, 291, 294, 295, 305, 306, 309, 310, 311, 315, 317, 318, 319, 320, 326, 327, 335
- Castille-León, 16, 22, 37, 39, 42, 45, 46, 48, 126, 153, 169, 170, 220, 244, 246, 291, 305, 308, 309, 315, 316
- Castillo de Benavente, 72
- Castro, 24, 52, 75, 77, 79, 93, 96, 97, 100, 102, 110, 116, 164, 166, 167, 183, 186, 212, 214, 216, 217, 252, 287, 325, 330
- Castro Ferral, 56
- Castronantonis, 252
- Castrotorafe, 116
- castrum*, 83, 228, 229
- Castula, 234
- Cástulo, 59
- Catalogne, 43, 46, 88, 98, 134, 153, 221, 246, 251, 283, 289, 294, 329, 336
- Cazorla, 54, 58, 232, 233, 234, 241, 244
- Cedenilla, 173
- Célestin III, 172, 215, 249, 266, 290
- Cerebrun, 207, 208, 215, 243, 244
- Chillón, 83, 128, 187
- Chinchilla, 17, 43, 49, 54, 55, 64, 66, 89, 104, 122, 128, 255
- Cid, 13, 29, 33, 38, 42, 43, 52, 210, 211, 212, 235, 255, 315, 326, 334
- Cigüela, 188
- Cihuela, 98
- Ciruelos, 54, 77, 187
- Ciudad Real, 7, 25, 65, 189, 330, 334
- clavero, 193
- Clément, 81, 280
- Cobeja, 41, 173
- Cogolludo, 54, 182
- Coïmbre, 33, 165, 166, 170
- Colmenar, 117, 206
- comes*, 166
- concejo*, 77, 78, 83, 84, 85, 89, 93, 104, 109, 111, 115, 117, 126, 177, 179, 180, 183, 194, 198, 214, 229, 235, 257, 294
- Conrad, 232
- Consuegra, 40, 43, 54, 85, 93, 97, 105, 153, 167, 188, 189, 209, 243, 244, 315, 317
- convenientia*, 23, 126, 167, 214
- Cordillère Bétique, 25, 59
- Cordillère Centrale, 89, 90, 99, 334
- Cordoue, 16, 17, 19, 20, 22, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 50, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 64, 67, 69, 70, 71, 74, 75, 76, 96, 97, 98, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 121, 126, 128, 140, 143, 147, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 157, 159, 160, 161, 172, 177, 178, 181, 201, 202, 203, 204, 228, 230, 232, 237, 239, 240, 263, 269, 272, 292, 297, 298, 310, 311, 312, 315, 316, 317, 319, 320, 326, 327, 330, 333
- Coria, 33, 34, 36, 37, 38, 40, 45, 48, 64, 78, 90, 111, 122, 123, 170, 228, 229, 278, 315, 316, 317
- Criptana, 54, 104, 188, 205
- Cristo de la Luz, 263
- Cuenca, 7, 25, 33, 35, 37, 40, 43, 44, 45, 49, 50, 53, 54, 64, 66, 72, 76, 77, 82, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 101, 104, 105, 115, 116, 117, 122, 126, 128, 153, 155, 156, 170, 174, 177, 179, 188, 206, 209, 231, 232, 233, 245, 310, 316, 318, 328, 329, 330, 331, 336
- Cullera, 277
- curia*, 23, 168, 195, 210, 213, 233, 326

Cutanda, 46, 316

D

dā'i, 125, 239
 Daimiel, 104
 Dancos, 209
 dār al-'ahd, 236
dār al-ḥarb, 107, 108, 236, 237, 261, 269
dār al-islām, 30, 108, 130, 139, 141, 146,
 199, 203, 227, 235, 236, 237, 262, 281,
 298
 dār al-iṣrāf, 155, 160
 dār al-ṣulḥ, 236
dawla, 152
dehesas, 90, 92, 93
 Denia, 55, 58, 70, 81, 82, 88, 99, 101, 172,
 173, 177, 234
 Despeñaperros, 56
 despoblado, 85
 Diego Gelmírez, 99, 170
 Diego Jiménez, 167
 Diego López de Haro, 55, 167
ḍimmī, 259, 260
dinar, 99, 100, 101, 102, 156
dirhem, 101, 152
 doblas, 101
 Domingo Antolín, 81
 Dos Barrios, 77, 167, 188, 209
 Dos Hermanas, 173
 Douro, 33, 34, 37, 47, 72, 99, 176, 179, 180
 Dueñas, 56, 57, 167, 187, 192, 311, 319
 Dunas de Guadarmar, 131

E

Écija, 53, 63, 178
 Égypte, 19, 240, 298
 El Romeral, 209
 émir 'Abd Allāh, 18, 42, 259, 292
encomienda, 80, 117, 206, 208, 209, 219,
 335
 Escalona, 47, 55, 81, 82, 108, 110, 115,
 172, 177, 318
 esculca, 91
 esculqueros, 91, 94
 Espagne, 9, 13, 22, 33, 51, 52, 64, 66, 67,
 70, 80, 90, 98, 108, 131, 146, 158, 169,
 170, 173, 200, 206, 227, 233, 234, 241,
 249, 252, 263, 282, 286, 291, 292, 293,
 294, 295, 308, 321, 322, 324, 328, 329,
 330, 331, 332, 333, 335

Espeluy, 59
 Esquivias, 173
 Estiviel, 59
 Estrémadure, 25, 38, 47, 53, 55, 93, 99, 163,
 177, 178, 179, 180, 181, 189, 198, 210,
 212, 214, 216, 231, 310
 Estremera, 79, 80, 188, 208
 Évora, 52, 156, 211, 234, 317
exea, 115
 expeditio, 178
 extremos, 90
 Eznavexore, 56, 70, 188, 192, 311

F

facendera, 193
 fakkāk, 114
 fanega, 79
faqīh, pluriel *fuqāhā'*, 17, 52, 67, 74, 131,
 152, 204, 274, 275, 280
 Farax, 49, 156, 177
fard 'ayn, 275, 276
fard kifāya, 273, 274, 275
fatwā, pluriel *fatāwā*, 21, 67
 Félix, 81
 Ferdinand I^{er}, 291
 Ferdinand II, 23, 51, 52, 83, 164, 170, 184,
 194, 211, 212, 213, 232, 235, 244, 245,
 251, 317, 318
 Ferdinand III, 22, 23, 51, 57, 58, 59, 83,
 88, 94, 101, 105, 126, 156, 170, 173,
 186, 188, 194, 195, 214, 218, 219, 235,
 245, 252, 263, 294, 319, 320
 Fernán Ordóñez, maître de Calatrava, 208
 Fernando Núñez de Lara, 167
 Fernando Rodríguez de Castro, 52, 54, 184,
 186, 213, 317
 Fernando Ruiz de Azagra, 215
 Fès, 146, 279

F

Filastīn, 237
fiqh, 274
 Fita, 40, 81, 250, 266, 290
 Fitero, 184, 244
fitna, 107, 119, 141, 156, 221, 239, 255,
 296
fonsadera, 197, 207
fonsado, 180, 193, 197
 Fraga, 126, 127
 Fresno el Viejo, 194, 248

Frexneda, 79
 Fuente el Saúco, 209
 Fuentigüeña, 209
fuero, 49, 75, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 88, 89,
 90, 91, 97, 115, 179, 180, 181, 196,
 198, 207, 243, 244, 267
funduq, pluriel *fanādiq*, 70

G

Gabès, 144
 Gafsa, 144
 Ġāfiq, 67, 105, 128
 Gahete, 67, 83
 Galera, 95
 Galice, 39, 50, 99, 100, 175, 291, 292, 315
 Ġamā'a, 160
ġamā'a, 149, 201
 ganado, 95
ġanima, 107, 109, 158
 García de Aza, 212
ġazw, 278, 297
ġihād, 21, 30, 42, 66, 96, 127, 143, 158,
 183, 200, 238, 240, 260, 262, 268, 269,
 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278,
 279, 280, 281, 282, 296, 297, 298, 299,
 301, 307, 308, 309
 Giraldo Sempavor, 52, 126, 127, 210, 211,
 214, 216, 218, 235, 255
 Giribaile, 59
ġiẓya, 113, 237, 261
 Gocelmo de Ribas, 48
 Gonzalo Hernando, 75, 110
 Gonzalo Núñez, 194
 Grégoire VII, 249, 259
 Grenade, 13, 15, 18, 36, 39, 42, 43, 46, 48,
 54, 59, 99, 110, 140, 148, 150, 151,
 152, 153, 155, 160, 165, 189, 195, 202,
 204, 228, 255, 259, 270, 272, 292, 308,
 315, 317, 321, 322, 324, 327, 329, 331,
 333
 Guadalajara, 33, 36, 40, 41, 50, 64, 67, 72,
 77, 80, 82, 90, 94, 103, 105, 108, 128,
 165, 172, 173, 177, 178, 196, 267
 Guadabullón, 129
 Guadalerzas, 54, 55, 56, 104, 128, 187, 318
 Guadalupe, 25
 Guadarrama, 38, 90
 Guadiana, 25, 43, 50, 68, 72, 83, 91, 106,
 128, 310, 328
 Ġuṣam, 76, 255

Gutierre Armíldez, 46
 Gutierre Fernández de Castro, 212
ġuzz, 121, 124, 160, 255, 272

H

ħabūṣ, pluriel *aħbāṣ*, 158, 172, 271
ħāfiẓ, pluriel *ħuffāẓ*, 21, 149, 150, 154
ħaġġ, 271, 275, 276
 ħāġib, 35
 Hārūn al-Rašid, 239
 Haro, 164
 Hawwāra, 35
 Hellín, 104
 Henri I^{er} (Comte de Portugal), 22, 45, 57, 74,
 81, 166, 175, 179, 196, 276, 319
 herbazgo, 92
 hidalgos, 164
 Hišām II, 33
ħisba, 256, 273
ħiṣn, pluriel *ħuṣūn*, 44, 56, 65, 66, 67, 68,
 70, 72, 83, 203, 260, 296, 327
 Hispania, 124, 127, 160, 164, 172, 188,
 191, 209, 243, 251, 288, 289, 291, 293,
 294, 326, 329, 333
 Hita, 47, 172, 177
ħonor, 164, 165, 173, 291
 Honorius III, 24, 117, 126, 127, 175, 250,
 266, 287
 Hornos, 230
 hospedaje, 193
host, 49, 183, 193, 197
 Huélamo, 33, 64, 76, 215
 Huelma, 235
 Huelva, 37
 Huete, 33, 35, 40, 44, 50, 53, 64, 66, 73,
 92, 104, 116, 117, 177, 263, 318
 Hueua, 78
ħukm, 159
 Humanes, 72, 167

I

Ibn 'Abdūn, 140, 256, 322
 Ibn Abi Ĥafṣ, 149, 154
 Ibn Abi l-Ĥiṣāl, 142, 152, 277
 Ibn Abi Zar', 19, 47, 52, 53, 110, 257, 322
 Ibn al-'Arif, 200, 201, 202, 205
 Ibn al-'Assāl, 298
 Ibn al-Šaffār, 75
 Ibn al-Šaħrawiyya, 254
 Ibn al-Šayrafi, 18

- Ibn al-Abbār, 16, 20, 67, 74, 119, 155, 156, 157, 200, 201, 202, 204, 273, 281, 322
- Ibn al-Aḥmar, 59, 126, 320
- Ibn al-Aṭīr, 19, 39, 113, 296, 297, 322
- Ibn al-Faraḡī, 20
- Ibn al-Ḥaḡḡ, 47, 74, 96, 152, 153
- Ibn al-Kardabūs, 19, 41, 42, 43, 45, 71, 72, 122, 123, 165, 259, 322
- Ibn al-Mu'allim, 147
- Ibn al-Qaṭṭān, 18, 44, 45, 46, 110, 144, 202, 322
- Ibn al-Qādis, 123
- Ibn al-Qalānisī, 275
- Ibn al-Qasīra, 152
- Ibn al-Rūmī, 277
- Ibn al-Zubayr, 67, 74, 75, 201, 270, 281, 322
- Ibn al-Šabbāṭ, 19, 322
- Ibn 'Asākir, 275
- Ibn 'Aṭīyya, 141, 149
- Ibn 'Attāb, 67
- Ibn 'Ayyāš, 127, 142
- Ibn Baškuwāl, 20, 67, 130, 201, 270, 322
- Ibn Barraḡān, 201, 202
- Ibn Bassām, 19, 74, 263, 278, 292, 293, 322
- Ibn 'Ezra, 271
- Ibn Ġālib, 17, 49, 90, 323
- Ibn Ġāniya, 49, 50, 203, 232
- Ibn Ḥafāḡa, 276, 277, 278, 279
- Ibn Ḥaldūn, 139, 140, 146, 156, 298, 323
- Ibn Ḥamdīn, 48, 156, 203, 271, 317
- Ibn Hamušk, 50, 53, 155, 317
- Ibn Ḥāqān, 19
- Ibn Ḥawqal, 17, 64, 66, 70, 102, 103, 323
- Ibn Ḥayyān, 67, 69, 323
- Ibn 'Idāri, 18, 19, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 52, 54, 55, 74, 113, 114, 125, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 156, 157, 159, 160, 178, 211, 214, 218, 255, 257, 259, 270, 273, 278, 279, 323
- Ibn Mardaniš, 17, 50, 51, 52, 53, 100, 104, 110, 126, 157, 211, 214, 216, 218, 238, 245, 254, 260, 272, 297, 317, 318
- Ibn Masarra, 199, 200
- Ibn Qādis, 257, 310
- Ibn Qasī, 48, 146, 156, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 317
- Ibn Rušd, 21, 75, 97, 159, 258, 271, 275, 276, 323
- Ibn Šāhib al-Šalā, 18, 52, 53, 95, 96, 105, 110, 113, 147, 154, 155, 156, 157, 158, 178, 211, 217, 218, 238, 259, 260, 263, 272, 273, 279, 297, 323
- Ibn Sawwār al-Ušbūnī, 278
- Ibn Simāk, 19, 321, 323
- Ibn Šumādīḥ, 122
- Ibn Tūmart, 18, 22, 46, 109, 146, 148, 149, 154, 160, 200, 202, 240, 254, 321
- Ibn Wahbūn, 256, 276
- Ibn Zuhr, 114
- Ibrāhīm b. Ya'qūb al-Manšūr, 149
- Ibrāhīm b. Yūsuf b. Tašfin, 148
- Ifriqiya, 8, 19, 21, 54, 57, 144, 149, 150, 239, 255, 273, 296, 297, 308, 319, 321, 327, 335
- iḡmā'*, 158
- imām*, 100, 107, 108, 109, 110, 158, 200, 202, 270
- incastellamento, 71, 336
- infant Sanche, 41, 44, 45, 124
- infanzones*, 164, 180, 181, 193
- Iniesta, 54, 91, 104, 128, 318
- Innocent III, 24, 127, 249, 250, 287
- inzāl*, 160
- iqlīm*, pluriel *aqālīm*, 68, 70, 228
- iqṭā'*, 140, 154, 159, 160
- Iznatoraf, 59, 320

J

- Jacques I^{er}, 20, 295
- Jaén, 19, 49, 55, 56, 58, 59, 64, 69, 97, 104, 127, 128, 129, 130, 132, 153, 156, 157, 161, 188, 214, 221, 230, 231, 232, 235, 310, 311, 320, 329
- Jarama, 82
- Játiva, 20, 58, 104
- Jérez, 47, 63, 76, 316
- Jiménez de Rada, 22, 40, 56, 58, 70, 74, 170, 175, 195, 208, 260, 287, 288, 294, 295, 300, 326, 333
- Jódar, 58, 319
- Juan de Cuenca, 117
- Juan de Marchena, 81
- Juan Muñiz, 167
- Júcar, 25, 53, 54, 72, 88, 89, 104, 106, 128, 153, 310
- juez*, 179
- Juromenha, 211

K

kāfir, pluriel *kuffār*, 259, 260, 272
kātīb, pluriel *kuttāb*, 19, 141, 154, 203,
 254, 256, 272, 277, 278, 324
 Kawṭar al-Fatā, 71
kitāba, 140, 141, 277
kūra, pluriel *kuwar*, 68, 69, 237
 Krak des Chevaliers, 57
 Kuwāliya, 203

L

La Bienvenida, 65
 La Guardia, 206
 La Manche, 52, 80, 91
 Lacabin, 77
 Lamṭa, 256
 Lamtūna, 240, 256, 273
laqab, 35, 58
 Lara, 47, 49, 52, 163, 164, 166, 167, 169,
 186, 188, 194, 212
 Las Navas de Tolosa, 17, 26, 56, 64, 76, 90,
 110, 117, 123, 124, 125, 126, 134, 144,
 157, 170, 175, 187, 192, 194, 214, 232,
 241, 246, 247, 256, 272, 288, 294, 308,
 310, 319
 León, 7, 22, 23, 24, 25, 39, 45, 50, 51, 52,
 54, 82, 94, 100, 101, 114, 115, 116,
 126, 144, 164, 165, 169, 170, 173, 174,
 176, 184, 188, 194, 205, 207, 211, 212,
 213, 214, 215, 218, 228, 230, 232, 233,
 234, 235, 241, 244, 245, 246, 248, 249,
 250, 251, 265, 279, 288, 290, 291, 306,
 311, 317, 318, 325, 326, 334, 335
 Linares, 59
liṭām, 256
llamada, 75, 181
 Lora, 230
 Lorca, 13
 Los Pedroches, 64, 65, 67, 69
 Los Yébenes, 70
 Lousolos, 173
 Lucas de Tuy, 22, 39, 40, 43, 213, 214, 260,
 289, 294, 295, 326
 Lugo, 170, 286

M

madīna, 66, 67
 Madrid, 7, 9, 13, 14, 19, 23, 33, 35, 40, 45,
 49, 55, 64, 66, 67, 68, 72, 74, 77, 81,

82, 83, 88, 90, 92, 97, 98, 115, 164,
 166, 169, 172, 173, 177, 178, 184, 203,
 244, 271, 288, 292, 318, 321, 322, 323,
 325, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333,
 334, 335, 336
 Maestrazgo, 241, 242, 247
mafāḥir, 255
 Maḡām, 70
 Magacela, 55
 Maḡán, 64, 70, 88, 103, 144, 168, 177,
 252, 296
 Maḡhreb, 17, 18, 19, 48, 52, 55, 75, 81, 95,
 110, 111, 125, 141, 145, 146, 153, 160,
 200, 202, 218, 229, 239, 240, 255, 258,
 269, 279, 297, 298, 307, 308, 312, 316,
 322, 333, 334
maḡzin, 18, 146, 147, 154, 159, 160, 201,
 204
 Majorque, 57, 219, 255, 319
 Málaga, 42, 54, 59, 81, 228
 Malagón, 43, 54, 55, 64, 102, 104, 128,
 187, 315, 318, 319
 Malamoneda, 173
ma'qil, 66, 83
maqṣūra, 146
 Máqueda, 40
 Maravédi, 167
 Marchena, 81
 Maroc, 58, 131, 145, 200, 201, 202, 211,
 214, 218, 219, 265, 289, 299, 321, 322
 Marrakech, 16, 18, 19, 22, 58, 110, 144,
 145, 151, 154, 156, 157, 158, 202, 219,
 229, 258, 273, 312, 316, 317, 320
 Martín Almagro, 214
 Martín López de Pisuerga, 55, 266, 318
 Martín Peláez, maître de Calatrava, 192
 Martín Pérez de Siones, 81, 191, 207
 Martorell, 46, 316
 Mascaraque, 77
 Maṣmūda, 101
 Masūfa, 273
 Mazdalī, 45, 151, 316
 Mazdalī b. Bublankān b. Ḥasan
 b. Muḡammad Ibn Turḡūt, 150
 Mazdalquez, 77
mazmudinas, 101
 Medellín, 70
 Medina de Rioseco, 54
 Medina del Campo, 94, 105
 Medinaceli, 33, 35, 43, 197, 315

- Medinasidonia, 81
 Medma, 77
 Meknés, 146
 Meneses, 167, 198
 Mengibar, 129, 130
 Mérida, 58, 68, 104, 105, 163, 170, 234
merindades, 165
 Mértola, 156, 202, 234
 Mesa de Tembleque, 77
 Meseta, 14, 24, 25, 40, 50, 72, 77, 103, 128, 258, 305, 308, 309, 310, 311
 Mesta, 90
 Mestanza, 64, 65, 128
mihrāb, 146, 263
 Miknāsa, 67
 Milagro, 43, 50, 56, 128, 175, 311, 319
milites, 91, 120, 174, 194, 259, 283
minbar, 66, 173, 263
 Minorque, 57, 319
 Miramamolín, 288, 289
 Mistāsa, 65, 316
miṭqāl, pluriel *maṭāqil*, 99, 101
 Mocejón, 54
 Mochuelos, 83
 Monastir, 130, 131
 Mondoñedo, 170
 Monsalud, 206
 Montalbán, 82, 168
 Montánchez, 25, 52, 55, 186, 188, 192, 211, 213, 216, 234, 236, 317, 318
montazgo, 90, 92, 94
 Monteagudo, 104
 Montealegre, 79
 Montfrag, 213
 Montiel, 57, 64, 69, 84, 85, 89, 93, 104, 128, 129, 171, 177, 188, 193, 206, 208
 Montizón, 188
 Monts de Tolède, 24, 25, 50, 82, 310, 311, 334
 Mora, 40, 48, 49, 54, 64, 77, 167, 177, 187, 188, 194, 205, 208, 317
 Mora Zaida, 40
morabetinos, 101
 Moratilla, 208
 Moraviela, 83
 Morón, 35, 37
 Moya, 58, 82, 116, 117, 196
muḡāhid, 108, 270
 Muḡammad b. ‘Alī b. Ġāniya, 150
 Muḡammad b. Abi Sa‘id, 147
 Muḡammad b. al-Ḥaḡḡ, 150
 Muḡammad b. Bukayr, 67
 Muḡammad b. Hūd, 58
 Muḡammad b. Mas‘ūd b. Ḥāliṣa, 279
 Muḡammad b. Mazdalī, 45, 150, 151, 271
 Muḡammad b. Sidrāy b. ‘Abd al-Wahhāb b. Wazīr al-Qaysī, 157
 Muḡammad Ibn Wazīr, 126
 Munio Adefonsi, 167, 177
 Muradal, 55, 70, 104, 105, 128, 311
 Murcie, 17, 20, 25, 37, 42, 43, 49, 50, 58, 59, 95, 99, 104, 105, 146, 153, 156, 161, 165, 228, 234, 238, 293, 311, 319
 Murīdūn, 146
 Muṭarrif b. Muṭarrif al-Tuḡībi, 270
muṭṭawi‘ūn, 270, 271, 281
muwallad, 200, 201, 204
- N**
- naḡal*, pluriel *anfāl*, 107
 Naḡza, 68
nāhiya, 64
 Nájera, 50, 170, 221, 231
 Nambroca, 77, 167, 187
 Nāṣir al-Dīn Tašfīn b. ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn, 131
naṣrāni, 259
 Naṣrides, 59
 Navarre, 51, 124, 125, 172, 197, 214, 215, 218, 220, 232, 233, 241, 244, 246, 247, 250, 265
 Niebla, 35, 37, 81, 234
nisba, 19, 20, 67, 278
novales, 207
 Novès, 173
 Nuño Pérez de Lara, 52, 53, 211
- O**
- Oca, 170
 Ocaña, 40, 44, 49, 72, 77, 78, 80, 93, 104, 167, 187, 188, 326
 Olmos, 40, 45, 72, 82, 130, 172, 179
 Ordre de Calatrava, 54, 78, 79, 83, 88, 93, 101, 105, 107, 182, 184, 187, 191, 197, 214, 222, 228, 235, 251, 251, 252, 287, 306, 318
 Ordre de l'Hôpital, 167, 187, 188, 194, 209, 230, 243, 244, 248
 Ordre de Santiago, 53, 78, 80, 93, 94, 104, 113, 116, 166, 174, 184, 185, 187, 188,

191, 196, 198, 206, 208, 209, 212, 213,
215, 216, 219, 230, 243, 251, 267, 306
Oreja, 40, 45, 48, 49, 54, 75, 78, 104, 123,
128, 187, 193, 208, 232, 316, 326
Orense, 170
Oreto, 64, 65, 171, 172
Oriel, 45, 205
Orihuela, 49
Osma, 22, 170
Osorio, 186
Ovejo, 83
Oviedo, 40, 170, 327

P

Padilla, 101
Palencia, 7, 63, 99, 170, 175, 198
Palmela, 13, 329, 330
Palomar, 77
Paracuellos, 72, 97, 104, 105, 209
Paradinas, 194, 248
parias, 37, 39, 98, 106, 165, 195, 271, 305,
333
Pascal II, 265, 286
pechos, 80, 169
Pedro Brimón, 72
Pedro Cardona, 208
Pedro Cruzado, 82
Pedro de Compostelle, archevêque, 170
Pedro Fernández de Azagra, 186, 215
Pedro Fernández de Castro, 54, 55, 215, 216,
250, 255, 290
Pedro Fernández, Maître de Santiago, 79,
186, 205, 212, 213, 214
Pedro García, commandeur de Cuenca, 101
Pedro Gilbert, 77
Pedro Guillén, 188
Pedro Gutiérrez, 78, 167
Pedro Manrique de Lara, 53
Pedro Martínez de Ocariz, 167
Pedro Rodríguez de Azagra, 167
Pedro Rodríguez de Guzmán, 55, 294
Pedro Ruiz de Azagra, 210, 214, 216, 218
Pedroche, 49, 64, 72, 83, 128, 317
Pélage, 40
Pelagio Petriz, 77
Pelayo Calvo, 167
Pelayo Pérez Correa, maître de Calatrava, 208
Pelayo Pérez de Fromesta, 167
Peña Negra, 48, 177, 194
Peñafalcón, 186

Peñalver, 54
Penna Bedulo, 80
Penna Falcon, 213
peones, 180, 181
Piedrabuena, 54, 55, 187, 318, 319
Pierre de Toulouse, 82
Pierre II, roi d'Aragon, 124, 215, 241
Plasencia, 22, 55, 170, 177, 192, 216, 318
Poblet, 94
Ponce, 77, 164, 166, 168, 196
Ponce de Cabrera, 166
pontaje, 92
Porcuna, 59, 231, 320
portazgo, 40, 92, 93, 94, 104, 105, 113,
166, 172
Porto, 13, 170, 332
Portugal, 13, 25, 43, 45, 46, 51, 53, 55, 64,
101, 123, 126, 127, 134, 144, 169, 170,
174, 178, 183, 200, 211, 218, 228, 229,
234, 235, 239, 244, 245, 246, 249, 251,
257, 265, 294, 295, 308, 317, 318, 328
prestimonium, 78, 79, 89, 164, 187
presura, 164, 177, 182
Puebla de Almenara, 104
Puebla de Almoradiel, 104
Puertollano, 24, 65, 311, 334

Q

qāḍī, 20, 66, 67, 74, 131, 140, 152, 154,
202, 203, 204, 205, 256
qal'a, 66, 83
qasaba, 83, 128, 147, 160
qasr, 83
qarya, pluriel *qurá*, 64, 66, 68, 69, 70, 88,
91, 128
qibla, 263, 264
quadrillero, 108
Quero, 188
Quesada, 58, 319, 333
quiñón, 78, 177
Quitrana, 205

R

rabad, 66, 204
Rabat, 75, 91, 99, 131, 321, 322, 324, 332
rābīṭa, 131
rafaleros, 91
Ramire d'Aragon, 127
Raymond de Bourgogne, 45
Raymond de Fitero, 184, 207

Raymond-Bérenger IV, 233
realengo, 55, 77, 78, 85, 93, 166, 177, 180,
 181, 182, 329
 Reccopolis, 24, 33, 80
recuas, 97, 105
repartimiento, 23, 221
 Reverter, 98, 218
Rey Lobo, 50, 52, 53, 101, 216
 Riánsares, 188
 Ribas, 72, 82, 173
ribāṭ, 130, 131, 183, 200, 237
ricos hombres, 164, 168, 198
 Riga, 258
 Rinconada de Perales, 173
 Rioja, 82
 Riópar, 56, 192
 Ripoll, 173, 294
 Riyāḥ, 76, 255, 296
rizq, pluriel *arzāq*, 154
 Rodrigo Díaz de Vivar, 33, 38, 216, 315
 Rodrigo Fernández de Castro, 48
 Rodrigo Muñiz, 167
 Rodrigo Nuñez, 77, 83
 Rodrigo Rodríguez, 167, 188
 Rodrigo Sánchez, 55
 Rome, 7, 14, 24, 99, 100, 112, 173, 196,
 208, 209, 249, 250, 260, 263, 266, 287,
 288, 293, 326, 330, 335, 336
 Ronda, 35, 37, 54, 153
 Rueda, 47

S

Sabiote, 58, 319
 Sagradas, 17, 41, 42, 64, 124, 125, 126,
 256, 270, 289, 307
 Sahagún, 211, 232, 233, 234, 244, 245, 317
ṣāḥib, 66
ṣāḥib al-mazālim, 142
sahm, pluriel *ashām*, 154
ṣaḥra, 83
 Saint-Jacques-de-Compostelle, 170, 173
sakkāk, 100, 145
 Salamanque, 47, 48, 108, 116, 121, 124,
 170, 176, 177, 178, 181, 192, 198, 228,
 232, 331
 Salé, 146, 278
 Salvanés, 209
 Salvatierra, 17, 24, 49, 55, 56, 57, 58, 64,
 70, 104, 123, 126, 132, 144, 187, 191,
 194, 195, 232, 311, 318, 319, 329

San Isidoro, 22
 San Miguel, 77
 San Pedro, 64, 177, 209, 293
 San Silvestre, 88
 San Vicente, 81, 128
 Sanche III, 51, 52, 164, 169, 170, 184,
 211, 212, 234, 245, 317
 Sanche VII le Fort, roi de Navarre, 124, 241,
 246, 249
 Sancho Ibáñez, 79
 Sancho Jiménez, 53, 177, 318
 Sanchuelo, 35
 Santa Cruz, 55, 192, 206, 213, 216, 294,
 318
 Santa Eulalia, 40, 55, 82, 172, 318
 Santa María, 35, 41, 63, 176
 Santa María de Albarraçín, 210, 214, 215
 Santacruz, 186
 Santaver, 33, 35, 67, 69
 Santisteban del Puerto, 59, 320
 Saragosse, 13, 20, 23, 35, 36, 38, 42, 43,
 46, 47, 49, 50, 74, 76, 80, 99, 104, 123,
 134, 153, 210, 214, 231, 237, 243, 261,
 264, 293, 316, 321, 323, 327, 328, 330,
 332, 333, 336
sarāyā, 70
 Sayf al-Dawla, 47, 48, 156, 203, 216, 218
ṣayḥ, pluriel *aṣyāḥ*, 148, 154, 158
sayyid, 58, 147, 155, 211, 218, 297, 328
 Sepúlveda, 36, 177, 179, 180, 196
 Serpa, 52, 157, 211, 317
 Setefilla, 54, 113, 114, 230, 318
 Séville, 16, 19, 20, 35, 36, 37, 39, 40, 42,
 43, 47, 49, 52, 53, 55, 58, 59, 63, 66,
 69, 74, 75, 76, 81, 96, 97, 98, 99, 105,
 113, 121, 124, 126, 140, 146, 147, 148,
 149, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 159,
 160, 161, 177, 188, 196, 202, 204, 211,
 212, 228, 237, 256, 258, 272, 298, 312,
 316, 317, 318, 319, 320, 322
 Sicard de Crémone, 288
 Sidrāy b. Wazīr, 154, 156
 Sierra de Guadarrama, 33, 37, 122
 Sierra de la Solana, 65
 Sierra de la Umbría, 65
 Sierra de Segura, 104, 105, 188, 208, 311
 Sierra Morena, 6, 9, 17, 24, 25, 27, 29, 33,
 40, 41, 42, 46, 47, 49, 51, 52, 53, 54,
 55, 56, 57, 58, 59, 63, 64, 69, 71, 76,
 78, 87, 88, 89, 93, 104, 105, 119, 121,

- 122, 127, 128, 131, 135, 153, 172, 176,
183, 187, 188, 197, 221, 222, 230, 268,
285, 305, 306, 308, 309, 310, 311, 315,
317, 334
- Sietma, 173
- Sigüenza, 46, 55, 126, 170, 178, 197, 206
- siham*, pluriel *ashām*, 159, 160
- Sigilmāsa, 99, 149, 211
- sikka*, 98, 145
- Silves, 35, 48, 122, 126, 156, 160, 201,
234
- Sir b. Abī Bakr b. Taš fin Ibn Turġūt, 148
- Sisla, 64, 82, 173
- Sisnando Davídiz, 39, 331
- Socuéllamos, 188, 205
- Solana, 186, 213
- Solarejo, 75
- Somosierra, 37
- Sousse, 130, 131
- ṣulḥ*, 238
- sulṭān*, 140, 142, 143, 146, 155, 157, 220,
281, 298
- Syrie, 57, 236, 274, 286, 287, 297, 298,
328
- Système Central, 25, 36, 47, 91, 172, 305,
306, 308, 310
- T**
- tabaqāt*, 67, 273
- Tage, 6, 9, 16, 17, 24, 25, 27, 29, 33, 36,
40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 50,
51, 52, 54, 56, 57, 59, 63, 64, 68, 71,
72, 76, 77, 80, 82, 83, 85, 87, 88, 89,
93, 99, 104, 105, 119, 121, 122, 127,
128, 131, 134, 135, 144, 153, 167, 173,
176, 181, 183, 187, 188, 193, 197, 206,
208, 221, 222, 230, 236, 268, 285, 306,
311, 312, 315, 328
- taġr*, pluriel *tuġūr*, 33, 35, 227, 236, 237,
255, 271, 274, 281, 308, 330, 333
- Tajuña, 173, 208
- Talamanca, 40, 55, 172
- Talavera, 18, 25, 33, 36, 40, 41, 45, 53, 54,
55, 56, 64, 67, 68, 81, 82, 92, 97, 105,
111, 117, 128, 151, 172, 173, 176, 177,
213, 236, 237, 310, 311, 316, 318, 325
- Talavera de la Reina, 68, 105
- Tamīm Abū l-Ṭāhir b. Yūsuf b. Taš fin, 43,
148, 150, 153
- tanfīl*, 109
- tapial*, 73, 129, 131
- Tarragone, 34, 286
- tarsil*, 141
- taswīġ*, 154
- tawḥīd*, 53
- Taš fin b. ‘Alī b. Yūsuf b. Taš fin, 124, 148,
150, 151, 152, 153, 272, 279, 307, 317
- ta‘tib*, 159
- Tello Pérez, 78, 167
- Tello Pérez de Meneses, 198
- Tello Téllez de Meneses, 198
- Tembleque, 188
- Teresa, 45, 167, 187
- Terinches, 188
- terminus*, 84, 180
- Teruel, 329, 330
- Thibaud de Blaison, 294
- tiendas*, 172
- Tirez, 188
- Tolède, 7, 13, 16, 17, 22, 25, 26, 33, 35, 36,
37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46,
47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57,
58, 59, 63, 64, 67, 68, 69, 70, 72, 73,
74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 85, 88,
89, 92, 93, 96, 97, 98, 99, 100, 103,
104, 105, 106, 107, 110, 113, 116, 124,
127, 128, 131, 155, 165, 166, 167, 169,
170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177,
179, 180, 181, 183, 187, 194, 195, 205,
206, 207, 208, 209, 212, 215, 221, 227,
231, 235, 236, 243, 244, 246, 253, 260,
261, 262, 263, 264, 265, 266, 272, 274,
279, 280, 283, 287, 291, 292, 295, 300,
305, 307, 309, 310, 311, 312, 315, 316,
318, 324, 325, 326, 327, 329, 334
- Tordehunos, 245, 249
- Tordesillas, 233
- Tornerías, 75, 262
- Torre de Juan Abad, 104, 188
- Torre de la Higuera, 188
- Torre de los Abades, 128
- Torre del Postigo de los Doce Cantos, 128
- Tortosa, 122, 233, 317, 321, 336
- Transierra, 25, 40, 85, 99, 108, 115, 176,
177, 179, 205, 222
- Trujillo, 36, 55, 64, 67, 122, 177, 192, 210,
211, 212, 213, 216, 236, 317, 318
- Tudela, 20, 34, 46
- Tudillén, 233, 234, 241, 244, 293
- Tunis, 20, 296, 321, 327, 335

Tuy, 16, 22, 23, 39, 40, 43, 170, 213, 214,
260, 289, 294, 295, 326

U

Úbeda, 36, 49, 56, 59, 64, 69, 104, 105,
110, 144, 192, 231, 319, 320

Úceda, 40, 72, 172, 177

Uclés, 18, 33, 35, 40, 41, 43, 44, 45, 50,
54, 57, 64, 66, 79, 80, 81, 90, 93, 104,
117, 124, 127, 153, 160, 166, 167, 186,
188, 189, 190, 192, 194, 196, 197, 205,
206, 208, 209, 214, 244, 251, 267, 270,
316, 317, 325, 335

umma, 221, 227, 238, 239

Urbain II, 172, 282, 284, 286, 331

Urraca, 23, 45, 46, 47, 101, 153, 163, 164,
165, 169, 174, 176, 181, 205, 220, 257,
286, 316

Urraca Gómez, 101

V

Valdaracete, 209

Valdecarábanos, 81, 167, 182

Valdepueco, 209

Valdesalvanés, 173

Valence, 17, 20, 42, 43, 46, 47, 48, 49, 50,
52, 55, 58, 80, 99, 104, 119, 125, 127,
128, 131, 145, 148, 152, 153, 155, 156,
157, 159, 160, 178, 210, 211, 218, 219,
221, 234, 241, 243, 253, 258, 261, 268,
270, 271, 276, 295, 310, 311, 315, 317,
319, 322, 323, 326, 332, 335, 336

Valeria, 64, 188

Valladolid, 94, 104, 232, 245, 327, 334,
336

Vallaga, 78

Vascos, 9, 24, 36, 68, 73, 85

vecinos, 81, 89

Vejer de la Frontera, 63

Vilches, 53, 56, 57, 59, 218, 260, 311, 318,
319

villa, 72, 77, 81, 83, 84, 168, 173, 177,
182, 188, 228, 229, 230, 235, 335

Villamiel, 54, 79

Villar de las Caleras, 214

Villar del Pozo, 188

Villeneuve de Warème, 252

Vistule, 252

Vitalis de Tolosa, 166

W

Wādih, 35

Wādyāš, 103

wakīl, 114

wilāya, 66

wālī, 66, 131, 147, 152

waqf, plural *awqāf*, 158

Y

Yaḥyá b. Sīr b. Abī Bakr b. Tašfīn Ibn
Turḡūt, 148

yantar, 193

Yaqūt, 17, 65, 66, 67, 324

Yathrib, 263

Yazīd b. Abī Sufyān, 297

Yébenes, 43, 70, 77, 103

Yegrillos, 81, 167

Yegros, 81, 166, 167, 208

Yehuda b. Yosef b. ‘Ezra, 81

Yintān b. ‘Alī b. Yūsuf b. Tašfīn, 148

Yintān b. ‘Umar, 254

yugada, 78

Yūsuf b. Tašfīn, 39, 41, 42, 43, 44, 46, 47,
48, 100, 111, 124, 141, 143, 145, 148,
150, 151, 152, 153, 159, 204, 205, 218,
239, 254, 256, 269, 270, 271, 278, 279,
307, 315, 316, 333, 336

Yūsuf II al-Mustaṣfir, 18, 94

Z

Zafadola, 47, 48, 49, 216

Zaḡba, 76

zalmedina, 181

Zamora, 116, 170, 178

Zarza del Tajo, 187

Zayd b. ‘Alī, 96

Zayyān, 119

Zayyān b. Mardaniš, 58

Zorita, 25, 33, 37, 38, 50, 52, 54, 64, 78,
80, 81, 83, 90, 104, 105, 128, 165, 172,
182, 190, 196, 311

Zuferola, 186, 213

Cartes

Carte 1 : La frontière entre chrétienté et Islam (fin XI ^e -mi-XIII ^e s.).....	26
Carte 2 : Chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique (début XI ^e s.).....	34
Carte 3 : Les royaumes de <i>taifas</i> au milieu du XI ^e siècle.....	36
Carte 4 : La recomposition des <i>taifas</i> à la fin du XI ^e siècle.....	38
Carte 5 : Les reconquêtes territoriales almoravides autour de Tolède (début XII ^e s.).....	44
Carte 6 : Progression d'Alphonse VII en direction d'Almería (1147-1157).....	51
Carte 7 : Vallée de Alcuía au sud-ouest de la meseta méridionale.....	65
Carte 8 : Les principales voies de communication dans la Meseta méridionale.....	103
Carte 9 : Sites des châteaux de Calatrava la Nueva et de Salvatierra.....	132
Carte 10 : Plan du château de Calatrava la Nueva.....	133
Carte 11 : Limites ecclésiastiques et sièges épiscopaux, XI ^e -XIII ^e siècles.....	171
Carte 12 : Répartition des seigneuries calatravanes, santiaguistes et hospitalières.....	190
Carte 13 : Les seigneuries chrétiennes de la frontière.....	217
Carte 14 : L'expansion navarraise dans le Maestrazgo.....	242

Tableaux

Tableau 1 : Chronologie des trêves entre al-Andalus et la Castille-León.....	126
Tableau 2 : Les mobiles des lettres officielles almoravides et almohades.....	142
Tableau 3 : Les gouverneurs de Séville à l'époque almoravide.....	148
Tableau 4 : Les gouverneurs de Séville à l'époque almohade.....	149
Tableau 5 : Les gouverneurs de Grenade aux époques almoravide et almohade.....	150
Tableau 6 : Les gouverneurs de Cordoue à l'époque almoravide.....	150
Tableau 7 : Les gouverneurs de Cordoue à l'époque almohade.....	151

Illustrations

Illustration 1 : Muraille mixte à Vascos.....	73
Illustration 2 : Site et entrée de la citadelle de Calatrava la Vieja.....	129
Illustration 3 : La tour de las Huelgas (Mengibar, province de Jaén).....	130
Illustration 4 : Château de Calatrava la Nueva.....	133

Table des Matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	7
CODE PHONÉTIQUE ET REMARQUES DIVERSES.....	8
AVANT-PROPOS.....	9
INTRODUCTION	11
I. LA FRONTIÈRE DANS L' AIR DU TEMPS.....	13
II. LA DIVERSITÉ DES SOURCES UTILISÉES	16
<i>II.1. Les sources en arabe</i>	17
II.1.a. Les dictionnaires géographiques.....	17
II.1.b. Les chroniques	17
II.1.c. Les anthologies et les sources poétiques.....	19
II.1.d. Les dictionnaires bio-bibliographiques.....	20
II.1.e. Les lettres almoravides et almohades	21
II.1.f. Littérature politique et consultations juridiques.....	21
<i>II.2. Les sources latines</i>	22
II.2.a. Annales et chroniques.....	22
II.2.b. Les sources documentaires.....	23
<i>II.3. Les sources archéologiques et les prospections</i>	24
III. ENTRE GÉOGRAPHIE ET HISTOIRE COMPARÉE.....	25
SOMMAIRE.....	29
PROLOGUE LA GENÈSE DE LA FRONTIÈRE	31
a. La région entre Sierra Morena et Tage à l'époque des taifas	33
b. La prise de Tolède (1085).....	37
c. À partir de 1085, une région frontalière : la guerre du Tage (1085-1130).....	40
d. Tolède harcelée par les « hommes du voile » (mulattamūn).....	42
e. L'Empire castellano-léonais contre-attaque (1127-1143).....	46
f. Les « deuxièmes taifas » : la domination chrétienne (1144-1170).....	48
g. La Manche à l'abri de la Sierra Morena (1170-1194).....	52
h. Le retour des Berbères (1194-1212).....	54
i. L'expansion de la chrétienté et l'éloignement de la frontière (1212-1250).....	56
j. Conclusion.....	59
ORGANISATION ET STRUCTURES D'UN TERRITOIRE FRONTALIER, FIN XI^E-DÉBUT XIII^E SIÈCLE	61

I. POPULATION ET PEUPEMENT DE LA FRONTIÈRE.....	63
<i>I.1. L'héritage des époques califale et taïfale</i>	64
I.1.a. La nature du peuplement d'époque islamique	64
I.1.b. La faiblesse du fait urbain	66
I.1.c. la structure castrale au centre du peuplement	69
<i>I.2. Les étapes et les formes de la désorganisation</i>	71
I.2.a. La mise en place d'un désert stratégique ?.....	71
I.2.b. L'impact des conquêtes sur les populations.....	74
<i>I.3. La mise en place des nouvelles structures de peuplement</i>	76
I.3.a. L'organisation empirique du repeuplement.....	76
I.3.b. La délégation du repeuplement	78
I.3.c. Provenance des colons.....	79
<i>I.4. Le bilan du repeuplement</i>	82
I.4.a. L'apparente continuité.....	82
I.4.b. Les nouvelles fonctions castrales	83
I.4.c. Les nouveaux villages.....	84
II. ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ DE FRONTIÈRE	87
<i>II.1. L'adaptation des activités traditionnelles</i>	87
II.1.a. Agriculture et élevage	87
Une agriculture qui a du mal à se développer	87
L'adaptation de l'élevage à la vie de frontière.....	90
Les protagonistes majeurs de l'élevage entre Sierra Morena et Tage : les ordres militaires.....	93
L'orientation pastorale de la Manche : une initiative royale ?.....	94
II.1.b. Le commerce frontalier : un commerce condamné ?.....	96
La frontière : un lieu commercial stratégique	97
La monnaie des échanges.....	98
Les voies de communication, nœuds et réseaux	102
<i>II.2. Les activités spécifiques de la frontière</i>	106
II.2.a. La destruction des moyens de production et le butin.....	106
Le butin.....	107
L'organisation du partage.....	108
II.2.b. Prisonniers de guerre et captifs : de la mort au marché des esclaves.....	109
L'essor d'un marché lucratif.....	110
Le rachat des captifs.....	111
Le prix des hommes	113
II.2.c. Des acteurs de plus en plus spécialisés.....	114
La part de l'initiative individuelle.....	114
La gestion des captifs et des rançons dans les municipes	115
La naissance d'institutions spécialisées	115
III. LA MILITARISATION DE LA ZONE ENTRE TAGE ET SIERRA MORENA	119
<i>III.1. Les combattants de la frontière et leur armement</i>	119
<i>III.2. Les divers types de guerre de frontière</i>	121
III.2.a. La guerre au quotidien.....	121
III.2.b. La conquête territoriale : sièges de villes et de places fortes.....	122

III.2.c. « Les grandes batailles de la “Reconquête” »	123
III.2.d. Trêves et paix à la frontière.....	125
III.3. <i>La militarisation architecturale et sociale des régions frontalières</i>	128
III.3.a. La militarisation des enceintes rurales musulmanes.....	128
III.3.b. L’absence de ribât-s à la frontière entre Castille et Andalus.....	130
III.3.c. De la conquête chrétienne à la conversion des forteresses	131
UNE FRONTIÈRE MARGINALE, DÉPENDANTE, CENTRALE OU AUTONOME ?	137
IV. AUX MARGES DE L’ISLAM.....	139
IV.1. <i>La chancellerie entre le souverain et les frontières</i>	141
IV.1.a. La kitāba, de l’époque des taifas jusqu’aux Almohades.....	141
IV.1.b. Les thèmes abordés dans les lettres	142
IV.2. <i>Le souverain et la frontière de son Empire</i>	145
IV.3. <i>Les délégués du prince</i>	146
IV.3.a. Le poids de la famille régnante.....	147
IV.3.b. Délégation et décentralisation à l’époque almoravide.....	151
IV.3.c. L’organisation du pouvoir provincial à l’époque almohade	153
IV.4. <i>Les fonctionnaires de la frontière et leur rétribution</i>	155
IV.4.a. Les Banū Faraġ, une famille (de militaires) ?.....	155
IV.4.b. Les Banū Wazīr.....	156
IV.4.c. L’entretien du personnel militaire de la frontière.....	158
IV.4.d. Les concessions territoriales.....	159
V. AUX FRONTIÈRES DE LA CHRÉTIENNÉ.....	163
V.1. <i>Les acteurs traditionnels : Église et aristocratie</i>	163
V.1.a. Les acteurs traditionnels de la frontière (1) : chevaliers et magnats.....	164
Les origines de la noblesse castillane.....	164
Les charges publiques.....	165
Les concessions royales	166
Conquête, frontière et seigneurs.....	168
V.1.b. Les acteurs traditionnels de la frontière (2) : L’Église.....	169
Le découpage ecclésiastique des territoires frontaliers	170
L’héritage musulman.....	172
Les concessions de terres et de rentes.....	173
La participation aux opérations militaires et le financement de la guerre contre l’Islam.....	174
Conclusions.....	175
V.2. <i>Les institutions frontalières : municipes frontaliers et ordres militaires</i>	176
V.2.a. Les acteurs de la frontière (3) : les villes	176
La participation des <i>concejos</i> de Transierra à la vie de frontière.....	177
Le droit de la frontière : les <i>fueros</i>	178
L’évolution des <i>concejos</i> : <i>realengo</i> et <i>señorios</i>	181
V.2.b. Les acteurs de la frontière (4) : les ordres militaires.....	183
L’origine des ordres militaires hispaniques	183
Recrutement et noblesse	185

L'enracinement frontalier des ordres militaires.....	187
L'exploitation des territoires frontaliers.....	189
Les ordres militaires, fer de lance des armées chrétiennes.....	191
La collaboration entre les ordres militaires.....	192
V.3. <i>La puissance des monarques castellano-léonais</i>	193
V.3.a. La direction et le contrôle des activités militaires.....	193
V.3.b. La protection des droits régaliens et la politique de donations.....	195
<i>Conclusion</i>	197
VI. LA RÉGION FRONTALIÈRE : DOUBLE DÉPENDANCE OU AUTONOMIE ?.....	199
VI.1. <i>Les « secondes taifas » et la frontière</i>	199
VI.1.a. Soufisme et contestation du pouvoir en Andalus.....	199
Les origines du mouvement.....	199
Les différents courants.....	201
La répression.....	202
VI.1.b. Le gouvernement des juges.....	202
VI.1.c. <i>Conclusion</i>	204
VI.2. <i>Du côté chrétien de la frontière : l'expansion concurrentielle</i>	205
VI.2.a. La compétition dans l'acquisition des territoires.....	205
VI.2.b. Les conflits à propos des droits ecclésiastiques.....	206
VI.2.c. <i>Conclusion</i>	209
VI.3. <i>La naissance des seigneureries indépendantes : les « Cid » du XI^e siècle</i>	210
VI.3.a. Giraldo Sempavor, le « Cid portugais ».....	211
VI.3.b. Fernando Rodríguez le Castillan et son fils Pedro Fernández de Castro.....	212
VI.3.c. Pedro Ruiz de Azagra et la seigneurie d'Albarracín.....	214
VI.3.d. <i>Conclusion</i>	215
VI.4. <i>Chréienté ou Islam : le sens de l'alliance</i>	216
VI.5. <i>Territoire frontalier et pouvoir politique entre 1085 et 1212</i>	219
VI.5.a. État et frontière.....	219
VI.5.b. La contestation du pouvoir central.....	220
VI.5.c. L'importance de l'hinterland.....	221
VI.5.d. Les institutions de la frontière.....	222
LA FRONTIÈRE ET LES MENTALITÉS	225
VII. L'APPRÉHENSION DU TERRITOIRE ET DE SES LIMITES.....	227
VII.1. <i>Perception et rythme de la frontière</i>	228
VII.1.a. La frontière et la représentation de l'espace.....	228
La perception du territoire.....	228
L'autre côté de la frontière.....	229
L'héritage des limites antérieures.....	230
VII.1.b. Les chartes chrétiennes et la frontière : partages et donations anticipés.....	231
Les chartes, témoins de leur temps.....	231
Le partage d'al-Andalus entre les royaumes chrétiens.....	233
La donation anticipée des terres d'al-Andalus aux seigneurs de la frontière.....	235
VII.2. <i>Fronts et frontières dans le dār al-islām</i>	235
VII.2.a. La frontière de l'Islam.....	235

<i>Dār al-islām / dār al-ḥarb</i>	236
<i>Ṭağr</i> (pl. <i>ṭuğūr</i>)	236
Territoire et communauté des Croyants.....	237
VII.2.b. L'absence de centralité du côté musulman.....	238
Pouvoir et territoire.....	238
Frontière andalousienne ou front maghrébin ?.....	240
<i>VII.3. Frontière et frontières : la différenciation politique des royaumes chrétiens</i> ...	241
VII.3.a. L'apparition du terme de frontera dans les royaumes chrétiens de la Péninsule ..	243
La « <i>frontera</i> » : limite du royaume castillan avec l'Islam	243
Les traités de paix entre royaumes chrétiens	244
Force du royaume, faiblesse de la religion.....	246
De la suzeraineté à la souveraineté	247
VII.3.b. L'émergence de solidarités transversales.....	248
Le processus d'intégration sous le signe de la chrétienté.....	248
Le rôle et les armes de la papauté	249
Les institutions transfrontalières	250
VIII. IDENTITÉ, PROCESSUS IDENTITAIRE ET DÉFINITION DE L'AUTRE	253
<i>VIII.1. Cohésion communautaire et clivages ethniques</i>	254
VIII.1.a. Al-Andalus éclatée ?.....	254
VIII.1.b. Unité de la société castillane et « homogénéisation » religieuse	257
VIII.1.c. La dégradation des images réciproques.....	258
<i>VIII.2. Précocité et caractère symbolique de la conversion architecturale</i>	261
VIII.2.a. Une conséquence de la conquête : la conversion des édifices du culte	261
Les étapes de la conversion.....	261
Les fondements théoriques de la conversion architecturale.....	262
VIII.2.b. Les rites de conversion.....	263
Mobilier et emblèmes	263
Les modifications architectoniques.....	263
Les conséquence « administratives » des conversions	263
<i>VIII.3. ...mais la conversion des individus : une préoccupation tardive</i>	264
VIII.3.a. Entre la mort et l'exil : la conversion ou l'exploitation ?	265
VIII.3.b. Le choix des armes : de la guerre à la prédication.....	266
Une préoccupation croissante : les minorités en terre d'Islam.....	266
Le combat par le Verbe	267
<i>VIII.4. Conclusion</i>	268
IX. GUERRE SAINTE, CONQUÊTE ET IDÉOLOGIE.....	269
<i>IX.1. Le ḡihād d'al-Andalus</i>	269
IX.1.a. Le ḡihād à la fin du XI ^e siècle en Andalus	269
IX.1.b. L'esprit de djihad aux époques almoravide et almohade	270
À l'origine du djihad : le prince.....	270
Djihad et légitimité	271
Le ḡihād et le mālikisme.....	273
Ḡihād, poésie et littérature en Andalus au XII ^e siècle.....	276
IX.1.c. Des mérites comparés du djihad en Orient et en Occident.....	280
<i>IX.2. Croisade et guerre sainte</i>	282

IX.2.a. Le contexte européen.....	282
Les croisades.....	282
La christianisation des pratiques militaires.....	283
La militarisation des pratiques religieuses.....	284
IX.2.b. La frontière castillane avec l’Islam.....	285
La mentalité de croisade dans la péninsule Ibérique.....	285
L’identification des fronts contre l’Islam : Orient et Occident.....	286
IX.2.c. La péninsule Ibérique, avant-garde de la chrétienté.....	288
<i>IX.3. Patrie, Reconquista et paradis perdu : une histoire édifiante.....</i>	<i>289</i>
IX.3.a. Hispania ou le droit sur la terre : Pugna pro patria.....	289
IX.3.b. La Reconquête de l’Hispania.....	291
La conquête de Tolède.....	291
L’idée impériale et la construction d’une histoire « nationale ».....	293
La mission divine de la « reconquête ».....	294
IX.3.c. Al-Andalus : terre promise, terre perdue.....	296
D’une Péninsule à l’autre : les tribus arabes et l’Empire almohade.....	296
« Fins des terres », fins dernières : frontière et eschatologie.....	297
IX.3.d. Idéologie et expansion.....	299
<i>IX.4. Conclusion : frontière, droit et idéologie.....</i>	<i>301</i>
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	303
ANNEXES.....	313
<i>Repères chronologique.....</i>	<i>315</i>
<i>Sources arabes.....</i>	<i>321</i>
<i>Sources latines.....</i>	<i>325</i>
Sources manuscrites.....	325
Éditions et traductions.....	325
<i>Bibliographie.....</i>	<i>327</i>
TABLES ET INDEX.....	337
INDEX.....	339
CARTES.....	353
TABLEAUX.....	353
ILLUSTRATIONS.....	353
TABLE DES MATIÈRES.....	355